Traité de science et de législation

pénitentiaires, par Paul Cuche,...

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Cuche, Paul. Traité de science et de législation pénitentiaires, par Paul Cuche,.... 1905.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
 *La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
 *La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

 *des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
 *des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

DÉPÔT LÉGAL
169
1905

Conserver la Couverture

15799

TRAITÉ

DE

SCIENCE ET DE LÉGISLATION

PÉNITENTIAIRES

PAR

PAUL CUCHE

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DE DROIT DE GRENOBLE

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et Cie et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT, (5e ARR[t])

1905

4° F
1273

R
*

BIBLIOTHEQUE NATIONALE
R.F.

TRAITÉ
DE
SCIENCE ET DE LÉGISLATION
PÉNITENTIAIRES

TRAITÉ

DE

SCIENCE ET DE LÉGISLATION

PÉNITENTIAIRES

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R. F. IMPRIMÉS.

PAR

PAUL CUCHE

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DE DROIT DE GRENOBLE

PARIS

LIBRAIRIE GENERALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et Cie et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT, (5e ARRt)

1905

PRÉFACE

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
R.F.
IMPRIMÉS.

J'espère épargner à ce livre bien des critiques, en disant tout simplement le but dans lequel il a été écrit ; je n'ai cherché qu'à faire œuvre de coordination et de vulgarisation. Les éléments de la science pénitentiaire n'avaient été jusqu'à présent, en France, l'objet d'au cune élaboration d'ensemble : il existait au contraire depuis longtemps à l'étranger plusieurs ouvrages dans le genre de celui que je présente aujourd'hui au public (1) ; il m'a semblé qu'il était temps de combler cette lacune.

Les matériaux étaient tout prêts, disséminés dans quelques monographies et surtout répandus avec profusion, et non sans désordre, dans les 28 années de la *Revue pénitentiaire* ; il suffisait d'un peu de bonne volonté pour se mettre à leur recherche, et d'un peu d'expérience pour les classer ; je n'ai pas cru, cependant, qu'il fallût faire disparaître de mon travail toute

(1) Je citerai pour l'Allemagne le *Handbuch des Gefängnisswesens* publié sous la direction de Holtzendorff et Jagemann, Hambourg 1888 ; le *Lehrbuch der Gefängniskunde* de Krohne, Stuttgard 1889 ; pour l'Angleterre, le livre de Tallack, *Penological and preventive principles*, Londres 1896. Ce dernier ouvrage est toutefois moins méthodique que les deux précédents.

note personnelle ; il m'a semblé que mon exposition acquerrerait ainsi plus de vie et d'intérêt.

La première utilité de ce livre est de fournir un point de départ à ceux qui, après moi et mieux que moi, tenteront une systématisation de la science pénitentiaire ; la seconde est de montrer que cette science est parvenue à un degré de développement assez élevé, pour que l'enseignement des Facultés de Droit lui fasse désormais une place.

Pendant longtemps on s'est contenté, dans les cours de procédure civile, d'apprendre aux étudiants comment on obtenait un jugement en leur laissant ignorer comment on l'exécutait ; la même omission existe encore à l'heure actuelle dans le cours de droit pénal où l'on se préoccupe beaucoup plus des étiquettes des peines que de leur contenu, c'est-à-dire de leur régime.

Cette omission est injustifiable à tous les points de vue ; pratiquement, c'est par une bonne organisation du régime des peines, beaucoup plus que par le perfectionnement de la législation criminelle, que l'on peut espérer exercer quelque influence sur la marche de la criminalité ; théoriquement, il est inadmissible qu'après avoir étudié les incriminations et la procédure destinée à leur assurer une sanction, on se désintéresse presque complètement de cette sanction elle-même.

INTRODUCTION A LA SCIENCE PÉNITENTIAIRE

CHAPITRE PREMIER

Les fonctions de la peine

1. — La pénologie ou science pénitentiaire a pour but d'étudier les fonctions que la peine est appelée à remplir dans les sociétés modernes et d'organiser pratiquement l'adaptation de la peine à ces fonctions (1).

La peine peut se définir actuellement : une réaction de la société contre l'auteur d'un crime (2). Il semble dès lors que pour caractériser cette réaction il serait nécessaire d'avoir une idée nette de l'action qui la provoque. Malheureusement il n'est pas aisé de fournir une définition du crime qui puisse s'appliquer à tous les actes reconnus comme délictueux au cours des siècles. Que de faits aujourd'hui incriminés ont été autrefois licites et même encouragés par les mœurs ou par les lois! Je crois cependant qu'il n'est pas impossible de déterminer comme une orientation commune sous laquelle les sociétés se sont instinctivement placées quand elles ont qualifié certains actes de criminels, cette orientation étant demeurée la même à toutes les époques et dans tous les pays, alors

(1) Je me réserve de fournir dans le chapitre suivant la justification de cette définition de la science pénitentiaire que l'on eût considérée, avec raison, il y a une vingtaine d'années, comme beaucoup trop large.

(2) Je prends bien entendu le mot crime dans un sens très large et non dans l'acception étroite que lui donne la langue traditionnelle du droit pénal.

que la liste des incriminations subissait de profondes modifications au cours des siècles et qu'encore aujourd'hui elle varie d'un peuple à l'autre (1).

La réaction pénale consiste essentiellement dans un mal infligé à l'auteur du crime et qui l'atteint dans sa personne ou dans ses biens. Si loin que l'on remonte dans l'histoire de la peine, quels que soient les sentiments et les besoins dont elle ait successivement procuré la satisfaction, on constate qu'elle aboutit invariablement à faire souffrir le criminel (2). Vengeance, expiation, rétribution, intimidation, amendement, élimination, tous ces mots ont le même corrélatif: mal, douleur ou souffrance. Le progrès, dans cet ordre d'idées, tend non pas à supprimer la souffrance, mais à l'utiliser dans l'intérêt commun du délinquant et de la société, à concevoir, en d'autres termes, la souffrance beaucoup plus comme un moyen que comme un but. La science pénitentiaire n'est que l'ensemble et la systématisation des conclusions pratiques inspirées par les différents essais d'utilisation de la souffrance pénale réalisés de nos jours. Nous arrivons ainsi à nous poser un problème préliminaire, celui des fonctions de la peine ; il faut connaître, en effet, les buts à atteindre avant de se demander comment on les atteindra (3).

(1) Ce n'est pas évidemment le lieu d'engager le débat sur la définition du crime, et je dois me contenter de quelques références bibliographiques : Tarde, *Etudes pénales et sociales*, p. 269 ; *Philosophie pénale*, 3e édition, pp. 69 et suiv. ; *Revue philosophique*, 1898, t. II, p. 337 ; *Problèmes de criminalité, Archives d'anth. crim.*, 1898, pp. 369 et suiv. — Proal, *Le crime et la peine*, p. 499. — Hamon, *Archives d'anthropologie criminelle*, 1893, p. 242. — Block et Onanoff, *Revue scientifique*, 1890, t. II, p. 752. — Dallemagne, *Actes du Congrès d'anthropologie criminelle de Genève*, 1892, p. 148. — Garofalo, *Criminologie*, 1892, pp. 1 et suiv. — Durkheim, *Division du travail social, passim*, etc. — On trouvera une bibliographie presque complète de la question dans la quatrième édition en italien de la *Sociologia criminale*, de Ferri, pp. 115 à 143, Turin, 1900.

(2) N'oublions pas qu'il y a bien des degrés et surtout bien des natures de souffrances. Toute privation et toute contrainte, si légères qu'elles soient, sont des souffrances. Or il est impossible de nommer une peine qui ne comporte ni privation ni contrainte.

(3) Il y a peu d'ouvrages spéciaux consacrés à l'étude des fonctions de la peine. Je puis citer en France le beau livre de M. Saleilles, l'*Individualisation de la peine*, Paris, 1898 ; en Allemagne, la prolixe monographie de Richard Schmidt, *Die Aufgaben der Strafrechtspflege*, Leipsick, 1895 ; le discours rectoral très suggestif

2. — Ce problème, nous en limitons la solution à nos sociétés modernes. Il est déjà délicat de soumettre à une étude critique les faits sociaux contemporains, d'analyser ce bloc de tendances, d'opinions et de croyances, que l'on est convenu d'appeler l'esprit public, dans ses rapports avec les institutions existantes. C'est une œuvre autrement plus difficile de reconstituer cet esprit public dans le passé, d'évoquer et de faire revivre, à plusieurs siècles de distance, des conceptions populaires restées souvent informulées. Et cependant ce sont ces conceptions qu'il faut dégager, si l'on veut faire l'histoire sociale de la peine et ne pas se contenter de l'histoire des institutions pénales. Il faut surtout ne pas confondre cette histoire sociale de la peine avec celle des doctrines pénales. Celles-ci ne sont ordinairement que la synthèse partielle et la plupart du temps tardive d'idées ambiantes que la systématisation vient saisir au moment où elles sont en train de se transformer.

Parfois, aussi, il est vrai, elles peuvent être l'œuvre d'un précurseur en avance sur son siècle.

Dans un cas comme dans l'autre, elles ne sauraient être le reflet fidèle des sentiments et des besoins d'une époque ou d'un pays déterminés.

Si nous avons insisté sur les difficultés que présente l'histoire sociale de la peine, ce n'est pas tant pour nous excuser de ne pas l'avoir entreprise que pour mettre en garde contre les généralisations hâtives dont cette histoire a été le prétexte.

Certains esprits, amoureux de simplicité et convaincus *a priori* que l'évolution des institutions a dû présenter partout et toujours les mêmes caractères et les mêmes phases (1), se sont plu à placer dans la vengeance privée le point de

d'Hermann Seuffert (Bonn, 1897) ainsi intitulé *Was will, was wirkt, was soll die Staatlische Strafe?* enfin l'article magistral de Von Liszt, *der Zweckgedanke im Strafrecht. Zeitschrift fur die gesamte Strafrechtswissenschaft*, t. III, 1883, pp. 1 et suiv. ; en Italie, la *Critica penale*, de Carnevale. Lipari, 1889.

(1) Voir la critique de cette tendance si répandue dans Tarde, *Transformations du droit*, 1893, pp. 7 à 13.

départ de la répression pénale. Cette vengeance a d'abord réclamé une satisfaction en nature en quelque sorte, soit la mise à mort de l'auteur du crime, soit des violences « réciproques » exercées sur sa personne. Puis l'idée se fait jour que la satisfaction peut être cherchée dans un équivalent. C'est l'apparition de la composition en argent, du Wehrgeld.

Cette composition d'abord volontaire devient obligatoire dans la plupart des cas dès que le pouvoir social se sent assez fort pour l'imposer.

Jusqu'ici la peine n'a pas un caractère public, mais strictement privé. Un troisième stade consistera dans la substitution progressive de la société à la personne de l'offensé, qui, de nos jours, s'est réalisée beaucoup trop complètement. On comprend peu à peu que la violation brutale ou dolosive d'un droit individuel n'intéresse pas seulement la victime, qu'elle intéresse aussi la collectivité. Le crime apparaît désormais, moins comme une injustice commise envers un particulier, que comme une atteinte aux conditions d'existence de la société elle-même. Il revèt aussi, ajoute-t-on, le caractère d'une faute morale qu'il faut expier, surtout si, comme cela arrive presque toujours, cette faute morale se complique d'une violation de la loi divine, car jusqu'au châtiment, la malédiction d'en haut demeure suspendue sur le groupe social auquel appartient le membre coupable. J'avoue, pour mon compte, n'avoir jamais pu m'expliquer cette apparition subite d'une phase religieuse ou sociale dans la répression si l'on prend la vengeance privée comme unique point de départ (1). Y a-t-il rien de plus objectif et de plus réflexe que la vengeance qui s'exerce instinctivement, même contre des choses inanimées? Comment en faire sortir l'idée de faute ou de péché ? L'évolution ne crée pas, elle transforme des éléments préexistants, et c'est singulièrement abuser de ce mot que de le donner comme réponse à un pareil postulat.

A cette phase de l'expiation religieuse ou morale on s'ac-

(1) Cf. à titre d'exemple l'essai d'explication fournie par Garraud, *Traité de droit pénal*, 1re édition, 1888, p. 55.

corde à faire succéder celle de l'intimidation, dans laquelle nous sommes encore maintenant, car, malgré l'adoucissement que la peine subit à l'heure actuelle par l'effet d'une individualisation judiciaire ou administrative, jouant peut-être trop librement, le but d'intimidation est encore l'un des principaux que poursuivent nos législations répressives. On compte sur la menace de la peine, bien plus d'ailleurs que sur son application pour éloigner du crime toutes les consciences vacillantes qui ont besoin d'être étayées du bon côté, tous ceux que, dans une terminologie aujourd'hui acceptée, on appelle les criminels d'occasion.

Enfin, au cours du XIX^e^ siècle, l'évolution de la peine a été caractérisée par l'importance grandissante attribuée à cette idée, que la peine doit, autant que possible, être organisée en vue de corriger le délinquant. L'idée n'est pas neuve (1), mais sa consécration législative est récente. Plus récente encore est la pensée d'utiliser la peine à la réparation du dommage causé à la victime de l'infraction. Ce résultat était jadis obtenu par les compositions pécuniaires dérivées de la vengeance privée. Ce sont aujourd'hui, il est vrai, des motifs d'ordre beaucoup plus élevé qui le font rechercher comme désirable, mais il est curieux cependant de constater dans l'histoire de la peine cette coïncidence entre le point de départ et le point d'arrivée.

Ainsi, vengeance, expiation, intimidation, amendement, voilà quel serait, en résumé, d'après une sociologie très simplifiée, le tableau schématique des fonctions successives de la peine (2).

(1) Cf. sur ce point : KARL KRAUSS, *Im Kerker vor und nach Christus*, Fribourg en B., 1895 ; VON HIPPEL, *Zeitschrift fur die gesamte Strafrechtswissenschaft*, 1898, t. XVIII, pp. 419 et suiv. ; l'analyse de cet article a été faite par M. ROUX, *Revue pénitentiaire*, 1878, p. 1242.

(2) Des indications bibliographiques seraient ici inutiles. Nous sommes en présence de ce que l'on appelle vulgairement « un cliché » ou, comme le dit M. SALEILLES (*loc. cit.*, p. 25), de « formules courantes ». On les retrouve notamment dans l'introduction historique de bien des traités ou précis de droit pénal qui les ont peut-être empruntés aux *Eléments de droit pénal* d'ORTOLAN, si souvent et avec raison pris comme modèle (voir 3^e^ édition, 1863, t. I, p. 25). Il est certain

3. — J'ai déjà dit que mon intention n'est pas de refaire ici l'histoire sociale de la peine telle que je la conçois, ce serait asseoir sur une base démesurément trop large les modestes développements qui vont suivre. J'ai voulu simplement réagir — dans un domaine où cette réaction m'apparaissait comme particulièrement opportune — contre une tendance qu'il est néfaste d'apporter à l'étude des sciences sociales et qui consiste à découper la vie des sociétés en stratifications successives, en états sociaux simples et homogènes, régulièrement superposées comme les différentes couches ligneuses d'un arbre. On aboutit ainsi à des constructions aux contours très nets, aux lignes harmonieuses, mais de pure fantaisie.

En matière sociale il faut se résoudre à admettre la complexité, parce qu'elle est partout, et la simplicité nulle part.

Là où nous croyons à première vue reconnaître une succession, bien souvent il y a eu concomitance. Ces sentiments et ces besoins, que nous pensons être nouveaux, existaient probablement dans le passé le plus lointain, mais avec un relief différent. Il nous est facile de le montrer ici, et cette démonstration sera, je crois, une bonne préparation à l'étude des fonctions de la peine au début du XX^e^ siècle.

C'est une erreur aujourd'hui reconnue de considérer la vengeance privée comme la première et unique inspiratrice de la répression pénale (1). L'idée de faute morale, de péché et d'expiation est aussi ancienne que le monde, mais sa sphère d'action a été distincte de celle où s'est exercée la vengeance privée.

que ces formules courantes sont d'un usage commode pour l'exposition didactique.

(1) Cf. SALEILLES, *loc. cit.*, pp. 22 et suiv. ; TARDE, *Transformations du droit*, p. 16 ; MAKAREWICZ, *Evolution de la peine*, *Archives d'anthr. criminelle*, 1898, p. 129 ; POST, *Die Grundlagen des Rechts und die Grundzüge seiner Edtwickelungsgeschichte*, Oldenbourg, 1884, notamment §§ 46 et 47 ; en sens contraire, FERRI, *Sociologia criminale*, 1900, pp. 504 et suiv., et *Justice pénale*, 1898, p. 8, admet que le droit pénal a comme point de départ unique la réaction défensive de l'instinct de conservation (voir sa critique de TARDE et de MAKAREWICZ, *Sociolog. crim.*, p. 508, n. 2). Je crois que cette discussion est quelque peu factice et que sur le fond on est bien près de s'entendre comme le laisse entrevoir TARDE (*Transf. du droit*, p. 18) et SALEILLES (*Individ. de la peine*, p. 29, *in fine*).

La vengeance est dirigée contre les ennemis du dehors, l'expiation s'applique aux fautes commises à l'intérieur du groupe par des membres de ce groupe. Nous avons encore, de nos jours, bien des exemples de cette dualité de la notion de justice. Il y a des actes que nous nous permettons à l'égard des étrangers et non envers nos compatriotes, des procédés dont nous usons avec le premier venu de nos concitoyens, mais non avec un collègue ou un confrère, enfin envers nos proches et dans notre famille nous nous reconnaissons un devoir de justice encore plus étroit. Rien donc de plus raisonnable à l'origine que la coexistence de la répression morale et expiatrice à l'intérieur des groupes sociaux — quel que soit le nom qu'on leur donne — et de la répression vindicative étrangère à l'idée de faute contre les étrangers, les *hostes*. Le jour où, par la conquête, un Etat s'est formé de la réunion de plusieurs groupes, la justice est devenue la même pour tous, de même qu'un seul prix s'établit sur le même marché pour le même produit, et cette justice a revêtu, comme caractère dominant, soit le caractère moral, soit le caractère vindicatif, suivant que les groupes ainsi rapprochés offraient une affinité plus ou moins grande de religion, de race ou de langue (1).

Ainsi s'expliquent les variétés de l'évolution de la peine chez les divers peuples, ici plus particulièrement objective, appliquée sans considération de culpabilité à l'image des vendettas entre tribus, là au contraire plus adaptée aux individus, plus paternelle sans être pour cela moins sévère, portant plus fortement l'empreinte de la juridiction domestique.

Ainsi la vengeance et l'expiation ont été deux éléments contemporains dans l'histoire de la répression (2), mais profondément distincts à l'origine, et la justice pénale d'un pays

(1) TARDE, *Transformations du droit*, pp. 20 et suiv.

(2) En ce qui concerne la coexistence dès la plus haute antiquité des idées de vengeance et d'expiation, la documentation la plus accessible à des lecteurs français est contenue dans les œuvres bien connues de THONISSEN sur le droit pénal des anciens peuples.

s'est trouvée plus ou moins fortement teintée de l'un ou de l'autre, suivant le dosage que les circonstances ont imposé lorsque le mélange des deux éléments a été rendu nécessaire.

Quant à l'idée d'intimidation, je ne crois pas non plus qu'il soit téméraire de la faire remonter aux origines les plus reculées. C'est par une suite d'intimidations successives, dont le souvenir s'est transmis de génération en génération, que les hommes ont fait l'apprentissage des lois de la nature : une chute, un écroulement, un incendie, une inondation, etc., telle a été la première sanction de ces lois méconnues par ignorance, et cette sanction a été mise à profit. De même on a dû s'apercevoir de tout temps que la réaction vindicative ou expiatrice contre une faute passée servait en même temps à prévenir les fautes futures, que la peine, appliquée *quia peccatum*, opérait également dans l'avenir *ne peccetur*.

On est donc autorisé à penser que la préoccupation de l'intimidation n'a jamais été étrangère aux législations répressives, même les plus anciennes, peut-être même réussirait-on à démontrer qu'elle a été dominante chez plusieurs d'entre elles.

Si cette préoccupation semble avoir acquis plus d'intensité vers l'époque moderne, c'est qu'elle a conservé sa valeur alors que les idées de vengeance et d'expiation perdaient en grande partie la leur.

4. — Cet aperçu très court, mais que l'on voudra bien cependant ne pas considérer comme superficiel est, je crois, fécond pour l'étude des fonctions actuelles de la peine.

Le crime provoque dans notre société moderne deux grands ordres de réactions dont la peine se trouve être l'expression commune : les réactions d'ordre moral et les réactions d'ordre utilitaire (1).

I. — Les premières tendent à la satisfaction de sentiments ou d'instincts que le délinquant a méconnus ou surexcités.

(1) Cf. Gauckler, *La peine et la fonction du droit pénal*, *Archives d'anthr. criminelle*, 1893, pp. 341 et 453.

a) Le crime est un acte d'injustice, comme tel il viole ce sentiment moyen de justice répandu dans l'immense majorité des hommes et dont nous devons constater et affirmer l'existence, sans nous occuper ici de remonter à sa source et de lui trouver sa justification, la science pénitentiaire étant une science purement expérimentale.

b) Le crime est, la plupart du temps, un acte odieux, c'est souvent un acte cruel. Comme tel il soulève l'indignation, le mépris, l'horreur, en même temps que la pitié pour la victime.

c) Le crime est, enfin, un acte essentiellement antisocial, si on le considère génériquement et abstraction faite des mobiles honorables et parfaitement sociaux qui peuvent parfois l'inspirer.

C'est un acte de lutte entre l'individu et la collectivité, c'est une atteinte brutale à cet ordre de choses établi que nous sentons nécessaire à notre propre conservation, il éveille en nous la crainte, l'alarme ; nous avons peur que de pareils faits se généralisent et que nous n'en soyons victimes à notre tour. A ce titre, que nous le voulions ou non, nous avons toujours un peu de colère et de haine contre le malfaiteur. Nous cherchons plus ou moins consciemment à nous venger de lui en le punissant.

Le mot vindicte publique, qui figure encore de temps à autre dans les réquisitoires du Parquet, traduit à ce point de vue un réel état d'esprit collectif.

A tous ces sentiments, à toutes ces inquiétudes, à toutes ces émotions diverses, la peine apporte un soulagement et sert d'exutoire. Elle calme les esprits, elle réconforte les consciences, elle apparaît à tous comme la réaffirmation solennelle des lois sociales et morales dont le crime a été la négation de fait. C'est dans cette fonction que la peine se révèle particulièrement utile aux honnêtes gens.

II. — Les réactions d'ordre utilitaire, auxquelles il a été instinctivement satisfait dès l'origine de la vie sociale (1) et

(1) Cf. Ferri, *Sociologia criminale*, 1900, pp. 504 et suiv.

que l'on cherche aujourd'hui à satisfaire avec conscience et avec méthode, sont celles qui tendent, en dehors de toute considération morale et de toute impulsion émotive, uniquement dans un but de protection sociale, à empêcher que le délinquant ne recommence et surtout que d'autres ne soient tentés de l'imiter. Ces réactions ne sont que la manifestation prévoyante et rationnellement organisée (Zielbewust) — non plus simplement vindicative comme ci-dessus — de l'instinct de conservation individuel, mis en éveil par une atteinte aux conditions d'existence de la société et de chacun de ses membres, et surtout par la crainte de voir cette atteinte se répéter indéfiniment par voie d'imitation.

5. — Aussi, au point de vue utilitaire, la peine doit produire un double effet préventif, un effet préventif individuel envers le délinquant (Spezialprävention), et un effet collectif envers ses imitateurs possibles (Generalprävention) (1).

Ces deux préventions ne s'opèrent pas de la même façon.

La prévention individuelle consistera à enlever au délinquant soit l'envie, soit la possibilité de recommencer.

Ici intervient la distinction maintenant traditionnelle des criminels en deux grandes catégories.

a) Les criminels d'occasion que l'on détournera du crime par la sévérité de la répression actuelle et la crainte d'une répression plus sévère dans l'avenir (prévention par intimidation), ou bien encore par l'heureuse influence moralisatrice de la peine qui leur est appliquée (prévention par amendement).

b) Les criminels de tempérament ou d'habitude que l'on pourra rarement corriger et qu'il faudra se résigner à mettre dans l'impossibilité de nuire par une élimination plus ou moins radicale.

(1) Cette terminologie si commode est courante dans la science allemande (voir par ex. Richard Schmidt, *op. cit.*, pp. 46 et suiv.); elle est même employée dans les traités élémentaires destinés à l'enseignement (Von Liszt, *Lehrbuch des deutschen Strafrechts*, 1899, p. 76, n. 8). Il serait à désirer qu'elle nous devienne familière.

En résumé, l'intimidation, l'amendement, l'élimination, sont les différents procédés de prévention individuelle.

La prévention collective des imitateurs possibles des criminels en puissance ne se réalise, au contraire, que par un seul procédé : l'intimidation, et cette intimidation résultera, ceci est à noter, bien plus de la certitude que de la sévérité de la répression (1). C'est là un principe important de politique criminelle. Il faut faire planer sur la masse des candidats au crime une menace qu'ils sentent sérieuse, et qui vienne fortifier en eux les motifs qui peuvent encore les maintenir dans la vie honnête.

6. — Telles sont les différentes réactions morales ou utilitaires dont la peine est l'expression, et si l'on se demande comment elle peut à la fois remplir des fins si variées, on se l'explique par ce fait que la peine consiste, aujourd'hui comme autrefois, dans l'infliction d'une souffrance au criminel (2). Or, c'est par la souffrance que s'expient l'injustice, la cruauté, l'égoïsme. C'est aussi par elle que s'assouvit la vengeance. Nous comprenons déjà comment la peine peut servir de satisfaction commune à toutes les réactions sociales d'ordre moral.

Quant aux réactions d'ordre utilitaire, elles aboutissent toutes aussi à la souffrance, non plus *comme à un but*, mais comme à un *moyen indispensable* pour réaliser leurs fins diver-

(1) « Ce n'est pas la rigueur du supplice qui prévient le plus sûrement les crimes, c'est la certitude du châtiment... La perspective d'un châtiment modéré mais inévitable fera toujours une impression plus forte que la crainte vague d'un supplice terrible auprès duquel se présente quelque espoir d'impunité. » Beccaria, *Des délits et des peines*, édit. Faustin Hélie, 1870, p. 126. Comp. ce passage de Montesquieu : « Qu'on examine la cause de tous les relâchements, on verra qu'elle vient de l'impunité des crimes et non pas de la modération des peines. » *Esprit des lois*, liv. VI, ch. XII. On peut y joindre ce passage des observations de Target sur le projet de Code pénal directement inspiré de Beccaria : « L'efficacité de la peine se mesure moins sur sa rigueur que sur la crainte qu'elle inspire et cette crainte est proportionnée à la certitude et à la célérité de la peine plus qu'à sa sévérité » (Locré, t. XXIX, p. 8). Voir plus bas la conclusion de ce chapitre.

(2) On pourra recueillir quelques idées intéressantes à l'appui de cette observation dans l'article de M. Demogue sur les « Rapports de la souffrance et de la pénalité », *Revue pénitentiaire*, 1899, p. 182.

ses. Le ressort de l'intimidation, c'est la crainte de l'homme pour la souffrance, il faut donc pour intimider que la peine soit un mal. Quant à l'amendement, au relèvement moral, il suppose presque toujours l'internement du criminel, c'est-à-dire une des plus terribles privations, celle de la liberté. Il sous-entend, en outre, la soumission des détenus à une discipline réformatrice, qui impose même au moins mauvais de nombreux efforts et de véritables sacrifices : dans notre siècle d'anesthésie, les guérisons morales ne s'opèrent pas encore sans douleur.

Enfin, l'élimination des incorrigibles, même lorsqu'elle n'est pas accompagnée de l'obligation du travail, ce qui est rare, constitue par elle seule une souffrance grave. Ce n'est pas sans angoisse que le récidiviste se voit enlevé à la vie sociale normale, soit par l'expatriation, soit par un internement continental de longue durée.

Au point où nous en sommes, nous entrevoyons les principales fonctions de la peine moderne et nous comprenons qu'il n'est pas rationnellement impossible qu'elle les remplisse toutes à la fois. Toutefois, si ce problème ne nous apparaît pas dès l'abord comme insoluble, l'économie de cette solution est encore bien obscure. Si l'on se prend à y réfléchir, on se heurte, dès l'entrée, à une grave difficulté pratique.

Je veux bien qu'il y ait convergence et, jusqu'à un certain point, harmonie entre les différentes fonctions de la peine, en ce sens qu'elles ont toutes le même aboutissement pratique, un mal infligé au délinquant, mais ne vont-elles pas entrer immédiatement en conflit quand il faudra déterminer la nature et l'intensité de ce mal (1) ? Le conflit est à prévoir d'abord entre les fonctions morales et les fonctions utilitaires, puis entre les différentes fonctions utilitaires. Nous n'en supposons pas entre les différentes fonctions morales, car les deux principales d'entre elles, la fonction vindicative et la fonction

(1) Consulter pour la critique des développements qui vont suivre et dans un sens opposé au nôtre l'ouvrage déjà cité de Richard Schmidt, 1re partie, ch. III, *Die Unvereinbarkeit der Strafzwecke*, pp. 93 et suiv. .

expiatrice, se traduisent pratiquement par des exigences identiques ou concordantes (1).

I

7. — Etudions d'abord le conflit entre les fonctions morales et les fonctions utilitaires. Nous pouvons nous y appesantir sans regret, car cette étude doit nous être d'un grand secours pour résoudre ensuite le conflit des fonctions utilitaires entre elles.

Voici dansquels termes se pose le problème. Alors que dans une circonstance déterminée la protection sociale pourrait être assurée par une peine de telle nature et de telle durée, il arrive, au contraire, que le sentiment de justice, la gravité du trouble apporté à la paix et à la conscience publique paraissent exiger une répression différente et plus sévère (2). A l'inverse, et cette seconde hypothèse est beaucoup plus pratique, en présence d'un délinquant sur lequel pèse un long passé criminel et dont le retour au bien ne paraît plus possible, l'utilité sociale impose une mesure éliminatrice, soit l'internement continental de longue durée, soit l'expatriation ; cependant, prises une à une, les fautes de cet homme ne sont pas bien graves ; ce sont de petits vols, des escroqueries sans importance, des habitudes de mendicité, de vagabondage, c'est encore pour une infraction de ce genre qu'il est traduit devant le tribunal répressif ; à l'audience, la conscience des magistrats et du public est impressionnée, troublée par cette disproportion entre la dernière infraction commise et la répression sévère que commande une haute prévoyance sociale. Les réactions dites d'ordre moral seraient ici satisfaites par une péna-

(1) Cf. la remarque de Tarde sur l'équivalence pratique des idées de talion et de pénitence (*Transf. du droit*, p. 18). La vengeance réclame œil pour œil, dent pour dent ; l'expiation est considérée comme suffisante lorsqu'on est puni par où l'on a péché. En fait ces deux sortes de satisfactions coïncident.

(2) Comme exemple pratique on peut citer tous les cas où le juge est autorisé à prononcer une condamnation avec sursis (loi du 26 mars 1891).

lité beaucoup plus douce (1). Comment dans de pareils cas, le conflit va-t-il se régler entre les fonctions morales et les fonctions utilitaires de la peine ? Lesquelles choisira-t-on comme criterium pour la détermination et le dosage de la pénalité ?

C'est, en somme, vers la solution de cette question que convergent tous les systèmes sur le droit de punir : systèmes de la justice absolue, systèmes purement utilitaires, systèmes mixtes (2). Ils y convergent nécessairement et je dirais presque inconsciemment. J'ai toujours eu, en effet, quelque peine à comprendre que l'on discutât le fondement du droit de punir sans se préoccuper des fonctions que la peine peut remplir. On a cherché à justifier l'existence de ce droit par sa cause et non par sa finalité. Or, sur la cause, il est impossible de se mettre d'accord, car la conception que l'on s'en fait varie avec les doctrines philosophiques que l'on professe sur Dieu, la nature humaine, la loi morale et l'origine des sociétés. Ces doctrines présentent le plus souvent des divergences irréductibles. Y a-t-il quelque entente à espérer entre ceux qui rattachent le droit de punir à l'idée de contrat social, ceux qui le considèrent comme délégué par Dieu à la société, ceux qui lui donnent comme base l'impératif catégorique de la loi morale ou la nécessité non moins métaphysique de la réaffirmation de l'idée de droit niée par le crime, ceux enfin qui justifient le droit de punir par sa seule utilité sociale ? Et je ne parle pas ici des systèmes éclectiques issus presque tous d'une théorie qui prit naissance en France, dans le premier tiers du XIX^e^ siècle (3), et qui se sont lancés à la recherche d'une sorte de dosage *a priori* des exigences de la justice absolue et de celles de l'utilité sociale, se limitant les unes les autres dans une combinaison qui les satisfait toutes également.

(1) C'est, à mon avis, le principal motif qui explique la répugnance des magistrats français à appliquer la relégation.

(2) Voir pour l'exposé de ces systèmes qui n'aurait pas ici sa place : ORTOLAN, *Eléments de droit pénal*, 1863, t. I, p. 80 ; GARRAUD, *loc. cit.*, t. I, p. 38 ; VIDAL, *Principes fondamentaux de la pénalité*, p. 215, et surtout le *Lehrbuch* de VON LISZT si précieux en références bibliographiques, pp. 74 à 80 avec les notes (éd. de 1899).

(3) La théorie de DE BROGLIE et ROSSI. Voir les références ci-dessus.

Si l'on veut aborder cette question du droit de punir avec l'idée de la résoudre, je crois qu'il faut la prendre par l'autre bout, c'est-à-dire du côté de la finalité (1). Il faut rechercher expérimentalement quelles réactions la peine tend à exprimer, quelles fonctions elle peut remplir — c'est ce que nous avons essayé de faire jusqu'à présent — puis il faut opérer un choix parmi ces fonctions, il faut établir une hiérarchie entre elles, non pas en considération de leur valeur métaphysique et absolue, ce serait revenir à la justification de la peine par sa cause, que je viens de rejeter, mais d'après le degré de certitude et de commodité qu'elles présentent *en pratique*, pour déterminer le domaine de la répression pénale ainsi que la mesure et le mode de la peine.

En résumé, si parmi les fonctions de la peine il en est sur lesquelles on puisse asseoir pratiquement un système d'incriminations et de pénalités, s'il en est d'autres, au contraire, absolument inutilisables comme criteriums répressifs, il sera raisonnable de donner la prépondérance aux premières, sans toutefois faire abstraction complète des secondes et tout en cherchant à leur donner satisfaction dans la mesure du possible.

Je dis qu'il sera raisonnable de le faire, mais sera-t-il possible de le faire, sera-t-il possible d'orienter la répression, sinon du jour au lendemain, au moins dans un avenir plus ou moins éloigné, dans le sens qui nous paraîtra le plus rationnel, le meilleur expérimentalement ?

8. — Si nous voulons éviter des désillusions au terme de notre étude, il faut nous souvenir que ces fonctions, que nous cherchons à classer, s'exercent par des organes. Ces organes, ce sont les différentes autorités qui interviennent dans la fixa-

(1) Cette conception est celle de la politique criminelle. On désigne sous ce nom l'orientation nouvelle que Von Liszt a contribué à donner à la science pénale, notamment par la publication de sa *Zeitschrift* et la fondation de l'Union internationale de droit pénal (en collaboration avec MM. Prins et Van Hamel) et que l'on peut résumer dans cette formule un peu barbare : la peine conditionnée par son but et non plus par sa cause. Consulter à ce sujet la thèse de Maillard, *Etude historique sur la politique criminelle*, Paris, 1899.

tion de la peine. Il faut évidemment que nous connaissions leur rôle, leurs tendances, leur situation respective et que nous en tenions compte, si nous voulons avoir une idée exacte du caractère plus ou moins *pratique* de la classification que nous établirons entre les fonctions de la peine. Le mot peine, qu'on le remarque bien, employé sans qualificatif, ne comporte pas en lui-même une précision suffisante dans l'étude de la question qui nous occupe. Il y a la peine prévue par la loi, il y a celle que le juge prononce, il y a enfin celle que l'administration pénitentiaire applique. A laquelle de ces peines veut-on faire allusion ? Cette distinction tripartite est fondamentale dans l'économie de la répression, elle domine toute la science pénale où on ne lui a pas encore fait, cependant, la place qu'elle mérite (1).

Trois autorités interviennent successivement dans la détermination de la peine : la loi, le juge et l'administration. Or, s'il est démontré que chacune de ces autorités est naturellement conduite à fournir à certaines réactions sociales plus ample satisfaction qu'à d'autres, s'il s'opère entre ces autorités, soit par la force même des choses, soit sous l'influence de la tradition et de l'esprit public, une division des fonctions de la peine, division non pas évidemment complète et rigoureuse, mais suffisante pour donner à chacune d'elles un rôle particulier dans la répression, l'étude de la hiérarchie des fonctions de la peine apparaît comme dominée par une question préliminaire, celle de la hiérarchie des différentes autorités qui collaborent à la répression, qu'une raison impérieuse de méthode impose à notre examen, avant que nous cherchions à résoudre le conflit entre les fonctions morales de la peine et les fonctions utilitaires.

(1) Je crois avoir été un des premiers à la poser comme fondement de toute étude sociale sur la répression dans un article paru dans la *Revue pénitentiaire* (1894. p. 786) et dont j'ai reproduit ici les idées principales. Cette distinction a servi également de guide à Seuffert dans l'ouvrage plus haut cité. Cf. *Revue pénitentiaire*, 1894, p. 1299 ; Saleilles, *Individualisation de la peine*, ch. VII et VIII, et le rapport de M. Garraud à la Société des Prisons, *Revue pénitentiaire*, mai 1901.

Cette question, nous la limitons dans le temps au XIX^e^ siècle et dans l'espace à la France. Il serait difficile d'être plus compréhensif sans cesser en même temps d'être clair et précis.

D'ailleurs, la France n'ayant fait que suivre et rarement devancer le grand mouvement de réforme qui a bouleversé la science et les institutions pénales au cours du dernier siècle et particulièrement à son déclin, notre champ d'études peut être considéré comme placé dans une situation moyenne qui nous autorise à généraliser beaucoup de nos conclusions.

Nous allons donc nous efforcer de caractériser le rôle respectif des trois autorités qui concourent, dans notre pays, à la fixation de la peine.

9. — A. Le législateur crée des incriminations et inscrit en regard de chacune d'elles la peine qu'il juge appropriée. Cette évaluation est rarement ferme, elle se meut presque toujours entre un maximum et un minimum. Nous remarquons que cette latitude des échelles pénales a été en grandissant au cours de ce siècle.

C'est ainsi que le Code pénal de 1791 (1) ne l'avait admise que pour les délits et les contraventions. Pour les crimes, au contraire, les peines étaient fixes, sans maximum ni minimum. Cette fixité a disparu dans le Code de 1810, où commence à poindre, timidement il est vrai, le germe des circonstances atténuantes (2).

Quelle pouvait être la préoccupation dominante du législateur de ce temps ? A quelle fonction de la peine donnait-il particulière satisfaction ? Il n'est pas douteux que son but principal ait été l'intimidation, ainsi que le font nettement apparaître les observations de Target, placées en tête du projet de Code pénal (3). Nous n'avons pas à nous en étonner,

(1) Plus exactement il faudrait dire les Codes pénaux de 1791, puisqu'il y eut le Code pénal du 6 octobre 1791 pour les crimes et la loi du 22 juillet 1791 pour les délits.

(2) Pour les délits ayant causé un préjudice égal ou inférieur à 25 fr.

(3) « C'est la nécessité de la peine qui la rend légitime. Qu'un coupable souffre, ce n'est pas le dernier but de la loi, mais que les crimes soient prévenus voilà

d'abord, parce que l'influence récente et si profonde exercée par Beccaria sur les hommes de la Révolution, et celle, toute contemporaine, de Bentham, qui reçut de la Convention le titre de citoyen français, mais dont les idées, soit dit en passant, ne semblent pas alors avoir été bien comprises (1), devait nécessairement se faire sentir dans un Code daté de 1810 ; puis, parce que ce Code se trouvait être l'œuvre législative d'une monarchie absolue et exceptionnellement autoritaire, succédant à une période profondément troublée, où les convulsions politiques avaient favorisé une progression alarmante de la criminalité. Ainsi s'explique la sévérité excessive, même pour l'époque, de notre Code pénal avant la réforme de 1832. Ainsi s'explique la fixité des peines, si accentuée dans le Code de 1791, déjà atténuée dans celui de 1810. Il semble qu'on ait voulu mettre en œuvre, dans les rapports de la loi et du juge, la formule connue de Beccaria : « Le juge doit faire un syllogisme parfait : la majeure doit être la loi générale ; la mineure, l'action conforme ou non à la loi ; la conséquence, la liberté ou la peine » (2).

Evidemment, cette fixité des peines servait à garantir les particuliers contre l'abus des peines arbitraires dont avait souffert l'ancien régime (3), mais si cette pensée avait seule

qui est de la plus haute importance. Après le plus détestable forfait, s'il pouvait être sûr qu'aucun crime ne fût désormais à craindre, la punition du dernier coupable serait une barbarie sans fruit et l'on ose dire qu'elle passerait le pouvoir de la loi. *Pœna non irascitur sed cavet* (Seneq). *La gravité des crimes se mesure donc non pas tant sur la perversité qu'ils annoncent que sur les dangers qu'ils entrainent* » (Locré, t. XXIX, p. 8). Nous verrons jusqu'à quel point cette dernière affirmation est exacte et si le législateur révolutionnaire, après avoir adopté la *nécessité* sociale comme *fondement du droit de punir*, n'a point choisi un autre criterium en ce qui concerne la *mesure* de la peine.

(1) Il y a plusieurs façons de comprendre l'utilité sociale : elle ne consiste pas toujours à sacrifier implacablement l'individu aux intérêts collectifs, tendance que l'on a attribué trop superficiellement à Bentham, ce qui amène facilement à placer sous son patronage l'idée que la peine doit être avant tout exemplaire et intimidante. Bentham a pensé que l'utilité sociale trouverait aussi son compte dans l'amendement du condamné par le régime d'exécution de la peine. Il s'est imprégné des idées de Howards dans son projet du Panopticum et on l'oublie trop facilement.

(2) Beccaria, *Des délits et des peines*, édit. Faustin Hélie, p. 21.

(3) C'est dans ce sens que Von Liszt considère la fixation du maximum comme

inspiré les rédacteurs de nos Codes de 1791 et de 1810, ils se seraient contentés de fixer le maximum de la peine. Ils ont, au contraire, pris soin d'indiquer en même temps son minimum et, qu'on le remarque, un minimum encore très élevé, que les circonstances atténuantes — je parle du Code de 1810 — ne pouvaient abaisser que tout à fait exceptionnellement. C'est donc qu'ils ont été préoccupés de conserver à la peine légale toute la valeur intimidante que lui donnait son tarif, les criminels étant avertis que la peine prononcée par le juge serait la même que celle dont la loi les menaçait.

D'ailleurs, si l'on va au fond des choses, le législateur peut-il se proposer d'atteindre par lui-même et directement un autre but que l'intimidation? Il statue pour l'avenir, classant les infractions en raison de leur gravité sociale et les frappant d'une peine dont « le mal » lui paraît « surpasser le profit du délit » (1), classant ausssi les criminels en raison de leur âge, de leur sexe ou de leur passé. Il ne connaît pas les espèces, tout ce qu'il peut faire, c'est de laisser au juge et à l'administration la latitude nécessaire pour adapter la peine à ces espèces, c'est-à-dire à l'individualité de l'agent et aux circonstances du délit.

Nous venons de voir que cette préoccupation a été écartée par les rédacteurs de notre Code pénal, habitués par les penseurs du siècle précédent à concevoir l'humanité comme un ensemble de types abstraits.

A une époque où l'on croyait encore que tous les hommes naissent naturellement bons, ou, sans souci aucun de la réalité des choses, on travaillait depuis vingt ans à échafauder sur des principes très simples des lois très logiques et des constitutions majestueuses de symétrie que parfois on n'osait même pas appliquer, rien de plus naturel que de rejeter toute individualisation judiciaire de la peine par ce motif que, tous les hommes étant libres et libres d'une liberté égale, l'accom-

« la magna charta du criminel ». *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, 1893, p. 133.

(1) Beccaria, *loc. sup. cit.*, p. 91 et p. 139.

plissement d'une même infraction fait naître chez tous la même responsabilité (1). Le législateur de 1810 paraît bien avoir admis à la fois l'utilité sociale comme fondement du droit de punir et la liberté comme mesure de la peine, mais c'est justement parce qu'il présumait cette liberté égale chez tous en face d'un même fait délictueux qu'il n'a aperçu aucun inconvénient à assurer à la peine légale le plus de fixité possible. La preuve en est qu'il n'a pas négligé de prévoir certains cas, où la liberté n'étant plus entière, il convenait d'atténuer la peine par une excuse. Exemples : l'excuse de la minorité pour les individus âgés de moins de seize ans ayant agi avec discernement (art. 67, C. p.), l'excuse de la provocation (art. 321 et 324, C. p.).

Par la force même des choses, doser la répression en considération de la liberté, c'était ouvrir la porte à l'individualisation judiciaire. Il n'y a pas deux crimes qui se ressemblent, pas plus dans leur gravité morale que dans leurs circonstances matérielles, et les degrés de la responsabilité, fondée sur la liberté, varient à l'infini. L'utopie d'une liberté identique chez tous les hommes s'est heurtée, dès les premières applications, au bon sens du jury, et la fixité de la peine légale qui en est la conséquence devait rapidement disparaître sous les efforts bientôt séculaires de l'école dite néo-classique, qui n'a cessé de réclamer l'accroissement des pouvoirs du juge, afin de lui permettre d'établir une proportion plus exacte entre la peine et la responsabilité morale.

Ceci nous amène à étudier sous quelles influences s'opère la fixation judiciaire de la peine.

10. — B. Quels sont les pouvoirs du juge et comment en use-t-il ? Très limités au début du siècle, nous venons de le voir, ils ont été en grandissant, et la loi du 28 avril 1832 marque une étape importante dans leur développement rapide avec l'extension des circonstances atténuantes à toutes les catégories d'infraction. Dans ces dernières années, la tendance

(1) Cf. Saleilles, *Individualisation de la peine*, pp. 53 et suiv.

législative, favorable à l'élargissement de l'initiative, et je puis presque dire de l'arbitraire du juge, se dessine de nouveau très nettement ; le second Empire l'avait quelque peu entravée et comprimée (1) ; de nos jours la loi du sursis lui a donné une satisfaction retentissante, mais encore partielle, que complétera peut-être l'institution des circonstances très atténuantes déjà proposée à l'adoption des Chambres (2) et qui équivaudrait, en pratique, à la suppression du minimum admise par quelques lois étrangères.

L'histoire moderne du droit pénal pourrait avoir un chapitre intitulé : l'abdication progressive du législateur entre les mains du juge, aujourd'hui cette abdication est presque entière. En matière criminelle, un individu, que la loi menaçait des travaux forcés à temps, peut n'être condamné qu'à deux ans de prison. En matière correctionnelle, celui qui a encouru légalement un emprisonnement de deux à cinq années peut se voir octroyer un jour de prison ou même condamner à une simple amende de quinze francs. Tel est l'effet des circonstances atténuantes. Avec la condamnation conditionnelle le juge va plus loin, il suspend la réalisation des sévérités légales, estimant qu'elles seraient inopportunes. Seul le maximum de la peine est resté debout, l'opinion publique ayant toujours considéré cette limitation comme une garantie de la liberté individuelle et le juge ne l'ayant jamais ressentie comme une gêne.

Quant aux circonstances qui ont fait passer de la loi au juge

(1) Je n'en veux d'autre preuve que la loi du 13 mai 1863 qui fixa une limite au pouvoir d'atténuation du juge en matière correctionnelle. Les régimes autoritaires (premier et second Empires) ont toujours tendu à protéger la peine légale contre les atteintes de l'individualisation judiciaire La loi de 1863 a été abrogée aussitôt après la chute du second Empire par un décret du 27 novembre 1870. C'est même ce précédent qui a empêché les législateurs de la troisième République d'admettre la limite légale à l'atténuation judiciaire des peines en cas de récidive que proposait M. Bérenger dans le projet qui est devenu la loi du 26 mars 1891. Ce projet a été voté dans ses dispositions extensives des pouvoirs du juge (condamnation conditionnelle). Il ne l'a pas été intégralement dans ses dispositions restrictives.

(2) Je fais allusion ici à la proposition Bozerian reproduite *in extenso* dans le *Bulletin de la Société des prisons* (*Revue pénitentiaire*), 1885, p. 951.

le rôle prépondérant dans la fixation de la peine, nous venons de les faire entrevoir. Nous avons dit que le législateur de 1810 avait adopté comme fondement de la peine une réaction utilitaire, la prévention collective par le moyen de l'intimidation, et comme mesure de la peine une réaction morale, la satisfaction du sentiment de justice par l'application d'une peine proportionnée à la responsabilité, c'est-à-dire à la somme de liberté dont jouissait le délinquant au moment de l'infraction. Son erreur a été de croire qu'il pouvait d'avance organiser cette satisfaction, mais fatalement la mission et les moyens d'y pourvoir devaient appartenir à l'autorité la mieux placée pour ressentir et mesurer — si cela est possible — cette réaction morale de justice, l'autorité judiciaire.

Est-ce à dire que le juge soit exclusivement ou même principalement l'organe des fonctions morales de la peine? La question, pour être résolue avec précision, doit être divisée.

En France, le juge répressif est tantôt un magistrat de profession, tantôt une réunion de simples particuliers, appelés jurés, compétents en principe pour les matières criminelles et les délits de presse.

Tout a été dit sur la façon de juger du jury (1); il est vraiment singulier qu'on ait songé à le créer à un moment où on cherchait à faire de l'intimidation la fonction principale de la peine : on espérait trouver en lui un reflet fidèle de l'alarme causée par le crime, on pensait que les nécessités de la défense sociale ne sauraient être mieux appréciées que par la société elle-même, directement consultée dans la personne de quelques-uns de ses membres, choisis de manière à obtenir une opinion moyenne et éclairée. C'est maintenant presque un lieu commun de montrer combien ces espérances ont été déçues, il n'est pas de juridiction plus capricieuse que le jury, tantôt sévère pour certains crimes contre les biens, tels que les incendies, les vols avec effraction, tantôt indulgent à

(1) Cf. notamment : Tarde, *Philosophie pénale*, 3e édition, p. 443 ; Cruppi, *Le Jury ;* du même, Rapport sur la réforme du Jury à la Société générale des prisons avec la discussion, *Revue pénitentiaire*, 1899, p. 1161 ; 1900, p. 1.

l'excès pour les crimes contre les personnes, commis sous l'empire d'une passion ou d'une émotion violente, les infanticides en particulier. Comme tendance générale, il se fait plus volontiers l'interprète des réactions d'ordre moral provoquées par l'infraction que des réactions d'ordre utilitaire. Ce n'est pas à dire qu'il reste toujours étranger à la préoccupation d'intimider, elle le domine au contraire quand il s'agit de ces crimes contre les biens auxquels il vient d'être fait allusion, surtout quand le jury est composé en majorité de petits propriétaires et de paysans. Sauf dans les cas de ce genre, son verdict lui est plutôt dicté par sa sensibilité que par sa raison, et je ne crois même pas que ce verdict traduise toujours les exigences d'une moralité moyenne, et qu'il corresponde à l'alarme produite par le crime. « Sous l'action absorbante de l'avocat, les douze jurés sont soustraits au sentiment populaire comme un peu d'eau de mer recueillie dans un vase cesse de ressentir le mouvement des marées » (1). Au cours de l'audience, le juré perd peu à peu de vue la gravité du crime, il se laisse envahir par la pensée de la peine encourue, il songe aux conséquences — dramatisées par le défenseur — que son verdict peut entraîner : la mort, l'expatriation dans un bagne lointain, et l'émotion qui le gagne à ce moment n'est pas de meilleur aloi que celle qui fait pleurer au théâtre.

Arrivons aux magistrats de profession, à ceux qui jugent les délits de la compétence du tribunal correctionnel (2). On ne leur fait pas habituellement le reproche d'être trop sensibles, mais au contraire la réputation d'avoir émoussé leur

(1) TARDE, *Philosophie pénale*, 3e édition, p. 445.

(2) Je ne parle pas ici du juge de simple police :

a) D'abord à cause de la modicité des peines qui réduit à fort peu de choses la latitude des échelles pénales ;

b) Puis, parce que, beaucoup de contraventions étant étrangères au domaine de la moralité, la peine qui les frappe (légale ou judiciaire) ne peut s'inspirer que de considérations d'intérêt général et constitue par la force même des choses une réaction d'ordre utilitaire ;

c) Enfin parce que même pour les contraventions intéressant la moralité, la question de responsabilité est sans influence sur la pénalité, car la plupart du temps leur répression s'opère en dehors de toute recherche de l'intention.

faculté de s'émouvoir par le spectacle journalier des mêmes vices et des mêmes fautes et l'audition également journalière des avocats.

Il est certain que la répression est assurée d'une façon plus égale par les tribunaux correctionnels que par les cours d'assises.

Elle n'est pas notablement plus sévère, si l'on en juge par la fréquence des circonstances atténuantes et le nombre croissant des courtes peines d'emprisonnement (1). L'observation prouve que le juge professionnel a, comme le juré, une tendance à proportionner la sévérité de sa sentence à la gravité morale du fait qui lui est soumis, mais cette gravité, il l'apprécie en quelque sorte abstraitement, car, obligé de pourvoir hâtivement aux besoins de la répression, il ne peut s'attarder comme le jury à l'étude de chaque affaire. C'est devant ses yeux un défilé continu de dossiers, derrière lequel la personnalité du délinquant se dérobe; le juge ne voit en lui que l'auteur quelconque d'un délit que le tribunal a l'habitude de payer avec trois, quatre ou six mois de prison. La peine devient l'application d'un prix courant, après vérification sommaire de la marchandise (2). Mais il ne faut pas s'y tromper, l'impersonnalité du châtiment ne tient pas ici à l'influence de considérations d'utilité générale : le juge correctionnel n'est pas conduit à une tarification uniforme de la peine par une préoccupation de prévention collective et d'intimidation, comme l'a été le législateur de 1791 et de 1810, mais par l'impossibilité de l'individualiser à raison de la multiplicité des affaires. Aussi peut-on affirmer que la répression correctionnelle, sans refuser parfois la prépondérance aux fonctions utilitaires de la peine, est, elle aussi, plus habituellement l'expression de ses fonctions morales, le juge cherchant à établir une équivalence idéale entre le taux de la peine et l'intensité

(1) *Revue pénitentiaire*, 1893, p. 707.

(2) Cf. Tarde, *Considérations sur l'indétermination des peines*, *Revue pénitentiaire*, 1893, p. 757. C'est ce que M. Van Hamel appelle le tarif de consommation criminelle, *Rev. pén.*, 1899, p. 665.

du blâme et de l'inquiétude, que provoque dans l'opinion moyenne tel ou tel genre de délit. Ce qui le prouve, c'est que cette équivalence est toute subjective, elle varie suivant les lieux et à des époques très rapprochées. Deux tribunaux voisins n'ont pas le même tarif (1) pour la même infraction, et ce tarif, paraît-il, change à peu près tous les dix ans : la peine ne pouvant s'individualiser avec les délinquants s'individualise avec les juridictions. Il n'en serait pas de même si la gravité de l'infraction était évaluée d'après le danger et la facilité de son imitation. En somme, le juge, magistrat ou juré, est mal placé pour apercevoir derrière le criminel d'aujourd'hui ses imitateurs de demain, et il lui vient difficilement à l'idée d'effrayer ceux-ci par l'exemple de celui-là. C'est ce qui explique, du moins en grande partie, comme je l'ai fait remarquer plus haut, l'insuccès de la relégation auprès des magistrats de profession. Ils oublient volontiers que cette peine n'est pas dirigée contre la dernière infraction, mais contre tout un passé coupable, et que cette dernière infraction n'a été que la goutte qui fait déborder le vase trop plein. C'est elle cependant qui frappe surtout leur esprit, et c'est à elle qu'ils essaient de proportionner la sévérité de leur condamnation.

J'ai toutefois réservé certaines circonstances où les juges correctionnels et plus généralement les juges professionnels, accordent aux fonctions utilitaires de la peine la prépondérance sur ses fonctions rétributives. C'est ce qui se produit par exemple quand ils consentent à assurer à la loi sur la relégation l'application qu'elle devrait toujours recevoir. C'est ce qui arrive aussi — mais alors très fréquemment — quand ils prononcent une condamnation conditionnelle ; la gravité de l'infraction exigerait une répression plus sévère, mais le souci utilitaire de prévenir la récidive en évitant au condamné le contact corrupteur de la prison, l'emporte chez le juge sur la

(1) Cette inégalité est encore plus considérable en Angleterre, ainsi qu'il résulte d'un rapport de M. Crackanthorpe au Congrès de législation comparée, Paris juillet-août 1900.

tendance à proportionner le mal de la peine à celui du délit ; sans compter qu'il se laisse plus facilement entraîner à méconnaître les exigences du sentiment de justice par une condamnation trop indulgente que par une condamnation sévère.

Il y a donc deux catégories de délinquants pour lesquels le juge individualise la peine légale sous l'influence de considérations utilitaires et non de réactions morales, ce sont les pires et les moins mauvais, les pires qu'il frappe de la relégation, et les moins mauvais auxquels il accorde le sursis à la condamnation. Quant à ceux très nombreux qui n'appartiennent ni à ce déchet, ni à cette élite — si l'on peut ainsi parler — je doute fort, je le répète, que le juge ait, pour mesurer la peine qu'il leur applique, d'autre criterium que son impressionnabilité morale, que l'intensité de l'alarme et du sentiment de révolte provoqués en lui par l'infraction. Je ne dis pas par le délinquant, car surtout en correctionnelle la rapidité de la répression la rend nécessairement impersonnelle. Il faut d'ailleurs avouer qu'étant donnée l'extrême imperfection de notre régime pénitentiaire comme discipline moralisatrice et réformatrice, il n'y a point à s'étonner de la prédominance du caractère rétributif dans la fixation judiciaire de la peine. Si l'emprisonnement correctionnel produisait les résultats que son nom donnerait le droit d'exiger, si nous avions une peine privative de liberté qui fût en même temps un instrument d'amendement, on comprendrait que l'on imposât au juge de mesurer la peine en considération du criminel, plutôt que du crime, de son but, plutôt que de sa cause, d'assurer, en d'autres termes, la prépondérance aux fonctions utilitaires sur les fonctions morales ; ou si, comme il est probable, cette évaluation anticipée du temps nécessaire à l'amendement lui était impossible, on abandonnerait ce soin à l'administration par une sentence indéterminée. Mais comme cette transformation de notre régime pénitentiaire ne peut être envisagée que dans un avenir encore bien lointain, comme, pour le présent, la prison est une peine dont la menace est salutaire pour la collectivité, mais dont l'exécution est dépravante pour les indi-

vidus, on serait mal venu à critiquer la façon dont le juge l'applique aujourd'hui et la dose. On doit seulement l'encourager à l'éviter toutes les fois qu'il peut recourir au sursis ou à l'amende (1).

Tel est le rôle actuel du juge dans la répression, l'observation que nous venons de faire quelques lignes plus haut permet d'entrevoir que l'importance de ce rôle pourrait décroître et a déjà quelque peu décru au profit de l'administration. Ceci nous amène à étudier le caractère de la fixation administrative de la peine.

11. — C. L'idée d'utiliser le mal de la peine, c'est-à-dire de retirer de son exécution autre chose qu'un simple résultat de souffrance et de privation, se présente trop naturellement à l'esprit pour n'être pas très ancienne.

Depuis longtemps, on a songé à organiser cette utilisation au profit de l'État, en employant les condamnés à des travaux d'intérêt public, choisis parmi les plus pénibles, afin de conserver à la peine son caractère afflictif.

Sans remonter bien haut — et il serait possible de le faire — il suffit de citer les condamnations *ad molem* et *ad metallum* connues en droit romain.

L'utilisation de la peine au profit du condamné en vue de sa régénération morale est récente, au contraire, bien que ses origines soient cependant plus lointaines qu'on ne paraît le supposer habituellement, puisqu'on peut établir qu'une telle pensée n'a jamais été étrangère à l'exécution des peines prononcées par les juridictions ecclésiastiques, et que l'on trouve, dès la fin du xv[e] siècle, la trace de cette préoccupation, parfois dominante, dans certaines prisons civiles (2) ; mais l'autorité chargée de l'exécution ou, en termes modernes, l'administration pénitentiaire n'a commencé à avoir un rôle distinct dans la fixation et l'individualisation de la peine que le jour où

(1) Consulter la discussion qui a eu lieu à la Société générale des prisons sur les peines qui pourraient être substituées à l'emprisonnement. *Revue pénitentiaire*, pp. 707 et 871.

(2) Consulter les références citées plus haut, p. 5, n. 1.

l'amendement du condamné a cessé d'être envisagé comme une simple utilisation de cette peine, et s'est nettement révélé comme devant constituer l'un de ses buts principaux. Or, c'est là une conception tout à fait moderne, puisqu'elle a pris naissance vers la fin du XVIII[e] siècle et s'est affirmée progressivement au cours du siècle suivant (1). Qu'on le remarque aussi, c'est une conception principalement utilitaire, du moins si on l'accepte avec la coloration que les praticiens anglo-saxons cherchent à lui donner (2), car si l'on s'efforce de corriger le délinquant, de lui restituer son sens moral, c'est afin de le rendre désormais inoffensif pour la société. L'amendement est donc un procédé de prévention individuelle, c'est-à-dire l'expression d'une réaction d'ordre utilitaire ; et l'on a eu, pendant tout le XIX[e] siècle, le spectacle d'un contraste curieux entre le juge, poursuivant l'individualisation de la peine avec une pensée rétributive *quia peccatum*, et l'administration, tendant de plus en plus à introduire dans l'exécution de cette peine une pensée utilitaire et à l'organiser *ne peccetur*. Tant que la fonction rétributive du juge a été considérée comme prépondérante dans les fonctions de la peine, l'idée n'est pas venue de donner à l'administration le droit de modifier, en cours d'exécution, la sanction fixée par les tribunaux, soit dans sa nature, soit dans sa durée (3) ; et ce n'est pas seulement dans l'opinion publique que la reconnaissance d'un tel droit eût soulevé des protestations, on lui opposait aussi des objections d'ordre purement juridique, comme l'autorité de la chose jugée ou la supériorité traditionnelle du juge sur l'ad-

(1) Consulter GARRAUD, *Traité*, 1re édition, pp. 456-463 ; Le *Handbuch des Gefængniswesens* de HOLTZENDORFF et JAGEMANN (Hambourg. 1888), notamment pp. 83, 88, 89, 92 et suiv. ; ALBERT RIVIÈRE, *Howard, sa vie, son œuvre*, *Revue pénitentiaire*, 1891, p. 651.

(2) Notamment dans l'introduction que S.-J. Barrows a placée en tête des rapports présentés au Congrès pénitentiaire de Bruxelles (1900) sur le fonctionnement des Réformatories aux Etats-Unis. *Reports prepared for the international prison Commission*. *Washington Government printing office*, 1900, pp. 7, 8 et 9.

(3) Je rappelle que le droit de grâce avait même été supprimé par le Code de 1791 « pour tout crime poursuivi par voie de jurés » (*Code pénal de* 1791, t. VI, art. 13).

ministrateur. Reconnaître à ce dernier une initiative ou une latitude quelconque dans l'exécution de la peine paraissait donc, à tous points de vue, injustifiable. Son rôle et son devoir étaient ceux d'un geôlier docile, tenu de se conformer, sans esprit de contrôle, à la décision du juge, en maintenant, pendant le temps prescrit, le détenu sous les verrous.

Il n'est pas douteux que nous n'avons plus aujourd'hui, au seuil du XX^e^ siècle, après bientôt cent années d'efforts persévérants de l'école pénitentiaire, la même conception de la fonction de l'administrateur.

Il n'est pas douteux non plus, à mon avis, que le régime des prisons et le recrutement du personnel de garde n'ont pas encore reçu des améliorations assez profondes pour expliquer ce changement d'orientation et permettre d'en tirer toutes les conséquences pratiques qu'il comporte. Il y a de ce chef une disproportion singulière entre ce que l'on peut faire et ce qu'on voudrait faire. Le vent souffle de plus en plus en faveur de l'individualisation administrative de la peine à l'égard des délinquants réputés corrigibles (1), sans que, parallèlement, nous acquérions les moyens de l'organiser pratiquement.

La fixation judiciaire de la peine n'est plus désormais la dernière phase de la répression : il en est une autre qui commence avec l'exécution de la peine et qui peut aboutir à sa fixation administrative. Un premier pas dans cette voie a été marqué par la libération conditionnelle, qui donne à l'administration le droit de faire cesser la peine quand elle estime

(1) Il n'y a, en effet, que pour cette classe de délinquants que se pose la question d'un pouvoir réservé à l'administration dans la fixation de la peine. Quant aux autres, ou bien ils n'ont pas besoin d'être corrigés, mais seulement d'être intimidés, ce sont les moins mauvais et l'administration pénitentiaire dans une bonne législation, ne doit pas avoir à s'en occuper, car ils sont condamnés avec sursis ou frappés, s'il y a lieu, de peines pécuniaires, la courte peine d'emprisonnement n'étant pas un procédé recommandable d'intimidation ; ou bien il s'agit de récidivistes pratiquement incorrigibles, et la peine qui les frappe est une peine éliminatoire comme la relégation, où l'on se préoccupe avant tout de les mettre hors d'état de nuire ; l'hypothèse d'un retour au bien n'est pas implacablement écartée (loi du 27 mai 1885, art. 16), mais elle est sans influence sur le régime de la peine.

que l'effet d'amendement est produit (1). Je ne doute pas que notre législation n'accueille un jour les sentences indéterminées en les entourant, au besoin, de tout un cortège de palliatifs et de garanties : on n'aura peut-être pas ainsi la chose, mais on aura le mot, ce qui est beaucoup. L'esprit public se laisse peu à peu gagner à ce raisonnement par analogie, qui aboutit à enlever au juge la fixation de la durée de la peine, en le comparant au médecin qui ne saurait déterminer à l'avance le temps que son malade restera à l'hôpital (2).

Si nous n'avons pas encore été jusqu'au bout de cette idée, c'est qu'après avoir consenti l'assimilation relativement acceptable du juge et du médecin, il nous est impossible, dans l'état actuel des choses et sans méconnaître les plus tristes évidences, d'admettre l'assimilation de la prison et de l'hôpital.

12. — Il est, je crois, utile de résumer en quelques formules les conclusions de notre étude sur le rôle respectif des trois autorités qui concourent à la répression. Toutefois, afin de ne pas mériter le reproche que nous avons adressé plus haut à d'autres, nous ferons remarquer que ces formules n'ont rien d'absolu, rien d'exclusif, elles ne font que traduire des tendances ; il serait donc facile de les trouver en défaut, si on les appliquait dans la pratique sans faire le discernement, des individus et des circonstances.

Les réactions d'ordre moral provoquées par le crime sont plus particulièrement satisfaites au moment de la fixation judiciaire de la peine ; les réactions d'ordre utilitaire, au moment de la fixation légale et administrative.

Le législateur est naturellement conduit à poursuivre la prévention collective de la criminalité par l'intimidation que produit sur les criminels en puissance la menace d'une peine tarifée à l'avance. L'administration pénitentiaire est conduite non

(1) Telle est du moins la conception théorique de l'institution. En pratique, chacun sait que la libération conditionnelle sert à abréger le séjour corrupteur de la prison pour un détenu qui peut justifier à sa sortie de moyens d'existence.

(2) Consulter sur les sentences indéterminées la thèse de Lévy, Paris, 1896, et la discussion, particulièrement brillante, qui a eu lieu à leur sujet au sein de la Société des prisons en mai et juin 1899. *Revue pénitentiaire*, 1899, pp. 661 et 769.

moins naturellement à réaliser la prévention individuelle par l'amendement des délinquants corrigibles.

Encore une fois, ne cherchons dans ces conclusions que des indications de tendance. Chaque autorité a son trait caractéristique, sa note dominante, sans qu'on puisse attribuer à aucune le monopole exclusif de telle ou telle fonction de la peine. Je n'en veux d'autre preuve que cette fonction utilitaire qui consiste dans l'élimination des incorrigibles. Son importance et la nécessité de lui donner satisfaction s'imposent aujourd'hui à l'administrateur et au juge, aussi bien qu'au législateur. Il est vrai que cette élimination jouera plus ou moins largement, suivant que les conditions en seront déterminées d'avance par la loi, ou appréciées après coup par le juge ou par l'administration, mais c'est là une question de mesure sans influence sur la portée de notre observation.

13. — Je n'ai pas la prétention d'avoir tout dit et comme il fallait le dire sur la hiérarchie et le rôle respectif des autorités qui concourent à la répression, mais ce qu'on vient de lire suffit pour montrer qu'une tentative quelconque pour régler le conflit entre les fonctions de la peine ne peut avoir une valeur pratique qu'à condition d'être précédée et éclairée par une étude préalable des organes par lesquels ces fonctions s'exercent. Sans nier que la hiérarchie et le caractère propre de ces organes puissent subir l'influence des conceptions régnantes dans une société et à une époque déterminées sur le but de la répression pénale, il faut cependant reconnaître que la constitution politique, le tempérament national, les événements historiques et mille autres facteurs sociaux à énergie latente et complexe, qui contribuent à former peu à peu le droit et les mœurs d'un peuple, exercent une action bien autrement déterminante sur les conditions dans lesquelles la loi, le juge et l'administration collaborent à l'œuvre de la répression pénale (1).

(1) C'est, par exemple, une tendance actuelle des monarchies absolues (v. p. 21, n. 1) de restreindre l'arbitraire du juge inamovible et indépendant, afin d'assurer au tarif légal de la peine l'application la plus étroite possible. Je dis une ten-

Il ne serait pas impossible, en passant en revue les grandes nations modernes, de montrer que, pour chacune d'elles, la hiérarchie et les rapports des trois pouvoirs, par lesquels la peine est successivement édictée, prononcée, exécutée, se sont établis sous des influences très diverses, souvent peu comparables et surtout en grande partie étrangères aux nécessités de la répression. Il serait, certes, inexact de poser comme règle que la hiérarchie des fonctions de la peine se modèle sur celle des autorités qui leur servent d'organes, cependant cette affirmation contiendrait une part de vérité beaucoup plns large que l'affirmation contraire.

Sous la réserve des considérations qui précèdent, nous pouvons aborder l'étude, maintenant très simplifiée, du conflit entre les fonctions morales et les fonctions utilitaires de la peine. Il n'y a plus aucun inconvénient à lui chercher une solution rationnelle et absolue, lorsqu'on sait d'avance dans quelles conditions elle sera mise en pratique et à quelles contingences elle devra se plier.

14. — Reprenons notre question du début et demandons-nous quelles sont, parmi les fonctions de la peine, les plus utilisables comme criterium répressif, quelles sont celles qui permettent de déterminer avec le plus de précision et de certitude le domaine, le mode et la mesure de la répression.

Je formule immédiatement la réponse, qui n'est pas douteuse : ce sont les fonctions utilitaires, et je vais fournir une courte justification de cette réponse pour la fixation légale, la fixation judiciaire et la fixation administrative de la peine.

dance actuelle, car la législation pénale de l'ancienne France est loin d'autoriser une pareille affirmation. L'individualisation administrative de la peine, émanant du pouvoir exécutif, est au contraire facilement acceptée sous un régime autoritaire. A l'inverse, dans les pays libres, républiques ou monarchies fortement tempérées, l'individualisation judiciaire est ordinairement organisée sur de très larges bases. Quant au principe de l'individualisation administrative, il s'y rencontre très inégalement admis. Je n'en veux d'autre preuve que le succès des sentences indéterminées et des réformatories dans la République Nord américaine et l'accueil glacial que lui faisait, il y a encore quelques années, la science française, hantée probablement par le souvenir des abus du passé (Voir le compte rendu du Congrès de l'Union internationale de droit pénal à Paris, 1893, dans la *Revue pénitentiaire*, 1893, pp. 904 et ss.).

Il est, je crois, évident que le législateur est dans la plus complète impossibilité de peser, avec des mois ou des années de prison, l'immoralité d'infractions à venir qu'il prévoit *in genere*. Où chercher des indications pour un pareil dosage? Je veux bien qu'il ait un sentiment assez net de l'excès de l'indulgence ou de la sévérité, mais entre ces deux excès il y a une marge énorme et, d'ailleurs, qui nous dit qu'en présence de certaines circonstances et de certains délinquants, de pareils excès ne donneraient pas la note juste des exigences de la justice rétributive et expiatrice, telles que les ressent du moins la conscience populaire? Dès lors, si le législateur est impuissant à fournir aux réactions morales provoquées par le crime une expression qui les satisfasse, et qu'il veuille néanmoins leur assurer la prépondérance dans l'économie de la répression, il faut qu'il se résigne, comme il l'a fait en France au cours du XIX^e^ siècle, à une abdication presque complète de ses pouvoirs entre les mains du juge.

La fixation légale de la peine, sous peine d'être fantaisiste ou purement illusoire, doit donc être avant tout l'expression de réactions d'ordre utilitaire.

L'utilité sociale se prête à une évaluation. Il y a des actes plus dangereux que d'autres pour la société, il y en a dont l'imitation est particulièrement facile ou attrayante et doit être plus sévèrement réprimée, tout cela, l'observation, l'expérience même nous l'enseignent : ce qu'elle peut nous dire aussi, c'est l'intensité de la menace qu'il faut faire planer sur les imitateurs futurs, non pour les décourager tous, ce serait impossible, il y a des variétés de criminels que la peine n'intimide pas, mais pour aboutir à l'abstention du plus grand nombre, de tous ceux qui, normalement déterminables, versent du côté où on les pousse. Cette menace sera-t-elle l'amende, sera-t-elle quelques jours, quelques mois ou quelques années de prison? Nous n'en savons rien, il est vrai, *a priori* : il faut, comme on dit, essayer un chiffre. C'est seulement après coup que la pratique et les données de la statistique permettront de rectifier, s'il y a lieu, l'approximation

que le bon sens du législateur lui a suggérée. Mais cette possibilité même d'une rectification indique que l'intimidation, dans un but de prévention collective, fonction utilitaire de la peine, peut être utilisée comme criterium répressif.

En ce qui concerne la fixation administrative de la peine, j'ai déjà démontré qu'elle n'a commencé à constituer une troisième phase de la répression, que le jour où l'on abandonna l'idée d'assurer envers et contre tout la prépondérance aux fonctions morales de la peine. La question du conflit des fonctions ne se pose donc pas pour elle.

Il apparaît dès lors bien nettement que ce conflit a son foyer principal dans la fixation judiciaire de la peine. Il est loin, toutefois, d'avoir l'étendue et l'intensité qu'on lui suppose ordinairement. Aussi, notre premier soin doit-il être d'en délimiter soigneusement le terrain, en éliminant toute une série de cas où le conflit ne se produit pas. A quoi bon chercher une solution pour un problème qui se résout de lui-même? Parmi ces cas, il y a d'abord ceux où le juge a été contraint, par la force même des choses, de donner la prépondérance aux fonctions utilitaires de la peine sur ses fonctions morales. Je fais ici une nouvelle allusion à l'aggravation de peine et même à l'élimination qui vient frapper les récidivistes incorrigibles (1) et à la condamnation conditionnelle dont bénéficient souvent les délinquants primaires. Si l'on devait apprécier la culpabilité de ces deux catégories de criminels d'après leur responsabilité, c'est-à-dire d'après le jeu laissé à leur liberté, si l'on se préoccupait, en d'autres termes, d'exprimer principalement dans la peine des réactions d'ordre moral, on serait amené à punir le délinquant primaire plus que le récidiviste (2). N'est-ce pas le délinquant primaire

(1) Je n'oublie pas que l'aggravation de la peine en cas de récidive et la prononciation de la peine dite accessoire de la relégation sont imposées par la loi au juge, mais le juge peut s'y soustraire par le jeu des circonstances atténuantes. Il s'agit donc bien ici de la fixation judiciaire de la peine et d'une prépondérance acceptée par le juge des fonctions utilitaires sur les fonctions morales.

(2) Quelques criminalistes l'ont en effet proposé (Tissot, *Le droit pénal étudié*, etc., 2e édit., 1879, t. I, p. 167).

qui a dû faire violence à sa conscience avant de commettre sa première faute ? Il n'y a, dit-on, que le premier pas qui coûte, il faut donc un acte certain de volonté pour le franchir. Le récidiviste, au contraire, n'a fait que se laisser glisser plus avant sur une pente où il est déjà engagé, le sens moral est étouffé chez lui et les motifs qui le poussent au mal ne rencontrent plus de résistance. Il y a donc ici un abandon évident de l'idée rétributive dans la répression.

Nous pouvons encore mettre à part d'autres cas très nombreux où, les exigences de la justice et celle de l'utilité sociale se trouvant en concordance apparente, il n'y a pas lieu non plus de résoudre un conflit de fonctions qui ne se produit pas. Dans cette série rentrent bien des infractions jugées par les tribunaux correctionnels. J'ai déjà dit que la multiplicité des affaires conduit ces juridictions à une sorte de répression impersonnelle, qui s'adresse aux délits beaucoup plus qu'aux délinquants. D'autre part, l'emprisonnement correctionnel n'ayant aucune action moralisatrice, il ne saurait être question d'individualiser la peine dans un but d'amendement; il en résulte, qu'à ce point de vue, la fixation judiciaire reste étrangère à l'idée de prévention individuelle, fonction utilitaire de la peine. Le juge ne peut avoir d'autre prétention que de prononcer une condamnation qui soit à la fois suffisamment expiatrice ou rétributive (fonction morale) et suffisamment intimidante (fonction utilitaire de prévention collective). Or, il arrive souvent que la latitude des échelles pénales lui permet de donner à la peine un tarif qui paraît bien atteindre ce double résultat.

On peut donc affirmer que les occasions où le juge peut encore aujourd'hui hésiter à donner la prépondérance aux fonctions utilitaires de la peine, en conflit avec les fonctions morales, ou réciproquement, deviennent de moins en moins fréquentes. C'est surtout au jury qu'un pareil problème se pose; les débats ne sont pas précipités en cour d'assises comme au tribunal correctionnel, l'examen de chaque affaire se poursuit à loisir, il semble qu'on a le temps de se faire une

opinion sur les accusés, et les jurés sont tentés de peser les responsabilités et de s'ériger en justiciers. Que de fois les avocats obtiennent-ils un verdict indulgent, parfois même un acquittement, en démontrant au jury que leur client, qui peut être un malfaiteur dangereux, a été conduit au crime par une série de fatalités dont la responsabilité incombe beaucoup plus à la société qu'à lui-même, ou encore que la passion ou une angoisse extrême l'ont privé de sa liberté au moment de l'infraction. C'est une remarque — d'ailleurs traditionnelle — que j'ai déjà eu l'occasion de faire en cherchant à caractériser le rôle du juge dans la répression. Mais il ne s'agissait alors que de constater un fait, à savoir que les réactions morales trouvent plus particulièrement leur expression au moment de la fixation judiciaire de la peine ; nous devons maintenant formuler une appréciation sur l'aptitude de ces réactions morales à être utilisées comme criterium répressif.

Prenons comme exemple de ces réactions celle du sentiment de justice qui peut, sans inconvénient, nous servir de type. Pouvons-nous, en prenant ce sentiment comme guide, aboutir à un dosage précis et rationnel de la pénalité? S'agit-il de proportionner la peine à l'immoralité d'une infraction considérée abstraitement, d'établir ce que j'ai appelé plus haut le prix courant de l'infraction? Je ne vois pas que le juge ait ici d'autre criterium que le sens moral commun dont il est fort difficile de mesurer l'étiage. Cette mesure est à chaque instant faussée par l'influence du tempérament, de l'éducation, du milieu spécial où l'on vit. Il y a des juges dilettantes par excès de culture qui ont beaucoup de mal à descendre ou plutôt à remonter au niveau de la moralité moyenne. S'agit-il, au contraire, d'apprécier concrètement la gravité morale d'un acte et d'évaluer la responsabilité de son auteur ? On cherche à se rendre compte jusqu'à quel point il a agi librement. Ce criterium est encore moins sûr que le précédent. Les causes qui peuvent influer sur la liberté sont si nombreuses, et leur action est tellement intime et complexe que, pour peu que nous y réfléchissions, il nous est impossible de pro-

noncer un jugement ferme sur nos propres actes. Nous avons bien le sentiment d'être responsables, mais nous ignorons dans quelle mesure nous le sommes. Dans quelles limites notre volonté a-t-elle pu jouer librement sous la pression des circonstances, l'influence de notre éducation, de notre milieu, de notre hérédité, sous l'impulsion de notre tempérament? Voilà une question pour laquelle nous n'aurons jamais de réponse.

Or, si nous sommes incapables d'émettre une opinion quelque peu précise sur une action qui nous appartient et dont nous avons eu conscience, quelle lumière avons-nous pour juger celle des autres? Où allons-nous prendre ces balances qui pèsent la liberté et la culpabilité d'un homme, avec des mois ou des années de prison?

Bien souvent l'appréciation que l'on croit faire de la liberté est, en réalité, une appréciation des motifs de l'infraction. Plus un motif est immoral et antisocial, plus il a dû, semble-t-il, rencontrer de résistance dans la conscience du délinquant, plus énergiquement s'est affirmée la volonté de mal faire. Si le motif est honorable, cela arrive, le sens moral a pu s'égarer au point de n'élever aucune objection contre la pensée du crime, la lutte de conscience a été insignifiante et la volonté de l'agent plus ou moins irrésistiblement déterminée. C'est ainsi qu'on se croit autorisé à juger de la liberté et de la responsabilité d'un criminel d'après la perversité morale révélée par son crime. Certes, la coïncidence est fréquente et peut faire illusion, mais elle ne l'est pas assez pour fonder une présomption et fournir au juge les éléments d'une décision, d'où peuvent dépendre la vie, la liberté ou l'honneur d'un de nos semblables.

Il en est autrement si l'on accepte de donner la prépondérance aux fonctions utilitaires de la peine, si l'on met au premier plan, non pas l'idée de rétribution ou d'expiation, mais celle d'utilité ou de défense sociale, car si la qualité des motifs n'est pas toujours en relation étroite avec la responsabilité morale, elle peut être beaucoup plus sûrement utilisée comme

indice de la puissance de nuire du délinquant et de la probabilité d'une récidive (1). D'ailleurs, cet indice est presque toujours corroboré par la connaissance des antécédents de l'agent, et l'on arrive ainsi à apprécier, avec une approximation très suffisante en pratique, le degré de nocuité du délinquant, ainsi que la nature et l'intensité des mesures répressives qu'il faut lui appliquer. Ici s'affirme encore la supériorité des fonctions utilitaires de la peine comme base et criterium de répression.

La conclusion se tire d'elle-même, il est donc inutile de la formuler, ce qu'il faut éviter c'est d'en exagérer la portée. De ce qu'un système d'incriminations et de pénalités ne peut être précis et véritablement scientifique, qu'à condition de faire la première place à l'idée d'utilité sociale, il ne s'ensuit pas qu'il doive s'en inspirer uniquement. La prépondérance de certaines fonctions n'entraîne pas l'exclusion de toutes les autres. Parmi toutes les institutions de défense ou de protection sociale, la peine présente cette particularité d'être ressentie — qu'on le veuille ou non — dans l'esprit des foules comme une sanction expiatrice, comme un châtiment (2). C'est là l'effet d'une harmonieuse coïncidence entre les lois sociales et morales, dont il est interdit à tout positiviste sincère de faire abstraction.

Tout en reconnaissant que la conception utilitaire doit dominer l'organisation de la répression et l'imprégner à tous ses degrés, nous ne devons rien faire qui puisse diminuer la coloration morale de la peine, coloration que contribuent à lui donner, par exemple, certaines solennités de l'appareil judiciaire ou certains détails de l'exécution.

Agir autrement serait méconnaître dans une science expérimentale l'obligation de tenir compte de tous les faits d'expérience, ce serait aussi se priver gratuitement d'un facteur

(1) Cf. sur l'utilisation des motifs comme indice du caractère dangereux du délinquant, SALEILLES, *Individualisation de la peine*, pp. 212 et suiv., et la discussion sur le rapport de M. Garraud, *Revue pénitentiaire*, 1901, p. 803.

(2) L'importance de cette observation a été fort bien mise en relief par ALIMENA : *I limiti et i modificatori dell' Imputabilita*, 1894, pp. 26 et 121.

répressif de premier ordre, la désapprobation morale du criminel par une société d'honnêtes gens, imbus des idées de justice et de responsabilité.

II

15. — Le conflit n'existe pas seulement entre les fonctions morales de la peine et ses fonctions utilitaires, mais aussi entre les différentes fonctions utilitaires (1). Les exigences de la prévention collective sont parfois fort différentes de celles de la prévention individuelle et il est impossible de les satisfaire toutes deux par une même peine. Dans un intérêt de clarté, il convient de rappeler ici quelques distinctions exposées au début de ce chapitre. La prévention collective s'opère par la menace de la peine légale et la crainte plus ou moins grande que peuvent avoir les criminels en puissance de voir cette menace se réaliser — le seul procédé employé est donc l'intimidation. — La prévention individuelle s'opère soit par l'intimidation pure, soit par l'amendement, soit par l'élimination.

Quand un conflit surgit, c'est toujours dans les termes suivants : on se trouve amené, dans un but de prévention individuelle, à prononcer une peine beaucoup plus douce que celle jugée nécessaire pour la prévention collective et l'intimidation des imitateurs futurs. C'est assez dire que le conflit ne se produit jamais entre la prévention collective et la prévention individuelle réalisée par voie d'élimination. L'élimination est toujours suffisamment intimidante — qu'il s'agisse de la peine de mort ou des peines de longue durée appliquées aux récidivistes — il n'en est pas de même des autres procédés de prévention individuelle. Nous allons nous en convaincre par des exemples.

Je prends d'abord l'hypothèse d'une condamnation conditionnelle. On veut préserver un délinquant, qui en est à sa

(1) Cf. notamment Richard Schmidt, *op. cit.*, 1re partie, ch. II, *Spezialprävention und Generalprävention*, p. 46.

première faute du contact corrupteur de la prison et on prononce le sursis à l'exécution de la peine. La mesure est excellente et les statistiques criminelles fournissent déjà la preuve que la loi du 26 mars 1891 a enrayé quelque peu les progrès de la récidive (1).

Il n'empêche que l'introduction de la condamnation avec sursis dans notre législation a eu pour résultat d'affaiblir la menace de la peine légale qui plane sur tous, en même temps qu'elle rendait très intense et très intimidante la menace d'une peine judiciaire pesant sur un seul. Une des principales critiques suscitées par le projet de M. Bérenger a été celle de l'affaiblissement de la répression qui en serait, pensait-on, la conséquence (2), et il n'est pas douteux, en effet, que la chance d'obtenir le sursis a été escomptée par quelques délinquants, sur le point de commettre leur première infraction. Les exigences de la prévention individuelle et celle de la prévention collective sont donc ici en désaccord, mais la solution du conflit se présente d'elle-même, elle nous est suggérée par les données de l'observation. La prévention individuelle a gagné en énergie et en efficacité, par la condamnation conditionnelle, beaucoup plus que ce que la prévention collective a pu perdre, et l'on peut affirmer que les condamnés avec sursis qui ne récidivent pas, par suite de l'intimidation qu'exerce sur eux la peine dont l'exécution est suspendue, sont en bien plus grand nombre que ceux pour lesquels l'espoir du sursis a augmenté l'attrait du crime. Or, comme le but de toute prévention collective ou individuelle est, avant tout, la diminution de la criminalité, il faut assurer la prépondérance au procédé préventif qui aboutit le plus pleinement à ce résultat.

Le second exemple est celui d'une peine privative de liberté abrégée par la libération conditionnelle (loi du 14 août 1885). Un délinquant a été condamné à trois ans de prison, cette condamnation a produit un excellent effet, soit sur ses imita-

(1) Consulter en particulier le rapport sur la justice criminelle en 1895, au paragraphe : Récidives criminelles ou correctionnelles.

(2) *Bulletin de la Société des Prisons* (*Revue pénitentiaire*), 1888, p. 258.

teurs possibles qu'elle a intimidés, soit sur la population (témoins du délit, concitoyens, public de l'audience) dont elle a calmé les alarmes et fortifié le sens moral ; en un mot, le but de prévention collective est atteint. Au bout de dix-huit mois ou au bout de deux ans, si ce délinquant est récidiviste, on apprend que les portes de la prison se sont ouverte et que le condamné a été mis en liberté avant d'avoir accompli la totalité de sa peine. Voilà l'effet de prévention collective compromis ; mais, par contre, cette libération anticipée paraît s'imposer dans un but de prévention individuelle. Y a-t-il rien de plus moralisateur que de donner en quelque sorte au détenu la clé de sa prison, en lui fournissant le moyen d'abréger, par sa bonne conduite, la durée de sa peine ? D'autre part, la crainte d'être réincarcéré au premier écart l'engage, dès sa libération, dans de bonnes habitudes qu'il conservera probablement dans la suite. Enfin, si le régime de la prison est véritablement réformateur et dominé par la préoccupation de l'amendement, y a-t-il rien de plus naturel que de faire cesser la peine lorsqu'elle n'a plus d'effet utile et que l'amendement est réalisé avant l'échéance du terme fixé par le juge ? Je résume ici les principaux arguments que l'on fit valoir, il y a quelque vingt ans (1), en faveur de la libération conditionnelle, dont l'introduction dans notre législation (loi du 14 août 1885) marque le progrès le plus considérable qui ait été encore réalisé dans la voie de l'individualisation administrative de la peine.

La solution du conflit entre les exigence de la prévention collective et celle de la prévention individuelle ne paraît guère plus embarrassante dans cette hypothèse que dans la précédente. Si, pour établir la prépondérance entre les fonctions morales et les fonctions utilitaires de la peine, on peut être tenté de se laisser déterminer par des considérations prises en dehors de l'expérience, il n'en va pas de même lorsque les différentes fonctions utilitaires sont seules en présence. Ici la

(1) *Bulletin de la Société des Prisons* (*Revue pénitentiaire*), 1878 et 1880, *passim*.

prépondérance doit être réglée au mieux de l'utilité sociale et uniquement d'après les résultats obtenus. C'est assez dire qu'il y a ici une question de mesure, dont on doit chercher la solution, non dans les principes, mais dans l'expérience et les indications statistiques, sans avoir la prétention de l'y trouver du premier coup, mais souvent peut-être après une série de tâtonnements. Il faut arriver à doser la libération conditionnelle, comme la condamnation avec sursis, c'est-à-dire de façon que la prévention individuelle gagne en efficacité beaucoup plus que ce que perd la prévention collective (1). Il faut que le nombre des libérés conditionnels, qui persévèrent dans la bonne conduite, soit évidemment plus considérable que le nombre de ceux que l'espoir de cette faveur a encouragés à mal faire. Pour maintenir ainsi du bon côté ce que j'appellerai le centre de gravité de l'institution, il est nécessaire que la libération conditionnelle ne soit accordée ni trop tôt, ni trop souvent.

Il résulte des exemples que je viens de choisir, et que l'on peut considérer comme typiques, que l'on trouvera toujours, avec une bonne méthode et une observation consciencieuse, un terme de conciliation entre les exigences de la prévention collective et celle de la prévention individuelle, fonctions purement utilitaires de la peine.

16. — Ce serait toutefois raisonner sur des abstractions et négliger les réalités, comme l'ont fait nos législateurs révolutionnaires, que de supposer que cette conciliation va s'opérer sous la seule inspiration de l'utilité sociale. Dans la solution de ce conflit, bien d'autres influences interviendront dont il serait téméraire d'entreprendre l'énumération ; il en est deux cependant dont l'action est trop apparente en faveur de la prévention individuelle, et au détriment de la prévention collective, pour qu'il soit possible de les passer sous silence.

a) La prépondérance tend naturellement à s'établir au

(1) Je renvoie ici aux réflexions très judicieuses de M. Astor, *sur l'application de la libération conditionnelle en* 1899, *Revue pénitentiaire*, 1901, p. 386.

profit des fonctions de la peine qui assurent au jeu de la répression la plus grande somme de certitude et de précision. C'est ainsi que se justifie pratiquement, nous l'avons vu, la prééminence du groupe des fonctions utilitaires sur celui des fonctions morales. Cette tendance s'affirme également dans le conflit des fonctions utilitaires entre elles. Il est hors de doute que les résultats de la prévention individuelle sont poursuivis et obtenus avec une sûreté beaucoup plus grande que ceux de la prévention collective. Il est bien difficile de calculer sur les masses l'effet intimidant d'une peine, on ne peut y parvenir qu'avec une large approximation, même en utilisant les sources d'information les meilleures, telles que les statistiques et la législation comparée. Dans les périodes de trouble, ou en présence de certaines formes très accentuées de criminalité, l'insuffisance de la répression actuelle et le besoin d'une répression plus sévère se font, il est vrai assez nettement sentir (1), sans qu'on ait toujours des indications bien précises sur la majoration qu'il faut apporter au taux de la peine, mais en temps ordinaire les nécessités de la prévention collective par intimidation sont obscurément ressenties. On pourrait indifféremment leur donner satisfaction par une tarification plus sévère ou plus indulgente que celle inscrite dans la loi ou adoptée par la jurisprudence (2).

Au contraire, le mode et l'énergie des mesures de prévention individuelle peuvent être exactement évalués ; il ne s'agit pas ici, bien entendu, d'une exactitude mathématique : en matière sociale une loi est exacte, quand les cas d'application sont notamment plus nombreux que les cas d'exception ; de même ici, dire qu'une évaluation est exacte, c'est dire qu'elle conduit beaucoup plus souvent à un bon résultat, qui est la persévérance dans la bonne conduite, qu'à un mauvais, qui est la récidive.

(1) SEUFFERT, *loc. cit.*, p. 20.

(2) Il n'y a pas cependant, à mon avis, en cette matière, une marge aussi large laissée à l'arbitraire que dans l'appréciation de l'immoralité d'une infraction considérée *in genere*, par la loi ou par le juge. Voir plus haut, p. 37.

Le directeur de prison qui a observé un détenu pendant un an ou deux, parfois davantage, l'aumônier, l'instituteur qui ont cherché à réveiller et fortifier en lui le sens moral, peuvent se prononcer avec de très grandes probabilités — on ne peut exiger davantage — sur l'opportunité de sa libération conditionnelle ou de toute autre mesure de faveur tendant à l'amendement. Nous supposons évidemment une prison organisée et dirigée en vue de la réforme des détenus, où l'on enferme des délinquants présumés corrigibles avec l'unique préoccupation de les corriger, et non comme dans nos maisons centrales françaises, avec l'idée d'utiliser leur main-d'œuvre dans les meilleures conditions possibles, sous la pression d'une discipline purement matérielle et coercitive.

S'agit-il du sursis à la condamnation, autre mesure de prévention individuelle ? Il n'est pas douteux que si le président du tribunal ou de la cour d'assises étudie avec attention le dossier de l'inculpé, s'il cherche à le connaître avant le jour de l'audience par quelques visites à la prison, s'il prend des renseignements sur sa famille, ses rapports avec elle, ses moyens d'existence, si enfin il lui assure le patronage d'une société de bienfaisance, il pourra à bon escient et avec de très grandes chances de succès suspendre l'exécution de la peine. La preuve en est dans le nombre peu considérable de cas où une rechute se produit dans le délai du sursis ; et il serait possible, à mon avis, d'arriver encore à un plus haut degré de précision dans la pratique de la condamnation conditionnelle.

b) La deuxième influence qui tend à assurer la prépondérance à la prévention individuelle sur la prévention collective est celle de l'esprit public.

D'une part, le mal de la peine tend à décroître ; par le fait même que le confortable et les commodités de la vie ont augmenté pour tous, la simple privation de liberté, sans souffrances accessoires, s'accompagne aujourd'hui de tout un cortège de privations secondaires que l'on ne ressentait pas il y a cent ans, alors que les facilités d'existence dont nous jouissons

n'avaient pas encore créé des besoins correspondants. Engagés dans cette voie de l'adoucissement des peines, nous n'avons pas su nous arrêter à temps (1).

D'autre part, en France du moins, nous répugnons à l'exemplarité de la peine, nous nous faisons difficilement à l'idée de sacrifier un individu à l'éducation morale de la collectivité, de prolonger l'application d'une peine qui n'a plus ou qui n'a jamais eu d'effets utiles pour le délinquant, sous prétexte que l'exemple de cette peine peut encore être profitable à la société, c'est ce qui explique la facilité avec laquelle la libération conditionnelle s'est introduite dans notre législation. Cette tendance de l'opinion est, il faut l'avouer, peu rationnelle ; il suffit d'y réfléchir pour se convaincre que l'exemple salutaire de la peine n'est que la contre-partie de l'exemple dangereux de l'infraction, et que l'homme n'est pas seulement responsable socialement de sa propre perversité, mais aussi de la contagion que le spectacle de cette perversité peut faire naître par imitation dans le monde des criminels en puissance. Nous sommes, depuis longtemps déjà, dans une période d'exaltation des droits de l'individu, où un pareil raisonnement n'a aucune chance de réussir.

L'intimidation, obtenue par la sévérité de la peine, va donc en décroissant (2). Toutefois, ce que la prévention collective a déjà perdu de ce côté, elle peut le retrouver d'un autre. A la sévérité de la répression, il faut suppléer par la sûreté de la répression. Il y a dans cette voie de grands progrès à faire (3), et le jour où ils seront réalisés, il n'y aura guère à s'inquiéter des atteintes que l'adoucissement des mœurs a pu porter à l'effet préventif qui résulte de la souffrance pénale.

(1) Cf. Carnevale, *op. sup. cit.*, ch. VII, *Decadenza della pena*, pp, 109 et suiv.

(2) Je crois inexact, cependant, de considérer dans l'histoire de la science pénale la période de l'intimidation comme définitivement terminée, ainsi que paraît le faire Prins dans *Science pénale* et *Droit positif* (*passim*). Il est certains cas où elle constitue encore la fonction principale de la peine, comme on le verra plus loin, notamment dans le chap. II de la IVe partie.

(3) Consulter Tarde, *Les délits impoursuivis*, *Archiv. d'anth. crim.*, 1894, p. 641 ; du même, *Les transformations de l'impunité*, *Réforme sociale*, 16 novembre 1898, Adde, *Revue pénitentiaire*, 1901, p. 582.

Ce qui effraie dans une menace, ce n'est pas tant sa gravité que la certitude de son exécution, et l'on peut affirmer que l'action intimidante de la peine s'accroît bien plus rapidement, lorsqu'on monte d'un degré dans la certitude, qu'elle ne s'affaiblit, lorsqu'on descend d'un degré dans la gravité. C'est dans cette vérité d'expérience que réside la conciliation entre les fonctions utilitaires de la peine(1).

(1) MONTESQUIEU, *Esprit des lois*, l. VI, ch. XII, De la puissance des peines.

CHAPITRE II

La science pénitentiaire

17. — Nous avons fourni au début du précédent chapitre une définition de la science pénitentiaire, que nous nous sommes réservé de justifier. Cette justification, que nous allons maintenant entreprendre, est nécessaire par le fait même que la définition proposée est nouvelle. Il suffit, ce semble pour la faire accepter, de montrer qu'elle est l'expression d'un fait accompli, et non d'une conception personnelle, et plus ou moins idéale, de la science à laquelle elle s'applique, qu'elle s'est en d'autres termes naturellement imposée, à la suite de l'extension que les sciences relatives à la criminalité ont prise dans le dernier quart du XIX^e^ siècle, et qui rend tous les jours plus sensible le besoin, encore bien incomplètement satisfait, d'une classification et d'une terminologie rigoureuses.

Il faut donc rechercher quel a été le domaine originaire de la science pénitentiaire, nous verrons comment ce domaine s'est assez rapidement élargi jusqu'aux limites actuelles, que nous déterminerons dans la limite du possible. Enfin nous consacrerons quelques développements à la méthode de cette science.

18. — On ne sait à qui attribuer la paternité du terme « Science pénitentiaire ». On le voit apparaître vers la seconde moitié du XIX^e^ siècle, sans que son emploi ait jamais été bien fréquent surtout au début, car il excitait encore quelque sur-

prise vers 1880 (1). Il suffit, d'ailleurs, pour s'en convaincre de parcourir la bibliographie pénitentiaire publiée par la Société générale des prisons (2); sauf au cours des années les plus récentes, l'expression de « Science pénitentiaire » s'y rencontre rarement, mais bien plutôt celles « d'Etudes, Questions ou Systèmes pénitentiaires ». Faut-il penser que l'on hésitait à s'en servir à cause de la signification très spéciale et limitée qui lui était alors donnée? Peut-être éprouvait-on quelque scrupule à décorer du nom de science l'étude — approfondie il est vrai et systématiquement conduite — d'un procédé isolé de répression.

La science pénitentiaire ne paraît pas, en effet, avoir été autre chose à l'origine que la théorie de l'emprisonnement organisé en vue du relèvement moral du délinquant (3), c'est-à-dire de l'emprisonnement cellulaire plus ou moins rigoureux ou tempéré. C'est dans ce sens étroit que l'on a parlé et que l'on parle encore d'une école pénitentiaire (4) des théories pénitentiaires (5).

Cette spécialisation du mot pénitentiaire, qui est peut-être originelle (6), s'est fortement accentuée vers 1850 au moment où les criminalistes praticiens se partageaient en deux

(1) Voir *Revue critique*, 1880, pp. 246 et 247, un article intitulé « La Science pénitentiaire au Congrès de Stockholm », par M. P. Bujon, et qui est le compte rendu d'un ouvrage du même nom de MM. Desportes et Lefébure. Conf. le rapport verbal de M. Charles Lucas à l'Académie des Sciences morales et politiques à propos du même ouvrage. *Académie des Sciences morales et politiques, C. R. des séances*, 1880, 1er semestre, p. 758.

(2) *Revue pénitentiaire*, 1892, pp. 189, 338, 504, 618, 797.

(3) Et non pas de l'emprisonnement en général. Ainsi tombe une critique formulée par Holtzendorff, dans le *Handbuch des Gefängnisswesens*, t. I, p. 4. Croyant à tort que la science pénitentiaire s'intéresse à toutes les variétés d'emprisonnement, il trouve l'emploi du mot pénitentiaire peu justifié étant donné qu'il y a des emprisonnements, comme l'emprisonnement préventif par exemple, qui n'ont pas pour but l'amendement du prisonnier.

(4) Voir un exemple très récent dans Vidal, *Cours de Droit criminel et de Science pénitentiaire*, 2e édition, 1901, p. 27.

(5) Voir Laborde, *Cours de Droit criminel*, 2e édition, 1898, pp. 187 et suiv.

(6) Il n'est pas douteux, en effet, que, dès la première moitié du XIXe siècle on n'ait entendu ordinairement sous le nom de réforme pénitentiaire la réforme de la peine d'emprisonnement et non celle plus générale de tous les procédés de répression. L'expression « système pénitentiaire » désignait exclusivement l'or-

camps (1) à propos du régime à appliquer à la peine des travaux forcés, les uns — les transportistes — préconisant l'expatriation des grands criminels et la colonisation par la main-d'œuvre pénale, les autres — les pénitentiaires — estimant qu'il fallait conserver les forçats dans des bagnes continentaux, pour leur imposer, ainsi qu'à tous les autres détenus des prisons françaises, un régime moralisateur progressif, dont le type pouvait être emprunté à certaines prisons d'Amérique ou de la Grande-Bretagne. Nous étudierons d'ailleurs ce conflit à loisir en nous occupant des peines réformatrices (2), il suffit, pour le moment, de signaler l'influence qu'il a pu exercer sur la conception première de la science pénitentiaire.

Cette conception ne s'était pas encore élargie lors de la fondation de la Société générale des prisons, en 1877. Cette compagnie, que l'on peut considérer, dès cette époque, comme le foyer de la science pénitentiaire en France, ne se proposa, à ses débuts, que de faciliter, par ses travaux, la mise en œuvre de la loi de 1875 sur la réforme des prisons de courtes peines (3).

19. — Mais il devait arriver fatalement que le cercle des questions pénitentiaires, au sens étroit du mot, s'étendit au problème pénal tout entier et même au delà. Pour organiser rationnellement le traitement des prisonniers, ne convenait-il pas de rechercher dans leur vie antérieure les causes proches ou lointaines de leur chute? Ne fallait-il pas aussi, pour assurer à ce traitement un effet curatif durable, se préoccuper des difficultés et des tentations nouvelles qu'ils rencontreraient à leur libération? On s'est alors trouvé en présence de deux problèmes de la dernière gravité. En s'essayant à recon-

ganisation du régime des prisons. Voir, pour les auteurs qui ont écrit sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, la liste proposée par GARÇON, *Code pénal annoté*, 1901, 1er fascicule, p. 39, col. 1.

(1) Voir une allusion à cette lutte dans TARDE, *Philosophie pénale*, 3e édition, 1893, p. 521.

(2) Voir *infrà*, 3e partie.

(3) Conf. Statuts de la Société générale des prisons et GARRAUD, *Traité de Droit pénal*, t. I, p. 462.

naître les différents chemins qui mènent a la prison, on s'attaquait à tous les facteurs individuels ou sociaux du crime, on pénétrait en même temps dans le monde des institutions préventives de toute sorte : quant au lendemain de la peine, pour empêcher qu'il ne devînt presque nécessairement le jour de la rechute, on était conduit à systématiser le patronage des libérés, à le considérer comme le complément indispensable d'un bon régime pénitentiaire, et cela avec d'autant plus de vérité que pour être efficace le patronage doit commencer avant la libération (1).

Avec de tels horizons s'ouvrait devant la science pénitentiaire un domaine colossal, où l'on se plut à faire rentrer tout ce qui touchait à la lutte contre le crime et n'avait pas, d'autre part, sa place marquée ailleurs, dans une discipline scientifique déjà connue et nettement limitée. Cette extension rapide, et quelque peu désordonnée, est facile à constater dans le programme des Congrès pénitentiaires internationaux. Sans remonter plus haut que le Congrès de Londres (Juillet 1872), on peut se rendre compte que le cadre des questions à résoudre, assez étroit à l'origine, a été en s'élargissant d'une façon continue, l'étiquette restant la même. A Londres, la grande majorité des questions proposées se rapportait au régime des prisons et à leur discipline (2). Cependant ce Congrès, de par le titre même qui lui avait été donné et que ne portèrent point ses successeurs, pouvait s'attribuer un domaine plus large d'études et de discussion. Il s'intitulait : « Congrès international pour la prévention et la répression du crime et sur le régime répressif et pénitentiaire », mais on le désignait couramment, dès cette époque, sous le nom de Congrès international pénitentiaire. « Ce titre, disait Charles Lucas à l'Académie des Scien-

(1) Cons. notamment sur ce point *Les Actes du Congrès international de Patronage* de 1900. Paris, 1901, pp. 609 et 610.

(2) Trois questions dépassaient toutefois ce cadre, l'une sur les causes et caractères de la criminalité, l'autre sur le patronage des libérés, la troisième sur la transportation. Il faut reconnaître aussi qu'au cours des séances la discussion déborda souvent en dehors des limites tracées par le programme. Voir *C. R. Académie des Sciences morales et politiques*, 1872, 2e semestre, pp. 391 et suiv.

ces morales et politiques, est l'abréviation, par l'opinion publique, de celui qui lui a été donné par ses promoteurs » (1). En août 1878 s'ouvrait le Congrès de Stockholm, que l'on appela Congrès pénitentiaire international ; son programme, tout en laissant la plus large place aux questions purement pénitentiaires, en admettait cependant beaucoup d'autres relatives aux institutions préventives et à la législation criminelle. Dans les actes du Congrès figure même une lettre de Charles Lucas au Dr Wines, qui relève une confusion commise entre les institutions pénitentiaires pour l'enfance coupable et les institutions préventives pour l'enfance abandonnée (2).

Dès lors, plus on avance, plus le cadre s'élargit : avec le Congrès de Rome (novembre 1885), de Saint-Pétersbourg (juin 1890), de Paris (juillet 1895), de Bruxelles (juillet 1900), de Buda-Pesth (1905). Dans ces trois derniers Congrès le programme a été réparti en quatre sections : législation pénale, institutions pénitentiaires, institutions préventives, questions relatives à l'enfance et aux mineurs. Si bien que les questions purement pénitentiaires ne se rencontrent plus qu'en minorité à l'ordre du jour des Congrès dits pénitentiaires.

Ce n'est pas tout. L'acception du mot pénitentiaire n'a pas subi une extension moins considérable dans la *Revue pénitentiaire*, organe périodique de la Société des prisons. Cette revue, qui s'intitulait à l'origine *Bulletin de la Société générale des prisons* — ce qui limitait son champ d'études aux questions soulevées par l'application du régime cellulaire (3) — a pris, dans la suite, en 1893, le nom de *Revue pénitentiaire ;* or, à peu près vers le même moment, elle se trouvait amenée, je dirais presque contrainte, à traiter régulièrement des matières ressortissant à la législation pénale, à l'anthropologie et à la sociologie criminelles (4). Depuis longtemps

(1) *Académie des Sciences morales et politiques, C. R. des séances*, 1872, 2e semestre, p. 193.

(2) *Revue critique*, article de M. P. Bujon « Le Congrès pénitentiaire international de Stockholm », 1880, p. 312.

(3) Voir plus haut, p. 49.

(4) *Revue pénitentiaire*, 1895, p. 325.

déjà, chacun de ses numéros contenait une rubrique très chargée, consacrée aux « Institutions préventives » (1). Toute question relative au crime et à la lutte contre le crime a aujourd'hui droit de cité chez elle. Quelque compréhensif que soit devenu le mot pénitentiaire, il ne l'est cependant pas assez pour servir d'étiquette à un cadre de pareille dimension ; mais ce défaut de concordance entre le titre et le contenu se trouve, dans une certaine mesure, imposé par les circonstances (2).

Il n'est donc pas douteux, d'après l'observation même des faits, que la science pénitentiaire n'a plus comme unique domaine l'organisation de l'emprisonnement cellulaire (3). Son horizon s'est singulièrement agrandi : nous venons même de constater qu'elle a pratiqué trop largement l'hospitalité, puisque, dans les journaux ou les Congrès dits pénitentiaires, on est arrivé à faire pénétrer les questions les plus diverses, empruntées à l'ensemble des sciences pénales.

Ce n'est pas, certes, qu'une pareille pénétration soit mau-

(1) Depuis le mois de mai 1882. La Revue du patronage qui figure également dans chaque numéro, remonte au mois d'avril 1879. Plus récemment, novembre 1901, une chronique judiciaire est encore venue allonger le sommaire de la *Revue pénitentiaire*.

(2) Il faut reconnaître, en effet, que la *Revue pénitentiaire* n'a rencontré en France aucun autre périodique qui pût se partager avec elle l'étude des sciences qui ont comme objet la criminalité ou la diminution de la criminalité. Que trouvons-nous en dehors d'elle ? De simples recueils de jurisprudence, complétés par quelques dissertations purement juridiques, comme le *Journal du Ministère public et du Droit criminel*, ou bien une revue presque exclusivement médicale comme les *Archives d'Anthropologie criminelle*, où la médecine légale et parfois la médecine pure tiennent la plus large place, au détriment de la Sociologie criminelle à laquelle on fait la concession d'une mention sur la couverture et d'un ou deux articles par an dus ordinairement à la plume de M. Tarde. A l'étranger, notamment en Allemagne et en Italie, le nombre des revues de droit pénal ou de science criminelle est assez considérable pour permettre à certains périodiques de se limiter à l'étude de la peine d'emprisonnement. Voyez par exemple en Allemagne « Die Blätter für Gefängnisskunde », fondée en 1864 pour servir d'organe à l'Association des fonctionnaires allemands des prisons (*Verein Deutscher Strafanstaltsbeamten*), et en Italie « la Rivista di discipline carcerarie », fondée en 1868 par Beltrani Scalia, suspendue en 1892, reprise en 1897.

(3) Faut-il en donner comme dernière preuve le programme si vaste du Cours de science pénitentiaire professé par M. Vidal à Toulouse, depuis le mois de décembre 1895 ? (Voir *Revue pénitentiaire*, 1895, p. 1359).

vaise en soi, bien au contraire, mais il serait à désirer qu'elle s'opérât franchement et sans introduire dans la terminologie de ces sciences une confusion qui peut avoir comme conséquence des erreurs très graves de méthode. S'il est imprudent de définir pendant une période de fermentation scientifique — comme celle que l'école positive italienne a inaugurée — puisque définir c'est limiter, c'est poser des bornes, et qu'il faut attendre pour cela que le sol soit devenu résistant, il est par contre très utile, dès qu'une accalmie se produit, de se mettre en quête de bonnes définitions, afin de permettre, le plus tôt possible, la classification et comme l'immatriculation des découvertes et des données nouvelles. C'est la condition rigoureuse de progrès ultérieurs.

20. — Ces définitions sont faciles à établir dans le domaine des sciences relatives à la criminalité, si l'on veut bien accepter une division générale de ces sciences que j'ai proposée il y a quelque temps (1), et qui n'a pas soulevé d'objections. Il faut séparer, d'un côté, le groupe des sciences pures qui se proposent uniquement la recherche et l'étude des causes du crime, et, de l'autre côté, celui des sciences appliquées, dont le but est d'aboutir, sur le terrain de la pratique, à une organisation rationnelle et efficace de la lutte contre le crime. Au premier groupe, j'ai donné comme étiquette le nom de *Criminologie*, il comprend la *Sociologie criminelle* (causes sociales) et l'*Anthropologie criminelle* (causes individuelles) (2). Quant au

(1) *Revue pénitentiaire*, 1900, p 466.

(2) Dans l'article de la *Revue pénitentiaire* auquel je fais allusion, je proposais de reconnaître une troisième science criminologique, la *Physique criminelle*, ayant pour objet l'étude des causes physiques ou cosmiques de la criminalité, telles que le climat, chaud ou froid, humide ou sec, la nature du sol, l'altitude, etc. Mais il est douteux que cette science devienne jamais distincte des deux autres : les facteurs physiques de la criminalité se transforment en effet très rapidement en facteurs sociaux ou en facteurs individuels, par les modifications qu'ils imposent aux habitudes de vie sociale ou aux tempéraments et organismes individuels (voir *red, I limiti e i modificatori dell' Imputabilita,* t. I, p. 323). D'autre part, il ne semble pas que l'étude des facteurs physiques de la criminalité ait conduit à des résultats assez précis et assez indiscutés, pour qu'il soit opportun d'en faire une discipline scientifique autonome (voir Tarde, *Philosophie pénale*, 3e édition, 1893, pp. 303 et suiv. ; en sens contraire, Ferri, *Sociologia criminale*, 4e édition, 1900, pp. 306 et 307).

groupe des sciences appliquées ou *Politique criminelle*, il se partage naturellement en deux, la science des institutions purement préventives et la science répressive. Cette dernière est ordinairement appelée Pénologie par les criminalistes étrangers ; en France, où le néologisme est souvent mal reçu, nous avons préféré un mot ancien pour désigner une chose nouvelle, et c'est ainsi que la science pénitentiaire a vu les limites de son domaine primitif reculer démesurément. Ces limites, il est cependant possible, et il est de plus en plus nécessaire de les tracer, aussi nettement d'ailleurs que la matière le comporte. C'est ce que nous avons essayé de faire au début même de ce traité, et, de la définition fournie, il résulte que la science pénitentiaire suppose essentiellement qu'il y a lieu à l'application d'une peine, et qu'elle a pour but, connaissant les fonctions que cette peine est appelée à remplir, d'assurer pratiquement leur exercice dans les meilleures conditions possibles.

Nous avons vu qu'envisagée au point de vue de ses fonctions utilitaires, la peine est un instrument de prévention (1), il serait donc vrai de dire, en se plaçant toujours au même point de vue, que la science pénitentiaire n'est qu'un chapitre, une simple ramification de la science des institutions préventives. Mais c'est ici qu'il faut se souvenir que la peine a également des fonctions morales, et que, préventive pour l'avenir, elle est, qu'on le veuille ou non, ressentie dans la société comme rétributive dans le passé, et cela, alors même qu'elle aurait été conçue et organisée en vue de donner avant tout satisfaction aux réactions sociales utilitaires. Il y a donc là, dans cette coloration morale, quelque chose qui distingue la prévention pénale des autres procédés de prévention (2).

(1) Voir *sup.* p. 10.

(2) Conf. *red, loc. sup. cit.*, pp. 26 et 121, et le *C. R.* dans *Revue pénitentiaire*, 1894, p. 1300. Le professeur Dorado (Salamanque) dans ses *Etudes de Droit pénal préventif* (1901) ne paraît pas faire état de ce fait d'expérience. Il est bien entendu que le droit pénal ne saurait être désormais qu'un droit préventif ; mais il ne nous est pas permis d'ignorer systématiquement que l'opinion publique y voit un droit sanctionnateur. C'est là un phénomène social sur la

Ce n'est pas tout. En principe, il n'y a peine que lors qu'il y a eu crime; la peine est donc une prévention après coup, qui n'intervient que lorsque l'un des actes dangereux dont elle a pour but d'empêcher la répétition a déjà été accompli. C'est que la peine est, en effet, une mesure préventive très rigoureuse, qui se traduit par une confiscation brutale et souvent complète de droits individuels importants ; à raison de son énergie, elle ne doit être employée qu'à coup sûr, je veux dire par là que l'Etat n'est autorisé, en principe, à traiter comme criminels que des gens qui ont, en effet, commis un crime. Cette affirmation est beaucoup moins naïve qu'elle ne le paraît. Si l'on était scientifiquement assuré que telle personne se rendit, à brève échéance, coupable d'une infraction déterminée, la prévention pénale ne serait-elle pas justifiée à son égard ? Les positivistes italiens n'ont jamais sérieusement proposé d'appliquer une peine à des individus qui n'ont pas encore commis un crime, sous prétexte qu'ils offrent tous les stigmates des criminels. Les indices anthropologiques de la prédisposition criminelle n'ont pas, en effet, et n'auront peut-être jamais assez de précision et de sûreté pour permettre de juger et surtout de condamner un homme sur sa mine. Plaçons-nous cependant dans l'hypothèse où cette précision et cette sûreté seraient incontestablement acquises : faudrait-il alors attendre qu'un criminel, nettement reconnu comme criminel de tempérament, commit un attentat sur la personne ou les biens de ses semblables pour le soumettre aux mesures de protection sociale que son individualité comporte ? Commettrait-il un crime que ces mesures seraient identiquement les mêmes ; le crime ne nous apprendrait rien de nouveau sur son compte, sinon que l'occasion qui lui avait manqué jusque-là s'est enfin rencontrée. Une telle conception tend évidemment à effacer toute différence entre la prévention et la répression, ou plutôt il n'y a plus que des mesures préven-

nécessité ou la contingence duquel, en nous plaçant au point de vue purement expérimental, nous ne sommes pas autorisés à émettre même de simples hypothèses. V. *Revue pénitentiaire*, 1901, pp. 1394 et suiv.

tives, et le crime n'est qu'un avertissement, parfois utile, qui fait apparaître l'opportunité de leur application.

Notre esprit public, il est vrai, n'est pas près d'accepter une pareille loi des suspects, même en admettant, je le répète, que, de son côté, l'anthropologie criminelle arrive, sur ce terrain, à des conclusions nettes et impérieuses (1).

Toutefois, si nous refusons de traiter comme criminels des gens qui ne sont qu'anthropologiquement candidats au crime, nous n'avons pas les mêmes scrupules pour ceux que des tares sociales placent dans une situation analogue. Je fais ici principalement allusion à la répression du vagabondage et de la mendicité, organisée par les différents Codes pénaux en vigueur. Il n'est pas douteux que les mesures prises contre les mendiants et les vagabonds ne soient désignées sous le nom de peines. En réalité, ce sont des peines purement préventives, car ce que l'on réprime c'est bien moins le spectacle quelque peu démoralisant d'une vie oisive et irrégulière, que les crimes éventuels auxquels cette vie doit très probablement conduire, ainsi que le démontrent les statistiques criminelles.

La répression atteint donc en eux des crimes en puissance, ce n'est plus une réaction défensive de la société attaquée dans ses conditions d'existence, c'est une manifestation agressive de l'instinct de conservation sociale, qui prévient l'attaque en portant les premiers coups.

Il en résulte que la peine qui frappe les mendiants et les vagabonds ne s'impose pas à la masse des consciences individuelles avec un caractère de sanction aussi évident que celle prononcée contre des criminels ordinaires ; elle est teintée beaucoup plus fortement de réactions utilitaires que de réactions morales, et l'on ne peut songer à méconnaître qu'elle est instituée bien plus *ne peccetur* que *quia peccatum*. Aussi, malgré l'étroite connexité de l'état de mendicité ou de vagabondage et de la criminalité, il faut, pour suivre une bonne méthode, rejeter dans la science des institutions pré-

(1) Saleilles, *Individualisation de la peine*, pp. 111 et s.

ventives les mesures appliquées aux mendiants et aux vagabonds. Nous avons, cependant, longtemps hésité à les faire rentrer, à titre exceptionnel, dans le domaine de la science pénitentiaire, où leur maintien se justifiait par des raisons de commodité pratique, en même temps que par le respect d'usages depuis longtemps établis (1). On aperçoit déjà combien il est vrai de dire que les sciences sociales ignorent les contours nets et les cadres rigides, et qu'il faut savoir s'y résigner à la complexité dans les formules et les définitions. J'ai présenté, dans le chapitre précédent, la peine comme une réaction sociale contre le crime, il est temps de compléter cette proposition en disant que la peine ne suppose pas toujours l'accomplissement préalable d'un crime et que la société se défend parfois sans avoir été attaquée.

21. — La notion de la science pénitentiaire étant ainsi élucidée et son domaine limité aussi rigoureusement que possible, il vient naturellement à l'esprit de déterminer sa méthode et de rechercher dans quelle mesure elle peut se trouver intéressée dans les conflits d'école qui ont marqué, dans les sciences pénales le dernier quart du XIX^e^ siècle. La réponse est la même, on va le voir, pour ces deux questions.

La science pénitentiaire, telle que nous la concevons et la définissons, est une science purement expérimentale.

(1) La raison qui m'a déterminé à rattacher à la science des institutions préventives les mesures contre le vagabondage et la mendicité devient tout à fait impérieuse, si l'on songe que les vagabonds et les mendiants sont loin d'être les seules catégories de criminels en puissance : il y a les alcooliques ou buveurs d'habitude, que certains pays étrangers ont déjà pris l'initiative d'enfermer dans des asiles spéciaux ; il y a tous les individus des deux sexes vivant de la prostitution ; il y a enfin la foule des repris de justice et, plus généralement, tous ceux qui, possédant des antécédents judiciaires, se trouvent malheureusement, par le fait même, sur la pente de la récidive. On se trouve alors en présence d'un réseau considérable de mesures de police, de sûreté et d'hygiène sociale qui, bien que sanctionnées par des pénalités, le cas échéant, rentrent certainement dans l'organisation purement préventive de la lutte contre le crime. J'ajoute, en ce qui concerne les vagabonds et les mendiants, que l'étude du traitement qui leur est applicable appartient autant au domaine de l'assistance qu'à celui de la répression.

Je pourrais en donner comme preuve les hésitations de certains esprits, que Ferri ne manquerait de qualifier de syllogistiques, à lui reconnaître la dignité de science; les mêmes hésitations se sont produites, d'ailleurs, en ce qui concerne la politique criminelle en général (1). Est-ce un art ? Est-ce une science? Terrible problème, dont l'intérêt pratique m'a toujours échappé, mais qui montre bien par le fait même qu'il s'est posé et que l'on a prétendu faire de la science pénitentiaire un art, qu'elle ne saurait avoir d'autre méthode que la méthode inductive ou expérimentale et qu'elle doit même se résigner parfois à un pur empirisme. Lorsqu'on renonce à transporter dans l'organisation des systèmes répressifs les opinions philosophiques que l'on professe sur le fondement du droit de punir, lorsqu'on se place uniquement sur le terrain des résultats, la préférence doit toujours s'établir en faveur des solutions qui, sans heurter le sentiment public et les mœurs, réalisent le maximum de protection sociale. C'est avec ce criterium, dont nous avons essayé d'esquisser le fonctionnement à la fin du chapitre précédent, que nous déterminerons la nature et l'énergie de la mesure répressive qui s'impose, ici éducatrice, là réformatrice, ailleurs éliminatoire, etc. De bonnes statistiques, une observation approfondie, et autant que possible faite sur place, des institutions pénales étrangères, la connaissance du milieu social pour lequel on travaille, enfin, un certain sens pratique que l'expérience contribue à former, mais qui ne s'acquiert pas toujours par elle, telles sont les conditions ou éléments qu'il faut s'efforcer de réunir pour résoudre scientifiquement une question pénitentiaire ; et si l'on se refuse à donner à une pareille solution la qualification de scientifique, il faudra, je crois, la dénier à la plupart des conclusions proposées par les économistes. La science pénitentiaire n'est pas plus impuissante que d'autres à formuler des lois, c'est-à-dire à affirmer un lien de causalité entre deux phénomènes. Mais

(1) Voir *Revue pénitentiaire*, 1900, p. 474, note 1.

il ne s'ensuit pas que dans une pratique ultérieure la position des mêmes causes entraînera toujours les mêmes effets. Les sciences, dites exactes, comportent seules un pareil degré de certitude : il ne faut pas l'espérer dans les matières sociales, car la complexité des états sociaux ne permet pas toujours de reconnaître si les causes que l'on pose ne sont pas neutralisées par d'autres, qui agissent en sens inverse, par de multiples influences ambiantes, telles que le tempérament national, l'opinion publique, les circonstances politiques, etc., dont l'action est d'autant plus difficile à surprendre et à doser qu'elle s'exerce d'une façon profonde et permanente sur le milieu où nous vivons. L'importance de cette remarque, d'ailleurs banale, se révèle dès qu'on cherche à emprunter à une législation étrangère une institution répressive pour la transporter en France (1).

Si la science pénitentiaire abandonne ainsi toute prétention à imposer des dogmes, si elle se tient à l'écart de toute école philosophique, spiritualiste ou matérialiste, déterministe ou indéterministe, toutes également métaphysiques, qu'elles le veuillent ou non, dans leurs affirmations ou leurs négations, il en résulte qu'elle n'est point intéressée dans les conflits de doctrines pénales qui ont surgi à la suite des premières découvertes des anthropologistes italiens, et cela est vrai pour la politique criminelle tout entière dont la science pénitentiaire n'est qu'une simple branche. Cette neutralité est un des caractères essentiels de l'orientation imprimée à la lutte contre le crime par les initiateurs de la *Kriminal politik*, fondateurs de l'Union internationale de Droit pénal (2).

Il est, d'ailleurs, prouvé par les faits que le progrès des institutions répressives, dans ces vingt dernières années, s'est opéré en dehors de toute influence d'école, sans qu'aucune chapelle scientifique soit autorisée à lui imposer son étiquette

(1) Un des exemples les plus typiques que l'on puisse citer est celui des sentences indéterminées.

(2) Les rapports de la Section de criminologie au Congrès international de Droit comparé, Paris, 1900, seraient très précieux à consulter sur ce point.

ou à le couvrir de son patronage. Il est l'œuvre de criminalistes praticiens, dont beaucoup peut-être auraient pu être rangés parmi les adhérents de l'école classique (1), mais, que leur bon sens et leur désir de faire le bien ont tenus écartés de tout apriorisme et de toute discussion stérile, lorsqu'il s'est agi de travailler efficacement à la diminution de la criminalité. Que l'on songe aux lois françaises sur la relégation, la libération conditionnelle, la condamnation avec sursis ; à la loi belge sur la mendicité et le vagabondage ; aux sentences indéterminées déjà en vigueur en Amérique ; au projet de Code pénal suisse, au récent code pénal norwégien, et l'on se convaincra que la science pénitentiaire s'est, en fait, développée et perfectionnée sans emprunter à aucune doctrine d'école la lumière ou les énergies qui lui ont été nécessaires, et qu'actuellement elle se suffit à elle-même, à condition de se maintenir rigoureusement sur le terrain des résultats, ce qui, soit dit en passant, est moins aisé qu'on ne le pense.

22. — Il ne suffit pas d'avoir délimité dans son ensemble le domaine de la science pénitentiaire contemporaine, il nous faut maintenant le diviser afin d'en entreprendre l'étude systématique et de justifier en même temps le plan suivi dans ce traité.

Partant de cette idée, mise en valeur dans le chapitre précédent, que les fonctions morales de la peine ne sauraient être utilisées comme base et mesure de la répression, que, d'autre part, entre les différentes fonctions utilitaires la prépondérance se règle forcément en faveur des fonctions de prévention individuelle, ce sont les différents procédés de prévention individuelle qui doivent constituer, selon nous, les parties générales de la science pénitentiaire. Toutefois, il ne faut pas se méprendre sur la signification de ce plan ; il n'implique pas, d'une part, que la science pénitentiaire n'ait pas à s'occuper de l'aspect moral de la répression, c'est un fait qu'elle ne peut négliger sans cesser d'être une science expérimentale, il y a

(1) Je vise ici particulièrement M. Bérenger en France et M. Le Jeune en Belgique.

dans la coloration morale de la peine un facteur répressif que l'on doit chercher à fortifier toutes les fois que cela est possible ; ce qu'il faut seulement éviter — et je ne fais ici que me répéter, mais je le crois utile — c'est de prendre l'idée rétributive comme inspiration principale, comme criterium de l'opportunité, de la quantité et de la qualité de la répression. D'autre part, le souci de la prévention collective par intimidation n'est banni d'aucune partie de la science pénitentiaire, qui ne le sacrifiera que lorsqu'il se trouvera trop nettement en conflit avec les intérêts certains de l'individu (1). Il n'y a guère qu'une peine, où la préoccupation de la prévention collective passe au premier rang : c'est la peine de mort. Car lorsqu'on exécute un criminel, c'est beaucoup moins pour l'éliminer et l'empêcher de recommencer que pour effrayer et intimider ses imitateurs possibles. S'il ne s'agissait que d'opérer une élimination, on pourrait choisir d'autres moyens.

La prévention individuelle variant naturellement avec les catégories d'individus, si l'on veut discerner et étudier avec méthode les différents procédés au moyen desquels peut s'opérer cette prévention, il faut donner comme fondement à une pareille étude une classification des délinquants. Cette classification est de la plus haute importance, elle est le point de départ de toute œuvre pénitentiaire et cependant il faut reconnaître qu'elle n'est pas encore définitivement faite. Les théoriciens de l'école italienne l'ont essayée à maintes reprises et chacun d'eux semble avoir tenu à honneur de proposer la sienne (2). Il est certain que la considération prépondérante des facteurs anthropologiques de la criminalité doit conduire à allonger, presque sans limites, la liste des variétés criminelles, de même que les naturalistes découvrent sans cesse de nouvelles variétés animales ou végétales. Il ne s'ensuit pas

(1) Encore ce sacrifice pourrait-il n'être qu'apparent, si, par une meilleure organisation de la police, la certitude de la peine venait suppléer sa sévérité, ainsi qu'on l'a fait observer au chapitre précédent. Mais la question qui surgit alors n'est plus une question pénitentiaire.

(2) Conf. les nombreuses classifications rapportées par Ferri, *Sociologia criminale*, 4e édition, 1900, pp. 250 et suiv.

que chacune de ces variétés criminelles exige un traitement répressif différent. Il faut donc savoir s'arrêter dans la classification pratique des délinquants, et en restreindre les termes de telle sorte qu'à chaque classe corresponde un procédé particulier de répression.

Toutefois, si la classification n'est pas achevée dans ses détails, elle paraît suffisamment esquissée dans ses grandes masses. Je crois que l'on est arrivé actuellement à dégager les formes générales sous lesquelles la prévention individuelle peut s'exercer; il y a donc, pratiquement, de ce fait même, une classification des délinquants en quelques vastes catégories ; mais, à l'intérieur de chacune d'elles, la répression doit encore se nuancer et l'on n'a pas encore trouvé des organes appropriés à l'expression de toutes les nuances nécessaires.

I. — La première différenciation qui s'impose est celle des délinquants jeunes et des délinquants adultes. On la rencontre dans tous les pays, sans autre modification que celle relative à l'âge de la minorité ou de l'irresponsabilité pénale. Il est aujourd'hui acquis à la science pénitentiaire que les mesures de répression appliquées aux jeunes délinquants doivent présenter un caractère éducatif prépondérant, même au détriment de leur efficacité afflictive ou intimidante. On présume, et le plus souvent cette présomption est pratiquement vérifiée, que le jeune délinquant n'a rencontré, à ses débuts dans la vie, aucune influence moralisatrice, et la société doit s'efforcer de remplacer auprès de lui — trop tard parfois, malheureusement — une famille absente ou indigne, en mettant à profit la malléabilité que son caractère peut avoir encore conservée.

Nous pouvons donc séparer de ce chef un premier groupe de peines dites *éducatrices*. Ce premier groupe comprend lui-même plusieurs variétés, dont le détail n'a pas sa place ici, mais dont on comprend la nécessité si l'on songe que la criminalité de l'enfant, comme celle de l'homme fait, peut avoir des causes biologiques, comme certaines anomalies orga-

niques ou fonctionnelles, ou des causes sociales, comme la dépravation du milieu.

II. — Quant aux peines réservées aux adultes, elles peuvent se répartir en quatre catégories.

a) Il y a des délinquants, c'est le petit nombre, chez lesquels le délit n'apparaît que comme une défaillance passagère que leur passé n'explique point, qui détonne dans leurs habitudes de vie actuelle et dont le renouvellement ne semble point probable dans l'avenir. Il y a, d'autre part, des infractions d'une minime importance, d'une immoralité insignifiante, parfois nulle, et que l'on réprime pour des raisons d'ordre public extérieur, si l'on peut dire ainsi, telles que l'hygiène, la liberté des voies de communication, etc. (1). Ce sont la plupart des contraventions. Leur commission n'implique pas, chez leur auteur, une lacune du sens moral, mais un certain égoïsme et de l'imprévoyance. Dans ces deux hypothèses, absence d'immoralité habituelle chez le délinquant, ou bien immoralité nulle ou faiblement accentuée dans le délit, il suffit que la peine avertisse, quelle fasse impression dans l'esprit, qu'elle intimide ; nous obtenons ainsi un second groupe de peines, qui sont les peines d'*intimidation pure*, l'amende, la réprimande, la condamnation avec sursis, l'emprisonnement de simple police.

b) Faisons un pas de plus ; nous avons affaire à des individus vicieux, mais paraissant néanmoins susceptibles de revenir au bien. L'infraction qu'ils ont commise n'est certes pas un accident dans leur vie, mais elle n'est pas, à ce qu'il semble, le résultat d'une habitude invétérée et indéracinable. Il y a, comme on dit, quelque chose à faire. Le devoir de la société est d'utiliser la peine à leur réforme morale; nous arrivons alors à la conception de l'emprisonnement dit correctionnel, destiné principalement à produire l'amendement du détenu, sans que cependant son caractère moralisateur le

(1) Nous ne pouvons que renvoyer pour cette distinction bien ancienne des *mala in se* et des *mala prohibita* (délits communs et délits statutaires du droit anglais) au traité de M. VIDAL, déjà cité, pp. 4 et 74.

transforme en une discipline purement éducatrine. La peine doit rester sérieusement afflictive en devenant réformatrice : ces deux qualités sont, d'ailleurs, loin de s'exclure.

C'est le groupe des peines *réformatrices* ; il est e terrain traditionnel des théories pénitentiaires dans le sens étroit du mot. Il est évident que dans ce groupe même des sous-distinctions s'imposent : les peines *réformatrices* devant varier avec la nature et les causes de la criminalité.

c) Nous nous trouvons ensuite en présence d'un véritable déchet humain. Ce sont les incorrigibles, les récidivistes, les professionnels du crime, ceux que pratiquement on doit renoncer à améliorer, et dont la présence dans notre milieu social équivaut à une menace permanente. La peine qui les atteint doit être, avant tout, une mesure *éliminatoire*, sous quelque forme que ce soit, internement continental ou expatriation coloniale. Pour simplifier notre exposition, nous étudierons la peine de mort avec les autres *peines éliminatoires*, bien que nous sachions déjà que l'élimination ne soit pas sa fonction principale.

d) Enfin, et pour mémoire, je rappelle qu'il existe des peines purement préventives ou de sûreté applicables, non à des criminels, mais en quelque sorte à des candidats au crime, et que nous n'avons pas cru devoir rattacher à la science pénitentiaire.

En résumé, la science pénitentiaire comporte quatre grandes divisions, à chacune desquelles correspondra une partie de ce traité.

1° Les *peines éducatrices* pour les jeunes délinquants ;

2° Les *peines d'intimidation pure ou d'avertissement* pour les infractions légères et certains délinquants d'occasion ;

3° Les *peines réformatrices* pour les délinquants pervertis, mais corrigibles ;

4° Les *peines éliminatoires* pour les incorrigibles.

PREMIÈRE PARTIE

LES PEINES ÉDUCATRICES

CHAPITRE PREMIER

Exposé de la législation française

23. — Ce Chapitre sera divisé en trois sections qui suivront la formation de notre législation dans son ordre chronologique.

Première Section. — Période antérieure à la loi de 1850.

Deuxième Section. — Régime de la loi de 1850.

Troisième Section. — Modifications et compléments apportés, postérieurement à la loi de 1850, à l'organisation et au régime des peines éducatrices.

PREMIÈRE SECTION

PÉRIODE ANTÉRIEURE A LA LOI DU 5 AOUT 1850

24. — On dit habituellement (1) que les rédacteurs du Code

(1) Voir par exemple le rapport de Th. Roussel à la Société générale des Prisons, *Revue pénit.*, 1879, p. 138 ; Garraud, *Précis*, 4e édit., pp. 213 et suiv. ; c'était aussi l'avis de Charles Lucas, *Rev. pénit.*, 1879, p. 225. Pour mon compte, j'hésite à croire que le Code de 1810 ait accordé une satisfaction même platonique au besoin d'un régime répressif spécial pour les mineurs. Qu'on remarque en effet que le terme « maison de correction » figure également dans l'art. 40 pour désigner l'établissement où les adultes doivent subir la peine de l'emprisonne-

de 1810 ont satisfait théoriquement à l'idée que le traitement répressif des enfants ou adolescents délinquants doit être différent de celui que l'on impose aux adultes; mais qu'ils se sont contentés en cette matière, comme en quelques autres, d'accueillir le mot sans créer la chose. Les articles 66 et 67 parlent tous deux de maisons de correction destinées à l'internement des mineurs de seize ans — âge de la majorité pénale — acquittés comme ayant agi sans discernement (art. 66) ou condamnés (art. 67), mais aucun texte législatif ou réglementaire n'étant venu assurer la mise en œuvre de cette disposition, en fait, il n'y a pas eu en France, pendant toute la première moitié du XIX[e] siècle, de peines éducatrices régulièrement organisées. Les mineurs acquittés ou condamnés étaient enfermés dans les mêmes établissements pénitentiaires que les adultes. Cette situation, sur la gravité de laquelle il est inutile d'insister, si l'on veut bien se rappeler qu'à cette époque la promiscuité était le régime de droit commun dans toutes les prisons, se prolongea jusqu'à la loi du 5 août 1850 sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus.

Ce n'est pas qu'avant cette loi quelques tentatives n'aient été faites pour soustraire les mineurs délinquants à un pareil contact et leur imposer une discipline principalement éducatrice. Il y eut par deux fois, sous Louis XVIII, des essais prématurément suspendus pour la création d'une prison d'amendement spéciale aux condamnés de moins de vingt ans (1). — Au mois de mars 1836, on se décida à réunir tous les jeunes détenus parisiens dans la prison de la Petite-Roquette, sous le régime de l'isolement nocturne (2). — D'autre part, une circulaire du 3 décembre 1832 (3), émanée de M. d'Argout,

ment. Conf. HOLTZENDORFF, *Handbuch des Gefangnisswesens*, t. II, p. 289, et VIDAL, *Cours de droit criminel et de science pénitentiaire*, 2[e] édit., 1901, p. 207. — Les mêmes expressions se retrouvent dans le Code pénal de 1791, art. 2 et 3 (1[re] partie, titre V).

(1) Ordonnances des 18 août et 29 septembre 1814. Conf. rapport de TH. ROUSSEL cité plus haut, p. 136.

(2) Voir GUILLOT, *Les Prisons de Paris*, p. 322.

(3) *Rev. pénit.*, 1878, p. 674.

ministre de l'Intérieur, organisa la libération conditionnelle des jeunes détenus de la Roquette au moyen du placement familial, sous les auspices de la Société de patronage des jeunes détenus et des jeunes libérés du département de la Seine qui venait de se fonder (1). Enfin, l'initiative privée avait fait germer des établissements d'éducation correctionnelle, principalement après la Révolution de Juillet 1830 (Fondation de l'abbé Renault à Paris, rue des Grès, n° 40 (1817-1831) (2); tentative de colonie agricole à Oullins (Rhône), par le Père Rey, en 1835 (3); fondation de la colonie pénitentiaire de Mettray (Indre-et-Loire), la plus célèbre de toutes les colonies privées, par MM. Demetz et de Courteilles (1839); fondation du Val d'Hyèvre (Cher), par Charles Lucas (1843), etc.) (4). Il arriva même, par contagion imitative, que l'Administration se décida, en 1844, à employer les enfants à des travaux en plein air dans des quartiers séparés des maisons centrales de Fontevrault, Loos, Gaillon et Clairvaux.

Ce mouvement d'opinion devait avoir bientôt sa consécration législative : après plusieurs projets, dont le premier fut voté en 1843 par la Chambre des députés, et en dépit des retards apportés par la Révolution de Février 1848, on aboutit enfin à la loi du 5 août 1850 (5).

SECTION II

RÉGIME DE LA LOI DE 1850

25. Le principe que l'éducation est le but principal de tout traitement répressif imposé à des mineurs est formulé par l'ar-

(1) Discours de M. l'avocat général Chenest à la séance de rentrée de la Cour d'appel de Lyon (17 octobre 1887), *Revue pénit.*, 1888, p. 178.

(2) Guillot, *Les Prisons de Paris*, p. 320.

(3) *Institutions pénitentiaires de la France en* 1895 (publication de la Société générale des Prisons pour le Congrès international pénitentiaire de Paris), p. 355.

(4) Voyez la liste plus complète dans le rapport de M. Félix Voisin à l'Assemblée nationale, au nom de la Commission d'enquête, sur le régime des Etablissements pénitentiaires (Annexe au procès-verbal de la séance du 18 mars 1873).

(5) Rapport Th. Roussel, *sup. cit.*, *Rev. pénit.*, 1879, p. 139.

ticle 1er de la loi : « Les mineurs des deux sexes détenus à raison de crimes, délits, contraventions aux lois fiscales ou par voie de correction paternelle reçoivent, soit pendant leur détention préventive, soit pendant leur séjour dans les établissements pénitentiaires, une *éducation morale, religieuse et professionnelle* ». Pour que cette discipline éducatrice soit possible, il est de toute nécessité que les mineurs soient séparés des adultes : la loi leur affecte donc des établissements spéciaux dont voici la liste :

a) Quartiers distincts dans les maisons d'arrêts ou de justice (art. 2).

b) Colonies pénitentiaires (art. 3).

c) Colonies correctionnelles (art. 10).

d) Maisons pénitentiaires (art. 15).

Voici maintenant comment les mineurs sont répartis entre ces divers établissements :

a) Dans les quartiers des maisons d'arrêt ou de justice sont détenus les mineurs des deux sexes prévenus ou accusés, les mineurs du sexe masculin condamnés à moins de six mois d'emprisonnement, ceux enfin contre lesquels a été rendue une ordonnance d'internement par voie de correction paternelle. La loi ne le dit pas expressément, mais on est conduit à cette conclusion en quelque sorte par voie d'élimination, les autres établissements étant affectés à toutes les autres catégories de mineurs. On aboutit ainsi à mélanger des enfants inculpés, condamnés ou non délinquants (1) dans les maisons de courte peine qui sont encore pour la plupart, malgré les lois de 1875 et de 1893 (2), des prisons en commun.

b) Les colonies pénitentiaires, aux termes des articles 3 et 4 de la loi de 1850, reçoivent : 1° les mineurs acquittés comme ayant agi sans discernement et que les circonstances ne permettent pas de rendre à leurs parents ; 2° les mineurs con-

(1) Toutefois, en ce qui concerne les jeunes détenus de la correction paternelle, l'art. 121 du règlement de 1869, dont il sera question plus loin, sous-entend qu'ils peuvent être envoyés dans les colonies ou maisons pénitentiaires.

(2) Voir *inf.*, *Les Peines réformatrices*.

damnés à un emprisonnement dont la durée est comprise entre six mois et deux ans. D'après la loi, ces derniers, les mineurs condamnés, ne doivent être réunis aux mineurs acquittés qu'après avoir été renfermés pendant trois mois dans un quartier distinct de la colonie et appliqués à des travaux sédentaires. Les trois mois écoulés, ils sont admis au régime de droit commun et notamment aux travaux en plein air (1).

c) Les colonies correctionnelles sont réservées par l'article 10 aux mineurs condamnés à un emprisonnement de plus de deux ans et aux insubordonnés des colonies pénitentiaires. Cet article 10 n'a reçu son exécution qu'au cours de ces dernières années, le 2 juin 1895 (2). C'est à cette date qu'a été créée notre première et unique colonie correctionnelle dans l'ancienne maison centrale d'Eysses, près Villeneuve-sur-Lot.

Jusqu'alors on avait satisfait au besoin d'éliminer les insubordonnés en les entassant dans quatre et plus tard six quartiers correctionnels créés dans les dépendances des prisons départementales de Besançon, Dijon, Lyon, Nantes, Rouen et Villeneuve-sur-Lot. On avait fini par adjoindre aux insubordonnés les condamnés à plus de deux ans. La colonie d'Eysses reçoit actuellement ces deux catégories de mineurs ; en outre les jeunes gens âgés de moins de vingt-un ans que la relégation devrait atteindre à raison du nombre de leurs condamnations, mais qu'elle n'atteint pas à raison de leur âge (3), sont enfermés dans un quartier spécial de la maison centrale de Villeneuve-sur-Lot.

d) Les maisons pénitentiaires reçoivent les mineures de toute catégorie, détenues par voie de correction paternelle, acquittées de l'article 66, condamnées à l'emprisonnement

(1) Une erreur s'est glissée à ce sujet dans le rapport de M. Monsservin sur la proposition Muteau ayant pour but de rattacher à l'Assistance publique les maisons d'éducation correctionnelle, *Rev. pénit.*, 1900, pp. 606 et 627 ; *Les Peines éducatrices*, chap. II, *infra*. M. Monsservin a cru que la loi de 1850 organisait une séparation permanente entre les acquittés de l'art. 66 et les condamnés, *Rev. pénit.*, 1900, p. 628.

(2) *Rev. pénit.*, 1897, p. 187.

(3) Loi du 27 mai 1885, art. 6 et 8, *in fine*.

pour une durée quelconque. Il n'y a donc pas pour les jeunes filles un triage préalable, analogue à celui qui est pratiqué pour les mineurs du sexe masculin. Quelles que soient la cause ou la durée de leur détention — la détention préventive mise à part — elles sont confondues et soumises au même régime.

En ce qui concerne le système éducatif des établissements réservés aux jeunes détenus, la loi de 1850 ne contient que des dispositions plus laconiques que précises. Après avoir proclamé d'une façon générale la nécessité « d'une éducation morale, religieuse et professionnelle », les rédacteurs de la loi se sont montrés fort peu explicites sur l'économie même de cette éducation. L'article 3, qui pose les bases du régime des colonies pénitentiaires, régime de droit commun de tous les établissements de jeunes détenus, ainsi que le fait apparaître le rapprochement de ce texte avec celui des articles 12 et 15, se contente des trois indications suivantes. « Ils (les jeunes détenus) sont élevés en commun sous une discipline sévère, — appliqués aux travaux de l'agriculture ainsi qu'aux principales industries qui s'y rattachent, — il est pourvu à leur instruction élémentaire ». Ce court programme est complété : 1° pour les condamnés de six mois à deux ans placés dans les colonies pénitentiaires, par la disposition de l'article 4 qui leur impose à leur arrivée un stage de trois mois dans un quartier distinct avec travaux sédentaires ; 2° pour les jeunes détenus des colonies correctionnelles, par la disposition de l'article 11 qui les soumet également à leur arrivée non plus à un stage, mais à un emprisonnement de six mois avec travaux sédentaires, avant leur admission aux travaux agricoles ; 3° pour les jeunes filles, par la disposition de l'article 17 qui décide qu'elles seront appliquées aux travaux qui conviennent à leur sexe ; 4° par l'institution de la libération conditionnelle réalisée par le placement hors de la colonie au profit des jeunes détenus ayant une bonne conduite (art. 9) ; 5° enfin par la disposition de l'article 19 qui place pendant trois années les jeunes libérés sous le patronage de l'Assis-

tance publique afin de prolonger, dans la mesure du possible, l'influence moralisatrice de l'éducation correctionnelle.

Tel est le résumé complet du régime éducatif créé par la loi de 1850.

Enfin cette loi a consacré la distinction fort importante des établissements publics et privés de jeunes détenus, au moins pour les colonies et maisons pénitentiaires. Car il semble bien, d'après l'article 10, que les colonies correctionnelles, à raison sans doute de leur caractère répressif plus accentué, ne peuvent être que des colonies d'État. Pour les colonies et maisons pénitentiaires, au contraire, les intentions du législateur paraissent être de donner la préférence aux établissements privés, car l'article 6 *in fine* ne prévoit la création de colonies d'État qu'en cas d'insuffisance de colonies privées (1).

SECTION III

MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS POSTÉRIEUREMENT A LA LOI DE 1850 A L'ORGANISATION ET AU RÉGIME DES PEINES ÉDUCATRICES.

26. — Ainsi qu'on vient de le voir, le mérite de la loi de 1850 est d'avoir reconnu que les mesures répressives applicables à des mineurs doivent avoir comme but principal l'éducation : d'où elle a conclu à la spécialisation rigoureuse des établissements qui leur étaient réservés. Mais il ne suffit pas de poser une règle, il faut encore, quand on est législateur, songer à son application. Or il résulte également de l'exposé qui précède que les dispositions de la loi sont parfois restées à l'état de bonnes intentions (2). Il est donc arrivé qu'en appliquant la loi on a éprouvé la nécessité de lui apporter de nom-

(1) Art. 6... « A l'expiration des cinq années (à partir de la promulgation de la loi), si le nombre total des jeunes détenus n'a pu être placé dans des établissements particuliers, il sera pourvu, aux frais de l'Etat, à la fondation de colonies pénitentiaires »

(2) Rapport Th. Roussel, *sup. cit.*, *Rev. pénit.*, 1879, p. 139.

breux compléments; on s'est même vu contraint de lui désobéir quelquefois sous le coup d'impossibilités pratiques que ses auteurs n'avaient pas aperçues. Cette adaptation de la loi de 1850 à son but a été principalement l'œuvre de règlements ou d'usages administratifs : mais le législateur n'est pas sans y avoir contribué. Pour l'étudier avec quelque méthode, nous nous placerons successivement aux quatre points de vue suivants :

a) Organisation de l'éducation morale, religieuse et professionnelle et du régime disciplinaire.

b) Distinction des colonies et maisons pénitentiaires en établissements publics et privés.

c) Classification et nombre des établissements affectés aux jeunes délinquants.

d) Conséquences que peut avoir pour un mineur l'application des articles 66 et 67 du Code pénal.

27. — *a*) Le législateur de 1850, sentant lui-même l'insuffisance de ses dispositions concernant le régime des colonies, avait promis (art. 21) qu'un règlement d'administration publique viendrait déterminer, — non pas, il est vrai, l'ensemble du système éducatif et moralisateur, — mais au moins le régime disciplinaire. Ce règlement d'administration publique n'a jamais été fait et les détails du régime ont été fixés par des règlements ministériels ordinaires.

Ce fut d'abord, en 1864, un règlement provisoire qui fut appliqué pendant cinq années (1) : au bout de ce temps d'expérience il fut transformé, avec quelques retouches, en un règlement définitif. C'est ce règlement, en date du 10 avril 1869 (2), qui peut être considéré comme le document organique en ce qui concerne le régime des jeunes détenus ; dans les colonies pénitentiaires il est en grande partie encore actuellement en vigueur. Bien qu'il ait été fait plus particulièrement en vue des colonies privées, conformément à l'es-

(1) *Rev. pénit.*, 1900, p. 221.

(2) Services pénitentiaires. Lois, décrets, règlements et circulaires, *Recueil* Barthou-Duflos, 1896, p. 753.

prit de la loi de 1850, la généralité des termes de son article 1er le rend applicable aux colonies publiques (1).

Les détails de ce règlement ne peuvent trouver leur place ici, ils ne se prêtent d'ailleurs à aucun commentaire : la lecture en est fort utile, mais elle est suffisante. Nous ferons seulement connaître le plan du règlement en y joignant quelques observations — non critiques — d'une portée générale. Les premiers chapitres s'occupent du traitement matériel des enfants (chap. VI, Salubrité et propreté ; chap. VII, Régime alimentaire des valides ; chap. VIII, Régime des malades ; chap. IX, Vestiaire, blanchissage et coucher ; chap. X, Service de santé, infirmerie), puis vient le traitement moral et intellectuel (chap. XI, Instruction religieuse ; chap. XII, Instruction primaire ; chap. XIII, Instruction professionnelle). Enfin le chap. XV, aujourd'hui refondu par l'arrêté ministériel du 15 juillet 1899, organisait en quelque sorte avec le régime disciplinaire la sanction des dispositions précédentes.

Cette vue d'ensemble du règlement doit être complétée par les observations suivantes :

1° Le règlement, d'accord avec la loi de 1850, fait de l'instruction religieuse une discipline obligatoire pour les jeunes détenus, qui sont astreints à suivre les exercices de leur religion (art. 61). Les instructions du Ministre de l'Intérieur de 1869, M. de Forcade, interprétant la pensée inspiratrice du règlement, signalent même l'instruction religieuse comme le plus puissant ressort de relèvement moral (2). Il importe de reconnaître que le chapitre XI du règlement toujours en vigueur n'est plus appliqué aujourd'hui par l'Administration avec le même esprit (3). Il est hors de doute que les inten-

(1) *Rev. pénit.*, 1899, p. 1126. Le même art. 1er déclare le règlement applicable aux maisons pénitentiaires, c'est à dire aux établissements réservés aux jeunes filles.

(2) « L'étude du règlement définitif fait ressortir toute l'importance des mesures qui concernent le régime matériel et le développement physique des jeunes détenus, mais on y trouve surtout la preuve que l'éducation morale et religieuse tient la première place dans les préoccupations de l'Administration ».

(3) *Rev. pénit.*, 1900, pp. 616 et suiv. ; 1901, p. 697.

tions, sinon la lettre, de la loi de 1850 sont ainsi méconnues.

2° Le régime matériel organisé en 1869 peut être considéré comme satisfaisant, confortable, au besoin même reconstituant, hygiénique, mais sans aucune recherche exagérée de bien-être. Il ne semble pas que le jeune détenu qui, par sa bonne conduite, a mérité la libération conditionnelle doive rencontrer dans la famille où il est placé des conditions de vie matérielle sensiblement inférieures au régime de la colonie. L'importance de cette considération a peut-être échappé actuellement à quelques praticiens de l'éducation correctionnelle (1).

3° Au point de vue de l'instruction professionnelle, le règlement, toujours en conformité avec la loi de 1850, ne prévoit et n'organise que les travaux agricoles ou les principales industries qui s'y rattachent, telles que le charronnage, la taillanderie, etc. (art. 74). Il est vrai que l'expression « qui s'y rattachent » se prête à une large interprétation vers laquelle l'Administration pénitentiaire tend de plus en plus, c'est ainsi que la charpenterie, la briqueterie, la cordonnerie, la brosserie, la couture, la maçonnerie ont été peu à peu enseignées dans les colonies comme professions annexes de l'agriculture. Cette extension de l'article 3 de la loi de 1850 n'ayant pas encore été jugée suffisante pour répondre aux aptitudes professionnelles des jeunes détenus, la plupart d'origine urbaine, il a été créé, à Aniane (Hérault) et plus récemment à Auberive (Haute-Marne), deux colonies publiques, et à Bologne (Haute-Marne), une colonie privée, où les enfants sont appliqués principalement à des travaux industriels.

Quant aux jeunes filles, l'article 17 de la loi de 1850 prescrit de les employer aux travaux qui conviennent à leur sexe, c'est-à-dire en principe des travaux sédentaires. Cependant l'article 74 2° du règlement décide que « les jeunes filles apparte-

(1) Actes du V^e^ Congrès pénit. intern., Paris. Rapport de M. Puibaraud sur la quatrième question de la 4^e^ section, 4^e^ section, p. 496.

nant à la population des campagnes devront être appliquées aux travaux agricoles ».

4° Il faut enfin signaler qu'une disposition importante de la loi de 1850 a été passée sous silence dans le règlement. Il s'agit de la mise en observation des mineurs condamnés, en vertu de l'article 67, à une peine d'emprisonnement de six mois à deux ans et qui, d'après l'article 4 de la loi, devraient être à leur arrivée dans la colonie pénitentiaire enfermés dans un quartier distinct et appliqués à des travaux sédentaires, avant d'être mélangés aux acquittés de l'article 66 et soumis au régime de droit commun. En dehors de l'utilité que ce stage pouvait offrir pour l'étude de cette catégorie de mineurs, il jouait le rôle d'une sorte de discipline répressive, intervenant avant les mesures purement éducatrices. Cette prescription n'a jamais été exécutée, par suite de l'impossibilité pratique où l'on s'est trouvé d'organiser un quartier et des travaux séparés pour un nombre infime de jeunes détenus (1). L'immense majorité de la population des colonies pénitentiaires est, en effet, de plus en plus constituée par les mineurs acquittés.

Le règlement de 1869 est resté en vigueur dans son intégralité jusqu'à ces dernières années. Un arrêté ministériel en date du 15 juillet 1899 a modifié le chapitre XV (art. 90 à 110 inclusivement), relatif au régime disciplinaire. Les dispositions qu'il contient sont déclarées expressément applicables à toutes les colonies pénitentiaires (2) tant publiques que privées. On se rappelle à ce sujet que le règlement de 1869 n'avait en vue que les colonies privées, ce qui laissait trop d'initiative aux directeurs de colonies publiques pour y prendre ce qu'ils jugeaient bon (3). Les résultats de cette initiative ont été jugés particulièrement regrettables en ce qui concerne

(1) Actes du V^e^ Congrès pénit. intern., Paris. Rapport de M. Passez sur la troisième question de la 4^e^ section, 4^e^ section, p. 326 ; rapport de M. Puibaraud, *sup. cit.*, 4^e^ section, p. 505. Conf. *Rev. pénit.*, 1900, p. 416.

(2) L'arrêté emploie l'expression plus adoucie, mais incorrecte, de « maison d'éducation pénitentiaire ».

(3) *Rev. pénit.*, 1899, p. 1126.

le régime disciplinaire. Certains directeurs ont été accusés d'excès de sévérité, et ces critiques ont même trouvé leur expression à la tribune de la Chambre (1). Afin de prévenir les abus possibles et de satisfaire l'opinion, le Ministre de l'Intérieur apporta, quelque peu précipitamment, par trois circulaires consécutives, de notables adoucissements à la discipline (2), c'est ce qu'on appelle le régime des circulaires ; il créa un fâcheux état d'esprit dans la population des jeunes détenus et bientôt, dans la nuit de Noël 1898, une révolte importante éclata à Aniane, la plus fermentescible des colonies pénitentiaires publiques, à cause de son personnel exclusivement urbain. La gravité de cette révolte décida le Ministre de l'Intérieur à instituer, par arrêté en date du 9 janvier 1899, au Ministère de l'Intérieur, une Commission chargée d'élaborer des projets de règlements nouveaux pour les colonies pénitentiaires publiques ou privées, ainsi que pour les colonies correctionnelles et les écoles de réforme (3). Ce sont les délibérations de cette Commission qui ont directement inspiré l'arrêté ministériel précité du 15 juillet 1899 (4).

Cet arrêté, beaucoup plus détaillé que le règlement de 1869, a eu évidemment pour but de limiter l'arbitraire des directeurs de colonies en matière disciplinaire. Il traite en deux parties nettement séparées des récompenses et des punitions. Dans la première figure notamment l'admission dans un quartier de récompense. Ce quartier est une création nouvelle de l'Administration, c'est une addition à l'œuvre de la loi de 1850, par laquelle se trouve réalisée la sélection des meilleurs,

(1) Chambre des députés, séance du 2 décembre 1898, *Rev. pénit.*, 1898, p. 1285, question posée par M. Fournière.

(2) Circulaire du 29 novembre 1898 interdisant de supprimer la pitance deux fois par semaine aux enfants punis (suppression autorisée par le règlement de 1869) ; circulaire du 1er décembre 1898 interdisant le port d'un costume humiliant ; circulaire du 3 décembre 1898 prohibant l'emploi des menottes, *Rev. pénit.*, 1898, p. 1228, n. 1.

(3) Voyez pour la composition de cette Commission, *Rev. pénit.*, 1899. p. 129, n. 2. Elle a commencé ses travaux le 17 janvier 1899 et tenu sa dernière séance le 30 juin.

(4) Reproduit *in extenso*, *Rev. pénit.*, 1900, pp. 231 et suiv.

symétrique à la sélection des pires organisée avec les colonies correctionnelles (1). Les autres récompenses prévues par l'arrêté sont les suivantes (nouvel art. 90) : l'inscription au tableau d'honneur, la table d'honneur, les repas offerts à certains groupes, le supplément de vivres, les bons points, les grades, galons, insignes divers, les emplois de confiance, les promenades spéciales, l'éloge en particulier ou en public, les prix en argent ou en nature, l'allocation de livrets de caisse d'épargne, la distribution de jouets ou de menus objets, le placement chez un particulier, l'engagement dans les armées de terre et de mer, la remise aux familles. Il est expressément déclaré « qu'il ne peut être fait usage d'autres récompenses que de celles énumérées au présent article sans autorisation spéciale du Ministre ».

Les punitions sont de même limitativement énumérées (nouvel art. 100). « Les seules punitions autorisées sont : la privation des récompenses générales et l'annulation des récompenses individuelles (radiation du tableau d'honneur, perte des galons, des emplois de confiance, etc.), la privation de récréation, la privation de visite (seulement dans des cas très exceptionnels), le piquet pendant la récréation, la marche en rang pendant la récréation, les corvées, les mauvais points, la réprimande, l'isolement pendant le repas, le lit de camp (pour les pupilles âgés de plus de quinze ans), le pain sec, le pain sec de rigueur, le peloton de discipline, la cellule de punition, l'envoi à la colonie correctionnelle ».

Quant à l'usage des menottes, il est interdit comme punition, mais on peut y recourir dans les cas prévus par l'article 614 du Code d'instruction criminelle (2).

En somme, ce régime est plus sévère que le régime des circulaires ; il donne aux directeurs de sérieux moyens de coercition, mais il restreint leur initiative, même la plus louable, en leur défendant d'en choisir d'autres.

(1) Le nouvel art. 96 du règlement annonçait que le régime du quartier de récompense ferait l'objet de dispositions spéciales. Nous n'en connaissons encore aucune.

(2) Menaces, injures, violences à l'égard des gardiens ou des autres détenus.

La Commission instituée au Ministère de l'Intérieur avait également pour mission d'élaborer un règlement pour les écoles de réforme et les colonies correctionnelles. Nous laisserons de côté les premières dont il sera question plus tard. Pour les unes comme pour les autres, aucun règlement n'a d'ailleurs été proposé et l'arrêté de 1899 ne vise que les colonies pénitentiaires (1).

D'après la loi de 1850 (art. 11), les jeunes détenus envoyés dans les colonies correctionnelles devaient être soumis à l'emprisonnement pendant les six premiers mois de leur séjour et appliqués à des travaux sédentaires. C'est seulement à la fin de cet emprisonnement, d'un caractère presque exclusivement répressif, que les jeunes détenus pouvaient être admis aux travaux agricoles et soumis à un régime éducateur. Dans la colonie d'Eysses, notre unique colonie correctionnelle, ce texte n'est pas appliqué. Les arrivants sont internés, il est vrai, dans le quartier cellulaire, mais pour une durée variable, en pratique au moins pour quinze jours, et cet internement n'a pas un but répressif, il est destiné uniquement à permettre l'observation et le classement des arrivants. Le régime de la colonie d'Eysses est l'œuvre de son directeur, qui l'a organisé sous l'inspiration de son expérience (2). Il faut, je crois, reconnaître qu'à ce point de vue, comme aux autres, la pratique des colonies correctionnelles est encore dans la période des tâtonnements.

(1) Quant aux maisons pénitentiaires destinées aux jeunes filles, l'arrêté de 1899, dans sa partie introductive, les exclut expressément de son application. Leur régime disciplinaire est donc toujours celui du règlement de 1869.

Enfin, pour les quartiers des maisons d'arrêt et de justice où sont enfermés les mineurs prévenus ou accusés, détenus par voie de correction paternelle ou condamnés à moins de six mois, leur régime tient tout entier dans la partie finale de l'art. 1er de la loi de 1850. Ils sont soumis à une éducation morale, religieuse et professionnelle. Étant donné que les maisons de courtes peines cellulaires sont encore, en France, en petit nombre, on est réduit, dans la plupart des autres, pour isoler l'enfant et le séparer de la population adulte, à l'enfermer dans une cellule de punition, dans une chambre d'infirmerie ou même dans une dépendance du logement du gardien chef. Le régime matériel est celui des détenus ; quant à l'instruction et à l'éducation, elles sont représentées par quelques visites du gardien chef. Voir Actes du Ve Congrès pénitentiaire. Paris, 1901, rapport de M. Puibaraud, *sup. cit.*, 4e section, p. 482.

(2) *Rev. pénit.*, 1901, p. 1364.

28. — *b*) En ce qui concerne la distinction des colonies et maisons pénitentiaires en établissements publics et privés, la lettre de la loi de 1850 a toujours été respectée, les deux catégories subsistent encore à l'heure actuelle, mais son esprit est méconnu depuis un certain nombre d'années, au moins pour ce qui regarde les colonies pénitentiaires. Il a été observé plus haut que les préférences du législateur de 1850 étaient établies au profit des colonies privées (art. 6 *in fine sup. cit.*). Ainsi s'explique le nombre considérable de colonies privées fondées postérieurement à la loi. On en comptait 49 en 1869. Puis, sous la troisième République leur nombre a été en décroissant : 44 en 1875, 19 en 1893, 11 en 1901 (1), 7 en 1905 (2).

Les causes de cette décroissance sont d'abord que la subvention de l'État (0 fr. 75 par journée de détention) devenant tous les jours plus insuffisante, étant donnée la progression du coût de la vie, tous les établissements privés fondés dans

(1) Rapport de M. de Saint-Quentin pour le budget des services pénitentiaires de l'année 1897. Analyse de ce rapport dans *Rev. pénit.*, 1896, p. 1360. Conf. *Rev. pénit.*, 1900, p. 1466. Voir dans le rapport de M. Félix Voisin à l'Assemblée nationale, *sup. cit.*, la liste des établissements privés à la date du 1er mars 1875.

(2) Depuis 1901 jusqu'au 1er janvier 1905, quatre colonies pénitentiaires privées ont disparu ; soit qu'elles aient été supprimées, soit qu'elles aient cessé en fait de recevoir des enfants délinquants par application de l'article 66 du Code pénal. Il y a donc de ce chef des corrections à apporter au tableau publié par l'Administration pénitentiaire dans l'exposé qu'elle a fourni du système français d'éducation correctionnelle au congrès international pénitentiaire de Bruxelles en août 1900. Sans parler de la colonie de la Couronne, déjà supprimée en 1901 (*Rev. pénit.*, 1901, p. 910), la colonie de la Loge a cessé de fonctionner en mars 1903 (*Rev. pénit.*, 1903, p. 457). A la fin de la même année, la colonie de Saint-Ilan a été fermée par ordre du ministère de l'intérieur, en exécution de la loi de 1901 sur les congrégations (*Rev. pénit.*, 1903, p. 1413). Plus récemment encore, la colonie du Luc a dû se transformer, à partir du 1er janvier 1904, en école professionnelle, ne recevant plus que des pupilles de l'Assistance publique (*Revue pénit.*, 1904 (p. 591). Enfin la célèbre école Lepeletier de Saint-Fargeau, créée à Montesson (Seine-et-Oise) par le département de la Seine en 1895 a été transformée par suite d'un vote du Conseil général en date du 28 décembre 1901 en école de préservation. D'après ses statuts, elle doit bien recevoir les enfants délinquants par application des articles 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898, mais à la fin de l'année 1904, l'école Théophile Roussel — c'est le nouveau nom de la colonie de Montesson depuis son changement d'affectation — n'avait pas encore parmi ses pensionnaires un seul enfant de cette catégorie (*Revue pénit.*, 1904, pp. 912 et 913).

un but de spéculation ont dû fermer leur porte (1). D'autre part, il est certaines de ces fondations dont le fonctionnement a été excellent pendant la vie du fondateur, mais qui sont rapidement tombées en désarroi après sa mort (2) ; enfin il n'est pas douteux que, pour des raisons diverses, dans ces dernières années, les faveurs et les sollicitudes de l'Administration ne se soient presque exclusivement concentrées sur les colonies publiques au détriment des colonies privées, auxquelles l'Etat envoie de moins en moins de jeunes détenus. Ce changement d'orientation, véritable transgression de la loi de 1850, a produit deux résultats que l'on ne peut que regretter : les colonies privées ou du moins certaines d'entre elles, sont à la veille de mourir d'inanition — les colonies publiques ont vu leur effectif déjà considérable grossir au delà de toute mesure (3).

29. — *c*) Postérieurement à la loi de 1850, la classification des établissements pénitentiaires, réservés aux jeunes délinquants s'est enrichie d'une nouvelle série : les écoles de réforme, destinées aux enfants de moins de douze ans.

La loi de 1850 avait distingué les jeunes détenus en plusieurs catégories, en raison de leur degré de perversion présumé, notamment d'après la gravité de la condamnation qui les avait frappés. Nous n'avons pas à faire, pour le moment, l'appréciation de ce criterium, il suffit de constater que l'expérience révéla bientôt l'efficacité très grande du triage des enfants en raison de leur âge. C'est à cette idée que l'on a donné une satisfaction partielle par la création des écoles de réforme. Les deux plus anciennes sont deux établissements privés, dirigés par un personnel congréganiste de femmes :

(1) Le nombre des colonies privées créées uniquement en vue de l'exploitation industrielle du travail des enfants a été assez considérable. De graves abus en sont résultés dont on trouvera le détail dans le rapport de M. Bournat, membre adjoint à la Commission d'enquête nommée par l'Assemblée nationale.

(2) *Rev. pénit.*, 1900, pp. 435 et 436, observation de M. l'inspecteur général Granier.

(3) Voir le tableau publié par M. Flandin dans son Rapport à la Société des Prisons sur la réforme des maisons de correction. *Rev. pén.*, 1900, p. 222 et s.

l'école de Saint-Eloi (Haute-Vienne), ouverte en 1876, et celle de Saint-Joseph ou de Frasne-le-Château (Haute-Saône), ouverte en 1877. Une troisième école a été ouverte plus récemment, en 1891, par l'Etat dans la ferme de Chanteloup, dépendance de la colonie de Saint-Hilaire (Maine-et-Loire), à quelques kilomètres de la maison centrale de Fontevrault. L'école de Chanteloup a été rapidement agrandie ; elle comprend aujourd'hui toute l'ancienne colonie de Saint-Hilaire dont elle a pris le nom. La ferme de Chanteloup reçoit les enfants au-dessous de douze ans (1), ils y séjournent jusqu'à l'âge de treize ans, ils passent alors dans la ferme de Bellevue jusqu'à quinze ans, puis dans la ferme de Boulard depuis l'âge de quinze ans jusqu'à la fin de l'envoi en correction. Ces deux dernières fermes constituent avec celle de Chanteloup le territoire de l'ancienne colonie de Saint-Hilaire.

30. — *d)* Quand les tribunaux résolvaient négativement la question de discernement, le délit étant constant, la loi de 1850, respectueuse des dispositions de l'article 66 du Code pénal, n'avait pas cru pouvoir augmenter le nombre des partis que les juges étaient autorisés à prendre à l'égard du mineur acquitté : deux alternatives seulement, ou remettre l'enfant à ses parents, ou l'envoyer dans une maison de correction. L'absence, l'incapacité ou l'indignité des parents mettaient le plus souvent le tribunal dans l'impossibilité de prendre le premier parti. Quant au second, il ne s'y résignait qu'avec peine par suite d'une défiance traditionnelle, et d'ailleurs de moins en moins justifiée, des magistrats à l'égard des colonies pénitentiaires. L'aboutissement d'une pareille situation c'était la multiplication des courtes peines d'emprisonnement, prononcées contre des mineurs de seize ans, que le tribunal condamnait pour éviter les conséquences embarrassantes d'un acquittement. A ce premier point de vue, s'imposait la nécessité de donner aux juges, en cas d'application de l'article 66, le

(1) Depuis 1897, le personnel dirigeant de Chanteloup est exclusivement féminin, *Rev. pénit.*, 1900, p. 269.

choix de solutions intermédiaires entre la remise à la famille et la colonie pénitentiaire. A un autre point de vue, on sentait de plus en plus impérieusement le besoin de créer, au profit des mineurs délinquants, jugés les moins pervertis, un type d'éducation moins sévère que celui des colonies pénitentiaires (1). La loi du 19 avril 1898, sur la répression des violences, voies de fait, actes de cruauté et attentats commis envers les enfants, est venue, théoriquement tout au moins, combler ces lacunes dans ses articles 4 et 5, ainsi conçus :

Art. 4. Dans tous les cas de délits ou de crimes commis *par des enfants* ou sur des enfants, le juge d'instruction commis pourra, en tout état de cause ordonner, le ministère public entendu, que la garde de l'enfant soit provisoirement confiée, jusqu'à ce qu'il soit intervenu une décision définitive, à un parent, à une personne ou à une institution charitable qu'il désignera, ou enfin à l'Assistance publique...

Art. 5. *Dans les mêmes cas*, les cours ou tribunaux saisis du crime ou du délit pourront, le ministère public entendu, statuer définitivement sur la garde de l'enfant.

Les innovations de la loi de 1898 sont relatives : 1° aux pouvoirs du juge d'instruction ; 2° aux pouvoirs de la juridiction de jugement.

1° Le juge d'instruction, auquel on amenait un enfant délinquant, devait se résigner à le laisser en liberté dans sa famille ou à le mettre en détention préventive dans la maison d'arrêt (2). Il peut aujourd'hui, avec l'art. 4 de la loi de 1898, éviter les graves inconvénients de ces deux solutions en confiant provisoirement l'enfant « à un parent, à une personne ou à une institution charitable... ou à l'Assistance publique. » Ce stage, dont l'opportunité est soumise à l'appréciation du ministère public qui doit être entendu, n'aura pas seulement pour effet de préserver l'enfant du contact de la rue ou de la

(1) Voir plus bas, chap. II.

(2) Je ne parle ici que de la situation faite par la loi aux juges d'instruction des départements : car, à Paris, l'Assistance publique met à la disposition des magistrats l'asile Denfert-Rochereau, *Rev. pénit.*, 1893, p. 209.

prison, il permettra de l'observer et de l'étudier, et si le juge acquiert la conviction que l'enfant est, au fond, resté honnête, il pourra rendre une ordonnance de non-lieu en le laissant définitivement de fait tout au moins (1) sous la garde des personnes ou institutions qui l'ont recueilli : la flétrissure et l'action démoralisante d'une comparution devant le tribunal en audience publique seront ainsi évitées (2).

2° Si le juge d'instruction croit devoir renvoyer l'enfant devant le tribunal, celui-ci peut alors user de l'article 5 de la loi de 1898. Après avoir avoir acquitté l'enfant pour défaut de discernement, au lieu de le remettre à ses parents ou de l'envoyer en correction, il lui sera loisible de prendre un parti intermédiaire. La loi l'autorise, dans des termes un peu vagues, à statuer définitivement sur la garde de l'enfant, c'est-à-dire qu'il peut prendre définitivement et sans aucune procédure préparatoire les mesures que le juge d'instruction a le droit de prendre provisoirement (remise à une personne, à une institution charitable, à l'Assistance publique). La loi exige seulement que le ministère public donne son avis comme dans le cas précédent. Le droit de garde se trouve ainsi détaché des autres attributs de la puissance paternelle, dont les parents de l'enfant demeurent investis. Il y a eu sur ce point une très heureuse modification apportée à la loi du 24 juillet 1889, telle qu'elle est habituellement interpré-

(1) Pour que ce placement puisse devenir de fait définitif sans que l'enfant soit déféré au tribunal, il faudra, à notre avis, user d'intimidation envers les parents — procédé assez fréquemment employé — ou bien si l'on veut aboutir à une situation de droit, il faudra provoquer l'abandon ou, s'il y a lieu, la déchéance de la puissance paternelle. Conf. sur les procédés spéciaux employés par les juges d'instruction parisiens, avant comme après la loi de 1898, la très remarquable étude publiée par M. Jules Jolly dans *Rev. pénit.*, 1903, pp. 346 et s.

(2) Il est bien évident que les juges d'instruction ne doivent user de la faculté que leur crée l'art. 4 de la loi de 1898 que s'ils ont affaire à des enfants ne paraissant pas corrompus, mais plus malheureux que coupables. C'est ce que rappelle la circulaire du Garde des Sceaux aux Procureurs généraux, en date du 31 mai 1898 : « Le juge d'instruction n'hésitera pas à user, *toutes les fois que la situation de l'enfant le commandera*, du pouvoir nouveau que lui confère l'art. 4 de la loi du 19 avril 1898 ». Voir Passez. La loi du 19 avril 1898, dans le *Bulletin de l'Union des Sociétés de Patronage*, juillet octobre 1898, p. 353.

tée, c'est-à-dire dans le sens de l'impossibilité de la déchéance partielle.

Il y a plus, les pouvoirs du tribunal ne sont pas seulement élargis quand il fait l'application de l'article 66, ils le sont aussi quand il applique l'article 67 et qu'il condamne le mineur au lieu de l'acquitter. Toutefois, il faut ici faire une distinction : si la condamnation est à plus de six mois d'emprisonnement, j'estime qu'il n'y a point place pour l'application de la loi de 1898, car, automatiquement en quelque sorte, les mineurs condamnés à plus de six mois se trouvent, par l'article 19 de la loi de 1850, placés sous le patronage de l'Assistance publique pendant trois années au moins après leur libération. Il est vrai que ce patronage n'est pas organisé comme il devrait l'être, mais, par le fait qu'il existe légalement il s'oppose à ce qu'on cumule avec lui d'autres mesures de préservation prises en vertu de la loi de 1898 (1). Au contraire, pour les condamnés à moins de six mois, ou les condamnés avec sursis, l'article 19 de la loi de 1850 ne s'appliquant pas, il est possible de leur imposer à leur libération des mesures de préservation en vertu de la loi de 1898.

La loi nouvelle supposait chez les magistrats une sûreté de diagnostic qui n'est pas humainement possible. Malgré l'étude antérieure du mineur délinquant faite à l'instruction, il est difficile, dans les courts instants de la comparution en audience publique, d'apprécier assez complètement la moralité et le tempérament d'un enfant pour « statuer définitivement » sur le système d'éducation qui lui convient le mieux. Si la personne charitable ou la société de patronage auxquelles le mineur acquitté est confié viennent à échouer dans leur œuvre de relèvement moral, si l'enfant s'échappe et recommence son existence criminelle, la preuve est faite que le tribunal s'est trompé et qu'il aurait dû envoyer le jeune

(1) C'est cette raison de droit que je serais heureux de voir méconnue en pratique, qui s'oppose également, selon moi, à ce que l'on applique la loi de 1898 à des enfants acquittés mais envoyés en correction, pour le jour de leur libération. Ils sont, eux aussi, placés automatiquement, par l'art. 19 de la loi de 1850, sous le patronage de l'Assistance publique pour trois ans au moins.

délinquant à l'Administration pénitentiaire pour être enfermé dans une maison d'éducation correctionnelle (école de réforme ou colonie pénitentiaire). Je ne crois pas qu'il soit licite de réparer juridiquement cette erreur par un nouveau jugement à effet rétroactif (1), mais n'est-il pas possible de la prévenir juridiquement par un jugement contenant en quelque sorte une substitution dans le droit de garde, et envoyant en correction le mineur au cas où les mesures de préservation plus adoucies que l'on prendrait d'abord à son égard, par application de la loi de 1898, resteraient infructueuses (2) ?

Là n'est pas le plus grave défaut de la loi de 1898, le reproche qu'on doit avant tout lui adresser — il y a été fait allusion plus haut — c'est d'avoir donné une satisfaction plus théorique que pratique au mouvement d'opinion que les lacunes de notre Code pénal avaient provoqué. Il n'y a d'ailleurs pas à s'en étonner, étant donnée la précipitation avec laquelle la loi a été votée (3).

En autorisant le juge à prendre une solution intermédiaire entre la remise aux parents et l'envoi en correction, les rédacteurs de la loi nouvelle n'ont pas songé aux voies et moyens nécessaires à la mise en œuvre de cette solution. S'agit-il, en effet, d'une remise à l'Assistance publique ? Il n'y a guère qu'à Paris qu'elle puisse se faire, et, même à Paris « l'Assistance publique hésite à se charger d'enfants pour lesquels elle

(1) *Contrà*, jugement du 13 juin 1901, rendu par le Tribunal correctionnel de Lille, rapporté dans *Rev. pénit.*, 1901, p. 1303.

(2) *Sic*, jugement du Tribunal de Château-Gontier du 6 mars 1901 ; jugement du Tribunal de Mayenne du 24 mai 1901 ; arrêt de la Cour d'assises de la Mayenne du 23 avril 1901, rapportés dans *Rev. pénit.*, 1901, pp. 1069 et 1304. *Contrà* Cass. 11 avril 1902 *Rev. pénit.* 1902, p. 683 ; *Rev. critique*, 1902, p. 468.

(3) On sait que le but primitif de la loi de 1898 était la répression des crimes ou délits dont les enfants étaient victimes. Au cours de la discussion au Sénat, sur l'initiative de M. Bérenger, la rédaction a été ainsi modifiée : crimes commis *par des enfants* ou sur des enfants. Cette modification a été votée, sans aucune objection, d'abord par le Sénat, puis par la Chambre : on ne s'est certainement pas aperçu que l'on touchait ainsi à l'un des textes les plus importants et les plus fréquemment appliqués du Code pénal, l'art. 66. Conf. sur ce point une étude, d'ailleurs très fine, des art. 4 et 5 de la loi de 1898 publiée par M. Curtius dans la *Zeitschrift* de Von Liszt, t. XXII, p. 114.

n'a pas de moyens curatifs suffisants » (1). Le placement familial sera rarement un préservatif suffisant pour des enfants délinquants à partir de l'âge de onze ou douze ans, même lorsque leur moralité n'est pas sérieusement entamée, il leur faut une école de préservation dans le genre des « industrial schools » en Angleterre ; or ces écoles ne sont pas assez nombreuses en France et l'on risque de grossir outre mesure leurs effectifs. S'agit-il alors de confier l'enfant à des personnes ou institutions charitables. Il faudrait leur assurer une subvention journalière comme aux colonies pénitentiaires privées. Il n'est pas admissible rationnellement et il est pratiquement impossible que la charité des particuliers supporte seule la charge d'entretenir ces enfants qu'elle reçoit de l'Etat et dont elle entreprend le relèvement moral (2). La loi de 1898 ne comporte donc aujourd'hui que des applications exceptionnelles, alors que les magistrats devraient être en situation d'y recourir fréquemment.

Cette observation était utile pour faire comprendre l'importance de la modification qui a été *en fait* apportée à la loi de 1850 par ces innovations, dont la portée *en droit* est très considérable. Nous avons maintenant dans la collection de nos lois un instrument nouveau et perfectionné, mais il faut

(1) *Rev. pénit.*, 1900, p. 740, observation de M. Paul Strauss.

Aussi l'Assistance publique départementale s'est-elle refusée parfois à accepter la garde des enfants qui lui étaient confiés par application de la loi de 1898 (V. mon examen de Jurisprudence criminelle dans la *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1903, pp. 469 et s.). Ce conflit a été tranché par la Cour de cassation, contrairement aux prétentions de l'Assistance publique, le 14 août 1902. D'autre part, la loi du 28 juin 1904 relative à l'éducation des pupilles de l'assistance vicieux ou difficiles, art. 5, *in fine*, ayant mis à la charge de l'Administration pénitentiaire les dépenses des enfants *auteurs* de délits et de crimes, confiés à l'Assistance départementale par application de la loi de 1898, les raisons pécuniaires invoquées par ce dernier service pour justifier sa résistance ont perdu toute leur valeur. Aussi depuis cette date la remise d'enfants délinquants à l'Assistance départementale est-elle devenue plus fréquente, sans que celle-ci ait cependant acquis de nouveaux « moyens curatifs ». La généralisation de cette pratique ne peut être que préjudiciable à l'ensemble des pupilles ordinaires de l'Assistance. V. l'étude critique de M. Bauyre sur la nouvelle loi sur le service des enfants assistés. *Rev. pénit.*, 1904, pp. 879 et s.

(2) *Rev. pénit.*, 1900, p. 619.

attendre que les circonstances aient changé pour pouvoir l'utiliser (1).

(1) Dans cet exposé, il n'est pas question de l'organisation de l'éducation correctionnelle en Algérie. Les distinctions établies par la loi de 1850 n'y ont pas été jusqu'ici respectées. On peut espérer qu'il en sera autrement quand la nouvelle colonie de Sidi-Khalifa sera définitivement aménagée. Le personnel des jeunes délinquants est d'ailleurs loin d'être le même qu'en France, et l'on comprend qu'il faille à l'Algérie une adaptation particulière de la législation sur l'éducation correctionnelle. On trouvera tous les renseignements utiles dans Larcher et Olier, *Les Institutions pénitentiaires de l'Algérie*, 1899, pp. 200 et 212 ; Larcher, *L'éducation correctionnelle en Algérie*, *Rev. pénit.*, 1900, p. 632.

CHAPITRE II

Etude pénitentiaire des peines éducatrices

31. — Nous nous placerons, dans cette étude, successivement aux quatre points de vue suivants qui feront chacun l'objet d'une section :

1° De la classification des jeunes délinquants et des différentes formes de peines éducatrices qui lui correspondent ;

2° Des conditions générales d'efficacité de la peine éducatrice ;

3° Des principaux moyens de moralisation ;

4° De la distinction des établissements publics et privés.

SECTION PREMIÈRE

CLASSIFICATION DES JEUNES DÉLINQUANTS ET DIFFÉRENTES FORMES DE PEINES QUI LUI CORRESPONDENT

32. — Avant d'entreprendre une pareille recherche, il est une question préalable très grave dont il faut sinon fournir la solution, qui ne serait pas ici à sa place, tout au moins signaler l'importance. Doit on admettre que jusqu'à un certain âge, dont on discutera ultérieurement la fixation, le jeune délinquant ne peut être soumis qu'à des mesures éducatrices (1) sans qu'il soit possible au juge, s'il l'estime plus oppor-

(1) Nous donnons à ces mesures le nom de peines : car ce sont des réactions défensives provoquées dans la société par une infraction. Or c'est bien cette défi-

tun, de prononcer une peine principalement intimidante ou rétributive? En d'autres termes, n'y a-t-il pas lieu de déterminer au début de la vie humaine une période d'irresponsabilité pénale absolue? Il faut éviter de confondre cette question avec une autre, bien voisine, il est vrai, mais cependant très distincte, celle du recul de la minorité pénale. On peut, en effet, être partisan d'un âge de minorité pénale très élevé, par exemple dix-huit ou vingt ans, sans admettre pour cela un âge d'irresponsabilité pénale, et, à l'inverse, on peut accueillir avec sympathie cette dernière réforme, tout en s'opposant avec énergie au recul de la minorité pénale. C'est le cas d'un certain nombre de praticiens, directeurs de colonies pénitentiaires. Il faut donc bien préciser ce qui sépare l'irresponsabilité pénale de la minorité pénale.

Reconnaître une période d'irresponsabilité pénale, cela veut dire que le juge doit s'interdire toute velléité d'établir une équivalence quelconque entre la peine qu'il prononce et la culpabilité morale de l'enfant, au-dessous d'un certain âge. Certains refusent même le nom de peine aux mesures qu'il prend dans l'intérêt de l'enfant et, de la société, et qui ne peuvent être que des mesures de préservation et d'éducation: placement dans une famille, dans une école, dans une colonie. Reconnaître seulement une période de minorité pénale, c'est donner au juge le droit, sans lui en imposer l'obligation, d'ordonner de pareilles mesures au lieu de prononcer une véritable peine toutes les fois qu'il estime que le discernement a fait défaut, c'est-à-dire toutes les fois qu'il le jugera bon, car il ne faut pas oublier que si la question de discernement est une question extrêmement délicate et, à mon sens, oiseuse, le juge, en France, a heureusement le pouvoir de la résoudre souverainement. On peut dire qu'aujourd'hui le juge ne prend pas telle décision parce qu'il a reconnu ou non le discernement,

nition que nous avons fournie de la peine dès le début de ce traité. Peu imporet que la peine soit ici, encore moins qu'ailleurs, proportionnée à la gravité morale ou matérielle de la faute ; cette faute reste toujours la cause occasionnelle des mesures éducatrices, c'est elle qui provoque la réaction sociale

mais qu'il reconnaît ou non le discernement afin de pouvoir prendre telle décision. Ce n'est plus qu'un prétexte, une coloration. Ainsi dans la période d'irresponsabilité pénale, tous les jeunes délinquants sont soumis à des mesures éducatrices, sans qu'il soit loisible au juge de choisir un autre parti. Dans la période de simple minorité, la mesure exclusivement éducatrice n'est plus obligatoire, mais simplement facultative pour le juge. En France, nous avons une période de minorité pénale (au-dessous de seize ans), nous n'avons pas de période d'irresponsabilité. On a proposé plusieurs fois d'en établir une : l'idée a été soumise à la Commission chargée de préparer la réforme de notre Code pénal, qui l'a accueillie (1) ; elle a été discutée à la Société des prisons, dont la première section lui a été défavorable (2). Cette question appartenant plutôt au droit pénal qu'à la science pénitentiaire, il ne nous est pas possible de nous y arrêter, il suffit d'avoir appelé l'attention sur la répercussion que doit avoir sa solution quelle qu'elle soit, sur l'étendue d'application des peines éducatrices. Il n'est pas probable d'ailleurs que l'accord se fasse bientôt entre les criminalistes sur cette solution, car le débat touche ici au problème des fonctions de la peine, or c'est là un terrain où entrent en conflit des tendances actuellement irréductibles.

Si l'on estime que la peine doit être avant tout l'expression de réactions morales, et qu'il faut une expiation dans tous les cas où il y a eu une faute, et dans la mesure de cette faute, on sera porté à repousser l'idée d'une période d'irresponsabilité, car les exemples ne manquent pas d'enfants très précoces dans le mal. Si, au contraire, on pense que la peine trouve dans

(1) Art. 57 du projet. « Le mineur de dix ans ne peut être l'objet d'aucune poursuite. S'il a commis un fait qualifié crime ou délit par la loi et entraînant l'emprisonnement, la détention ou une peine supérieure, le tribunal civil peut, à la requête du ministère public, ordonner qu'il soit placé dans un établissement d'éducation et de réforme jusqu'à l'âge de vingt et un ans au plus ». — Conf. Analyse du projet par Le Poittevin, *Rev. pénit.*, 1893, pp. 180 et suiv.

(2) Voyez les discussions en séance générale, *Rev. pénit.*, 1892, pp. 2 et suiv., 129 et suiv., 369 et suiv., 411 et suiv., et l'analyse de la discussion de la première section, *Rev. pénit.*, 1892, pp. 166 et suiv.

ses fonctions utilitaires, sinon sa seule raison d'être, au moins le seul criterium qui permette de déterminer pratiquement son opportunité, sa nature et sa durée, on sera d'avis que, pour des enfants au-dessous d'un certain âge, il est conforme à l'utilité sociale et à l'intérêt bien compris de l'enfant lui-même de renoncer à toute idée d'expiation et à toute recherche de responsabilité, pour porter ses efforts vers l'avenir, en réveillant et en fortifiant cette jeune conscience par un traitement éducatif, dont la nature et la durée seront souvent sans proportion avec la gravité de l'infraction commise : bien plus, ce traitement sera parfois identique à celui que l'on impose à des enfants moralement abandonnés, auxquels on n'a à reprocher aucune violation de la loi pénale (1). Les quelques idées générales déposées dans l'introduction de ce traité ne permettent aucune hésitation dans le choix à faire entre ces deux partis. L'enfance étant la seule période de la vie humaine où l'on puisse espérer sérieusement réaliser l'amendement par la répression, il faut que la peine appliquée aux enfants ne soit à aucun degré rétributive, mais exclusivement éducatrice.

J'ajoute qu'entre la période d'irresponsabilité pénale et celle de la majorité, il conviendra, selon nous, d'établir une phase intermédiaire, celle de la minorité pénale, pendant laquelle il sera possible au juge, dans le cas où une peine éducatrice lui apparaîtrait d'avance comme devant être inefficace, de punir l'enfant comme un adulte, c'est-à-dire en donnant plus ample satisfaction au besoin d'intimidation et de prévention collective, et moins d'importance au côté éducateur de la peine. Ce n'est pas ici non plus le lieu de discuter sur la durée de cette période de minorité (2). Je ne suis pas, pour mon compte, partisan d'une limite élevée, car l'expérience prouve que l'énergie réformatrice de l'éducation et du milieu cesse normalement vers seize ans, et, souvent, même vers quatorze ans.

(1) Lire sur ce point les observations si nettes de M. Lèveillé à la Société des Prisons, *Rev. pénit.*, 1892, pp. 437 et suiv.

(2) Cette durée a fait l'objet de la première question de la 4e section au Congrès pénitentiaire international de Paris (1895).

Abordons maintenant la question de classification des jeunes délinquants ; car, en admettant même que tous soient soumis à des peines ou mesures éducatrices, ces mesures doivent se différencier profondément d'après la nature de l'enfant et les causes de sa chute morale. En pareille matière, la difficulté consiste à s'arrêter à temps dans le travail de classification, à ne pas reconnaître trop de variétés d'enfants criminels. Il faut pousser la division en catégories assez loin pour que le même régime puisse convenir dans ses grandes lignes à tous les enfants de la même catégorie, et laisser à ceux qui l'appliqueront la latitude nécessaire pour faire descendre plus bas l'individualisation de la peine éducatrice. C'est une affaire de tâtonnements et de conscience des possibilités pratiques. Il s'ensuit que le point de départ de toute recherche dans cet ordre d'idées doit être l'observation et la critique des essais de classification déjà en voie d'application.

C'est cette critique que nous allons entreprendre pour la classification des jeunes délinquants établie par la loi de 1850.

33. — L'idée qui la domine, c'est de « sérier » les enfants suivant leur degré de perversion morale, appréciée principalement d'après la sévérité de la décision judiciaire qui les concerne. Y a-t-il eu condamnation à une peine d'emprisonnement inférieure à six mois ? Le mineur est interné dans un quartier distinct des maisons d'arrêt ou de justice. La condamnation est-elle plus grave, de six mois à deux ans ? Le lieu d'internement est une colonie pénitentiaire. Enfin, la peine dépasse-t-elle deux années ? Le mineur est envoyé dans une colonie correctionnelle, qui reçoit également, toujours en vertu du même système de groupement, d'après la perversité morale, tous les insubordonnés, c'est-à-dire les pires des colonies pénitentiaires. Quant aux mineurs acquittés, aucune sélection n'a été faite parmi eux, c'est pourtant l'énorme majorité ; ils sont envoyés sans distinction dans les colonies pénitentiaires, où les condamnés de six mois à deux ans sont confondus avec eux, soumis au même régime, dès qu'ils ont

accompli leur stage de trois mois de séparation à leur arrivée dans la colonie.

Telle est, dans ses lignes simples, la classification de la loi de 1850 ; on peut estimer qu'elle est incomplète et superficielle ; encore faut-il ajouter — mais sans que le législateur de 1850 puisse en être rendu responsable — qu'elle n'a été mise en œuvre que partiellement, car parmi les organes qui étaient nécessaires à son fonctionnement, la plupart n'ont jamais existé que dans le texte de la loi ou n'ont été créés que tardivement, quartier distinct des maisons de courtes peines, quartier de séparation des colonies pénitentiaires, colonies correctionnelles ; d'autre part, on ne s'est jamais préoccupé d'assurer un régime éducatif différent aux diverses catégories d'enfants créées par la loi ; le règlement de 1869 et celui de 1899 ne concernent en effet que les colonies pénitentiaires.

34. — Postérieurement à la loi de 1850, on a essayé de greffer sur la sélection d'après la perversité morale, qu'elle organisait si imparfaitement, la sélection par âge et la sélection par origine urbaine ou rurale, mais ces essais ont été timides et sont restés à l'état de simples ébauches. La sélection par âge a été inaugurée avec la création d'écoles de réforme, réservées aux enfants âgés de moins de douze ans. Quant à la sélection par origine urbaine ou rurale, elle s'est opérée par l'affectation de certaines colonies (Aniane, Auberive, Bologne) à des travaux principalement ou même exclusivement industriels, plus conformes que la culture de la terre aux aptitudes des enfants des villes et surtout bien préférables pour eux comme moyens de gagner leur vie et de se reclasser à leur libération.

Tant que le choix du juge fut limité à ces deux partis, — laisser l'enfant à sa famille ou le remettre comme condamné ou acquitté de l'article 66 à l'Administration pénitentiaire, — la peine éducatrice n'a point présenté d'autres nuances, d'autres germes d'individualisation que ceux qui viennent d'être indiqués. Nous avons vu que la loi de 1898 a singulièrement agrandi ce cadre des mesures à prendre dans l'intérêt

de l'enfant ; à côté de ce que j'appellerai le débouché pénitentiaire, il y a le débouché de l'Assistance publique, de la Société de bienfaisance, du particulier charitable, en d'autres termes, le débouché de l'École de préservation et celui du placement familial. Mais cette introduction de variétés si heureuses dans le type de la peine éducatrice s'est opérée par une véritable abdication du législateur entre les mains du juge. Celui-ci détermine arbitrairement — et il ne faut pas trop s'effrayer de ce mot — la catégorie d'enfants auxquels doit être appliquée la loi de 1898, *qui ne lui impose aucun criterium, qui n'introduit aucun terme nouveau dans la classification des jeunes délinquants*, telle que l'a conçue le législateur de 1850. Mais ce n'est pas encore le moment de formuler une appréciation sur cette large initiative qui a été reconnue au juge, au moins sur le papier, car nous avons vu que si la loi de 1898 contient des dispositions heureuses, elle a omis de créer en même temps les voies et moyens nécessaires à leur application. Constatons simplement qu'à l'heure actuelle, en France, la peine éducatrice est organisée — en droit sinon en fait — sous des formes très variées, qui vont en s'échelonnant depuis la discipline paternelle et purement familiale qui s'impose à l'enfant placé chez un patron cultivateur ou ouvrier, jusqu'au régime rigoureux de la colonie correctionnelle d'Eysses (1).

Ce qui manque, c'est un principe directeur pour opérer la répartition des jeunes délinquants entre toutes ces catégories d'institutions et de tutelles, c'est une classification des enfants qui permette d'utiliser avec discernement tout cet arsenal de

(1) Il est assez curieux qu'on ne paraisse pas s'en douter dans les milieux les mieux placés pour être au courant de l'activité législative du Parlement. Beaucoup de nos législateurs, j'ai déjà eu l'occasion de le dire, n'ont pas soupçonné l'importance des réformes réalisées par la loi de 1898. Je n'en veux pour preuve qu'une proposition de M. Muteau (v. *sup.* p. 5, n. 1, et *Rev. pénit.*, 1900, pp. 606 et 627) récemment déposée et ayant notamment pour but d'autoriser les tribunaux à remettre les mineurs acquittés comme ayant agi sans discernement soit à leurs parents, soit à des particuliers, soit à l'Assistance publique, ou à les placer dans des maisons d'éducation spéciales. La Commission de législation criminelle de la Chambre des députés s'est vue dans la nécessité d'apprendre à l'auteur de la proposition que cette réforme avait été consacrée législativement deux ans auparavant.

peines éducatrices. Ainsi qu'on vient de l'apercevoir, trois conceptions se sont fait jour depuis 1850 sur la classification des enfants délinquants, le dégré de perversité, l'âge, l'origine urbaine ou rurale, mais il y a d'autres sélections possibles, et, d'autre part, parmi celles que l'on a déjà essayé de faire passer dans la pratique, n'y en a-t-il pas une qui doive être considérée comme fondamentale, qui doive dominer toutes les autres, qui viendront simplement se greffer sur elle? Parmi les sélections à faire, il y en a de nécessaires, il y en a de simplement utiles; certes il faudrait pouvoir les organiser toutes, mais en attendant et dans la mesure des possibilités pratiques, il faut commencer par les sélections nécessaires. On doit donc chercher à les connaître. Recherche facile d'ailleurs, car l'expérience n'a pas été longue à les révéler.

35. — Pour peu que l'on ait fait de pratique, on se trouve immédiatement placé en face d'une grosse question que l'on peut considérer comme préalable à toute œuvre d'éducation correctionnelle. Cette question, le législateur de 1850 ne l'a peut-être pas aperçue, car l'attention n'était pas alors attirée, comme elle l'est maintenant, sur les causes anthropologiques de la criminalité. Le premier souci qui s'impose, quand on est en présence d'un délinquant adulte, c'est de savoir si c'est un homme comme les autres, jouissant de toutes ses facultés, ou s'il n'est pas au contraire un être incomplet, arrêté dans son développement physique et intellectuel, un dégénéré, jouet des impulsions d'un système nerveux détraqué, en un mot, un anormal. La même préoccupation nous domine — encore plus impérieusement s'il est possible — quand nous avons affaire à des enfants délinquants : avant de rechercher quelle peine éducatrice pourra leur être appliquée, le bon sens le plus élémentaire commande de faire la séparation des normaux et des anormaux; car pour les anormaux ce n'est pas d'éducation qu'il peut être question, c'est de thérapeutique : le traitement qui leur convient doit être curatif, avant d'être éducatif. Cette sélection des anormaux n'est pas, à vrai dire, une première classification des enfants délinquants, c'est une

opération préliminaire à cette classification, si l'on admet que celle-ci ne doit comprendre que des enfants en état d'être soumis à une discipline purement éducative et moralisatrice.

Certes, la nécessité de cette sélection n'est pas demeurée jusqu'à présent méconnue, elle est trop évidente pour qu'on n'ait pas essayé d'y satisfaire tant bien que mal et, selon moi, plutôt mal que bien.

Tantôt l'état mental de l'enfant apparaissant très nettement comme anormal, on renonce à engager contre lui une poursuite répressive, et on provoque son placement dans un asile aux frais de sa commune ou avec l'aide de la charité privée; tantôt, au contraire, on le traduit devant le tribunal correctionnel, où ses anomalies peuvent passer inaperçues, d'autant plus facilement que le juge d'instruction ne les a souvent même pas soupçonnées. L'enfant est envoyé comme condamné ou acquitté dans une colonie pénitentiaire, où l'on ne tarde pas à se convaincre qu'il faut songer à le guérir avant de le réformer et de l'élever; alors, s'il s'agit d'une folie ou d'une idiotie caractérisée, il peut être dirigé sur l'asile de Bicêtre ou la colonie de Vaucluse; s'il s'agit d'un débile, d'un attardé, en réalité on ne sait qu'en faire, aucun établissement ne peut le recevoir; il est, d'autre part, à la fois inutile et dangereux de le laisser mêlé aux jeunes délinquants normaux; on est obligé de combler, vaille que vaille, les lacunes des règlements en gardant par exemple l'enfant en permanence à l'infirmerie de la colonie (1).

Il n'est donc pas douteux que la sélection des anormaux n'est pas chez nous organisée comme elle devrait l'être, et que, pour ceux mêmes que l'on sépare, on ne dispose pas de ces écoles-asiles qui seules pourraient leur donner le traitement qui leur convient. Il y a là, comme on le voit, deux besoins auxquels il faut pourvoir, si l'on veut réaliser dans cette voie un progrès nécessaire. En ce qui concerne la création d'écoles-asiles, il me semble n'avoir rien à ajouter, après avoir fait

(1) *Rev. pénit.*, 1900, p. 624, n. 1.

sentir combien cette création s'impose : il ne saurait être question de réglementer par décret les soins qui devront être donnés aux enfants, pas plus qu'on ne le fait pour les malades d'un hôpital. L'institution des écoles-asiles ne saurait présenter d'autres difficultés que celles que rencontre l'inscription de crédits nouveaux dans notre budget, ou encore le choix d'un personnel de spécialistes dévoués, en même temps que modestement rétribués.

Il est plus délicat de préciser comment se fera la sélection des anormaux et quelle est l'autorité qui dirigera sur les écoles-asiles les enfants qui doivent y être enfermés. Nous verrons plus bas que la même question se pose quand on se préoccupe d'organiser pratiquement la sélection des enfants normaux d'après leur degré de perversité morale. Mais, tandis que dans ce dernier cas il nous semble difficile d'arriver à une solution scientifiquement assez précise et dans l'application assez pratique pour que l'on puisse asseoir sur elle l'organisation générale de l'éducation correctionnelle, il en est autrement, selon nous, pour la sélection des anormaux. L'anomalie physio-psychique se révèle — comme son nom l'indique — par des stigmates extérieurs, qui sont facilement perceptibles, par des hommes du métier, au moins pour la plupart. En attendant une réforme de la magistrature qui aurait comme résultat de spécialiser les juges répressifs, en exigeant d'eux des connaissances médicales et anthropologiques (1) et en leur enlevant par contre la connaissance des procès civils, il est toujours possible de faire examiner par un médecin tout enfant traduit en justice, avant sa comparution devant le tribunal (2). Le juge d'instruction éviterait ainsi d'envoyer à l'audience correctionnelle des enfants véritablement inconscients, dégénérés ou incomplets, dont l'organisme est trop évidemment en désarroi pour que l'intelligence ne soit pas

(1) *Rev. pénit.*, 1899, p.1193 ; 1901, p. 1476 ; *Bulletin de l'Union internationale de Droit pénal*, 1895, rapports de MM. Hans Gross, p. 313 ; Von Bohus, P. Lepaï, p. 323 ; J. Foinitzky, p. 363.

(2) *Rev. pénit.*, 1901, p, 1477.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS. R F

atteinte, et en faveur desquels il prendrait immédiatement les mesures de protection, si imparfaites soient-elles, qui peuvent être actuellement provoquées.

Ce n'est pas à dire qu'on ne laisserait arriver devant le tribunal que des enfants complètement normaux. Tout dépend de ce que l'on appelle un enfant normal. En 1835, le docteur Félix Voisin, voulant peupler une école phrénopathique qu'il venait de créer, examina les 250 enfants que contenait alors la Petite-Roquette; sur le nombre, 25 lui parurent absolument indemnes, 25 autres, douteux, enfin 200 auraient mérité, par leurs anomalies, les soins du nouvel institut (1). Tout récemment, un juge d'instruction, M. Albanel, a fixé à près de 50 o/o la proportion des enfants dégénérés nécessitant un traitement curatif, dans l'ensemble des jeunes délinquants (2). Enfin, en 1900, le docteur Colin, médecin en chef de l'asile de criminels aliénés à Gaillon, affirmait avoir rencontré dans la population de la colonie des Douaires 15 o/o d'enfants anormaux (3). Évidemment ces chiffres n'ont pas été obtenus dans des conditions d'observation identiques, mais on peut cependant conclure de leur extrême diversité que les spécialistes médecins ou magistrats ne se font pas la même conception des enfants anormaux. Il serait à désirer que la science médicale fournît aux praticiens un criterium, — non pas rigoureux, — mais un peu moins flottant, du degré d'anormalité qui rend impossible l'éducation en commun avec des enfants normaux de même âge et de même provenance. Il ne faut pas, en effet, s'arrêter obstinément à l'idée de n'envoyer dans les maisons d'éducation correctionnelle que des enfants normaux, car on risquerait d'en envoyer fort peu, une sorte d'élite. Le type de l'homme ou de l'enfant normal est relative-

(1) *Rev. pénit.*, 1900, p. 249.

(2) *Rev. pénit.*, 1901, p. 1477.

(3) *Rev. pénit.*, 1900, p. 622. S'il m'était permis de parler au nom de mon expérience personnelle, je croirais pouvoir affirmer que, sur l'ensemble des enfants qui passent à la maison d'arrêt comme prévenus ou accusés, il y en a un bon quart d'anormaux, incapables d'être soumis à un régime purement éducatif. Ce chiffre est intermédiaire entre ceux proposés par MM. Colin et Albanel.

ment rare, surtout dans les milieux auxquels appartiennent les jeunes délinquants. Ce qu'il faut essayer d'établir scientifiquement, c'est-à-dire expérimentalement, c'est la limite vers laquelle un enfant anormal cesse d'être accessible aux moyens ordinaires d'éducation et exige des soins spéciaux. Il faut que l'accord se fasse peu à peu dans la science phrénopathique sur la reconnaissance de cette limite, afin d'obtenir entre les praticiens, médecins ou juges répressifs, chargés de l'apprécier, un minimum de divergences et d'éviter qu'on envoie dans les maisons d'éducation correctionnelle des enfants d'une mentalité trop inégale. Avec ce système, si des erreurs de diagnostic sont encore possibles, elles seront peu nombreuses et facilement réparables. Les directeurs de colonies ou d'écoles de réforme découvriront au bout de quelques jours les enfants franchement anormaux qui leur auront été envoyés par mégarde et les sépareront ou les conserveront séparés du reste de la population en attendant leur transfert dans des écoles-asiles.

36. — La sélection des anormaux opérée, nous n'avons plus affaire par hypothèse qu'à des enfants immédiatement éducables. C'est ici que va commencer le véritable travail de classification, destiné à se traduire par des nuances ou variétés correspondantes dans les peines éducatrices. Ces enfants n'ont pas tous le même âge, ni la même moralité, ni la même origine.

Sous quelle inspiration fera-t-on le premier triage qui doit préparer l'individualisation de plus en plus complète du régime éducatif ? Ici plus que jamais il faut renoncer à satisfaire des préférences établies *à priori* et se maintenir sur le terrain des possibilités pratiques, tel que l'expérience l'a reconnu et limité.

On peut tenir aujourd'hui pour incontestable qu'il est deux sélections qui s'imposent avant toute autre, — la sélection par âge et la sélection par degré de perversité. — S'excluent-elles ou, au contraire, peuvent-elles se combiner, leur fonctionnement étant souvent parallèle ? C'est ce qu'il convient maintenant d'examiner.

A ne s'en tenir qu'à une impression superficielle, le groupement des enfants d'après leur degré de perversité morale apparaît comme essentiel, il semble qu'il faille tout lui sacrifier : c'est à lui, d'ailleurs, que le législateur a d'abord songé. Certes, on ne saurait méconnaître qu'une pareille sélection, si l'on parvenait à l'opérer rigoureusement, serait d'une efficacité merveilleuse pour préparer l'individualisation de la peine éducatrice : dans chaque groupe on aurait affaire à des enfants que leur moralité ou leur immoralité équivalente placerait en quelque sorte au même point de départ. Il suffirait de déterminer pour chaque groupe le mode et l'intensité du régime éducatif approprié, et tous les enfants du même groupe traverseraient pour ainsi dire du même pas les différentes étapes du redressement moral : toute crainte de corruption réciproque disparaîtrait, étant donné ce que j'appellerai leur fongibilité au point de vue moral.

Ce n'est là, malheureusement, qu'un idéal difficile à réaliser.

On s'en aperçoit dès qu'on réfléchit à la réponse qu'il convient de faire à la question des voies et moyens, c'est-à-dire : qui fera l'appréciation du degré d'immoralité et comment? (1) Est-ce la loi qui le présumera d'après la gravité de l'acte délictueux commis? Je réponds immédiatement non, me réservant d'ajouter quelques arguments à cette simple dénégation, — si évidemment commandée par le bon sens, — quand je m'occuperai de la sélection morale, organisée accessoirement à la sélection par âge. Est-ce alors le juge qui classera les enfants d'après leur moralité? Mais pour connaître un enfant, pour se rendre compte de la malléabilité qu'il peut encore offrir, pour découvrir les ressorts que sa vie ignominieuse ou sim-

(1) La même question se pose, nous y avons déjà fait allusion, pour la sélection des anormaux, mais ici ce n'est plus d'une simple inspection corporelle qu'il s'agit et de la recherche de stigmates plus ou moins apparents, mais d'un véritable diagnostic moral reposant sur l'étude approfondie et patiente d'une âme d'enfant qui se dérobe souvent volontairement à l'observation. On comprend alors, ainsi qu'on va le voir, que la solution ne soit pas la même dans les deux cas.

plement irrégulière n'a pas complètement détendus ou brisés, il faut une observation faite à loisir par des gens d'expérience. Or, je veux bien qu'en France notamment, on n'use jamais envers des mineurs des procédures d'instruction à forme rapide telle que celles du flagrant délit, mais il paraît, malgré tout, impossible que le juge d'instruction, au cours de quelques entrevues où l'enfant, par timidité ou par mauvais orgueil, ne se laissera pas voir tel qu'il est, et à plus forte raison le tribunal dans l'instantané de l'audience, puissent se faire sur son compte une opinion suffisamment éclairée pour le cataloguer et le classer dans une catégorie morale déterminée. Est-ce à dire que le rôle des juridictions d'instruction ou de jugement doive être limité à se prononcer sur l'opportunité d'une peine éducatrice, c'est-à-dire sur l'impossibilité de laisser l'enfant délinquant à sa famille, — cette question étant la seule qu'elles puissent trancher avec compétence ? Leur sentence serait ainsi doublement indéterminée à la fois au point de vue de la durée et de la nature de la peine éducatrice ; il appartiendrait à l'Administration (1), en toutes circonstances, de donner après coup à cette sentence la précision qui lui manque et d'indiquer après une période d'observation le régime éducatif qui paraît approprié à l'individualité de l'enfant.

En admettant que l'on puisse organiser et faire accepter par l'opinion une abdication aussi complète du juge entre les mains de l'administrateur, je ne crois pas que l'on résolve ainsi toutes les difficultés que rencontre la sélection morale, adoptée comme base principale de la classification des jeunes délinquants et des peines éducatrices.

Les directeurs de colonies pénitentiaires qui ont déposé devant la Commission instituée au Ministère de l'Intérieur pour la refonte du règlement de 1869, se sont plutôt montrés

(1) Je dis ici l'Administration — prise au sens général — comme l'a fait M. Garçon à la Société des Prisons, *Rev. pénit.*, 1900, p. 613. Je ne crois pas qu'il soit utile — dès le début de cette étude — d'annoncer un choix définitif entre l'Administration pénitentiaire et celle de l'Assistance publique. La précision s'opérera d'elle-même plus tard.

hostiles à la création des quartiers d'observation, annexés à chaque établissement de jeunes détenus et où l'on enfermerait tous les nouveaux arrivants, afin de les étudier et de reconnaître s'ils trouveront à la colonie le genre de traitement moralisateur qui leur convient (1). Ils sont d'avis que ce n'est pas « en un, deux ou quatre mois » que l'on peut observer un enfant (2), « qu'il faut quelquefois un an pour l'étudier » (3), qu'en tout cas « la durée du temps d'observation ne saurait être limitée et qu'il est à prévoir que pour beaucoup d'enfants l'étude serait longue et pleine de difficultés » (4). L'impression qui se dégage de cette enquête c'est que le quartier d'observation n'est pas « une institution pratique (5) ». Cette impression se fortifie si l'on songe que de toute nécessité le stage d'observation doit être cellulaire, sous peine d'aller directement contre son but, c'est-à-dire de favoriser la contamination réciproque de ces enfants, dont on cherche à opérer la sélection morale, précisément afin de les soustraire ultérieurement au contact corrupteur de camarades plus vicieux. Après une année de promiscuité, le triage deviendrait inutile, tous les enfants seraient sensiblement au même niveau moral et ce ne serait pas, l'expérience le prouve, un niveau moyen, mais le plus bas, celui des plus pervertis (6).

L'observation ne peut donc être faite qu'en cellule, mais on voit alors surgir toutes les objections des adversaires de la cellule prolongée appliquée aux jeunes délinquants. Certes, ces objections sont loin d'être sans réplique, et M. Albert

(1) On se rappelle que la loi de 1850, sous une inspiration qui n'est pas absolument la même, instituait une période de stage avec internement séparé pour les mineurs condamnés, à leur arrivée dans la colonie pénitentiaire (loi du 5 août 1850, art. 4).

(2) Déposition de M. Sommelet, directeur de la colonie de Bologne, *Rev. pénit.*, 1900, p. 268.

(3) Déposition de M. Pancrazi, directeur de l'Ecole de préservation de Doullens, *Rev. pénit.*, 1900, p. 271.

(4) Déposition de M. Braun, directeur de la colonie des Douaires, *Rev pénit.*, 1900, p. 266.

(5) *Rev. pénit.*, 1900, pp. 264 et 271.

(6) Conf. Henri Joly, De l'enfance coupable et de nos maisons de correction à l'heure actuelle, *Rev. pénit.*, 1900, p. 76.

Rivière me paraît, il y a quelques années, les avoir réfutées avec succès (1). Mais tout partisan qu'il soit de la cellule, il n'admet pas cependant que l'isolement cellulaire de l'enfant dépasse, « sous aucun motif », la limite de neuf mois, — ce maximum devant être exceptionnellement atteint, — car, le plus souvent, cet isolement sera, selon lui, borné à quelques semaines, à quelques jours. Mais alors nous sommes bien loin des exigences rapportées plus haut, formulées par des praticiens déposant devant la Commission d'éducation correctionnelle et réclamant une année environ pour faire de l'enfant une observation complète et utilisable. Ce n'est pas qu'il soit impossible d'imaginer un moyen pour concilier toutes ces opinions contradictoires, mais ce moyen se heurtant actuellement, en France tout au moins, à des impossibilités pratiques encore plus radicales que celles qui viennent d'être signalées, nous ne le mentionnerons ici que pour mémoire. Il consisterait à diminuer très notablement la durée de l'observation, en augmentant en quelque sorte son intensité, et cela par une transformation du personnel. Il faudrait placer auprès de chaque arrivant ce qu'un professeur de droit pénal bien connu appelle « un ange gardien », c'est-à-dire un surveillant d'élite qui n'aurait à s'occuper que de trois ou quatre enfants, qui ne les quitterait ni jour, ni nuit, en ce sens du moins que sa chambre serait suffisamment rapprochée des cellules des enfants pour lui permettre de les observer facilement pendant la nuit, ce qui est indispensable si on veut les connaître vite et bien. Dans ces conditions, la durée moyenne de la période d'observation pourrait ne pas dépasser un mois. Il est inutile d'insister sur les difficultés d'application que rencontrerait une pareille institution, les anges gardiens devraient être nombreux, il faudrait les payer cher, encore ne serait-il pas toujours possible de se les procurer à prix d'argent, comme en général tous les auxiliaires auxquels on demande à la fois de la capacité et du dévouement.

(1) ALBERT RIVIÈRE, Du système d'isolement comparé au régime en commun pour les jeunes détenus, *Rev. pénit.*, 1892, pp. 776 et suiv.

Tels sont les problèmes très troublants dont il faudrait posséder la solution avant de songer à construire cette école de triage à laquelle faisait allusion M. Henri Joly (1), cet établissement central de sélection que préconisait M. le docteur Thulié à la Société des prisons (2), où l'on enverrait tous les enfants délinquants au sortir du tribunal ou du cabinet du juge d'instruction, et d'où on les dirigerait, après observation faite « sur le service le plus favorable à leur redressement mental », placement familial, école de préservation, colonie pénitentiaire, etc.

Faut-il ajouter que, l'Administration serait-elle en mesure d'opérer, dans des locaux appropriés avec un personnel nombreux et irréprochable, cette sélection morale qui servira de base à la classification des enfants, je doute fort qu'on arrive, en France, à réduire les magistrats, dans ce domaine tout au moins, au rôle de simples agents de transmission, chargés de constater si l'enfant a transgressé la loi pénale, mais déchus du droit de donner à cette constatation les conséquences qu'elle comporte. Dans cette question, il n'y a pas seulement des opinions scientifiques en conflit, il y a surtout des tendances, comme le prouvent toutes les discussions qui ont eu comme sujet les sentences indéterminées (3). Or il s'agit ici, comme je l'ai dit plus haut, d'une sentence doublement indéterminée, puisque le juge ordonnerait l'application d'une peine éducatrice sans en indiquer ni la nature, ni la durée.

37. — Il nous faut donc conclure que la sélection des enfants d'après leur degré de perversité morale ne saurait, quelque féconde qu'elle puisse être, constituer pratiquement la base primordiale de l'orgnisation des peines éducatrices. Il s'ensuit qu'il faut chercher cette base dans la sélection par âge vers laquelle vont, en ce moment, les faveurs presque unanimes des praticiens (4). Ce n'est pas à dire qu'on renonce à toute

(1) Henri Joly, *loc. sup. cit.*.

(2) *Rev. pénit.*, 1900, p. 1014.

(3) *Rev. pénit.*, 1893, pp. 904 et suiv. ; 1899, pp. 661 et 769.

(4) *Archives d'anthropologie criminelle*. 1903, Grosmolard, *Criminclité juvénile*, p. 261.

autre classification que la classification par âge, il faut bien s'entendre sur ce point et nous y reviendrons d'ailleurs plus tard. Ce que l'on veut obtenir avec la sélection par âge, c'est une armature générale de classification, qui permette de procéder facilement à un premier triage des enfants, triage essentiel et pouvant à la rigueur demeurer comme triage définitif ; mais une fois la sélection par âge opérée, nous devons, dans la limite du possible, greffer sur elle d'autres sélections accessoires ; cela est relativement facile et c'est même ce qui donne à la sélection par âge une nouvelle supériorité : elle est loin d'être exclusive d'autres distinctions, d'autres nuances dans la peine éducatrice.

Avant même de chercher des indications dans l'expérience, si l'on y réfléchit quelque peu on remarquera que la sélection par âge est en harmonie singulière avec le caractère même de la peine éducatrice. Si, en effet, en présence d'un jeune délinquant on abandonne aujourd'hui toute préoccupation d'expiation ou d'intimidation, c'est parce qu'on estime qu'il faut profiter bien vite des derniers restes de malléabilité que peut présenter ce caractère d'enfant, qu'il faut se hâter de refondre et de redresser cette âme, avant que le vice ne lui ait donné sa trempe définitive. L'enfance et l'adolescence sont, comme il a été dit plus haut, les seules périodes de la vie humaine où l'on ait des chances sérieuses d'améliorer en punissant. La peine doit donc être avant tout et au besoin même exclusivement éducatrice, mais il s'ensuit aussi qu'elle doit être d'autant plus exclusivement éducatrice, si l'on peut ainsi dire, qu'elle s'applique à des enfants d'un âge moins avancé, puisque les probabilités d'amendement sont plus grandes et l'influence du milieu plus active. On en arrive à conclure, par une sorte de raisonnement *à priori*, que la considération de l'âge doit être la principale source de toutes les variétés à introduire dans la peine éducatrice, la base primordiale de la classification des jeunes délinquants normaux.

Et ce raisonnement trouve dans les faits son éclatante confirmation. La sélection par âge, malgré la timidité avec

laquelle elle a été organisée jusqu'à présent en France, est la seule qui ait pleinement réussi. Je fais allusion ici aux écoles de réforme (1) — ce nom, d'ailleurs, est singulièrement choisi, ainsi que nous le verrons — qui reçoivent les enfants délinquants seulement au-dessous de douze ans. Dans une statistique qui réunit toutes les conditions de sincérité que l'on puisse pratiquement exiger, M. Puibaraud a soumis à la Société des Prisons (2) les chiffres moyens de la récidive des jeunes délinquants pendant les cinq ans qui suivent leur sortie de la colonie. Le calcul a été fait pour la période 1895-1899. Les chiffres les plus faibles sont fournis par les colonies dites écoles de réforme de Saint-Hilaire, Frasnes-le-Château et Saint-Eloi (3) ; encore faut-il ajouter que cet heureux résultat est obtenu, à Frasnes tout au moins, avec un effectif d'enfants démesurément trop élevé, ce qui, nous le verrons, constitue l'un des principaux obstacles à l'efficacité des peines éducatrices.

Lorsque la peine éducatrice se présente sous la forme de l'internement, tous les gens d'expérience sont journellement frappés des inconvénients qui résultent de la réunion, même passagère, d'enfants de neuf à dix ans avec des adolescents de quinze à seize (4), surtout lorsque les plus âgés se trouvent être en même temps les derniers arrivés dans la colonie. Ils apportent avec eux comme une bouffée d'air vicié, qui réveille chez les plus jeunes le souvenir de la vie du ruisseau ou des grands chemins ; joignez à cela que le « grand » accentue par fanfaronnade les tristes exploits qui l'ont amené devant les tribunaux et qu'il n'y a pas de contagion imitative plus rapide que celle qui s'opère dans le sens du mal et de plus âgés à plus jeunes : on s'explique ainsi que dans les quinze jours qui suivent de pareilles arrivées, on constate une recru-

(1) V. *sup.*, p. 15.

(2) *Rev. pénit.*, 1900. pp. 743 et suiv. On trouvera à la page 749 le tableau résumé de cette statistique.

(3) Saint-Hilaire, 25 0/0 ; Frasnes, 24,61 0/0 ; Saint-Éloi. 17,94 0/0.

(4) V. les observations de MM. Vidal-Naquet et Puibaraud à la Société des Prisons, *Rev. pénit.*, 1900, pp. 398 et suiv., pp. 419 et suiv.

descence d'actes d'indiscipline, de révolte ou d'évasions. C'est sous la contrainte de l'évidence que l'on a créé les écoles de réforme, mais il eût fallu aller plus loin et généraliser le système de la sélection par âge, en l'appliquant aussi aux jeunes délinquants âgés de plus de douze ans, réserve faite de cette idée que le régime éducatif de la maison doit être d'autant plus intensif et énergique et la discipline d'autant plus sévère que l'âge d'entrée est plus élevé. Ainsi se nuancerait la peine éducatrice. Cette opinion est défendue sinon par l'unanimité des praticiens, au moins par une majorité de plus en plus nombreuse (1). Elle a trouvé une consécration presque complète dans la loi belge du 27 novembre 1891, que l'on peut résumer dans ses grandes lignes en disant qu'elle classe les jeunes délinquants en trois catégories d'âge, au-dessous de onze ans, de onze à quatorze ou quinze ans, de quatorze ou quinze à dix-huit ans (2). A chacune de ces catégories sont affectées une ou plusieurs écoles de bienfaisance (3) ou, tout au moins, des quartiers, spéciaux dans une même école. De

(1) V. notamment les observations précitées de MM. VIDAL-NAQUET, PUIBARAUD, Adde, celles de MM. BARTHÉLEMY et d'HAUSSONVILLE., *Rev. pénit.*, 1900, pp. 425 et 431. Il est intéressant de remarquer que M. PUIBARAUD, en 1900, affirme plus nettement ses préférences pour la sélection par âge, adoptée comme sélection fondamentale, qu'il ne le faisait en 1895 dans son rapport sur la quatrième question de la 4e section au Congrès pénitentiaire international. Il paraissait se contenter alors d'une simple séparation des enfants au dessus et au-dessous de douze ans, et admettre comme classification parallèle et également fondamentale une séparation des enfants vagabonds et mendiants et de ceux poursuivis pour d'autres délits que la mendicité et le vagabondage, classification à laquelle le législateur belge a renoncé après l'avoir reconnue. Au contraire, en 1900, la sélection par âge semble bien mise par M. PUIBARAUD au premier plan et organisée par lui avec une véritable richesse de subdivisions, trois ou quatre : enfants au-dessous de douze ans, de douze à quatorze ans, de quatorze à seize, de près de seize ans (il faut se souvenir, en effet, que l'âge de seize ans est celui de la majorité pénale). *Rev. pénit.*, 1900, p. 422. — Actes du Cong. pénit. intern. de 1895, *Rapports* de la 4e sect., pp. 499 et suiv., 513 et suiv.

(2) *Rev. pénit.*, 1900, p. 443. Analyse du premier rapport triennal sur l'exécution de la loi. Conf. PRINS, *Science pénale et droit positif*, n° 368, pp. 216 et suiv.

(3) Les écoles de bienfaisance sont chargées, en Belgique, de donner l'éducation correctionnelle aux jeunes délinquants. Ces écoles étaient autrefois rattachées à l'Administration pénitentiaire, elles relèvent aujourd'hui, depuis l'arrêté royal du 7 juillet 1890, de l'Administration de la Bienfaisance (Assistance publique).

plus, à l'intérieur de ces écoles ou quartiers existent des sections multiples, complètement séparées les unes des autres, au moyen desquelles on pousse encore plus loin la sélection par âge, en y joignant aussi la sélection d'après le degré de moralité. Ce système a donné de très bons résultats (1).

Faut-il ajouter que l'âge est un procédé de sélection en quelque sorte automatique, qui trancherait nettement toutes les difficultés sur le rôle respectif qu'il convient d'attribuer au pouvoir judiciaire ou à l'Administration dans la classification des jeunes délinquants. L'enfant recevrait telle ou telle destination suivant son âge, et un premier triage serait ainsi opéré sans qu'aucune responsabilité soit engagée (2).

La sélection par âge est donc à la fois efficace et facile. Ce sont là deux titres bien sérieux pour justifier son adoption comme base ou pour rappeler une expression déjà employée et qui nous paraît assez heureuse, comme armature de l'organisation générale des peines éducatrices. Aussi cette adoption devrait-elle être aussi complète que possible, je veux dire par là que dans le cas, le plus fréquent d'ailleurs, où l'application de la peine éducatrice nécessite l'internement de l'enfant, non seulement il faudrait avoir un type d'établissement pour chaque catégorie d'enfants au-dessous d'un certain âge, par exemple le type de maison pour enfants au-dessous de douze ans, celui pour enfants au-dessous de quatorze ans, etc. (3), mais il serait extrêmement désirable qu'à l'intérieur même de ces maisons soient établies de véritables cloisons étanches entre lesquelles les enfants seraient répartis par tranche d'âge en quelque sorte, au fur et à mesure qu'ils vieilliraient. Comme l'a dit excellemment un praticien (4) en parlant de nos écoles de réforme, l'une des principales raisons de leur efficacité,

(1) Garçon, Une excursion à Ruysselede et à Beernem, *Rev. pénit.*, 1895, p. 362.

(2) On a vu dans cette absence de responsabilité « un avantage administratif de premier ordre », *Rev. pénit.*, 1900, p. 594.

(3) A ces types correspondrait un nombre d'établissements plus ou moins considérable, suivant les besoins.

(4) M. Vidal-Naquet, *Rev. pénit.*, 1900, p. 401.

c'est que l'enfant qui y est envoyé, « à partir de l'âge de douze ans et jusqu'à ce qu'il en sorte, pourra bien voir diminuer le nombre de ses camarades, il ne le verra jamais augmenter ». Il ne suffit pas qu' « il ne voie jamais la porte s'ouvrir pour livrer passage à un nouveau venu de son âge, mais plus gâté, plus vicieux que lui ». Ce n'est là que le premier mot et comme le minimum de la sélection par âge (1). Toutefois, il n'y a guère qu'à l'école de réforme de Saint-Hilaire que l'on semble avoir organisé avec rigueur la séparation par couche d'âge, il n'y a donc que là qu'il soit strictement vrai qu'à partir d'un certain âge, qui est en réalité treize ans et non douze ans (2), les enfants ne voient plus arriver de nouveaux camarades. Jusqu'à l'âge de treize ans, en effet, ils séjournent dans la ferme de Chanteloup sous une direction exclusivement féminine, puis ils passent dans la ferme de Bellevue où ils restent jusqu'à quinze ans, enfin, à partir de quinze ans jusqu'à la fin de l'envoi en correction, ils occupent la ferme de Boulard. Il est certain que ce système des tranches d'âge, relativement facile à mettre en pratique dans les colonies agricoles où son fonctionnement suppose simplement la division de la colonie en plusieurs domaines, où se transportent successivement les différentes promotions d'enfants, ce système, dis-je, rencontre au contraire de nombreuses difficultés d'application dans les colonies principalement industrielles. Si l'on veut apprendre aux enfants des métiers un peu variés, il faudra que chaque division où, suivant l'expression de M. Puibaraud, « chaque plancher de travail » contienne la série d'ateliers

(1) Il nous semble y avoir eu, entre ces deux aspects de la question de la sélection par âge, une légère confusion dans les observations précitées de M. VIDAL-NAQUET.

(2) Il faut en effet remarquer que si l'on avait fixé à douze ans et non à treize ans la limite de la première tranche d'âge, comme les autres tranches sont ensuite établies par groupe de deux ans, il aurait pu arriver que des enfants de 2e année, à Bellevue (voy. au texte *inf.*), se rencontrent avec des enfants de 1re année qu'ils n'auraient jamais connus et dont l'admission à la colonie remonterait à l'année précédente ; tandis qu'en ne leur faisant quitter Chanteloup qu'à treize ans, on est absolument sûr qu'à partir de cet âge et jusqu'à la fin de leur séjour, ils n'auront pas à faire connaissance avec de « nouveaux ».

nécessaires à ces métiers. Il en résulte de grandes dépenses d'argent et d'espace, surtout dans les maisons qui reçoivent les jeunes délinquants au-dessous de dix ou douze ans et où les planchers de travail doivent être nombreux.

Mais ces difficultés ne sont pas des impossibilités, et il faut travailler à les résoudre si l'on veut tirer de la sélection par âge tout le bien qu'elle peut produire.

38. — Mais ce n'est pas tout de reconnaître que cette sélection est nécessaire, et qu'elle est même la première qui s'impose, car il ne s'ensuit pas qu'elle soit suffisante, et il nous faut maintenant rechercher quelles autres sélections peuvent et doivent se greffer sur elle et quelles variétés nouvelles il faut admettre dans les peines éducatrices pour leur correspondre.

Celle dont nous nous occuperons d'abord est celle-là même que nous avions pu songer un moment à choisir comme base et point de départ de toutes les autres, au lieu et place de la sélection par âge, je veux parler de la sélection par degré de moralité. Notre attention a déjà été attirée par les obstacles auxquels elle se heurte dans la pratique, ce n'est pas à dire que son procès soit définitivement fait, car les objections qui paraissaient insurmontables quand il était question de l'adopter comme sélection fondamentale des peines éducatrices sont loin de conserver la même importance, quand il s'agit de l'organiser seulement comme sélection accessoire, venant compléter un système constitué sur d'autres bases.

Tandis que la sélection par âge est l'œuvre exclusive de la loi (ou des règlements), on peut concevoir que la sélection par degré de moralité soit opérée d'avance par la loi (ou les règlements) au moyen de présomptions, ou bien par le juge, d'après les impressions de l'audience ou de la procédure d'instruction, ou enfin par les directeurs d'établissements d'éducation correctionnelle, d'après l'étude qu'ils ont faite du jeune délinquant au bout de quelques semaines ou de quelques mois de séjour. Il n'y a d'ailleurs aucune incompatibilité entre le jeu simultané de la sélection légale, judiciaire ou

administrative. Nous allons nous occuper successivement de chacune d'elles.

La sélection légale (1), avons-nous dit, ne peut reposer que sur des présomptions. Cela est de toute évidence, puisque le législateur statue *in abstracto* et non sur des faits déjà réalisés. La seule présomption dont on ait fait usage et la seule, d'ailleurs, qui se présente à l'esprit, est celle tirée de la gravité de l'acte délictueux à l'occasion duquel l'enfant est traduit en justice, cette gravité pouvant être notamment appréciée d'après la sévérité de la décision judiciaire dont l'enfant a été l'objet. C'est cette idée qui a conduit le législateur français de 1850 à établir une séparation temporaire, restée purement platonique, entre les enfants acquittés de l'article 66 et les condamnés de six mois à deux ans de l'article 67 ; c'est elle qui a amené le législateur belge à créer des écoles distinctes pour les enfauts mendiants et vagabonds (2), — distinction aujourd'hui supprimée ainsi qu'il a été dit plus haut (3).

Que faut-il penser en particulier de ces deux essais de sélection morale par la loi et en général de toute sélection morale légale ?

La réponse sera facile en ce qui concerne la séparation des condamnés et des acquittés, car si la loi a tracé des cadres, c'est le juge qui les remplit, si bien que cette prétendue sélection légale n'est, en quelque sorte, que le préliminaire

(1) Nous disons désormais « sélection légale » tout simplement, en prenant le mot dans un sens large, où il désigne toute sélection faite d'avance en vertu de lois ou règlements et non pas après coup d'après l'observation de l'enfant.

(2) Ces écoles étaient appelées « écoles agricoles ». On y enfermait les jeunes mendiants et vagabonds, mis à la disposition du Gouvernement en vertu de l'art. 7 de la loi de 1866. Les jeunes délinquants ordinaires, acquittés pour défaut de discernement et non rendus à leur famille, étaient dirigés sur des « écoles de réforme ».

(3) V. p. 107, n. 1. On pourrait ajouter que c'est sinon sur la même idée, au moins sur une idée très voisine que repose, en Angleterre, la distinction des « Réformatories » réservés aux enfants délinquants et ayant ordinairement subi déjà un court emprisonnement, et des « Industrial schools » destinés aux enfants « who have not yet been guilty of any legal offence ». Voir WILLIAM TALLACK, *Penological and preventive principles*, 2e éd., 1896, chap. XVI, CHILD SAVING, p. 347.

d'une sélection judiciaire. On comprendra dès lors que nous nous réservions d'en parler plus tard.

Quant à la séparation des enfants vagabonds et mendiants, je pourrais presque dire qu'elle n'offre plus qu'un intérêt rétrospectif, et je ne vise pas seulement ici le cas de la Belgique qui, ainsi qu'on l'a déjà vu, l'a abandonnée après l'avoir consacrée. On peut aujourd'hui affirmer que l'immense majorité des praticiens ne sont point partisans de cette sélection. Ceux qui l'ont proposée avaient l'intention de soumettre à un régime éducatif moins sévère les jeunes mendiants ou vagabonds, pour ce motif que la faute qui leur était reprochée n'avait que peu ou point de gravité morale et même légale. Or l'expérience prouve que ces enfants sont souvent beaucoup plus difficiles à réformer que les autres délinquants de leur âge. Si bien que si l'on admettait une sélection dans cet ordre d'idées, elle serait à faire en sens inverse, le traitement le plus sévère et le plus énergique étant réservé aux mendiants et vagabonds. Les rapports et les discussions de la troisième question de la 4e section au Congrès pénitentiaire de Paris (1895), ceux de la deuxième question de la 3e section au Congrès national de patronage de Bordeaux (1896), et ceux de la quatrième question de la 1re section au Congrès international de patronage d'Anvers (1898), ont fait, je crois, définitivement justice de cette distinction (1), que déjà en 1867 tous les chefs d'établissements français de jeunes détenus, répondant à une circulaire ministérielle qui leur demandait leur avis sur la question, avaient été unanimes à condamner (2). De tous les

(1) V. pour le Congrès d'Anvers, *Rev. pénit.*, 1898, pp. 994 et suiv. ; pour le Congrès pénitentiaire de Paris, *Rapports* de la 4e section ; pp. 227 et 228, *Rapport* de M. Cluze, directeur de Mettray ; pp. 313 et suiv., *Rapport* de M. Mullot, directeur de Saint-Maurice ; p. 358, *Rapport* de M. Rollet ; discussions, pp. 691 et 701 ; pour le Congrès de patronage de Bordeaux, *Rev. pénit.*, 1896. pp. 912 et suiv., pp. 925 et suiv. Ce Congrès a adopté la résolution suivante : « Il n'y a pas lieu de créer des établissements spéciaux pour les enfants vagabonds ou mendiants », résolution d'autant plus significative qu'elle était contraire aux conclusions du rapporteur de la deuxième question, M. Passez.

(2) Cette réponse a été formulée dans des termes excellents que nous reproduisons, car depuis plus de trente ans que la question est discutée, on n'a jamais dit aussi bien en aussi peu de mots. « Tous ont déclaré que les mendiants et vaga-

enfants délinquants, l'enfant mendiant et vagabond est certainement le plus apathique, le plus rebelle au travail, et en même temps, à raison de son association habituelle avec des adultes, le plus corrompu. Nous parlons évidemment ici du mendiant et du vagabond habituel et non de l'enfant qui, accidentellement, aura tendu la main ou déserté le logis paternel, parfois sous la pression d'une véritable contrainte. Il est, d'ailleurs, fort peu probable qu'un tel enfant soit renvoyé à l'audience par le juge d'instruction, et encore moins vraisemblable que le tribunal le confie à l'Administration pénitentiaire. Cependant, on ne peut guère expliquer que par une confusion entre ces deux catégories d'enfants, pourtant si nettement tranchées dans la pratique, la persistance de quelques bons esprits à réclamer — malgré toutes les indications contraires de l'expérience — des établissements spéciaux avec traitement plus doux en faveur des jeunes mendiants et vagabonds (1), établissements où serait d'ailleurs observé le principe fondamental de la sélection par âge (2).

bonds ne sauraient inspirer plus d'intérêt que les autres enfants envoyés en correction ou condamnés à l'emprisonnement pour des infractions en apparence plus graves.

« Ils constituent la partie la plus corrompue, la plus inerte, la moins intelligente des établissements d'éducation correctionnelle.

« Leur aversion pour le travail est insurmontable, et ils subissent passivement la discipline de la maison, elle est impuissante à les corriger de leur paresse et de leurs vices. Mis en contact avec des enfants d'un caractère plus énergique, ils obéissent à l'impulsion générale et suivent de loin leurs camarades, qui leur donnent l'exemple du travail. Mais si on les réunissait tous ensemble dans des établissements qui leur seraient exclusivement affectés, on ne pourrait tirer aucun parti de ces natures apathiques, sur lesquelles l'amour-propre et les autres moyens d'émulation n'exerçent qu'une bien faible influence ».

V. également les résultats concordants de l'enquête faite par M. Joly auprès des directeurs d'établissements étrangers, *Rev. pénit.*, 1897, p. 298.

(1) L'exemple des « truant schools », écoles spéciales de vagabonds en Angleterre, n'est pas de nature à servir d'arguments aux partisans de la distinction en question, d'abord parce que ces écoles sont réservées au vagabondage scolaire, conséquence de l'application de la loi Forster, le plus inoffensif et le moins caractéristique de tous les vagabondages, puis parce que les résultats donnés par les « truant schools » ne sont pas précisément encourageants. V. Louis Rivière. L'éducation correctionnelle en Angleterre, *Rev. pénit.*, 1897, pp. 686 et suiv.

(2) C'est ainsi que M. Puibaraud dans son rapport précité sur la quatrième question de la 4e section (Congrès pénitentiaire international, 1895), où il se déclarait partisan de la sélection des vagabonds et mendiants, proposait d'envoyer dans

La seule véritable sélection morale des jeunes délinquants que la loi ait essayée n'a donc pas réussi, et il nous semble que toute tentative de ce genre doit avoir le même sort. Etant donné que pratiquement le législateur ne peut apprécier la moralité d'un enfant que d'une façon abstraite, d'après la gravité du genre d'infraction commise, que, d'autre part, la gravité de l'acte commis est à peu près indifférente pour déterminer la nature de la peine éducatrice qui convient à l'enfant, car il est prouvé expérimentalement que ce sont souvent ceux qui n'ont commis que de menus délits qui offrent le moins de prise aux influences moralisatrices, il faut conclure à l'inefficacité de toute classification légale faite dans un but de sélection morale Pourquoi de telles classifications sont-elles maintenues en ce qui concerne les peines réservées aux adultes? C'est qu'ici il ne s'agit pas seulement d'élever, ni même de réformer, il faut produire un effet d'intimidation, et principalement d'intimidation collective sur les imitateurs possibles : alors on comprend que l'on établisse d'avance des tarifs plus sévères pour une infraction dont la répétition doit être plus dommageable pour la société et vice versa. Le but d'intimidation, cause finale de toute classification légale des délits et des peïnes, est, au contraire, abandonné en ce qui concerne les jeunes délinquants (1).

39. — Arrivons alors à la sélection morale par le juge, à laquelle notre législateur français a fait la place la plus large.

C'est, en effet, le juge auquel l'art. 66 du Code pénal donne le pouvoir, par la résolution préalable de la question de discernement, de séparer les enfants délinquants en deux grandes catégories, celle des condamnés et celle des acquittés, et cela sans

des écoles de préservation privées les petits vagabonds âgés de moins de douze ans et ceux de plus de douze ans dans des écoles de préservation publiques, *Rapports* de la 4e section, p. 489.

(1) Que, par hypothèse, on en vienne à admettre que les peines réservées aux adultes ne doivent plus avoir qu'un but unique, l'amendement et par le fait même la hiérarchie des infractions et le tarif des peines doivent disparaître. Car pour les adultes comme pour les enfants, la nature et l'importance de l'acte commis sont souvent sans relation aucune avec la moralité véritable de l'agent et les efforts qu'il faut faire pour le ramener au bien.

qu'aucune période d'irresponsabilité vienne limiter le champ de cette sélection. C'est encore à lui que la loi de 1898 confie le choix à faire parmi toutes les mesures nouvelles qu'elle a rendues possibles dans l'intérêt de l'enfant. On peut donc considérer qu'en France la sélection morale faite par le juge fonctionne comme procédé à peu près unique de classification des jeunes délinquants, que c'est elle qui constitue l'armature de l'organisation générale des peines éducatrices. Il est inutile de rééditer, contre cette conception, des critiques qui nous paraissent déjà suffisamment formulées.

Examinons seulement dans quelle mesure ces critiques sont atténuées, quand la sélection morale, par le juge, n'est plus appelée à fonctionner que comme complément de la sélection légale par âge.

La réponse est aussi simple que peu précise. Tout dépend de ce que sera ce juge. Suivant que l'autorité, devant laquelle l'enfant délinquant est traduit, nous paraîtra plus ou moins bien qualifiée, plus ou moins bien outillée pour étudier cet enfant, faire son diagnostic moral, et prendre à son égard les décisions les plus conformes à son intérêt, notre confiance en elle variera avec une amplitude énorme. Tantôt nous lui reconnaîtrons, sans inconvénients de très larges pouvoirs, nous attribuerons à la sélection judicaire dans l'organisation des peines éducatrices un rôle presque aussi important qu'à la sélection légale par âge, tantôt, au contraire, nous serons dans la nécessité de restreindre, au minimum, l'initiative du juge, transformé, à peu chose près, en agent de transmission à l'égard des autorités administratives (1). Nous sommes ainsi amené à faire une incursion rapide dans un domaine qui appartient à la procédure pénale, mais où la science pénitentiaire a trop d'intérêts engagés pour ne pas y conserver pied.

L'opinion des praticiens et des criminalistes paraît unani-

(1) « Les tribunaux, le fait étant prouvé, ne devraient avoir à résoudre qu'une seule question portant sur le mode de correction : est-ce à la famille ou est-ce à l'Etat qu'il convient de confier l'éducation de l'enfant ? » GUILLOT, *Les prisons de Paris*, p. 336.

mement défavorable au système actuellement suivi en France, malgré certaines améliorations réalisées dans ces dernières années (1), notamment la mise à la grande intruction de toute affaire concernant un enfant délinquant. Ce n'est guère qu'à Paris qu'un juge peut arriver à se spécialiser dans la connaissance des enfants (2) ; encore la multiplicité des affaires ne lui permet-elle pas de prendre toujours des décisions suffisamment mûries. Quant à la comparution devant le Tribunal correctionnel ou la Cour d'assises en audience publique, on considère qu'elle est à la fois inutile et démoralisante, et ceux-là même qui sont d'avis de conserver à l'instruction son organisation actuelle réclament énergiquement, en faveur de l'enfance, une réforme dans la juridiction du jugement. Depuis de longues années déjà, ces critiques ont été maintes fois formulées et rééditées, et on n'a que l'embarras du choix pour en fournir l'expression (3). On a proposé de remplacer le Tribunal correctionnel, siégeant en audience publique, par ce même Tribunal siégeant à huis clos, ou encore par la juridiction de la Chambre du Conseil, ou par le Tribunal civil, ou, enfin, par le juge de paix, assisté au besoin de quelques pères de famille ; il est certaines de ces propositions qui ne seraient pas compatibles avec le maintien des pouvoirs actuels du juge d'instruction, dont le rôle serait diminué ou même complètement supprimé. D'autres, au contraire, lui conservent ses pouvoirs, mais ils font participer à l'instruction un médecin (4), des membres des

(1) Voir notamment circulaire du 31 mai 1898 de M. Milliard, ministre de la Justice, *Rev. pénit.*, 1898, pp. 870 et s. ; circulaire de M. Bullot, procureur de la République près le Tribunal de la Seine, aux juges d'instruction du ressort, en date du 5 janvier 1900, *Rev, pénit.*, 1900, p. 312 ; circulaire de M. Monis, ministre de la Justice, 1901, *Rev. pénit.*, 1901, p. 363. On trouvera aux références indiquées le renvoi à des circulaires précédentes.

(2) Voir *infrà*, p. 117, note 3.

(3) On pourra consulter les rapports au Congrès pénitentiaire international de Paris, 1895, sur la quatrième question de la quatrième section, ainsi formulée : « Par quelle autorité doit-il être statué sur le sort des enfants coupables de fautes ou d'infractions ? » Nous recommandons spécialement la lecture du rapport de M. Bonjean, pp. 392, 401, 402, de M. Hullo, p. 437, de M. Prudhomme, pp. 457 et s., p. 464 ; enfin et surtout de M. Thiry dans ses deux premières parties, pp. 517 et s. Conf. Projet de réforme du Code pénal français, *Rev. pénit*, 1893, p. 181 et p. 198.

(4) *Rev. pénit.*, 1901, p. 1477, proposition de M. Albanel.

comités de défense des enfants traduits en justice, ou des sociétés de patronage (1) ; pour mon compte, j'y ajouterai, et presque en première ligne, un inpecteur ou sous-inspecteur des enfants assistés, dont la présence est indispensable si l'on veut recourir, d'une façon habituelle, au placement familial, quand l'âge de l'enfant le permettra (2). Ce qu'il faut avant tout, c'est que cette instruction soit faite et que les décisions soient prises par des gens du métier, et on ne saurait trop déplorer, à ce point de vue, la circulaire du procureur de la République près le Tribunal de la Seine, en date du 31 juillet 1899, qui a supprimé la spécialisation des juges d'instruction parisiens dont on avait eu cependant à se féliciter pendant les cinq ou six années qu'elle a fonctionné (3). Cette spécialisation est impossible en province, au moins dans les sièges judiciaires de petite ou moyenne importance. Aussi la participation à l'instruction des personnes précédemment énumérées nous paraît-elle impérieusement nécessaire. J'irai même plus loin et je n'éprouverai aucune hésitation à donner à ce comité, présidé par le juge d'intruction, non seulement des fonctions d'information et de recherche, mais les pouvoirs d'une véritable juridiction de jugement, statuant définitivement sur le sort de l'enfant. Pénétrons-nous, en effet, de cette idée qui doit être comme l'obsession de tous ceux que hante la question de l'enfance coupable, c'est qu'en pareille matière, il ne s'agit pas de justice, d'exemplarité ou d'intimidation, mais uniquement de protection sociale cherchée et obtenue par le relèvement de l'enfant. A quoi bon, dès lors, une comparution devant une juridiction répressive ? Est-ce pour enregistrer solennellement les décisions prises provisoirement par le comité d'instruction ? Cette comparution n'est alors que du pur formalisme et de la puérilité. Est-ce donc pour contrôler, et, au besoin, pour modifier ces décisions ? Mais comment

(1) Rapport Thiry, *sup. cit.*

(2) *Rev. pénit.*, 1902, séance du 16 avril.

(3) *Rev. pénit.*, 1900, p. 126. Cette spécialisation a été réorganisée le 12 mars 1901, *Rév. pénit.*, 1902, p. 270.

justifier ce contrôle fait à l'audience par des magistrats qui voient l'enfant pour la première fois et sont loin, d'ailleurs, d'avoir l'expérience des membres du comité d'instruction ? Cette comparution serait dangereuse en même temps que démoralisante, il faut l'éviter à tout prix. Habituons-nous, en somme, à voir les peines éducatrices prononcées par d'autres autorités que les peines répressives. Avec ce point de départ, on n'aperçoit même plus l'utilité d'un défenseur pour l'enfant : contre qui voudrait-on le défendre ? Contre des gens qui ne lui veulent que du bien et qui s'efforcent de prendre à son égard les mesures les plus conformes à ses intérêts. Le rôle des jeunes avocats, désignés habituellement d'office pour assister un enfant, est souvent fort mal compris par eux, ils mettent leur amour-propre à le faire acquitter et rendre à sa famille, c'est-à-dire à la rue (1) ; leur intervention est donc au moins inopportune. D'ailleurs, si l'on tient aux garanties que donne la présence d'un membre du barreau, il suffit de choisir parmi les avocats les membres des sociétés charitables appelés à assister le juge d'instruction.

On arriverait ainsi à une conception, selon moi, idéale de l'organe judiciaire chargé de statuer sur le sort de l'enfant. Je ne me dissimule pas que cet organe, si perfectionné soit-il, ne pourrait, entre des mains maladroites, remplir sa fonction ; il reste encore à choisir les hommes, mais, c'est là une question en grande partie, d'ordre budgétaire, que nous n'avons pas à examiner. Il n'est pas d'institution, quelque parfaite qu'elle soit, pour laquelle elle ne se pose.

J'ajoute que, pendant la période d'information, l'enfant serait maintenu en cellule à la prison ou, si cela se peut, à l'hôpital, faisant l'objet d'une observation, aussi continue que possible, de la part d'un surveillant expérimenté (2). C'est là qu'à plusieurs reprises, les différents membres du comité d'instruction et de jugement viendraient l'étudier, ils auraient

(1) *Rev. pénit.*, 1900, p. 126. Observation de M. Pean à l'Assemblée générale de l'Union des Sociétés de patronage du 18 décembre 1899.

(2) On sait que cet asile d'observation existe à Paris, rue Denfert-Rochereau.

ensuite, chaque semaine, des réunions à jour fixe et c'est au cours d'une de ces séances, à laquelle l'enfant pourrait être convoqué, que l'on prendrait la décision qui paraîtrait la plus favorable à son avenir moral et matériel.

Avec une pareille organisation, l'autorité judiciaire ne nous semblerait-t-elle pas suffisamment outillée pour faire la sélection morale des enfants ; envoyant l'un en placement familial, l'autre dans un asile d'arriérés, celui-ci dans une école de préservation ou de réforme, celui-là dans une maison d'éducation correctionnelle à régime sévère ou, enfin même, décidant qu'à l'égard de tel enfant trop corrompu, paraissant irrémédiablement perverti, il ne peut plus être question d'éducation, mais de répression et d'intimidation, et le renvoyant, en conséquence, devant le Tribunal correctionnel pour y être condamné à une peine de droit commun, qu'une juridiction exclusivement compétente en matière de peines éducatrices ne saurait être autorisée à prononcer. Irons-nous alors jusqu'à admettre que, sous le couvert de pareilles garanties, on puisse limiter le domaine de la sélection par âge, aux cas où la peine éducatrice s'exécute par voie d'internement et encore, en laissant au juge, à ce juge idéal, le soin de déterminer la catégorie d'établissements sur laquelle l'enfant devra être dirigé ?

C'est là une question à laquelle quelques mois de pratique et d'expérience fourniraient une réponse plus autorisée que des années de raisonnement. D'ailleurs, le raisonnement lui-même paraît ne s'être guère exercé sur elle, si l'on s'en tient aux indications très restreintes que contiennent, à son sujet, soit la littérature scientifique, soit les discussions de la Société des prisons ou du Comité de défense des enfants traduits en justice, soit celles de la Commission d'éducation correctionnelle instituée auprès du Ministère de l'Intérieur (1). On s'est beaucoup plus préoccupé d'introduire des variétés nouvelles dans la peine éducatrice, d'augmenter le nombre

(1) *Rev. pénit.*, 1900, p. 274.

des débouchés pour les enfants délinquants, que de définir et d'organiser l'autorité qui doit faire choix entre toutes ces variétés et tous ces débouchés. Il y a là une lacune que nous sommes, à notre grand regret et contrairement à l'esprit général de ce traité, obligé de combler par un exposé de vues personnelles.

40. — J'estime que les garanties que l'on rencontre dans la sélection par caractère et par degré de moralité, même opérée dans les conditions tout à fait favorables qu'il nous a plu de supposer réunies, peuvent toujours se combiner avec celles de la sélection légale par âge.

Quelle que soit la confiance que nous inspire la juridiction devant laquelle sont traduits les enfants coupables, fût-elle composée précisément de tous les éléments que nous désirons y rencontrer, je ne pense pas qu'il soit jamais utile de lui reconnaître la latitude de substituer entièrement la sélection morale des enfants, qui est son œuvre, à la sélection par âge, qui est l'œuvre de la loi. La sélection par âge correspond à des exigences essentielles, auxquelles on est toujours dans la nécessité de donner satisfaction, et c'est dans les cadres de cette sélection, plus ou moins nombreux, plus ou moins rigides, suivant la confiance que l'on a dans la sélection morale judiciaire, qui doit intervenir ultérieurement, que jouera l'initiative du juge. En un mot, nous ne faisons que réaffirmer une vérité d'expérience, qui nous semble définitivement acquise, et nous maintenons, quelles que soient les circonstances, la sélection légale par âge comme armature et comme base de la classification des jeunes délinquants et de l'organisation de la peine éducatrice, même lorsque cette peine ne doit pas s'exécuter par voie d'internement.

Expliquons-nous maintenant sur cette latitude qui peut être encore reconnue à la sélection judiciaire, alors même qu'on lui impose comme point de départ ou, plus exactement, comme limites, les cadres d'un premier triage des enfants, opéré uniquement en considération de l'âge. Ces cadres nous les connaissons déjà, nous nous sommes occupé précédem-

ment de les déterminer, en envisageant, il est vrai, plus particulièrement l'hypothèse de l'exécution de la peine éducatrice par voie d'internement, mais ils correspondent à des périodes profondément distinctes dans la formation du caractère et du tempérament, si bien que leur importance reste la même quel que soit le régime éducatif que l'on adopte.

Il y a trois grandes catégories d'âge qui s'imposent ; en reconnaître davantage serait peut-être parfois utile, mais jamais nécessaire : la première enfance, l'âge ingrat, les débuts de l'adolescence. Cette division tripartite, qui est traditionnelle, qui s'autorise de l'expérience de tous les jours et que l'on peut énoncer en langage vulgaire, est en même temps l'expression d'une vérité scientifique. Le premier âge — jusqu'à onze ou douze ans — est une période de formation psychique par excellence, au cours de laquelle s'emmagasine une quantité vraiment stupéfiante d'associations et d'images ; il s'ensuit qu'au point de vue physique c'est une période de développement cérébral. A partir de douze ans, environ, apparaissent, plus ou moins rapidement, les états émotifs particuliers à la puberté ; tendances, le plus souvent inconscientes, à la satisfaction de l'instinct sexuel et à la combattivité qui en est le préliminaire ou le complément. En même temps, au point de vue physique, les organes de la génération se développent, ainsi que le squelette, les poumons, le larynx : la capacité vitale augmente (1). Les crêtes osseuses deviennent proéminentes, donnant à la physionomie des enfants cet aspect habituellement disgracieux, qui a contribué, avec les inégalités et les bizarreries de caractère qui l'accompagnent, à justifier pour cette période l'appellation d'âge ingrat.

Après, vers quinze ans environ, commence l'adolescence ; le caractère comme le tempérament ont déjà leur trempe, plus rapidement acquise, à mon avis, dans les milieux sociaux peu élevés que dans les autres ; le corps suit désormais un déve-

(1) MARRO, *Les rapports de la puberté avec le crime et la folie*, acte du IVe Congrès d'anthropologie criminelle. Genève, 1896, pp. 207 et s.

loppement général et régulier, la malléabilité nécessaire à l'éducation disparaît presque aussitôt.

C'est sur la distinction de ces trois tranches d'âges qui se succèdent, en se différenciant nettement l'une de l'autre, que repose, nous l'avons déjà vu, toute l'organisation de la colonie de Saint-Hilaire ; c'est d'elle que s'inspire la loi belge du 27 novembre 1891 (1) ; c'est encore à elle qu'il nous faut recourir si nous voulons introduire dans la sélection morale, œuvre du juge, quelques grands principes directeurs qui lui serviront en même temps de limites, mais qui, au fond, contribueront beaucoup plus à éclairer son initiative qu'à l'entraver, car il n'aura jamais d'intérêt à s'en affranchir.

Ces principes nous les formulons immédiatement :

a) Pendant le premier âge et jusqu'à douze ans, le mode normal d'exécution de la peine éducatrice pour les enfants délinquants qui ne peuvent être rendus à leur famille (2),

(1) V. *sup.*, p. 107.

(2) Il est évident que la remise à la famille, après admonestation et avec organisation d'une surveillance exercée par des sociétés de bienfaisance et sanctionnée par le juge de paix, serait encore une pratique préférable à tout placement dans une famille étrangère. C'est cette pensée qui a inspiré à M. Albanel la fondation de l'œuvre du *Patronage familial*, le 2 février 1900. C'est elle également qui a suggéré à M. Jolly son rapport du 6 février 1901 au Comité de défense des enfants traduits en justice. Voir sur le *Patronage familial*, *Rev. pénit.*, 1901, p. 102; 1902, p. 90, *Revue internationale de l'Enseignement*, 1902, p. 160 ; pour le rapport de M. Jolly, *Rev. pénit.*, 1901, pp. 346 et s., pp. 558 et s., pp. 868 et s., p. 1318. Mais il ne faut pas s'exagérer le champ d'action et l'efficacité de ces institutions de surveillance destinées à fournir aux familles des enfants délinquants le supplément de pouvoir éducateur qui leur fait défaut. Elles peuvent servir seulement de stimulant à des parents négligents, mais capables à tout point de vue de s'occuper de leurs enfants et de les corriger. Elles sont, au contraire, impuissantes quand les parents sont indignes ou que, tout en étant honnêtes, ils sont malheureusement absorbés par un travail extérieur qui les met dans l'impossibilité de surveiller leurs enfants. Je veux bien admettre avec M. Jolly que « c'est une erreur très répandue de croire que la plupart des enfants vicieux appartiennent à des familles indignes », mais il reste vrai que la plupart appartiennent à des familles incapables de les élever et qu'il faut non pas seulement aider, mais suppléer dans leur œuvre éducatrice. On se trouve alors en présence de deux solutions, ou bien confier l'enfant à une famille étrangère, c'est la solution la plus simple, le placement familial ordinaire, ou bien maintenir l'enfant à l'école pendant la journée entière, ce qui suppose à côté de l'école un ensemble d'annexes, cantines, garderies qui ne peuvent guère exister que dans les villes importantes. C'est sur cette dernière idée que repose l'institution anglaise des

c'est le placement à la campagne, dans une famille étrangère. La famille est un milieu naturel, c'est là que doit régulièrement se faire l'éducation de l'enfant ; on doit s'efforcer de lui procurer ce milieu quand il en est encore temps. Or; tant qu'il n'a pas dépassé douze ans, le caractère de l'enfant est assez souple, assez amorphe, si l'on peut ainsi dire, pour subir la lente, mais pénétrante, influence moralisatrice d'un nouveau foyer. Toutefois, nous accepterons, à titre très exceptionnel, pour les enfants paraissant difficiles, le placement dans des écoles de réforme ou de préservation, n'admettant que des enfants de cet âge, ou mieux encore dans des *maisons paternelles*, petites écoles de préservation, à effectif très restreint — vingt ou trente enfants au plus — avec un nombreux personnel d'éducateurs.

b) Pendant l'âge ingrat, de douze ans environ à quatorze ou quinze, le mode normal d'exécution de la peine éducatrice sera le placement soit dans une école de réforme ou de préservation — la terminologie n'est pas encore bien fixée sur ce point — soit dans une colonie pénitentiaire, en d'autre termes, dans une maison d'éducation à discipline adoucie ou à discipline sévère. Qui choisira entre ces deux catégories d'établissements ? Nous allons l'indiquer dans un instant. Ce qu'il faut préciser, c'est que pendant cette période, à l'inverse de la précédente, le placement familial ne peut être qu'une rare exception. A douze ans, l'enfant a déjà un passé derrière lui, il commence, en même temps, une période critique de son développement physique et psychique, il faut une main expérimentée pour le conduire; c'est un mauvais moment pour le transporter dans une nouvelle famille, car, au cours de ces quelques années de crise, on comprend la nécessité d'habitudes de vie antérieures, source de confiance d'un côté et d'autorité de l'autre. Il faut donc, pour l'enfant délinquant dans l'âge ingrat, des éducateurs professionnels, on ne peut espérer les rencontrer nombreux dans les familles de cultivateurs.

Day industrial schools et des Truant schools. Voir pour la législation comparée le rapport de M. JOLLY.

c) A quinze ans et au-dessus, c'est-à-dire de quinze à seize ans, d'après le Code pénal français, de quinze à dix-huit ans d'après de nombreuses propositions de réforme, l'éducabilité de l'enfant décroît très rapidement. Il ne peut être question, même à titre exceptionnel, de placement familial. Il n'y a pas d'autre débouché que la maison d'éducation correctionnelle et en même temps professionnelle, car il est temps d'apprendre un métier. Sans doute, il serait avantageux d'avoir pour ces jeunes adolescents, comme pour les enfants de l'âge ingrat, deux catégories d'établissements différentes l'une de l'autre par la sévérité du régime et de la discipline. Je n'ose affirmer que ce soit absolument nécessaire. Les jeunes délinquants de cet âge ont besoin d'être menés avec fermeté ; voulant montrer qu'ils seront bientôt des hommes, ils se raidissent contre tout ce qui peut avoir pour but de les moraliser ou de les élever. C'est l'âge par excellence de la fanfaronnade du vice et de l'immoralité ; la soumission à une discipline forte sans être exaspérante, est encore le procédé le plus efficace pour réveiller les bons instincts. Toutefois, il en est chez lesquels ces instincts ne peuvent plus réapparaître et dont la régénération morale ne paraît pas humainement possible ; leur nombre est d'autant plus considérable que l'on adopte un âge de minorité plus élevé. Avec la précocité croissante du crime, on se trouve aujourd'hui avoir affaire à des adolescents de quinze à dix-huit ans pratiquement aussi incorrigibles que des adultes, vétérans de la récidive. Certes, on peut espérer que nos moyens de moralisation se perfectionneront, mais en attendant ce perfectionnement, dont nous étudierons plus tard les conditions, il semble inutile et même dangereux d'envoyer les jeunes criminels d'habitude dans les colonies pénitentiaires, à moins d'en choisir une — comme on l'a fait en France pour la colonie d'Eysses, — et de la transformer en véritable bagne d'enfants.

Parmi les adolescents compris entre quinze ans et la limite de la minorité pénale, il y en a donc contre lesquels il faudra prononcer des peines principalement répressives et intimi-

dantes, par exemple la peine de l'emprisonnement ordinaire ; seulement, ce que l'on devra prescrire en pareil cas, dût cette prescription se traduire chez nous par des frais de transfert élevés, c'est que cet emprisonnement soit subi sous le régime de la séparation individuelle.

Tels sont les grands principes — émanés directement de l'expérience — dans lesquels se résument les exigences irréductibles de la sélection légale par âge. On aperçoit qu'ils laissent à l'initiative du juge et au jeu de la sélection morale une marge très large, trop large même, étant donnée l'organisation, en France particulièrement, de la juridiction chargée de statuer sur le sort des enfants délinquants.

L'application de ces principes comporte, nous l'avons vu, des exceptions ; elle aboutit parfois à un choix entre deux partis et c'est à peine, si nous consentirions à abandonner à cette juridiction idéale, dont il était question tout à l'heure. la responsabilité de décider ce choix et de déterminer ces exceptions.

S'agit-il, en effet, d'enfants du premier âge, la première des questions qui restent encore à résoudre au juge, et elle se présente pour toutes les catégories d'âge, c'est celle de savoir si l'enfant est normal. Je n'y insiste pas, car elle a été plus haut sinon complètement résolue, au moins suffisamment exposée.

Supposons l'enfant reconnu normal ou, plus exactement, éducable, une seconde question surgit. Suffit-il de le rendre à sa famille avec admonestation ? ou bien, la famille étant absente, indigne ou absolument incapable de remplir sa tâche éducatrice, faut-il faire à l'enfant l'application de la règle, le placement familial, ou de l'exception, c'est-à-dire l'internement dans une maison paternelle ou une école de préservation ? Ce n'est pas tout, n'y a-t-il pas, en outre, un choix à faire parmi les familles de paysans ou les écoles de préservation qui peuvent recevoir l'enfant ?

S'agit-il d'un enfant de la seconde catégorie d'âge, il reste à décider, au cas où on ne peut le rendre à sa famille, si on lui fera l'application de la peine éducatrice par voie d'interne-

ment, mode normal pour les enfants de cet âge, ou bien par le moyen du placement familial. C'est le même choix que précédemment, mais en sens inverse, entre la règle et l'exception. Enfin, si l'on adopte le procédé de l'internement, il faudra faire un nouveau choix entre l'école de préservation et la colonie pénitentiaire.

Supposons maintenant un adolescent de quinze à seize ans ou de quinze à dix-huit ans, il convient de se demander si on lui appliquera une peine éducatrice ou une peine principalement répressive ou intimidante. En France, le juge doit se poser et résoudre une pareille question pour tous les mineurs délinquants (1), et la solution qu'il adopte se traduit par l'allégation d'un pur prétexte, qui est la reconnaissance ou la non-reconnaissance du discernement.

De toutes ces questions si variées, si nombreuses et si délicates qui restent encore à résoudre en prenant comme point de départ la sélection légale des enfants en trois catégories d'âge, il n'y en a qu'une, il me semble, qui puisse être facilement résolue par le juge, quel qu'il soit : c'est celle de savoir si on peut rendre l'enfant à sa famille. Tandis qu'il est souvent difficile, après quelques visites ou interrogatoires, de juger ce que vaut un enfant, il n'en est pas de même de la connaissance du milieu où il vit, que l'on peut acquérir rapidement par une enquête intelligemment conduite, que les magistrats peuvent provoquer et même surveiller.

Cette question mise à part, on ne saurait résoudre les autres que par une affirmation de tendance, déjà formulée plus haut (2). Plus l'autorité judiciaire nous offrira de garanties,

(1) Il s'ensuit qu'en ne lui reconnaissant ce pouvoir que pour les jeunes délinquants âgés de plus de quinze ans, nous établissons jusqu'à cet âge une période d'irresponsabilité pendant laquelle il ne peut être prononcé que des peines éducatrices. Entre cette période et celle de la pleine responsabilité, nous admettons une période de minorité, pendant laquelle le juge peut prononcer d'autres peines que les peines éducatrices, s'il estime que le mineur délinquant est devenu inéducable. Cette période ira suivant les opinions de quinze à seize ans ou de quinze à dix-huit ans. Sans avoir sur ce dernier point une conviction définitivement formée, j'estime que l'âge de dix-huit ans serait en tous cas une limite qu'il faudrait à tout prix ne pas dépasser.

(2) Voir *sup.*, p. 89.

plus elle nous inspirera de confiance, plus nous lui laisserons de décisions à prendre et de choix à faire. Si le juge a comme collaborateurs officiels et permanents un médecin, un fonctionnaire du service départemental des enfants assistés, le président ou le secrétaire général de la Société de sauvetage de l'enfance ou du Comité de défense fonctionnant dans son ressort, nous lui abandonnerons le soin de prononcer sur l'opportunité d'une peine éducatrice pour les mineurs âgés de plus de quinze ans, du placement familial pour les enfants de l'âge ingrat, de l'internement dans une école de préservation pour les enfants du premier âge ; nous le laisserons diriger l'enfant sur une colonie pénitentiaire ou sur une école de réforme lorsque cette alternative existe. Si, au contraire, le magistrat juge seul, sans être assisté d'autres conseils que ceux qu'il veut bien provoquer, nous serons favorable à la restriction de ses pouvoirs au profit de l'Administration, qui est toujours mieux placée pour observer et connaître un enfant dont elle a provisoirement la garde, que le magistrat qui ne fait que l'apercevoir au cours d'un défilé de prévenus de toutes sortes et de tout âge (1), comme cela se passe dans l'immense majorité des tribunaux de province.

11. — Nous arrivons ainsi à examiner l'hypothèse d'une sélection morale, opérée après coup par l'Administration. C'est le moment de préciser quelle sera cette Administration, dont nous avons parlé jusqu'ici d'une manière impersonnelle sans la définir. Sera-ce l'Assistance publique ou l'Administration pénitentiaire? Je crois que c'est l'Assistance publique qui doit être compétente pour tout ce qui concerne l'exécution des peines éducatrices (2). L'éducation fournie par l'État ou ses délégués à des enfants privés, par suite de circonstances malheureuses, de l'éducation normale par la famille, n'est pas

(1) Le rapport de M. Prudhomme au Congrès pénitentiaire de 1895 (quatrième question de la quatrième section) contient sur ce point deux pages, où se révèlent une étonnante clairvoyance et une grande largeur d'esprit, pp. 464, 465 et 466.

(2) *Rev. pénit.*, 1900, p. 630.

autre chose que l'une des plus belles formes de l'assistance publique. Tout le monde est d'accord sur ce point. Pourquoi, dès lors, ferait-on une exception au préjudice des enfants délinquants? Pourquoi les confierait-on à l'Administration pénitentiaire, alors qu'il est aujourd'hui bien entendu que, dans une bonne législation, les mesures que l'on prend à l'égard des enfants délinquants ne sauraient, à aucun degré, avoir le caractère répressif ou rétributif, et que les délits commis par ces enfants n'ont désormais qu'une valeur symptomatique, une valeur d'indication : ils signalent leurs auteurs comme des enfants en danger moral, dont l'État a le droit et le devoir de faire ou de refaire l'éducation, en un mot, comme des créanciers d'une dette d'assistance, au même titre que tous les enfants en danger moral ou moralement abandonnés, que les circonstances n'ont pas amenés à commettre des délits, mais qui sont souvent aussi dévoyés que des enfants délinquants (1).

Mais l'expression « Assistance publique » est, elle même encore assez vague (2) ; que faut-il entendre par là? S'agit-il de la direction de l'Assistance publique centralisée au Ministère de l'Intérieur, comme l'est également la direction des services pénitentiaires, ou bien du service départemental des enfants assistés? Il s'agit, en réalité, des deux à la fois. Quand l'enfant sera envoyé en placement familial, soit qu'il ait été confié au service des enfants assistés, soit, ce qui est préférable, qu'on l'ait remis à une société de bienfaisance chargée du placement, il reste toujours sous la surveillance de l'Inspection départementale des enfants assistés, car, en admettant que la société de bienfaisance puisse se passer — chose très douteuse — de la collaboration des inspecteurs pour le placement, elle doit, en tout cas, accepter leur contrôle et celui des inspecteurs généraux des services administratifs au Ministère de l'Intérieur. C'est à cette condition seulement qu'elle se

(1) *Revue pénit.*, 1900, p. 613.
(2) *Ibid.*, 1901, p. 698.

trouve qualifiée pour recevoir du Tribunal la garde d'enfants délinquants par application de la loi de 1898.

Quand, au contraire, l'enfant sera envoyé dans une école de préservation ou dans une colonie pénitentiaire, si ces établissements sont publics, leur personnel dirigeant relèvera directement de la direction de l'Assistance publique; s'ils sont privés, ils seront soumis au contrôle des inspecteurs généraux. Il n'y a, à notre avis, aucune raison de distinguer entre les écoles de préservation ou de réforme et les colonies dites pénitentiaires. Ces deux catégories de maisons ne sont et ne doivent être que des maisons d'éducation, les unes à discipline adoucie, les autres à discipline sévère. Il ne faut pas qu'on puisse dire que dans les unes on élève et dans les autres on réprime; dès lors elles doivent toutes être rattachées à la même Administration, l'Assistance publique (1). Il serait toutefois très opportun qu'on songeât à donner aux colonies pénitentiaires un autre nom d'une signification plus heureuse et en même temps plus exacte.

42. — L'Administration compétente ainsi rationnellement déterminée, quelle part va-t-elle prendre dans l'œuvre de sélection morale plus ou moins commencée par le juge? Ici encore il ne peut pas y avoir de réponse ferme. Les pouvoirs que l'on sera disposé à lui reconnaître seront mesurés par la confiance qu'elle inspirera. Nous avons fait la même observation en ce qui concerne le juge. Le seul principe que l'on puisse formu-

(1) M. Albert Rivière, dans sa déposition devant la Commission de législation criminelle au cours de l'enquête relative à la proposition Muteau (*Rev. pénit.* 1900, p. 627), a paru favorable à une sorte de division du travail entre l'Assistance publique et l'Administration pénitentiaire, la première gardant l'élite des enfants délinquants et la seconde le rebut. « Je ne verrais aucun inconvénient, au contraire, à ce que ces deux grandes administrations se pénétrassent davantage réciproquement et fissent entre elles des échanges, l'Administration pénitentiaire confiant à l'Assistance publique ses meilleurs sujets et celle-ci renvoyant à la première ses indisciplinés. » En dehors de l'objection de principe formulée plus haut, que soulève un pareil système, il me paraît y avoir contre lui un impérieux argument d'inconvénient pratique, dont la force sera décuplée le jour où, comme on doit le souhaiter, les services pénitentiaires étant rattachés à la justice, il s'agira de faire la pénétration et l'échange non plus entre deux administrations mais entre deux ministères!

ler, c'est qu'en supposant un égal degré de confiance ou de méfiance inspiré de part et d'autre, il est certain que l'Administration et, plus généralement, les personnes auxquelles on confie l'enfant délinquant, sont bien mieux placées que le juge pour le connaître et discerner le traitement qui lui convient. C'est sous le poids de cette évidence que l'on a été jusqu'à dire que le rôle du juge devait se borner à remettre purement et simplement l'enfant à l'Administration, quand il constate que la remise à la famille est impossible (1). Ce serait à l'Administration à choisir, avec la plus entière liberté, la peine éducatrice appropriée à l'individualité de l'enfant. On était conduit accessoirement à instituer des quartiers spéciaux d'observation, permettant à l'Administration de faire l'étude préalable de l'enfant confié à elle par le Tribunal.

Nous préférerions de beaucoup que, par une réforme intelligente de l'organe judiciaire chargé de statuer sur le sort de l'enfant, telle que celle à laquelle il a été fait allusion plus haut, on puisse, en toute confiance, réserver au juge le soin de déterminer avec la plus grande précision la mesure éducatrice qui convient au jeune délinquant.

Mais abandonnons ce domaine d'hypothèses où ne peuvent guère s'affirmer que des tendances.

Quel que soit le système en vigueur, quelle que soit l'autorité qui prenne l'initiative d'une première décision au sujet de l'enfant, il est impossible que cette première décision soit considérée comme définitive ; il peut d'abord y avoir eu une erreur de diagnostic, on a envoyé en placement familial un enfant qui aurait dû être soumis au régime d'une école ou réciproquement ; de pareilles erreurs sont inévitables, on ne doit songer qu'à les rendre aussi rares que possible ; il peut arriver ensuite qu'un enfant, dont le régime a été à l'origine

(1) Rapport de M. Prudhomme, *sup. cit.* La même note, un peu atténuée, a été donnée par M. Rivière dans une observation à la Société des prisons, *Rev. pénit.*, 1900, pp. 417 et 418. Rapprocher de cette observation le compte rendu de la délibération de la deuxième section de la Société sur les Ecoles de réforme (*Rev. pénit.*, 1899, p. 827.

bien choisi, cesse après coup d'être en situation d'en profiter, il lui faut autre chose, soit parce qu'il est devenu meilleur, soit parce qu'il est devenu plus mauvais. C'est à l'Administration, éclairée dans certains cas par les particuliers qui peuvent avoir assumé la charge d'élever cet enfant (1), de rectifier *a posteriori*, et d'après les indications de l'expérience la première sélection morale qui a été faite. Cette rectification, quand la peine éducatrice s'exécute par voie d'internement dans un établissement d'éducation correctionnelle, se heurte à des difficultés d'organisation pratique bien connues : c'est la question fameuse de la sélection des pires et de la sélection des meilleurs.

Ces difficultés ne se présentent pas pour un enfant délinquant envoyé en placement familial. S'il se conduit bien, ce qu'on a de mieux à faire c'est de le laisser dans la famille où il a été placé. On a employé à son égard le procédé d'éducation correctionnelle le plus adouci, et l'expérience prouve que l'on a eu raison. D'autre part, on ne peut songer à le rendre à sa famille, ce serait en quelque sorte revenir au point de départ et s'exposer, la plupart du temps, à compromettre le résultat de plusieurs années d'efforts éducateurs. Il en résulte que, parmi les enfants délinquants de cette catégorie, il ne saurait y avoir une sélection des meilleurs, on se contentera de reconnaître la bonne conduite par des récompenses habituellement pécuniaires (livret de caisse d'épargne, achats d'objets utiles, etc.).

Il y a, au contraire, une sélection des pires très facile à opérer. Si l'enfant est rebelle aux bonnes influences qui se dégagent d'un milieu familial honnête, la Société de sauvetage moral ou directement l'Assistance départementale des enfants assistés provoqueront, sur la plainte du patron, l'internement de l'enfant dans une école de réforme. Dans certains cas, il sera bon de faire précéder cette mesure grave d'un dernier essai de placement familial et de confier l'enfant à des éducateurs un peu plus énergiques.

(1) Je vise ici l'hypothèse où un placement familial a été ordonné.

Quelle que soit la solution à laquelle on s'arrête, on ne rencontre aucune difficulté d'organisation pratique.

Il n'en est pas de même, je viens de le dire, quand il s'agit d'enfants placés dans des écoles de réforme ou des colonies pénitentiaires. Il est alors possible de songer à faire la sélection des meilleurs parallèlement à la sélection des pires, et la première question qui se pose, vivement discutée, est celle-ci : Faut-il faire la sélection des meilleurs ? Quant à la sélection des pires, personne ne fait difficulté d'en reconnaître la nécessité. Mais on se partage sur le procédé de cette sélection. Faut-il réunir tous les enfants récalcitrants ou insubordonnés dans un même établissement ou bien les conserver dans la maison d'éducation correctionnelle où ils ont été placés, mais en leur affectant un quartier séparé, avec une discipline spéciale et plus rigoureuse (1) ?

Examinons d'abord la première question, celle de la sélection des meilleurs. Un enfant placé dans une colonie pénitentiaire donne des preuves sérieuses d'amendement, faut-il se contenter de récompenser sa bonne conduite par la série de faveurs que le règlement disciplinaire met à la disposition des directeurs, ou bien faut-il le faire sortir de la colonie et le placer soit dans une école de réforme qui pourrait être spécialement affectée aux amendés des colonies pénitentiaires (2), soit même chez des particuliers ? Même question pour un enfant placé dans une école de réforme, avec cette variante que l'école de réforme, étant déjà une maison à discipline adoucie, s'il en sort, ce ne peut être que pour être envoyé en placement familial ou mis en apprentissage. L'accord n'a pas

(1) Voyez sur ces deux questions, *Rev. pénit.*, 1899, p. 829 et la note, 1900, pp. 274, 275, 403. Cette question de la sélection des pires et des meilleurs n'est d'ailleurs pas spéciale aux enfants, elle se pose aussi pour les détenus adultes. Actes du Congrès international pénitentiaire de 1895. Rapports sur la septième question de la deuxième section, pp. 373 et s. Discussions des sections, pp. 323 et s., *Rev. pénit.*, 1895, p. 1023 et p. 1082. Voyez aussi ma communication sur les quartiers d'amendement, *Rev. pénit.*, 1895, p. 327.

(2) On paraît avoir, en effet, unanimement reconnu l'impossibilité de mêler ces amendés des colonies pénitentiaires avec la population normale des écoles de réforme.

encore pu se faire entre les praticiens sur tous ces points ; la Commission d'éducation correctionnelle s'est crue cependant assez autorisée pour les trancher dans le sens suivant : elle a voté la création d'écoles de réformes spéciales pour les amendés des *maisons d'éducation pénitentiaire* (1). Mais il n'apparaît pas qu'elle se soit montrée défavorable au placement chez les particuliers, déjà pratiqué par application de l'article 9 de la loi de 1850 en faveur des enfants qui paraissent définitivement corrigés. D'ailleurs, je crois qu'au sein de la Commission, pas une voix ne s'est élevée pour critiquer cette excellente institution, qui a été en France la première et la plus heureuse organisation de la libération conditionnelle. On peut donc dire que la sélection des meilleurs a été acceptée sous cette forme par tout le monde.

La création d'une maison ou de quartiers spéciaux dans les écoles de réforme pour les amendés des colonies pénitentiaires a été, au contraire, combattue par les directeurs d'établissements et par quelques magistrats ou fonctionnaires. Cette opposition nous semble tout à fait justifiée à quelque point de vue qu'on se place. Si c'est l'intérêt des colonies qu'on envisage, on aperçoit immédiatement qu'en leur enlevant leurs bons sujets, au fur et à mesure qu'ils apparaissent meilleurs que leurs camarades, on appauvrit nécessairement les éléments moralisateurs qu'elles possèdent. « Enlever les bons, a dit M. Guillot, c'est décapiter les établissements. Il faut laisser les bons avec les moins bons, car si l'éducation se fait par les maîtres, elle se fait aussi par les enfants, c'est l'éducation mutuelle » (2). Il serait évidemment excessif d'aller jusqu'au bout de cette affirmation, ce serait la suppression de la libération conditionnelle et du placement chez les particuliers ; mais elle est vraie en tant qu'elle consacre la nécessité de favoriser, dans la colonie, la contagion imitative du bien

(1) C'est l'appellation que la Commission entend substituer à celle de colonie pénitentiaire. Quant aux écoles de réforme spéciales, elles sont devenues dans l'arrêté du 30 juin 1899 de simples quartiers de récompense.

(2) *Rec. pénit.*, 1900, p. 274. Conf. *ibid.*, pp. 267 et 270.

par l'exemple d'enfants déjà affermis dans la bonne conduite et qui servent de modèles à leurs camarades. Si l'on se place au point de vue des bons sujets eux-mêmes, leur envoi dans une école de réforme ne paraît devoir présenter aucune efficacité. C'est un internement qui succède à un autre internement : la discipline seule est adoucie. Je doute que l'enfant ainsi récompensé apprécie beaucoup la mesure de faveur dont il est l'objet. Pour mon compte, je ne vois aucun inconvénient à le mettre en libération conditionnelle directement et sans stage intermédiaire dans une maison moins sévère. S'il se corrige dans le milieu moins favorable de la colonie pénitentiaire, ce sera une preuve d'énergie morale souvent plus démonstrative que celles qu'auront à fournir les meilleurs sujets des écoles de réforme que l'on ne fait pas difficulté d'envoyer en placement. Pourquoi dès lors lui faire un traitement différent (1)?

La création des quartiers de récompense peut être considérée comme une transaction entre les partisans et les advesaires de l'envoi dans des établissements spéciaux des amendés des colonies pénitentiaires.

Arrivons à la sélection des pires. Il ne semble pas, ai-je dit plus haut, qu'on ait jamais fait difficulté d'en reconnaître la nécessité. Le désaccord ne se produit que sur le moyen de l'opérer. Faut-il adopter le système des quartiers correctionnels dans chaque colonie ou celui de la colonie purement correctionnelle, où seraient tranférés et réunis tous les insurbordonnés des colonies pénitentaires (2)? La loi de 1850 a résolu la question dans ce dernier sens, mais on est resté quarante-cinq ans sans poursuivre l'application pratique de cette solu-

(1) *Rev. pénit.*, 1900, p. 409. « La récompense des meilleurs doit être la libération conditionnelle..., l'école des meilleurs c'est le placement familial. » Observation de Louis Rivière à la séance de la Société générale des Prisons du 21 février 1900. Conf. *Rev. pénit.*, 1900, p. 596, pp. 1034, 1035 et 1036.

(2) Quant aux insubordonnés des écoles de réforme, ils devraient, ce semble, être dirigés sur une colonie pénitentiaire et c'est seulement si cette première sévérité se trouvait inefficace qu'on pourrait songer à leur faire descendre le second degré dans la sélection des pires.

tion, puisque la création de la colonie d'Eysses, la seule colonie correctionnelle que nous possédions, ne date que de 1895.

Actuellement encore, le problème est à l'étude. Il est assez difficile d'indiquer l'orientation de l'opinion dominante : il nous paraît cependant que les adversaires de la colonie correctionnelle sont plus nombreux que ses partisans.

Les arguments que l'on fait valoir en faveur des quartiers correctionnels établis dans chaque colonie sont les suivants :

Il est bon que le mauvais exemple soit puni dans l'établissement même où il a été donné. « La punition doit être immédiate, elle doit être visible. Il faut qu'à l'autre bout de la colonie il y ait un quartier cellulaire où l'on couche sur la dure, où l'on mange mal, un quartier que l'on puisse montrer aux mauvaises têtes en leur disant : « Vous voyez là-bas, si vous « bronchez, c'est là que vous irez rejoindre Jacques et Pierre... « et tout de suite » (1) !

D'autre part, le quartier correctionnel placé dans la colonie même n'offre pas à l'enfant puni cet « attrait de l'inconnu, cette perspective de changement » qui s'attachent à l'envoi dans une colonie correctionnelle plus ou moins lointaine. La colonie correctionnelle c'est la Nouvelle-Calédonie des enfants (2).

On lui reproche, en somme, de n'être ni exemplaire, ni intimidante (3).

Les critiques ne font pas non plus défaut contre les quartiers correctionnels.

Il faut éviter, dit-on, le spectale d'une prison dans une maison d'éducation. On s'attache, en ce moment, à faire disparaître des établissements réservés aux enfants délinquants tout

(1) Observations de M. Albert Rivière à la Séance de la Société des Prisons du 21 février 1900, *Rev. pénit.*, 1900, p. 407. Conf. *ibid.*, pp. 266 et 268.

(2) *Rev. pénit.*, pp. 403 et 417.

(3) Je ne crois pas devoir retenir un autre argument proposé en faveur des quartiers correctionnels. « Si les directeurs d'établissement savent, dit-on, que tous les enfants qui leur arrivent demeureront quand même avec eux, ils y veilleront de plus près et ne négligeront rien dès les premiers jours pour essayer de les améliorer ». *Rev pénit.*, 1901, p. 597.

ce qui a, de près ou de loin, l'aspect pénitentiaire. C'est aller directement contre ce but que d'y installer un quartier correctionnel avec des barreaux, des clôtures sévères, des cellules, sans parler d'autres détails, tels que les cris des jeunes insubordonnés pendant les premières heures de leur réclusion, ou les communications qu'ils peuvent continuer d'entretenir avec leurs camarades restés libres.

« Je considère, a dit un inspecteur général, que le quartier correctionnel dans la colonie est un sujet permanent de protestation indisciplinée et j'aime mieux extirper la mauvaise herbe et l'expédier au loin que de la laisser pourrir sur place » (1).

D'autant plus qu'ainsi transplantée, la mauvaise herbe pourra s'améliorer. C'est là une seconde considération en faveur des colonies correctionnelles. Le changement de maîtres et de méthode éducatrice peut avoir une heureuse influence sur le caractère de l'enfant (2).

J'ajoute que l'opinion a été émise que le séjour dans la colonie correctionnelle se ferait normalement sous le régime de la séparation individuelle sans limitation de durée. Les partisans des quartiers correctionnels peuvent faire valoir que rien n'empêche d'appliquer le même régime auxdits quartiers.

Les directeurs d'établissement paraissent hostiles aux colonies correctionnelles, tandis que le personnel de l'inspection leur semble plutôt favorable, ou tout au moins disposé à appliquer concomitamment les deux systèmes, ce qui est peut-être le meilleur parti à prendre (3).

En tout cas, même si l'on est partisan des colonies correctionnelles, on doit trouver très fâcheuse la pratique actuelle qui consiste à entasser dans une colonie unique tous les déchets des autres colonies. La loi de 1850 prévoyait une ou plusieurs colonies correctionnelles ; près de cinquante ans

(1) *Rev. pénit.*, 1900, p. 425. Réponse à cette objection dans *Rev. pénit.*, 1900, p. 586.

(2) *Rev. pénit.*, 1900, p. 440. Contra, *Rev. pénit.*, 1900, p. 596.

(3) *Rev. pénit.*, 1900, p. 440.

après, avec une population de jeunes délinquants plus considérable (1), on se contente de créer une seule colonie, alors qu'il en faudrait peut-être dix, car si le système de la colonie correctionnelle peut produire de bons effets, ce n'est qu'à la stricte condition d'observer la règle que nous étudierons plus bas, celle des petits effectifs d'enfants, confiés à un personnel nombreux.

DEUXIÈME SECTION

DES CONDITIONS GÉNÉRALES D'EFFICACITÉ DE LA PEINE ÉDUCATRICE

43. — Nous ne rencontrons guère de difficultés pour formuler ces conditions. L'expérience les a révélées depuis longtemps, et ce sont des raisons complètement étrangères à la science pénitentiaire qui ont empêché jusqu'ici, en France, d'y donner satisfaction.

Je crois pouvoir résumer ces conditions à trois, que nous étudierons successivement :

1° Il faut que l'effectif d'enfants soit petit ;

2° Que le personnel éducateur soit nombreux et choisi ;

3° Que l'application de la peine éducatrice soit prolongée.

Ces conditions concernent surtout la peine éducatrice exécutée par voie d'internement, cependant la troisième peut être considérée comms s'appliquant aussi aux enfants envoyés en placement familial.

44. — 1° La nécessité des effectifs réduits peut être considérée comme un axiome de la science pénitentiaire (2). « L'agglomération c'est l'ennemi », répète-t-on aujourd'hui couramment, mais l'on ajoute aussi « la question d'argent seule est embarrassante (3). C'est la seule objection que l'on oppose à la création de colonies moins peuplées et beaucoup plus nom-

(1) Voir quelques chiffres, *Rev. pénit.*, 1900, pp. 59 et 60.
(2) *Rev. pénit.*, 1900, pp. 397. 756.
(3) *Ibid*, 1900, p. 758.

breuses, ou encore au fractionnement des grandes colonies en subdivisions complètement séparées, comme cela se pratique à Mettray : de ces deux procédés qui permettent de réaliser la réduction des effectifs, le dernier est habituellement présenté comme préférable au premier.

Il est à peine utile d'insister sur les inconvénient des gros effectifs : d'une part, les enfants, étant plus nombreux, se sentent plus forts en face de l'Administration : l'esprit de corps y est plus développé et dans un sens naturellemcnt très fâcheux. L'opinion des camarades contrebalance facilement l'influence des maîtres et les amène à placer leur amour-propre dans leur incorrigibilité. D'autre part et surtout, les efforts moralisateurs du personnel ne peuvent avoir qu'un résultat insignifiant. Disséminés sur cette foule d'entants, ils n'en atteignent aucun, le souci du maintien de la discipline passe au premier rang et absorbe celui de l'éducation individuelle : on se contente d'obtenir du plus grand nombre une correction extérieure suffisante. Ce système, qui est déjà critiquable quand il s'applique à des enfants honnêtes, qui rencontrent dans leur famille l'éducation morale que leurs instituteurs ou professeurs ne leur donnent pas, devient déplorable pour des enfants vicieux qu'il ne faut pas seulement instruire, mais, avant tout, redresser moralement. L'instruction peut être collective, mais l'éducation est toujours individuelle : il faut donc que les enfants soient peu nombreux si l'on veut laisser au maître le temps matériellement nécessaire pour s'occuper de chacun d'eux.

L'exemple de la Suisse est ici tout à fait probant. Les établissements correctionnels y sont relativement nombreux et ne contiennent guère, en moyenne, que quarante à soixante enfants au plus. Le chiffre de soixante a même été jugé excessif (1). Les résultats obtenus sont excellents. En France, de bons résultats ont été également constatés dans les cas assez rares où l'on a donné satisfaction à la règle des petits

(1) *Rev. pénit.*, 1897, pp. 303 et 538 ; 1900, pp. 405, 409, 433. Adde les références aux ouvrages de M. Henri Joly citées, *Rev. pénit.*, 1897, p. 520, note 1.

effectifs, soit par la création de petites colonies comme la Couronne, soit par le fractionnement d'une grande colonie en subdivisions complètement séparées (Mettray, Saint-Hilaire) (1).

Les petits effectifs présentent enfin, aux yeux des partisans des quartiers correctionnels, un dernier avantage : c'est de diminuer le nombre des insubordonnés dans de telles proportions que le besoin de s'en débarrasser devient beaucoup moins impérieux (2).

45. — 2° La nécessité d'un personnel éducateur nombreux et choisi s'impose, comme celle de la réduction des effectifs, au nom de l'évidence. Comme elle aussi, elle se heurte à des objections, la plupart financières, dont la solution, au moins en France, n'apparaît pas encore comme prochaine (3). Sans aller jusqu'à demander que chaque enfant ait « son ange gardien » (4), on est forcé de reconnaître que le personnel actuel de nos colonies est absolument insuffisant. Je ne me place qu'au point de vue du nombre en ce moment. A mon avis, un maître, chargé non seulement de l'instruction mais de l'éducation, ne peut pas s'occuper sérieusement de plus de dix enfants : ce chiffre est tout à fait un maximum. Il paraîtra même excessif à tous ceux qui savent par expérience que pour élever un enfant, et à plus forte raison pour redresser un enfant vicieux il faut vivre avec lui. L'influence du maître ne résulte pas seulement de son enseignement oral, donné en classse pendant quelques heures par jour, et qui a souvent pour but l'instruction et la culture de l'esprit, elle s'exerce surtout en dehors de la classe par de bons exemples, par de bons conseils adressés à l'enfant lorsque l'occasion s'en présente, au cours d'une promenade, d'une récréation, au hasard d'un de ces moments d'épanchement, qui sont comme des petites crises morales d'où l'enfant peut sortir transformé

(1) Voyez les statistiques de récidive dans *Rev. pénit.*, 1900, p. 749.
(3) *Rev. pénit.*, 1900, p. 597.
(2) *Ibid.*, 1900, p. 397.
(4) Voir *suprà*, p. 103.

si le maître est là, à côté de lui, pour le comprendre et le relever par le mot juste et qui va au cœur.

Mais si nous sommes favorable à la multiplicité des éducateurs qui seule permet de répartir entre eux les enfants par petit groupes — c'est, en somme, le principe des effectifs restreints qui continue ici à s'appliquer — nous voulons que ce maître auquel nous confions la charge de huit ou dix enfants soit, à la fois, leur professeur à l'école, leur contremaître à l'atelier, leur compagnon dans leurs jeux, leur conseiller dans leurs conversations et leurs heures de liberté. Il ne faut pas que les influences se succèdent et se neutralisent ; l'éducation est la préoccupation dominante de toute école de réforme ou de préservation, et, comme elle ne peut être l'œuvre que d'un seul, les enfants doivent toujours rester dans la même main, quelle que soit la variété de leurs occupations ; d'autant plus, et ceci est un autre aspect de la question, que s'il est difficile de leur trouver un maître qui réunisse les qualités désirables, il le sera encore plus d'en trouver trois ou quatre (1).

Ceci nous amène au choix du personnel, après nous être occupé seulement du nombre. Plus un personnel est nombreux, plus il doit être choisi, car l'influence du maître étant d'autant plus considérable qu'elle s'exerce sur un plus petit nombre d'enfants, il faut à tout prix que cette influence soit excellente, ce qui suppose non seulement que le maître est un homme, foncièrement honnête, mais aussi qu'il est intelligent, suffisamment instruit et surtout capable d'instruire et d'élever les autres. Pour être éducateur il faut la vocation. Aussi ne suis-je pas d'avis que les obstacles que rencontre l'amélioration du personnel de nos colonies soient exclusivement d'ordre financier. Les surveillants des colonies reçoivent 80 francs par mois, ils ont en plus le logement, le pain et une petite quantité de vivres (2). Ce salaire est suffisant pour que l'on puisse faire un choix parmi les candidats qui se présen-

(1) Toutes ces critiques portent directement contre la séparation des fonctions d'éducation et de surveillance observée dans nos colonies pénitentiaires.

(2) *Rev. pénit.*, 1900, p. 758.

tent : peut-être pourrait-on l'augmenter de quelques centaines de francs, afin d'avoir le droit de se montrer plus difficile sur les capacités intellectuelles et le degré d'instruction. C'est seulement dans ce sens que l'élévation des traitements pourrait avoir quelque répercussion. Quant aux aptitudes professionnelles, au dévouement, au goût du métier, si la perspective d'avantages matériels plus considérables ne peut être que favorable à leur développement, il ne faut pas espérer, cependant, introduire quelque proportion entre ces avantages et ce développement. Il existe une limite au delà de laquelle le dévouement cesse de pouvoir figurer comme élément commutatif dans un contrat. Au delà de cette limite, l'argent perd sa puissance d'achat, et il faut compter sur un autre ressort, qui est habituellement la croyance religieuse. C'est seulement si l'on a le courage d'aller jusqu'au bout de cette idée, que l'on parviendra à réaliser, dans les établissements destinés aux enfants délinquants ou vicieux, d'autres progrès que ceux de l'instruction ou de l'hygiène (1).

J'ajoute que l'expérience prouve qu'il y a avantage à confier les enfants au-dessous de douze ans à des femmes et que l'on a même obtenu de très bons résultats en soumettant à la même éducation des enfants plus âgés (2). Il convient, toutefois, de ne pas tirer de cette dernière remarque des conclusions trop générales.

46. — 3° Si l'on peut avoir la prétention d'assigner d'avance à la peine une durée déterminée, quand on se propose comme but principal l'intimidation, il ne saurait en être de même pour la peine purement éducatrice. Cette affirmation est de toute évidence, et si l'on se heurte encore à certaines hésitations sur ce point, à certains désirs de doser la durée de l'internement de l'enfant, c'est qu'il y a encore quelques esprits qui n'ont pas pleinement accepté notre point de départ, et qui veulent teinter plus ou moins les peines réservées aux enfants des

(1) Conf. *Rev. pénit.*, 1900, p. 432.
(2) *Rev. pénit., loc. sup. cit.*

idées de répression et de rétribution. La meilleure preuve que l'on puisse invoquer pour montrer combien le caractère éducatif prédominant de la peine est incompatible avec le système des condamnations à durée courte ou tout au moins déterminée à l'avance, c'est que le jour où l'on a sérieusement entrepris de donner à la peine des adultes l'amendement comme but principal, on est arrivé fatalement à l'usage de la sentence indéterminée comme moyen. Tel est l'exemple que nous donnent les Reformatories des États-Unis d'Amérique.

Nous pouvons donc considérer comme acquise cette troisième condition générale d'efficacité de la peine éducatrice.

TROISIÈME SECTION

DES PRINCIPAUX MOYENS DE MORALISATION

17. — Ici encore il ne peut être question que d'esquisser de grandes lignes, car, s'il est vrai que l'éducation est œuvre individuelle, quand on l'envisage au point de vue de l'enfant qui la reçoit, cela n'est pas moins vrai si l'on se place au point de vue du maître qui la donne (1). Il y a certains procédés d'éducation qu'il serait dangereux de proscrire ou de recommander sans réserve : tout dépend de ceux qui les emploient. C'est le cas de répéter, sans toutefois prendre cette formule au pied de la lettre, « qu'un bon personnel d'éducateurs vaut à lui seul tout un système d'éducation ». Nous apercevons ainsi, dès le début, que l'on ne peut attendre de résultats sérieux d'un procédé quelconque de moralisation, punition, récompense, etc., que si l'on a cherché préalablement à satisfaire aux conditions générales d'efficacité de la peine éducatrice qui viennent d'être rappelées. Tant que l'on continuera, comme nous le faisons en France, à confier de gros effectifs aux soins d'un personnel insuffisant, il ne faut pas se faire l'illusion qu'un perfectionnement quelconque des méthodes d'instruction, une

(1) *Rev. pénit.*, 1900. p. 1046.

modification des règlements, une amélioration du régime disciplinaire puissent, en quelque sorte, entraîner automatiquement la régénération morale des enfants. Je suis loin de méconnaître que de pareilles innovations ne produisent malgré tout quelques effets bienfaisants, mais combien ces effets seraient multipliés et élargis si, avant de créer, pour ainsi dire, ce nouvel outil de culture morale, on se préoccupait davantage de choisir la main qui doit le manier et d'aménager le terrain, où, l'on se propose de l'employer !

C'est sous le bénéfice de cette observation, qu'il est essentiel d'avoir toujours présente à l'esprit, que nous allons passer à l'examen des moyens de moralisation, dont les principaux sont les suivants :

1° L'éducation morale et religieuse ;
2° L'instruction ;
3° L'éducation professionnelle ;
4° Le régime disciplinaire ;
5° La libération conditionnelle.

48. — 1° Le redressement moral des enfants étant le but même de la peine éducatrice, il semble à peine utile d'ajouter que l'éducation morale doit tenir une place prépondérante dans l'organisation de cette peine. C'est vers elle que tout doit converger, c'est elle que l'on doit poursuivre alors même qu'on paraît plutôt occupé de la formation intellectuelle ou professionnelle des enfants. Or, comme il semble jusqu'à présent établi que c'est sous la forme de l'enseignement religieux que les enfants s'assimilent le plus facilement l'enseignement moral, car la morale religieuse a un caractère plus impératif et plus concret que la morale purement philosophique, il s'ensuit que l'éducation religieuse doit être la première des disciplines moralisatrices en usage dans un établissement réservé aux enfants délinquants. Cette conclusion se heurte aujourd'hui, en France, aux revendications d'un libéralisme naïf, qui invoque la neutralité religieuse de l'État moderne et le respect dû à la liberté des consciences. La question du relèvement moral de l'enfance coupable est une question de politique

criminelle et non de simple politique ; il ne faut pas en chercher la solution en dehors du terrain où se renferme la politique criminelle, et qui est le terrain de l'expérience et des résultats. Or, à ce point de vue, l'efficacité moralisatrice de l'enseignement religieux ne paraît pas discutable. Elle a été et est encore constatée et affirmée par les praticiens de l'éducation correctionnelle, et les témoignages qui lui ont été rendus sont tellement nombreux qu'il semble que l'on ait affaire à un véritable axiome de la science pénitentiaire. Cette conviction a été pendant toute sa vie le soutien de l'illustre Howard ; elle était partagée par les généreux fondateurs de Mettray ; elle est aujourd'hui très ouvertement professée par les pénitentiaires anglais, américains, allemands, iltaliens (1), et j'ajouterai également par les pénitentiaires français (2),

(1) Ne pouvant multiplier les citations, je me limite aux suivantes, empruntées à un praticien de chaque pays.

Will. Tallack, *Penological and preventive principles*. Londres 1896. En particulier, chap. I, pp. 33 et suiv. Godliness the chief principle « Beyond all other fondamental principles for the diminution or restoration of criminals, true Godliness is the strongest, etc. » ; ch. XXIV. Christianity the chief basis for moral reforms and restraints.

Frederic Howard Wines, *Punishment and réformation*. New-York, 1895. En particulier, chap. X. The Elmira system, pp. 207 et suiv. « Without the appeal of conscience in the name of God... without holding before their minds judgment and mercy, destruction and forgiveness... the central spring of moral activity will not have been reached and any reformation wich may take place will be superficial and evanescent ».

Krohne, *Lehrbuch der Gefangniskunde*, Stuttgart, 1889, V^e^ partie, Ch. XI, § 136, Zwangserziehungsanstalten für jugendliche Rechtsbrecher, pp. 509 et suiv. Alle Erziehung beruht auf einer gesunden Religiosität, das ganze Leben in der Anstalt muss daher von religiosem Geiste getragen sein, etc.

Curli et Bianchi, *Le nostre Carceri et i nostri Riformatorii*. Milan, 1902, pp. 286, et suiv. « L'educazione senza la religione e distrutta, etc. »

Puis-je compléter ces citations en rappelant le fameux incident qui se produisit au moment de la visite de la colonie de Montesson (Ecole Théophile Roussel) par les délégués étrangers, lors du Congrès pénitentiaire de 1895 ? Les visiteurs furent vivement émus de n'y voir aucun édifice consacré au culte, ils le furent encore davantage quand on répondit à leurs questions que le besoin ne s'en faisait sentir, *Rev. pénit.*, 1895, pp. 1336, n. 3 et 1337. Conf. le § 3 des résolutions du Congrès pénitentiaire de Stockholm. *Rev. pénit.*, 1880, pp. 388, 389 et 389.

(2) Guillot, Institutions pénitentiaires de la France, 1895, *L'Enfance* pp. 302 et 362.

Conf. *Rev. pénit.*, 1900, pp. 72, 617.

Exposé du système d'éducation pénitentiaire publié par le Ministère de l'Intérieur (1901) pp. 56 et 57.

abstraction faite des fonctionnaires dont la réserve à ce sujet ne saurait être interprétée, vu les circonstances, comme une opinion divergente. Enfin, la puissance de l'éducation religieuse, comme ressort de relèvement moral, est révélée par les faits eux-mêmes. Je citerai, entre beaucoup d'autres, la faible proportion de récidivistes parmi les libérés de Saint-Ilan, de Frasne-le-Château et de Saint-Éloi, dont le personnel est congréganiste (1).

Les citations qui viennent d'être faites laissent apercevoir dans quel sens large on entend ces mots, éducation religieuse. Ils désignent l'enseignement de la morale chrétienne, mais ne contiennent aucune indication sur la forme confessionnelle de cet enseignement, qui peut varier selon les pays et les circonstances. Quelle que soit l'autorité qui l'enseigne et l'interprète, la morale évangélique conserve toujours son charme persuasif et pénétrant. Ce qui importe avant tout, c'est de ne pas se priver gratuitement, par un respect mal compris de la liberté de conscience, comme on le fait en France, d'une ressource aussi précieuse pour la réforme des jeunes délinquants (2). « Cela crée à nos établissements publics un état d'infériorité constaté, avoué, vis-à-vis des établissements privés ; cela nous crée un état d'infériorité lamentable vis-à-vis des établissements de l'étranger, car aucun pays civilisé ne se prive de ce moyen d'action » (3). Sur le terrain de la politique criminelle, dans la recherche expérimentale des procédés les meilleurs pour combattre le crime, « là où l'on ne trouve, où l'on n'utilise jamais trop de leviers, de points d'appui, d'auxiliaires pour l'œuvre de la formation morale ou de la reformation morale de l'enfance », on ne s'égare pas dans les discussions dogmatiques, philosophiques ou religieuses, on adopte les moyens qui réussissent et l'on écarte ceux qui échouent. « Il ne saurait être question, comme le disait M. Alpy au Conseil

(1) *Rev. pénit.*, 1900, p. 749.

(2) Et cela par une violation flagrante de la loi de 1850, art. 1, et du règlement de 1869, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer dans notre exposé de la législation française, p. 73.

(3) *Rev. pénit.*, 1900, p. 618.

général de la Seine, de parler de liberté de conscience vis-à-vis des jeunes détenus, alors que la conscience est précisément la chose qui leur manque le plus » (1).

49. — 2° Le deuxième moyen de moralisation, c'est l'instruction. Ce n'est pas qu'à notre avis l'instruction — il ne peut s'agir ici que de l'instruction primaire — exerce une influence directe sur le moral de l'enfant ; je ne vois rien dans la grammaire, le calcul ou la géographie élémentaire, qui puisse contribuer au redressement des jeunes consciences. Mais l'instruction donne à l'enfant des facilités plus grandes de gagner sa vie ; on la doit par conséquent aux jeunes délinquants, plus encore, s'il est possible, qu'aux autres enfants, car ils en auront un besoin plus pressant. Il faut prendre garde, toutefois, de ne pas aller trop loin dans cette voie, et les praticiens de l'éducation correctionnelle ne se lassent pas de donner, sous toutes les formes, le conseil très net de ne pas dépasser, en fait d'instruction, le niveau moyen de la classe sociale, où le jeune libéré sera appelé à vivre (2). On peut répéter ici, en l'accentuant, tout ce qui a été dit sur les dangers que présente pour l'avenir de la société et de la démocratie une instruction intellectuelle trop intense, à laquelle ne correspondent pas des progrès équivalents dans la culture morale et l'intelligence des lois sociales. L'instruction a pour but, non pas unique mais principal, de permettre à l'enfant devenu homme de s'acquitter plus aisément et plus complètement des devoirs de son état quel qu'il soit, mais il faut éviter qu'elle crée en lui des appétits qu'elle ne lui donnera pas le moyen de satisfaire.

Au-dessous de treize ou quatorze ans, on est d'accord pour ne pas dépasser, dans les établissements d'éducation correctionnelle, les cadres de l'instruction primaire. Au-dessus de cet âge — et les enfants peuvent rester dans la colonie jusqu'à

(1) Cité par M. Molinier dans sa thèse sur l'*Enfance coupable*. Paris 1899, p. 169.

(2) Résolutions du Congrès de Stockholm, *Rev. pénit.*, 1880, p. 399, Krohne, *Lehrbuch der Gefängniskunde, loc. sup. cit.*, p. 510.

leur vingtième année — la question est de savoir s'il faut leur donner ce qu'on pourrait appeler un enseignement primaire supérieur, dont le programme se rapprocherait sensiblement des cours d'adultes organisés le soir dans certaines villes et suivis par une élite d'ouvriers intelligents et laborieux, ou bien s'il faut se contenter de leur conserver dans son intégrité le petit bagage de connaissances qu'ils ont acquises, et auxquelles s'en tiennent la plupart du temps la masse des enfants honnêtes qui passent par nos écoles primaires. M. Krohne semble opiner en faveur de la première alternative (1); la seconde est, au contraire, défendue par le directeur de la colonie de Sainte-Foy. « Les pousser plus loin (que le certificat d'études) ne nous paraît pas utile, mais presque funeste pour de telles natures. Une instruction trop développée excite l'imagination de ces garçons et peut en faire des déclassés dangereux. Nous avons essayé trois fois, nous l'avons regretté » (2). Le reclassement de l'enfant doit être, en effet, d'autant plus facile qu'il y aura moins de discordances et plus de similitudes entre lui et le milieu où il doit vivre. En réveillant le sens moral de l'enfant, en combattant ses tares héréditaires ou acquises, on a travaillé à assourdir bien des discordances, il faut éviter d'en créer de nouvelles, et dans un autre sens, en donnant aux jeunes délinquants une instruction disproportionnée avec la tâche modeste qu'ils sont appelés à remplir.

Toutefois, deux observations rectificatives s'imposent. La première, c'est que, si l'on a affaire à des natures d'enfants tout à fait exceptionnelles et très bien douées, il faudra leur faciliter l'ascension à un degré d'instruction supérieur; il vaut mieux leur donner immédiatement et dans de bonnes conditions ce supplément de savoir qu'ils chercheront plus tard à acquérir par eux-mêmes sans direction. La deuxième obser-

(1) KROHNE, *Lehrbuch*, *loc. sup. cit.*

(2) *Exposé du système d'éducation pénitentiaire publié par le Ministère de l'Intérieur*, 1901. Monographie de SAINTE-FOY, pp. 58 et 59. Conf. dans le même sens l'avis de plusieurs praticiens, rapporté par M. ALBERT RIVIÈRE dans *Rev. pénit.*, 1900, pp. 1034 et 1035.

vation, c'est que les dangers d'une culture intellectuelle poussée au-dessus du niveau moyen peuvent être, sinon supprimés, au moins diminués par un développement corrélatif de l'éducation morale et religieuse.

50. — 3° Troisième moyen de moralisation : l'éducation professionnelle. Tout le monde est d'accord sur la nécessité d'imposer aux jeunes délinquants un travail manuel. Mais l'on est loin de s'entendre sur l'idée maîtresse qui doit dominer l'organisation de ce travail. On peut d'abord ne voir dans ces occupations qu'un moyen de discipline. Les enfants ne peuvent passer toute leur journée en classe ou en récréation, l'instruction qu'on leur donne n'est pas assez intensive pour nécessiter des études prolongées suivies de nombreuses heures de détente. Le travail manuel est tout indiqué pour absorber leur supplément d'activité ; cette utilisation de leur énergie les intéressera et les initiera peu à peu à la satisfaction très moralisatrice que l'on goûte dans l'accomplissement d'une tâche. Des enfants qui travaillent sont habituellement dociles. Il est bon, d'autre part, qu'ils se couchent fatigués par des efforts physiques : on obtient ainsi un bon sommeil réparateur qui les garantit contre les suggestions de leur imagination souvent inquiète et pervertie.

Dans cette première conception de l'éducation professionnelle, on peut dire que le travail est recherché pour lui-même et que la question des produits de ce travail est mise au second plan.

Certains esprits seraient, au contraire, disposés à donner à cette question plus d'importance. Ils estiment, et c'est là une deuxième conception, que le travail des enfants doit être utilisé dans l'intérêt de l'établissement et pour diminuer ses frais généraux. Certes, ce ne saurait être là le but principal de l'éducation professionnelle, mais il ne faudrait pas, par une sorte de pharisaïsme, le passer systématiquement sous silence (1).

(1) Rapport de M. Brueyre au Congrès pénitentiaire international de Bruxelles (1900). Tirage à part, p. 24.

Enfin, nous arrivons à une troisième et dernière conception beaucoup plus répandue. L'éducation professionnelle n'est pas tant un moyen de moralisation pour le présent que pour l'avenir. Il faut poursuivre avant tout le reclassement de l'enfant une fois libéré ; il doit être mis en état de gagner sa vie au sortir de la maison d'éducation correctionnelle, il est donc nécessaire qu'il fasse dans cette maison l'apprentissage d'un métier.

Suivant que l'on s'inspire principalement de l'une ou l'autre de ces idées, on est plus ou moins favorable à telle organisation du travail manuel et à telle nature de travaux. Si l'on suit la première idée, on choisira des travaux au grand air, qui développent le corps dans de bonnes conditions d'hygiène ; si l'on suit la seconde idée, on préférera les travaux les plus productifs ; enfin, si l'on suit la troisième, on adoptera le genre de travail qui fournira le plus sûrement à l'enfant son gagne-pain.

A vrai dire, je ne crois pas que l'on ait pratiqué jamais d'une façon exclusive aucun de ces systèmes. Les trois conceptions qui viennent d'être dégagées se sont toujours plus ou moins mélangées et, à l'heure actuelle, ce n'est pas sans difficulté que l'on peut reconnaître la tendance qui domine dans le monde des praticiens.

Il n'est pas douteux que les hommes de bien qui ont été les initiateurs de l'éducation correctionnelle en France étaient d'avis que les enfants devaient être appliqués aux travaux de l'agriculture (1). C'est à Charles Lucas, le fondateur du Val-d'Yèvre, que nous devons le fameux aphorisme « améliorer la terre par l'enfant et l'enfant par la terre » qui devait fournir aux partisans de la transportation un facile argument d'analogie. Le fondateur de Mettray, M. Demetz, avait rapporté de ses voyages en Angleterre et en Amérique la même conviction, et l'on peut dire que l'article 3 de la loi du 5 août 1850, en décidant que les jeunes détenus seront « appliqués aux tra-

(1) GUILLOT, Institutions pénitentiaires. *L'Enfance*, pp. 361 et suiv.

vaux de l'agriculture ainsi qu'aux principales industries qui s'y rattachent », n'a fait que consacrer législativement ce qui était alors considéré comme un principe de la science pénitentiaire. L'éducation professionnelle a connu ainsi une première période, au cours de laquelle on paraît s'être inspiré beaucoup plus de la première conception, exposée plus haut, que de la dernière. Le travail des champs était imposé aux enfants, non pas tant pour leur fournir un moyen de reclassement ultérieur qu'à cause de sa vertu apaisante et moralisatrice.

Dans le dernier tiers environ du XIX^e^ siècle, une réaction se dessine nettement et progressivement contre l'absolutisme du principe de l'éducation professionnelle rurale. L'idée que le travail des enfants doit avant tout les préparer à l'exercice d'un métier qui leur donnera de quoi vivre à leur libération, est mise au premier plan, et l'on aperçoit rapidement, en se plaçant sous cet angle, les insuffisances de la première conception. Plus de la moitié des enfants sont d'origine urbaine ; par atavisme ils ont peu de goût et d'aptitude pour les métiers ruraux, et il est très probable qu'à leur libération ils reviendront à la ville pour y gagner leur vie. Il faut donc les préparer à être ouvrier urbain. C'est sous l'influence de cette considération que l'Administration a élargi avec tant d'ampleur le cadre des professions dites annexes à l'agriculture ; c'est par elle également que s'explique la création de colonies mixtes ou même purement industrielles, comme Aniane et Bologne (1).

Il y avait un dernier pas à faire dans cette voie, mais on ne s'y est pas encore résolu. Étant donné que l'enseignement industriel est reconnu nécessaire pour un nombre considérable d'enfants, convient-il de le donner dans des établissements situés à la campagne, loin de tout centre urbain ? Ne

(1) C'est aussi cette pensée qui a amené la fondation de la colonie de Belle-Ile-en-Mer destinée aux enfants de nos côtes, naturellement préparés à la profession de marin. Cette exception au principe du travail agricole dans les colonies pénitentiaires n'ayant jamais — et pour cause — rencontré aucune critique, je n'y fais aucune allusion dans la discussion exposée au texte.

faut-il pas, au contraire, se rapprocher des villes ou même s'installer en ville? C'est là une grosse question déjà controversée il y a plus de vingt ans (1), elle l'est encore à l'heure actuelle.

Le séjour urbain ou le voisinage immédiat de la ville permettront de trouver plus facilement de bons contremaîtres, au courant des meilleurs procédés de fabrication ; la consommation d'une grande ville sera un débouché immédiat et très commode pour les produits du travail professionnel. Enfin, on fait remarquer que l'enfant de la ville, restant à la ville sous une forte et paternelle direction, aura moins de peine à résister aux entraînements de la rue que l'enfant qui a subi un long exil à la campagne et qui, à peine le pied sur le pavé, est aussitôt ébloui et dangereusement tenté par un spectacle dont la contemplation journalière n'a point affadi, pour lui, les attraits.

Tous ces arguments sont loin d'être sans réplique, ou plutôt ils ne diminuent en rien les avantages que conserve toujours la vie au grand air, même pour les enfants des villes auxquels on apprend un métier urbain. Évidemment, si l'on conçoit la colonie industrielle comme une manufacture, où les enfants seront tenus enfermés pendant la plus grande partie de la journée, il devient assez indifférent de l'établir à la ville ou à la campagne. Mais ce serait là une lamentable erreur, il ne faut pas oublier que les jeunes délinquants sont, pour la plupart, des enfants anormaux dont le développement a été incomplet ou inégal, et que les efforts qu'on fait pour leur rendre la santé morale doivent rester en grande partie infructueux, si l'on ne s'occupe, avec une sollicitude égale, de donner à leur âme une bonne enveloppe et de leur assurer la santé physique. Voilà le premier but de l'éducation correctionnelle. Il ne faut pas que le souci de l'enseignement professionnel le fasse perdre de vue un seul instant. Peut-être a-t-on exagéré l'importance de cet enseignement pendant ces vingt ou trente

(1) *Rev. pénit.*, 1882, pp. 820 et suiv. Conf. 1894, p. 223.

dernières années, qui, suivant l'observation formulée plus haut, apparaissent comme une période de réaction contre les tendances des fondateurs des premières colonies pénitentiaires, consacrées par l'article 3 de la loi de 1850.

Il me semble que nous entrons aujourd'hui dans une troisième phase, au cours de laquelle le rôle de l'enseignement professionnel, surtout de l'enseignement industriel, sera notablement diminué, parce qu'on a réussi à se faire une opinion plus exacte et aussi plus modeste de son efficacité comme moyen de reclassement.

Il faut d'abord se rendre compte que le nombre des enfants auxquels cet enseignement peut être nécessaire est beaucoup moins considérable qu'on ne l'avait cru au premier abord. Supposons que la bonne moitié des enfants soit d'origine urbaine, il ne s'ensuit pas que cinquante pour cent des enfants devront être préparés à un métier urbain, car il peut y avoir chez ces jeunes délinquants de la ville de véritables vocations rurales, que l'on devra s'empresser de favoriser. L'expérience montre même que si l'enfant n'a pas plus de huit ans, quelle que soit son origine, on peut toujours l'appliquer avec succès aux travaux de la campagne. Voilà autant de jeunes sujets pour lesquels il n'y a pas à s'occuper d'organiser un enseignement industriel. Il nous reste encore, il est vrai, un nombre respectable d'enfants des villes qu'il ne faut pas songer à orienter du côté de la vie rurale, parce qu'ils sont arrivés à la colonie trop âgés et que leurs goûts et leurs aptitudes sont irréductiblement urbains. Va-t-on les spécialiser dès leur entrée dans l'apprentissage de tel ou tel métier ? Ce serait sans profit pour eux, tant qu'ils n'ont pas atteint l'âge de quatorze ou quinze ans. N'oublions pas, en effet, qu'il ne saurait être question de leur apprendre un de ces métiers très limités et très particuliers que rend possibles l'extrême division du travail dans la grande industrie. La maison d'éducation correctionnelle ne saurait se transformer en usine, sans méconnaître le principe des petits effectifs d'enfants, condition essentielle d'efficacité de la peine éducatrice.

Cette raison n'est, d'ailleurs, pas la seule, il y en a d'autres d'ordre pécuniaire faciles à apercevoir. Il faut donc enseigner aux enfants ce qu'on pourrait appeler un métier complet, comme celui de menuisier, serrurier, peintre, cordonnier, tailleur, etc., qu'ils pourront exercer même dans des petites villes et des villages. Or, l'apprentissage de ces métiers là n'a pas besoin d'être commencé avant quatorze ou quinze ans. Jusque-là, les enfants seront employés au travail général de la maison comme ils le seraient chez leurs parents (1). Il leur faut savoir donner un coup de bêche, planter un clou, tailler un piquet de bois, scier une planche, balayer une chambre, coudre un bouton, faire quelques lavages de linge, etc., etc. Il faut qu'ils acquièrent, dans ces menues occupations, une dextérité de main qu'ils utiliseront ensuite très facilement dans le métier qu'on leur apprendra.

Les voici arrivés à l'âge de quinze ans environ. Vont-ils être tous appliqués à un apprentissage à l'intérieur de la colonie ? Non, pas tous, car bon nombre d'entre eux seront mis en libération conditionnelle et placés par groupe ou isolément chez des industriels, des commerçants, des artisans, qui leur feront faire cet apprentissage. Je dis « bon nombre d'entre eux », car si l'éducation correctionnelle a été bien donnée, plus du tiers des enfants, presque la moitié, pourront être mis en libération conditionnelle et placés.

Après toutes ces éliminations successives, on aperçoit que le chiffre des enfants qui doivent faire à la colonie l'apprentissage d'une profession industrielle est beaucoup moins élevé qu'on ne le pensait. Ce chiffre comprend seulement les pupilles âgés de plus de quinze ans, d'origine urbaine, que l'on n'a pas pu appliquer dès le début aux travaux de la campagne ni envoyer plus tard en libération conditionnelle chez un patron. Au-dessous de quinze ans, tous les enfants, comme il vient d'être dit plus haut, seront occupés de la même façon, c'est-à-dire employés à ces tâches si nombreuses et si variées

(1) KROHNE, *Lehrbuch der Gefangniskunde*, *loc. sup. cit.*, p. 508.

que nécessite l'entretien de maisons d'habitation, combiné avec une exploitation rurale de moyenne importance. De préférence cependant, les enfants originaires de la campagne seront occupés au travail des champs, ils commenceront ainsi leur apprentissage plus tôt que les autres, mais il ne faudra pas négliger de les initier à ces petits travaux d'intérieur dont il a été donné des exemples, quand ce ne serait que comme distraction pendant leurs heures de liberté, ou bien, dans la mesure où cela est possible, pendant les soirées d'hiver.

On peut donc dire que, jusqu'à cet âge de quatorze ou quinze ans, on cherchera surtout dans le travail manuel un moyen de développer le corps, de calmer l'esprit et de faciliter la discipline.

A partir de cet âge, et seulement pour certains enfants, on s'attachera à faire du travail manuel la préparation directe à un métier industriel, on l'organisera comme moyen de reclassement. Il ne me semble pas que dans ces limites « il soit chimérique de demander à une maison d'éducation correctionnelle d'être en même temps une école professionnelle où l'on apprendrait méthodiquement toutes les parties d'un métier » (1). Évidemment, il faut se souvenir de deux conditions générales d'efficacité de la peine éducatrice que nous supposons toujours remplies, à savoir un petit effectif d'enfants et un personnel d'éducateurs nombreux et soigneusement recrutés. Il n'est pas douteux que, dans l'état actuel de nos colonies pénitentiaires, malgré la bonne volonté de l'Administration, l'éducation professionnelle laisse beaucoup à désirer ; il en est ainsi depuis longtemps (2). Cet insuccès vient principalement de ce que les effectifs d'enfants sont beaucoup trop nombreux et que les contremaîtres sont parfois « des gardiens en fonctions depuis longtemps et qui, s'ils l'ont exercée dans leur jeunesse, ont bien souvent perdu la pratique de la

(1) Rapport Brueyre, *sup. cit.*, p. 24.

(2) *Rev pénit.*, 1882, pp. 935 et 936; 1901, p. 697. Rapport Brueyre, *sup. cit. passim.*

profession » (1). L'expérience recommencée dans d'autres conditions conduirait certainement à d'autres résultats.

En dehors de ces règles générales dont l'application s'impose, nous l'avons vu maintes fois, aussi bien aux autres moyens de moralisation qu'à l'éducation professionnelle, l'efficacité de cette dernière dépend également de l'observation de règles particulières qui ont été assez nettement dégagées par le Congrès pénitentiaire de Bruxelles (1900) (2).

Le métier enseigné doit être choisi de telle façon qu'il ait « des chances d'avenir » dans le pays où le pupille libéré l'exercera. Il faut être assez au courant des circonstances économiques et de « la marche des professions » pour ne pas enseigner à l'apprenti un état qu'il serait plus tard obligé d'abandonner.

Le métier doit en outre convenir au pupille et correspondre à ses aptitudes physiques. Le Congrès de Bruxelles a exprimé le vœu qu'il fût dressé « un état des tares physiques et physiologiques incompatibles avec l'exercice des divers métiers » (3).

Enfin, il est recommandé d'enseigner au pupille la profession que l'on sait être celle de son père. Par atavisme, il l'apprendra plus facilement et en outre, revenu au milieu des siens, il aura probablement plus d'occasions d'exercer celle-là qu'une autre.

Une proposition excellente, mais dans un autre ordre d'idées, a également été formulée au Congrès de Bruxelles. C'est celle de rémunérer le travail de l'enfant et de prélever sur cette rémunération le coût de la nourriture, de l'habillement, du logement et de l'outillage. L'apprenti serait ainsi initié aux conditions de la vie libre ; il saurait comment se décompose le budget d'un ouvrier et serait moins exposé aux désillusions si fréquentes qui suivent la libération.

(1) *Rev. pénit.*, 1894, p. 225.
(2) *Ibid.*, 1900, pp. 1245 et suiv,
(3) *Rev. pénit.*, 1900, p. 1247.

51. — 4° Quatrième moyen de moralisation : le régime disciplinaire.

L'utilité d'un règlement disciplinaire se ferait peu sentir si l'on confiait des petits effectifs d'enfants à des maîtres nombreux et choisis qui, sachant individualiser leur œuvre éducatrice, découvriraient peu à peu dans chaque enfant un ressort particulier d'énergie et de progrès moral. On pourrait se contenter d'interdire certains genres de punitions, comme présentant ordinairement plus d'inconvénients que d'avantages (1).

Nous nous trouvons ainsi, dès le début, en présence de la fameuse question des châtiments corporels. Il est certain que l'opinion publique, en France, paraît plutôt leur être défavorable. A vrai dire, cette opinion est en partie l'expression d'un sentiment, c'est ce qui complique un peu la question, dont la solution deviendrait immédiatement plus facile, si on ne l'envisageait qu'au point de vue de la politique criminelle, c'est-à-dire des avantages et des inconvénients pratiques.

L'institution des châtiments corporels se heurte d'abord, dans notre pays, à cette répugnance générale, à cet effroi que nous inspire toute souffrance même salutaire et qui est une des causes de l'adoucissement de la pénalité pendant le cours du XIX^e^ siècle, voire même de la faillite complète de certaines peines, comme la transportation. Cette objection d'ordre sentimental est fortifiée par l'intervention, d'ailleurs malencontreuse, d'une objection d'ordre moral. Le châtiment corporel serait une atteinte à la dignité humaine et dégraderait l'enfant à ses propres yeux. Il est facile de répondre que ce qui serait vrai d'un usage général et abusif de cette sorte de punition devient tout à fait inexact, quand il s'agit de son application mesurée, plutôt exceptionnelle, éclairée, dans tous les cas, par un discernement intelligent des individus et des circonstances. Il n'est pas question de donner le fouet à tous les enfants, mais seulement à certains enfants, et pour certaines fautes,

(1) *Ibid*,, 1900, p. 10'|6.

notamment pour les fautes contre les mœurs et celles qui révèlent clairement l'absence de sens moral. Dans ces conditions la peine du fouet n'a rien de dégradant ; l'enfant ainsi puni s'est déjà, suivant le mot de M. Tallack, « dégradé lui-même aussi bas que possible » (1). On doit considérer comme bienfaisants et moralisateurs tous moyens de répression capables d'éveiller en eux le sentiment de la honte.

Je ne crois donc pas que l'on puisse sérieusement maintenir contre les châtiments corporels cette objection de principe.

Au point de vue pratique, le fouet a sur toutes les autres punitions l'avantage d'inspirer aux enfants une réelle crainte. C'est un efficace procédé d'intimidation. S'il est administré avec mesure et seulement sur certaines parties du corps, il ne présente aucun inconvénient pour la santé de l'enfant. On ne saurait en dire autant des autres moyens disciplinaires qui se ramènent à peu près tous, soit à la privation de nourriture, soit à l'internement dans une cellule de punition. La privation de nourriture « à l'âge où le jeune homme grandit et forme son tempérament » (2) peut avoir de fâcheuses conséquences. Quant à l'internement cellulaire par mesure de discipline, il peut déterminer, outre l'anémie, des troubles cérébraux, ou favoriser de mauvais penchants. Ce n'est d'ailleurs pas une raison pour exclure systématiquement ces modes de punitions qui peuvent être, dans certains cas, plus bienfaisants encore que nuisibles.

Il va sans dire qu'en permettant les châtiments corporels on doit en réglementer soigneusement l'emploi. Il est un principe essentiel à observer, c'est de ne jamais les appliquer sous l'impression immédiate de la faute commise. La punition corporelle ne doit point se transformer en un geste réflexe de colère ou d'impatience. Elle ne peut être prononcée et surtout appliquée qu'après délibération (3) et en suivant une certaine

(1) TALLACK, *Penological and preventive principles* chap. XX. *Corporal punishment* p. 414.

(2) *Rev. pénit.*, 1900, p. 1048.

(3) TALLACK *op. sup. cit.*, chap. XVI. *Child Saving*, p. 371.

procédure qui garantit l'enfant et le maître lui-même contre la violence ou l'injustice d'un premier mouvement. Il serait bon, à ce point de vue, que les autorités locales eussent un ou plusieurs représentants, assistant à l'administration du châtiment corporel, afin de la solenniser davantage et en même temps de contrôler les abus toujours possibles. Ce ne serait pas pour ces autorités la cause de dérangements trop fréquents, car il est prouvé, par l'expérience des praticiens étrangers, que la peine du fouet conserve toute son efficacité, sans qu'il soit nécessaire de l'employer souvent (1).

Sous ces réserves et conditions, il semble qu'il y aurait bien des avantages à admettre les peines corporelles dans les maisons d'éducation correctionnelle, au moins pour les garçons. Bien des pays étrangers les ont conservées et s'en trouvent bien ; beaucoup de ceux qui les ont supprimées ont une tendance à les rétablir (2). Il est à craindre qu'en France on ne se décide pas encore de longtemps à une pareille innovation : non seulement parce qu'elle se heurte, comme nous l'avons rappelé, à une sentimentalité et à une idéologie, auxquelles nous sacrifions l'utilité sociale, mais aussi parce qu'avec nos nombreux effectifs d'enfants et notre personnel restreint d'éducateurs, il est inévitable qu'il se produise quelques maladresses dont la presse s'emparerait et qu'elle transformerait en scandales retentissants.

Une réforme qui serait beaucoup plus favorablement accueillie, c'est l'introduction du sursis dans les punitions. Peut-être même s'est-on fait quelque illusion sur l'efficacité et les résultats moralisateurs de cette extension de la loi Bérenger. Elle a été faite avec beaucoup de succès à l'école militaire de Rambouillet (3) ; mais il ne faut pas oublier que l'on

(1) *Rev. pénit.*, 1900, p. 1418.

(2) V. la législation étrangère dans *Rev. pénit.*, 1900, pp. 1417 et suiv. Notamment le projet de règlement pour le canton de Berne, p. 1407, n° 1 Adde, *Blätter für Gefängniskunde*, lettre de M. le pasteur Jacobs, 1900, XXIII^e, v. 5^e et 6^e livraisons.

(3) *Rev. pénit.*, 1900, p. 1041. Actes du Congrès international de patronage des libérés. Paris, 1901, pp. 142 et suiv.

avait affaire, dans cette école, à des enfants d'une moralité normale et ayant presque tous une hérédité saine. L'expérience a été moins heureuse avec des enfants délinquants. Elle a été officiellement autorisée en France par le nouveau règlement disciplinaire du 15 juillet 1899 (1).

Deux praticiens, M. le commandant Cluze, directeur de la colonie de Mettray, et M. Brun, directeur de la colonie des Douaires, ont fait, au Congrès international de patronage de Paris (1900), chacun un rapport sur les premières applications du sursis (2).

Le rapport de M. Brun est beaucoup plus optimiste dans ses conclusions que celui de M. Cluze ; il semble bien, en effet, que l'usage du sursis lui a mieux réussi qu'à son collègue ; il est cependant d'accord avec lui pour déclarer que l'extension de la loi Bérenger aux punitions disciplinaires dans les maisons d'éducation correctionnelle est loin d'être une panacée. Elle peut produire de bons résultats, mais à condition « d'y apporter de la sagesse, de la prudence » et de ne pas y recourir trop fréquemment. Il ne faut pas que les enfants croient avoir tous en poche un bon pour une punition à blanc. Ils sont loin d'être tous en état de comprendre ce qu'il y a de grand et de moralisateur dans le pardon et sont surtout touchés par le résultat immédiat, qui est l'impunité.

Si, d'après ce qui vient d'être dit, on peut concevoir dans une certaine mesure l'utilité d'un règlement disciplinaire en ce qui concerne les punitions, cette utilité apparaît beaucoup plus contestable pour la détermination des modes de récompense (3). Si l'on choisit le personnel éducateur de façon à y avoir pleine confiance on peut, je crois, sans inconvénients, lui laisser la latitude d'inventer des récompenses en dehors du

(1) Art. 107. — Sur la proposition du directeur, il peut être sursis au transfèrement dans la colonie correctionnelle.

Art. 108. — Le directeur a seul la faculté d'abréger la durée des punitions et d'en suspendre les effets.

(2) Actes du Congrès, *sup. cit.*, pp. 137 et suiv. On trouvera dans ces rapports la statistique des sursis accordés et des rechutes.

(3) Sic. M. Puibaraud, *Rev. pénit.*, 1900, p. 1040.

règlement. Il n'y a pas là les mêmes dangers à craindre qu'en matière de punitions. Les récompenses peuvent être indéfiniment variées, mais elles se ramènent toutes à satisfaire, dans des limites inoffensives, la vanité, la gourmandise ou la curiosité des enfants (1). Le directeur et les maîtres de chaque établissement doivent être laissés libres de déterminer ces limites d'après leur expérience. Il suffit d'attirer leur attention sur ce point et de recommander d'une façon générale d'user plutôt de l'octroi ou de la privation des récompenses comme moyen de coercition que des punitions. Il nous semble donc que le règlement de 1899 a dépassé la mesure, et de beaucoup, en énumérant limitativement les récompenses permises et en décidant (art. 90 *in fine*) « qu'il ne peut être fait usage d'autres récompenses que de celles énumérées au présent article, sans autorisation spéciale du Ministre » (2).

52. — 5° Cinquième moyen de moralisation : la libération conditionnelle.

Avant d'être étendue par la loi du 14 août 1885 à toutes les peines privatives de liberté, la libération conditionnelle avait déjà été organisée au profit des jeunes délinquants par la loi de 1850 (3). Du moment que l'on assignait comme but l'édu-

(1) V. des spécimens de récompenses plus ou moins prévues par le règlement dans l'*Exposé du système d'éducation pénitentiaire, sup. cit.*, pp. 25 et suiv , pp. 43 et suiv., pp. 85 et suiv.

(2) Je me contenterai de cette critique générale contre le règlement, sans m'associer à une critique plus spéciale dirigée contre lui par M. Albert Rivière, qui lui reproche d'avoir donné une trop large place aux récompenses d'ordre gastronomique (*Rev. pénit.*, 1900, p. 1037 ; 1901, p. 697) et une place trop peu importante à celles qui flattent l'honneur des enfants. La seule lecture des art. 90 et suiv. n'autorise pas, il me semble, un pareil grief. D'ailleurs, il ne faut pas oublier que les enfants auxquels on s'adresse ne conçoivent pas comme nous la hiérarchie des récompenses et qu'ils placent, peut-être contrairement à tous les principes, l'estomac au-dessus du cœur et du cerveau.

(3) On a vu plus haut qu'une circulaire du comte d'Argoult, du 3 décembre 1832, en avait fait un premier essai limité aux jeunes détenus de la Roquette Il ne m'échappe pas, d'ailleurs, que la libération anticipée ou provisoire, organisée par l'art. 9 de la loi de 1850 est juridiquement distincte de la libération conditionnelle organisée par la loi du 14 août 1885. Ces institutions fonctionnent toutes les deux indépendamment l'une de l'autre au profit des mineurs. Mais je n'aperçois pas l'utilité de maintenir cette distinction de législation sur le terrain de la science pénitentiaire et j'emploie le mot libération conditionnelle dans son sens le plus extensif.

cation et la réforme morale aux mesures de répression appliquées aux enfants, en mettant à l'arrière-plan les idées d'expiation, d'exemplarité et d'intimidation, il était naturel d'interrompre cette discipline éducatrice dès que le résultat en semblait atteint (1).

L'organisation de la libération conditionnelle était donc un corollaire de la réforme des peines éducatrices : il n'y a pas à s'étonner que le législateur de 1850 en ait eu l'idée, mais il est à regretter qu'il n'en ait eu que l'idée. Il s'est, en effet, contenté de poser le principe de la libération conditionnelle dans l'article 9 de la loi, mais il a négligé d'en assurer l'application par une réglementation quelconque, même embryonnaire, dans le genre de celle qui est contenue dans l'article 19, d'ailleurs inappliqué, de la même loi, relativement à la libération définitive. Or, la libération conditionnelle soulève, et à un bien plus haut degré, les mêmes difficultés que la libération définitive. Il n'est pas admissible que l'on considère la tâche des éducateurs comme terminée une fois l'enfant sorti de la colonie. Il faut que leur influence se prolonge au delà de la durée de l'internement, qu'elle s'exerce en dehors des portes de la maison d'éducation. Il est impossible que l'enfant soit livré à lui-même, au moment où il subit de nouveau les tentations de la rue et de la liberté : plus l'enfant est jeune au moment de sa libération — or il sera toujours plus jeune en cas de libération conditionnelle qu'en cas de libération définitive — plus il a besoin d'une protection, d'un patronage vigilants, en même temps que discrets.

Que va-t-on faire, en effet, de cet enfant qu'on laisse sortir de la colonie, parce qu'on estime qu'il est suffisamment assagi? La réponse est fournie par les articles 90 et 95 du règlement

(1) C'est par une idée analogue que s'explique d'ailleurs la réforme accomplie par la loi précitée de 1885 : du jour où, à tort ou à raison, on a sacrifié les différentes fonctions morales ou utilitaires des peines réservées aux adultes au jeu plus libre et à la satisfaction plus complète de l'une d'entre elles, celle d'amendement, on a été fatalement amené à faire cesser l'application de la peine, dès que sa fonction, jugée la plus importante, a semblé remplie.

de 1899, qui a énuméré limitativement et d'ailleurs complètement les différents procédés de libération conditionnelle : le placement chez un particulier, l'engagement dans les armées de terre ou de mer, la remise aux familles.

De ces trois procédés, le plus rarement employé est le dernier. On ne saurait s'en étonner : les mauvais exemples que l'enfant a rencontrés dans sa famille, l'indignité ou l'incapacité de ses parents sont presque toujours la cause de sa mauvaise conduite. S'il y avait eu quelque chance pour que l'enfant se corrigeât en restant dans sa famille, il est vraisemblable que le Tribunal l'y eût laissé, après avoir reconnu son défaut de discernement (art. 66 Code pénal).

Dans ces conditions, rendre l'enfant à sa famille c'est, le plus souvent, anéantir en quelques semaines les résultats péniblement acquis par des années d'éducation correctionnelle ; on comprend, dès lors, que l'Administration pénitentiaire n'adopte la remise à la famille que pour 6 à 7 o/o des jeunes libérés conditionnellement (1).

Il ne faut pas oublier, toutefois, que l'on ne saurait se dispenser légalement de rendre l'enfant à la famille, sans faire prononcer, au profit de l'Assistance publique, de sociétés ou de particuliers charitables, la déchéance ou la cession de la puissance paternelle. L'enfant qui sort de la maison d'éducation correctionnelle retombe de plein droit sous l'autorité de ses parents. Il y avait là une difficulté que l'on ne pouvait guère juridiquement résoudre, conformément aux intérêts de de l'enfant, avant la loi du 24 juillet 1889 (2).

Le deuxième procédé de libération conditionnelle, c'est l'engagement militaire, beaucoup plus fréquemment employé,

1. Cette moyenne est calculée d'après les chiffres cités par M. Puibaraud dans son rapport au Comité de défense des enfants traduits en justice (séances des 4 mars et 7 avril 1897). *Rev. pénit.*, 1897, pp. 727 et suiv., 922 et suiv., 1898, pp. 400 et suiv.

(2) V. la solution assez discutable contenue dans la circulaire de M. de Persigny ministre de l'intérieur, du 4 juillet 1853, citée par M. Brueyre dans son rapport au Congrès international pénitentiaire de Paris (1895). Rapports sur la 7e question de la 4e section, pp. 656 et suiv.

mais qui suppose que l'enfant, au moment de sa libération, a atteint l'âge requis pour cet engagement. Une société de bienfaisance privée assume, en France, avec beaucoup de bonheur et de dévouement, la tâche du patronage pour les jeunes gens qui bénéficient de la libération anticipée sous cette forme. C'est la *Société de protection des engagés volontaires élevés sous la tutelle administrative*, dirigée par M. Félix Voisin (1).

Enfin, reste le placement familial, procédé le plus fréquemment usité pour tous les enfants libérés âgés de moins de dix-huit ans (2).

C'est par le placement familial, uniquement, que se serait faite, dès le début, l'application de la peine éducatrice si, à ce moment, l'enfant n'avait pas été jugé trop perverti pour la subir, avec profit, sous cette forme. Amendé par le séjour à la colonie, il est apte maintenant à recevoir utilement dans la famille d'un ouvrier ou d'un paysan, honnêtes et spécialement choisis, les leçons quotidiennes du bon exemple et les multiples enseignements moralisateurs d'une vie régulièrement consacrée au travail.

Qui doit faire le placement? Qui doit en surveiller les résultats? Cette double question figurait au programme de la 4e section du Congrès pénitentiaire de Paris 1895; elle a été reprise depuis, notamment par M. Puibaraud, dans le rapport cité plus haut en note. L'opinion qui paraît dominante, c'est qu'il faudrait confier ces placements à l'Assistance publique

(1) Pour cet engagement, l'autorisation des parents serait légalement nécessaire, à moins qu'ils n'aient été déchus de la puissance paternelle. Toutefois, en pratique, on s'est autorisé pendant longtemps d'une circulaire du maréchal Randon, du 12 décembre 1864, pour se passer de ce consentement « sans autre forme de procès ». Rapport de M. Bruyre, précité, p. 661. Cette pratique a cessé et l'on est revenu à la légalité depuis le mois d'octobre 1902 *Rev. pénit.*, 1902, p. 1262.

(2) D'après la statistique pénitentiaire de 1899 parue en 1902, les libérés conditionnels au-dessous de dix-huit ans sont beaucoup plus nombreux pour les colonies publiques que pour les colonies privées. Cela s'explique-t-il par l'efficacité plus rapide de l'éducation donnée dans les premières ou par un recrutement meilleur des pupilles qui y sont envoyés ou enfin par le désir d'alléger les charges budgétaires ? Les rédacteurs de la statistique constatent le fait sans le commenter. *Rev. pénit.*, 1902, p. 223. La même disproportion s'accuse dans la statistique de 1902 parue en 1904. Tableaux, pp. 256 et s.

(direction centrale ou services départementaux), ou encore aux sociétés locales de patronage. On estime que l'enfant qui sort d'une maison d'éducation correctionnelle est marqué d'une tare ; il est parfois qualifié, dans les milieux où on l'emploie, de « petit voleur » et « petit assassin » (1) ; il lui est plus difficile, dans ces conditions, de se reclasser. Le rôle de l'Administration pénitentiaire est fini ; peut-être même lui serait-il difficile de dépouiller quelque peu son caractère d'éducatrice parfois sévère pour s'intéresser avec toute la bienveillance et la longanimité désirables aux menus incidents du placement familial. L'enfant libéré, a-t-on dit, doit être « transplanté du domaine pénitentiaire dans le domaine charitable » (2).

Ces considérations ne paraissent pas déterminantes à quelques praticiens, parmi lesquels deux, M. Cluze, directeur de Mettray, et M. Nassoy, directeur de Saint-Hilaire, ont été rapporteurs de la 7e question de la 4e section au Congrès pénitentiaire de 1895. M. Nassoy, particulièrement, est d'avis que le directeur de la colonie est en très bonne situation pour s'occuper lui-même du placement de ses libérés chez les particuliers. Cette pratique est, d'ailleurs, celle qui est suivie généralement en France (3).

Le directeur connaît l'enfant qui sort de la colonie, il a pu l'étudier pendant plusieurs années ; il sait mieux ce qu'il lui faut qu'un inspecteur des enfants assistés ou un président de patronage, qui devront, en quelques jours, après avoir à peine entrevu le jeune libéré dans un hospice dépositaire ou au parloir de la colonie, lui trouver un patron et lui improviser un

(1) *Rev. pénit.*, 1897, p. 726.

(2) Rapport Puibaraud, *sup. cit.* Conf. dans les actes du Congrès pénitentiaire de 1895 (7e question de la 4e section) les rapports de MM. Brueyre, de Corny, Louiche-Desfontaine et Godefroy.

(3) V. dans le rapport de M. Brueyre au Congrès de 1895 un modèle de contrat de louage entre le directeur de la colonie et un particulier, p. 671. Comme expériences favorables à l'idée du patronage exercé à la sortie par le directeur de la colonie, on peut citer les maisons de patronage fondées à Besançon et à Limoges, l'une pour les libérés de Frasnes-le-Château et l'autre pour les libérés de Saint-Eloi. *Rev. pénit.*, 1897, p. 923 ; 1890, pp. 449 et suiv.

foyer. Ajoutez qu'en ce qui concerne les représentants de l'Assistance publique départementale, ce n'est pas sans déplaisir qu'ils verraient augmenter le personnel des enfants assistés d'un nouveau contingent d'enfants délinquants. On leur a rendu déjà un assez mauvais service en leur imposant, par la loi du 24 juillet 1889, le placement et la tutelle des enfants moralement abandonnés, plus âgés que les enfants assistés ordinaires (1) et surtout déjà vicieux. On a compromis plus gravement encore la réputation des pupilles de l'Assistance en y incorporant, en fait sinon en droit (2), des enfants délinquants par application des articles 4 et 5 de la loi de 1898. Je n'aperçois que des inconvénients à persévérer dans cette voie, en chargeant les Inspecteurs de l'Assistance départementale du placement des libérés des colonies pénitentiaires.

Il n'y a donc pas de bonne raison pour substituer, dans l'œuvre du placement, l'Assistance publique ou les sociétés de bienfaisance au directeur de la colonie (3). On peut simplement exprimer le vœu que la collaboration des inspecteurs des enfants assistés et des présidents de patronage lui soit assurée s'il en a besoin. Il suffit déjà à cette tâche, avec nos colonies à nombreux effectifs d'enfants, où le nombre des libérations annuelles maintient le chiffre moyen des placements en cours à 100 ou 150 (4). Mais il s'en acquittera incomparablement mieux quand le système des colonies à petits effectifs sera généralement accepté et que sa sollicitude pourra se concentrer sur une vingtaine d'anciens pupilles; qu'il placera dans le

(1) Enfants trouvés, abandonnés et orphelins. Telle était du moins l'acception de ce terme avant la loi du 28 juin 1904, v. plus bas n. 2.

(2) D'après la terminologie créée par la loi du 28 juin 1904 sur le service des enfants assistés, je sais bien que l'enfant dont la garde est confiée à l'Assistance publique par application de la loi de 1898 est qualifié d'*enfant assisté* et non de *pupille de l'Assistance* (art. 5 et 6 de la loi de 1904). S'imagine-t-on que les patrons, chez qui ces enfants sont placés pourront et voudront faire la distinction ?

(3) Remarquez d'ailleurs que si les colonies pénitentiaires étaient, comme nous le proposons, rattachées à l'Assistance publique, le placement fait par le directeur de la colonie serait en réalité fait par les soins de l'Assistance.

(4) Rapport de M. Nassoy précité, p. 686.

voisinage de la colonie et qu'il visitera au besoin tous les mois.

QUATRIÈME SECTION

DISTINCTION DES COLONIES PUBLIQUES ET PRIVÉES

53. — L'État, dans l'œuvre de l'éducation correctionnelle, doit-il admettre la collaboration de l'initiative privée et quelle place doit-il lui faire ?

Nous connaissons la solution que le législateur de 1850 a donnée à cette question. L'article 6 *in fine* consacre sa préférence pour l'initiative privée en pareille matière ; d'après ce texte, il ne doit être créé de colonies publiques que pour recueillir l'excédent d'enfants n'ayant pu trouver place dans les établissements particuliers. Si ces derniers établissements avaient été en nombre suffisant, l'application rigoureuse du texte se serait opposée à toute fondation d'une colonie d'État.

Nous savons également quelle est aujourd'hui, sur ce point, l'opinion dominante dans les milieux officiels, parlementaires ou administratifs (1). L'existence des colonies privées apparaît de plus en plus comme une anomalie, et l'on estime que l'éducation correctionnelle doit être exclusivement l'œuvre de l'État. On ne s'est pas contenté, nous l'avons vu, de professer cette opinion, on a cherché à la faire passer dans la pratique, méconnaissant ainsi l'esprit et la lettre des textes en vigueur, dont on escompte la prochaine modification. D'une part, on a diminué l'effectif des colonies privées au profit des colonies publiques ; d'autre part, on a créé des colonies publiques, celle d'Auberive, par exemple, alors que les colonies privées étaient dépeuplées au point d'être conduites à la ruine.

(1) Rapport de M. Millerand sur le budget des services pénitentiaires *Rev. pén.*, 1888, p. 410.

Rapport de M. Boucher sur le même budget. *Rev. pén.*, 1892, p. 1161.

Discussion du même budget à la Chambre (24-26 novembre 1900). *Rev. pén.*, 1900, pp. 1475 et 1476 (texte et note 1).

Conf. *Rev. pén.*, 1900, pp. 435 et 436. Observation de M. l'inspecteur général Granier.

Que doit-on penser, au point de vue de la science pénitentiaire, du conflit entre ces deux tendances, celle du législateur de 1850 et celle qui prévaut actuellement dans la pratique?

La réponse est assez facile, si l'on se maintient strictement sur le terrain des faits et des résultats, le terrain de la politique criminelle; elle est, au contraire, beaucoup plus délicate, si on transporte la discussion sur le terrain des principes.

Au point de vue des faits, il n'est pas douteux que les colonies privées sont restées toujours dignes de la confiance que le législateur de 1850 avait mise en elle. Si, à l'origine, nombre de colonies se sont fondées dans un but de lucre et avec l'idée d'exploiter industriellement le travail des enfants, tous les établissements de ce genre ont peu à peu disparu, et il n'a subsisté que ceux dont la fondation a été inspirée par des mobiles humanitaires et désintéressés : il en est actuellement qui travaillent à perte. Les résultats de l'éducation correctionnelle sont certainement meilleurs dans les colonies privées que dans les colonies publiques, si l'on s'en rapporte au chiffre proportionnel des récidivistes parmi les enfants libérés par les deux catégories d'établissements (1). Le pécule de sortie des enfants est également plus considérable dans les colonies privées que dans les colonies publiques, ce qui n'est pas sans importance; enfin, la journée de correction y est moins chère, les punitions moins nombreuses et l'état sanitaire plus satisfaisant (2).

Ces résultats sont obtenus dans des conditions plutôt défavorables, car les enfants envoyés dans les colonies privées ne sont pas les moins mauvais et les moins suspects. C'est ainsi que les colonies privées reçoivent une proportion plus forte d'enfants de parents inconnus ou disparus, de parents condamnés (3).

(1) On trouvera ces chiffres *Rev. pén.*, 1892, p. 1224 ; 1900, pp. 69, 749, 1351, 1475.

(2) *Rev. pén., loc. sup. cit.*

(3) *Rev. pén.*, 1900, pp. 67, 68 et 69. Conf. p. 63 ce qui concerne les enfants envoyés en correction paternelle.

Cette situation n'est d'ailleurs point spéciale à la France. Il a été constaté en Italie, par un rapport officiel, que « le nombre des enfants se conduisant bien est notablement plus grand » dans les *riformatorii* privés que dans les *riformatorii* gouvernementaux (1).

Au point de vue de la politique criminelle,et si l'on s'attache exclusivement à rechercher, en dehors de tous préjugés, les procédés démontrés expérimentalement les meilleurs pour la prévention du crime, on est donc amené à conclure en faveur du système consacré par la loi de 1850 et à donner la préférence aux colonies privées. Peut-être ne devrait-on pas appliquer ce système trop radicalement : il serait bon que l'État conservât quelques colonies publiques, d'abord comme champ d'expériences pour mettre à l'essai des moyens pédagogiques nouveaux et se rendre compte, par lui-même, des efforts qu'exige l'éducation correctionnelle et des résultats qu'elle peut normalement produire, puis, comme stimulant de l'initiative privée, destiné à maintenir toujours en éveil l'émulation des directeurs de colonies particulières, à les inviter à faire mieux que l'État (2).

Si l'on transporte le débat dans le domaine des principes, il ne devient certes pas insoluble, mais il cesse, selon moi, d'appartenir à la science pénitentiaire, pour devenir un problème de droit public, que chacun discute avec son tempérament et ses tendances beaucoup plus qu'avec sa raison. C'est par une confusion entre la question de droit public et la question pénitentiaire que s'explique le défaut habituel de netteté et la stérilité des polémiques, auxquelles la coexistence des colonies privées et publiques a donné naissance.

De l'avis de tous, la répression, l'intimidation sont des

(1) *Rev. pén.*, 1900, p. 1559.

(2) Il va sans dire, également, que, tout en abandonnant en partie l'œuvre de l'éducation correctionnelle à l'initiative privée, « le contrôle et l'action supérieure doivent être réservés aux représentants de l'Etat ». *Rev. pén.*, 1890, p. 267.

Et ce contrôle, comme on l'a bien fait remarquer, est beaucoup plus efficace et beaucoup plus sérieux, quand l'Etat l'exerce sur des entreprises privées que sur ses propres fonctionnaires. *Rev. pén.*, 1900, pp. 408, 409 et 433.

fonctions d'État. Et personne n'a jamais pensé à confier des délinquants, une fois condamnés, à des entreprises ou à des associations privées pour leur faire subir leur peine. Il suffit de rappeler, à ce propos, les critiques suscitées par la pratique des contrats de main-d'œuvre dans nos colonies pénales. Mais lorsque les mesures appliquées au délinquant sont dépouillées de tout caractère répressif, que leur but unique est l'éducation, la réforme morale, on peut se demander si l'État doit également assumer cette tâche en écartant toute collaboration des particuliers. Cela revient à se poser la grave question : faut-il faire de l'éducation, même de l'éducation correctionnelle, un monopole de l'État? On voit à quel redoutable problème on se heurte immédiatement, dès qu'on introduit les principes dans la discussion, et il nous semble que c'est avec raison que nous considérons ce problème comme en dehors des limites de la science pénitentiaire, qui doit se renfermer dans l'observation des conséquences pratiques des solutions législatives plus ou moins libérales, plus ou moins restrictives qui lui ont été apportées tour à tour. Le législateur de 1850 a pensé que, du moment qu'il instituait une peine purement éducatrice, il pouvait en confier l'application à de simples particuliers (1). Il traduisait ainsi en pratique une opinion qui était en faveur à son époque, celle de la liberté de l'enseignement. Ses intentions sur ce point se révèlent d'autant plus nettement qu'il n'a admis la collaboration de l'initiative privée que pour la création de colonies pénitentiaires; il paraît s'être réservé à lui seul la fondation et la direction des colonies correctionnelles, où le but répressif venait s'associer au but éducateur ; la répression est, en effet, fonction d'État et ne peut être déléguée à des particuliers.

(1) Ne s'est-il point passé quelque chose d'analogue aux Etats-Unis, quand on a confié aux directeurs de Reformatories les délinquants paraissant susceptibles d'amendement, et pour lesquels on acceptait l'idée d'une peine dont le but principal serait la régénération morale ? Les directeurs de Reformatories et les membres des comités qui ont la haute surveillance de ces établissements ne sont point des fonctionnaires, et leur œuvre semble bien être une émanation de l'initiative privée. *Rev. pénit.*, 1894, pp. 301 et suiv.

Aujourd'hui, le monopole de l'éducation par l'État rencontre dans le Parlement et l'Administration un courant d'idées favorable ; c'est par cette tendance, et non par des raisons d'inconvénients pratiques, que s'expliquent les critiques dont les colonies privées sont l'objet.

DEUXIÉME PARTIE

PEINES D'INTIMIDATION PURE OU D'AVERTISSEMENT

54. — Les différentes catégories de peines, dont il va être question dans cette seconde partie du traité et dans les suivantes, sont réservées aux adultes.

D'après les indications générales contenues dans l'introduction, on a pu entrevoir que l'on s'était mis d'accord dans la science et dans la législation pour répartir la masse des délinquants en quelques grandes classes, auxquelles devaient correspondre autant de formes distinctes dans la pénalité. Suivant que l'on a affaire à un délinquant de telle ou telle classe, il faut mettre l'accent sur telle ou telle fonction de la peine.

Nous allons d'abord nous occuper de la catégorie la moins dangereuse de délinquants, c'est-à-dire de ceux qui n'ont commis que des infractions d'une immoralité insignifiante ou même nulle, de ceux aussi qui, bien que s'étant laissés entraîner à commettre une faute plus grave, ont conservé une moralité intacte. Il ne saurait être question de leur appliquer un traitement répressif ayant comme but principal de les corriger, de les amender, surtout lorsqu'on a de sérieuses raisons de douter de l'efficacité moralisatrice des peines, dites correctionnelles, en vigueur dans la législation. Dans de

telles circonstances, on doit se contenter d'organiser la pénalité en considération prépondérante du but d'intimidation individuelle et collective. La peine prononcée doit servir d'avertissement, faire sortir le délinquant de ses coupables habitudes de négligence, lui imprimer une sorte de salutaire secousse, elle doit aussi et surtout marquer le faux pas moral qui a été fait et en constituer la publique désapprobation.

CHAPITRE PREMIER

Exposé de la législation française

55. — Dans notre droit pénal, les peines, dont le but principal est l'intimidation pure ou l'avertissement, peuvent être ramenées à trois :

1° Les courtes peines d'emprisonnement ;

2° L'amende ;

3° La condamnation prononcée avec sursis.

SECTION PREMIÈRE

56. — Dans le vocabulaire du droit pénal français, l'expression « courte peine d'emprisonnement » ne constitue pas un terme technique, ayant une signification légalement définie. Le Code pénal distingue seulement l'emprisonnement de simple police, qui peut être prononcé pour une durée de un à cinq jours (art. 465), et l'emprisonnement correctionnel, qui comporte un minimum de six jours et un maximum de cinq ans (art. 40). Les lois et règlements pénitentiaires emploient, il est vrai, l'expression de « prisons de courtes peines » (1). Mais il résulte notamment d'un argument *a contrario* tiré de l'article 2 du décret du 16 juin 1810 sur les maisons centrales que, dans le langage administratif, cette expression désigne les éta-

(1) Par ex. : la loi du 4 février 1893 relative à la réforme des prisons pour courtes peines.

blissements pénitentiaires où sont subies les peines d'emprisonnement pour une durée inférieure à une année (1). Or il est admis par tous les praticiens qu'au point de vue de la science pénitentiaire un emprisonnement de six mois à un an est déjà une longue peine (2). La science ne parle donc pas ici la même langue que la législation, mais il faut avouer que cette langue est peu précise, et que l'on est assez embarrassé pour déterminer le taux à partir duquel la peine d'emprisonnement doit cesser d'être regardée comme étant une courte peine. On ne peut se mettre d'accord que sur une idée générale. La courte peine d'emprisonnement est celle dont la durée est trop restreinte pour permettre l'application efficace au détenu d'une discipline moralisatrice. La réforme morale des adultes, comme l'éducation correctionnelle des enfants, ne peuvent être l'œuvre de quelques semaines (3). Si donc, dans une législation, on accepte l'idée d'un emprisonnement prononcé pour une aussi courte durée, c'est qu'on veut faire produire à cet emprisonnement une utilité principale, qui n'est pas l'amendement du condamné, mais l'intimidation, l'exemplarité.

Tel est le principe sur lequel on s'entend. La courte peine d'emprisonnement est celle dont la durée est incompatible avec l'idée d'amendement, mais compatible seulement avec l'idée d'intimidation, d'avertissement.

Pratiquement, je crois qu'on exprimerait l'opinion dominante, en fixant à trois mois le maximum de la courte peine (4).

Il n'est pas douteux que la peine-type, adoptée par notre Code pénal, est la privation de liberté, combinée avec l'obligation du travail. Avant la loi du 30 mai 1854, qui a transformé

(1) Ces établissements sont aussi connus sous le nom de prisons départementales, car ils sont devenus depuis le décret du 9 avril 1811 la propriété des départements.

(2) *Rev. pénit.*, 1893, p. 707.

(3) V. quelques indications données par Levy, *Les sentences indéterminées*, p. 136, sur la durée du séjour au réformatory d'Elmina des condamnés présumés amendables qui y sont envoyés.

(4) Telle est notamment la limite acceptée par l'Association des fonctionnaires de l'Administration pénitentiaire allemande (*Verein der deutschen Strafanstaltsbeamtem*) à son Congrès de Brunswick en 1894. *Rev. pénit.*, 1894, p. 1293.

le mode d'exécution de la peine des travaux forcés, cette peine-type se retrouvait sensiblement la même du haut en bas de l'échelle pénale, malgré la diversité apparente des étiquettes. Elle suffisait à toutes les nécessités de la répression et convenait à toutes les fautes, graves ou légères, crimes, délits ou contraventions (1).

Cette affirmation est encore vraie aujourd'hui, réserve faite de l'innovation législative à laquelle il vient d'être fait allusion plus haut, et qui a introduit la transportation dans notre système pénitentiaire. On sait d'ailleurs que les condamnations aux travaux forcés sont fort peu nombreuses, relativement aux condamnations à la prison sous toutes ses formes (réclusion, emprisonnement correctionnel, emprisonnement de simple police), entre lesquelles il n'existe point de différence essentielle (2).

La prison demeure toujours, dans notre Code pénal, une panacée dont il peut être fait application dans tous les cas, sans qu'il soit besoin de la modifier qualitativement dans son régime, mais seulement quantitativement dans sa durée. Ainsi s'explique que la courte peine d'emprisonnement constitue le mode de répression par excellence pour les infractions peu graves et les délinquants peu dangereux. Pratiquement, ces infractions étant de beaucoup les plus nombreuses, il s'ensuit que le jeu normal de notre système pénal conduit à prodiguer la prison de courte durée (3). Déjà fort vaste dans le Code de 1810, le champ d'application de cette peine a encore été agrandi par la revision de 1832, qui a étendu à toutes les matières criminelles et correctionnelles le bénéfice des circonstances atténuantes. Les juges et jurés, en abusant de la faculté de déclarer les circonstances atténuantes, ont rendu possible la courte peine d'emprisonnement dans de très nom-

(1) En matière de contraventions la peine d'emprisonnement n'intervient le plus souvent qu'en cas de récidive (art. 474, 478, 482, C. pén.), mais cette restriction lui conserve néanmoins une certaine fréquence.

(2) V. plus bas p. 177, n. 2.

(3) Consulter quelques chiffres approximatifs, donnant le nombre des condamnations à l'emprisonnement de courte durée vers 1892, dans *Rev. pénit.*, 1893, p. 723.

breux cas où le tarif légal minimum, jadis irréductible (1), s'élevait au-dessus de trois mois de prison. Il est vrai que la loi de 1832 a également autorisé les juges à substituer, par l'effet de la déclaration de circonstances atténuantes, à l'emprisonnement une amende, dont le taux minimum peut être celui des amendes de simple police (1 fr.), mais il est constaté que dans la pratique les juges prononcent rarement cette substitution.

57. — Après avoir signalé et dans une certaine mesure expliqué l'extrême fréquence des courtes peines d'emprisonnement, il convient d'indiquer quel en est le régime dans la législation française.

L'emprisonnement de simple police devrait, d'après un arrêté du 20 octobre 1810, être subi dans des « maisons de police municipale », mais ces maisons n'ont pas été organisées dans toutes les communes, ni même dans tous les cantons : on s'est contenté d'aménager, selon les besoins et sans aucune uniformité, des locaux destinés à recueillir temporairement les individus arrêtés en flagrant délit (dépôts, violons, chambres de sûreté, etc.). L'usage s'est établi de faire subir l'emprisonnement de simple police dans des quartiers séparés des maisons d'arrêt (2). Cet usage a été notamment consacré par les articles 27 et 28 du décret du 11 novembre 1885 (3).

Il en résulte que toutes les courtes peines d'emprisonnement s'exécutent dans les mêmes établissements et sont soumises au même régime. Les peines d'emprisonnement correctionnel d'un an et au-dessous sont, en effet, subies, comme il a été dit plus haut, dans les prisons départementales, or cette expression, aujourd'hui très compréhensive, désigne des établissements pénitentiaires qui, dans chaque arrondissement,

(1) Au moins lorsque le préjudice causé dépassait 25 fr.

(2) Aux termes de l'art. 603 (Code d'I. c.), il doit exister et il existe en effet « dans chaque arrondissement, près du tribunal de première instance, une maison d'arrêt pour y retenir les prévenus ».

(3) Décret portant règlement du service et du régime des prisons de courtes peines affectées à l'emprisonnement en commun (maisons d'arrêt, de justice et de correction). *Recueil* Barthou-Duflos, pp. 637 et s.

sont utilisés, soit à la détention préventive des prévenus et des accusés (maisons d'arrêt et de justice) (1), soit à l'exécution de l'emprisonnement correctionnel, prononcé pour une durée qui ne dépasse pas un an (maisons de correction). Ce cumul d'affectations variées s'est accompli en violation des termes de l'article 604 (Code d'Inst. cr.) qui prescrit « que les maisons d'arrêt ou de justice seront entièrement distinctes des prisons établies pour peines ». La seule satisfaction que l'on donne à ce texte, c'est d'enfermer dans des quartiers séparés à l'intérieur de la même prison, les prévenus, les accusés, les condamnés correctionnels et les condamnés en matière de simple police (2). Il n'existe d'ailleurs d'autres différences entre les prisons départementales que celle de leur importance. La circulaire du 5 mars 1862 les a classées à ce point de vue en deux catégories : les prisons d'arrondissement, où sont subies les peines d'emprisonnement qui ne dépassent pas trois mois, et les prisons des chefs-lieux de département ou de concentration, qui reçoivent, en dehors des condamnés à trois mois, et au-dessous de l'arrondissement du chef-lieu, tous les condamnés correctionnels du département à plus de trois mois jusqu'à un an. Mais les prisons départementales sont toutes soumises au même régime, quelle que soit la catégorie à laquelle elles appartiennent. C'est ce régime qu'il faut donc maintenant étudier (3).

(1) L'art. 603 (Code d'I. c.) exige qu'il y ait près de chaque Cour d'assises ordinairement au chef-lieu du département) une maison de justice « pour y retenir ceux contre lesquels il aura été rendu une ordonnance de prise de corps »,

(2) Décret du 11 novembre 1885, *sup. cit.*, art. 27.

(3) On ne trouvera dans ce qui va suivre que des indications très sommaires sur le régime des courtes peines d'emprisonnement (trois mois et au-dessous). Ce régime est en effet le même que celui de l'emprisonnement de trois mois à un an. Je dirai plus, il ne se différencie guère, dans les prisons en commun, de celui des maisons centrales, où se subissent l'emprisonnement pour plus d'un an et la réclusion. Ce n'est pas le moment de critiquer cette anomalie monstrueuse du système pénitentiaire français, où l'emprisonnement d'intimidation ne se trouve distingué de l'emprisonnement de réformation que par la durée de l'internement. Je veux seulement justifier l'extrême concision des explications qui vont suivre sur le régime des courtes peines d'emprisonnement. J'ai dû me préoccuper de réduire au minimum des redites inévitables, afin d'anticiper le moins

D'après la loi du 5 juin 1875, article 2 : « Seront soumis à « l'emprisonnement individuel les condamnés à un emprison- « nement d'un an et un jour et au-dessous. Ils subiront leur « peine dans les maisons de correction départementales ».

Si cette loi avait reçu son exécution, toutes les prisons départementales seraient aujourd'hui cellulaires. Pour des raisons qui seront élucidées dans la troisième partie de ce traité, et malgré une loi plus récente du 4 février 1893, qui avait comme but mais qui n'a pas eu comme résultat, de hâter la mise en œuvre de la loi de 1875, il y a encore aujourd'hui peu de prisons départementales cellulaires, la plupart des prisons départementales sont en commun avec séparation par quartiers; dans quelques-unes même, la séparation par quartiers n'existe pas : on se contente d'opérer la séparation des détenus de sexe différent.

L'article 5 de la loi de 1875 annonçait un règlement d'administration publique, pour fixer les conditions d'organisation du travail et le régime intérieur « des maisons consacrées à l'application de l'emprisonnement individuel ». Ce règlement n'a pas encore vu le jour : il existe seulement un projet de règlement du 8 avril 1881 voté par le Conseil supérieur des prisons, et qui a été mis provisoirement en application (1).

Quant au régime des prisons départementales en commun, il a été réglementé par le décret du 11 novembre 1885, cité plus haut (2).

L'analyse des principales dispositions de ce projet de règlement et de ce décret trouvera sa place dans la troisième partie. Il nous suffit d'indiquer que, soit pour les maisons cellulaires, soit pour les maisons en commun, la réglementation du régime paraît exclusivement inspirée par deux préoccupations : l'hygiène des détenus et la discipline. En tant que ce régime s'applique à des courtes peines d'emprisonnement, dont le but

possible sur les développements que contiendra sur ce sujet, la 3e partie de ce traité, qui est consacrée aux peines réformatrices.

(1) *Recueil* Barthou-Duflos, p. 625.

(2) *Recueil* Barthou-Duflos, p. 637.

n'est pas la réforme morale mais l'intimidation, nous n'avons pas d'objections à lui adresser. Il n'en sera pas de même, quand nous étudierons son application à des peines privatives de liberté de plus longue durée.

SECTION II

L'AMENDE

58. — L'amende consiste essentiellement dans l'obligation de verser, *à titre de peine*, une certaine somme d'argent dans une caisse publique. C'est un appauvrissement de l'individu au profit de la collectivité ; mais ce qui caractérise cet appauvrissement, ce qui le distingue, par exemple, de celui qui est la conséquence de l'acquittement de toutes les charges fiscales ou du paiement des frais de justice, c'est qu'il constitue le but même de l'amende. On veut avant tout infliger au condamné une privation, une souffrance, afin de lui enlever par intimidation toute envie de recommencer.

Evidemment cette diminution de patrimoine que l'on impose à un délinquant a, comme corrélatif nécessaire, un enrichissement, dont profitent habituellement, comme il vient d'être dit plus haut, les caisses publiques ; mais, dans notre droit pénal moderne, ce côté-enrichissement de l'amende est une question tout à fait secondaire, et c'est du côté-appauvrissement qu'il faut attendre toute son efficacité répressive. Il n'en a pas toujours été ainsi : c'est seulement depuis la Révolution que la destination donnée au produit de l'amende lui a enlevé tout caractère d'indemnité pour lui laisser uniquement celui, de peine. Le législateur, rompant avec une longue tradition, a décidément fait abstraction de l'effet lucratif de l'amende, pour ne plus s'attacher qu'à l'effet privatif (1).

(1) Labbe, *Amende pénale et amende fiscale*, thèse, Lille, 1894, pp. 2 et 3. Il est inutile d'insister sur le caractère fiscal bien connu des amendes dans l'ancien droit français, au moins à partir d'une certaine époque ; car il ne serait peut-être pas téméraire d'affirmer qu'aux origines de notre droit le fredum a bel et bien

Nous allons donc laisser de côté, dans les indications qui vont suivre, toutes les amendes qui ne présentent pas purement le caractère pénal, soit parce qu'on y découvre à quelque dose que ce soit le caractère d'une indemnité (amende fiscale prononcée pour contraventions aux lois sur les douanes et les contributions indirectes) (1), soit parce que le fait, à l'occasion duquel elles sont encourues, ne constitue pas une infraction et n'appartient pas par conséquent au domaine de la science pénitentiaire (amendes civiles pour contravention aux lois sur l'enregistrement ou le timbre, amendes de procédure, pour exercice reconnu injustifié de certaines voies de recours, amendes disciplinaires).

Dans notre Code pénal, l'amende n'est jamais qu'une peine complémentaire, en matière criminelle ; elle est tantôt une peine complémentaire, tantôt une peine principale, en matière correctionnelle ; elle est toujours une peine principale, en matière de simple police. Le législateur moderne a donc attribué à la peine pécuniaire un rôle beaucoup moins important qu'à la peine privative de liberté. C'est un contraste de plus avec le système répressif de notre ancien droit, où l'amende était certainement la peine de droit commun (2). « A tout méfait n'échet qu'amende » lit-on dans les *Institutes coutumières* de Loisel (3). Dans bien des cas, l'amende était arbitraire, et le juge pouvait la fixer d'après les facultés présumées du délinquant, sans être arrêté par un maximum ; cette particularité s'explique beaucoup plus par le désir d'enrichir le trésor du roi ou des seigneurs justiciers ; que par le souci de

constitué une amende publique et purement pénale, à côté de laquelle l'institution du Vehrgeld répondait à l'idée d'indemnité et de réparation. L'effet privatif et l'effet lucratif se trouvaient ainsi distingués et même désassociés, au point de donner naissance à deux dettes.

(1) V. pour la controverse bien connue sur le caractère de ces amendes, la bibliographie indiquée en tête de la thèse de Labbé, *sup. cit.*, Comp. Garraud, *Traité de Droit pénal*, 2e édit., t. II, pp. 233 et s., et Laborde, *Cours de droit criminel*, 2e édit., 1898, pp. 216 et s.

(2) Au moins auprès des juridictions laïques. Les juridictions ecclésiastiques, au contraire, pour des motifs auxquels il sera fait allusion plus bas, usaient assez ordinairement de la peine de l'emprisonnement.

(3) *Rev. pénit.*, 1893, p. 713.

donner à l'amende une sérieuse efficacité répressive, dont le dosage serait librement opéré par le juge en considération des délits et des délinquants. Il faut reconnaître que l'arbitraire judiciaire, dans la fixation de l'amende, se conçoit beaucoup mieux dans une législation comme celle qui nous régit où l'amende ne présente, en principe, que le caractère purement pénal, que dans notre ancien droit, où elle avait plutôt le caractère d'une indemnité, et où il ne semble pas que son taux aurait dû dépasser le montant du préjudice qu'elle était appelée à réparer, en particulier, dans le dernier état de notre ancien droit, le montant des frais que le roi et les seigneurs étaient obligés de faire pour la poursuite des criminels (1).

Toujours est-il que l'abus des amendes arbitraires est certainement une des causes de l'usage modéré que notre Code pénal a fait de l'amende.

L'arbitraire n'était plus à craindre, par suite de l'établissement des maxima, cependant la défaveur est restée attachée à la peine elle-même.

Bien plus, le législateur après avoir fait à l'amende un accueil aussi restreint, ne paraît pas en avoir apprécié la valeur répressive ; il l'a prononcée, il en a fixé le taux et il en a organisé le recouvrement, sans obéir à aucune préoccupation systématique.

Cette absence d'idées générales se fait surtout sentir dans la tarification de l'amende.

En matière criminelle, pour chaque cas où l'amende est prononcée, la loi fixe un taux particulier ; en matière correctionnelle, il faut aller chercher dans un texte, très étrangement placé au Code d'Instruction criminelle (art. 179), une disposition générale, fixant à 16 francs le minimum de l'amende, mais aucun texte ne s'est occupé d'en déterminer le maximum (2);

(1) Muyart de Vouglans, *Institutes*, édit. de 1757, p. 425.

(2) La jurisprudence a résolu depuis longtemps les difficultés que soulèvent : 1° l'établissement d'une amende, avec indication du maximum, mais sans indication du minimum ; 2° l'établissement d'une amende avec indication du minimum, mais sans indication du maximum ; 3° l'établissement d'une amende sans indication de minimum ni de maximum. V. Pand. fr. V° *Amendes* 248 et

en matière de simple police, l'amende est plus souvent prononcée, la réglementation est plus complète.

L'article 466 du Code pénal fixe le minimum à 1 franc et le maximum à 15 francs. Entre ces deux limites, il est fait trois catégories d'amendes de simple police : 1 à 5 francs; 6 à 10 francs ; 11 à 15 francs, et les articles 471, 475 et 479 répartissent entre elles toutes les contraventions. On peut présumer que, dans cette classification, le législateur s'est uniquement préoccupé d'élever le taux de l'amende, corrélativement à la gravité sociale attribuée à l'infraction, mais ce taux lui-même est déterminé arbitrairement, sans qu'on ait cherché à y introduire un rapport de proportion avec le préjudice que la contravention a causé, ou le bénéfice qu'elle a procuré.

Au contraire, cette considération n'est pas complètement absente de la tarification, d'ailleurs beaucoup plus incohérente, des amendes correctionnelles et criminelles. Certains textes ont établi le taux de l'amende, en le calculant sur le bénéfice que pouvait procurer l'infraction ; mais, dans les cas assez rares où ce procédé est employé, son application n'est pas faite systématiquement, car tantôt l'amende représente un multiple du bénéfice (art. 113, 135, 177, C. pén.), tantôt elle n'en représente qu'une fraction (l. 19 décembre 1850, art. 2 sur le délit d'usure). D'autres dispositions ont créé une relation entre le taux de l'amende et le montant du préjudice causé (art. 174, 423, 455, 457, C. pén.), l'amende ne dépasse pas alors le plus souvent une fraction de ce préjudice.

Le recouvrement de l'amende s'opère par les soins du percepteur, qui a été substitué dans cette fonction au receveur de l'enregistrement par la loi du 29 décembre 1873. Les extraits des jugements ou arrêts, portant condamnation à une amende, sont envoyés par le greffier aux agents de l'administration des

249. Conf. opinion divergente dans la doctrine sur la solution du 3°, Garraud, *Précis*, 4e éd., p. 284, n. 1.

La loi du 26 octobre 1888 a fixé à 3.000 fr. le maximum de l'amende substituée à l'emprisonnement, par l'effet des circonstances atténuantes (art. 463, *in fine*, Code p.).

finances (trésorier-payeur général ou receveur particulier), dès qu'ils sont devenus définitifs, c'est-à-dire dès que les délais des voies de recours sont expirés. Il est peut-être regrettable que l'amende, ayant présenté jusqu'au prononcé de la condamnation le caractère purement pénal, soit confondue, dans les opérations du recouvrement, avec des dettes purement fiscales des particuliers envers l'Etat. Nous aurons l'occasion d'utiliser un peu plus bas cette observation.

59. — Si le condamné ne paie pas l'amende, le percepteur a à sa disposition les garanties, les procédés de coercition ou de recouvrement suivants :

1° L'exécution sur les biens par voie de saisies (saisie-arrêt, saisie-exécution, saisie-immobilière, etc.) ;

2° L'inscription de l'hypothèque judiciaire résultant du jugement de condamnation : cette garantie est particulièrement intéressante pour les biens à venir du condamné (1) ;

3° La solidarité, quand plusieurs individus ont été condamnés pour un même crime ou pour un même délit (art. 55, C. pén.). Cette garantie de recouvrement n'est d'ailleurs pas en harmonie avec le caractère purement pénal de l'amende moderne : il est de principe que les peines sont aujourd'hui personnelles, et il ne saurait venir à l'idée de faire subir à un délinquant les peines d'emprisonnement prononcées contre les coauteurs ou complices condamnés avec lui pour participation à la même infraction. Une telle solidarité n'est pas plus raisonnable en matière d'amende, et elle prouve que les rédacteurs de notre Code pénal n'ont pas su écarter complètement la considération du côté lucratif de l'amende, pour ne s'attacher qu'à son côté privatif ;

4° L'exécution sur la personne qui porte le nom de contrainte par corps. Cette contrainte est possible, alors même que

(1) Une observation commune doit être faite sur l'emploi de ces deux premiers procédés ou garanties de recouvrement. C'est « qu'en cas de concurrence de l'amende avec les restitutions et dommages-intérêts, sur les biens insuffisants du condamné, ces dernières condamnations obtiendront la préférence », art. 54 et art. 468 C. pén.

le condamné est insolvable, et que l'on sait d'avance que l'exécution de la contrainte ne lui fera pas trouver les ressources nécessaires pour s'acquitter. Il en résulte qu'il faut voir dans la contrainte par corps autre chose qu'un simple procédé de recouvrement.

S'il n'est pas inexact de lui reconnaître ce caractère comme prépondérant, quand elle est prononcée contre une personne solvable, il faut au contraire la considérer principalement comme une pénalité subsidiaire de l'amende, quand elle est prononcée contre un insolvable. La vérité de cette distinction s'accuse encore par cette remarque, que, d'après l'article 10 de la loi du 22 juillet 1867, la plus récente en la matière, les condamnés qui justifient de leur insolvabilité (conformément à l'article 420, Code d'Instr. cr.) ne sont mis en liberté qu'après avoir subi la contrainte pendant la moitié de la durée fixée par le jugement. Il en résulte donc que, dans cette mesure, on paraît (1) accepter la substitution à la peine pécuniaire d'une peine privative de liberté.

Observons en outre que l'initiative de l'incarcération, quand il s'agit d'une personne solvable, appartient au percepteur, qui adresse une demande à cet effet au procureur de la République ou au procureur général, suivant que l'amende a été prononcée par un jugement ou par un arrêt. Le ministère public ainsi saisi ne peut se dispenser d'ordonner l'incarcération.

S'il s'agit d'insolvables, le percepteur se contente d'inscrire leur nom sur une liste, qu'il envoie tous les trimestres au parquet. C'est alors le ministère public qui désigne les condamnés qui devront être soumis à la contrainte par corps.

La différence de ces deux procédés est en quelque sorte une nuance de plus, qui vient accentuer le caractère pénal de la contrainte, prononcée contre un insolvable. Il faut toutefois reconnaître que ce caractère est seulement prépondérant, et que la législation française n'a pas franchement accueilli l'idée de remplacer le paiement de l'amende par un empri-

(1) V. plus bas l'explication de cette réserve.

sonnement (1). En effet, le condamné, solvable ou insolvable, qui a été élargi après avoir subi sa contrainte, reste toujours tenu du paiement de l'amende : mais il ne peut plus être soumis de ce chef à une nouvelle contrainte. De plus, le condamné contraint par corps n'est pas astreint au travail, ce qui est d'ailleurs extrêmement regrettable ; or on sait que l'obligation au travail accompagne habituellement la peine privative de liberté. Aussi la jurisprudence n'est-elle pas encore fixée sur le caractère qu'il convient de reconnaître à la contrainte par corps

La loi a déterminé pour la durée de la contrainte par corps une série de minima et de maxima, dont le taux s'élève parallèlement à l'importance de l'amende (art. 9, loi du 22 juillet 1867). Le rôle du juge consiste à déterminer, dans chaque circonstance, la durée de la contrainte dans le cadre des limites légales.

5° Les prestations en nature en matière de délits forestiers (art. 210, § 3, Code for.) (2). Il s'agit ici d'une faveur réservée aux délinquants insolvables. A la différence de la contrainte par corps, qui présente toujours à un degré quelconque le caractère d'une voie d'exécution, destinée à aboutir au recouvrement de l'amende, les prestations forestières sont substituées à la peine pécuniaire ; elles constituent un mode de libération de l'amende.

Ces prestations ne sont pas autre chose que des journées de travail, fournies par le délinquant, et employées à l'entretien ou à l'amélioration des forêts ou des chemins vicinaux. Le prix de la journée de prestation est fixé par le Conseil général. L'administration des forêts préfère le travail à la tâche

(1) Dans beaucoup de législations étrangères existe au contraire l'emprisonnement subsidiaire, Code pénal belge, art. 40 et 41, Code pénal italien, art. 19, § 2, Code pénal allemand, art. 28, 29 et 78, etc. L'amende est alors convertie en prison et cesse d'être exigible.

(2) Conf. d'autres cas de prestations en nature substituées à l'amende dans l'art. 3 de la loi du 25 mars 1873 sur la déportation et l'art. 2 de la loi du 21 décembre 1897, sur les pouvoirs disciplinaires des administrateurs des communes mixtes en Algérie.

au travail à la journée, ainsi que l'article 210, § 5 lui en donne le droit.

60. — Si le législateur n'a point su conserver toute sa pureté au caractère pénal de l'amende dans l'organisation des moyens de recouvrement, il ne paraîtra pas étonnant qu'il ait commis une inconséquence du même ordre, mais plus choquante, dans la désignation des personnes contre lesquelles l'amende peut être recouvrée. Dans notre loi pénale française — telle du moins que la jurisprudence l'interprète et a d'ailleurs raison de l'interpréter — une condamnation définitive à l'amende peut être exécutée contre les héritiers du condamné. L'intention du législateur sur ce point est révélée très clairement par ce qui a été dit lors de la discussion au Conseil d'Etat de l'article 2 du Code d'instruction criminelle (1). Peu importent les précédents de l'ancien droit invoqués dans le même sens, puisque dans l'ancien droit l'amende présentait avant tout le caractère d'une indemnité.

Admettre le recouvrement de l'amende contre les héritiers, c'est oublier que « la condamnation à l'amende n'a pas pour but de créer une dette envers l'Etat, mais d'infliger une souffrance à un individu coupable. Dès que ce résultat ne peut plus être atteint, il n'y a plus de raison de recouvrer l'amende » (2).

SECTION III

LA CONDAMNATION PRONONCÉE AVEC SURSIS

61. — Il est à peine besoin de faire remarquer que, dans toute peine prononcée avec sursis, la fonction d'intimidation est seule conservée.

La menace collective du législateur est remplacée par une menace individuelle et précise.

Ainsi s'explique la place que nous avons attribuée à cette institution répressive.

(1) « Il sera bien entendu que le jugement qui prononce l'amende recevra son exécution, nonobstant la mort du condamné ». LOCRÉ, t. XXV, p. 118.

(2) LABBE, *op. cit.*, p. 41.

Elle est de date récente dans notre législation, et la loi du 26 mars 1891, qui l'y a introduite, est ordinairement plus connue sous le nom de son initiateur (1). Il n'est pas douteux qu'en organisant le sursis à l'exécution des peines, on paraît s'être surtout préoccupé de diminuer le nombre des courtes peines d'emprisonnement ; il semble que l'on n'ait eu qu'accessoirement comme but d'enrichir l'arsenal des peines de pure intimidation d'une nouvelle variété. Cette remarque est nécessaire pour apprécier certaines critiques faites à l'innovation de la loi de 1891, dont nous allons rappeler les dispositions générales, en étudiant les conditions d'obtention du sursis, le sursis lui-même et les causes de déchéance.

62. — Le sursis n'est accordé que pour certaines peines, et seulement à certains délinquants.

Et d'abord pour certaines peines : il faut que la condamnation prononcée soit à la prison ou à l'amende. Le sursis ne s'applique qu'à cette condamnation principale, et non pas aux pénalités accessoires (2), ni aux incapacités résultant de la condamnation (art. 2). Le Sénat qui, le premier, a été saisi du projet de loi, n'avait admis le sursis que pour la prison, conformément à la proposition de M. Bérenger : c'est la Chambre des députés qui a étendu à l'amende la possibilité du sursis. Le sursis ne s'applique pas à l'emprisonnement ni à l'amende de simple police ; c'est tout au moins dans ce sens qu'une jurisprudence très ferme interprète la loi de 1891, dont les termes ne semblent pourtant exclure aucune condamnation à l'amende ou à d'autres peines privatives de liberté que la réclusion et les travaux forcés (3).

(1) L'institution du sursis pour les délinquants primaires paraît avoir des origines anglo-saxonnes, puisqu'elle a été pratiquée en Amérique et en Angleterre avant de pénétrer en Belgique et en France. Mais il faut bien remarquer qu'en Angleterre et dans les Etats américains on a organisé le sursis *au jugement*, tandis que chez nous et nos voisins belges le sursis fonctionne pour la condamnation, qui est bel et bien prononcée par jugement.

(2) C'est l'expression employée par la loi, il serait plus exact de dire ici « complémentairee ».

(3) Pour ceux qui considèrent la condamnation conditionnelle, moins comme une variété nouvelle de pénalité, que comme un moyen de préserver un délinquant

Les tribunaux ne prononcent pas non plus, mais avec plus de raison, de condamnation avec sursis pour les amendes fiscales et forestières, où l'on s'accorde à reconnaître comme prépondérant le caractère de réparation civile. Enfin, après de longues hésitations, on s'est décidé en pratique à étendre la loi du sursis aux condamnations prononcées pour délits spéciaux, sauf aux condamnations émanant des tribunaux militaires expressément exclues par l'article 7 de la loi. En ce qui concerne ces dernières condamnations, l'application du sursis leur a été faite par le législateur lui-même par une disposition toute récente (loi du 28 juin 1904).

Il faut en outre, pour qu'un délinquant puisse bénéficier du sursis à l'exécution « qu'il n'ait pas subi de condamnation antérieure à la prison pour crime ou délit de droit commun » (1) : de tels antécédents autorisent à supposer qu'une peine de pure intimidation, comme celle qui résulte d'une condamnation conditionnelle, serait dépourvue de toute efficacité ; à plus forte raison, une condamnation à une peine plus grave que la prison rend-elle impossible l'application du sursis.

La condamnation antérieure doit émaner d'un tribunal fraaçais : on s'accorde à l'admettre bien que la loi ne l'indique pas ; elle doit de plus être devenue définitive avant l'accomplissement de la nouvelle infraction.

63. — Le sursis à l'exécution est de cinq ans à partir du jugement ou de l'arrêt qui le prononce. La loi française, en adoptant ce délai préfixe et invariable, s'est séparée de la loi anglaise, qui abandonne au juge la détermination de la durée du sursis, ainsi que de la loi belge et du Code pénal italien qui se contentent de fixer un maximum.

Le sursis dispense pendant sa durée le condamné de l'exé-

encore intéressant de la contamination morale dans nos prisons — et telle paraît avoir été la pensée inspiratrice de M. Bérenger — il n'est pas douteux que cette jurisprudence méconnaît l'esprit de la loi. La jurisprudence belge applique au contraire la loi du sursis (loi du 31 mai 1888) aux condamnations de simple police.

(1) Art. 1er, loi du 26 mars 1891.

cution de l'emprisonnement et du payement de l'amende. Toutefois, la condamnation est inscrite au casier judiciaire, mais elle ne figure au bulletin n° 3 que si elle est prononcée à plus d'un mois d'emprisonnement avec ou sans amende (1).

Si le délai du sursis s'accomplit sans qu'une cause de déchéance intervienne « la condamnation sera comme non avenue » (2).

Elle disparaît par l'effet d'une véritable condition résolutoire ; c'est une réhabilitation de plein droit. Cependant, en ce qui concerne le casier judiciaire, si la mention de la condamnation cesse de figurer au bulletin n° 3 elle reste toujours inscrite, même après l'expiration du délai, au bulletin n° 1 et par conséquent au bulletin n° 2.

64. — D'après l'article 1er de la loi de 1891, le condamné qui a obtenu le sursis en est déchu, lorsque dans le délai de cinq ans, à dater du jugement ou de l'arrêt « il a encouru une poursuite, suivie de condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun ». Le législateur a établi une corrélation évidente entre les causes de non obtention et les causes de déchéance du sursis.

Cette corrélation se justifie très bien rationnellement : il est naturel que l'on cesse, *a posteriori*, de faire l'application d'une peine d'intimidation pure, dans les mêmes circonstances où l'on estime *a priori* qu'elle est inapplicable.

On discute encore la question de savoir quel est exactement l'événement qui opère la déchéance du sursis. Est-ce la condamnation ? Est-ce simplement la poursuite ? Est-ce plus simplement encore le fait délictueux lui-même ? La Cour de cassation paraît aujourd'hui incliner en faveur de cette dernière solution, qui est la plus rationnelle, car c'est la nouvelle faute et non la répression plus ou moins tardive de cette nouvelle faute, qui prouve l'inefficacité de la menace judiciaire résultant de la condamnation conditionnelle. On peut d'ailleurs

(1) Art. 7 § 6, loi du 5 août 1899.
(2) Art. 1er, loi du 26 mars 1891.

invoquer à l'appui de cette opinion le texte même de la loi de 1891. C'est par l'accomplissement d'un délit que l'on se place sous le coup d'une poursuite; dans le langage ordinaire, encourir une poursuite ne veut pas dire être l'objet d'une poursuite actuelle, mais être en situation d'être poursuivi. Il serait d'ailleurs extraordinaire que l'on ait ainsi augmenté sans nécessité le nombre des cas, où la lenteur dans la poursuite et la condamnation deviennent pour le délinquant une véritable bonne fortune, en lui assurant l'impunité. On ne peut former contre la jurisprudence actuelle de la Cour de cassation sur ce point que des objections tirées des travaux préparatoires de la loi du sursis. Il ne nous semble pas qu'il soit opportun de rechercher une solution, d'ailleurs défectueuse, dans l'esprit de la loi, quand on n'est pas embarrassé pour donner à son texte une interprétation naturelle et raisonnable.

En cas de déchéance du sursis — et cette déchéance se produit de plein droit, sans qu'il soit nécessaire de la prononcer — la peine dont l'exécution avait été suspendue devra être subie « sans quelle puisse se confondre avec la seconde » (1) qui vient frapper la nouvelle infraction, cause de la déchéance. Il y a plus : cette première condamnation, dont la condition suspensive s'accomplit, pourra être comptée comme un premier terme de récidive, et faire encourir au bénéficiaire du sursis l'aggravation prévue par les articles 57 et 58 du Code pénal, en ce qui concerne la peine de la nouvelle infraction.

(1) Art. 1er, loi du 26 mars 1891.

CHAPITRE II

Etude pénitentiaire des peines d'intimidation pure

65. — Si l'on se place sur le terrain de la pratique, il ne me paraît, pas exagéré d'affirmer que toutes les questions de science pénitentiaire, que soulève l'étude des peines d'intimidation pure, gravitent en fait autour d'un problème fameux qui en est en quelque sorte le foyer, et qui peut s'énoncer ainsi.

Dans une bonne législation, la courte peine d'emprisonnement peut-elle fonctionner comme peine normale d'intimidation et d'avertissement ? En cas de réponse négative, quelles sont les peines qui pourraient la remplacer totalement ou partiellement ?

Etant donné que la recherche des différentes solutions que ce problème comporte permet d'aboutir à un exposé très clair et très didactique de toutes les questions engagées dans notre étude, nous allons consacrer une première section à l'examen de la valeur répressive et intimidante des courtes peines d'emprisonnements, et une deuxième section aux pénalités susceptibles de leur être substituées.

SECTION PREMIÈRE

DE LA COURTE PEINE D'EMPRISONNEMENT UTILISÉE COMME PEINE D'INTIMIDATION OU D'AVERTISSEMENT

66. — On paraît unanime à reconnaître que la jurisprudence répressive du XIX^e^ siècle, en France — et notre pays

n'est pas isolé sur ce point — est caractérisée par l'abus des courtes peines d'emprisonnement (1). Notre Code pénal autorisait le juge à en faire un emploi très fréquent, et le juge a usé à l'excès de cette permission.

Il n'est donc pas douteux qu'en diminuant le rôle de l'emprisonnement de courte durée on réalisera, de l'avis de tous, une amélioration incontestable dans notre système répressif.

Toute la question est de savoir jusqu'où il faut aller dans cette voie; car on a été jusqu'à soutenir que l'emprisonnement de courte durée devait être complètement abandonné dans une bonne législation, et remplacé par l'amende réorganisée sur d'autres bases, notamment au point de vue de son taux et de son recouvrement (2).

Il est certain que, si l'on se place uniquement au point de vue de la principale fonction utilitaire de la peine, qui est la fonction de prévention individuelle, le maintien de la courte peine d'emprisonnement semble difficile à justifier.

L'emprisonnement au-dessous de trois mois, comme il a été dit plus haut, ne comporte pas l'application sérieuse et efficace d'une discipline moralisatrice. Il ne peut avoir qu'un but : c'est d'effrayer, d'imposer une souffrance, une privation, afin d'intimider celui qui l'a subi, et de lui enlever l'envie de recommencer.

Or, les courtes peines d'emprisonnement sont loin de produire cet effet sur tous ceux qui y sont condamnés, et, dans les cas mêmes où elles atteignent leur but, elles sont accompagnées de si graves inconvénients, qu'on doit leur préférer d'autres procédés d'intimidation.

D'abord, il est avéré que quelques jours ou quelques

(1) C'est la première impression qui se dégage du remarquable rapport de M. Boullaire à la Société des Prisons et de la discussion qui l'a suivi. *Rev. pén.*, 1893, pp. 706 et s., 862 et s., 1026 et s.

(2) Actes du Congrès pénitentiaire international de Rome, 1885. *Rev. pénit.*, 1893, p. 709.

Conf. Saleilles, *Individualisation de la peine*, p. 77, *in fine*. Von Liszt, *Zeitstchrift Strafrecht*, t. IX *Kriminalpolitische Aufgaben*. pp. 738 et s.

semaines de prison n'ont absolument rien d'intimidant pour les récidivistes.

Le récidiviste ne redoute pas la prison de courte durée ; il arrive même parfois qu'il la recherche, surtout pendant la mauvaise saison (1). Ce qu'il y a d'effrayant dans cette peine, c'est son nom même, c'est le déshonneur qui s'y attache ; mais, une fois que la crainte de la flétrissure a cessé de produire son effet, par le fait même que cette flétrissure a été encourue, et que le délinquant, une première fois condamné, en a pris son parti, la menace d'un court séjour en prison perd toute valeur répressive ; la prison de courte durée n'est tout au plus pour le récidiviste qu'un simple désagrément, quand elle est prononcée dans un moment inopportun.

Faut-il faire remarquer que cette inefficacité s'accentue encore, lorsque, comme cela arrive la plupart du temps en France, la courte peine d'emprisonnement est subie dans une maison en commun ? Cette promiscuité est un attrait pour le récidiviste ; elle rompt la monotonie de l'internement, et permet à d'anciens compagnons de se retrouver, pour méditer de uouvelles entreprises.

Voilà donc une catégorie très nombreuse de délinquants, pour lesquels l'emprisonnement de courte durée manque ordinairement son but.

Quant aux délinquants primaires, admettons que la condamnation à une courte peine de prison leur procure en général une émotion salutaire, et qu'au sortir de l'audience ils regrettent ce qu'ils ont fait et ne sont pas disposés à recommencer. C'est alors l'exécution de la peine qui va produire à leur égard les plus fâcheux effets si bien décrits par Prins. « En ce qui concerne les débutants de la criminalité, ceux qui, n'ayant jamais été poursuivis auparavant, commettent une première peccadille, c'est plus grave encore ; il ne suffit plus de proclamer l'inutilité de la prison, il faut reconnaître son

(1) Conf. Prins, Rapport à la première session de l'Union internat. de Droit pénal. *Bulletin de l'U.-I.-D.-P.*, 1re année, 1889, p. 29.

caractère nuisible. Elle dégrade l'honnête homme, affaiblit chez lui la notion de la dignité et le ressort moral. Quand il a subi sa peine, il rentre au foyer domestique amoindri aux yeux de sa famille et de ses compagnons. Parfois il ne retrouve plus son gagne-pain, il a perdu sa place à l'atelier, les clients l'ont quitté : la force du prolétaire obligé de vivre au jour le jour, c'est la régularité ; elle seule fait entrevoir la possibilité de l'épargne. Une condamnation bouleverse toutes ses conditions d'existence ; désormais il est désarçonné, le découragement survient aisément, parfois il se met à boire, il est sur la pente du vagabondage, et l'engrenage pénitentiaire qui l'a saisi ne le lâchera plus » (1).

Ces inconvénients, qui résultent de toute courte peine de prison, quel qu'en soit le régime, sont encore naturellement aggravés, quand la peine est subie en commun. Non seulement le séjour dans une prison en commun déshonore, désoriente et déclasse, comme le séjour dans une prison cellulaire, mais en outre il corrompt.

Le délinquant primaire, qui est entré en prison avec un fond de moralité encore intact — du moins, on doit le supposer, car, sans cela, on n'aurait pas dû lui faire l'application d'une peine de simple intimidation, mais d'une peine réformatrice — en sort plus ou moins profondément perverti par le contact avec des criminels de profession. Il y a là une mauvaise action sociale ; car, si la société a le droit de se défendre, elle n'a jamais celui de corrompre.

On pourrait d'ailleurs soutenir qu'indépendamment de tout contact pernicieux, et même sous le régime cellulaire, le court séjour en prison risque souvent d'être démoralisant, par le contraste même qu'il réalise avec l'existence ordinaire du délinquant. « L'ouvrier habite ordinairement un taudis, où dans une choquante promiscuité, il gèle l'hiver et étouffe l'été. Condamné, il est transporté dans une cellule propre et claire, chauffée ou aérée suivant les saisons. Il y est mieux nourri

(1) PRINS, *loc. sup. cit.*

que chez lui, il y dort plus à l'aise, il y reçoit du travail (1), un salaire des livres des soins médicaux. Comment veut-on que, redevenus libres et causant avec leurs compagnons, les détenus ne propagent pas l'opinion que, pour un séjour de courte durée, la prison est un local assez confortable? Le système pénitentiaire est ainsi miné par sa base et sa portée morale ou exemplaire disparaît » (2).

Enfin on peut ajouter — il est vrai que l'objection ne s'adresse pas seulement aux courtes peines d'emprisonnement — qu'elles ont « l'inconvénient grave de ne pas atteindre seulement celui qui est interné, mais toute sa famille ; de telle sorte, qu'en frappant d'une peine celui qui a été coupable, nous punissons en même temps des innocents qui vivaient du salaire du condamné » (3). Il y a, de ce chef, une atteinte apportée au principe de la personnalité des peines.

Tel est le résumé des nombreuses et graves critiques, que l'on a dirigées, non pas contre l'abus des courtes peines d'emprisonnement, car personne ne songe à défendre un abus, mais contre leur usage même modéré (4). On s'accorde à reconnaître dans l'emprisonnement de courte durée une des causes principales de la récidive.

67. — Il paraît donc évident que, si l'on se préoccupe uniquement de faire remplir à la peine une fonction de prévention individuelle, il faut faire disparaître cette pénalité de notre législation.

Cette proposition absolue a rencontré des contradicteurs, parmi ceux qui estiment que la fonction de prévention générale doit parfois prendre le pas sur la fonction de prévention individuelle, et que la peine n'est pas moins utile aux honnêtes gens qu'elle rassure et dont elle raffermit le sens moral, qu'aux délinquants auxquels on en fait l'application.

(1) Encore faut-il faire remarquer que le travail dans les prisons de courtes peines, surtout cellulaires, est difficile à organiser, et qu'il n'est jamais bien pénible.

(2) PRINS, *loc. sup. cit.*, p. 30.

(3) Observat. de M. Brueyre. *Rev. pénit.*, 1893, p. 1037.

(4) On les trouvera développées avec quelques références dans la thèse de M. de la HOUGUE, *Les courtes peines d'emprisonnement*, Paris, 1901, pp. 17 et s.

Dans la discussion qui s'est engagée à la Société générale des prisons sur le sujet qui nous occupe, ce dernier point de vue a été surtout développé par des magistrats (1), qui ont manifesté la crainte que la suppression — tout au moins légale — de la courte peine d'emprisonnement, soit d'une façon absolue, soit seulement pour certains délits, n'ait comme résultat d'énerver la répression. Il n'est pas niable que pour la masse du public, la prison ne soit autrement redoutable qu'une amende même élevée ; s'il est vrai qu'il existe de par le monde une foule de consciences d'une honnêteté moyenne et quelque peu vacillante, auxquelles il est utile d'être étayées du bon côté par la menace d'une peine, peut-être devrait-on conserver quelque importance à une peine, dont la menace demeure toujours intimidante et efficace.

Qu'on le veuille ou non la condamnation à la prison comporte une dose de désapprobation sociale incomparablement plus forte que celle que sous-entend une condamnation à l'amende ou à une pénalité substituée à la prison : or, pour tous ceux qui n'ont pas une prédisposition anthropologique aux actes criminels, la sanction collective de l'opinion, la crainte de la mésestime générale des parents, des voisins, des concitoyens constitue l'une des plus puissantes sauvegardes de la moralité ; si la courte peine d'emprisonnement donne le moyen d'agir sur ce ressort, on doit hésiter à en abandonner l'application.

Cette considération générale est fortifiée par des exemples puisés dans la pratique judiciaire, et qui semblent bien démontrer qu'au moins dans certaines circonstances, la courte peine d'emprisonnement est une nécessité qui s'impose, notamment en cas de récidive obstinée d'infractions légères (2), ou bien encore en cas de crimes commis sous l'empire de la passion.

Dans la première hypothèse, l'insuffisance des procédés d'intimidation précédemment employés contraint le juge à en

(1) *Rev. pénit.*, 1893. pp. 725 et 727.

(2) V. les exemples donnés par M. FLANDIN à la Soc. gén. des prisons. *Rev. pénit.*, 1893, pp. 728 et 729.

employer un autre, qui ait quelque chance d'être efficace, sans qu'il y ait lieu cependant de recourir à une peine réformatrice. Dans la seconde, malgré la faible criminalité des éléments psychiques de l'acte, ses éléments matériels sont d'une telle gravité que la société, ne peut se dispenser de manifester sa réprobation avec énergie et d'appliquer au coupable une peine, sans utilité pour lui, mais indispensable au maintien de la moralité publique.

La difficulté de notre question consiste donc dans la conciliation des exigences de la prévention générale, avec celles de la prévention individuelle. Toutefois, il ne s'agit pas là à proprement parler d'un conflit entre les intérêts de l'individu et ceux de la société, car la prévention de la récidive individuelle est un intérêt social au même titre que la prévention générale des imitateurs possibles. Ces intérêts ne sont donc pas de qualité différente, mais de poids différents; il faudrait en effet pouvoir les peser pour savoir lequel doit l'emporter sur l'autre. Le nombre des individus, que l'application de la courte peine d'emprisonnement engage dans la voie de la récidive, est-il plus grand que celui des hésitants, que la menace de cette peine retient sur la frontière du Code pénal et dont elle affermit le sens moral ? Posée dans ces termes, la question ne paraît guère soluble, car la statistique est impuissante à fournir le chiffre des non délinquants que l'intimidation pénale a empêché de devenir délinquants. La lumière viendra peut-être d'un autre côté. A supposer qu'on supprime la peine d'emprisonnement de courte durée, trouverait-on pour la remplacer des pénalités qui n'offriraient pas les mêmes inconvénients, tout en présentant les mêmes avantages ?

SECTION II

DES PÉNALITÉS QUI POURRAIENT ÊTRE SUBSTITUÉES A L'EMPRISONNEMENT DE COURTE DURÉE

68. — La question de la substitution de certaines pénalités à l'emprisonnement de courte durée a un historique déjà long,

dont le point de départ pourrait être placé en 1864, année de la publication de cet ouvrage remarquable, où M. Bonneville de Marsangy traçait, par une sorte d'intuition que l'on n'a pas assez admirée, l'esquise des réformes les plus heureuses, apportées plus tard à notre législation pénale (1). Après s'être élevé contre l'abus des courtes peines d'emprisonnement, il se résumait dans cette formule : « La peine privative de la liberté ne devrait jamais être prononcée quand la peine pécuniaire suffit à la répression » (2).

L'idée fit ensuite son chemin, discutée par des Congrès ou des Sociétés savantes, accueillie et développée par la littérature pénitentiaire, consacrée même législativement, mais avec beaucoup de timidité, par certains pays, en tout cas figurant en bonne place dans les projets de Code pénal élaborés pendant le dernier quart du XIX^e^ siècle.

C'est d'abord le Congrès pénitentiaire international de Londres, qui s'en occupe en 1872, mais sans arriver à aucune conclusion : la question est de nouveau effleurée en 1878 par le Congrès de Stockholm, puis longuement examinée en 1885 par le Congrès de Rome, où, par 19 voix contre 13, on rejeta la suppression absolue et obligatoire pour le juge des courtes peines d'emprisonnement (motion Garofalo) pour s'en tenir à la latitude reconnue aux tribunaux de substituer, par l'effet des circonstances atténuantes, l'amende à l'emprisonnement (motion Ferdinand Dreyfus).

Depuis 1885, elle a cessé de figurer à l'ordre du jour des Congrès pénitentiaires internationaux. Il y a cependant été fait allusion, notamment au Congrès de Saint-Pétersbourg (1890), où l'on a admis la fixation « d'un minimum spécial pour éviter l'abus des courtes peines ».

On la retrouve alors au programme des sessions allemandes ou internationales de l'Union internationale de droit pénal

(1) Bonneville de Marsangy, *Amélioration de la loi criminelle,* Paris, 1864. Pour la question qui nous occupe, v. t. II, p. 251.

(2) Bonneville de Marsangy, *loc. sup. cit.*

(session internationale de Bruxelles) (1889) (1), session internationale de Berne (1890) (2), session allemande de Halle-s.-Saale (1891) (3), session internationale de Christiana (1891) (4).

La Société générale des prisons lui fait accueil en 1893 et discute pendant trois séances le rapport de M. Boullaire sur *les peines qui pourraient dans certains cas être substituées à l'emprisonnement* (5).

En 1894 l'Association des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire allemande (Verein der deutschen Strafanstaltsbeamten) lui consacre deux questions, les deux premières du programme (6).

Enfin, en 1895 le Congrès des jurisconsultes allemand, réuni à Brême, continuait dans sa troisième section sur le remarquable rapport du Dr Felisch la discussion de la réforme de l'amende et des moyens efficaces pour son recouvrement qui avait été commencé au Congrès précédent à Augsbourg en 1893 (7).

Dans la littérature pénitentiaire, distincte des travaux des Congrès, l'idée de la substitution de certaines peines à l'emprisonnement a été maintes fois reprise depuis le livre de M. Bonneville de Marsangy. Citons parmi les monographies les plus connues celle de M. de Joinville (8), l'article de

(1) Rapports de MM. Prins et Lammasch sur la première question, de MM. Von Liszt et Garofalo sur la deuxième question. *Bulletin de l'U.-I.-D.-P.*, 1re année, 1889, pp. 38 et s. Discussions *eod. loc.*, pp. 138 et s.

(2) Rapports de MM. Baumgarten et Zurcher sur la quatrième question. *Bull. de l'U.-I.-D.-P.*, 2e année, 1891, pp. 53 et s., pp. 76 et s. Discussions, pp. 218 et suiv.

(3) *Bull. de l'U.-I.-D.-P.*, 2e année, 1891, p. 182.

(4) V. le programme dans *Bull. de l'U.-I.-D.-P.*, 2e année, 1891, p. 180. Conf. Rapports de M. Rosenfeld sur la première question. *Bull. de l'U.-I.-D.-P.*, 3e année, 1892, p. 135 et s. Discussion, p. 237 et s.

(5) *Rev. pénit.*, 1893, *loc. sup. cit.*

(6) V. un compte rendu développé de ce Congrès dans le *Deutscher Reichsanzeiger* (Journal officiel de l'Empire) du 23 mai 1894 et un compte rendu résumé dans *Rev. pénit.*, 1894, pp. 1291 et s.

(7) V. le rapport du Dr Felisch dans les « Verhandlungen des dreiundgsvanzisten deutschen Juristentages », 1895, VIII. Conf. *Rev. pénit.*, 1895, pp. 1375 et suiv.

(8) *L'emprisonnement à court terme et ses conséquences*, Paris, 1880.

M. Correvon dans la *Revue pénitentiaire* (1), l'étude de M. Rosenfeld (2), enfin celle de Von Liszt (3) (4).

69. — A ce mouvement scientifique considérable, n'a point correspondu un mouvement législatif aussi important. Les courtes peines d'emprisonnement restent en vigueur et sont encore fréquemment appliquées dans presque toutes les nations civilisées. On relève seulement une tendance à donner plus d'importance et plus d'efficacité à l'amende, en en élevant le taux et en généralisant comme mode de recouvrement l'institution des corvées pénales facultatives ou obligatoires. Les prestations de travail sont même parfois directement admises comme substitutif de la peine d'emprisonnement (5). La lenteur du progrès législatif dans cette voie doit être en grande partie attribuée à la difficulté même de la tâche, mais aussi au succès beaucoup plus rapide dans l'opinion et dans la législation d'un autre procédé, qui devait permettre, si l'on en usait avec intelligence, de rendre plus rares les courtes peines d'emprisonnement sans qu'on ait à se préoccuper de leur substituer d'autres pénalités ; je veux parler de la condamnation conditionnelle, ou plus précisément prononcée avec sursis conditionnel à l'exécution.

Il est facile de se rendre compte de la façon dont ces deux

(1) *Rev. pénit.*, 1893, pp, 890 et s.

(2) Rosenfeld Welche Strafmittel Können an die Stelle der Kurzzeitigen, Freiheitsstrafe gesetzt werden ? Berlin, Guttentag 1891. Il serait facile d'allonger la liste qui figure au texte par la citation d'ouvrages généraux, où la question qui nous occupe est traitée accessoirement, mais cependant avec quelque développement ; par ex. Prins, *Criminalité et répression*, Paris, Bruxelles, 1885 ; W. Tallack, *Penological and preventive Principles*, Londres, 1896 ; notamment Chap. XIX, « Substitutes for Imprisonement » ; Krohne, *Lehrbuch*, etc., pp. 232 et s., *Kritik der Freiheitstrafen* et la bibliographie citée.

(3) *Zeitschrift-Strafrecht.* t. 9 ; *Kriminalpolitische Aufgaben*, pp. 754 et s.

(4) On peut y joindre, non pas seulement dans un intérêt d'actualité, les deux thèses de M. Marcé (Paris, 1898) et de M. de la Hougue (Paris, 1901).

(5) V. loi du 17 mai 1875 (art. 7) pour le canton de Vaud (cité par de la Hougue p. 181, n. 2 sic). Code du canton de Neufchatel. Code du canton de Schwyz. Code du canton de Berne. Code pénal des Pays-Bas. Code pénal italien. Avant-projet de Code pénal suisse. Conf. *Rev. pénit.*, 1894, p. 194 (C. R. de M. Garçon). Code pénal norwégien, § 28, dans *Bull. de l'U.-I.-D.-P.* XIIe vol. 1905, append. à la 1re livraison.

tendances se font concurrence. Le point de départ qui leur est commun, c'est la constatation des graves inconvénients de l'abus, et même de l'usage de l'emprisonnement de courte durée, inconvénients qui résultent surtout, remarquons-le, de l'exécution de cette peine, car il est possible de lui reconnaître une sérieuse efficacité tant quelle demeure à l'état de menace. Dès lors, la solution du problème peut être cherchée dans deux directions différentes : ou bien faire disparaître totalement ou en grande partie la courte peine d'emprisonnement de notre législation répressive, et la remplacer par d'autres pénalités ; ou bien, puisque la menace est avantageuse, mais l'exécution désastreuse, augmenter l'action intimidante de la menace, de telle façon que l'on aboutisse moins souvent à l'exécution. Ce résultat est obtenu par la condamnation avec sursis à l'exécution, qui remplace la menace législative collective par la menace judiciaire individuelle, substituant ainsi, par un mécanisme bien connu, l'intensité à l'étendue dans le domaine de l'intimidation pénale.

Apprécions successivement la valeur pénitentiaire de ces deux solutions. Commençons par le sursis à l'exécution (1).

70. — L'application qui est faite en France depuis plus de 10 ans, de la loi du sursis a fait justice de bien des critiques, que son introduction avait soulevées. On est aujourd'hui autorisé à croire que le recul assez sensible, que les statistiques de ces dernières années permettent de constater dans le mouvement de la récidive, doit être attribué, peut-être même exclusivement, à l'usage judicieux de la condamnation conditionnelle (2). Certaines appréhensions qui ont paru justifiées à beaucoup d'esprits, lors des discussions théoriques qui ont

(1) On trouvera une bibliographie presque complète, mais assez désordonnée de la condamnation conditionnelle, dans FERRI, *Sociologia criminale*, IVe édit., p. 907, n. 2.

(2) V. notamment le rapport sur l'administration de la Justice criminelle en 1900, contenant un résumé de la marche de la criminalité depuis 1880. — Il est essentiel d'y joindre le rapport de M. Tarde au Congrès de l'U. I.-D.-P. (septembre 1902) sur la loi du sursis conditionnel et ses effets en France (*Bull. de l'U.-I.-D.-P.*, 1902, pp. 296 et s.).

précédé dans les milieux scientifiques et parlementaires l'élaboration de la loi de 1891, n'ont plus actuellement de raison d'être. C'est donc, sous la réserve de cette mise au point que l'application pratique a opéré pour les principales objections dirigées contre l'institution du sursis, qu'il faut aborder l'étude critique de cette loi.

Parmi ces objections, il en est qui portent contre le principe même du sursis, et que nous examinerons en premier lieu : il en est d'autres, qui ne s'adressent qu'à l'organisation actuelle de son fonctionnement en France sous l'empire de la loi de 1891.

On peut ramener à trois les critiques d'ordre général.

La plus encombrante, celle que l'on retrouve dans toutes les discussions parlementaires ou extra parlementaires qui ont préparé l'élaboration de la loi, c'est celle qui est tirée de l'énervement de la répression par suite de la suspension de l'exécution : c'est aussi celle dont l'expérience a fait le plus complètement justice. Les statistiques prouvent que, si quelques individus ont pu escompter au moment d'une première faute la chance d'obtenir le sursis, leur nombre est bien inférieur au nombre des délinquants primaires, condamnés conditionnellement, qui n'ont pas récidivé et qui très probablement auraient récidivé, si, avec le séjour contaminateur de la prison on leur eût imposé à leur sortie la tare des libérés. Que le besoin d'intimidation et de prévention collectives soit méconnu par la suspension de l'exécution il ne faut pas, je crois, chercher à le contester ; mais, ce qu'on doit poursuivre avant tout, c'est le résultat, c'est la diminution de la criminalité : si nous voulons rester fidèles à l'orientation de la politique criminelle, il faut savoir sacrifier les exigences de la prévention collective à celles de la prévention individuelle dans les circonstances où celle-ci apparaît comme plus efficace dans la lutte contre le crime.

Or, les constatations les plus récentes de la statistique ne permettent pas de méconnaître cette efficacité supérieure. La loi du sursis a produit l'heureux résultat d'abaisser considé-

rablement la proportion de la récidive correctionnelle (1) sans provoquer un relèvement du nombre des délinquants primaires. Bien au contraire ce nombre a légèrement fléchi (2).

Il est permis d'en conclure, sans toutefois pousser cette conclusion à l'extrême, que l'effet d'intimidation collective se trouve dans bien des cas très suffisamment réalisé par la désapprobation morale que comporte toute condamnation, sans qu'il soit toujours nécessaire d'aboutir à son exécution (3). Il ne faut pas oublier d'autre part qu'on n'est jamais sûr du bénéficier de cette mesure de clémence ; tout Français ne naît pas avec un bon pour une condamnation à blanc. L'octroi de sursis fait partie de ce qu'on peut appeler l'individualisation judiciaire de la répression, et ceci nous amène justement à la seconde critique générale adressée à l'institution de la condamnation conditionnelle.

On lui reproche de conférer au juge un pouvoir arbitraire démesuré. A cette critique comme à la précédente, la meilleure des réponses est fournie par l'application pratique de la loi de 1891 et ses heureux résultats depuis plus de 10 ans. Le nombre des sursis révoqués ne représente qu'une très faible part des sursis accordés (4). C'est donc que le juge a usé avec discernement de son pouvoir arbitraire. L'institution du sursis est une des nombreuses mesures — dont la plupart n'ont pas encore reçu la consécration législative — par lesquelles la distinction essentielle des malfaiteurs d'habitude et des délinquants d'occasion pénétrera peu à peu notre droit pénal, au point de devenir le grand criterium de l'opportunité, de la

(1) L'application très restreinte du sursis par les Cours d'assises ne permet pas d'en déterminer avec quelque précision la répercussion sur la récidive criminelle.

(2) TARDE, Rapport, *sup. cit.*, p. 300. Conf. *Rev. pénit.*, 1902, p. 185.

(3) « La vraie pénalité comme le vrai gouvernement étant l'opinion publique, ce qui importe, c'est bien moins l'exécution des peines que leur prononcé judiciaire au point de vue de la défense sociale. Le besoin social auquel répond la justice criminelle, ce n'est pas de rendre coup pour coup, mal pour mal, mais bien d'opposer à la négation des principes sociaux que le crime nie en les violant leur réaffirmation solennelle et le blâme officiel de leur violation ». TARDE Rapport, *sup. cit.*, p. 301.

(4) V. le tableau des années 1892-1899 dans TARDE, Rapport *sup. cit.*, p. 299.

nature et de la sévérité de la répression. Or, tant que l'anthropologie et la sociologie criminelles ne fourniront point de formules assez sûres pour que le législateur les accepte et fournisse lui-même au juge dans un texte les éléments de cette classification et les moyens pratiques de l'opérer, il faut se résigner, si l'on ne veut pas rester indéfiniment en retard sur le mouvement des idées, à la laisser faire par le juge lui-même. Il serait à souhaiter qu'il pût la faire plus à loisir et nous déplorons avec Ferri (1) l'encombrement des juridictions répressives inférieures, mais nous ne pensons pas cependant comme lui que le juge surmené distribue automatiquement le sursis, comme il le fait depuis 1832 pour les circonstances atténuantes. L'expérience prouve qu'il se tire à son honneur de la besogne délicate qui lui a été confiée, et nous n'avons pas à regretter « cette greffe éclectique sur le vieux tronc classique du droit et de la procédure pénale » (2).

Nous n'avons fait allusion jusqu'ici que des objections pratiques, dirigées contre l'arbitraire du juge. On y a ajouté une objection de principe et l'on a accusé l'institution du sursis de porter atteinte à la séparation des pouvoirs, en autorisant un empiètement du pouvoir judiciaire sur le pouvoir exécutif. La condamnation avec sursis, a-t-on dit, c'est une grâce judiciaire.

Nous ne nous appesantirons pas sur cette critique qui n'est vraiment pas sérieuse. Outre qu'il ne faut pas introduire dans le mécanisme de la séparation des pouvoirs une intransigeance qui en compromettrait le fonctionnement, on peut affirmer que le jeu du sursis lui est complètement étranger. La condamnation avec sursis est une condamnation sous condition résolutoire, et son exécution est rendue impossible par l'événement de cette condition originelle, et non par l'effet d'une mesure gracieuse intervenant après coup.

Enfin la dernière critique générale adressée à l'institution

(1) Ferri, *Sociologia criminale*, IVe édit., p. 915.
(2) Ferri, *loc. sup. cit.*, p. 915.

du sursis s'inspire de l'intérêt de la partie lésée (1). Si la partie lésée, dit-on, est rarement indemnisée du préjudice que lui a causé l'infraction, au moins a-t-elle la consolation de savoir que le coupable est sous les verrous et la souffrance qu'il endure lui procure une satisfaction morale à défaut de la satisfaction pécuniaire qu'elle n'obtient pas. Or, cette consolation, la loi du sursis va la lui enlever : peut-être ne faudrait-il pas faire aussi complètement abstraction du réconfort que la peine apporte aux honnêtes gens, et se préoccuper uniquement de l'utilité qu'elle présente pour les criminels.

Il n'est pas douteux que cette critique contient une part de vérité. La peine, nous l'avons vu dans notre introduction, a des fonctions multiples, utilitaires et morales, qu'il n'est pas toujours facile de concilier. Nous avons recherché en cas de conflit, quelles sont celles qu'il convenait de sacrifier : mais il ne s'ensuit pas que ce sacrifice doive être complet, à moins que les circonstances ne l'exigent impérieusement.

Il n'apparaît pas qu'il en soit ainsi dans la matière qui nous occupe, et c'est ce que nous allons préciser. Si en parlant des fonctions morales de la peine, on fait ici surtout allusion à la satisfaction du sentiment de vengeance éprouvé par la victime, je n'estime pas que le législateur d'une nation civilisée fasse une œuvre bonne et utile en s'inspirant, même pour une faible part, de ce sentiment dans l'organisation de la répression. « La peine n'est plus une vengeance : la peine est un remède social à un mal social » (2). Si, au contraire, on vise certaines hypothèses où le sentiment de justice se trouverait quelque peu heurté par la suspension de l'exécution ordonnée sans réserve et sans distinction, je ne regarde pas comme impossible d'introduire dans le fonctionnement du sursis la prévision de ces hypothèses.

(1) Cette critique a été particulièrement développée par le professeur LAMMASCH dans son rapport à la 1re Session de l'U. I. D. P., 1re question. Bruxelles, 1889, *Bull. de l'U. I. D. P.*, t. I, pp. 34 et s., et par FERRI, *Sociologia criminale*, IVe édit., p. 916. — Conf. la proposition de M. GAROFALO au Congrès de Bruxelles, *Bull. de l'U. I. D. P.*, t. I, p. 149.

(2) Van HAMEL, Observation dans la discussion du Congrès de Bruxelles sur la 1re question. *Bull. de l'U. I. D. P.*, t. I, p. 150.

Supposons que la victime d'un vol, par exemple, soit un journalier ou une pauvre femme : la somme qui lui a été dérobée, bien que peu importante, représente cependant le gain d'une semaine ou d'un mois de travail, admettrons-nous le voleur au bénéfice du sursis avec la même facilité que s'il eût pris cet argent dans la caisse d'un gros commerçant ou dans la poche d'un rentier? Serions-nous choqués que, dans de telles circonstances, le juge puisse subordonner l'octroi du sursis, soit à la réparation du préjudice causé, soit à la promesse de cette réparation garantie par des cautions (1), soit simplement au consentement de la partie lésée (2)? Ne trouve-t-on pas désirable que, dans tous les cas, en somme peu nombreux, où l'on peut craindre un contraste trop démoralisant entre la situation faite à la victime par l'infraction et celle faite à l'auteur de l'infraction par l'inéxécution de la condamnation, la loi fournisse au juge le moyen de l'estomper et d'en atténuer la crudité par l'un quelconque des procédés auxquels nous venons de faire allusion ?

Je crois que par cette concession on donne amplement satisfaction à cette dernière critique générale, dans la mesure, tout au moins où elle s'inspire d'une pensée d'utilité sociale.

71. — Arrivons aux critiques spéciales dirigées contre la loi de 1891.

La plus grave concerne son champ d'application, envisagé quant aux condamnations dont l'exécution peut être suspendue. Nous avons vu que, d'après l'article 1er de cette loi, le sursis pouvait être prononcé, soit pour les condamnations à l'amende, soit pour les condamnations à l'emprisonnement, sans aucune limitation de durée, par conséquent même pour une peine de cinq ans de prison.

On a d'abord fait grief au législateur de 1891 d'avoir étendu à l'amende la possibilité du sursis (3). Je n'aperçois point les inconvénients de cette extension : il est vrai qu'en France, tout

(1) Ferri, *loc. sup. cit.*, p. 916.
(2) Garofalo, *loc. sup. cit.*, pp. 149 et s.
(3) P. ex. Garraud, *Précis*, 4e éd., n° 175.

au moins, c'est pour éviter les courtes peines d'emprisonnement que l'on a eu pour la première fois la pensée d'introduire le sursis dans notre législation ; mais, si c'est par cette voie que l'on a été amené à créer une pénalité nouvelle, intermédiaire entre la menace législative et son exécution, aucune bonne raison n'interdisait d'en sortir pour étendre même aux peines pécuniaires cette heureuse innovation. Il demeure toutefois évident qu'en pratique, le juge sera beaucoup moins disposé par les circonstances à ordonner la suspension de l'exécution en matière d'amende qu'en matière d'emprisonnement ; les inconvénients de cette exécution étant bien moins graves dans un cas que dans l'autre.

Plus sérieux est le reproche d'avoir rendu le sursis possible même pour une condamnation à cinq ans de prison. Bien des législations n'ont pas osé aller aussi loin (1) et notre projet de Code pénal français opère sur ce point une réaction violente, en limitant aux condamnations à trois mois le champ d'application du sursis (2). Cette réaction contre l'individualisation judiciaire, à laquelle la loi de 1891 avait ouvert avec confiance un si large domaine, était au moins prématuré un an après (3) le vote de cette loi. On ne peut guère l'attribuer qu'à une tendance à l'imitation systématique des législations étrangères. Aujourd'hui, une expérience de plus de dix ans nous montre que le juge n'a pas abusé de la latitude d'individualisation que le législateur lui a conférée.

On aperçoit au contraire les inconvénients d'une disposition restrictive, telle que celle que contient le projet de Code pénal français. Les juges désireux d'accorder le sursis se trouveraient amenés à multiplier les courtes peines d'emprisonnement.

Enfin, quelques esprits se refusent à comprendre pourquoi

(1) Loi belge du 31 mai 1888, maximum 6 mois ; loi anglaise du 7 août 1887, deux ans. Code pénal italien, six mois pour les hommes, un an pour les femmes et les mineurs.

(2) Art. 67 du projet, *Rev. pénit.*, 1893, p. 200.

(3) Le rapport officiel sur le projet est en date du 13 juillet 1892.

l'article 2 n'a pas étendu le sursis aux pénalités accessoires — plus exactement complémentaires — comme celles de l'art. 42, Code pénal. Pourquoi, là encore, si les circonstances semblent favorables, ne pas permettre de suspendre l'exécution et de la remplacer par une menace plus énergique que la menace législative ? La déchéance du droit de vote et d'éligibilité est une peine rigoureuse, qui pendant cinq ans, alors que le condamné est rentré définitivement dans la bonne voie, risque de le signaler à la malveillance de ses concitoyens, et de perpétuer malencontreusement le souvenir de sa faute. On l'a si bien compris, qu'en ce qui concerne cette pénalité de fait que constitue l'inscription au casier judiciaire, la loi du 5 août 1899, article 7, 6°, a réalisé un modeste progrès, en décidant que les condamnations avec sursis à un mois de prison ou à moins d'un mois, et les condamnations avec sursis à l'amende ne seraient pas portées sur le bulletin n° 3, délivré aux particuliers. Nous n'apercevons aucun obstacle à ce que cette innovation soit complétée et étendue à d'autres peines accessoires ou complémentaires.

En outre du champ d'application du sursis son délai a également été l'objet de nombreuses observations critiques. La loi de 1891 a adopté le système du délai légal et fixe; il y a d'autres combinaisons possibles : celle du délai judiciaire avec maximum légal, qui a été consacrée par la loi belge et le Code italien, et celle du délai abandonné sans aucun maximum légal à l'appréciation du juge, qui a été admise par la loi anglaise. Notre projet de Code pénal, tout en restant fidèle au système du délai légal et fixe, plus généralement adopté, réduit ce délai à trois ans, pour ne pas faire au condamné avec sursis, par conséquent à un condamné intéressant, une situation moins favorable qu'au condamné sans sursis à une peine d'emprisonnement inférieure à deux ans, qui peut demander sa réhabilitation trois ans après sa libération. L'opinion que l'on peut se faire sur cette question du délai est conditionnée par la confiance que l'on a dans l'individualisation judiciaire. Peut-être y aurait-il lieu de craindre, étant donnée la tendance

actuelle à un affaiblissement de la répression, que les juges, laissés à leur inspiration, ne fixent des délais trop courts, enlevant ainsi à l'institution du sursis une grande part de son efficacité par la diminution du délai d'épreuve, qui crée au condamné de nouvelles habitudes de vie honnête.

72. — Nous avons ainsi terminé l'étude critique du premier remède proposé pour combattre l'abus des courtes peines. On est arrivé par l'institution du sursis à créer, comme nous l'avons déjà fait plusieurs fois remarquer, une variété nouvelle de peine d'avertissement ou d'intimidation pure, dont le champ d'application a été étendu au delà des prévisions originaires ; par exemple, en matière de peines pécuniaires. Toutefois, quelle que soit la faveur dont on entoure la condamnation conditionnelle, on doit reconnaître qu'elle ne constitue qu'une solution partielle du problème qui est l'objet de notre chapitre. Il n'est pas niable que la loi du 26 mars 1891 a diminué le nombre des courtes peines d'emprisonnement prononcées contre des récidivistes; mais il est également évident que cette loi a produit tout le bien que l'on attendait d'elle, et nous n'avons qu'à souhaiter que son efficacité persiste sans déclin dans les années à venir. Malgré tout, il y a encore beaucoup trop de condamnations à l'emprisonnement de courte durée qui sont prononcées et exécutées. Cette peine reste toujours l'instrument normal de la moyenne et de la petite répression; or, même lorsqu'elle sera affranchie des graves inconvénients qui tiennent à notre déplorable organisation pénitentiaire, même sous un régime d'internement idéal, le rôle de la courte peine d'emprisonnement ne saurait conserver une pareille importance dans l'économie générale de la répression, à notre époque et dans notre milieu. Il est un nombre considérable d'infractions, pour lesquelles la prison même non corruptrice, même avec suspension de l'exécution, ne constitue pas une pénalité adéquate.

Je prends comme exemple les infractions dont les éléments matériels ou intentionnels n'intéressent pas habituellement la moralité, ou encore celles qui ont été commises sous l'in-

fluence de motifs honorables en eux-mêmes (1); dans tous ces cas une condamnation même conditionnelle à la prison ne satisfait ni l'opinion publique, ni les exigences d'une bonne politique criminelle. Tout en estimant que l'institution du sursis doit figurer dans une bonne législation on doit se préoccuper d'organiser à côté de la courte peine d'emprisonnement d'autres variétés de peines de pure intimidation, auxquelles on conçoit que le sursis puisse bien s'appliquer, sans toutefois qu'en ce faisant on ait surtout en vue d'éviter les inconvénients de leur exécution.

73. — En dehors de la privation de liberté, on peut chercher dans trois ordres d'idées les pénalités susceptibles de produire principalement un effet d'avertissement et d'intimidation.

(1) C'est pour ces infractions que M. Garçon proposait, dans un rapport présenté à la Société générale des prisons le 20 mai 1896 (*Rev. pénit.*, 1896, pp. 830 et s.), l'institution de peines non déshonorantes, destinées à fonctionner parallèlement aux peines infamantes, actuellement en vigueur. Cette proposition a rencontré de nombreuses contradictions (*Rev. pénit.*, 1896, pp. 1099 et s., pp. 1407 et s.) et l'impression produite par toutes les critiques dont elle a été l'objet, c'est que le terrain véritable de la discussion n'a pas été nettement aperçu. Les peines se différencient par leur but et par leur fonction principale : or, on ne peut soutenir qu'une peine quelconque puisse avoir comme but ou comme fonction de déshonorer celui qui en est frappé. Le déshonneur n'est jamais qu'une conséquence, un contre-coup; quelle en est la cause? On ne peut répondre à cette question, sans s'être mis en garde contre une confusion. Il ne s'agit pas ici du déshonneur du crime, c'est une autre question que celle qui nous occupe, bien qu'elle lui soit intimement liée. J'entends parler du déshonneur qui accompagne la prononciation et l'accomplissement de telle ou telle peine, et contre lequel l'opinion publique a parfois protesté. Il résulte de la présomption d'infériorité morale et de perversion qui plane sur tous ceux qui subissent cette peine.

Ainsi une peine éliminatrice est déshonorante, parce qu'elle sous-entend l'irrémédiable corruption de ceux qu'elle atteint; une peine réformatrice est déshonorante, parce qu'elle sous-entend également une déchéance morale, qui laisse toutefois quelque espoir de relèvement. Mais la peine d'intimidation pure ou d'avertissement n'est pas, en principe, déshonorante, puisqu'elle suppose que le délinquant n'a pas besoin d'être corrigé et que sa moralité est encore intacte. Comme nous l'avons vu, elle satisfait au moins autant au souci de la prévention collective des imitateurs possibles et du réconfort moral des honnêtes gens qu'aux exigences de la prévention individuelle.

Que l'on se préoccupe de donner à cette dernière catégorie de peines plus de développement et une bonne organisation pratique, que les juges répressifs obtiennent la latitude et acquièrent la capacité de choisir pour les infractions visées plus haut entre la peine d'intimidation et la peine réformatrice et l'on aboutira à la solution la plus satisfaisante du problème des peines non déshonorantes.

On peut tenter d'atteindre le délinquant, soit dans ses biens, soit dans son corps, soit dans son amour-propre. D'où notre division en peines pécuniaires, peines purement corporelles et peines morales. Les développements que nous consacrerons à la première catégorie seront de beaucoup les plus considérables.

A. — *Peines pécuniaires*

74. — Ainsi que nous l'avons fait ressortir dans le chapitre consacré à l'exposé de la législation française, il y a deux aspects à considérer dans toute pénalité pécuniaire : l'effet privatif et l'effet lucratif. L'effet privatif seul intéresse directement la science pénitentiaire, car il donne satisfaction à une fonction de la peine, qui est ici la fonction d'intimidation individuelle et collective.

La pénalité pécuniaire opère toujours un appauvrissement du condamné, lui impose par conséquent une souffrance, et le souvenir ainsi que l'exemple de cette souffrance, peuvent prévenir la réitération du délit ou son imitation.

L'effet lucratif ne se rattache plus au contraire à une fonction de la peine, mais à son utilisation : la somme d'argent provenant de l'exécution de la peine pécuniaire peut servir à des fins variées, dont la science pénitentiaire n'est pas seule à s'occuper. Parmi ces fins, il en est deux qui se présentent immédiatement à l'esprit : si l'on considère que le plus souvent l'infraction constitue un trouble social, en même temps qu'une atteinte à un intérêt particulier, on sera disposé à faire deux parts de cet argent, dont l'une sera versée dans une caisse publique, à titre de réparation, fort peu adéquate d'ailleurs du préjudice social causé par l'infraction (1), dont l'autre sera attribuée à la partie lésée à titre de dommages-intérêts.

On est autorisé à penser que, dans la législation pénale de

(1) La réparation n'est vraiment adéquate que dans la mesure où l'Etat se rembourse de ses frais de poursuite avec la somme d'argent payée par le délinquant.

l'avenir, l'indemnisation de la victime du délit prendra une importance plus grande que celle qu'elle a actuellement. Aujourd'hui encore simple utilisation de la peine, il n'est pas impossible qu'elle devienne demain une véritable fonction de la peine (1) : peut-être traversera-t-elle une phase intermédiaire, ou elle servira de mesure à la peine. Cette perspective avait déjà été entrevue par Bonneville de Marsangy, dès 1847 : plus récemment, l'école italienne se l'est appropriée et l'a précisée (2). Elle a revendiqué avec éclat, mais non pas sans raison, un rôle dans la répression pour la réparation due à la victime du délit. Cette réparation qui n'est, à l'heure actuelle, qu'une cause d'atténuation judiciaire de la peine, doit être considérée toujours comme un des buts de la répression, et dans certains cas même, être transformée en procédé de répression (3). L'Etat ne peut plus se désintéresser, comme il l'a fait jusqu'ici, du dédommagement de la victime ; il doit en faire son affaire et pour expliquer cette introduction dans le jeu de l'action publique de la considération d'un intérêt purement privé, on est conduit, comme l'a été Ferri (4), à lui donner pour fondement une théorie, encore aujourd'hui presque universellement regardée comme subversive, et qui consiste à mettre l'indemnisation de la victime du délit à la charge directe de l'Etat, qui serait tenu, de par le paiement de l'impôt, d'une dette générale de sécurité des personnes et des biens envers tous les contribuables. L'événement du délit démontre qu'il ne s'acquitte pas de cette dette avec tout le soin désirable ; il est donc juste qu'il supporte les conséquences pécuniaires de l'inexécution de son obligation. On ne peut d'ail-

(1) On se rappelle (v. plus haut p. 28) qu'une évolution semblable s'est opérée pour l'amendement du condamné, considéré aujourd'hui comme une des fonctions principales de la peine, après en avoir été autrefois une simple utilisation.

(2) Garofalo, *Criminologie*, pp. 371 et s., pp. 421 et s. Ferri, *Sociologia criminale*, IVe édit., pp. 847 et s. On consultera avec fruit dans ce dernier auteur une bibliographie assez complète de la question. Conf. Ferri, « Il diritto di punire come funzione sociale ». *Arch. de psich.*, 1882, III, fasc. 1.

(3) Par exemple, d'après Garofalo, *loc. sup. cit.*, pour les coups et blessures au cours d'une rixe ou encore les homicides et blessures commis par imprudence.

(4) Ferri, *loc. sup. cit.*, pp. 853, 854 et 855.

leurs trouver mauvais qu'il paie sa dette avec le produit du travail du délinquant. Rien n'est plus naturel. Mais, ce qui est franchement inadmissible, c'est qu'ainsi que cela se passe aujourd'hui, non seulement l'Etat ne paye pas cette dette, mais qu'il se fasse payer par privilège les frais de poursuite occasionnés par un délit qu'il aurait dû empêcher tandis que la partie lésée ne peut parfois obtenir un centime de dommages-intérêts. C'est ce contraste choquant que consacre, sans le justifier, la loi du 5 septembre 1807. Ce n'est que lorsqu'il s'agit du paiement de l'amende que l'on préfère, en cas d'insuffisance des biens du condamné, la créance en dommages-intérêts de la partie lésée (art. 54 et 468, Code pén.).

Certains criminalistes, sans aller aussi loin que l'école italienne, ont proposé de faire servir l'amende elle-même à l'indemnisation de la partie lésée, non plus à titre de dette mais à titre de secours. On instituerait à cet effet une caisse des amendes, où tomberaient toutes les amendes pénales, et où l'Etat puiserait pour secourir les victimes des délits ne se trouvant pas dans une situation aisée (1). On obvierait ainsi, sans trancher aucune question de principe aux inconvénients pratiques les plus graves de notre organisation actuelle. On peut rattacher au même ordre d'idée la résolution votée par le Congrès pénitentiaire international de Paris (1895), tendant à assurer une efficacité plus grande à l'action de la partie lésée pour obtenir l'indemnité qui lui est due (2).

Sans nous attarder davantage sur l'effet lucratif de la peine pécuniaire, il faut nous limiter maintenant à l'étude de son effet privatif. Nous devons rechercher à ce point de vue quelle est la valeur pénitentiaire de toute pénalité pécuniaire, indépendamment de toute considération de l'emploi de son produit.

On s'accorde à reconnaître à la peine pécuniaire des avantages sérieux et nombreux dont voici les principaux :

(1) Proposition de M. Léveillé. *Rev. pénit.*, 1893, pp. 881 et s.

(2) Actes du Congrès. Résolutions votées par les Assemblées générales, 1re section, 4e question, p. 256.

a) Cette peine entraîne toujours avec elle une privation et par conséquent, dans une certaine mesure, une souffrance. « On s'habitue à la prison on ne saurait s'habituer à l'amende » (1).

Tandis qu'il est des individus qui ne craignent plus la prison et qui la recherchent même à certains moments, on n'en rencontrera jamais qui soient indifférents à une condamnation à l'amende : il y en a qui s'y exposent volontairement, il est vrai, mais comme on accepte un inconvénient en compensation de plus grands avantages. La peine pécuniaire en résumé est toujours afflictive.

b) C'est une peine très souple, merveilleusement divisible, et qui comme telle peut aisément être proportionnée soit à la gravité du délit, soit à la situation de fortune des délinquants, de façon à les frapper tous également par un taux au besoin inégal. On ne saurait en effet s'arrêter à cette objection qu'une peine pécuniaire frappe plus sévèrement les pauvres que les riches : il suffit pour y échapper de fixer, au moins dans certains cas, le taux de la peine en considération de la fortune du délinquant. Je ne dis pas proportionnellement (2) à cette fortune, car la proportion ne répond pas suffisamment au besoin d'égalité dans le sacrifice et la privation ; il faut accepter ici l'idée de progression, au moins à partir d'un certain chiffre de revenu, au-dessous duquel l'amende resterait simplement proportionnelle. Il n'est d'ailleurs pas nécessaire de permettre au juge une inquisition dans les fortunes ; il lui suffira de prendre comme base de fixation la matrice des impôts sur le revenu qui fonctionnent dans tous les pays civilisés soit ouvertement comme en Prusse, en Angleterre, etc., soit d'une façon occulte comme en France. Si l'on estime que les indications de cette matrice sont suffisamment exactes pour autoriser le recouvrement périodique de l'impôt sur les contribuables, on ne peut se refuser à les utiliser accidentellement

(1) LABBE, *op. cit.*, p. 52.

(2) V. dans LABBE, p. 59, n. 2, les références aux législations pénales qui ont accueilli l'amende proportionnelle.

pour fixer le taux d'une peine pécuniaire encourue par un violateur de la loi. La richesse ne devient pas ainsi, comme le dit M. Faustin Hélie (1), une circonstance aggravante de la peine, car la peine n'est pas aggravée : on se préoccupe uniquement de la rendre égale pour tous dans sa sévérité, et d'éviter quelle ne soit ridiculement atténuée à l'égard des délinquants qui méritent le moins d'indulgence, le riche étant moins excusable que le pauvre de succomber à la tentation du délit (2).

Quant au taux de la progression, il pourrait être un peu plus rapide que celui appliqué à l'impôt sur le revenu dans les pays où cet impôt est progressif. Il ne s'agit pas en effet ici d'un prélèvement périodique, mais tout à fait accidentel. On arrivera ainsi à des peines pécuniaires très élevées, quand il s'agira de délinquants ayant une grosse fortune, souvent hors de proportion avec le préjudice et même avec le trouble social causés par l'infraction. Nous ne serions pas éloignés

(1) Chauveau et Faustin Hélie. *Théorie du Code pénal*, 6e éd., p. 220. Il est intéressant de rapprocher de cette citation le passage suivant de Bentham : « Il faut se souvenir qu'une peine pécuniaire, si la somme est déterminée, est souverainement inégale. Cette observation, dont la vérité frappe au premier instant, a pourtant été négligée par tous les législateurs. Les amendes ont été déterminées sans aucun égard au profit du délit, au mal du délit, et aux facultés du délinquant. Ainsi c'est une bagatelle pour les uns et une ruine pour les autres... Veut-on établir une peine pécuniaire? Qu'elle soit mesurée sur la fortune du délinquant. Déterminez le rapport de l'amende et non sa quantité absolue. Pour tel délit, telle quote-part des biens ». *Traités de législ. civile et pénale*, 2e éd., 1820. T. II, p. 186.

Conf. Krohne, *Lehrbuch*, p. 236.

(2) Nous ne saurions, au sujet de l'introduction de la progression dans la peine pécuniaire, nous dissimuler que les idées exposées au texte ne rencontrent pas actuellement beaucoup de faveur (V. cep. Labbe, *op. cit.*, p. 69). On est au contraire à peu près unanime à accepter l'amende simplement proportionnelle, ce qui serait déjà un grand progrès. En tous cas, tous les criminalistes s'accordent à reconnaître que le taux maximum ordinaire de l'amende est trop peu élevé. Ce taux maximum est d'ailleurs, comme nous l'avons vu, impossible à préciser en matière d'amendes correctionnelles : cette lacune n'est pas suffisamment comblée par la loi du 26 octobre 1888, qui fixe à 3.000 fr. le maximum de l'amende substituée à l'emprisonnement par l'effet des circonstances atténuantes, L'art. 24 du projet de réforme de notre Code pénal fixe ce maximum à 5.000 fr. Quelques criminalistes estiment que ce chiffre est encore trop bas, et proposent celui de 10.000 fr. et même de 15.000 fr. comme dans le Code de Neufchâtel (art. 27). *Rev. pénit.*, 1893, pp. 878 et s.

d'accepter ce résultat, d'ailleurs peu fréquent en pratique, s'il faut maintenir à ce prix l'égalité de la peine et sa vertu d'intimidation.

c) La peine pécuniaire ne déclasse pas et ne dégrade pas comme la prison. D'abord, le condamné n'est pas enlevé à sa famille ; il reste au milieu des siens ; puis l'opinion publique n'attache pas à une condamnation à une peine pécuniaire le même blâme déshonorant qu'à une condamnation à l'emprisonnement ; enfin le condamné échappe au séjour corrupteur des prisons en commun. Tous ces avantages, que l'on pourrait appeler négatifs sont d'une extrême importance.

d) Enfin la peine pécuniaire, lorsque son recouvrement peut s'opérer est fructueuse dans son exécution. Elle peut se traduire par un profit pour l'Etat et pour la victime du délit, au moins dans les législations qui admettent, comme cela est à désirer, l'utilisation de cette peine à la réparation du préjudice causé. L'exécution de la peine d'emprisonnement est au contraire toujours dispendieuse.

Tous ces avantages feraient de la peine pécuniaire, la peine par excellence, toutes les fois qu'on se propose comme but principal l'intimidation, sans avoir à se préoccuper sérieusement de la réforme morale du délinquant. Malheureusement, pour profiter de la plupart de ces avantages, il faut que l'on puisse exécuter la peine pécuniaire et faire payer au condamné les sommes fixées par le jugement. Il est traditionnel de faire remarquer que c'est là l'énorme inconvénient pratique de la peine pécuniaire à savoir l'insolvabilité ou la faible solvabilité de la grande majorité des délinquants. A cet inconvénient, on n'apportera jamais que des palliatifs d'un effet très limité, du moins tant que le taux de la peine pécuniaire ne sera pas fixé en considération des moyens du délinquant : c'est ce que paraissent démontrer plus de quinze années de recherches et de discussions. Quelles que soient les améliorations réalisées, il restera toujours un nombre considérable d'individus, auxquels on ne peut avoir la prétention de faire verser des sommes d'argent qu'ils n'ont pas et qu'ils n'auront

jamais. Pour ceux-là, il faut remplacerl a peine pécuniaire par autre chose; dans notre pratique française, ce sera la plupart du temps par la prison, décorée il est vrai du nom de contrainte par corps.

76. — Examinons rapidement les principales solutions théoriques et pratiques que l'on a tenté d'apporter au problème de l'exécution efficace des peines pécuniaires, ou, pour employer une expression plus restrictive, mais plus usitée au problème du recouvrement de l'amende.

Ce problème n'offre pas de difficultés sérieuses quand il s'agit, non pas de véritables insolvables, mais de récalcitrants, c'est-à-dire de gens qui peuvent, mais ne veulent pas payer. S'ils ont, comme on dit, des biens au soleil, ils seront saisis et vendus : si leur fortune est mobilière et dissimulée, par exemple, par des placements à l'étranger, on conçoit merveilleusement ici l'intervention de la contrainte par corps, qui mérite alors tout à fait son nom, car d'après le proverbe, on ne saurait être contraint qu'à ce que l'on peut faire, et le mot de contrainte à l'égard des indigents est un non-sens. Nous irions ici volontiers plus loin que la législation française, et nous n'apercevons aucune raison pour fixer à cette contrainte une durée déterminée avec la garantie d'un maximum (1).

Elle doit durer, dans certains cas, autant que la rébellion contre la sentence du juge, c'est-à-dire jusqu'au paiement. Il faut évidemment, pour justifier cette sévérité, que l'on ait affaire à des individus que l'on sait pertinemment et facilement solvables.

Lorsqu'on est en présence de condamnés insolvables ou difficilement solvables, la question se complique extraordinairement. La première idée qui se présente à l'esprit, c'est de demander au travail ce que le capital absent ne peut fournir. Si le condamné accepte de consacrer au paiement de l'amende une partie des revenus de son travail, aucune diffi-

(1) Loi du 22 juillet 1867, art. 9.

culté sérieuse; mais s'il refuse, s'il ne veut pas travailler existe-t-il un moyen de disposer de son travail, sans le priver en même temps de sa liberté, c'est-à-dire sans transformer l'amende en prison ? Il faut avoir la sincérité de reconnaître que l'on est ainsi engagé dans un cercle vicieux, dont on ne sortira qu'en faisant passer dans la pratique les idées qui viennent d'être exposées sur le taux et le but de la peine pécuniaire, et qu'il est possible de résumer dans les deux propositions suivantes, l'une relative au but et l'autre au taux de la peine pécuniaire.

A. La peine pécuniaire n'étant pas essentiellement une peine réformatrice, mais une peine d'intimidation, ne devrait être prononcée autant que possible que contre des individus dont la moralité n'est pas sérieusement atteinte; ce qui équivaut à dire dans l'immense majorité des cas, des individus qui ont dans les revenus de leurs capitaux ou de leur travail des moyens réguliers d'existence.

B. Il est essentiel pour que la peine pécuniaire soit pour tous les délinquants d'une égale sévérité et, par conséquent, on peut le présumer d'une égale efficacité, que son taux soit établi en raison des moyens d'existence du délinquant. Proportionnelle ou progressive, peu importe pour le moment, la peine pécuniaire consistera dans la prestation soit en nature, soit en équivalent, soit immédiate, soit par paiements échelonnés de telle ou telle quote-part du revenu journalier, hebdomadaire, mensuel ou annuel (1).

Si l'on s'en tient rigoureusement à ces deux propositions, le problème du recouvrement de l'amende se trouve simplifié;

(1) Le système de l'amende déterminée en considération du revenu journalier a été consacré par le Code pénal du Brésil, art. 55 (cité par Chauveau et Faustin Helie, 6e édit., p. 219). Tout ou partie des sommes ainsi obtenues serait attribué, conformément à ce qui a été proposé plus haut, à la victime de l'infraction pour l'indemniser. Mais on ne saurait établir le montant du préjudice comme mesure de la peine pécuniaire. On le fera toutes les fois qu'il sera possible de le faire, car cela est toujours désirable ; mais il est des cas où il faudra se contenter d'une réparation incomplète, si l'on ne veut pas prolonger jusqu'au découragement du condamné l'exécution de la peine pécuniaire par paiements échelonnés, ou se heurter à sa réelle insolvabilité en exigeant des versements trop élevés.

car, en fait, il ne peut plus y avoir de délinquants véritablement insolvables, mais des débiteurs récalcitrants, à l'égard desquels la transformation de la peine pécuniaire en prison par le jeu de la contrainte par corps ne soulève plus de sérieuses objections.

Le problème, disons-nous, est simplifié, mais il n'est pas encore résolu; il apparaît seulement comme possible à résoudre.

Dans les développements qui vont suivre, nous allons supposer que nous avons affaire à une amende simplement proportionnelle et non progressive. D'après notre opinion, la progression du taux de l'amende ne doit fonctionner qu'à partir d'un certain chiffre de revenus; or, il est très probable qu'en pratique les délinquants jouissant de ce revenu, se libéreront de l'amende en espèces et le plus souvent en un seul versement. L'organisation du recouvrement n'offre, en ce qui les concerne, aucune difficulté.

Occupons-nous donc uniquement des délinquants ayant un revenu inférieur; ce qui équivaut à dire un revenu qui est exclusivement ou presque exclusivement le produit du travail : les ouvriers salariés, les artisans travaillant chez eux, les petits propriétaires ruraux. Les voilà condamnés à une amende fixée ainsi qu'il suit : deux, cinq, huit, dix journées de revenus. La première question est de savoir comment on fixera la valeur d'une journée de revenus, car, à raison de la modestie de leurs ressources, il est peu probable que ces délinquants soient inscrits sur les matrices de l'impôt sur le revenu qui comporte habituellement une large exemption à la base. Il est d'autre part difficile de confier le soin de cette détermination au juge correctionnel ou de simple police, qui n'ont vraiment pas assez de loisir pour la faire.

Je me rallierais volontiers à une proposition formulée par M. Labbe (1), et tendant à la création d'une commission des amendes auprès de chaque tribunal. Cette commission « com-

(1) LABBE, *op. cit.*, p. 67.

posée de citoyens intègres, compétents en matière financière et agissant exclusivement dans un intérêt humanitaire et de bienfaisance » se livrerait à une enquête sur les ressources des condamnés ; on peut espérer que cette enquête fournirait des bases suffisantes d'évaluation, car la commission pourrait combattre les tentatives de simulation avec plus de liberté et moins de discrétion que s'il s'agissait du paiement d'un impôt. On pourrait utiliser pour créer cette commission une institution déjà existante, les bureaux d'assistance judiciaire, dont quelques membres pourraient être délégués à cette tâche nouvelle. Cette commission fonctionnerait également, rien ne s'y oppose, pour la détermination des amendes progressives prononcées contre des délinquants aisés ou riches, mais ici avec l'aide des matrices d'impôts. Le juge se contenterait de condamner à l'amende ordinaire simplement proportionnelle, et la commission transformerait, s'il y a lieu, cette amende en amende progressive, suivant la catégorie imposable à laquelle appartiendrait le délinquant, d'après un barême établi à l'avance.

Cette première question résolue, il en surgit immédiatement une autre, la plus difficile. Comment sera fournie la somme d'argent ainsi déterminée ? Le délinquant dont nous nous occupons n'est point un insolvable ; il a des moyens d'existence, la preuve en est qu'on les a recherchés et calculés ; mais, s'il vit de son travail, il en vit au jour le jour et, si on lui demande le versement immédiat de la valeur de plusieurs journées de travail, il devient véritablement insolvable et nous ne sommes plus dans les limites de notre hypothèse. Il faut donc se contenter de versements successifs. Quand il s'agit d'ouvriers travaillant régulièrement pour le compte d'un patron, le procédé de recouvrement qui s'offre le premier à l'esprit, à défaut de paiement au moment d'une échéance, c'est la saisie d'une quote-part du salaire entre les mains du patron. A cette saisie s'appliquerait très naturellement en France la loi du 12 janvier 1895, peut-être cependant y aurait-il lieu d'apporter quelque modification à la quotité saisissable, quand

la cause de la saisie-arrêt est une condamnation à une peine pécuniaire. On pourrait reconnaître à la commission des amendes le droit de déterminer en connaissance de cause la quotité saisissable dans chaque espèce, sous la garantie d'un maximum Ce serait même là la tâche la plus délicate de la commission, puisque l'ouvrier travaillant régulièrement pour un salaire fixe, sa principale et souvent unique source de revenu se trouve déterminée d'elle-même, sans que la commission ait besoin de l'évaluer.

Que faut-il penser de ce paiement de l'amende par retenues sur le salaire ? Faut-il reconnaître, comme le fait le docteur Felisch (1) une telle supériorité à ce procédé de recouvrement, qu'il sera seul admis toutes les fois qu'il sera possible, c'est-à-dire quand le condamné sera un salarié ? Je n'aperçoit pas, pour mon compte, la nécessité ni même l'utilité d'une pareille exclusion. Si nous avons affaire à des condamnés de bonne volonté, c'est-à-dire qui consentent à exécuter la peine pécuniaire dans les limites où ils le peuvent — or, ces limites, qu'on ne l'oublie pas, la condamnation ne doit point, par hypothèse les dépasser jamais — l'intérêt social et l'intérêt individuel exigent qu'on leur facilite leur libération par tous les moyens : l'intérêt individuel, il n'est pas besoin de le montrer : l'intérêt social aussi, car, d'une part, si une peine pécuniaire a été prononcée, c'est probablement que le juge a pensé que ce mode de répression donnait à la réaction sociale provoquée par l'infraction la satisfaction la plus adéquate; d'autre part, il est socialement utile que toute condamnation soit exécutée telle qu'elle a été prononcée, et qu'on évite toute transformation de la pénalité encourue par suite de la résistance coupable ou non du condamné.

S'il en est ainsi, et puisqu'on n'hésite pas en ce qui concerne la catégorie de délinquants qui nous occupe à favoriser le paiement de l'amende par une concession quantitative en

(1) Dr Felisch. *Verhaudlungen des dreiundzwangigsten deutschen Juristentages*, VIII, p. 365.

quelque sorte, c'est-à-dire en leur permettant de se libérer par versements successifs — c'est payer moins en effet que de payer en plusieurs fois — pourquoi ne pas leur faire également à tous sans distinction ce que j'appellerai une concession qualitative et les autoriser à payer en nature ce qu'ils ne peuvent payer en espèce. Le seul équivalent auquel on puisse songer, c'est le travail. On verra que tout le monde s'accorde à admettre la possibilité du paiement en travail, quand il s'agit de travailleurs non salariés, cultivateurs, artisans, etc. Il n'y a aucune raison, nous venons de le dire, pour s'y opposer quand il s'agit de salariés : il y en a au contraire pour l'accepter.

L'ouvrier salarié a souvent besoin de tout son salaire pour lui et sa famille. S'il y a des salaires journaliers de dix francs et même plus, il y en a aussi de trois et trois francs cinquante, véritables salaires de famine, avec lesquels l'ouvrier chargé de famille vit très difficilement, soutenu le plus souvent par l'assistance publique ou privée. Il a pourtant des moyens d'existence réguliers, et ce serait une faute immense de l'enlever à sa famille pour le mettre en prison, du moment qu'il n'est pas évidemment impossible de recouvrer contre lui une peine pécuniaire : il est alors tout naturel de lui permettre de se libérer par un supplément de travail. Nous pouvons maintenant aborder l'organisation de ce travail libératoire de l'amende. C'est la fameuse question des corvées pénales et des prestations en nature.

77. — On peut dire que cette question a été la pierre d'achappement du mouvement tendant à la substitution de l'amende aux courtes peines d'emprisonnement. Ce mouvement, comme nous l'avons vu, a donné naissance à quelques rares dispositions législatives ; il s'est actuellement ralenti et sommeille dans des avants-projets. D'autre part, l'activité scientifique considérable qui s'est manifestée à ce sujet n'a guère abouti qu'à créer une tendance favorable à la substitution ; mais, soit dans les congrès, soit dans les sociétés savantes, on n'a pu se mettre d'accord sur les conditions pratiques

de sa réalisation, dont toute la difficulté consiste à éviter la transformation de la peine pécuniaire en une peine privative de liberté.

Cette difficulté n'apparaît point cependant insurmontable, si l'on veut bien s'en tenir aux deux propositions plus haut énoncées qui vont sortir ici tout leur effet si l'on peut ainsi parler.

La substitution du paiement en travail au paiement en espèces est chose relativement aisée, quand on a affaire à des gens quiv eulent bien travailler : l'erreur générale a été de prétendre assujettir à cette substitution des individus de mauvaise volonté. La corvée pénale, à notre avis, doit être essentiellement facultative : c'est une faculté que l'on offre à des condamnés désireux de se libérer, ce ne peut être une obligation qu'on impose à des débiteurs récalcitrants. La corvée pénale obligatoire n'est pas un mode de recouvrement de l'amende, mais une variété de peine privative de liberté ; il m'est impossible en effet de comprendre comment on peut disposer de l'activité d'un homme, sans porter atteinte à sa liberté. Entre la corvée pénale obligatoire et la prison il n'y a qu'une nuance : étant donné que dans les discussions auxquelles la question a donné lieu, on paraît n'avoir envisagée la corvée pénale que comme s'appliquant à des travaux extérieurs, on peut dire que le prestataire est un prisonnier qui cassera des cailloux sur les routes, tandis que le prisonnier est un prestataire qui fait des brosses et des chaussures dans un atelier. Si la corvée pénale est obligatoire, il faut s'assurer de la personne du prestataire, afin de l'obliger à continuer son travail ; il faut le loger, le nourrir, le faire rechercher s'il quitte le chantier : sa situation est même pire que celle du prisonnier, car son travail sera souvent plus pénible.

Qu'est-ce à dire, sinon que l'amende impayée se transforme naturellement en prison ? Mais, au lieu de considérer cette conclusion comme un indice décourageant qui doit faire abandonner toute recherche dans une voie qui revient obstinément à son point dc départ, il faut y voir simplement la

preuve que l'on fait fausse route, quand on pose la question du recouvrement de l'amende d'une façon absolue, et en quelque sorte abstraite, sans la maintenir constamment liée à celle du champ d'application de cette pénalité.

Encore une fois, ne perdons pas de vue que la peine pécuniaire ne convient pas à tous les délinquants qui ont commis le même délit. C'est une peine d'intimidation qui n'est pas faite pour les déclassés, mais pour des gens possédant encore un fonds de moralité et des moyens réguliers d'existence (1re proposition); elle doit être de plus rigoureusement proportionnée à ces moyens d'existence (2e proposition). Peut-être trouvera-t-on que j'insiste trop sur ce point et que je me répète à quelques pages de distance, mais il me semble qu'on ne fait jamais trop d'efforts pour dissiper un malentendu. Or, le malentendu existe, il est flagrant, et les preuves en sont nombreuses.

Qu'il me suffise de citer ce passage des observations présentées par M. Cheysson à la Société des prisons : (1) « J'ai dit que cette main-d'œuvre pénale serait suspecte et j'y insiste. *La plupart de ceux* qui auront à la fournir sont atteints de cette maladie que les Allemands appellent l'horreur du travail *arbeitscheu* », et plus loin : « ces gens-là ne possèdent *en général* ni sou ni maille, et étant quelquefois en haillons on aura à les vêtir, à les transporter aux chantiers, à les abriter, à les nourrir, à établir des cantines. Qui supportera tous ces frais? »

C'est se méprendre absolument que de croire qu'une pareille clientèle constituera la majeure partie des condamnés à l'amende, admis au payement en travail. C'est ce qui prouve encore que l'on n'aurait pas dû aborder la réforme du recouvrement, sans avoir étudié la réforme de l'amende : on aurait évité ainsi dans une discussion sur la législation de l'avenir, où l'on peut choisir son terrain et son point de départ, de prendre ce qui est pour ce qui doit être : prononcer la peine pécuniaire contre des mendiants, des vagabonds ou des habitués

(1) Séance du 15 novembre 1893. *Rev. pénit.*, 1893, pp. 1044 et 1045.

du vice est un non-sens. Nous avons le droit de supposer que dans une organisation rationnelle de la peine pécuniaire, bien comprise par ceux qui auront à l'appliquer, le juge ne prononcera plus que des amendes qui peuvent être payées par des individus disposés à les payer. Donc l'amende sera proportionnée aux facultés du condamné ; il pourra s'en libérer par versements partiels échelonnés : il pourra donner du travail au lieu d'argent. Si dans ces conditions on se heurte à des résistances, c'est que, par suite d'une erreur exceptionnelle et d'ailleurs excusable, la peine pécuniaire a été prononcée dans un cas où elle ne devait pas l'être.

Si la résistance est coupable, je n'aperçois aucun inconvénient à transformer l'amende en une prison sévère (1), ou bien, s'il s'agit de mendiants et de vagabonds égarés parmi les condamnés à l'amende, on leur fera, si on le juge opportun, l'application des pénalités qui leur sont réservées.

78. — Nous nous croyons donc autorisés à limiter notre étude à celle de la corvée pénale facultative. Le condamné à l'amende a la bonne volonté de se libérer, sous quelle forme va-t-on lui offrir le travail libératoire ? Pour répondre à cette question, il faut se souvenir que le condamné dont il s'agit est déjà occupé la plus grande partie de la journée, soit chez un patron, soit chez lui. Il ne faut pas que, pour accomplir la corvée pénale, il soit obligé de quitte rson atelier pendant des journées entières, au risque de perdre sa place ou sa clientèle.

Donc, la plupart du temps, la corvée pénale doit être présentée sous la forme d'un travail supplémentaire à celui de la journée, accompli aux heures où le prestataire est habituellement libre. Ce travail serait assez difficile à trouver chez des particuliers ; c'est pour ce motif qu'il appartient à l'Etat ou à la commune de l'organiser.

(1) Toutefois comme il s'agit d'individus qui vivent ou devraient vivre de leur travail, nous n'admettrions pas que la peine privative de liberté ait une durée illimitée et se prolonge autant que la rébellion, comme dans l'hypothèse de gens facilement solvables, possesseurs de capitaux et qui peuvent se libérer en un seul coup. V. plus haut p. 217.

Mais, bien entendu, il n'y a rien d'absolu en pareille matière. Si l'on avait affaire à des condamnés pouvant disposer de leur journée entière, rien ne s'oppose à ce qu'on les fasse travailler toute la journée. Ce cas se rencontrera encore assez souvent quand le prestataire est un cultivateur. Il y a une morte-saison pour les travaux de la campagne : le condamné pourrait demander l'autorisation d'attendre ce moment pour effectuer son paiement en travail et se libérer rapidement par des journées complètes de prestation, sans qu'aucun trouble soit apporté à ses occupations habituelles.

Si maintenant nous arrivons à la nature et à la surveillance du travail, nous constaterons que les principales difficultés qu'elles ont soulevées disparaissent presque, quand on abandonne complètement l'idée de la corvée pénale obligatoire pour s'en tenir à la corvée facultative.

Et d'abord, plus de surveillance, plus de gardes chiourmes ; le travail sera autant que possible organisé à la tâche ; dans ces conditions, à quoi rimerait une surveillance imposée à un condamné désireux de se libérer ; il suffira d'un contrôle exercé à la réception du travail achevé.

Quant à la nature du travail, il faudra le plus possible employer le prestataire dans sa spécialité. Par hypothèse, il a une profession, un métier, puisque la peine pécuniaire ne sera dans l'immense majorité des cas appliquée qu'à des gens ayant des moyens, suffisants ou non, mais en tout cas réguliers, d'existence. Nous ne devons pas supposer que l'on aura affaire à ces professionnels gâcheurs d'ouvrage, paresseux invétérés, qui encombrent nos prisons. Nos prestataires ne sont pas de pseudo-travailleurs, mais de vrais peintres, de vrais menuisiers, de vrais serruriers, travaillant chez eux ou pour le compte d'autrui, pouvant accomplir une besogne utile digne d'être rémunérée d'après les prix courants ordinaires : il n'y a guère que lorsqu'à défaut de travail à la tâche, on devra se contenter de travail à l'heure, que j'admettrai une légère dépréciation de la main-d'œuvre des prestataires.

Dans ces conditions, l'organisation de la corvée pénale ne

semble plus si malaisée. Le travail sera le plus souvent offert par la commune, sauf remboursement à l'Etat de la valeur des prestations. Ce remboursement doit produire un montant égal à celui des amendes prononcées, déduction faite de certains frais généraux. La commune ne doit employer les prestataires qu'à des travaux d'intérêt général, et non à la confection d'objets destinés à être mis dans le commerce. La variété de ces travaux est assez grande pour mettre à contribution bien des corps de métier, entretien du mobilier et des bâtiments communaux, réfection et entretien des voies publiques, etc., d'autre part, parmi ces travaux, il y en a d'assez simples pour être effectués par des prestataires dont la spécialité ne pourra être utilisée, et qui appartiendront surtout au petit commerce ou à l'industrie de l'habillement et de l'alimentation. Enfin, il faut observer qu'il n'est pas du tout nécessaire que le paiement de l'amende en travail s'accomplisse immédiatement après la condamnation. On peut se réserver de faire travailler le prestataire au fur et à mesure que le besoin s'en fera sentir, ce qui augmente les chances de pouvoir l'employer à un travail qui rentre dans sa profession. Il faudrait bien entendu que cette latitude fût limitée par la fixation d'un délai maximum, six mois par exemple, pendant lequel on aurait le droit de convoquer à la prestation le condamné autorisé à se libérer par la corvée pénale. On aperçoit en effet tous les inconvénients qu'il y aurait à admettre ici un délai indéfini ou simplement trop prolongé.

Dans tout ce qui précède, nous nous sommes contentés d'orienter la question des corvées pénales dans une voie où elle nous apparaît comme soluble. Il n'y a là que des indications générales, qui peuvent servir de base à une expérience.

Dans le cadre ainsi tracé, le détail de l'organisation pratique peut être très variable : je me contente d'indiquer qu'ici encore un rôle important pourrait être attribué à la commission des amendes, déjà chargée de déterminer pour chaque condamné la valeur d'une journée de revenu. Elle dresserait la liste des prestataires, avec la mention de la dette qu'ils doi-

vent acquitter et des différents genres de travaux qu'ils ont déclaré pouvoir effectuer.

Cette liste serait communiquée aux agents-voyers, aux architectes ou même aux entrepreneurs municipaux, qui se chargeraient de convoquer le prestataire pour lui assigner une tâche à accomplir pendant ses heures disponibles.

Grâce aux réformes qui viennent d'être proposées, on arrivera à faire de la peine pécuniaire un instrument de répression bien supérieur à ce qu'il est actuellement. Ce serait toutefois se faire illusion que d'attendre de ces améliorations une diminution considérable des courtes peines d'emprisonnement remplacées par la peine pécuniaire. Une diminution se produira certainement, mais peu importante, et surtout sur les condamnations à l'emprisonnement avec sursis : cette formule restrictive n'étonnera pas, si on se rappelle les limites que nous avons eu soin d'apporter au champ d'application de la peine pécuniaire pour assurer son efficacité. Pour que le nombre des courtes peines de prison décrût notablement, il faudrait que l'on pût à côté de la peine pécuniaire faire fonctionner largement les autres pénalités substituables.

B. — *Peines purement corporelles*

79. — Nous avons déjà laissé entrevoir notre opinion sur l'opportunité que présentent dans certains cas les châtiments corporels, en parlant du régime disciplinaire des enfants soumis à l'éducation correctionnelle. Il n'est pas douteux qu'il y a des hommes auxquels il faudrait donner le fouet comme à des enfants et que l'on arriverait ainsi à corriger à peu de frais, tandis qu'il nous en coûte pour leur imposer le séjour corrupteur de la prison.

On ne peut contester non plus que nous sommes fort éloignés en France d'une restauration des châtiments corporels, dont on s'est attaché avec un certain snobisme à faire disparaître tous les vestiges (1).

(1) Par exemple dans le régime disciplinaire de la marine, des colonies pénitentiaires de jeunes détenus, des transportés.

Les raisons historiques de cette disposition de l'opinion publique sont présentes à tous les esprits ; elles se sont fortifiées au cours du dernier siècle de motifs d'ordre moral, répugnance grandissante pour la souffrance physique, grâce aux progrès de la science qui invente tous les jours contre elle un nouveau palliatif ; sentiment exagéré du respect dû à la personne humaine, surtout à celle d'un électeur et d'un citoyen ; d'autre part hésitation assez explicable des pouvoirs législatifs et exécutifs à créer et à faire fonctionner un instrument de répression, dont les moindres méprises donneraient lieu à de formidables campagnes de presse.

La Russie paraît être aujourd'hui un des rares pays où les châtiments corporels appliqués aux délinquants adultes ne soient pas tombés en désuétude. Il est cependant très intéressant d'observer qu'un mouvement en leur faveur se dessine nettement dans les pays anglo-saxons, aux Etats-Unis et en Angleterre (1). Dans ces pays, où comme on sait, le sens pratique est très développé, on ne se résout pas volontiers à abandonner par pur respect humain — je prends ce mot dans tous les sens qu'il peut offrir — une pénalité qui concilie aussi heureusement les véritables intérêts de l'Etat et de l'individu. Si on l'a fait pendant quelque temps, c'est sous l'influence d'un certain pharisaïsme qui a envahi toutes les nations civilisées ; mais, à la moindre recrudescence de criminalité, on regrette la disparition de cette peine et un mouvement se développe aussitôt en faveur de son rétablissement (2). Il n'est pas niable cependant qu'en Angleterre notamment, on a abusé des peines corporelles ; on les a infligées à des gens pour qui elles n'étaient pas faites ; on a commis des excès de sévérité.

Ce sont même ces abus qui expliquent les divergences qui subsistent à leur sujet entre les praticiens anglais (3). Mais

(1) V. TALLACK, *Penol. and prev. principles*, Ch. XX, Corporal punishment, pp. 411 et s. Conf. pp. 109 et s., les citations de la presse américaine en faveur de la peine du fouet.

(2) *Rev. pénit.*, 1889, p. 264.

(3) TALLACK, *loc. sup. cit.*, p. 412.

comme le dit William Tallack, il y a peine corporelle et peine corporelle : les conditions d'application de cette peine et son appareil doivent être tels qu'elle conserve toujours la majesté d'un châtiment; il ne s'agit pas de verser le sang du condamné et de défigurer son corps sous les coups, mais de lui infliger une souffrance passagère, vive il est vrai, mais sans aucune répercussion sur sa santé. L'expérience prouve que l'on peut pratiquement y arriver : on a même le choix entre plusieurs procédés dans le détail desquels il est inutile d'entrer (1).

Ce qui est plus difficile que le choix du procédé, c'est celui des délinquants pour lesquels cette peine sera efficace. La substitution de cette peine à l'emprisonnement ou à la peine pécuniaire devra être toujours facultative pour le juge, dont la mission sera ici particulièrement délicate. Il y a des individus auxquels la peine corporelle sera salutaire, il y en a d'autres ayant commis le même délit dont elle fera des révoltés. Il faut que le juge ait le même doigté qu'un éducateur; chacun sait qu'il y a des enfants dont on ne peut venir à bout que par les châtiments corporels; il en est d'autres au contraire qu'ils rendent intraitables : ce ne sont pas d'ailleurs les plus mauvais.

De même, il y a des hommes dont le sens moral et le sentiment de la dignité personnelle ne sont guère plus développés que chez certains enfants ; il suffit de quelques mois passés au service militaire pour s'en rendre compte. Ces hommes ne sont pas pervertis et méchants ; ils sont en quelque sorte amoraux; ils cherchent instinctivement le bien-être et le moindre mal ; si la bonne conduite et une vie régulière leur procurent par aventure ces satisfactions matérielles, on n'aura rien à leur reprocher ils seront de bons sujets ; mais, du jour au lendemain, ils peuvent prendre la mauvaise route sans hésitation et sans remords.

La peine corporelle nous semble assez indiquée pour les individus de cette espèce. Elle ne les enlèvera pas à leur

(1) Tallack, *loc. sup. cit.*, pp. 413 et 414.

famille comme la prison ; elle ne les dégradera pas à leurs yeux : enfin, étant donné qu'ils seront souvent employés à un travail régulier, l'exécution de la peine corporelle n'entraînera pour eux et les leurs aucun préjudice pécuniaire.

La peine du fouet pourrait être aussi prononcée pour certains ivrognes, non encore alcooliques — car alors le traitement serait différent — pour quelques impudiques, ou encore dans les cas de vandalisme, de bris de clôture, de mutilation d'arbres et d'animaux, enfin en général pour les infractions ayant comme une coloration de sauvagerie et de puérilité : sous la réserve bien entendu de la latitude d'individualisation qu'il faut toujours laisser au juge et qui doit lui permettre de prononcer une autre peine, s'il l'estime plus appropriée à la nature du délinquant.

C. — *Peines morales*

80. — Tandis qu'il n'est indifférent à personne de payer une amende ou de subir un châtiment corporel, qu'il peut même arriver qu'un châtiment corporel administré mal à propos cesse d'être efficace pour devenir dangereux, il y a toute une catégorie de délinquants que la peine purement morale laisse absolument insensibles, elle est pour eux l'équivalent de l'impunité. Il importe de prévenir ici, dès le début, un malentendu du même genre que celui que nous avons signalé en étudiant les peines pécuniaires et auquel il a été fait également une allusion dans la matière des peines corporelles. La peine purement morale est en quelque sorte la peine de l'élite des délinquants.

Introduire cette peine dans une législation, c'est supposer qu'on a dans l'autorité judiciaire une confiance suffisante pour faire la sélection de cette élite ; c'est être partisan de l'individualisation judiciaire. L'institution d'une pénalité purement morale est combattue en principe par ceux qui veulent restaurer autant que possible le régime révolutionnaire de la fixité légale des peines, et réagir contre l'abdication progressive du législateur entre les mains du magistrat. Ce conflit de tendances à propos des peines morales s'est nettement

révélé dans la discussion de la Société des prisons sur la loi de pardon (1).

Ceux qui n'ont point cette objection de principes contre l'organisation d'une pénalité morale y voient au contraire l'achèvement d'un plan logique de répression. Nous avons fait remarquer dans notre introduction (2) que la peine a presque toujours une coloration morale, elle est ressentie, sinon par le condamné, au moins dans l'opinion publique comme une sanction bien que nous n'ayons ni le droit de la concevoir, ni les moyens de la construire autrement que comme un instrument de défense sociale : non seulement nous devons nous réjouir de cette coloration morale, mais nous devons l'utiliser comme force répressive toutes les fois que nous aurons l'occasion de le faire. S'il est des délinquants que le blâme moral contenu dans la peine touche plus que son effet privatif sur leurs personnes physiques ou sur leurs biens, on peut, parune sorte de raisonnement de la série à la limite, réduire à rien l'élément matériel de la peine pour s'en tenir uniquement à son élément moral. Chez nous, le juge correctionnel peut descendre par l'effet des circonstances atténuantes à une condamnation à un franc de dommages-intérêts ; il est évident que ce minime élément matériel de la pénalité n'a aucune efficacité intimidante et répressive : rien de plus naturel que de songer à le supprimer et de faire consister la peine uniquement dans une désapprobation solennelle de l'acte commis, dans un rappel public au sens moral et au sentiment de la dignité personnelle. On peut même penser à prolonger le souvenir de cette désapprobation par l'interdiction temporaire de certains droits.

C'est ainsi qu'on est arrivé à la conception de deux variétés de peines morales :

1° Le pardon avec réprimande, avertissement ou admonition ;

(1) *Rev. pénit.*, 1902, pp. 37 et s., pp. 161 et s. — Notamment pp. 192 et s., observations de M. Saleilles. — Joindre à cette discussion celle de la 8e question, 1re Section du Congrès pénitentiaire de Paris, 1895.

(2) Voir plus haut, pp. 38 et 54.

2° L'interdiction de certains droits.

81. — 1° Il y a évidemment quelque équivoque à considérer le pardon comme une peine : cela est même impossible à comprendre sans les considérations qui précèdent. Le pardon, au moins tel qu'il est organisé dans les législations ou dans les projets de loi, n'est pas l'impunité. C'est simplement la suppression de l'élément matériel de la pénalité, mais avec la conservation, je dirai même l'accentuation de son élément moral. Il y a accentuation, car, dans toutes les lois existantes ou en projet, le pardon est toujours combiné avec un avertissement, une réprimande, par lesquels le juge souligne la faute commise, et dont il n'accompagne pas habituellement les condamnations qu'il prononce (1).

L'idée du pardon avec réprimande est aussi vieille que l'humanité : c'est la première des pénalités familiales, et l'on n'a pas attendu pour en user que la science pénitentiaire fût assez perfectionnée pour la comprendre dans un exposé systématique des peines. Sans remonter plus loin on en trouve des traces très intéressantes en droit romain (2), naturellement aussi en droit canonique (3) et enfin dans notre ancien droit (4). Beaucoup de législations étrangères lui ont fait accueil (5) : son introduction en France a été proposée à plusieurs reprises. Les auteurs du projet de réforme de notre Code pénal lui ont fait une place (6) : et tout récemment la commission parlementaire de législation criminelle en a fait l'objet d'une proposition (7) dont voici les termes :

Art. 1er. — L'article 463 du Code pénal est complété par

(1) Il n'a pas tout au moins l'obligation légale de le faire, tandis qu'en prononçant le pardon il doit réprimander.

(2) L. I, t. XV, Dig. *De off. proef. vig.*, fr. 3, § 1. L. II, t, XII, Cod. *Ex quid caus. inf.*, C. 19.

(3) C'était la *monitio canonica* qui d'ailleurs n'avait pas le caractère d'une peine.

(4) Merlin, *Répertoire*. V° Admonition.

(5) V. la Hougue. Thèse. 1901, pp. 134 et s.

(6) *Rev. pénit.*, 1893, pp. 176 et 200, art. 66 du projet.

(7) Rapport de M. Morinaud à la Chambre des députés, 14 novembre 1901, *Rev. pénit.*, 1902, p. 51.
M. Em. Morlot avait soumis une première fois à la Commission de législation

les dispositions suivantes : « En outre et bien que les faits délictueux soient établis à la charge du prévenu, le tribunal correctionnel pourra lui infliger au lieu de la peine encourue une réprimande, au cas où cette mesure d'indulgence sera jugée suffisante pour assurer l'amendement du délinquant. Le prévenu sera condamné aux dépens et s'il y a lieu à tous dommages-intérêts envers la partie civile ».

Il est intéressant d'en rapprocher l'article 66 du projet de Code pénal français. « Dans tous les cas, où, soit en vertu des dispositions de la loi pénale, soit par suite de la déclaration de circonstances atténuantes, le juge serait autorisé à n'appliquer qu'une amende, il pourra, si le prévenu n'a pas encore été condamné pour crime ou délit ne pas prononcer de condamnation. Il avertira le prévenu qu'en cas de nouvelle infraction il ne devra plus compter sur l'immunité pénale. Le prévenu absous sera condamné aux dépens et s'il y a lieu à tous dommages-intérêts au profit de la partie civile ».

Il résulte de ce rapprochement que le texte de la proposition Morlot-Morinaud se différencie de celui de l'article 66 du projet sur deux points.

a) D'après le projet la réprimande n'est pas une véritable peine puisque l'article 66 emploie ces expressions « le prévenu absous » ; au contraire on peut penser que les auteurs de la proposition l'ont considéré comme une peine, puisque l'article 2 réglemente son inscription au casier judiciaire.

b) D'après le projet le pardon avec réprimande ne peut être prononcé qu'en faveur d'un délinquant primaire. C'est un point que les auteurs de la proposition ont oublié de préciser.

criminelle une proposition modifiant par voie d'addition l'art, 463 C. p. et créant le pouvoir judiciaire de pardon. La Commission, après avoir émis un avis défavorable, était revenue sur son premier vote, ayant été saisie à nouveau par son président, M. Cruppi. Le rapport défavorable de M. Perillier fut en conséquence retiré de l'ordre du jour de la Chambre où il était déjà inscrit et M. Morinaud fut chargé de faire un rapport favorable, auquel il est fait allusion ci-dessus, et qui transforme quelque peu la proposition de M. Morlot : celle-ci n'était d'ailleurs elle-même que la mise en œuvre d'une pétition de M. le Président Magnaud, dont on trouvera le résumé *Rev. pénit.*, 1902, p. 53.

On remarquera d'autre part que les deux textes s'accordent pour permettre au juge de substituer la réprimande à la peine encourue, toutes les fois que cette peine ne dépasse pas cinq ans d'emprisonnement. La proposition le sous-entend puisqu'elle vise sans aucune réserve les faits délictueux de la compétence du tribunal correctionnel. Quant au projet, il suffit de se rapporter à l'article 62, 5°, relatif aux circonstances atténuantes, pour s'apercevoir que les limites qu'il trace sont absolument les mêmes.

Nous pouvons maintenant prendre en connaissance de cause la proposition Morlot-Morinaud comme terrain de discussion. Nous considérerons avec elle la réprimande comme une peine pouvant être prononcée même pour des délits assez graves contre des délinquants qui en fait — mais je répète que la proposition ne l'indique pas — seront des délinquants primaires. La question que nous avons à résoudre est double. Il faut d'abord rechercher s'il est d'une bonne politique criminelle de permettre au juge d'appliquer, dans les limites ci-dessus, une pénalité purement morale : il faut se demander ensuite, en se plaçant exclusivement au point de vue français, s'il est vraiment opportun d'introduire dans notre législation le pardon judiciaire avec réprimande.

Nous n'éprouvons aucune hésitation à résoudre affirmativement cette question sous son premier aspect, réserve faite d'un correctif que j'indiquerai plus bas. Les objections auxquelles on se heurte sont à peu près du même genre que celles que l'on a élevées contre la condamnation conditionnelle. C'est ce qui explique d'ailleurs que, notamment au Congrès pénitentiaire de Paris, 1895, le sursis et le pardon avec admonition ont été réunis dans une même question. Il y a d'abord l'objection tirée du danger de l'individualisation judiciaire, sur laquelle je ne reviens pas ; il y a ensuite une seconde objection — qui n'est pas sans connexité avec la précédente — tirée du risque d'énerver la répression. L'expérience a fait justice de cette objection, en ce qui concerne la condamnation conditionnelle : il a été prouvé en fait que cette institution

de prévention individuelle pouvait fonctionner très heureusement et avec une certaine ampleur, sans que la prévention générale en reçut une atteinte appréciable, le nombre des délinquants primaires n'ayant pas augmenté depuis l'application du sursis, bien au contraire.

Il est raisonnable de s'autoriser de cette leçon de chose pour répondre à ceux qui craignent d'affaiblir l'intimidation pénale par l'introduction de la réprimande, que cet affaiblissement n'est probablement pas à redouter d'un usage modéré et judicieux de cette pénalité. Il s'agira, comme pour le sursis, d'assurer à l'institution nouvelle un jeu suffisant pour qu'elle puisse produire son effet préventif de la récidive, sans encourager au premier délit.

Et c'est ici que pourrait intervenir le correctif auquel il vient d'être fait allusion. Etant donné qu'au point de vue de l'opinion le renvoi d'un délinquant après une simple admonition présente encore plus l'apparence de l'impunité que son renvoi après une condamnation avec sursis, peut-être conviendrait-il de limiter le champ d'application de l'admonition plus étroitement qu'on ne l'a fait, surtout en France, pour la condamnation conditionnelle : on arriverait ainsi à une disposition dans le genre de l'article 26 du Code pénal italien, qui n'autorise le juge à prononcer une simple admonition que « quand la peine édictée par la loi n'excède pas un mois de détention ou d'arrêt, trois mois de confinement ou trois cents lire d'amende ». De plus, même dans ces limites reserrées, on pourrait, comme le fait également le Code italien, soumettre à une épreuve d'ailleurs peu rigoureuse la sélection faite par le juge en décidant que, si le délinquant ne reçoit pas avec respect l'admonition, il devra immédiatement être frappé de la peine prévue par la loi à raison de l'infraction commise.

En somme, les raisons d'utilité sociale qui poussent à l'indulgence pour une première faute, et auxquelles l'expérience est venue donner son appui, militent en faveur du pardon avec réprimande comme en faveur du sursis, avec cette différence

que la réprimande, étant une pénalité plus simple et offrant moins de ressources répressives que la condamnation conditionnelle, puisqu'elle supprime l'élément matériel de la peine, sans même la laisser subsister à l'état de menace, est applicable à un nombre de délinquants beaucoup plus réduit. D'où peut-être, comme il vient d'être dit, l'opportunité de limiter légalement son fonctionnement.

82. — On est alors amené à se demander si l'introduction de la réprimande n'est pas une superfétation dans une législation qui possède déjà le sursis. Y a-t-il vraiment entre ces deux institutions une différence qualitative ? N'est-elle pas simplement quantitative, ne peut-on pas avec la condamnation conditionnelle obtenir les mêmes effets qu'avec le pardon et d'autres encore plus complets et plus variés. C'est le second aspect de notre question.

Un grave préjugé a été ici créé par les délibérations et les résolutions du Congrès de Paris, auxquelles il ne paraît avoir été fait aucune allusion dans la discussion postérieure de la Société des prisons. Le Congrès pénitentiaire de 1895 a en effet affirmé d'une part, la supériorité du sursis sur le pardon et, d'autre part, l'inutilité d'admettre le pardon dans une législation où existe le sursis (1). Six ans plus tard la Société des prisons semble avoir eu sur ces deux points le même avis (2). L'opinion contraire n'a guère été soutenue que par des théoriciens.

Pratiquement, en effet, quelle différence sérieuse peut-on relever entre la simple réprimande et une condamnation avec sursis à un franc d'amende? Peut-on dire que, dans ce dernier cas, la pénalité a un élément matériel appréciable? Toute

(1) I. Les législations qui reconnaissent aux tribunaux répressifs la faculté d'accorder le sursis à l'exécution de la peine aux délinquants primaires condamnés à de courtes peines renferment les meilleures dispositions connues.

II. En matière pénale l'application de l'admonition par le juge et celle du sursis à l'exécution de la peine après condamnation conditionnelle conduisent à des résultats à peu près identiques : en conséquence, il est inutile d'ajouter le système de l'admonition à celui du sursis à l'exécution de la peine. *Actes du Congrès*, t. VI, p. 258.

(2) *Rev. pénit.*, 1902, p. 201.

son efficacité ne consiste-t-elle pas dans son élément moral seul subsistant en fait, dans les quelques paroles d'avertissement que le président doit adresser au délinquant, aux termes de notre loi du 26 mars 1891, article 3, et qui peuvent équivaloir à une admonition ? N'oublions pas en effet que l'admonition est une peine, que certains réclament son inscription au casier judiciaire, qu'elle ne dispense pas le délinquant de la condamnation aux frais et aux dommages-intérêts envers la partie lésée : ces caractères et ces effets vont-ils se modifier par l'adjonction d'une condamnation avec sursis à un franc d'amende ? Il serait dérisoire de le prétendre.

S'il est vrai que l'auteur de la loi de 1891 et les initiateurs du sursis en France ont pensé que les condamnations conditionnelles seraient habituellement plus sévères que les condamnations pures et simples, puisqu'à tant faire que de retarder la réalisation de la menace, il fallait au moins la rendre plus redoutable, rien ne s'oppose cependant à ce qu'on réduise cette menace à rien, si on l'estime opportun. On se contentera en quelque sorte de remplir un blanc dans la condamnation, d'y mettre un franc d'amende, comme les Romains faisaient des actes *nummo uno* et la loi de sursis jouera comme une loi de pardon. On aura ainsi économisé un organe répressif nouveau et la formation d'une encombrante jurisprudence sur des textes d'une rédaction parfois peu heureuse.

Si l'on recherche les origines du mouvement d'ailleurs restreint qui s'est dessiné récemment en France en faveur d'une loi de pardon, on constate d'abord qu'il est dû en partie à la contagion de l'imitation étrangère et à un besoin purement théorique d'une graduation progressive et complète de nos procédés de répression, besoin de symétrie et d'ordre particulier à l'esprit français. On y voit ensuite l'influence de cet humanitarisme, qui est sujet en France à des réveils assez réguliers, et auquel on voudrait en ce moment, dans un but politique, donner une coloration démocratique. Enfin, il faut aussi y reconnaître le désir de donner aux juges correctionnels des droits théoriquement égaux à ceux du jury, qui rend

parfois un verdict de non culpabilité, alors que les faits délictueux sont prouvés et même avoués par l'accusé ce qui n'est pas autre chose qu'un pardon.

Nous disons, nous, que le pardon existe aussi en matière correctionnelle : c'est la condamnation avec sursis à un franc d'amende.

Ce n'est pas seulement au juge correctionnel que l'on a voulu accorder la faculté de pardon. On a songé à l'attribuer au juge d'instruction. Cette initiative est d'autant plus intéressante qu'elle émane de l'auteur de la loi de 1891, qui lui n'est pas partisan de l'extension du pardon judiciaire aux juges correctionnels, estimant que le sursis pourvoit à tous les besoins (1). Il ne semble pas cependant que M. Bérenger ait eu le premier l'idée d'organiser un pardon judiciaire évitant la comparution en justice. M. Flandin, dans son rapport au Congrès pénitentiaire de 1895 sur la huitième question de la première section, avait déjà proposé de reconnaître aux membres du parquet — et non pas, comme M. Bérenger, au juge d'instruction — le droit d'admonester le délinquant, sans donner suite à la poursuite, bien que les faits soient éta-

(1) Voici le texte de l'art. 1er de la proposition déposée par M. Bérenger sur le bureau du Sénat le 12 novembre 1901. « L'art. 130 C. Inst. crim. est complété par l'addition des dispositions suivantes :

« Toutefois dans le cas où l'inculpé n'a pas subi de condamnation antérieure à l'emprisonnement pour crime ou délit de droit commun, si la peine applicable au délit n'est pas supérieure à deux ans de prison, ou si le préjudice ne dépasse pas 300 fr., le juge peut, après avoir constaté qu'il y a charge suffisante, rendre une ordonnance de simple avertissement.

Il en donne avis dans les 24 heures à l'inculpé, au procureur de la République et à la partie civile, qui ont le droit de se pourvoir devant la chambre des mises en accusation dans un délai de 5 jours...

Il est fait inscription de ladite ordonnance au casier judiciaire, mais il ne doit en être fait mention, ni sur le Bulletin nº 2, ni sur le Bulletin nº 3.

Si dans un délai qui ne peut être inférieur à 3 ans ni supérieur à 5 et qui est fixé par le juge dans son ordonnance, l'inculpé n'est l'objet d'aucune nouvelle poursuite suivie de condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun, l'ordonnance est comme non avenue. Dans le cas contraire, il est donné suite à la première poursuite, sans que les peines puissent être confondues ».

La Commission nommée par le Sénat pour l'examen de cette proposition ne s'y est pas montrée favorable.

blis. Ce droit, ils se l'attribuent en fait parfois, mais il serait bon de régulariser cette pratique : une simple circulaire ministérielle suffirait à cet effet.

Le grand argument que l'on fait valoir en faveur de ces propositions c'est qu'elles évitent à un délinquant jugé digne d'intérêt, l'humiliation de la comparution devant le tribunal. Très certainement la poursuite ne peut aboutir qu'à une application bienveillante de la loi du sursis, autant l'arrêter à ses débuts, en accompagnant cette mesure de faveur d'une bonne admonestation.

Il faudrait que cet argument fût bien fort, pour lutter contre les puissantes objections juridiques que soulève, par contre, l'institution d'un pardon accordé par toute autre juridiction qu'une juridiction de jugement. Pardonner, c'est en effet constater la faute sans lui donner sa sanction : le pardon renferme donc une déclaration implicite de culpabilité. Or, une déclaration de culpabilité ne peut émaner ni d'un juge d'instruction, ni d'un membre du parquet. « Le juge d'instruction, a dit excellemment M. Jolly à la Société des prisons (1), ne peut déclarer qu'une chose, que les *charges* sont suffisantes ou qu'elles ne sont pas suffisantes. Entre la *charge* et la *preuve*, il y a un abîme qu'il ne peut pas franchir et, s'il ne peut déclarer que la preuve est faite, il ne peut pas reconnaître une culpabilité dont il n'est pas juge. Autrement ce serait transformer d'un seul coup par une loi spéciale, épisodique, le juge d'instruction en une juridiction de jugement ».

Qu'on ne dise pas que l'inculpé a mauvaise grâce à se plaindre d'une déclaration de culpabilité qui a comme conséquence l'impunité. Un pardon accordé à quelqu'un qui n'est pas coupable est à la fois un non-sens et une injustice ; dans certains cas même ce peut être une flétrissure ; on comprend très bien que l'inculpé se refuse à l'accepter. Il est vrai que la proposition de M. Bérenger lui donne un recours, mais ce

(1) *Rev. pénit.*, 1902, p. 168.

recours l'amène devant la chambre des mises en accusation, c'est-à-dire devant une autre juridiction d'instruction, qui pourra confirmer le pardon, autrement dit la déclaration de culpabilité, sans que l'inculpé ait réussi à se faire entendre par une juridiction de jugement (1). Pour opérer un bouleversement aussi profond dans l'économie de nos juridictions répressives, il faudrait se trouver dans l'impossibilité de combler par un autre moyen une lacune grave. Ce n'est pas le cas. Nous reconnaissons l'avantage qu'il peut y avoir à éviter parfois à un inculpé très intéressant la comparution en justice ; mais ce résultat peut être atteint actuellement sans aucune innovation subversive par la pratique du classement sans suite ; peut-être serait-il bon qu'une circulaire ministérielle vînt autoriser expressément les membres du parquet à l'employer dans de telles circonstances, ce serait utile sans être nécessaire. Dans la discussion de la Société des prisons il a été reconnu par un haut magistrat que « dans tous les parquets les décisions de classement ou de sans suite sont complexes en ce sens qu'elles sont motivées tantôt par l'insuffisance des charges, tantôt par l'exercice très sage d'un pouvoir bienveillant, usant sous sa propre responsabilité de la précieuse faculté de pardonner » (2).

83. — 2° *L'interdiction de certains droits*. — On peut songer à frapper l'amour-propre du délinquant d'une atteinte plus durable qu'une simple réprimande, en prononçant contre lui la déchéance temporaire de certains droits, dont l'exercice est lié à une idée de dignité personnelle. Ces droits seraient presque exclusivement les droits politiques, celui d'être électeur ou éligible ; peut-être faudrait-il y joindre aussi certains droits civiques, comme celui d'être juré, mais je ne le propose

(1) Je n'insiste pas sur une autre objection qui a été faite à la proposition Bérenger. Elle consacre, a-t-on dit, une injustice à l'égard des prévenus qui sont amenés devant le Tribunal par citation directe sans instruction préalable, par conséquent sans la possibilité d'éviter la comparution en justice par une ordonnance d'avertissement. La même objection peut être faite au système du classement sans suite et je n'aperçois pas le moyen de l'éviter.

(2 *Rev. pénit.*, 1902, pp. 187 et 188.

qu'avec hésitation. Je ne sais si l'interdiction d'un droit de ce genre aurait une efficacité intimidante, l'embarras et le dérangement dont ils sont la cause, dépassant souvent la satisfaction morale que l'on goûte à les exercer.

Il faut observer que l'interdiction des droits politiques, civiques et de famille peut constituer plusieurs pénalités différentes; aussi n'avons-nous pas jugé à propos de faire figurer la disposition de l'article 42 du Code pénal dans le chapitre réservé à l'exposé de la législation, estimant que sa place était plus indiquée dans une étude des peines de sûreté que nous avons classées parmi les institutions purement préventives.

L'interdiction des droits a très souvent en effet pour but de prévenir une récidive, non pas en opérant une réforme du délinquant, ou en exerçant sur lui une action intimidante, mais en lui enlevant matériellement les moyens de retomber dans sa faute : or c'est là ce qui caractérise, la peine de sûreté. Ainsi on interdira le port d'armes à un individu coupable de coups et blessures; on privera du droit d'être expert ou témoin celui qui a commis un dol pénal dans l'exercice de ces fonctions, etc. L'article 42 est même loin d'être complet à ce point de vue; il ne vise pas l'interdiction d'une profession déterminée, admise par le Code pénal italien, et qui pourrait constituer une pénalité très redoutable et d'une invididualisation très souple, contre les individus exerçant cette profession : commerçants ou industriels auteurs de fraudes professionnelles. L'interdiction pourrait être de quelques jours, de quelques mois ou de quelques années, se traduisant pour le condamné par un dommage pécuniaire qui donnerait à cette peine la vertu intimidante de l'amende, sans qu'elle cesse d'être en même temps peine de sûreté.

Il n'y a guère, nous venons de le dire, que l'interdiction des droits politiques qui présente le caractère d'une pénalité purement morale, surtout dans un pays de suffrage universel. Il serait bon qu'on pût en faire l'objet d'une peine principale.

TROISIÈME PARTIE

PEINES RÉFORMATRICES

84. — Tandis que les peines d'intimidation pure comportent plusieurs variétés profondément distinctes, les peines réformatrices sont toutes essentiellement des peines privatives de liberté. Non que la privation de liberté puisse être considérée comme constituant à elle seule un facteur d'amendement, mais elle est la condition générale d'application de toute discipline moralisatrice.

S'il nous était permis de reprendre la fameuse comparaison du criminel et du malade, dans la mesure où elle peut favoriser la clarté de notre exposition, nous dirions que la peine de pure intimidation est un remède plus ou moins violent, une fois donné, et après lequel, comme on dit, il n'y a plus qu'à laisser faire la nature. La peine réformatrice ne doit pas être au contraire conçue comme une médication passagère, mais comme un régime toujours quelque peu durable, et dont l'application suppose que l'on conserve le délinquant sous la main pour l'obliger à le suivre. Cela est si vrai que le développement, certainement excessif, qu'ont pris dans les systèmes pénitentiaires modernes les peines privatries de liberté, a coïncidé avec la prépondérance que le législateur, d'accord avec l'esprit public, a reconnu depuis plus d'un siècle à la fonction d'amendement sur les autres fonctions de la peine.

Notre législation répressive française, en matière de peines réformatrices, après avoir oscillé entre deux tendances contradictoires (1), a abouti à leur donner à toutes deux satisfaction, non pas en les conciliant et en les combinant, mais en les juxtaposant, tout simplement. Elle a organisé, conformément à l'une de ces tendances représentée par l'école pénitentiaire, le régime des peines réformatrices pour la petite et la moyenne criminalité ; elle a organisé, conformément à l'autre tendance représentée par l'école de la transportation, la peine réformatrice pour la grande criminalité. Le moment n'est pas venu encore de nous prononcer sur la valeur pénitentiaire de cette solution. Nous lui empruntons seulement la division naturelle des explications qui vont suivre et qui seront réparties en quatre chapitres. Le premier sera consacré à l'exposé de la législation française sur les peines réformatrices qui s'exécutent sur le territoire métropolitain, et qui sont la prétendue mise en œuvre de ce que l'on est convenu d'appeler les théories pénitentiaires. Le second chapitre aura pour objet l'étude pénitentiaire de ces peines. Le troisième contiendra l'exposé de la législation française sur la peine réformatrice qui s'exécute aux colonies, et qui se trouve être, dans la hiérarchie légale, la peine réservée aux crimes les plus graves. Enfin le quatrième chapitre comprendra l'étude du rôle répressif de la transportation.

(1) « Deux grandes inventions pénitentiaires ont éclos ou plutôt se sont épanouies depuis un siècle : la *colonisation pénale* dont la transportation n'est qu'une variété importante et la *cellule*. Nous sommes mis en demeure et nous sommes à présent en mesure d'opter entre les deux ou de faire à chacune d'elles sa part ». TARDE, *Philosophie pénale*, 3e édit., p. 521.

CHAPITRE PREMIER

Exposé de la législation française sur les peines réformatrices métropolitaines

85. — Ce chapitre sera divisé en quatre sections :

Première Section. — Des différentes sortes de peines réformatrices métropolitaines et du lieu de leur exécution ;

Deuxième Section. — Personnel chargé de leur exécution ;

Troisième Section. — Régime ;

Quatrième Section. — Organisation du travail.

SECTION PREMIÈRE

DES DIFFÉRENTES SORTES DE PEINES RÉFORMATRICES MÉTROPOLITAINES ET DU LIEU DE LEUR EXÉCUTION

86. — Ces peines, dont on peut mener l'étude de front, car il n'existe entre elles que des différences de détail peu nombreuses, sont la réclusion et l'emprisonnement correctionnel au-dessus de trois mois. Nous avons vu en effet qu'on s'accordait à reconnaître que l'emprisonnement correctionnel, prononcé pour une durée inférieure, ne comportait pas l'application d'une discipline moralisatrice efficace, et qu'il ne fallait en attendre qu'un effet d'intimidation. Aussi la courte peine d'emprisonnement, c'est-à-dire, d'après la tarification ordinai-

rement acceptée, la peine inférieure à trois mois de prison, a-t-elle été étudiée dans la deuxième partie de ce traité.

Au-dessus de trois mois, l'emprisonnement correctionnel peut donc être considéré comme susceptible de constituer une peine réformatrice. Le maximum légal de cette peine est de cinq ans (art. 40 Code pénal). Au-dessus de cinq ans, elle change de nom sans que son régime subisse aucune modification importante et s'appelle la réclusion. C'est la même pénalité sous deux étiquettes différentes. Il n'y a guère à faire d'autre distinction entre elles que celle de la durée. La réclusion, dont le minimum et le maximum dépassent ceux de l'emprisonnement correctionnel, est réservée pour les infractions plus graves ; c'est la prison des crimes ; seule la cour d'assises est compétente pour la prononcer ; l'emprisonnement correctionnel est au contraire la prison des délits ou des crimes punis comme les délits par l'effet des circonstances atténuantes.

C'est d'ailleurs en considération de la durée de ces peines et non de leur qualification légale qu'a été faite la détermination des établissements où elles s'exécutent. Lorsque la durée de l'internement doit dépasser un an, ce qui est le cas pour toutes les condamnations à la réclusion et pour les condamnations à l'emprisonnement comprises entre un an et un jour et cinq ans, la peine doit, aux termes d'un décret du 16 juin 1810 (1), être subie dans des établissement spéciaux appelés maisons centrales de détention. Cette disposition est toujours restée en vigueur et la maison centrale est encore aujourd'hui l'établissement pénitentiaire où se subissent les longues peines d'emprisonnement et la réclusion. Un léger perfectionnement a cependant été apporté par les ordonnances du 2 avril 1817 (2) et du 6 juin 1830 (3).

(1) *Recueil* Barthou-Duflos, p. 221.

(2) *Recueil* Barthou-Duflos, p. 221.

(3) *Recueil* Barthou-Duflos, p. 224. C'est cette dernière ordonnance qui a décidé que le transfert dans une maison centrale ne devait être ordonné pour les condamnés à l'emprisonnement correctionnel que lorsque la peine est supérieure à un an (un an et un jour) : le décret du 16 juin 1810 s'exprimait au contraire

On a tenté de classer les maisons centrales suivant qu'elles seraient appelées à recevoir des réclusionnaires ou des condamnés à l'emprisonnement correctionnel de plus d'un an. Les premières ont été appelées maisons centrales de force, et les secondes, maisons centrales de correction. Cette classification n'a pas été respectée dans la pratique et certains établissements seulement ont été spécialisés. Il n'y a d'ailleurs pas à s'en émouvoir, car cette spécialisation n'offrirait de l'intérêt que s'il y avait de sérieuses différences de régime entre les deux peines, ce qui n'est pas, comme nous l'avons vu.

La plupart de nos maisons centrales sont d'anciens couvents et n'ont pas été construites pour leur destination actuelle. Leur nombre a été en décroissant au cours de la seconde moitié du XIX^e^ siècle, particulièrement dans ces dernières années (1). Cette diminution tient d'abord à la baisse constante du nombre des condamnés à de longues peines : les maisons centrales se remplissent moins facilement qu'autrefois ; ce qui tendrait à faire croire que la criminalité est elle-même en décroissance. Mais surtout, une fois remplies, elles se vident beaucoup plus rapidement, par l'application de plus en plus libérale de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle. D'autre part, par un esprit d'économie, louable en lui-même, mais dont on fait une application peut-être trop fréquente à l'organisation des services pénitentiaires, on n'a pas craint d'augmenter les effectifs des détenus pour aboutir à la suppression de quelques lieux de détention.

ainsi : « lorsque la peine à subir ne sera pas moindre d'une année ». On s'est préoccupé en 1830 de mettre notre législation pénitentiaire en harmonie avec notre droit criminel (art. 58, 1°, Code pénal).

(1) Indication des suppressions depuis 1872 : Limoges et Vannes, supprimées en 1872, Belle Isle-en-Mer (Morbihan), convertie en colonie pénitentiaire en 1880, Aniane (Hérault), convertie en colonie pénitentiaire en 1885 ; Doullens (Somme), convertie en maison pénitentiaire de jeunes filles en 1892; Cadillac (Gironde) supprimée en 1897; Auberive (Haute-Marne), convertie en colonie pénitentiaire en 1897; Albertville (Savoie), supprimée en 1897; Landerneau (Finistère), supprimée en 1899; Clermont (Oise), supprimée en 1903. Enfin, tout récemment la maison de Gaillon a été transformée en asile d'aliénés criminels à partir du 1^er^ janvier 1903. Comme telle, elle a été détachée de l'Administration pénitentiaire et dépend maintenant des services de l'Assistance publique.

Il n'existe plus actuellement en France que neuf maisons centrales pour les hommes et deux pours les femmes. Les maisons centrales d'hommes sont celles de Fontevrault (Maine-et-Loire), Clairvaux (Aube), Melun (Seine-et-Marne), Beaulieu (Calvados), Riom (Puy-de-Dôme), Loos (Nord), Nîmes (Gard), Poissy (Seine-et-Oise), Thouars (Deux-Sèvres). Les maisons centrales de femmes sont celles de Montpellier et de Rennes.

On a organisé en outre en Corse deux pénitenciers agricoles, qui sont assimilés aux maisons centrales et qui reçoivent principalement des condamnés arabes. Cet essai d'utilisation de la main-d'œuvre pénale à des travaux extérieurs — all'aperto — n'a pas réussi, comme nous le verrons plus loin, et des trois pénitenciers établis à Chiavari, Catelluccio et à Casabianca, le dernier a déjà été supprimé en 1885, la suppression des deux autres est actuellement en question, notamment celle du pénitencier de Castelluccio, qui a été proposée par la Commission du budget en 1901 (budget de 1902). Il a cependant été maintenu sur la demande du gouvernement, qui se propose d'en faire une maison d'amendement pour deux cents détenus des maisons centrales appartenant à la profession agricole (1).

Enfin, il existe en Algérie une maison centrale d'hommes à Lambèze, une maison centrale de femmes au Lazaret et un pénitencier agricole à Berrouaghia.

Le choix de certains établissements pénitentiaires pour l'exécution des longues peines a autorisé à qualifier tous les autres de prisons de courtes peines. Ce langage s'est introduit depuis longtemps dans les habitudes de l'administration pénitentiaire française. Nous avons vu qu'il n'avait rien de scientifique et que, dans une classification rationnelle des peines, inspirée de la différence de leur fonction principale, la courte peine d'emprisonnement comporte un maximum bien inférieur à un an, que l'on s'accorde à fixer à trois mois. Au-dessus de trois mois, on peut accepter l'idée de faire produire

(1) *Rev. pénit.*, 1902, p. 285.

à la peine autre chose qu'un simple effet d'intimidation et de l'utiliser sérieusement à la réforme morale du détenu. Cependant l'usage de l'expression « prisons de courtes peines », pour désigner les établissements où se subissent les peines d'emprisonnement d'un an et au-dessous, tend à se généraliser et à sortir du vocabulaire purement administratif : on la rencontre dans la rubrique du décret du 11 novembre 1885 (1) et dans celle de la loi du 4 février 1893 (2), le premier texte législatif à notre connaissance qui la contienne.

Il y a cependant à cette expression un synonyme plus fréquemment employé, celui de « prisons départementales » ; moins d'un an après le décret du 16 juin 1810 organisant les maisons centrales, l'état précaire des finances du Premier Empire inspira l'une des dispositions les plus funestes qui aient pesé sur notre régime pénitentiaire. Le décret du 9 avril 1811 transporta de l'Etat aux départements la propriété des maisons de courtes peines, ce qui veut dire en fait la charge de l'entretien des bâtiments ; le décret y ajoutait même celle de l'entretien des prisonniers. Cet état de choses injustifiable — puisque la répression de la criminalité, étant une nécessité d'intérêt général, les frais qu'elle occasionne doivent incomber à l'Etat — a duré intégralement jusqu'à la loi de finances du 5 mai 1855, qui a réalisé dans son article 13 une amélioration partielle, mais encore bien insuffisante, en enlevant aux départements pour les incorporer au budget de l'Etat les dépenses relatives aux détenus. Les frais d'entretien, de réparation et de reconstruction des bâtiments continuent d'être supportés par les départements.

Telle est l'origine de l'expression prison départementale qui, pour être plus exacte que celle de prison de courte peine n'échappe pas cependant à toute critique. D'abord elle tend à faire croire qu'il n'existe qu'une prison de ce genre par département, alors qu'il y en a au moins une par arrondis-

(1) Décret portant règlement du service et du régime des prisons de courtes peines affectées à l'emprisonnement en commun. *Recueil* Barthou-Duflos, p. 637.

(2) Loi relative à la réforme des prisons de courte peine.

sement, servant à la fois de maison de correction, de maison d'arrêt et parfois de maison de justice — cela, comme nous l'avons vu, en violation des dispositions expresses de la loi. Puis, il peut arriver qu'elle soit complètement fausse depuis la loi du 4 février 1893, dont l'article 1 autorise sous certaines conditions la rétrocession à l'Etat des prisons départementales. Il est vrai que cette loi sur laquelle nous reviendrons avec détails est restée inappliquée.

Nous rappelons la division purement administrative précédemment signalée des prisons départementales en deux catégories : les prisons d'arrondissement où sont subies les peines de six jours à trois mois et les prisons de chef-lieu de département ou de concentration, où sont réunis tous les condamnés du département à l'emprisonnement correctionnel de trois mois à un an inclusivement. Cette division, créée par la circulaire du 5 mars 1802 (1), a eu pour but de faciliter l'organisation du travail industriel, en formant des ateliers avec un personnel plus stable. Une instruction ministérielle du 10 août 1875 (2) lui a apporté quelques modifications quand la prison d'arrondissement est cellulaire et que la prison de concentration est en commun : le transfèrement au chef-lieu du département des condamnés à plus de trois mois ne doit alors être ordonné que si la prison d'arrondissement cellulaire est encombrée; bien plus « lorsqu'il sera constant que la contenance de la prison cellulaire d'un arrondissement dépasse les besoins du service local, on pourra y conduire les condamnés d'un autre arrondissement ».

Nous avons en France 377 prisons départementales. Ce nombre dépasse celui des arrondissements qui est de 362. Cet excédent tient à ce qu'il existe dans certains arrondissements plusieurs prisons départementales (3).

(1) Code des prisons, t, IV, p. 108.

(2) *Recueil* Barthou-Duflos, p. 617.

(3) V. la liste des prisons de Paris dans le *Rép*. Fuzier Hermann, V° Régime pénitentiaire N° 509. *Adde*, l'étude monographique sur les prisons de Paris, publiée dans les *Inst. pénit. de la France*, pp. 178 et s.

On trouvera également, V° Rég. pénit. au *Répertoire sup. cit*. des indications

SECTION II

PERSONNEL CHARGÉ DE L'EXÉCUTION DES PEINES RÉFORMATRICES MÉTROPOLITAINES

87. — Ce personnel, groupé sous le nom d'Administration pénitentiaire, dépend du ministère de l'intérieur et non du ministère de la justice. C'est une organisation que nous aurons à apprécier dans le chapitre suivant.

L'administration pénitentiaire métropolitaine comprend une administration centrale, dont le siège est à Paris, et une administration locale.

88. — *Administration centrale.* — Elle se compose de trois organes : la direction générale, l'inspection générale et le conseil supérieur des prisons, indépendants les uns des autres et en rapport direct avec le ministre.

La direction générale a à sa tête un directeur, ayant sous ses ordres quatre bureaux entre lesquels un décret du 18 juin 1903 répartit le service de la façon suivante : 1er bureau, comptabilité, statistique (un chef et un sous-chef) ; 2e bureau, exécution des courtes peines, prisons départementales (un chef et un sous-chef) ; 3e bureau, exécution des longues peines, maisons centrales, pénitenciers agricoles (un chef et un sous-chef) ; 4e bureau, établissements des jeunes détenus, remise de peine (un chef et un sous-chef). Le service du personnel est organisé comme service séparé sous les ordres d'un sous-chef (1).

Jusqu'à ces dernières années le service des transfèrements cellulaires constituait un cinquième bureau. Un décret du 6 avril 1897 l'a érigé en service détaché sous l'autorité directe du ministre (2).

sommaires sur les prisons d'Algérie et sur les villes de France où, conformément à la loi, la maison d'arrêt se trouve séparée de la maison de correction.

(1) Decret du 18 juin 1903. *Rev. pénit.*, 1903, p. 1284.

(2) *Recueil* Barthou-Duflos, premier supplément, p. 25.

89. — L'inspection générale a une mission de contrôle sur le fonctionnement des services pénitentiaires. Il existait autrefois des inspecteurs généraux des prisons, compétents exclusivement pour la surveillance des établissements pénitentiaires. Un décret du 15 juin 1891 avait déjà porté atteinte à cette spécialisation en permettant au ministre de charger les inspecteurs de certains contrôles étrangers aux services des prisons. Aujourd'hui, cette spécialisation a complètement disparu : le décret du 24 février 1901 (1) constitue un corps unique portant le titre d'inspection générale des services administratifs du ministère de l'intérieur et « chargé d'exercer un contrôle supérieur sur les services de ce département ».

Actuellement donc, les inspecteurs généraux des services administratifs sont également compétents pour surveiller le fonctionnement des établissements de bienfaisance, d'assistance, hôpitaux, hospices, asiles d'aliénés, bureaux de bienfaisance, monts de piété, orphelinats, crèches, services d'enfants assistés, etc., et celui des établissements pénitentiaires de toutes sortes.

Cette réforme a soulevé de vives critiques auxquelles le rapport qui précède le décret répond assez mal. L'objection principale c'est le défaut de compétence chez un inspecteur général « ancien directeur de prison ou ancien chef de bureau de l'administration pénitentiaire » (2) pour inspecter des établissements hospitaliers, et réciproquement l'inexpérience que doit trahir, dans le contrôle des prisons, un homme très au courant peut-être des questions d'hygiène et d'assistance, souvent médecin de profession. Cette objection, le rapport précité ne la réfute pas suffisamment en disant que désormais « l'inspecteur général aura une compétence moins approfondie assurément, mais beaucoup plus large » ; il n'apparaît pas qu'il y ait un avantage considérable à substituer ainsi une dimension à une autre dans la compétence de l'inspecteur. Il est vrai que dans certains cas le contrôle des deux inspections

(1) *Journal officiel* du 27 février 1901 ou *Rev. pénit.*, 1901, pp. 574 et s.
(2) *Rev. pénit.*, 1901, p. 570.

s'exerce sur des matières à peine différentes. L'inspection de l'asile d'aliénés de Gaillon exige les mêmes connaissances que celle d'un asile d'aliénés ordinaire : il n'y a pas non plus un abîme entre la situation des jeunes détenus internés dans une colonie pénitentiaire et celle des enfants qui ont été enfermés dans une école de réforme par les bons soins de l'assistance publique, à qui le tribunal les a confiés par application de la loi du 19 avril 1898, articles 4 et 5. S'il y a des points communs entre les deux fonctions (1) il y en a beaucoup d'autres qui ne le sont pas et cela suffit pour expliquer et amplement justifier l'existence de deux organes distincts. Il faut avouer, et le rapport précité le reconnaît lui-même, que la principale raison de cette réforme est une raison d'économie. Maintes fois, on s'est étonné de voir un inspecteur général du ministère de l'intérieur faire un long trajet pour consacrer quelques heures à la visite des établissements pénitentiaires de la ville, puis après, un de ses collègues refaire le même trajet et inspecter à nouveaux frais les hospices de cette même ville (2). Toute la question est alors de savoir si cette économie évidente vaut la peine d'être faite, au prix des inconvénients non moins certains qu'elle entraîne avec elle.

La réforme aurait pu se limiter à supprimer un certain nombre d'inspecteurs généraux de la section des services pénitentiaires, ces inspecteurs se trouvant en trop grand nombre vu l'importance décroissante de ces services.

D'après le décret du 24 février 1901, les inspecteurs généraux forment un corps spécial placé directement sous les ordres du ministre, auquel ils rendent compte de leurs tournées (3). Ils sont nommés par décret : composé de onze inspec-

(1) C'est la préoccupation de ces points communs qui a amené M. Bérenger, dans la proposition qu'il a déposée le 6 juin 1899 au Sénat sur le rattachement des services pénitentiaires au Ministère de la Justice et la réorganisation de l'Inspection générale et du Conseil supérieur des prisons, à permettre, sur avis conforme des deux ministres compétents, des délibérations en commun du Conseil des Inspecteurs des Prisons et de celui des Inspecteurs des Services administratifs (art. 3 de la proposition). *Rev. pénit.*, 1899, p. 834, pp. 969 et 970.

(2) Rapport précité *Rev. pénit.*, 1901, p. 572.

(3) Avant la réforme d'ailleurs, il en était déjà ainsi et les rapports étaient

teurs généraux, quatre inspecteurs généraux adjoints et une inspectrice générale, le corps de l'Inspection générale a été réduit dès 1902, par voie budgétaire, à dix inspecteurs généraux et deux adjoints. Il est actuellement question d'opérer une nouvelle réduction ; une proposition faite dans ce sens à la Chambre, au moment du vote du budget de 1904 (novembre 1903), n'a été repoussée qu'à une très faible majorité.

Aux termes d'un arrêté ministériel du 1er mars 1901 (1), le territoire de la France est divisé en quinze circonscriptions et la même circonscription est attribuée au même inspecteur pendant une période consécutive de trois ans. Chaque établissement et chaque service inspecté fait l'objet d'un rapport spécial ; en outre, les inspecteurs rédigent un rapport d'ensemble où ils consignent les observations d'intérêt général. Dans l'intervalle des tournées, les inspecteurs doivent en effet s'assembler en comité sous la présidence de l'un d'entre eux désigné par ses collègues (art. 3 du décret du 24 février 1901).

L'œuvre du décret du 24 février 1901 a été complétée par un autre décret, daté du jour suivant (2), qui crée, à côté du corps de l'inspection générale, un service central de l'inspection générale, également sous l'autorité immédiate du ministre. Ce service central, aux termes du rapport qui précède ce second décret (3), est destiné « à assurer l'unité de vue et de méthode, la coordination des efforts individuels, l'uniformité dans la jurisprudence, la discussion avec les services intéressés des questions litigieuses soulevées par les inspecteurs en tournées, et enfin la continuité et, pour ainsi dire, la permanence du contrôle.

90. — Le Conseil supérieur des prisons, destiné en principe

directement adressés au ministre, mais de 1886 à 1891 ils ont été adressés à la Direction de l'Administration pénitentiaire ; ce qui paraissait mettre le contrôleur dans la dépendance du contrôlé. *Inst. pén. de la France*, pp. 465 et s.

(1) V. le texte dans *Rev. pén.*, 1901, p. 912.

(2) *Journal officiel* du 27 février 1901.

(3) *Rev. pén.*, 1901, p. 576.

à fournir à l'administration pénitentiaire l'assistance et les avis des représentants de la science libre, c'est-à-dire de personnes étrangères à l'administration, mais « s'étant notoirement occupées des questions pénitentiaires » (1), a traversé naturellement bien des vicissitudes, reflétant les dispositions plus ou moins ombrageuses de l'administration, à l'égard d'un contrôle dont les tendances se sont trouvées souvent en conflit avec les siennes (2). Quand elle s'est senti assez forte, elle en a profité pour le restreindre. C'est le gouvernement de la Restauration qui a eu le premier l'idée de cette institution. Une ordonnance du 9 avril 1819 créa la Société royale des prisons pour l'étude des réformes pénitentiaires ; dans le sein de cette société, fut constitué un conseil général des prisons composé de vingt-quatre membres avec les pouvoirs les plus étendus. Il fonctionna avec beaucoup d'activité jusqu'en 1830. Il disparut à ce moment.

Le législateur de 1875, abordant de nouveau la tâche que les hommes politiques du second empire avaient si fâcheusement interrompue, éprouva, comme au début du siècle, le besoin de placer auprès du ministre de l'Intérieur une assemblée d'hommes compétents, avec la mission spéciale de veiller à l'exécution de la nouvelle loi. Ainsi annoncé par l'article 9 de la loi du 5 juin 1875, le Conseil supérieur des prisons fut définitivement constitué par un décret du 3 novembre de la même année. Il était composé de 46 membres, dont 15 nommés à vie (c'étaient les 15 membres de l'Assemblée nationale qui avaient présidé à l'enquête pénitentiaire), 16 membres de droit et 12 membres nommés par le ministre pour une période de quinze ans et renouvelables par tiers tous les cinq ans.

Le Conseil était présidé par le ministre, remplacé au besoin par un vice-président élu. Ce qu'il faut bien retenir, c'est que, tandis que la loi paraissait limiter ses attributions aux ques-

(1) Art. 9 de la loi du 5 juin 1875.

(2) Pour les détails qui vont suivre consulter *Rev. pén.*, 1899, pp. 970 et s., le rapport de M. Bérenger sur la proposition précitée.

tions qui naîtraient de l'application de la loi nouvelle, le décret du 3 novembre, dans son article 19, lui reconnaissait compétence pour discuter sur la proposition du ministre toute question se rattachant au régime pénitentiaire. Bien plus, le Conseil pouvait s'en saisir de sa propre initiative et « présenter au ministre ses vues » sur toute matière rentrant dans le service. En fait il n'usa guère de cette grande latitude et on ne cite que deux circonstances où il soit sorti du cercle des questions relatives à l'application de la loi de 1875. Il a émis en 1878 un avis sur le rattachement de l'administration pénitentiaire au ministère de la Justice, et en 1879 il s'est livré à une importante discussion sur la transportation.

Cependant l'administration, profitant du passage au ministère d'un ministre auquel elle fit partager sa manière de voir, obtint le 31 décembre 1880 un décret, réformant le Conseil supérieur des prisons et modifiant à la fois ses attributions et sa composition. Le rapport qui précède ce décret en expose très ouvertement la véritable inspiration. Il y est dit que le décret de 1875 avait fait du Conseil supérieur « un corps placé, par son mode de recrutement... aussi bien que par sa composition initiale, dans une situation de nature à compromettre... le fonctionnement de la responsabilité ministérielle » et cela d'abord parce que le ministre ne doit être soumis à d'autre contrôle que celui du Parlement, ensuite parce qu'il peut arriver que le Conseil supérieur prenne des résolutions dont le ministre pourrait ne pas vouloir assumer la responsabilité (1).

Le décret de 1880 a été lui-même modifié par ceux du 26 janvier 1882, du 16 juin 1883 et du 14 août 1887 (2).

Voici l'organisation actuelle du Conseil. Il est composé de 36 membres au lieu de 46, 24 sont nommés par le ministre et 12 désignés à raison de leurs fonctions. Sur les 24 membres à la nomination du ministre, 19 doivent être choisis

(1) *Rev. pén.*, 1899, p. 972, 1881, p. 40.
(2) *Recueil* Barthou-Duflos, pp. 5 et 6.

dans le Parlement ; il est ainsi donné satisfaction à l'un des principaux griefs énoncés dans le rapport qui précède le décret de 1880. Au point de vue des attributions, l'article 7 du décret du 26 janvier 1882 limite expressément la compétence du Conseil aux questions relatives à l'application de la loi de 1875. Le ministre seul a la latitude de provoquer une délibération du Conseil sur toute autre question se rattachant au régime pénitentiaire. Mais le Conseil a perdu le droit d'initiative et ne peut pas s'en saisir lui-même. En fait, quand le ministre désire faire étudier une question de ce genre, il préfère nommer une commission spéciale plutôt que de s'adresser au Conseil supérieur des prisons, dont l'importance se trouve ainsi considérablement diminuée.

91. — *Administration locale.* — Est désignée ainsi l'administration des différents établissements répartis sur le territoire. Dans chaque département, cette administration a à sa tête le préfet qui exerce un droit de surveillance générale sur les prisons qui y sont établies (art. 605, Code instr. crim.) (1). Cette organisation de l'administration locale par départements fonctionne avec une autre, l'organisation par circonscriptions pénitentiaires, avec laquelle elle se combine. Actuellement, c'est-à-dire depuis le décret du 22 mai 1897 (2), la France est divisée en 35 circonscriptions pénitentiaires, dont quelques-unes comprennent plusieurs départements (3) tandis que d'autres n'en comprennent qu'un (4). A la tête de ces circonscriptions est un directeur, qui souvent cumule ses fonctions avec celles de directeur d'une maison centrale.

(1) A Paris, les établissements pénitentiaires du département de la Seine formaient autrefois un groupement d'une nature exceptionnelle, placé sous l'autorité du Préfet de police et en dehors de l'Administration pénitentiaire. Un décret du 28 juin 1887, créant une circonscription pénitentiaire comprenant ces établissements, les a laissés sous l'autorité du Préfet de police, mais en plaçant celui-ci, en ce qui les concerne, sous la dépendance de l'Administration pénitentiaire. V. une étude critique remarquable de ce décret par M. LECOUR dans *Rev. pén.*, 1892, p. 275 et s.

(2) *Recueil* BARTHOU-DUFLOS, p. 27.

(3) La huitième en comprend 6.

(4) Par exemple la première (Seine) ; la deuxième (Seine-et-Oise) ; la sixième (Nord), etc

Il centralise la correspondance administrative de sa circonscription, en même temps qu'il exerce sur les établissements pénitentiaires qui y sont compris un contrôle plus immédiat et plus continu que celui du préfet. Il est néanmoins placé sous l'autorité de ce dernier pour tout ce qui concerne les établissements situés dans son département.

L'administration particulière de chaque établissement est différemment composée suivant qu'il s'agit de maisons centrales ou de prisons départementales.

La maison centrale est administrée par un directeur assisté d'un contrôleur (appelé autrefois inspecteur) (1), d'un greffier comptable, d'un commis aux écritures, d'un économe, d'un instituteur. L'économe n'existe que dans les maisons en régie (v. plus loin pour cette expression), il a sous ses ordres un teneur de livres. Le contrôleur remplace le directeur absent, il est lui-même remplacé le cas échéant par le greffier comptable. Dans les maisons départementales la direction appartient à un gardien chef assisté, s'il en est besoin, d'un gardien commis greffier (2).

Sous les ordres du personnel d'administration, se trouve placé dans chaque établissement le personnel de garde, composé de gardiens en uniforme, en contact immédiat et permanent avec les détenus. Ces gardiens sont tous d'anciens militaires (3). Leur fonction principale — la seule en fait dont ils s'acquittent — est le maintien de la discipline. On a pensé dans ces dernières années leur inspirer une idée plus haute de leur mission, par la création d'un enseignement professionnel. A cet effet, un arrêté du 19 août 1893 a institué dans les maisons centrales, dans les colonies pénitentiaires et dans les prisons déparmentales à gros effectif, des écoles élémentaires de gardiens, où l'enseignement est donné par le personnel

(1) L'appellation nouvelle date d'un arrêté du 23 avril 1895. *Recueil*, Barthou-Duflos, p. 214.

(2) Dans certaines prisons départementales à grand effectif il y a un directeur et un personnel d'administration semblable à celui des maisons centrales.

(3) Décret du 30 avril 1822, art. 44. *Recueil* Barthou-Duflos, p. 138. Circulaire du 20 janvier 1897, *eod. loc.*, 1er supplément, p. 24.

d'administration. En outre, un second arrêté de la même date a organisé à Paris une école supérieure pénitentiaire, destinée à permettre aux sujets les plus distingués du personnel de garde de passer plus facilement dans les services administratifs. Cette innovation avait été favorablement accueillie et il semblait que l'on n'avait qu'à se louer du personnel dont elle opérait ainsi la sélection (1), quand elle a été supprimée par la loi de finances de 1902, qui a réduit les crédits affectés à l'école supérieure pénitentiaire au point d'en rendre le fonctionnement impossible.

En principe, tous les fonctionnaires de l'administration locale, qu'ils appartiennent au personnel d'administration ou au personnel de garde sont nommés par le ministre. Toutefois le préfet nomme les gardiens des prisons départementales, à l'exception des gardiens-chefs qui restent à la nomination du ministre.

Le traitement des différentes classes du personnel est actuellement fixé par l'arrêté ministériel du 23 avril 1895 (2).

92. — De même qu'il existe un corps consultatif et de contrôle auprès de l'administration centrale, qui est le Conseil supérieur des prisons, il en existe également un auprès de chaque établissement pénitentiaire, qui porte le nom de Commission de surveillance (3).

Les membres de cette commission sont chargés à tour de rôle de visiter la prison et de recevoir, s'il y a lieu, les réclamations des détenus ; ils consignent leurs observations sur un registre spécial, ils sont en outre consultés sur les demandes de libération conditionnelle. Régulièrement ces commissions devraient se réunir périodiquement sous la présidence du préfet et du sous-préfet ; en pratique, il n'en est pas ainsi, chacun des membres s'acquitte individuellement de sa mission de contrôle avec un zèle d'ailleurs bien inégal. Il n'y a même pas de réunion de la Commission pour l'avis à

(1) *Rev. pén.*, 1899, p. 696.
(2) *Recueil*, Barthou-Duflos, pp. 214 et s.
(3) Ordonnance du 9 avril 1819 et du 25 juin 1822.

fournir sur les demandes de libération conditionnelle : le dossier est porté par les soins de l'administration préfectorale au domicile de quelques membres, qui donnent leur signature sur le vu des pièces et sans enquête sérieuse. Tel est le fonctionnement des commissions de surveillance dans les villes où elles conservent quelque activité. Il y en a beaucoup d'autres où elles ne fonctionnent pas du tout : celles qui devraient exister auprès des maisons centrales n'ont également jamais donné signe de vie. Cette situation est regrettable, car les commissions pourraient jouer un rôle très utile, surtout si on les composait de personnes compétentes et s'intéressant à l'œuvre du patronage des libérés (1).

SECTION III

RÉGIME DES PEINES RÉFORMATRICES MÉTROPOLITAINES

93. — Ce régime doit être envisagé aux quatre points de vue suivants, à chacun desquels nous consacrerons un paragraphe :

1° Système d'emprisonnement ;
2° Régime physique, hygiène, alimentation ;
3° Régime moral, instruction, éducation :
4° Régime disciplinaire.

Dans chaque paragraphe nous traiterons séparément, s'il y a lieu, des maisons centrales et des maisons départementales.

94. — 1° *Système d'emprisonnement.* — Comme nous le verrons plus à loisir en étudiant dans le chapitre suivant les théories dites pénitentiaires et l'histoire de leur application en France et dans certains pays étrangers, on peut concevoir plusieurs systèmes d'emprisonnement, c'est-à-dire différentes variétés d'aménagement intérieur des prisons, en vue d'une séparation plus ou moins complète des détenus les uns des autres, séparation qui est généralement considérée comme le postulat

(1) V. la discussion sur les Commissions de surveillance à la Société des prisons. *Rev. pén.*, 1895, pp. 612 et s.

fondamental de toute organisation rationnelle des peines réformatrices. Un premier procédé, qui ne saurait être qualifié de système d'emprisonnement consiste à mettre tous les détenus en commun sans autre séparation que celle des sexes. Nous avons encore en France bon nombre d'établissements ainsi organisés. Un second procédé, déjà plus perfectionné, consiste à séparer les détenus par quartier, conformément à une circulaire célèbre du 17 août 1853. Cette organisation permet une sélection rudimentaire des détenus ; il serait à désirer que cette sélection ne s'inspirât pas surtout des exigences du travail pénitentiaire. Allant plus loin, on arrive à la séparation individuelle, mais cette séparation peut elle-même être plus ou moins rigoureuse, suivant qu'elle dure jour et nuit (régime philadelphien), ou qu'elle dure seulement la nuit (régime auburnien), les détenus étant réunis le jour dans les ateliers.

Le régime de la séparation individuelle (régime philadelphien), n'est imposé en France qu'aux maisons de courtes peines, aux termes de la loi du 5 juin 1875, qui décide en même temps que la durée des peines de plus de trois mois, subies sous le régime de l'emprisonnement individuel, sera de plein droit réduite d'un quart (art. 4). Les maisons centrales pratiquent au contraire l'emprisonnement en commun. Toutefois la maison de Melun tout entière est organisée d'après le système auburnien (séparation seulement pendant la nuit, travail en commun le jour). Ce régime commence à être adopté par d'autres maisons centrales. Dans quelques-unes d'entre elles, fonctionne depuis 1865 un quartier d'amendement (1) où l'on met les détenus n'ayant pas d'antécédents judiciaires. Ces détenus sont soumis au régime auburnien (alors même que le reste de la maison est au régime de l'emprisonnement en commun). Les opinions sont d'ailleurs partagées sur l'utilité de ces quartiers d'amendement. Quelques praticiens vont jusqu'à les considérer comme un séjour particulièrement corrup-

(1) *Rev. pén.*, 1895, pp. 327 et s.

teur ; tous s'accordent à reconnaître que le travail est difficile à y organiser, a raison de l'insuffisance ordinaire de l'effectif. Aussi a-t-on pensé qu'il vaudrait mieux, si l'on voulait s'engager à fond dans cette voie, créer une maison centrale d'amendement. Cette combinaison, qui a été mise en pratique, en 1883, à la Maison Centrale de Melun, a été abandonnée trois ans après. Elle présentait l'inconvénient grave de priver les détenus amendables, concentrés dans un seul établissement de la visite de leurs familles, dont ils se trouvaient trop éloignés (1).

Telle est la distinction qui s'impose légalement entre le système d'emprisonnement des maisons de courtes peines et des maisons centrales. Cette distinction est loin d'être passée de la loi dans la pratique, par suite de l'inapplication ou plus exactement de l'application beaucoup trop lente de la loi du 5 juin 1875, qui, en soumettant à l'emprisonnement individuel tous les condamnés à un emprisonnement d'un an et un jour et au-dessous, n'avait pris aucune mesure sérieuse pour assurer l'aménagement ou la reconstruction des prisons en vue du nouveau régime. L'article 8 dit simplement : « Le nouveau régime pénitentiaire sera appliqué au fur et à mesure de la transformation des prisons ». Mais ce texte ne rend pas obligatoire pour les départements cette transformation, et les autorise implicitement à en reculer indéfiniment l'échéance. L'article 7 ne les encourage pas suffisamment à sortir de cette inertie par la promesse d'une subvention.

Cette inertie, à laquelle on se heurte encore actuellement, provient de deux causes générales. D'abord le département n'a pas en général des ressources considérables ; au point de vue budgétaire sa condition est inférieure à celle des autres personnes morales publiques, si l'on considère les charges qui lui incombent. Les conseils généraux sont donc portés à faire des économies, ou, tout au moins, à écarter les dépenses nouvelles, surtout quand elles n'intéressent pas immédiate

(1) V. Rapports de la 2e section au Congrès pénitentiaire de Paris 1895, p. 432.

ment l'opinion. Nous arrivons ici à la deuxième cause de cette stagnation : c'est que les conseils généraux, assemblées électives, ayant toujours une tendance à apporter des préoccupations politiques dans la gestion des intérêts locaux, sont restés indifférents à la réforme des prisons. La répression des malfaiteurs est une dette de l'Etat ; avec cette excuse facile et qui n'est pas d'ailleurs sans fondement, ils ont réussi à renvoyer d'année en année des dépenses, dont les électeurs auraient méconnu, pour la plupart, l'opportunité. Les préfets, d'autre part, ont toujours eu trop d'intérêt à ménager les assemblées départementales pour leur rappeler avec franchise que cette dette de l'Etat était devenue depuis longtemps la leur, et qu'il est des questions d'hygiène et de morale sociale qui sollicitent la collaboration de toutes les bonnes volontés.

Il faut ajouter que les conseils généraux ont pu être aussi effrayés à l'origine par les devis qui leur étaient proposés pour la construction d'une cellule. Il est des prisons où la cellule est revenue à 9.000 francs, ce prix étant naturellement d'autant plus élevé que la prison est plus petite et qu'il y a moins de cellules à construire. Ce prix s'est notablement abaissé dans ces dernières années (1) car on s'est décidé à apporter moins de luxe et de confortable dans les aménagements. Il y a toutefois une limite qu'il conviendrait de ne pas dépasser : le Conseil supérieur des prisons s'est laissé aller, sur l'initiative de M. Bérenger et de M. Duflos, à émettre le vœu « que toutes les fois qu'il s'agira de petites prisons, on se contente d'organiser de simples cloisons, permettant de séparer tant bien que mal les détenus qui y sont enfermés » (2). C'est, à notre avis, aller trop loin dans la voie de la cellule à prix réduit. De simples cloisons ne sont pas suffisantes pour assurer la séparation individuelle ; d'autre part, au point de vue de l'hygiène (aération, écoulement des eaux, etc.), il reste toujours des

(1) *Rev. pén.*, 1903, p. 1211. Poitiers, 3.664 fr. Amiens, 3.543 fr.
(2) *Rev. pén.*, 1900, p. 1303.

travaux encore assez coûteux à exécuter dans chaque cellule. Si la séparation individuelle ne comporte pas le luxe, elle ne s'accommode pas non plus du trop bon marché. La meilleure économie qu'auraient pu faire les départements, aurait été de s'adresser à des architectes spécialistes dans la construction des établissements pénitentiaires, et non à l'architecte départemental qui « souvent n'a pas la moindre idée de ce que doit être la prison modèle », ce qui l'entraîne à des dépassements de devis vraiment inacceptables (1).

Dix-huit ans après la loi du 5 juin 1875, il n'y avait encore en France que 25 maisons cellulaires sur 377 prisons départementales (2). Si l'on continuait de pareils errements, la complète application de la loi sur l'emprisonnement individuel aurait exigé le labeur patient de près de trois siècles. Il faut reconnaître à la Société générale des prisons d'avoir fait de cette situation intolérable son *delenda Carthago*. Elle a puissamment contribué à créer contre elle un mouvement d'opinion, auquel est venue donner satisfaction la loi du 4 février 1893. L'article 1^er^ de cette loi, s'inspirant de cette pensée que le grand coupable en cette circonstance était le décret de 1811, attribuant aux départements la propriété des prisons de courtes peines, permet à ceux-ci de rétrocéder à l'Etat cette propriété. Mais, tandis qu'en 1811 l'Etat s'en était déchargé sans offrir aux départements aucune compensation, en 1893, l'Etat redevenant propriétaire entend bien se faire aider pécuniairement par les départements dans les dépenses d'entretien et de reconstruction. « Les conventions, dit l'article 1^er^ *in fine*, doivent fixer la quotité des dépenses et charges incombant aux départements ». La moralité de cette disposition législative a été parfois sévèrement appréciée.

Si les départements restent inactifs, alors que leurs établissements pénitentiaires sont défectueux, l'article 2 donne à l'Etat le droit de déclasser ces établissements, ce qui met le

(1) *Rev. pén.*, 1900, pp. 1303 et 1304.

(2) *Rev. pén.*, 1893, p. 383. Ce chiffre s'élève à 44 dans la statistique de 1902, parue en 1904.

département en demeure de reconstruire des prisons d'après le système cellulaire ; si le département obéit immédiatement à cette mise en demeure, il a droit au maximum de la subvention prévue par l'article 7 de la loi de 1875.

Enfin, aux termes des articles 3 et 4 de la loi de 1893, deux ou plusieurs conseils généraux peuvent s'entendre pour construire des prisons cellulaires interdépartementales.

En tout cas, quel que soit le parti choisi par le département, les charges que fait peser sur lui l'application de la loi de 1875, prennent le caractère de dépenses obligatoires, auxquelles il peut être pourvu d'office et à ses frais par décret rendu en Conseil d'Etat.

Signalons en terminant, et dans un tout autre ordre d'idées, la disposition finale de la loi de 1893 (art. 9), qui prévoit l'utilisation de la main-d'œuvre pénale à la construction des nouvelles prisons. Nous y ferons plus tard allusion.

Il ne semble pas que la loi de 1893 ait atteint son but. Dans le rapport présenté en 1903 au Conseil supérieur des prisons sur le fonctionnement de l'emprisonnement individuel en 1902 (1) le nombre des prisons départementales actuellement transformées est de 37. Si l'on y joint les quatre prisons parisiennes de Fresnes, de la Santé, du Dépôt et de la Conciergerie, cela fait en tout 41 (2). Si l'on se rappelle qu'il en existait déjà 25 en 1893, on estimera que l'accélération imprimée par la loi nouvelle à la réforme des prisons de courtes peines est à peu près nulle. On se heurte partout à des obstacles budgétaires que la mauvaise volonté des départements ne contribue pas à diminuer. On n'ose pas entamer franchement la lutte contre toutes ces résistances, au risque de soulever un mécontentement violent des Assemblées départementales. Avant la loi de 1893, il manquait une arme ; l'arme existe maintenant, mais la loi nouvelle ne pouvait donner en même temps au bras qui devait la manier la force nécessaire pour s'en servir. Les pour-

(1) *Rev. pén.*, 1903, pp. 932 et s.

(2) Ce chiffre est inférieur de 3 unités à celui qui figure dans la statistique pénitentiaire de 1902 et que nous avons rapporté plus haut.

parlers avec les Conseils généraux n'en finissent plus, et l'on hésite longtemps avant de prendre un décret de déclassement (1).

Il faut toutefois reconnaître que, si depuis la loi de 1893 la moyenne annuelle des prisons transformées n'a que faiblement augmenté, il n'en a pas été de même du nombre des cellules ; cela tient à l'importance des prisons cellulaires dernièrement construites. La prison de Fresnes par exemple contient 1.500 cellules (2).

Par suite des circonstances qui viennent d'être indiquées, il n'y a pas de différence importante de régime entre les maisons centrales et les maisons de courtes peines où est pratiqué l'emprisonnement en commun ; il y en a au contraire une sérieuse entre des prisons départementales cellulaires et celles qui ne le sont pas. Aussi leur régime est-il actuellement organisé par deux réglementations distinctes. On applique dans les maisons cellulaires un projet de règlement du 8 avril 1881 (3), et dans les autres un décret du 11 novembre 1885, décret portant règlement du service et du régime des prisons de courtes peines affectées à l'emprisonnement en commun (4).

Le régime des maisons centrales est déterminé par un arrêté du 10 mai 1839 (5). L'étude des dispositions de ces trois règlements organiques se trouve répartie dans les paragraphes qui suivent, consacrés chacun à un aspect différent de la vie du détenu en prison.

95 — 2° *Régime physique* (*hygiène, alimentation, et*). — La composition du régime alimentaire dans les maisons de courtes

(2) *Rev. pén.*, 1903, p. 1212, n. 1.

(1) V. *Rép.* Fuzier-Hermann, V° Régime pénitentiaire, n° 527, la liste des prisons cellulaires construites déjà, ainsi que celle des prisons en construction ou en projet.

(3) *Recueil* Barthou-Duflos, pp. 625 et s.

(4) *Recueil* Barthou-Duflos, pp. 637 et s.

(5) *Recueil* Barthou-Duflos, pp. 230 et s., pp. 237 et s. Cet arrêté a été complété par d'autres postérieurs et par des instructions ministérielles. Toute cette réglementation un peu éparpillée a été résumée dans le *Recueil* Barthou-Duflos, pp. 417 et s.

peines est fixée par le cahier des charges, ces maisons étant, comme nous le verrons, à l'entreprise générale (1). Le cahier des charges en vigueur est du mois de mars 1893 (2). Les détenus doivent recevoir chaque jour une ration de pain et deux rations de vivres, qui se composent d'un demi-litre de soupe maigre au repas du matin et d'une pitance au repas du soir. La pitance est une sorte de soupe grasse faite à base de saindoux. Sa quantité est d'au moins trois décilitres.

La soupe et la pitance son tcomposées suivant les indications d'un ordre de service arrêté chaque mois par le directeur. Les dimanches et jours fériés, la soupe maigre du matin est remplacée par du bouillon gras et la pitance du soir par la viande ayant servi à faire le bouillon et que l'on fait recuire avec quelques légumes et du saindoux.

Dans les maisons cellulaires, le régime alimentaire comprend deux soupes grasses du matin et deux rations de viande par semaine.

Dans les maisons centrales, il est fait également deux services gras par semaine. Le régime y est un peu plus substantiel que dans les maisons de courtes peines.

Les détenus peuvent en outre se procurer à leurs frais des rations supplémentaires à la cantine, en quantité fixée par les règlements. Le régime normal de la prison n'est pas en effet assez reconstituant pour entretenir les forces d'un homme qui travaille. Mais, justement, en travaillant le détenu l'améliore : l'insuffisance du régime alimentaire est donc un incitant perpétuel au travail et le détenu s'y résigne par instinct de conservation.

En ce qui concerne les boissons, l'usage du vin et de toute boisson spiritueuse et fermentée est interdit aux condamnés valides, mais ils peuvent être autorisés, à titre de récompense, à s'en procurer à leurs frais en quantité fixée par le règlement.

L'usage du tabac est de même interdit sous toutes ses

(1) V. 4e paragraphe. Organisation du travail.

(2) *Recueil* Barthou-Duflos, pp. 687 et s. Ce cahier des charges a été renouvelé au mois de mars 1903 sans modifications sérieuses.

formes. Toutefois dans les maisons cellulaires, les condamnés adultes peuvent être également autorisés à titre de récompense à fumer dans les préaux, lorsqu'ils seront admis à s'y promener.

Le coucher des détenus valides se compose d'un lit en fer avec paillasse ou matelas, un traversin, deux paires de draps et deux couvertures, l'une en laine, l'autre en coton. Les détenus malades ont à la fois un matelas et une paillasse, un oreiller et des couvertures plus chaudes.

L'heure du lever et celle du coucher varient suivant les saisons ; elles sont combinées de façon à économiser le plus possible les frais d'éclairage. C'est ainsi que dans les maisons centrales les détenus se couchent à 8 heures du 1er mai au 30 septembre et à 7 heures pendant le reste de l'année.

Les détenus sont astreints pendant la journée à la promenade dans les préaux à des heures fixes. Dans les maisons cellulaires, cette promenade est individuelle ; dans les autres, elle est collective et l'administration peut imposer, pour faciliter la surveillance et le bon ordre, la promenade en file indienne et à des intervalles marqués.

Dans les maisons centrales, chaque condamné doit prendre un bain de pieds tous les deux mois et deux bains entiers par an : lorsqu'un système de douches est aménagé dans la maison, ces douches remplacent les bains. Dans les prisons de courtes peines les détenus prennent un bain de pieds tous les quinze jours et en outre dans les maisons cellulaires un bain entier tous les mois ; tandis qu'ils n'en prennent qu'un à leur entrée dans les prisons départementales en commun. Il y a dans ces prescriptions d'hygiène un défaut d'uniformité assez difficile à expliquer.

Les condamnés portent des vêtements spéciaux constituant ce qu'on appelle le costume pénal dont le port est obligatoire (1). Ce costume se compose d'un pantalon, d'un gilet et d'une veste en droguet de fil et de laine belge, et en plus d'un

(1) A moins qu'ils ne soient condamnés à moins d'un mois.

béret de même étoffe. On permet d'ailleurs aux détenus l'emploi de vêtements supplémentaires, à condition que l'aspect général du costume ne soit pas modifié.

Les condamnés doivent être rasés ; toutefois l'administration peut accorder à ceux dont la bonne conduite a été constatée l'autorisation de laisser croître leur barbe pendant les six semaines précédant leur sortie.

Les malades sont soumis à un régime particulier. Le service médical est organisé de façon que chaque jour tout détenu puisse se présenter au médecin, ou recevoir sa visite s'il est en cellule.

96. — 3° *Régime moral, instruction, éducation, libération conditionnelle.* — Ce régime occupe dans les règlements et dans la pratique une place fort restreinte. Il se résume dans l'assistance au service religieux — et encore à condition que le condamné ait manifesté le désir d'y assister — et dans quelques heures d'école par semaine, pendant lesquelles l'enseignement primaire est donné par l'instituteur ou à son défaut par le gardien-chef. L'admission à l'école, qui était autrefois une faveur, est aujourd'hui obligatoire. Cette école d'ailleurs n'est pas faite à tous les détenus, mais à ceux qui, illettrés ou sachant imparfaitement écrire, n'ont pas dépassé un certain âge — 40 ans dans les maisons de courtes peines, 30 ans dans les maisons centrales.

Il existe en outre pour les autres détenus une bibliothèque dans toutes les prisons. Le catalogue des livres susceptibles d'en faire partie est arrêté par le ministre. Une circulaire du 15 novembre 1897 abandonne aux préfets le soin de pourvoir aux besoins des bibliothèques pénitentiaires de leur département, dans les limites du crédit qui est mis à leur disposition.

Le meilleur moyen de moralisation que consacre notre législation pénitentiaire est encore celui qui consiste à inciter les détenus à s'amender eux-mêmes par la perspective d'une libération anticipée s'ils persévèrent dans la bonne conduite ; nous en parlons plus bas en traitant des récompenses, dans le paragraphe consacré au régime disciplinaire.

97. — 4° *Régime disciplinaire.* — En dehors de l'obligation du travail qui fait l'objet de notre quatrième section, le régime disciplinaire comporte bon nombre d'autres obligations qui s'expliquent à la fois par la nécessité de maintenir le bon ordre dans la maison, et par l'idée de rendre la peine plus afflictive.

L'obligation du silence existe dans toutes les prisons, ainsi que l'interdiction des jeux, des cris et des chants. Les détenus doivent obéissance à tous les fonctionnaires ayant autorité dans la prison en tout ce qu'ils leur prescrivent pour l'exécution des règlements. Il leur est défendu d'avoir sur eux de l'argent, des valeurs ou des bijoux, sauf les bagues d'alliance. Ils doivent répondre à un certain nombre d'appels nominaux par jour. Ces appels se font dans toutes les prisons au lever et au coucher : le décret de 1885 en prescrit un troisième pendant la journée pour les prisons départementales en commun.

En ce qui concerne les relations extérieures, les détenus sont soumis à une réglementation très sévère, soit au point de vue des visites qu'ils reçoivent, soit au point de vue de leur correspondance.

Dans les maisons centrales, les détenus ne peuvent communiquer qu'avec leurs plus proches parents autorisés par le directeur. Dans les maisons départementales, les permis de visiter sont délivrés par l'autorité administrative. Ces visites, à moins d'autorisation écrite du ministre, du préfet ou du sous-préfet, ont lieu au parloir et en présence des gardiens.

Quant à la correspondance, elle est lue à l'arrivée et au départ par le directeur ou par le gardien chef qui y appose son visa. Toutefois s'il s'agit de lettres contenant des plaintes ou des demandes adressées à l'autorité administrative ou des révélations adressées à l'autorité judiciaire, elles peuvent être remises cachetées au greffe ou au gardien-chef.

En principe, les condamnés ne doivent écrire de lettres que les dimanches et jours fériés.

Ce régime disciplinaire est compliqué dans les maisons cellulaires par le souci constant d'éviter que les détenus

n'arrivent à se connaître les uns les autres. « Afin de prévenir les communications visuelles chaque détenu, de l'un et de l'autre sexe sera pourvu, dit le projet de règlement du 8 avril 1881, d'un capuchon en étamine de fil, couvrant entièrement lorsqu'il est baissé la tête et le visage. Au signal donné pour indiquer les heures de distributions de vivres, d'eau, de linge, de matières premières, de réception du travail et généralement dans toutes les circonstances ou soit la porte, soit le guichet de la cellule devrait être ouvert en présence d'un détenu ou d'une personne libre n'ayant pas autorité, emploi ou mission dans la prison, les prisonniers seront astreints à baisser aussitôt leur capuchon. Il en sera de même lorsqu'ils seront avertis de se préparer à sortir de leur cellule pour quelque motif que ce soit. Ils le garderont ainsi dans le premier cas jusqu'à ce que leur porte ou leur guichet soit refermé ; dans le second pendant le temps qu'ils circuleront dans les galeries, cours, chemins de ronde et toutes les localités de la prison où ils seraient exposés à se trouver en présence de détenus ou d'étrangers...

Chaque détenu sera muni d'une plaque portant le numéro de sa cellule et qui restera apposée à l'extérieur de la porte pendant tout le temps qu'il y sera renfermé. Il se l'attachera sur la poitrine à la place indiquée au moment de sortir. En entrant soit au préau, soit à la chapelle, il l'accrochera à l'emplacement qui lui sera désigné pour la reprendre à sa sortie... On ne devra jamais prononcer les noms des détenus soit dans les cellules, soit dans les couloirs, cours, préaux ou chemins de ronde. Les nom et prénoms du détenu seront inscrits au verso d'une étiquette accrochée à l'intérieur de sa cellule près de la porte ; il ne pourra en être pris connaissance que par les personnes ayant autorité ou mission dans la prison et le recto portant uniquement le numéro d'écrou restera seul apparent.

Il ne sera apposé à l'extérieur sur la porte de la cellule qu'une étiquette mentionnant le numéro d'écrou du détenu et indiquant par sa couleur à quelle catégorie il appartient

(blanche pour les prévenus, bulle pour les condamnés, verte pour les prévenus, bleue pour les condamnés), un gros trait à l'encre noire sous le numéro signalera les accusés..., le mot enfant, les jeunes détenus. Au dos de cette étiquette on portera quelques renseignements sommaires propres à faire connaître sans qu'il y ait de questions à poser et sans perte de temps aux personnes ayant autorité ou mission dans la maison la situation du prisonnier qu'elles vont visiter...

Si ce n'est pour donner des ordres, aucune parole ne devra être prononcée qu'à voix basse. Les heures du lever, du commencement et de la cessation du travail et des repas, des offices religieux, etc., seront indiquées par un ou plusieurs coups de cloche. Au préau, le détenu ne pourra rompre le silence sans nécessité. S'il a besoin de s'adresser au gardien, il lui fera signe en levant la main et ne lui parlera qu'à voix basse... Entre l'heure du lever et celle du coucher, les condamnés valides ne devront à aucun moment, sauf le temps des repas, des soins de propreté, etc., rester inoccupés dans leur cellule ».

L'observation du régime est sanctionnée par un certain nombre de peines, dont les règlements que nous avons étudiés contiennent pour chaque établissement la liste limitative.

Ce sont pour les maisons centrales : l'interdiction de la promenade dans le préau, la privation de toute dépense à la cantine, l'interdiction au condamné de communiquer ou de correspondre avec ses parents ou amis, la retenue d'un ou deux dixièmes sur les produits de son travail (1), la réclusion solitaire avec ou sans travail, la mise aux fers dans les cas prévus par l'article 614 du Code d'instruction criminelle (2).

Une circulaire du 2 mai 1876 (3), adressée par le ministre de l'Intérieur aux préfets, et rappelant une circulaire de l'administration pénitentiaire du 20 mars 1873 (4), a créé une

(1) Arrêté du 25 mars 1854 art. 6. *Recueil* Barthou-Duflos, p. 287.
(2) Arrêté du 10 mai 1839, art. 9.
(3) *Recueil* Barthou-Duflos, pp. 443 et s.
(4) *Code des prisons*, t. V, p. 394.

pénalité nouvelle « permettant dans beaucoup de cas de remplacer avantageusement la mise en cellule ou au cachot (réclusion solitaire)... qui n'est trop souvent qu'un encouragement accordé à la paresse au détriment de la santé et des bonnes mœurs ». C'est la salle de discipline.

Les individus frappés de cette peine sont réunis sous la surveillance permanente d'un ou plusieurs gardiens dans un local. « La journée est partagée entre la marche et le repos qui se suivent généralement soit de demi-heure en demi-heure, soit de demi-heure en quart d'heure, sans autre interruption, depuis le lever jusqu'au coucher que les moments consacrés aux repas, qui se prennent dans la salle même... Cette punition ne comporte ni travail, ni lecture à haute voix ou isolée, puisqu'elle doit tirer toute son efficacité de l'ennui ou plutôt du harassement moral (plus encore que physique) causé par la monotonie des marches continuelles... Pendant ces intervalles des marches, les détenus se tiennent assis sur des dés en pierre suffisamment espacés ».

Les punitions sont prononcées chaque jour, les dimanches et les autres jours de fête exceptés, par le directeur, assisté par le sous-directeur (s'il y en a un), par le contrôleur et par l'instituteur. Le gardien chef est assis à l'une des extrémités du bureau et remplit les fonctions de greffier. Ainsi est constituée une juridiction spéciale, créée par un arrêté du 8 juin 1842 sous le nom de prétoire de justice disciplinaire (1).

La police de l'audience est assurée par des gardiens en grande tenue. « Les détenus signalés dans les rapports de la veille comme ayant enfreint les règlements » comparaissent devant ce tribunal. Le directeur s'entoure des renseignements nécessaires en convoquant à l'audience, s'il y a lieu, les contremaîtres libres ou détenus, puis, après avoir entendu le détenu inculpé dans ses explications, il statue immédiatement et à haute voix : il lui adresse en même temps une admones-

(1) *Recueil* Barthou-Duflos, pp. 248 et s. Ce prétoire existe également dans les prisons de femmes avec une composition différente. Arrêté du 8 juin 1842, art. 16.

tation. Lorsque le directeur prononce la mise en cellule ou au cachot, il peut présenter cette décision sous la forme d'une sentence indéterminée et se borner à avertir le détenu qu'il ne pourra obtenir d'indulgence que par son entière soumission et par son repentir. Il est dressé procès-verbal de chaque audience.

Après l'audience disciplinaire, le directeur assisté de la même manière entend les détenus présents dans leurs demandes et leurs réclamations (art. 15 de l'arrêté précité). Cette seconde fonction du prétoire n'est pas moins importante que la première pour le maintien du bon ordre dans la prison. L'institution du prétoire dans son principe comme dans ses détails a été une innovation extrêmement heureuse. Il est d'expérience qu'elle constitue entre les mains d'un bon directeur un merveilleux instrument de discipline et même de moralisation. C'est là qu'il apprend à connaître individuellement chaque détenu, qu'il peut apprécier la valeur professionnelle des gardiens et qu'il perçoit le contre-coup de toute défectuosité dans le fonctionnement de la prison. D'autre part, la punition, n'étant prononcée qu'un temps assez long après la faute, est infligée de sang-froid ; et, même sévère, si elle reste proportionnée à cette faute, le détenu l'accepte ordinairement sans murmurer et comme une chose due. Il n'y a pas jusqu'à l'appareil judiciaire que comporte le fonctionnement du prétoire qui n'exerce sur la grande majorité de la population détenue un salutaire effet d'intimidation.

Dans les maisons de courtes peines, les sanctions qu'entraînent les infractions au règlement ne diffèrent pas sensiblement de celles qui sont en vigueur dans les maisons centrales. Voici celles que l'article 52 du décret de 1885 autorise dans les prisons en commun : la réprimande, la privation de cantine et s'il y a lieu de l'usage de vin, la suppression des vivres autres que le pain pendant trois jours consécutifs au plus, la ration de pain pouvant être augmentée s'il y a lieu, la mise en cellule de punition pendant un temps qui ne devra pas dépasser quinze jours, sauf autorisation spéciale du préfet : le tout, sans

préjudice de la mise aux fers dans les cas prévus par l'article 614, Code d'instruction criminelle.

Le texte ajoute : « Le directeur pourra en outre suspendre selon les cas et dans telle mesure qu'il appartiendra : l'usage de la promenade pendant trois jours consécutifs au plus, l'usage de la lecture pendant une semaine au plus, mais seulement lorsqu'il y aura eu lacération, détérioration ou emploi illicite des livres : la correspondance pendant deux semaines au plus, les visites pendant un mois au plus ».

Il n'y a pas de prétoire dans les prisons départementales et les punitions sont prononcées par le directeur, quand il y en a un, ce qui est très exceptionnel, ou par le gardien chef. Ce dernier doit en rendre compte au directeur de la circonscription pénitentiaire dans son rapport du jour.

Dans les maisons cellulaires, la liste de ces punitions se trouve légèrement modifiée de la façon suivante (1). L'usage du tabac étant permis dans certains cas, son interdiction devient une pénalité nouvelle. La mise en cellule, étant donné que le régime normal comporte déjà la séparation individuelle, peut être ordonnée avec quelques aggravations qui sont : 1° le retrait de tout ou partie des fournitures de coucher autres que les couvertures ; 2° l'occlusion de la fenêtre par un volet plein pendant deux jours consécutifs au plus ; 3° la mise aux fers dans les cas prévus par l'article 614 du Code d'instruction criminelle.

Ces systèmes de pénalités n'ont point comme contre-partie des systèmes de récompenses, à la différence du régime actuel des maisons d'éducation correctionnelle. De certaines dispositions éparses dans divers décrets ou arrêtés, il résulte cependant que l'administration encourage la bonne conduite des détenus par deux procédés généraux : l'un consiste dans l'autorisation de se procurer des vivres supplémentaires, l'autre dans l'attribution de dixièmes supplémentaires sur le produit du travail. Mais la principale récompense consiste dans

(1) Art. 16 du projet de règlement de 1881.

la libération anticipée, soit par la grâce soit par application de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.

98. — La grâce consiste dans la remise totale ou partielle de la peine ou encore dans la commutation d'une peine plus sévère en une peine plus douce. Elle peut fonctionner comme institution pénitentiaire *stricto sensu*, c'est-à-dire être utilisée comme procédé d'amendement dans l'organisation des peines réformatrices ; et à ce point de vue elle a été presque complètement remplacée par la libération conditionnelle. Mais elle a toujours eu et elle conserve un autre rôle, celui de réaliser après coup une meilleure adaptation de la peine à la faute commise, lorsqu'au bout d'un certain temps, on prend conscience d'une modification dans l'opinion au sujet de la gravité sociale de la faute : une sanction moins sévère devient alors suffisante pour satisfaire au besoin de prévention collective et les nécessités de l'intimidation : peut-être même ce besoin est-il déjà amplement satisfait, alors la remise de la peine s'impose. Il faut ajouter, sans y insister, que la grâce peut en outre servir à corriger les erreurs judiciaires.

Au contraire, la libération conditionnelle dans cette adaptation qu'elle réalise, elle aussi, après coup, de la peine à la faute commise, s'inspire uniquement des exigences de la prévention individuelle. Elle fait cesser la peine quand le détenu paraissant amendé, l'application de la peine est désormais sans utilité à son égard ; tandis que la grâce la fait cesser quand elle ne semble plus avoir d'utilité pour ses imitateurs possibles. Aussi la libération est-elle, comme son nom l'indique, conditionnelle, car on n'est jamais bien sûr de l'amendement d'un détenu, tandis que la grâce est définitive, car le besoin d'exemplarité étant reconnu satisfait, il n'y a place pour aucune réserve à côté de cette constatation.

Le fonctionnement de la grâce et celui de la libération conditionnelle intéressent donc deux buts différents de la peine. Cependant il peut arriver que dans le droit positif la grâce soit parfois utilisée au lieu et place de la libération conditionnelle, quand la remise de la peine paraît désirable, en considé-

ration de la situation morale du détenu, sans qu'on se trouve dans les conditions prévues pour la libération conditionnelle. Cette substitution devrait être excessivement rare, elle est rendue beaucoup trop fréquente par la pratique des grâces collectives inaugurée par l'ordonnance du 18 février 1818 (1) pour la Saint-Louis (25 août) et dont la date annuelle a depuis lors varié avec nos régimes politiques; elle est aujourd'hui fixée au 14 juillet. Ce sentiment délicat qui fait que nos joies sont plus complètes, quand nous pouvons les faire partager à ceux qui nous entourent, est la base de cet usage maintenant traditionnel; tout en lui rendant hommage, on ne peut méconnaître qu'il ne se justifie pas, bien au contraire, par les exigences de la politique criminelle.

La grâce est accordée par décret du Président de la République. Elle ne fait pas disparaître la condamnation et n'exerce d'influence que sur l'exécution de cette condamnation; elle s'applique dès lors à toutes les peines qui ont besoin d'être exécutées, peines corporelles, privatives de liberté et pécuniaires, mais non à celles qui résultent de plein droit de la condamnation.

L'institution de la libération conditionnelle n'a point rencontré comme celle de la condamnation conditionnelle des oppositions retentissantes. Le principe en a été unanimement accepté dans les pays civilisés. La France l'a accueilli de bonne heure comme nous l'avons vu dans la première partie de ce traité; organisée dès 1832 pour les jeunes détenus de la Roquette, la libération conditionelle fut étendue à tous les pupilles des colonies pénitentiaires par la loi du 5 août 1850; plus tard on lui fit place dans la transportation et la déportation sous la forme de concessions de terre, d'engagements chez les particuliers (2) ou d'établissement hors du territoire de la déportation (3); cependant, chose curieuse, notre législation a peut-être été une des dernières à admettre la libération condition-

(1) *Recueil* Barthou-Duflos, pp. 223 et 224.
(2) Art. 11 et 12 de la loi du 30 mai 1854.
(3) Art. 15 de la loi du 25 mars 1873.

nelle comme institution de droit commun et à l'étendre à toutes les peines privatives de liberté. Comprenait-on que son fonctionnement serait singulièrement difficile dans nos prisons en commun avec leur personnel de garde insuffisant à tous points de vue? La libération conditionnelle suppose, comme le dit l'article 1er de la loi du 14 août 1885, « un régime disciplinaire basé sur la constatation journalière de la conduite et du travail » et « institué en vue de l'amendement des condamnés »; telle est comme nous le verrons dans le chapitre suivant la conception de cette institution dans le système irlandais et les théories pénitentiaires; elle est « le couronnement du régime progressif » (1). Là où ce régime progressif ou un régime quelconque de comptabilité morale n'existe pas encore, et où l'emprisonnement ne comporte l'application d'aucune discipline moralisatrice sérieuse, il est à craindre que la libération conditionnelle ne se transforme en un procédé de désencombrement des prisons et d'allègement de leurs dépenses. Sans méconnaître que cette faveur est accordée en France (2) à la plupart de ceux qui la méritent, on ne peut s'empêcher de constater qu'elle est accordée à beaucoup d'autres qui ne la méritent pas, par ce seul motif qu'un homme politique s'est intéressé à leur sort ou qu'ils justifient de moyens d'existence à leur libération. Cette justification est d'ailleurs souvent de pure forme et consiste dans un certificat de travail délivré par complaisance par une société de patronage, à laquelle le détenu ne se présente même pas après sa libération. Pour peu que le détenu ait eu une conduite passable en prison — or chacun connaît l'axiome pénitentiaire : les pires sujets sont souvent les meilleurs détenus — il se trouve ainsi réunir des titres suffisants pour l'obtention de la libération conditionnelle dont nous allons maintenant brièvement indiquer les conditions.

Elles sont au nombre de deux :

(1) Garraud, *Traité*, 2e éd., t. II, p. 75.

(2) V. ce qui est dit plus bas sur l'exécution de l'art. 1er de la loi du 14 août 1885.

1° Il faut d'abord que le détenu ait accompli une partie de sa peine, en principe la moitié, sauf pour les peines inférieures à six mois d'emprisonnement, car le détenu en instance de libération conditionnelle doit avoir accompli au moins trois mois de prison. La durée de ce stage est augmentée pour les récidivistes : on exige qu'ils aient subi les deux tiers de leur peine, avec un minimum de six mois.

Les auteurs du projet de Code pénal, voulant probablement réagir contre l'abus actuel de la libération conditionnelle, ont porté aux trois quarts de la peine la durée du stage probatoire ; l'influence de certaines législations étrangères se retrouve également dans cette réforme, notamment celle du Code pénal italien et du Code pénal des Pays-Bas (1).

2° Il faut d'autre part que le détenu « ait satisfait aux dispositions réglementaires fixées en vertu de l'article 1er ». Or ces dispositions réglementaires n'ont jamais été prises et se font encore désirer (2), si bien qu'à l'heure actuelle on applique toujours la disposition transitoire contenue dans l'article 9 : « Avant qu'il ait pu être pourvu à l'exécution des articles 1, 2, 6, en ce qui touche la mise en pratique du régime d'amendement et le règlement d'administration publique à intervenir, la libération conditionnelle pourra être prononcée à l'égard des condamnés qui en auront été reconnus dignes dans les cas prévus par la présente loi, trois mois au plus tôt après sa promulgation ». Aux termes de l'article 3 « les arrêtés de mise en liberté sous condition et de révocation sont pris par le ministre de l'Intérieur ».

Ces arrêtés sont provoqués soit par une demande du détenu, soit par une proposition d'office de l'administration. Le dossier doit comprendre un avis du préfet, du directeur de l'établissement ou de la circonscription pénitentiaire, de la commission de surveillance et du parquet du tribunal ou de la

(1) *Rev. pén.*, 1893, p. 160 et p. 200, art. 70 du projet.

(2) V. *Journal off.*, du 20 février 1895. Débats parlementaires. Chambre des députés, p. 127 la demande adressée par M. Bovier-Lapierre au gouvernement de mettre à l'étude ce règlement d'administration publique.

Cour qui a prononcé la condamnation. L'avis fourni par le directeur de la prison est évidemment le plus important parce qu'il est le plus documenté : il contient notamment des indications sur l'impression que doit produire cette libération conditionnelle sur la population détenue. Le maire du domicile du détenu est également invité à fournir des renseignements sur ses moyens probables d'existence et sur l'accueil que l'opinion locale fera à la nouvelle de sa libération.

La révocation de la libération conditionnelle est prononcée quand le libéré donne des sujets de mécontentement. Il est en ce cas réintégré en prison pour toute la durée de la peine non subie au moment de la libération. Si la révocation n'est pas intervenue avant l'expiration de la durée de la peine, la libération est définitive.

SECTION IV

ORGANISATION DU TRAVAIL

99. — Le travail est obligatoire pour tous les condamnés à l'emprisonnement et à la réclusion, sans autre différence, comme nous le verrons, que celle du gain attribué au détenu sur le produit de son travail. Si l'on compare la rédaction des articles 21 et 40 du Code pénal, il semble qu'il y aurait une autre distinction à faire au point de vue de l'obligation du travail entre ces deux catégories de condamnés. Le législateur a paru permettre aux correctionnels de faire leur choix entre les diverses industries existant dans la prison, tandis que pareille faculté n'est pas accordée aux réclusionnaires. En fait cette différence n'est pas observée.

Nous diviserons en deux paragraphes et un appendice l'étude de la réglementation du travail dans l'exécution des peines réformatrices métropolitaines :

1° Divers modes d'exploitation de la main-d'œuvre pénale ;

2° De la part attribuée sous le nom de pécule au détenu sur les produits de son travail.

APPENDICE. — La loi du 9 avril 1898 s'applique-t-elle aux accidents du travail dans les prisons ?

100. — 1° Le travail des détenus est exploité dans nos prisons de trois façons différentes : soit en entreprise générale, soit en régie, soit avec une combinaison de la régie et de l'entreprise.

L'entreprise générale est un système d'exploitation qui substitue à l'Etat un tiers spéculateur pour la gestion de tous les services économiques et industriels de la prison.

Les charges du tiers entrepreneur sont les suivantes (1) : il doit pourvoir à tous les frais d'entretien et de nourriture des détenus (fourniture des aliments, de la lingerie, des vêtements, de la literie, entretien des vêtements, blanchissage du linge, etc.), il doit entretenir les bâtiments en bon état de réparations locatives ; il doit assurer l'éclairage et le chauffage des locaux de la prison et des employés ; il est chargé des frais du culte, des fournitures d'école, d'inhumation des détenus; il doit supporter toutes les dépenses d'hygiène et de salubrité : balayage, blanchiment au lait de chaux, vidanges des lieux d'aisances ; il doit fournir tous les ustensiles nécessaires à cet effet ; il doit payer les frais d'assurance contre l'incendie pour les effets de lingerie, literie et vestiaire, pour les objets mobiliers de la valeur desquels il est responsable envers l'Etat et le risque locatif en ce qui concerne les bâtiments. Enfin il est tenu de procurer du travail à tous les détenus et de leur payer une partie du prix de main-d'œuvre (2) fixée d'avance par un tarif.

En échange, l'entrepreneur a droit : 1° aux produits du travail ; 2° à la partie du prix de la main-d'œuvre qui n'est pas attribuée aux détenus; 3° à une allocation quotidienne par

(1) Cahier des charges pour les prisons départementales de mars 1903 : il n'y a plus que dans ces prisons comme, nous le verrons, qu'est pratiqué le système de l'entreprise générale.

(2) Trois, quatre ou cinq dixièmes, suivant les antécédents judiciaires, pour les condamnés sept dixièmes pour les prévenus ou accusés et les détenus pour dette. Cahier des charges, art. 54. Décret du 23 novembre 1893. *Recueil*, BARTHOU-DUFLOS, p. 727.

tête de condamné. Au moment de l'adjudication de l'entreprise, c'est le soumissionnaire qui a accepté l'allocation la plus faible qui est déclaré adjudicataire.

L'exécution du cahier des charges est assurée par des sanctions : à savoir une amende de 20 à 25 francs prononcée par le préfet sur la proposition du directeur pour toute infraction au cahier des charges ; une amende de 100 francs en cas de récidive prononcée par le ministre, enfin la résiliation du contrat d'entreprise, si l'entrepreneur persévère dans la violation du cahier des charges. L'entrepreneur est en outre astreint à fournir un cautionnement.

Le système de l'entreprise générale fonctionne dans toutes nos prisons départementales.

La régie est un système d'exploitation où l'Etat conserve la gestion directe des services économiques et industriels de la prison. Tous les employés de ces services sont des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire, soumis à l'autorité du directeur de la prison. Ce système n'existe dans toute sa pureté que dans quelques-unes de nos maisons centrales, en particulier à Melun. Dans les autres maisons, est adopté un régime mixte admettant la combinaison de la régie pour les services économiques et de l'entreprise pour les services industriels.

Dans ce régime mixte (1), l'administration pourvoit elle-même à toutes les dépenses d'entretien et de nourriture des détenus, à celles que nécessitent l'hygiène, la salubrité, l'entretien des bâtiments, l'éclairage, le chauffage, etc. Les employés des services économiques sont sous les ordres du directeur.

D'autre part, elle loue la main-d'œuvre des détenus, soit à un, soit à plusieurs industriels. Quand il n'y en a qu'un on dit qu'il y a entreprise générale de travail ; quand il y en a plusieurs, ils portent le nom de confectionnaires. Dans le contrat qui intervient avec chacun de ces derniers, l'administration leur assure un effectif d'ouvriers compris entre un mini-

(1) V. Cahier des charges du 17 mars 1873. *Recueil*, Barthou-Duflos. pp. 424 et s.

mum et un maximum : le confectionnaire de son côté s'engage à faire travailler régulièrement les détenus dont on lui concède la main-d'œuvre et à payer le prix de cette main-d'œuvre d'après un tarif déterminé à l'avance. Tout chômage provenant de sa faute l'oblige au paiement d'une indemnité journalière. Il fournit et entretient tous les instruments qui servent aux travaux des détenus, et fournit de même les matières premières et tout ce qui est nécessaire à l'entretien, au chauffage et à l'éclairage des locaux affectés à son industrie. Enfin on exige de lui, comme de l'entrepreneur, un cautionnement.

En somme, tandis que l'entrepreneur général a plutôt le caractère d'un fournisseur général qui est payé partie en nature avec les produits du travail des détenus, partie en espèces avec l'allocation journalière individuelle, le confectionnaire est au contraire un entrepreneur dans le sens ordinaire du mot, un locataire de main-d'œuvre, fournissant à ses ouvriers les matériaux et les outils. Ce qui est assez surprenant, c'est que la jurisprudence administrative, relevant dans le contrat de ces deux adjudicataires, la clause accessoire qui les oblige avec plus ou moins d'étendue à l'entretien des bâtiments pénitentiaires, en a profité pour attacher à tout le contrat le caractère de marchés de travaux publics ; ce qui entraîne en cas de procès, la compétence du Conseil de préfecture (1). Au contraire, les marchés passés avec des tiers, au cours de l'administration en régie des services économiques, restent bien qualifiés de marchés de fournitures et comme tels de la compétence de l'autorité judiciaire.

Il nous reste pour en finir avec la description des différents modes d'exploitation du travail pénitentiaire à indiquer comment se fait la détermination des prix de main-d'œuvre. Elle a été réglementée par un arrêté du 15 avril 1882 toujours en vigueur (2), dont l'inspiration principale a été de protéger

(1) V. *Répertoire* Fuzier-Hermann, v° Régime pénitentiaire, les arrêts du Conseil d'Etat cités. V. n°s 809 et s.

(2) *Recueil*, Barthou-Duflos, pp. 489 et s. Cet arrêté est précédé d'une longue instruction (même *Recueil*, pp. 481) dont la lecture est indispensable pour l'intelligence dudit arrêté.

l'industrie libre contre la concurrence du travail pénal en établissant une équivalence aussi rigoureuse que possible entre les prix de revient payés par les confectionnaires et ceux que supportent les industriels employant des ouvriers libres. A cet effet, l'entrepreneur, après avoir fait la désignation précise des produits qu'il se propose de fabriquer et ses propositions pour la fixation du prix de main-d'œuvre, remet au directeur un tableau indiquant 1° le prix de façon payé dans les localités où il propose de chercher des termes de comparaison ; 2° le montant des frais à prélever par les ouvriers libres sur ces prix de main-d'œuvre pour usure d'outils et menues fournitures ; 3° le nombre minimum et maximum des détenus qui devront être employés à l'industrie qu'il s'agit de tarifer ; 4° les conditions d'apprentissage ; 5° la nomenclature et le prix des outils et des menues fournitures ; 6° l'indication approximative de la durée desdits outils et de la quantité desdites fournitures consommée pour une quantité déterminée d'ouvrage rendu.

A ce tableau sont annexées d'autres pièces, notamment un état contenant évaluation du montant des salaires que représenterait pendant une année la production d'un nombre d'ouvriers libres, d'habileté moyenne, égal à la moyenne entre le minimum et le maximum de détenus que le confectionnaire se propose d'employer et faisant connaître les frais généraux afférant à cette production. Enfin, à l'appui de ces pièces sont fournis des types des principaux objets à fabriquer. Ces pièces et ces types sont soumis à l'examen des chambres syndicales compétentes de patrons et d'ouvriers, de la Chambre de commerce ou de la Chambre consultative des arts et métiers dans la circonscription de laquelle est situé l'établissement. Les corps consultés consignent leur avis motivé sur les documents qui leur sont communiqués et ces avis, réunis entre les mains du directeur, sont transmis, s'il y a lieu, au confectionnaire qui formulera ses observations. L'enquête sur le travail libre est aussi terminée et permet au directeur de dresser un tableau comprenant : 1° le tarif des

salaires dans l'industrie libre ; 2° le rendement de la main-d'œuvre libre avec l'effectif indiqué ci-dessus ; 3° les frais généraux de l'industrie libre.

Ceci fait, on va rechercher en présence du confectionnaire quel est le rendement d'un nombre de détenus d'habileté moyenne égal à la moyenne entre le minimum et le maximum de l'effectif réglementaire prévu au contrat. On évaluera également les frais généraux de l'industrie pénitentiaire (frais généraux plus élevés que ceux de l'industrie libre, par suite du mauvais vouloir et de l'inexpérience des détenus, causes de malfaçons plus nombreuses, par suite des frais de transport de matières première, la maison de commerce qui alimente l'atelier de la prison étant rarement établie dans la même localité, par suite enfin de l'obligation d'éclairer, chauffer et entretenir les locaux servant à l'industrie pénitentiaire, ce qui ne se produit pas toujours dans l'industrie libre, les ouvriers travaillant parfois à leur domicile).

On obtiendra ainsi par cette double enquête, d'un côté, le rendement et les frais généraux de l'industrie pénitentiaire, d'un autre côté le rendement et les frais généraux et les salaires de l'industrie libre. On a dès lors les éléments pour le calcul du prix de la main-d'œuvre pénale. L'article 11 de l'arrêté de 1882 prescrit d'évaluer jusqu'à la deuxième décimale le taux proportionnel des frais généraux dans les deux industries. L'excédent du taux afférent au travail pénitentiaire sur celui qui se rapporte au travail libre représente le rabais qu'il faut faire subir au prix de la main-d'œuvre libre pour obtenir le prix de la main-d'œuvre pénale. Si par exemple la différence est évaluée à 22 o/o, on calculera les prix de main-d'œuvre pénale à raison de 78 o/o des salaires des ouvriers libres.

101. — 2° L'article 21 du Code pénal décide que le produit du tra vail des réclusionnaires *pourra* être en partie appliqué à leur profit. L'article 41 décide pour les condamnés à l'emprisonnement correctionnel qu'une partie des produits de leur travail *sera* appliqué soit à leur procurer des adoucissements,

soit à leur former un fonds de réserve à leur sortie. Cette différence de rédaction est parfois interprétée de la façon suivante : le réclusionnaire n'a pas droit à un pécule, tandis que le correctionnel y a droit. En fait, les règlements n'ont jamais fait de distinction entre eux à ce point de vue. Cette question qui se pose au seuil de notre étude du pécule et que nous n'avons à examiner pour le moment qu'au point de vue de la législation pénitentiaire en vigueur en France est cependant toujours intéressante à résoudre : car si le détenu a droit à son pécule, ce pécule ne prend-t-il pas le caractère d'un salaire? Ceci peut avoir de l'importance comme nous le verrons en ce qui concerne l'application au pécule de la loi du 12 janvier 1895 sur la saisie-arrêt des salaires et de la loi du 9 avril 1898 aux accidents du travail pénitentiaire.

Il faut reconnaître que l'ensemble des règlements sur le pécule, ordonnance du 27 décembre 1843 (1), arrêté du 25 mars 1854 (2), règlement général du 4 août 1864 (3), décret du 23 novembre 1893 (4),etc., ne laisse point supposer qu'il y ait pour le détenu un véritable droit au pécule, et cela, comme nous venons de le dire, sans qu'on puisse relever une différence entre les réclusionnaires et les condamnés à l'emprisonnement correctionnel. Les expressions employées par ces textes « il est attribué aux détenus... ; les détenus profiteront de... la portion accordée aux détenus... » n'offrent absolument rien de caractéristique et l'on ne peut en tirer argument ni en faveur du droit au pécule, ni contre lui (5). On peut très bien admettre que l'administration ait jugé bon de réglementer le montant du pécule et de ne pas en abandonner la fixation à l'arbitraire de ses agents, sans que cette réglementation com-

(1) *Recueil*, Barthou-Duflos, p. 251.
(2) *Eod. loc.*, p. 286.
(3) *Eod. loc.*, p. 326,
(4) *Eod. loc.*, p. 727.
(5) A noter cependant les termes suivants de l'Instruction qui précède l'arrêté du 10 mai 1839 ; « Il faut qu'ils (les détenus) sachent que la loi ne leur a constitué aucun droit absolu à une portion quelconque de leur salaire ». *Recueil*, Barthou-Duflos, p. 231.

porte la reconnaissance d'un droit quelconque au profit des détenus. Je ne sais s'il faut attribuer une plus grande importance à la différence de rédaction signalée plus haut entre les deux articles du Code pénal. Les auteurs de ce code ne pouvaient prévoir qu'en pratique, la peine de la réclusion er celle de l'emprisonnement correctionnel seraient identifiées par l'application du même régime dans les mêmes locaux : il n'y a dès lors aucune bonne raison pour faire produire à une variante de texte fût-elle intentionnelle, des conséquences qui ne seraient certainement plus, à l'heure actuelle, acceptées par le législateur.

Il nous semble que la solution de cette question dans notre droit positif français, doit-être cherchée ailleurs que dans les textes, ce qui est à première vue assez bizarre. Nous avons dit plus haut que la nourriture réglementaire de la prison n'est pas assez reconstituante pour entretenir les forces d'un homme qui travaille « c'est un minimum jugé indispensable à l'homme au repos » (1).

Dans ces conditions, si on force le détenu à travailler, la Société est dans l'obligation de lui fournir le moyen d'augmenter ce minimum, car l'exécution de la peine ne doit pas aboutir normalement à l'appauvrissement physique du condamné par surmenage et dénutrition. Il a besoin de toutes ses forces à sa libération pour gagner sa vie et se reclasser, il a donc droit pendant son séjour en prison à tout ce qui lui est nécessaire pour les conserver dans leur intégralité. Si donc on ne lui fournit pas ce nécessaire en nature, il faut le lui fournir en espèces et le mettre à même, par une rémunération de son travail, de faire des achats à la cantine. Nous sommes donc d'avis qu'étant donnée cette particularité de notre régime pénitentiaire, le détenu a droit à son pécule. Notre opinion serait différente, comme on le verra dans le chapitre suivant, si la question se posait sur un terrain plus large et en dehors du droit positif.

(1) Veillier, Rapport au Congrès international pénitentiaire de Paris, 1895. *Actes du Congrès, rapports de la 2e section* (4e question), p. 211.

Toutefois et tout en reconnaissant le droit au pécule, il nous semble inexact d'assimiler ce pécule à un salaire (1). Car le salaire a comme base un contrat qui crée une obligation *conventionnelle* de travail, tandis que la dette du pécule a son origine dans l'exécution d'une peine qui comporte parmi ses éléments l'obligation *légale* du travail.

Cette question résolue (2), nous pouvons aborder la réglementation du pécule.

Le pécule se compose d'une part du produit du travail du détenu, l'autre part étant attribuée à l'entrepreneur ou à l'Etat, suivant le mode d'exploitation de la main-d'œuvre pénale. Dans les maisons départementales cette part est fixée par le décret du 23 novembre 1893 (3) à cinq dixièmes pour les détenus n'ayant encouru aucune condamnation antérieure ou dont la somme des condamnations antérieures ne dépasse pas une année, à quatre dixièmes pour les détenus ayant encouru antérieurement en une ou plusieurs condamnations un emprisonnement dont la durée ne dépasse pas cinq ans, à trois dixièmes pour les détenus ayant encouru soit les travaux forcés, soit la réclusion, soit en une ou plusieurs condamnations la peine d'emprisonnement pour une durée supérieure à cinq ans.

Dans les maisons centrales, l'ordonnance du 27 décembre 1843 (4), fixe le pécule à trois dixièmes pour les condamnés aux travaux forcés subissant leur peine dans ces établisse-

(1) Nous critiquons donc de ce chef l'arrêt de la Cour de cassation qui a appliqué la loi du 12 janvier 1895 au pécule disponible. Cass. Req. 18 février 1895 (S. 1897, I, 403, D. 1895, 1, 345). La saisie-arrêt n'aurait dû être validée que si elle s'était présentée sous la forme d'une saisie-arrêt de droit commun et seulement dans la mesure où les sommes saisies-arrêtés n'avaient pas le caractère alimentaire : on remarquera, à ce point de vue, que le pécule de réserve étant indisponible est de plein droit insaisissable.

(2) Elle figure au programme du Congrès de Paris, 4e question, 2e section. Mais elle était alors posée dans toute son ampleur et en dehors du droit positif. Par contre elle n'a pas été effleurée dans l'important rapport de M. Dubois sur le pécule à la Société des Prisons et la discussion qui l'a suivi. *Rev. pén.*, 1892, pp. 898 et s., 1893, pp. 12 et s.

(3) *Recueil*, Barthou-Duflos, p. 727.

(4) *Recueil*, Barthou-Duflos, p. 251.

ments (1), à quatre dixièmes pour les réclusionnaires, à cinq dixièmes pour les condamnés à l'emprisonnement correctionnel (de plus d'un an). Cette part se trouve réduite en cas de condamnation antérieure de la façon suivante : pour les condamnés aux travaux forcés, à un dixième, s'ils ont déjà été condamnés à la même peine, à deux dixièmes, si la première peine était la réclusion ou l'emprisonnement à plus d'un an ; pour les réclusionnaires à deux dixièmes en cas de condamnation précédente aux travaux forcés, à trois dixièmes, si la première condamnation était la réclusion ou l'emprisonnement à plus d'un an ; pour les condamnés à l'emprisonnement correctionnel, à trois dixièmes, s'ils ont été précédemment condamnés aux travaux forcés ou à la réclusion, à quatre dixièmes si la première peine était l'emprisonnement de plus d'un an.

Telle est la répartition normale ; on se rappelle qu'elle est susceptible d'être modifiée, soit par l'attribution de dixièmes supplémentaires à titre de récompense, soit par des retenues totales ou partielles à titre de punition.

Le pécule ainsi constitué est divisé en deux parties (2) : l'une est mise en réserve et économisée pour le jour de la libération, l'autre est immédiatement à la disposition du détenu qui peut s'en servir pour améliorer son régime par des dépenses de cantine. C'est surtout pour cette partie dite pécule disponible que se justifie le droit au pécule. L'autre partie est appelée pécule de réserve.

On comprend également dans le pécule disponible les sommes dont le détenu était porteur au moment de son entrée, celles qui sont envoyées ou remises pour son compte pour toute autre cause que son travail et celles qui sont saisies sur lui pendant sa détention (3).

(1) Art. 16 du Code pénal, loi du 25 décembre 1880.

(2) Art. 5 de l'ordonnance du 27 décembre 1843, art. 2 du décret du 23 novembre 1893, art. 6 du règlement général du 4 août 1864 qui est le document en quelque sorte organique sur la constitution et l'administration du pécule dans les maisons centrales.

(3) Règlement du 4 août 1864, art. 7.

Le pécule disponible n'est jamais remis en espèces au détenu. Il en était différemment avant l'arrêté du 10 mai 1839 sous l'empire d'une réglementation du pécule un peu différente de celle qui est actuellement en vigueur. Cette pratique avait entraîné les plus fâcheux abus, jeu, débauches à la cantine, etc. Toutes les opérations de recettes et de dépenses sont passées en écriture. Les détenus peuvent d'ailleurs faire sur ce pécule d'autres dépenses que celles de vivres ou de vêtements supplémentaires, ils peuvent être autorisés et sont même encouragés à en employer une partie à envoyer des secours à leur famille. Ces envois sont notamment réglementés par l'article 77 du règlement du 4 août 1864. Les détenus peuvent également faire sur ce pécule des prélèvements consacrés à indemniser les parties civiles et les personnes qu'ils ont lésées avant leur condamnation. Enfin, aux termes du décret du 22 octobre 1880 (1), le reliquat du pécule disponible au jour de la sortie, doit être appliqué au paiement des condamnations pécuniaires dues par eux au Trésor public, amendes et frais de justice. Cependant si le pécule de réserve est inférieur à 100 francs, déduction faite des frais de route et d'habillement, le pécule disponible est employé de préférence à compléter cette somme.

Le pécule de réserve ne devient disponible qu'au jour de la libération ; à ce moment, il est remis directement au libéré. Avant la suppression de la surveillance de la haute police, ce pécule lui était payé par mandat-poste au lieu de sa destination. Cette pratique un peu moins critiquable que celle qui est actuellement suivie, laissait encore beaucoup à désirer. Il faut mettre le détenu en garde contre lui-même ; après plusieurs mois ou plusieurs années de privation, son premier mouvement est de s'assouvir par des prodigalités et des orgies. Il serait à souhaiter que ce pécule fût payé par versements successifs, de façon que le détenu ait encore quelques ressources à sa disposition quand commencera la période d'assa-

(1) Barthou-Duflos, p. 477.

gissement. L'intermédiaire des sociétés de patronage paraît indiqué pour arriver à ce résultat.

102. — APPENDICE. — La loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail doit-elle être étendue à la main-d'œuvre pénitentiaire ? Cette question, discutée depuis quelque temps dans les milieux administratifs et parlementaires (1), a fait l'objet de décisions judiciaires qui l'ont résolue négativement (2).

Il semble, à première vue, que l'on ait bien mauvaise grâce à refuser à des dépenses employées à des travaux industriels le bénéfice de la loi de 1898 lorsqu'ils sont victimes d'accidents au cours de ces travaux. Comme l'a dit M. Cheysson au Comité consultatif des accidents du travail, ils sont condamnés à la prison et non à la mutilation ; la formule a d'ailleurs fait fortune, car on la retrouve, plus ou moins déguisée, dans la plupart des travaux postérieurs sur cette matière. On ajoute qu'il serait dangereux que le détenu ne fût pas indemnisé, car, une fois libéré, il se trouvera à la charge de l'Assistance publique ; peut-être même sa blessure ou son infirmité accentuant encore ses penchants anti-sociaux, contribueront-elles à l'engager irrévocablement, par exaspération et par vengeance, dans la voie du crime. Enfin on fait valoir qu'à raison de l'inexpérience des détenus et de l'insuffisance de la surveillance des contremaîtres, les risques d'accidents sont plus nombreux dans les ateliers pénitentiaires que dans l'industrie libre. D'où un argument *a fortiori* en faveur de l'extension de la loi de 1898.

Cette proposition d'extension faite au Comité des accidents du travail a rencontré contre elle l'unanimité moins une voix. A la Chambre, la même proposition, faite par M. Mirman et soutenue par lui et par M. Lasies (3), a été combattue par le com-

(1) *Rev. pén.*, 1900, pp. 130 et 373, 1902, p. 288. Conf. ROGER ROUX, *Les accidents du travail dans les Prisons*, Paris 1903 et *Rev. pén.*, 1903, p. 774 et p. 1230.

(2) Tribunal de Lille, 4 décembre 1902, *Rev. pén.*, 1903, p. 203. *Sic*, Cour de Douai, 9 mars 1903, *Rev. pén.*, 1903, p. 750.

(3) *Journal officiel*, 20 janvier 1902. Chambre des députés, Débats parlementaires, p. 54, annexe n° 2898.

missaire du gouvernement. Ce n'est pas que les adversaires de l'extension repoussent toute indemnisation du détenu victime d'un accident, mais ils s'opposent à ce que cette indemnité lui soit attribuée par application de la loi de 1898. Tout en admettant, comme nous l'avons fait, en nous plaçant strictement au point de vue du régime pénitentiaire français, que le détenu ait droit à son pécule et particulièrement à son pécule disponible, nous nous sommes refusés à qualifier ce pécule de salaire, car l'obligation de le payer ne s'impose pas à l'Etat en vertu d'un contrat de travail. Or la loi de 1898 est faite pour les salariés et leurs employeurs et l'on comprend très bien que le même Comité consultatif des accidents du travail qui a déclaré cette loi applicable aux œuvres d'assistance par le travail et à leurs patronnés, l'ait jugée inapplicable aux prisonniers, car la base juridique de l'assistance par le travail est un contrat entre l'assistant et l'assisté (1) et la rémunération que touche l'assisté a bien le caractère d'un salaire. Encore une fois pareil contrat n'existe pas entre l'Etat et le condamné et, comme nous l'avons dit, l'obligation du travail pour le détenu est légale et non conventionnelle.

Si l'on veut attribuer une indemnité au condamné en cas d'accident, il faut donc en chercher ailleurs la justification : ce qui, en somme, est bien facile. L'utilité sociale l'exige impérieusement ; le libéré infirme devenant fatalement un mendiant, un vagabond, un client de l'Assistance publique ou privée. La justice sociale ne l'exige pas moins ; l'accident est une aggravation de la peine qu'il est injuste de faire supporter exclusivement au détenu qui en est victime. Il y a un risque dans l'exécution de la peine, comme il y a un risque professionnel dans l'exécution du contrat de travail. Ce dernier, par suite du caractère forfaitaire de l'indemnité créée par la loi de 1898, est supporté à la fois par le patron et l'ouvrier ; on pourrait faire fonctionner une combinaison analogue pour les

(1) Ce contrat, bien que le plus souvent tacite, n'en est pas moins réel, aussi réel que le contrat entre une compagnie de chemin de fer et le voyageur qui prend un billet. En sens contraire, Roux, *op. sup. cit.*

accidents du travail pénitentaire. Mais il faut qu'elle soit organisée par une loi particulière que l'on se gardera bien d'incorporer à la législation du travail (1). Une commission a déjà été nommée par le ministère du Commerce pour préparer la réglementation des accidents du travail dans les établissements pénitentiaires et les établissements hospitaliers (2).

(1) *Sic* la loi allemande du 30 juin 1900, *Rev. pén.*, 1900, p. 1365.
(2) *Rev. pén.*, 1903, p. 245.

CHAPITRE II

Etude pénitentiaire des peines réformatrices métropolitaines

103. — Nous grouperons en quatre sections les principales questions que soulève l'organisation rationnelle de ce genre de pénalités :

1° Systèmes d'emprisonnement ;
2° Moyens de moralisation ;
3° Le travail pénitentiaire ;
4° Le personnel de garde et d'administration.

SECTION PREMIÈRE

SYSTÈMES D'EMPRISONNEMENT

104. — A des époques différentes depuis la fin du XVI^e^ siècle jusqu'à nos jours et dans des pays différents, des hommes de bien ont travaillé à créer et à propager ce grand mouvement d'idées qui devait faire considérer la réforme morale du condamné, non plus comme une utilisation désirable de la peine, mais comme sa fonction, la plus élevée certainement au point de vue moral, la plus importante peut-être au point de vue de l'utilité sociale. Toutes ces initiatives se caractérisent par un trait qui leur est commun, c'est que, dans la pensée de leurs auteurs, le premier chapitre de la réforme des prisonniers, si l'on peut ainsi dire, a toujours été la réforme des prisons,

c'est-à-dire plus précisément la suppression de l'emprisonnement en commun et la séparation individuelle des détenus plus ou moins complète, plus ou moins prolongée. La promiscuité, cause de contagion physique et morale, apparaît dans toutes les descriptions des prisons d'autrefois, par exemple dans le *State of prisons* (1) de Howard, comme le vice principal, le grand fléau des anciennes geoles ; il n'est donc pas étonnant que le premier souci des réformateurs ait été d'y soustraire le condamné par l'isolement. Avant d'appliquer à un malade une médication positive, il faut songer à la médication négative, c'est-à-dire à faire disparaître toutes les causes qui entretiennent son mal et qui l'aggravent. Rationnellement, et on peut dire aussi historiquement l'étude des systèmes d'emprisonnement précède celle des moyens de moralisation et nous pouvons suivre le développement des peines réformatrices dans celui de l'emprisonnement individuel ; ce dont nous devons nous féliciter, car il est toujours plus facile et plus sûr de faire l'histoire des institutions et des faits que celle des idées.

On peut être embarrassé sur les origines de la science pénitentiaire ; il est probable en effet que, dès l'antiquité la plus reculée, il est venu à l'idée de quelques sages ou philosophes de poursuivre dans l'application de la peine l'amendement du condamné (2), on ne saurait cependant les considérer comme des ancêtres de la science pénitentiaire et renouer par une chaîne ininterrompue leurs rêves humanitaires à la propagande active et féconde de John Howard à la fin du XVIII[e] siècle. Il est beaucoup plus aisé de rechercher les premières applications de l'emprisonnement individuel et d'assister à sa propagation imitative de pays en pays, parfois

(1) *The state of prisons in England and Wales with an account of some foreign prisons* (1777), traduit en français en 1788. *Adde*, DESJARDINS « Les prisons de l'ancienne France », *Rev. pén.*, 1885, pp. 416 et s. 544 et s. DUPUY, « Les prisons de Bretagne », *Rev. pén.*, 1884, pp. 507 et s. 607 et s. KROHNE, *Lehrbuch*, pp. 7 et s. HOWARD WINES, *Punishment and reformation*, pp. 127 et s.

(2) V. FAUSTIN-HÉLIE, Introduction au livre *des Délits et des peines* de Beccaria, 1870, pp. XXIV et XXV.

même à sa réinvention. La transformation de ce régime, d'abord exceptionnel en régime de droit commun, nous marque le plein épanouissement d'une idée pénale, dont on n'a pas encore réussi à établir avec certitude la paternité, mais dont on peut suivre cependant la marche étapes par étapes depuis quelques siècles, au fur et à mesure de l'admission progressive du nouveau système d'emprisonnement.

En droit romain, il ne paraît pas que la prison ait jamais constitué une pénalité mais simplement une mesure préventive, destinée à empêcher l'accusé de se soustraire à ses juges et le condamné d'échapper à l'exécution de sa peine (1). On n'y a jamais senti la nécessité d'organiser cet emprisonnement spécial sous le régime de la séparation individuelle.

Il n'est pas contesté que c'est sous l'influence du droit canonique (2) que la privation de la liberté est devenue une véritable pénalité par elle-même et par elle seule sans même être accompagnée de l'obligation du travail (3). Il y a eu de cette transformation du rôle de l'emprisonnement deux causes principales. La première c'est la tendance de l'Eglise à un système de pénalités plus douces que celui des sociétés païennes, plus conformes à l'esprit de l'Evangile, où la justice est toujours tempérée par la charité ; de là, sa répugnance pour les supplices et les tortures : *Ecclesia abhorret a sanguine* ; elle maintient cependant les peines corporelles, mais elle les fait consister moins dans l'infliction d'une souffrance (4) que

(1) Dig. 48, 19. F. 8, § 9, Ulpien : « Solent præsides (provinciarum) in carcere continendos damnare aut ut in vinculis contineantur sed id eos facere non oportet, nam hujusmodi pænæ interdictæ sunt. Carcer enim ad continendos homines non ad puniendos haberi debet ».

(2) Consulter sur les Institutions et les doctrines pénitentiaires de l'Eglise, l'ouvrage de M. l'abbé Krauss, aumônier du pénitencier de Fribourg-en-B. (cité plus haut, p. 5 n. 1), *Im Kerker vor und nach Christus*, Fribourg, 1896, l'analyse qui en a été faite par M. Louis Rivière, *Rev. pén.*, 1895, pp. 439 et s. sous ce titre : l'*Eglise et les Institutions pénitentiaires* et la thèse de M. Kahn sur le délit et sur la peine en droit canon (Nancy, 1898, pp. 53 à 127).

(3) Kahn, *op. cit.*, p. 118.

(4) J'excepte la flagellation dont il est fait de nombreuses applications, sans doute sous l'inspiration d'une pensée religieuse et presque mystique, qui explique également l'introduction de la discipline dans les cloîtres et les couvents. Il est d'ailleurs à remarquer que l'usage de la flagellation comme peine est devenu

dans la privation d'une jouissance ; c'est ainsi qu'elle a été amenée à imposer comme une peine le jeûne et la prison. La seconde cause c'est la vertu moralisatrice que l'Eglise a toujours attaché à la réclusion solitaire ; la solitude rapproche de Dieu : « Quoties inter homines fui, minor homo redii » (1), lit-on dans l'Imitation ; à ce titre elle est recommandable à tous, aussi bien au juste qui veut arriver à une plus grande perfection, qu'au pécheur que l'on veut amener au repentir de ses fautes. Or il ne faut pas oublier que le crime est avant tout un péché. De ce péché il faut faire pénitence : et lorsqu'au VI^e^ siècle la pénitence devient une véritable pénalité morale que l'Eglise peut imposer, le moyen le plus naturel d'en assurer l'exécution fut la réclusion dans un monastère, *detrusio in monasterium*. « La réclusion est en effet éminemment propre à l'accomplissement de la pénitence, elle place l'homme seul en face de sa faute, le soumet à l'empire de sa conscience et à la douleur du remords en éloignant de lui les distractions et les occupations du monde extérieur » (2). La peine corporelle, la privation de la liberté s'est ainsi présentée comme la condition nécessaire au bon accomplissement de la peine morale, la pénitence. Il ne me paraît donc pas inexact de prétendre — bien que la preuve de cette assertion soit encore à faire — qu'étant donnés les circonstances et les motifs qui ont poussé l'Eglise à utiliser la privation de liberté comme moyen de répression, la première prison qu'elle a conçue a été cellulaire. C'est seulement après la sécularisation de la prison que la pratique de l'emprisonnement en commun s'y est introduite. Cette sécularisation résulte d'abord de l'abandon de la *detrusio in monasterium* : on construit des *carceres* qui sont des dépendances du monastère, mais cependant distinctes de lui ; puis à partir du moment où les monastères furent exemptés de la juridiction épiscopale, les

moins fréquent au XI^e^ siècle, quand celui de la discipline volontaire a au contraire commencé à se répandre.

(1) Imit. L. I, Chap. XX, De amore solitudinis et silentii. Verset 2.

(2) KAHN, *op. cit.*, p. 109.

évêques, ne pouvant plus les charger de la garde des condamnés, se trouvèrent dans la nécessité de faire subir la peine d'emprisonnement dans des établissements relevant de leur autorité : on utilisa naturellement à cette fin les prisons épiscopales qui servaient jusqu'alors uniquement de prisons préventives. En même temps l'idée que l'emprisonnement a comme but la pénitence passe tout à fait au second plan, aussi l'isolement n'apparaît-il plus comme une condition essentielle de l'exécution de la peine, sécularisée à la fois dans son but comme dans son lieu d'exécution ; si l'on songe encore à séparer individuellement les détenus, c'est surtout pour éviter la corruption mutuelle ainsi qu'il résulte du canon 23 du Concile de Béziers (1246), *ut alterutrum vel per se vel per alios pervertere nequeant*. Enfin une autre utilité purement sociale de l'emprisonnement se révèle, c'est une façon de mettre temporairement et quelquefois définitivement hors de nuire des individus dangereux pour leurs semblables. Dans ces conditions, si la séparation individuelle des prisonniers se heurte à quelque obstacle pratique, on n'hésitera pas à les réunir. Il est donc vrai que la pensée de donner comme fonction à la peine la réforme morale du condamné, n'a pas été étrangère au droit canonique, mais il semble qu'elle se soit peu à peu obscurcie et l'indice de son abandon progressif est assurément la désuétude de plus en plus complète de l'emprisonnement individuel.

Nous en constatons le réveil en pleine société laïque à la fin du XVI^e^ siècle dans un pays protestant, à Amsterdam. La Réforme a provoqué un retour à certaines idées religieuses, plus particulièrement en faveur dans les premiers siècles de l'Eglise : d'autre part, la doctrine du libre examen n'est pas sans affinité avec la conception du relèvement moral par les réflexions auquel conduit l'isolement, conception dont l'emprisonnement cellulaire est la traduction pratique. Le développement de l'individualisme dans le domaine de la vie morale et religieuse devait favoriser la réinvention de la séparation individuelle dans l'aménagement des prisons. Mais

cette réinvention devait porter la marque du sens pratique du peuple qui en était l'auteur. A l'isolement fut ajoutée l'obligation du travail profitable à tous, aussi bien au condamné qu'à l'Etat : on était ainsi en possession des deux principes fondamentaux des systèmes pénitentiaires les plus modernes.

Les Hollandais n'y arrivèrent pas du premier coup : la prison d'hommes qui fut construite à Amsterdam en 1596 et celle des femmes qui date de l'année suivante, n'étaient pas des maisons cellulaires, mais des maisons en commun, où les détenus étaient réunis dans des chambres au nombre de 4, 8, 10 et même 12. Ce qui les caractérisaient c'était une organisation sérieuse de l'éducation religieuse (1) et du travail. Mais on ne fut pas long à comprendre les dangers de cette promiscuité pour les jeunes détenus, et, dès 1603, on construisit pour eux un quartier spécial où il semble bien qu'on appliqua le système qui devait plus tard porter le nom d'auburnien, l'isolement nocturne et le travail en commun pendant le jour (2). Dans le courant du XVIII[e] siècle ce quartier reçut des condamnés adultes.

La fondation de cette prison d'Amsterdam marque une date importante ; non pas qu'elle constitue rigoureusement la première expérience de l'emprisonnement cellulaire laïc, si l'on peut ainsi dire, dans cette partie de l'Europe; car, déjà en 1522 Hambourg possédait une maison de réforme avec quelques cellules d'isolement pour les meilleurs détenus, mais l'œuvre des bourgeois hollandais fut le point de départ d'importants courants d'imitation. « Les juges et les gouvernements étrangers adressèrent leurs délinquants à Amsterdam et les pères y

(1) Comme exemple, on peut citer l'impression par les soins des magistrats d'Amsterdam d'un petit livre intitulé : « Proverbes de Salomon et autres parties de l'ancien et du nouveau testament, imprimés pour l'utilité et le profit de la maison de correction d'Amsterdam ».

(2) V. les citations rapportées par Von Hippel : « Beitrâge zur Geschichte der Freiheitstrafe », dans *Zeitschrift fur die Ges. Straf.*, 1897, t. XVIII, p. 437. Cet article dont on trouvera l'analyse faite par M. Roux, dans *Rev. pén.*, 1898, pp. 1242 et s., a mis en lumière l'initiative intéressante des bourgeois d'Amsterdam, jusqu'alors non pas ignorée, mais fort peu connue. Krohne. *Lehrbuch*, p. 14. *Handbuch*, de Holtzendorff, t. II, p. 266, n. 2.

envoyèrent leurs enfants du fonds de l'Allemagne. Le mouvement était donné. En 1629 Besold peut dire dans son *Thesaurus practicus* que presque toutes les villes de Hollande possèdent des maisons de correction. Dès le commencement du XVII^e^ siècle de semblables établissements se fondaient en Allemagne dans les villes hanséatiques d'abord, puis se propageaient dans les autres provinces » (1).

A la même époque, mais sans qu'on puisse établir un lien entre ces deux mouvements d'idées, en Italie, déjà terre classique de la science pénale « la pensée de donner pour but à la peine le relèvement du condamné commence à se répandre dans le public par l'enseignement du droit. Des professeurs célèbres, Tolosano, Bonavita, Bonacosta, se font les avocats de cette généreuse conception et la propagent par leurs leçons et par leurs écrits » (2).

Elle ne tarda pas à être mise en pratique. Après quelques essais de séparation des détenus par sexe, âge et condition sociale, faits à Venise et puis à Naples, on se décide à aller jusqu'au bout dans cette voie et à organiser l'emprisonnement cellulaire. Chose remarquable, c'est toujours par les enfants qu'on commence, les dangers de la promiscuité étant pour eux particulièrement flagrants. Un prêtre nommé Filippo Franci, succédant en 1667 à un nommé Ippolito Francini dans la direction d'une maison de refuge — *casa pia die refugio* — établie à Florence, réussit, par l'application de la séparation individuelle, à en faire un établissement modèle d'éducation correctionnelle pour les enfants (3).

(1) *Rev. pén.*, 1898, p. 1249.

(2) Louis Rivière, *loc. cit. Rev. pén.*, 1895, p. 1152.

(3) Au cours d'un voyage en Italie, un moine bénédictin français, Mabillon, de l'abbaye de Saint-Germain, emporta une impression profonde de son passage à Florence et de l'œuvre de Franci. Il écrivit, rentré en France, des *Réflexions sur les prisons monastiques* qui furent publiées après sa mort (3 vol. in-4°, 1724). Il pose avec une clairvoyance profonde les principes d'un nouveau régime pénitentiaire, ayant à sa base la séparation individuelle et trace la réglementation de l'emprisonnement cellulaire dont il aperçoit les abus possibles. Malheureusement ce livre écrit pour les prisons monastiques est resté peu connu. Albert Rivière, Un moine criminaliste au XVII^e^ siècle. *Nouvelle revue historique*, 1889, pp. 758 et suiv.

Il fait école; toutefois on n'en vient pas immédiatement, par une pente naturelle déjà suivie, à appliquer aux adultes le procédé d'emprisonnement qui s'est révélé si efficace pour l'enfance coupable. En 1703, le pape Clément XI inaugura à Rome la prison ou plutôt l'hospice Saint-Michel, qui n'est également qu'une maison de correction pour les jeunes délinquants comme l'indique l'inscription gravée sur sa façade conformément aux usages pontificaux : *Perditis adolescentibus corrigendis instituendisque ut qui inertes oberant instructi reipublicæ serviant.* « Les modes de relèvement appliqués par les règlements étaient la séparation, le silence, le travail, la prière. Les enfants, isolés en cellule pendant la nuit, travaillaient en commun pendant le jour. Une confrérie de religieux était spécialement préposée à leur surveillance et à leur éducation. Chaque détenu apprenait un métier et recevait l'instruction élémentaire et religieuse. Un système de récompenses et d'encouragements maintenait constamment l'émulation. Les punitions consistaient en mise au pain et à l'eau, travail en cellule, cachot, verges » (1). C'est dans la grande salle où travaillaient les enfants qu'était placée la célèbre inscription : *Parum est coercere improbos pœna nisi probos efficias disciplina.* On oublie souvent d'ailleurs que l'établissement de Saint-Michel n'était pas une simple prison. Aussi venons-nous de lui donner le nom d'hospice. Il servait également d'orphelinat pour 200 enfants et d'asile pour 500 vieillards des deux sexes. Lorsque Howard le visita en 1781, il n'y avait guère qu'une cinquantaine de jeunes détenus, auxquels on avait malheureusement cessé d'appliquer l'emprisonnement cellulaire (2).

Dès ce moment les applications de l'emprisonnement cellulaire se succèdent sans interruption et l'on peut suivre étape

(1) Louis Rivière, *loc. cit. Rev. pén.*, 1895, p. 1154.

(2) Albert Rivière, *Howard, sa vie, son œuvre, Rev. pén.*, 1891, p. 662. Le plan de la maison de Saint-Michel figure dans les annexes du tome Ier du *Handbuch*, de Holtzendorff (Pl. 2). Elle comprenait trois étages de 20 cellules, séparées par un large corridor bien éclairé sur quatre faces et servant de salle de travail, Frederick Howard Wines, *Punishment and Reformation*, p. 122.

par étape sa propagation imitative : à Rome même, en 1735, le pape Clément XII fait construire une prison de femmes d'après les principes de la maison de Saint-Michel. Puis le courant remonte vers le nord de l'Italie, à Turin (fondation de la maison du Bon-Conseil, 1757), à Venise (1760), à Milan, où l'impératrice Marie-Thérèse crée en 1759 une maison de correction comprenant 140 cellules dont 25 pour les femmes et 20 pour les enfants. De Milan, l'imitation gagne presque directement — ce que l'on conçoit aisément — les Pays-Bas autrichiens où l'initiative de Marie-Thérèse trouve un collaborateur intelligent et énergique dans la personne du vicomte Jean Vilain XIV, bourgmestre de Gand qui s'était déjà créé des titres à la gratitude de l'impératrice en travaillant à la réforme du régime fiscal des Flandres. L'état de la criminalité dans ce pays était alors particulièrement alarmant. Les Flandres étaient littéralement ravagées par des bandes de vagabonds et de mendiants, voleurs, pillards et incendiaires : les Etats de Flandre demandèrent en 1771, à leur président, qui était alors Vilain, de construire et de leur soumettre un plan de réforme pénale. Vilain s'empressa de les satisfaire et deux mois après il leur remit un mémoire portant comme épigraphes : « Celui qui ne travaille pas n'a pas droit à sa nourriture » et « Tu mangeras ton pain à la sueur de ton front » (1). Il proposait la construction d'une maison de force pour une dépense évaluée à 600.000 florins. Cette proposition discutée et adoptée par les Etats fut approuvée en 1772 par Marie Thérèse et en 1775 la célèbre prison de Gand était achevée. Le système d'emprisonnement qui était appliqué, était l'isolement de nuit et le travail en commun pendant le jour (2). En outre et pour la première fois une classification

(1) Vicomte Vilain, *Mémoire sur les moyens de corriger les malfaiteurs*. Nouvelle édition, Bruxelles, 1841.

(2) V. le plan de la prison de Gand, *Handbuch* de Holtzendorff, annexes, t. I, pl. 3. On appelle parfois cette prison Rasphuis de Gand. Rasphuis en flamand veut dire maison de râpage, parmi les industries établies dans la prison figurait en effet le râpage du bois de campêche.

des détenus par catégories juridiques et morales fut très sérieusement organisée.

105. — Le développement de l'emprisonnement individuel se trouve à cette époque prodigieusement accéléré par l'intervention de Howard dont la vie et l'œuvre méritent une mention spéciale (1).

Howard est né en 1726 à Hackney, aujourd'hui un faubourg de Londres. Son origine est assez humble, puisque son père était tapissier, d'autres disent mercier, et que lui-même fut quelque temps apprenti chez un épicier. Il trouva néanmoins dans la succession de ses parents une fortune suffisante pour assurer son indépendance. Il avait à ce moment 17 ans, mais déjà son caractère était formé, une volonté de fer dans un corps débile, une persévérance infatigable dans la poursuite d'un but auquel il se consacrait tout entier, une grande compassion pour les malheureux soutenue par une foi religieuse profonde qui a été comme l'armature de toute sa vie; puritain par origine et par éducation, tel était Howard encore adolescent, tel il est resté jusqu'à la fin de sa vie. Sa santé l'obligea avant son premier mariage (2) à faire un voyage sur le Continent, dont il revint riche d'expérience.

En 1755 après la mort de sa première femme, il s'embarque à la nouvelle du tremblement de terre de Lisbonne pour porter secours aux malheureux sans abri. Le navire qui le portait fut pris par un corsaire français : lui-même fut jeté en prison à Brest. Il fut témoin des souffrances physiques et morales des prisonniers à cette époque : de ce séjour date probablement l'orientation définitive de sa charitable activité. De retour en Angleterre il provoque par ses récits un mouvement de protestation contre les procédés dont étaient victimes ses compatriotes, prisonniers de guerre en France :

(1) La meilleure bibliographie de Howard est celle de *Hepworth Dixon*, Londres 1854. On en trouvera un résumé dans Howard Wines, *Punishment and Reformation*, pp. 122 et s., dans Krohne, *Lehrbuch*, pp. 32 et s. et dans l'article d'Albert Rivière, *sup. cit.*, pp. 651 et s. Conf. la bibliographie citée par ce dernier, p. 654.

(2) Il fut deux fois marié et deux fois veuf.

puis il resta pendant quinze ans dans son pays, s'occupant du soulagement des pauvres et de la construction de fermes modèles près de Bedford : il se remarie, perd sa seconde femme et fait sur le continent un nouveau voyage pour raison de santé. A son retour il fut nommé sherif du comté de Bedford (1773) et comme tel, il a la haute main sur la prison de cette ville.

Il constate d'énormes et nombreux abus, il trouve notamment maintenus dans d'horribles cachots des prisonniers acquittés par le tribunal ou dont les accusateurs avaient fait défaut et qui ne pouvaient se faire ouvrir les portes de la geôle, n'ayant pas assez d'argent pour l'acquittement des frais de justice ou des droits de geôle. Il parcourt alors les différentes prisons d'Angleterre et y relève les mêmes injustices qu'à Bedford avec bien d'autres excès encore. Il réussit à attirer sur eux l'attention du Parlement qui vote une loi organisant la liberté provisoire des accusés et abolissant les droits de geôle, remplacés par un traitement fixe payé par le Comté.

Il se décide enfin à publier les résultats de ses recherches avec ses projets de réforme, mais il hésite à ce moment et ne se jugeant pas encore assez documenté, il reprend sa vie de voyages et d'enquêtes à travers tous les pays d'Europe. Les seize dernières années de sa vie (1774-1790) furent ainsi employées en déplacements continuels toujours effectués à ses propres frais, « qui le conduisirent de Lisbonne à Kherson en Russie, où il mourut, en passant six fois par la Hollande, trois fois par la France, quatre fois par l'Allemagne, une fois par l'Espagne et le Portugal ». En 1777 il publie son livre *States of prison* et douze ans après son histoire des Lazarets *One account of the principal Lazarettos*. Tous ces documents sont vécus ; il a voulu tout voir par lui-même, il s'est enfermé avec les prisonniers, il a contracté cette fièvre des prisons, sorte de typhus causé par le défaut d'air, d'hygiène et de nourriture, qui a fait disparaître plus de prisonniers que toutes les exécutions capitales, il s'est imprégné des miasmes du bagne au point de ne plus pouvoir voyager en voiture, mais

à cheval et à l'air libre (1). Il est mort enfin à la peine d'une fièvre qu'il prit au chevet d'un malade le 20 mars 1790 à Kherson au cours d'un voyage en Russie.

On s'est plu à comparer l'influence qu'il a exercée sur la réforme des prisons à celle de Beccaria sur la réforme du droit pénal (2).

Celle de Beccaria a certainement été plus rapide et peut-être plus considérable, car une bonne partie de son œuvre est constituée par la critique des institutions pénales de son temps, critique négative et destructive dont tous les penseurs s'emparèrent.

Il est toujours plus facile de détruire que de bâtir, Howard était un homme d'action et un homme de foi, tandis que Beccaria était un théoricien et un philosophe ; ils se sont rencontrés sur bien des points, sans peut-être s'être jamais connus (3).

Il serait bon de systématiser quelque peu les idées pénitentiaires de Howard, puisqu'elles ont inspiré tous les régimes actuellement en vigueur pour l'exécution des peines réformatrices (4).

En premier lieu, Howard étant un chrétien convaincu, professe que le plus puissant levier de la réforme morale est la religion. Il fait donc dans l'organisation des peines réformatrices la plus large part à l'éducation religieuse des détenus (5).

Howard considère que le second grand moyen de moralisation est le travail. « Make men diligent and you will make them honest » répétait-il sans cesse. Je crois qu'il ne s'est

(1) *States of prisons*, p. 13.

(2) V. un parallèle intéressant entre ces deux hommes illustres, dans Howard Wines *Punishment*, etc. pp. 125 et 126.

(3) Howard a lu le livre de Beccaria, car il cite ; on ne sait pas si Beccaria a jamais été informé de la campagne généreuse de Howard et a connu ses œuvres.

(4) On les trouvera analysées avec quelques détails, pp. 664 et s. de l'article d'Albert Rivière, précité.

(5) V. dans W. Tallack, *Penological and preventive principles*, le ch. XXIII, John Howard's practical principles.

jamais dissimulé l'exagération d'une pareille formule, il en usait cependant pour souligner l'extrême importance à tous points de vue d'une organisation sérieuse et régulière du travail obligatoire dans les prisons.

Mais la moralité d'un homme est dans une certaine mesure conditionnée par le milieu physique où il vit. Howard a été le spectateur compatissant de trop de détresses, de trop de souffrances de prisonniers entassés dans des bouges, pour ne pas déterminer avec le plus grand détail le régime hygiénique et alimentaire que la société doit à tout condamné par humanité et dans l'intérêt même de son retour au bien. Ce régime est à peu de chose près celui des pénitenciers actuels. Howard pour des raisons faciles à comprendre interdit aux geôliers de tenir cantine.

Enfin, Howard comprenant qu'avant de réformer un homme, il importe d'empêcher qu'il ne se corrompe davantage, est un partisan de la séparation individuelle. Toutefois il ne faudrait pas sur ce point lui attribuer des opinions aussi nettes et aussi absolues qu'on le fait habituellement par voie d'autorité en quelque sorte et sans avoir lu ses ouvrages. M. Albert Rivière paraît avoir démontré, contrairement à l'opinion de Ducpétiaux, le pénitentiaire belge bien connu, que Howard n'a jamais préconisé le système de l'isolement cellulaire de jour et de nuit, sinon pour quelques catégories de prisonniers, il se contente pour tous les autres de la séparation pendant la nuit seulement, encore laisse-t-il voir « qu'il admet avec la cellule des accommodements qu'aujourd'hui les partisans de la pure doctrine cellulaire taxeraient d'hérésies » (1).

L'action exercée par Howard sur le mouvement de réforme des prisons peut être comparée à celle d'un homme qui allumerait un incendie en éparpillant à la ronde les débris d'un foyer : jusqu'à lui l'idée de donner comme but à la peine l'amendement du condamné n'avait été accueillie et mise en

(1) Albert Rivière, *op. sup. cit. Rev. pén.*, 1891, p. 675.

œuvre que dans des centres d'un rayonnement limité. En Hollande et en Flandre d'une part, en Italie de l'autre.

Cette idée, Howard la sème largement au cours de ses pérégrinations à travers l'Europe, il la divulgue par ses écrits, il en remplit ses lettres, il arrive enfin à intéresser l'opinion publique dans le monde civilisé tout entier à une œuvre pour laquelle ne s'étaient réunis jusqu'alors que quelques ouvriers généreux.

106. — Il nous faut maintenant rechercher quels ont été dans les différents pays les résultats de ce mouvement d'opinion, car il n'a pas abouti partout à l'organisation du même système d'emprisonnement. Toutefois l'objet de notre étude sera, non pas de suivre dans chaque nation l'adoption et les progrès du régime cellulaire, coïncidant avec le développement des peines réformatrices (1), mais de dégager les systèmes originaux, ceux qui peuvent être considérés comme des types. Notre examen de législation comparée se limitera donc aux pays où ces types se sont constitués : les Etats-Unis, l'Angleterre, la Belgique.

Nous terminerons par l'histoire de la réforme pénitentiaire en France ; bien que la France se soit contentée d'imiter sans rien créer. Il faut en effet connaître les précédents de la législation en vigueur, étudiée dans le chapitre précédent.

A. — *Etats-Unis.*

107. — C'est un problème intéressant que de rechercher le fil par lequel le mouvement de réforme pénitentiaire, qui a pris naissance dans l'Amérique du Nord à la fin du XVIII^e^ siècle, se rattache à la généreuse propagande de Howard.

(1) Cette revue d'ensemble du mouvement cellulaire dans les différents pays est l'objet des 2^e^, 3^e^ et 4^e^ parties du 2^e^ livre du *Handbuch*, de HOLTZENDORFF. t. I, pp. 142 à 383. Elle a été également faite par KROHNE, *Lehrbuch*, première partie, t. III, IV, V, VI, VII, VIII, pp. 38 à 195. Ces deux traités étant presque exclusivement consacrés à l'étude des peines réformatrices métropolitaines (Science pénitentiaire *stricto sensu*, *Gefängnisskunde ou Gefängnisswesen*) ont donné à cette étude plus d'ampleur que nous ne pouvons le faire ici.

Le terrain était bien préparé et l'éclosion spontanée de cette idée généreuse pourrait fort bien se défendre, notamment en ce qui concerne la Pensylvanie. William Penn, fondateur de la colonie devenue plus tard l'Etat américain, qui porte son nom était un quaker. Il eut l'occasion au cours de ses prédications religieuses de visiter la Hollande, dont les maisons de travail et de réforme, auxquelles il a été fait précédemment allusion, lui avaient fait une impression d'autant plus profonde que, poursuivi pour ses croyances religieuses, il avait fait connaissance avec les prisons anglaises. Ainsi naquit chez lui une tendance à introduire plus d'humanité dans les institutions répressives; à sa suite et après lui on a pu dire que les quakers ont fait de la réforme des prisons une véritable religion (1).

Quand Franklin à son retour d'Europe, où il avait été séduit par les idées de Howard, chercha à les faire partager à ses compatriotes, la cause était gagnée d'avance. Il fonde en 1787 la Société de Philadelphie pour le soulagement des misères des prisons publiques (Philadelphia Society for alleviating the miseries of public prisons), ou plutôt, il réorganise sous ce nom une ancienne société fondée en 1776, et qui avait cessé de fonctionner pendant la guerre de l'Indépendance. Cette société eut avec Howard une correspondance assidue, qui contribua à accroître en Amérique l'influence du grand philanthrope anglais. Elle réussit à faire décider au mois d'avril 1790 par l'Assemblée législative de Pensylvanie la construction, à titre d'essai, d'une prison cellulaire dans la cour même d'une autre prison déjà existante de Philadelphie, appelée Walnut street Jail (2). Ce nouveau bâtiment comprenait trente cellules, superposées en deux étages et réparties de chaque côté d'un corridor. Chaque cellule avait six pieds de large, huit de long

(1) Howard Wines, *Punishment*, p. 142.

(2) Cette prison — construite en 1773 — était une prison en commun, avec une organisation et une discipline déplorables qui ont dû contribuer à former la conviction des quakers en faveur de la séparation individuelle (Howard Wines, *Punishment*, etc., pp. 142 et 143).

et neuf de haut. Elles étaient disposées de manière à éviter toute communication extérieure, sans cependant, comme le recommandait la loi de 1790, qu'il y eût privation d'air ou de lumière.

Elles étaient réservées aux condamnés les plus dangereux. Malheureusement on n'avait organisé aucun travail pour les condamnés ainsi soumis à l'isolement, ce qui ne tarda pas à amener des désordres dans la santé physique et morale de plusieurs d'entre eux.

Malgré le résultat douteux de cette expérience, la Société de Philadelphie secondée par les inspecteurs des prisons ne cessa de réclamer l'adoption complète du système de l'emprisonnement individuel. Elle obtint gain de cause en 1817 : une loi fut votée, autorisant la création de deux pénitenciers cellulaires, l'un à Pittsbourg pour toute la partie ouest de la Pensylvanie et l'autre à Philadelphie pour la partie est (1). Toutes les deux furent construites sur les plans de l'architecte Edouard Haviland ; celle de Pittsbourg fut achevée en 1827 et celle de Philadelphie en 1829.

Le plan de la première a été généralement critiqué ; dans la suite elle a été rebâtie. Au contraire, celui de la seconde a été reproduit ou imité dans le monde entier (2). Nous saisissons cette occasion pour fournir quelques brèves indications sur les différents modèles de prisons cellulaires, que nous empruntons au livre de Howard Wines... (3) : « La première prison fut une simple cellule au sommet ou au bas d'une tour, éclairée tout au plus par une étroite fenêtre. Elle pouvait être

(1) De là vient le nom de *Eastern Penitentiary of Pensylvania* donné à la prison de Philadelphie construite en 1817 et qu'il ne faut pas confondre avec celle qui a été construite en 1790 (*Walnut street*) et dont il vient d'être parlé. L'*Eastern Penitentiary* est aussi désigné sous le nom de *Cherry-Hill* à raison de son emplacement sur une élévation.

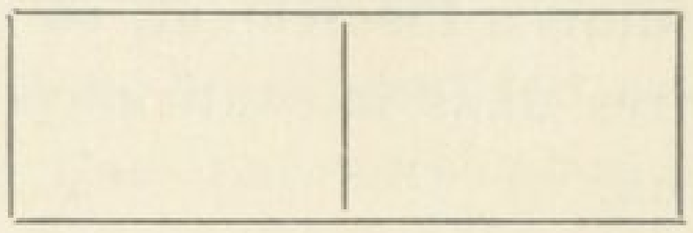
(2) V. *Handbuch*, de HOLTZENDORFF, annexes, pl. 7, 8, 9. KROHNE, *Lehrbuch*, pl. 1 et 2.

(3) PP. 134 et s., p. 141, n. 1, on consultera également dans le *Lehrbuch*, de KROHNE, la 3e partie *Gefängnissbau* et dans le *Handbuch*, de HOLTZENDORFF, t. I, le 4e livre *Gefängnisbaukunst*. Ce sont de véritables précis d'architecture pénitentiaire.

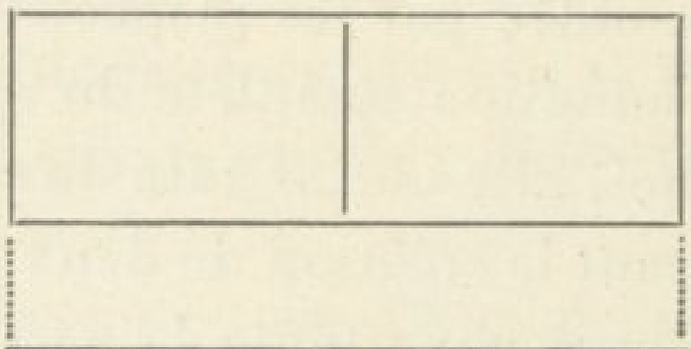
carrée, ronde ou octogonale : on peut pour plus de commodité la représenter par un carré comme ceci :



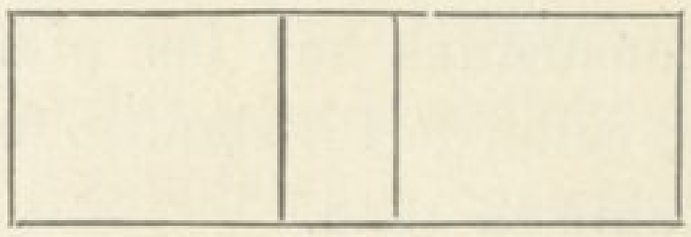
Deux cellules seraient alors figurées de la façon suivante :



Supposez un corridor ajouté sur le côté :



ou placé au milieu :



Tels sont les principes élémentaires de la construction cellulaire. Il y a un corridor où il n'y en a pas ; s'il y en a il est au milieu ou sur un des côtés. S'il est au milieu, les cellules sont éclairées par des fenêtres extérieures et le corridor par le haut ou par les extrémités. Si les cellules sont au milieu, c'est alors le corridor qui est éclairé et les cellules qui ne le sont pas. La disposition des cellules en longues rangées ou par étages les unes sur les autres ne modifie en rien ces principes.

A l'hôpital Saint-Michel de Rome, le corridor était au milieu comme dans la prison de Philadelphie, mais dans la prison de Gand les cellules étaient au milieu et le corridor le long des murs extérieurs ; de même à Auburn (1). C'est le plus ancien exemple de ce mode de construction. Une autre nouveauté du

(1) Nous parlons un peu plus bas de la prison d'Auburn où était pratiqué comme à Gand, l'isolement de nuit seulement ; ce qui permettait de se contenter d'un plus faible éclairage que celui qui est exigé par l'isolement de jour et de nuit.

plan de la prison de Gand était sa disposition en ailes (1). Le contour extérieur était octogonal, avec huit cours en forme de trapèze, entre lesquelles s'élevaient huit ailes rayonnant d'un centre octogonal, à l'intérieur duquel était une cour également octogonale : les ailes étaient réunies à leurs extrémités. La forme en étoile donnée à cette prison paraît avoir été imitée dans le plan de la prison de Philadelphie et la disposition des cellules a été reproduite dans celle d'Auburn ». Au début, cette forme en étoile ou rayonnante s'est trouvée en concurrence avec la forme circulaire, dont le Panopticon de Jérémie Bentham, auquel nous ferons plus bas allusion constitue le type achevé. A l'expérience, cette dernière a été abandonnée et la forme rayonnante est seule adoptée avec plus ou moins d'atténuations.

Au moment même où on s'occupait en Pensylvanie de la réforme pénitentiaire, l'Etat de New-York n'y restait pas non plus indifférent. Dès 1797, il procédait à une refonte de sa législation pénale qui devait être accompagnée d'une réforme des prisons. Cette réforme fut tout d'abord assez mal conduite ; on commit la même faute qu'en Pensylvanie, on laissa sans travail les détenus soumis à l'isolement de jour et de nuit. Les lamentables résultats de cette expérience permirent aux adversaires de la séparation individuelle de fortifier l'objection économique tirée des frais élevés de construction des maisons cellulaires, par celle que leur fournit l'apparente inefficacité de l'isolement pour la moralisation des prisonniers. On ne se décida pas cependant à revenir à l'emprisonnement en commun, jugé suranné; on essaya d'une demi-mesure.

En 1816, fut construite la prison d'Auburn, où dans chaque cellule on réunit les condamnés deux par deux : cette combinaison n'ayant pas tardé à révéler les plus graves inconvénients, on fit ajouter à la prison une aile comprenant 80 cellules, où l'on soumit les prisonniers à l'isolement complet. Cette fois encore on dépassa la mesure : cinq détenus mouru-

(1) V. le plan *Handbuch* de Holtzendorff, *loc. sup. cit.*

rent en un an, un autre devint fou furieux. C'est alors qu'on songea à une dernière combinaison connue dans la suite sous le nom de système auburnien et consistant à imposer l'isolement aux détenus pendant la nuit seulement, et à les faire travailler en commun dans des ateliers pendant le jour.

C'était en somme le régime que l'on appliquait déjà au début du XVIIe siècle dans le quartier d'enfants de la prison d'Amsterdam, celui de l'hôpital Saint-Michel et de la prison de Gand, au XVIIIe siècle. On fait honneur au capitaine Elam Lynds (1) de l'avoir inventé à Auburn ; il l'a tout au plus réinventé, en admettant qu'il ne l'ait pas imité. Ce qui fait que ce système mixte a porté le nom d'auburnien, c'est d'abord qu'Elam Lynds l'a organisé à Auburn avec une autorité et une méthode (2) qui ont mis en un singulier relief tous ses avantages ; c'est ensuite que l'expérience d'Auburn a apparu comme la contre-partie de celle qui avait été faite en Pensylvanie avec l'isolement de jour et de nuit.

108. — Ceci nous amène à faire par comparaison la critique des deux systèmes : c'est la conclusion naturelle et traditionnelle de l'étude de la réforme pénitentiaire aux Etats-Unis (3).

En faveur du système pensylvanien, on fait valoir que lui seul produit dans leur intégralité les heureux effets de la séparation individuelle. Ces effets sont, les uns négatifs, les autres positifs. Les effets négatifs consistent à empêcher la corruption mutuelle et fatale des détenus, les ententes entre codétenus pour la perpétration de crimes en participation à leur libération, le danger qu'à la sortie de prison un détenu qui cherche à se reclasser ne soit pas en butte au chantage d'un

(1) Howard Wines, *Punishment...*, p. 149.

(2) Dès 1825, Elam Lynds fut appelé — en raison de sa réputation — à construire et à diriger la prison de Sing-Sing, la plus grande des state prisons américaines. Il se servit pour la bâtir de la main-d'œuvre pénale. Ce procédé audacieux eut beaucoup de retentissement.

(3) V. *Handbuch*, de Holtzendorff, t. I, pp. 94 et s. « Kampf und Annäherung der beiden Amerikanischen Systeme » et Howard Wines, *Punishment*, pp. 151 et suiv.

de ses camarades de peine qui l'a reconnu et lui fait acheter son silence.

Les effets positifs consistent surtout dans le réveil du sens moral chez l'homme qui est laissé à ses propres réflexions, réveil que décrivait si bien Howard dans le passage suivant de l'*Etat des prisons*. « La solitude et le silence effraient le crime ; elles portent l'âme à la réflexion et la réflexion au repentir. Le méchant est un homme dépravé ; dans le recueillement et le calme, il s'épure, et les heures silencieuses et pensives ramènent plus d'hommes égarés à l'amour de l'ordre et de l'honnêteté, que les punitions les plus sévères et les exhortations les plus fortes des ministres de la religion » (1).

Ce tableau élevé de l'efficacité moralisante de la cellule rencontre, il est vrai, quelques contradicteurs, Lafayette, par exemple, qui racontait que pendant sa détention à la forteresse d'Olmutz, il n'avait fait que rouler dans sa tête des plans de révolutions et qui en concluait que les criminels soumis à l'isolement ne doivent songer qu'à de nouvelles entreprises criminelles. On ajoute qu'il y a bien des tempéraments pour lesquels l'isolement peut être non seulement moralement, mais intellectuellement dangereux; la preuve en est dans les accidents qui ont signalé les premiers essais du système pensylvanien.

Aristote dit quelque part que pour vivre seul il faut être un dieu ou une brute (2) ; il n'y a dans cette affirmation rien qui encourage à soumettre les criminels à un isolement prolongé. Il n'est pas douteux qu'au point de vue de l'aliénation mentale, les statistiques que fournit l'application du régime auburnien ne soient bien meilleures que celles du régime cellulaire de jour et de nuit (3). Elles le sont également en ce qui concerne l'état sanitaire en général ; la proportion des décès paraissant un peu plus élevée dans les prisons comportant l'iso-

(1) *State of prisons*, t. I. p. 45.
(2) Aristote, *Politique*, l. I, ch. I, n. 12.
(3) V. quelques extraits dans Chastel, *Avantages du régime d'Auburn*, thèse de doctorat, Paris, 1900.

lement de jour et de nuit (3,5 o/o) que dans celles qui n'appliquent l'isolement que la nuit seulement (environ 2,7 o/o).

Au point de vue de l'amendement, on va jusqu'à prétendre que le système auburnien serait également supérieur au pensylvanien, dans les conditions ordinaires de leur application. Pour que la cellule ait une efficacité moralisatrice, il faut qu'elle soit largement ouverte aux bonnes influences du dehors qui viendront fortifier et guider la réflexion solitaire du condamné ; il faut des entretiens prolongés avec le directeur, les gardiens, l'aumônier, des visiteurs dévoués, etc. Une pareille assiduité est-elle possible dans ces prisons qui renferment plusieurs centaines, quelquefois plus d'un millier de cellules ? Le personnel de garde ou d'administration est toujours trop peu nombreux pour suffire à une pareille tâche. Le médecin de la prison de Philadelphie, dans un rapport publié en 1850, disait que le temps de conversation que pouvait avoir par jour un détenu avec les fonctionnaires de la prison ne dépassait pas, peut-être même n'atteignait pas dix minutes. Quant aux visiteurs charitables, ils ne s'offriront jamais qu'en quantité insignifiante. Notre vie est trop affairée et trop fiévreuse pour que nous puissions passer plusieurs heures par jour auprès des prisonniers, en admettant que nous en ayons la bonne volonté. Charles Lucas rappelait amèrement qu'il avait, pendant trente ans de sa vie, travaillé à généraliser en France « la modeste institution d'une simple commission de surveillance » et qu'il n'y avait pas réussi (1). Il est vrai qu'on peut organiser des chapelles et des salles de conférence avec des stalles empêchant toute communication entre les auditeurs (2), mais il est impossible au conférencier et à l'aumônier de s'intéresser en particulier à chacun de ses auditeurs, surtout si on leur impose le port de la cagoule qui lui dérobe leurs traits. Au contraire, supposez avec le système

(1) Charles Lucas, *Le droit criminel et la réforme pénitentiaire en Suède*, p. 21 et suiv.

(2) V. la reproduction de la chapelle cellulaire de la prison prussienne de Moabit, dans le *Lehrbuch* de Krohne, pl. VII.

auburnien un personnel de garde bien recruté et comprenant sa mission, en contact avec les détenus pendant tous les instants de la journée, que d'occasions d'encouragements, de bons conseils, de paroles réconfortantes adressées au moment opportun, pour réveiller dans ces consciences endormies le désir de bien faire ! Le gardien étudie à loisir les détenus, il les suit à l'atelier, au réfectoire, dans les préaux, exerçant sur eux une influence salutaire constante.

Il n'échappe à personne que, pour faire produire à la discipline auburnienne d'aussi constants résultats, il faudrait un personnel de garde composé de véritables apôtres, aussi difficiles probablement à recruter que les visiteurs charitables des cellules pensylvaniennes. La conclusion de la comparaison des deux systèmes au point de vue de l'amendement n'a donc rien de décisif. Chacun de ces systèmes vaudra ce que vaudront les personnes qui l'appliqueront.

En ce qui concerne l'efficacité répressive, la cellule possède un pouvoir incontestable d'intimidation sur les malfaiteurs, en particulier sur les mendiants et les vagabonds. La généralisation du système cellulaire de jour et de nuit en Belgique a provoqué vers nos départements du Nord un véritable exode de délinquants professionnels.

Il est prouvé qu'en France nos prisons de courtes peines, où l'emprisonnement se subit en commun, sont assurées, toutes choses égales d'ailleurs, d'une clientèle plus nombreuse et plus fidèle que les maisons où la loi de 1875 a reçu son exécution. Il ne faut pas cependant méconnaître que le système auburnien, appliqué avec vigueur, devient très suffisamment répressif. Une prison auburnienne, où l'on maintient avec une implacable sévérité la loi du silence et de l'assiduité au travail, devient un séjour fort peu enviable, et nombreux sont les détenus qui, ayant pu faire la comparaison des deux régimes, préfèrent l'isolement de jour et de nuit (1) : ce sont

(1) V. l'enquête faite par M. Guelton à la maison centrale de Louvain, *Rev. pén.* 1895, pp. 795 et s.

même les criminels les plus endurcis. Elam Lynds, qui fit le premier fonctionner, dans ces conditions rigoureuses, le système auburnien, a laissé la réputation d'un homme redoutable, inspirant la terreur aux prisonniers (1). L'obligation du silence pour un homme qui vit seul est beaucoup moins pénible que lorsqu'il est réuni à ses semblables, car alors il a la tentation de parler : qu'il accepte par crainte ou par volontaire soumission la loi du silence, il y a toujours pour lui une souffrance que ressent peu ou point celui qui, entre les quatre murs d'une cellule, se trouve dans l'impossibilité matérielle de désobéir. C'est ainsi que la règle du silence, imposée aux trappistes qui travaillent et vivent en commun, apparaît à beaucoup de personnes comme beaucoup plus mortifiante que celle qui s'impose naturellement aux Chartreux par suite de leur encellulement.

Il faut reconnaître, toutefois, qu'en pratique il faut un personnel singulièrement vigilant pour lutter contre l'ingéniosité des détenus et leur interdire toute communication.

Reste enfin un dernier chef de comparaison, c'est le point de vue financier. Sur ce chef la supériorité du régime auburnien n'a jamais été contestée, bien que la division de la journée du détenu en deux périodes, la période diurne en commun et la période nocturne dans l'isolement nécessite la construction, en outre du bâtiment cellulaire, d'ateliers, de réfectoires, de salles de conférences, etc. La cellule de jour et de nuit coûte cher, car le détenu y faisant un séjour continu, elle doit être plus grande, plus confortable, plus aérée. Nous avons vu dans le chapitre précédent le prix de revient d'une cellule en France, il varie de 4 à 8.000 francs, suivant l'importance de la prison, suivant aussi l'habileté professionnelle de ceux qui la font construire. La cellule auburnienne peut, au contraire,

(1) V. l'anecdote citée par Howard Wines, *Punishment*... p. 149. Elam Lynds, est un des nombreux praticiens qui regardent les châtiments corporels administrés avec intelligence comme une des meilleures sanctions du régime disciplinaire. C'est même là un des griefs que les partisans du système pensylvanien ont élevé contre le système auburnien, c'est que l'emploi du fouet a été considéré par les initiateurs de ce dernier comme un accessoire obligé du régime.

être établie au prix de 1.000 francs environ, et la construction des annexes pour le travail et les repas en commun est loin d'absorber la différence entre ce prix et celui de la cellule pensylvanienne. Il est également incontestable, d'autre part, que l'organisation d'un travail productif dans les prisons comportant l'isolement de jour et de nuit est extrêmement difficile et nécessite une installation coûteuse. Ou bien chaque cellule aura sa machine, ce qui entraînera des frais considérables de matériel et de transmission de forces, ou bien chaque détenu sera occupé à un de ces petits métiers à la main dont l'apprentissage est parfois long et la production peu rémunérée. C'est l'emploi des machines et la division du travail qui permettent de produire beaucoup avec un minimum de frais généraux, or, une telle organisation exige pratiquement que les détenus soient réunis par groupes dans des ateliers. Cela est si vrai qu'actuellement, dans la prison de Philadelphie, qui peut être considérée comme le berceau du régime de l'isolement complet, le sens pratique des Américains, triomphant de leurs convictions pénitentiaires, les a amenés à réunir ensemble, pour les besoins du travail, deux ou trois condamnés, en enlevant les cloisons séparatives de leur cellule (1).

L'abandon du système a été encore plus complet au Western Penitentiary (Pittsbourg), où le travail s'effectue en commun (2).

Bien que les Etats-Unis aient été à l'avant-garde de la réforme pénitentiaire, l'organisation actuelle de leurs pénitenciers n'est pas digne d'être proposée à l'admiration des autres pays. Il n'y a pas d'administration pénitentiaire centrale, et chaque Etat a sa législation pénale et pénitentiaire particulière ; on peut même dire que chaque directeur des prisons a son système (3). La situation des maisons de longues

(1) V. le compte rendu de l'enquête faite, il y a une quinzaine d'années, par M. Aschrott, magistrat allemand, sur le régime pénal et pénitentiaire des Etats-Unis « Aus dem Strafen und Gefangnisswesen Nordamerikas. *Sammlung Gemeinverstandlicher wissenschaftlicher Vorträge* de Virchow » (76e fascicule), Hambourg, 1889, pp. 46 et s., analysé dans *Rev. pén.*, 1890, pp. 180 et s.

(2) Aschrott, *loc. cit.*, pp. 50 et 53.

(3) Krohne, *Lehrbuch*, p. 50.

peines (State prisons) est encore acceptable, mais celle des maisons de courtes peines laisse beaucoup à désirer (1). Chose curieuse, dans cette terre classique de l'emprisonnement cellulaire, et de l'emprisonnement cellulaire appliqué aux longues peines, l'opinion a bientôt cessé de lui être favorable ; le système auburnien lui-même n'inspire plus confiance et on l'applique sans conviction, c'est-à-dire sans s'attacher à l'observation complète de la loi du silence, ce qui expose les détenus à tous les graves inconvénients de la promiscuité. Il y a d'ailleurs des prisons de courtes peines où cette promiscuité est permanente.

Il semble que les Américains, chez qui des associations scientifiques et charitables continuent toujours à nourrir l'idée du progrès pénitentiaire, ne cherchent plus tant ce progrès dans un système quelconque d'emprisonnement, que dans l'application d'une discipline moralisatrice bien comprise. C'est cette pensée qui a sans doute inspiré la création des réformatories, que nous étudierons dans la section suivante (2).

B. — *Angleterre*

109. — L'histoire de la réforme pénitentiaire en Angleterre comporte une distinction fondamentale entre le régime des peines pour crimes et celui des peines pour délits. Jusqu'à la seconde moitié du XIX^e^ siècle, l'organisation des premières est restée presque complètement étrangère à l'idée d'amendement. Sauf pendant quelques années, tout à fait à la fin du XVIII^e^ siècle, leur procédé ordinaire d'exécution a été la transportation dans une colonie : or, l'idée qui a principale-

(4) HOWARD, *red Punishment...*, pp. 313 et s.

(5) Le document principal à consulter est le rapport présenté pour l'exposition de 1900 sur les prisons américaines, avec introduction de S. J. BARROWS. Conf. « Systèmes pénitentiaires aux Etats-Unis », par GEORGES PICOT, *Rev. pén.*, 1901, pp. 1292 s. la « Question pénitentiaire aux Etats-Unis », compte rendu d'un article de SAMUEL BARROWS, *Rev. pén.*, 1903, pp. 1254 et s., et « Méthode pénale et établissements pénitentiaires des États-Unis », par GRUBB, *Rev. pén.*, 1905, pp. 222 et s.

ment inspiré la transportation anglaise, c'est l'élimination ; elle n'a été conçue et organisée comme une peine réformatrice qu'à la veille même de tomber en désuétude et d'être remplacée par la « penal servitude » définitivement constituée à partir de 1864. La servitude pénale est au contraire une peine réformatrice d'une construction originale, à laquelle on a donné le nom de système progressif, et qui doit figurer dans notre étude de législation comparée, telle que nous l'avons comprise et limitée.

Quant aux peines pour délits, leur mode d'exécution n'a rien qui doive retenir notre attention. Elles se subissent dans les prisons locales ou prisons de comtés (local prisons, county jails). Ces prisons sont restées pendant longtemps sous la direction des autorités locales, peu soucieuses en général de réforme pénitentiaire. Sous l'influence immédiate de Howard, trois maisons cellulaires furent construites à Horsham (1779), à Petworth (1785) et à Gloucester (1785), mais après lui, le mouvement s'arrête, rencontrant non seulement l'indifférence dans le public, mais une répulsion particulière de la part de Georges III. Désormais pendant le cours du XIX^e^ siècle, s'engage contre l'inertie des autorités locales une lutte conduite avec persévérance par des esprits généreux, soit isolés, soit groupés en association, par exemple, à partir de 1866, la Howard Association, pour introduire dans le fonctionnement des prisons locales l'unité de régime et de direction. Cette lutte s'est terminée par le triomphe complet des réformateurs ; c'est ce qui la distingue du conflit entre les départements et l'Etat pour la prompte exécution de la loi de 1875 en France, et dans lequel la résistance passive des départements n'est pas sans rappeler l'attitude des autorités locales anglaises. Un act de 1877, complété en 1885, a placé toutes les prisons locales d'Angleterre sous l'autorité immédiate du ministère de l'Intérieur (Home department) où leur administration est centralisée dans une Direction (1). Cette Direction centrale

(1) Cette direction, depuis 1885, a été réunie à celle des prisons de convicts. *Rev. pén.*, 1897, p. 574.

s'est mise énergiquement à l'œuvre ; elle a unifié dans toutes les prisons locales le mode d'exécution de la peine d'emprisonnement, en lui donnant comme base la séparation individuelle. Il n'y a pas toutefois prohibition du travail en commun, mais il doit s'exécuter sous l'application stricte de la loi du silence. En 1887, on avait désaffecté 52 prisons locales sur 113. Il y en a actuellement 56. Le résultat de cette action énergique ne s'est pas fait attendre ; en même temps qu'une baisse de la criminalité générale, on a constaté une moralisation progressive de la population détenue (1). Tout en reconnaissant l'intérêt qui s'attache à une pareille réussite, on ne saurait y voir autre chose que la conséquence de l'application intelligente d'un système déjà connu. Nous laissons donc de côté le régime des local prisons, pour nous occuper exclusivement désormais de la servitude pénale.

110. — L'idée maîtresse de ce système se retrouve dans l'organisation qu'un praticien illustre, le capitaine Maconochie, introduisit vers 1840 dans le dépôt de convicts (2) de l'île de Norforlk. On expédiait dans cette île les condamnés particulièrement dangereux, les « doubly convicted », c'est-à-dire ceux qui s'étaient rendus coupables d'un nouveau crime après leur transportation en Australie. Le séjour de l'île était devenu intolérable, les convicts en état de rébellion constante se portaient aux excès les plus graves, que l'on réprimait avec une sévérité inouïe, au point que les condamnés acceptaient la mort comme une délivrance (3). Maconochie fit dans ces conditions la première application d'un système qu'il avait soumis en 1837 à l'appréciation de la Commission de la transportation à la Chambre des communes. Ce système consistait « à mesurer la durée de la peine par une somme de

(1) V. sur ces derniers points, ainsi que sur l'évolution du régime des County jails au XIX^e^ siècle, KROHNE, *Lehrbuch*, pp. 62 et s. en particulier, p. 67. Conf. ASCHROTT, *Strafensystem und Gefängnisswesen in England*, Berlin, 1887. *Rev. pén.*, 1897, pp. 568 et s.

(2) Le mot convict désigne le condamné à une longue peine pour crime, tandis que le détenu des local prisons s'appelle prisoner.

(3) TALLACK, *Penological*, etc. « The Social Crime against prisoners », p. 64.

travail et de bonne conduite imposée au condamné. Cette somme serait représentée par des marques (sortes de bons points), si bien que le nombre de marques à obtenir par le condamné avant de mériter sa libération serait en proportion de la gravité de son crime. Jour par jour, selon la quantité de travail produit, on le créditerait d'une ou plusieurs de ces marques, déduction faite des suppléments de nourriture ou autres faveurs qui lui seraient immédiatement accordés ; en cas de mauvaise conduite, on lui imposerait une amende modérée ; de toute façon, c'est seulement l'excédent net de marques, ressortissant après ces imputations qui compterait pour la libération ». De la sorte Maconochie « visait à placer le sort du condamné entre ses propres mains, à lui imposer comme une série d'amendes à payer pour son crime, à l'entraîner pendant l'accomplissement de sa peine à ces habitudes d'économie et de prévoyance qui le préserveraient d'une rechute à sa libération » (1).

Maconochie appliqua ce système aux convicts de l'île de Norfolk, paraît-il, sous sa propre responsabilité. Le résultat fut merveilleux, et en quatre ans il réussit à transformer complètement cette population révoltée.

Nommé dans la suite directeur de la prison de Birmingham en Angleterre, il fit de nouveau l'essai de son système, mais il se heurta à des difficultés légales qui l'empêchèrent de réussir (2). Cela n'empêcha pas d'ailleurs la loi anglaise d'accueillir et de consacrer le régime des marques, quand Walter Crofton, qui l'avait emprunté à Maconochie, l'eut appliqué avec bonheur en Irlande, d'où le nom de système irlandais qu'on lui donne parfois ; on l'appelle aussi système progressif, parce que, comme nous allons le voir, il prépare pro-

(1) Ces citations sont tirées du rapport de MACONOCHIE à la Commission de la transportation, reproduit partiellement par HOWARD WINES, *Punishment,* etc., pp. 186 et 187. Déjà en 1832, l'archevêque de Dublin, WHATELY avait émis la proposition de modifier la tarification de la peine, en substituant à l'indication de sa durée celle d'une certaine somme de travail à accomplir. On ignore si MACONOCHIE a eu connaissance de cette proposition et s'en est inspiré.

(2) HOWARD WINES, *Punishment*, p. 188.

gressivement le condamné à sa libération, en créant entre l'emprisonnement cellulaire et la pleine liberté un ou deux régimes intermédiaires; il y en avait deux dans le système progressif, tel que Walter Crofton le fit fonctionner en Irlande; il n'y en a plus qu'un dans celui qui est en vigueur actuellement en Angleterre pour l'exécution de la servitude pénale (1).

La peine de la servitude pénale est divisée en trois périodes. La première est constituée par un stage cellulaire de neuf mois dans une première catégorie de maisons centrales telles que Milbank, Pentonville, Wormwood-scrubs, Chelmsford, Dorchester, etc., ou bien dans les prisons locales. Il peut se faire que le convict soit pendant le premier mois (2) soumis, comme peut l'être aussi le détenu des prisons locales, à un régime particulièrement dur appelé « hard labour », pendant lequel il était autrefois appliqué à un travail improductif, tel que tourner la manivelle (crank) ou la roue de moulin (tread mill). Ces travaux improductifs ont été supprimés en 1898; aujourd'hui le travail est toujours utile, le détenu pompe de l'eau, scie du bois, etc. Après ce stage d'isolement complet de jour et de nuit, le convict est dirigé sur une deuxième catégorie de maisons centrales appelée « public workhouses » Chatham, Douvres, Portsmouth, etc., où est appliqué le régime auburnien, isolement de nuit, travail en commun pendant le jour. C'est alors que commencent à être employées les marques. A cet effet, les convicts sont divisés en quatre classes : la classe d'épreuve, la troisième classe, la seconde et la première. La classe d'épreuve comprend les neuf mois du stage cellulaire plus, au moins, les trois premiers mois de séjour dans le public workhouse; pour passer de cette classe à la troisième, il faut 720 marques : le convict n'en peut obtenir

(1) Sur le régime progressif on trouvera une bibliographie suffisante dans le *Handbuch*, de Holtzendorff, pp. 116 et 117. *Lehrbuch*, de Krohne, p. 72 et Garraud, *Traité*, t. II, p. 42, n. 16. Adde, article de Paul Baillière, sur la Servitude pénale et le « Hard labour », *Rev. pén.*, 1896, pp. 251 et s.

(2) Avant 1877 cela pouvait être pendant les trois premiers mois.

que 8 par jour au maximum ; ce maximum représente un travail tout à fait intensif et une application soutenue. Dans les mêmes conditions il faut 2920 marques pour passer de la troisième classe à la seconde et de la seconde à la première.

La première classe comprend elle-même une subdivision supérieure, qu'on appelle classe spéciale. La situation du convict s'améliore à mesure qu'il s'élève d'une classe à l'autre. Dans la classe d'épreuve, il ne reçoit aucune rémunération pour son travail, dans la troisième, il gagne un shilling par mois ; dans la seconde un shilling et six pence, dans la première une demi-couronne. Même progression, en ce qui concerne le régime alimentaire, les fournitures de literie, qui au début sont constituées par une simple planche, le droit de recevoir des visites ou d'écrire des lettres, etc. Si le convict n'a pas d'antécédents judiciaires, il est séparé des autres et mis dans une classe spéciale « the star class », ainsi appelée parce que les convicts qui en font partie portent sur la poitrine une étoile rouge (1). La prison de Douvres leur est même entièrement affectée.

Le condamné qui s'est élevé jusqu'à la première classe et qui a fait dans le public workhouse un séjour, dont le minimum est fixé d'avance, peut prétendre à la libération conditionnelle et recevoir un « ticket of leave » ou plus exactement, depuis que la disparition de la transportation a contraint l'Angleterre à garder sur le territoire métropolitain les convicts libérés « the license to be at large in the United Kingdom and the Channel Islands ». Le libéré conditionnel, licence holder, est soumis à certaines obligations qui lui font une situation comparable au libéré soumis autrefois en France à la surveillance de la haute police.

Walter Crofton avait imaginé de faire subir aux condamnés à la servitude pénale un stage intermédiaire entre le public workhouse et la libération conditionnelle. Estimant que la vie en prison ne permet pas à un convict, même de première

(1) Chaque classe porte en outre un uniforme différent.

classe, de faire l'épreuve de sa force morale et de reconnaître s'il est mûr pour la liberté, il lui imposait, une fois libéré des travaux publics, un séjour d'au moins six mois dans la prison de Lusk, prison originale n'ayant ni murs, ni barreaux, ni verroux et où les convicts, logés dans des baraques métalliques démontables, s'embauchaient comme des travailleurs libres dans la culture ou l'industrie. Ils apprenaient ainsi à se surveiller eux-mêmes, self control (1). Le succès de l'établissement de Lusk a été en réalité le succès d'un homme, M. Organ, son directeur, plus que celui de l'institution elle-même, et ce stage intermédiaire a été supprimé quand Walter Crofton cessa de diriger les prisons de convict irlandaises. Le système a cependant fait école : il existe en Europe un établissement pénitentiaire où le régime inventé par Walter Crofton est appliqué dans son intégralité, c'est celui de Lepoglava, en Hongrie, où pendant le stage intermédiaire, les condamnés sont disséminés dans des fermes (2).

En dehors de son organisation progressive, ce qui caractérise le régime de la servitude pénale c'est la nature du travail imposé aux convicts. Les Anglais ont fait en grand l'expérience du travail à l'extérieur, all' aperto ; le deuxième stage ne comporte que des travaux publics. Cette expérience leur a été profitable, et ils ont réussi à tirer de la main-d'œuvre pénale un très fort rendement et à couvrir les frais d'entretien et de nourriture des convicts ; les prisons se suffisent à elles-mêmes, c'est le système du self supporting. La prison de Wormwood-scrubs a été tout entière construite par les convicts ; de même, la digue de Portsmouth, une partie des docks de Chatham, etc. (3). On n'a point donné aux convicts, comme on le faisait autrefois aux forçats français dans les anciens bagnes métropolitains, des travaux d'entretien à exécuter, mais des travaux neufs, dont le contrôle est plus facile et qui

(1) Pour tous ces détails. V. Howard Wines, *Punishment*, p. 190.
(2) Sur le pénitentiaire de Lepoglava, v. *Rev. pén.*, 1886, pp. 7 et s.
(3) V. le détail, *Rev. pén.*, 1896, pp. 244 et 245.

familiarisent le condamné avec un plus grand nombre de métiers.

Comme le régime pensylvanien et le régime auburnien, le régime progressif anglais et irlandais a rencontré bien des critiques qu'il convient de faire figurer comme conclusion de notre examen. Ces critiques sont d'autant plus graves qu'elles sont dirigées contre le principe même du système ; les Anglais ont redouté l'isolement trop prolongé, ils ont estimé que la cellule employée à haute dose risquait d'atrophier en quelque sorte la sociabilité du condamné et le préparait mal à reprendre l'usage de sa liberté; ils ont alors cherché à nuancer par des transitions le passage de l'isolement complet à la liberté complète. De bons esprits pensent que c'est là une erreur. Si la prison commune n'est que l'école préparatoire de la récidive, elle ne perd pas ce caractère lorsqu'elle est imposée à un détenu qui vient de terminer un stage cellulaire. Comme l'a dit spirituellement M. Rivière, on ne place pas dans un courant d'air les gens qui ont un rhume, sous prétexte qu'il faut qu'ils s'aguerrissent et qu'ils y seront exposés plus tard (1). « Pourquoi prendre un si grand soin pour isoler les condamnés, pour leur inspirer la pensée du repentir, et surtout pour les éloigner, les séparer les uns des autres; pourquoi prendre tant de peine et les replonger au bout de quelques mois dans une promiscuité, où les mauvais exemples et les mauvais conseils ont bien vite et bien facilement raison de l'enseignement de la cellule? » (2). En tout cas, il faudrait se garder de proposer sans distinction le système progressif à l'imitation des nations en quête d'un bon régime pénitentiaire,

(1) A cet argument d'analogie d'ordre médical, M. Tarde a répondu par une objection tirée du même ordre d'idées en disant : « Faire passer brusquement de la cellule hermétiquement close à la pleine liberté le libéré ou plutôt le condamné à la récidive, autant vaudrait faire sortir de son lit un malade alité depuis plusieurs mois pour l'envoyer courir au grand air (*Philosophie pénale*, p. 524). La discussion peut ainsi se prolonger fort longtemps, tant qu'on ne la transportera, pas sur le terrain concret des régimes pénitentiaires tels qu'on les applique.

(2) Observations de M. Desportes, *Rev. pén.*, 1886, p. 13. Conf. Garraud, *Traité*, t. II, p. 46.

et ce qui a pu réussir dans un pays ou pour une race déterminés risquerait d'être ailleurs la source de regrettables déconvenues (1).

C. — *Belgique* (2).

111. — Nous avons vu qu'à la fin du XVIII^e^ siècle (1775), il avait été fait dans la Flandre autrichienne une des plus célèbres applications du régime qui devait, cinquante ans plus tard, s'appeler le régime auburnien. La prison de Gand ne devait pas tarder cependant à péricliter. Les réclamations des industriels libres qui se prétendaient lésés par la concurrence du travail intensif des prisonniers aboutirent à la fermeture des ateliers (1783) ; puis la Belgique devient française, les idées se détournent alors de la réforme pénitentiaire. La situation reste stationnaire pendant près de trente ans, même après la désincorporation de la Belgique du territoire français et sa réunion à la Hollande : mauvaise organisation du travail et relâchement de la discipline, notamment, par suite de l'autorisation de vendre des boissons.

C'est l'initiative d'un homme qui, en Belgique, comme il est arrivé également en Angleterre, a été le point de départ du mouvement de réforme. En 1830, l'inspecteur général des prisons Ducpétiaux, prend à tâche de faire cesser les abus. Il est partisan de l'isolement complet de jour et de nuit et, sous son influence, quelques essais de ce régime sont tentés à Gand et à Vilvorde vers 1835. Ces essais réussissent ; ils encouragent l'administration à persévérer dans cette voie, mais, chose curieuse, sans que les chambres se décident à voter une loi adoptant d'une façon générale l'emprisonnement

(1) Observations de M. Albert Rivière comparant le tempérament croate au tempérament français, *Rev. pén.*, 1886, p. 136,

(2) On trouvera sur la réforme pénitentiaire en Belgique et l'état actuel des prisons belges des détails intéressants dans la thèse de M. Henri Martin, sur la *Cellule belge*, Paris, 1900. Consultez comme précédemment la bibliographie indiquée par le *Handbuch*, de Holtzendorff, p. 275 et le *Lehrbuch*, de Krohne, p. 98.

cellulaire comme mode d'exécution de toutes les peines privatives de liberté. Cette loi existe cependant aujourd'hui, mais elle n'a été votée que le 4 mars 1870, après trente ans d'élaboration parlementaire et le dépôt de deux projets, qui n'ont pas abouti l'un en 1844, présenté par le ministre de la Justice, d'Anéthan, l'autre en 1853, incorporé dans le projet de revision du Code pénal. On n'arrivait pas à se mettre d'accord, ni sur la mesure dans laquelle on adopterait le système pensylvanien — serait-ce pour toutes les peines et pour toute leur durée, ne conviendrait-il pas de fixer un maximum ? — ni sur les effets que cette adoption entraînerait relativement à la durée de ces peines. Ducpétiaux pensait, et son idée a fini par triompher, que la soumission du détenu au régime cellulaire, par le fait même qu'elle accentuait la sévérité de la peine, devait être compensée par une abréviation de sa durée.

Malgré ces divergences sur les questions d'application, la majorité des Chambres est restée pendant ces trente années qui ont précédé le vote de la loi de 1870, favorable au principe de la séparation individuelle, et c'est avec sa complicité tacite que, de 1835 à 1860, ont été construites plusieurs maisons cellulaires, par exemple les prisons secondaires, c'est-à-dire pour condamnés correctionnels, de Bruxelles, Tongres, Liège, Bruges, Anvers, Courtrai, Charleroi, Denain, Verviers, Hasselt, et surtout la célèbre maison centrale de Louvain, inaugurée le 1er octobre 1860 (1). Le mouvement a naturellement continué après le vote de la loi de 1870, déjà si largement escompté. A l'heure actuelle, la Belgique n'a plus que quatre prisons en commun qui ne tarderont pas à être supprimées ou reconstruites. La rapidité de cette réforme s'explique d'abord par le zèle et le mérite supérieur des hommes qui l'ont conduite ; nous ne citerons pour ne parler que des morts, que le premier de tous Ducpétiaux et son digne continuateur Stevens qui a été par excellence le praticien éclairé du régime cellulaire. La seconde

(1) V. pl. 14, 15, 16 des annexes du *Handbuch*, de HOLTZENDORFF, t. I, les plans de la prison de Bruxelles et de celle de Louvain. Celle de Louvain réalise une heureuse combinaison entre le système panoptique et le système rayonnant.

cause, c'est l'initiative de l'Etat lui-même. La Belgique se trouvait, comme l'est encore la France, encombrée par le décret de 1811, attribuant aux départements la propriété des maisons de courtes peines. Le gouvernement belge a eu le courage d'abroger ce décret et de faire revenir à l'Etat cette dispendieuse propriété, il s'est contenté de demander aux provinces des subventions modestes pour la construction des nouvelles prisons, en en conservant la plus lourde charge. C'est ainsi par exemple, que la prison de Saint-Gilles à Bruxelle a coûté plus de 4 millions et demi, sur lesquels la province n'a fourni que 50.000 francs.

112. — Le régime créé par la loi de 1870 est encore celui qui est en vigueur en Belgique. Il faut l'étudier avec quelques détails, car lorsque la discussion s'engage dans un milieu pénitentiaire quelconque sur les mérites et les inconvénients de la cellule, c'est toujours l'expérience de la cellule belge que l'on invoque

La loi de 1870 pose d'abord le principe de la séparation individuelle pour toutes les peines privatives de liberté. « Les condamnés aux travaux forcés, à la détention, à la réclusion et à l'emprisonnement seront, pour autant que l'état des prisons le permettra, soumis au régime de la séparation ». Au moment où la loi de 1870 a été votée, toutes les prisons n'étaient pas encore cellulaires; c'est ce qui explique la réserve du texte qui vient d'être cité ; c'est ce qui explique aussi que l'on ait été amené, par une raison de justice, à réduire la durée de la peine pour ceux qui la subissaient dans une maison cellulaire au lieu de la subir dans une maison en commun. « Dans ce cas, ajoute alors la loi de 1870, la durée des peines prononcées par les cours et tribunaux, sera réduite dans les proportions suivantes :

Des 3/12 pour la première année ;
Des 4/12 pour les 2, 3, 4 et 5e années ;
Des 5/12 pour les 6, 7, 8 et 9e années ;
Des 6/12 pour les 10, 11 et 12e années ;
Des 7/12 pour les 13 et 14e années ;

Des 8/12 pour les 15 et 16e années ;
Des 9/12 pour les 17, 18, 19 et 20e années ».
Enfin, le paragraphe 5 de l'article unique de la loi porte que les condamnés à une peine perpétuelle (travaux forcés à perpétuité ou détention perpétuelle) « ne pourront être contraints à subir le régime de la séparation que pendant les dix premières années de leur captivité ». Toutefois, à l'expiration de ces dix années, ils ont le droit d'opter pour le maintien du régime cellulaire de jour et de nuit et de n'être transférés que sur leur demande dans la prison auburnienne de Gand.

Le but poursuivi par le législateur belge a été de faire produire à l'encellulement ses avantages positifs — moralisation — au moins autant que ses avantages négatifs — obstacle à la corruption mutuelle, etc. A cet effet, l'emploi du temps du détenu est minutieusement réglé ; il n'est jamais abandonné à lui-même, et l'on cherche à ouvrir largement la porte de sa cellule à toutes les bonnes influences. La cellule belge n'est pas le solitary confinement pensylvanien.

La journée du détenu est ainsi divisée : huit heures de sommeil, une heure environ de travaux de propreté, deux heures pour les repas et le repos, une heure de promenade, onze heures de travail. Le dimanche, le détenu conserve la faculté de travailler ; il peut aussi remplacer le travail par la lecture.

Le travail est présenté au détenu non pas tant comme une obligation résultant de la peine, que comme une distraction, un allègement du poids de la solitude. On attend ordinairement que les prisonniers nouvellement arrivés demandent à travailler ; c'est ce qui arrive le plus souvent, et il est rare qu'on en soit réduit à imposer le travail. Le travail dans les prisons belges est donc avant tout conçu comme un élément de moralisation ; cette pensée inspire son organisation et le mode d'exploitation de la main-d'œuvre pénale. Tandis qu'en Angleterre cette exploitation s'opère surtout dans l'intérêt de l'Etat pour arriver au self supporting, la grande préoccupation de l'administration belge, c'est d'employer le

détenu à un travail qui lui soit personnellement profitable. Comme le disait M. Stevens devant la commission d'enquête qui a préparé en France le vote de la loi de 1875 : « L'apprentissage professionnel des détenus ne doit dans aucun cas être sacrifié à la prétendue nécessité d'introduire dans les prisons des travaux productifs pour l'Etat : l'organisation des travaux doit plutôt profiter à l'avenir des détenus qu'aux intérêts du Trésor ». Une pareille orientation entraîne avec elle un certain nombre de conséquences qui paraissent avoir été généreusement prévues et acceptées par l'administration belge. Il faut que les travaux soient variés, de façon à pouvoir les répartir suivant les aptitudes des détenus, bien que cette variétés augmente les frais généraux. On s'attachera à apprendre au détenu un métier complet et à le rendre habile dans ce métier, sans se soucier des lenteurs de l'apprentissage (1), de la perte de matières premières et de l'improductivité des premiers mois de travail. A cet effet on exige, en principe, des gardiens la connaissance d'un des métiers organisés dans la prison. Toutes ces conditions font que l'exploitation des prisons à l'entreprise devient presqu'impossible et, en effet, les prisons belges fonctionnent toutes en régie ; elles travaillent, autant que cela se peut, pour le compte de l'Etat : la moitié à peu près des détenus sont employés à la confection d'équipements militaires. Lorsque l'Administration est obligée de demander du travail à l'industrie privée, le confectionnaire ou entrepreneur ne se voit pas attribuer, comme dans les prisons françaises, la direction et dans une certaine mesure la surveillance de ce travail ; il n'a accès dans la prison que pour empêcher par son contrôle les détournements de matériel et de marchandises. Lorsque le travail a été terminé par les soins de l'administration, il a seulement le droit de l'accepter ou de le refuser pour malfaçon. M. Stevens a tou-

(1) On peut critiquer à ce point de vue l'article 375 du règlement de la prison de Louvain qui dit que « l'apprentissage doit être aussi court et aussi facile que possible » on arrive ainsi à restreindre beaucoup le nombre des travaux susceptibles d'être organisés dans une prison.

jours été opposé au contrat d'entreprise qui lui paraissait mettre en quelque sorte les condamnés dans le commerce et donne à l'entrepreneur dans l'exécution de la peine un rôle que l'Etat ne doit pas pouvoir déléguer (1).

Une partie des produits du travail est attribuée au détenu sous le nom de pécule. Son organisation est sensiblement la même qu'en France (2).

Arrivons au régime disciplinaire, ce régime est forcément plus simple que dans les maisons en commun, car les infractions au règlement sont matériellement rendues plus rares par le fait même de la séparation individuelle. Les punitions consistent dans la privation plus ou moins complète de tout ce qui peut servir à distraire le détenu dans son isolement, travail, visites, promenade, lecture, correspondance, usage de la cantine, etc., il y a ensuite les punitions d'ordre alimentaire: la mise au pain et à l'eau et enfin le cachot. Les récompenses consistent au contraire, à augmenter le nombre des distractions, visites, correspondance, etc., à donner aux détenus des livres, des dessins avec lesquels ils ornent leurs cellules — on permet même à quelques-uns d'élever des oiseaux — enfin à leur autoriser l'usage du tabac au moment de la promenade dans le préau.

La permission d'acheter des vivres supplémentaires à la cantine peut également constituer une récompense comme son interdiction une peine, mais toutes deux d'une moindre efficacité qu'en France, le régime alimentaire étant plus substantiel et suffisant par lui-même.

Le principal moyen de moralisation, employé en dehors du travail et d'un usage intelligent des pénalités et des récompenses, consiste dans les visites faites au détenu. Ducpétiaux considérait les visites comme l'âme du régime cellulaire.

(1) V. Conversation de Stevens rapportée par M. Leveillé, *Instit. pénit. de la France*, p. 282.

(2) « Chaque détenu a un livret de travail portant son numéro et sur lequel le surveillant inscrit les travaux exécutés chaque fois qu'il les retire de la cellule. Cette inscription est suivie de son paraphe et au besoin de celui du détenu intéressé ». Henri Martin, thèse, *sup. cit.*, p. 85.

Chacun des fonctionnaires de la prison est tenu de voir tous les jours un certain nombre de détenus. « Ainsi à Louvain, le directeur doit environ faire 25 visites par jour, l'aumônier 50, l'instituteur 25, le gardien-chef 25 » (1). Il faut ajouter à ce chiffre les visites faites par les membres des sociétés de patronage. Il est ouvert à chaque détenu un compte moral qui contient des indications sur l'état moral et physique du détenu à son entrée et sur lequel, pendant la durée de la peine, on mentionne régulièrement tous les détails intéressant sa moralité, notes sur la conduite, punitions, récompenses. Ces notes sont données tous les mois à la suite d'une réunion des différents fonctionnaires de la prison, où ils se communiquent leurs observations.

113. — Il n'est pas douteux que la Belgique se soit bien trouvée du régime cellulaire. La marche de la criminalité est enrayée : le vagabondage et la mendicité ont diminué dans une proportion considérable. Bien que ces heureux résultats puissent être attribués encore à d'autres causes, il faut reconnaître que la réforme pénitentiaire y a eu sa part. Ce n'est pas que les critiques aient manqué contre l'application prolongée de la cellule qui est la base du système belge. Ces critiques sont anciennes, et nous les avons résumées plus haut en faisant la comparaison du régime pensylvanien et du régime auburnien. On les a renouvelées avec une particulière intensité depuis une vingtaine d'années, en s'appuyant sur des enquêtes faites dans les prisons belges. La plus retentissante de ces enquêtes est peut-être celle de l'avocat portugais Mattos, en mai 1882, qui formula, après une visite à Louvain et à Gand un réquisitoire contre la cellule prolongée et lui reprocha d'aboutir à la dépression physique et morale des détenus. Quelques années plus tard, M. Léveillé à deux reprises, ayant visité les mêmes prisons, arrivait aux mêmes conclusions (2). Par contre le docteur Voisin (3), M. le conseiller Voisin,

(1) Henri Martin, thèse, *sup. cit.*, p. 55.

(2) V. *Rev. pén.*, 1894, pp. 769 et s. 1896, pp. 456 et s.

(3) Docteur Voisin « L'emprisonnement cellulaire en Belgique », *Rev. pén.*, 1888, pp. 987 et s. 1889, pp. 82 et s.

M. Henri Joly, M. Albert Rivière ont rapporté de leurs voyages en Belgique des impressions absolument différentes. Ils prétendent que les détenus qui leur ont été présentés, et qui avaient subi 7, 8 et 10 ans de cellule, quelques-uns même plus de 20 ans, sans se trouver dans un état intellectuel et moral très satisfaisant, étaient cependant supérieurs à la moyenne des détenus de nos prisons françaises en commun. Il est vrai que le chiffre annuel des décès est assez élevé à Louvain, 4,3 o/o environ (1) pour la période quinquennale du 1er janvier 1889 au 31 décembre 1893, mais il ne faut pas oublier que les détenus à leur entrée ne sont pas tous dans de bonnes conditions de santé physique. Enfin, si l'on interroge les détenus eux-mêmes, la plupart manifestent le désir de rester en cellule plutôt que d'être transférés dans une prison en commun. C'est ainsi qu'en ce qui concerne l'application du paragraphe 5 de la loi de 1870 plus haut cité, sur 105 condamnés ayant atteint dix ans de cellule de 1878 à 1894, il y en a 71 qui ont opté pour la continuation du régime.

Ils s'étaient adaptés au régime cellulaire qui conservait pour eux sa vertu préservatrice contre la contagion morale, tout en leur faisant moins sentir son effet répressif et privatif : ainsi se trouve justifié ce mot de l'imitation *cella continuata dulcescit* (2).

Souvent s'est posée, devant la Société des prisons, la question de l'application de la cellule aux longues peines — quant aux courtes peines, en effet, tout le monde est unanime à l'admettre — je ne crois pas que l'on puisse emporter une impression nette des discussions qui se sont engagées à ce sujet (3).

(1) *Sic* GUELTON, *Rev. pén.*, 1895, p. 211 ; *Contrà*, Docteur VOISIN, *Rev. pén.*, 1889, p. 103.

(2) *Imit.* L. 1, ch. XX. « De amore solitudinis et silentii », Verset 5.

(3) La plus importante et la plus récente est celle qui a eu lieu en 1894 à propos du rapport de M. VANIER sur les longues peines. V. notamment *Rev. pén.*, 1894, pp. 767 et s., pp. 960 et s. Adde les deux articles très importants de M. GUELTON, sur l'emprisonnement cellulaire, *Rev. pén.*, 1895, pp. 205 et s., pp. 794 et s., l'enquête *sup. cit.* du Docteur VOISIN, et les quelques pages écrites par STEVENS au sujet d'un article de M. PRINS, *Rev. pén.*, 1889, pp. 204 et s. M. PRINS a condensé dans son livre *Science pénale et droit positif*, nos 735 à 739, pp. 440 et s.,

On a discuté de part et d'autre avec trop d'intransigeance : les partisans de la cellule ont plus ou moins atténué ses réels inconvénients, que ses adversaires se sont attachés presque uniquement à faire ressortir. La valeur d'une institution pénitentiaire n'a rien d'absolu : il s'agit simplement de savoir si ses avantages dépassent notablement ses inconvénients ; il faut aussi ne pas oublier que cette valeur fait plus que doubler, quand le fonctionnement de l'institution est entre les mains d'hommes intelligents et dévoués. Si l'on pose en principe que les détenus ne seront soumis au régime cellulaire de jour et de nuit qu'autant que le médecin, qui les examinera à leur entrée et les visitera ensuite régulièrement en cours de peine, les jugera aptes à le supporter — or ce principe paraît bien appliqué dans les prisons belges, comme nous l'indiquons plus bas — s'il est entendu que l'on disposera toujours d'un personnel, de fonctionnaires et visiteurs suffisant pour entretenir la sociabilité de chaque détenu — ce qui n'est pas tout à fait encore le cas des prisons belges, bien que leur organisation soit cependant supérieure à ce point de vue à la prison de Philadelphie, dont les cellules sont moins largement ouvertes — si enfin on sait faire dans l'application de la cellule les discriminations nécessaires de sexe, d'âge et de race, il semble que l'on diminue beaucoup les conséquences fâcheuses de l'isolement prolongé.

En résumé, les Belges, sous l'influence de Ducpétiaux, paraissent avoir compris que les bons effets que l'on doit attendre de l'isolement en lui-même sont surtout négatifs, absence de corruption mutuelle, etc. Ils n'ont pas cru, comme les puritains de Pensylvanie, à l'influence moralisatrice positive de la cellule, à la génération spontanée du *self control* et du sens moral par le seul fait que le détenu est laissé à lui-même.

les principales critiques contre la cellule, appliquée aux longues peines. Elles méritent une considération particulière, étant donné d'abord le mérite personnel de leur auteur et aussi la compétence qu'il a acquise par ses fonctions mêmes d'inspecteur général des prisons belges. Il paraît favorable au régime progressif.

Il en est de la séparation individuelle comme de la stérilisation qui détruit souvent les bons microbes avec les mauvais : les organisateurs de la cellule belge ont cherché à en faire seulement un obstacle aux mauvaises influences : mais, estimant que le détenu abandonné à ses propres réflexions, songe ordinairement à tout autre chose qu'à revenir au bien, ils ont voulu qu'un aliment salutaire fût régulièrement fourni à ses réflexions par des visites, des lectures et des instructions.

Les critiques dirigées contre la cellule longue n'ont pas été cependant sans émouvoir le gouvernement belge. A ces critiques s'en joignaient d'ailleurs d'autres qui s'adressaient au système de réductions consacré par la loi de 1870. On lui reprochait d'aboutir à de trop grandes différences entre la durée de la peine prononcée et celle de la peine réellement subie. Ces différences égaraient l'opinion sur la sévérité effective des pénalités : elles n'avaient plus de raison d'être, puisque le régime cellulaire étant à la veille d'entrer en vigueur dans toutes les prisons belges, il n'y avait plus lieu de se préoccuper d'une égalité à maintenir entre les détenus, en considération de la différence du régime auquel on les soumettait. Ainsi s'explique que le 5 juillet 1889 M. le ministre Le Jeune ait déposé à la Chambre des représentants un projet dont l'article 1er supprime le système de réductions de la loi de 1870, le conservant seulement pour la supputation des délais relatifs à la libération conditionnelle, et dont les articles 2 et 3 restreignent à cinq ans, au lieu de dix ans, la durée du stage obligatoire, tout en laissant le gouvernement libre « dans des circonstances exceptionnelles dont il est juge » de décider que le détenu ne sera pas soumis du tout au régime de l'isolement, ou au contraire qu'il y sera soumis pour plus de cinq ans. Le projet n'a pas abouti. M. Le Jeune en a présenté un second au Sénat le 29 janvier 1897. Ce second projet est presque la reproduction du premier ; il n'a pas eu plus de succès.

Il ne semble pas que les Belges soient pressés de modifier

une législation dont ils ont en somme à se louer et dont ils peuvent nuancer et individualiser administrativement l'application. Il a toujours été admis que l'on ne devait pas soumettre à l'isolement tous les détenus sans distinction et sans examen : si, de l'avis des médecins, il apparaît qu'un détenu est ou est devenu incapable de supporter ce régime, on le dirigera sur une maison en commun. Il suffit qu'on invite les commissions médicales à apporter un peu plus de rigueur dans leur examen et la durée du stage cellulaire légalement obligatoire perd presque toute son importance pratique.

D. — *Les précédents de la loi de 1875 en France* (1)

114. — L'opinion publique en Franceà la fin XVIII^e^ siècle était merveilleusement préparée à accueillir l'idée de la réforme pénitentiaire. Les aspirations humanitaires et la sensibilité qui caractérisent cette époque inclinaient les esprits vers une diminution de la sévérité des peines, par simple répugnance pour tout ce qui est cruel et qui fait souffrir : elles ont trouvé un appui et une direction dans les doctrines utilitaires de Beccaria, de Bentham et même de Montesquieu (2) qui ont contribué à éloigner davantage encore les esprits d'un système répressif dont les rigueurs inintelligentes réunissant ensemble dans des prisons malsaines des individus très différents d'âge et de moralité aboutissaient à une méconnaissance complète de l'intérêt social. De 1775 à 1787, Howard fait trois voyages en France et son livre sur l'état des prisons, traduit en 1788, accentue ce mouvement d'idées en lui donnant comme aliment des formules pratiques, des propositions de réformes concrètes, pouvant faire l'objet de vœux précis.

(1) V. la bibliographie considérable citée par MAGNOL, *Rép.* FUZIER HERMANN, v^o^ Régime pénitentiaire.

(2) V. par exemple, *Esprit des lois*, l. VI, ch. IX. « Un bon législateur s'attachera moins à punir les crimes qu'à les prévenir : il s'appliquera plus à donner des mœurs qu'à infliger des supplices ».

Par trois fois, Louis XVI, dans une déclaration du 30 août 1780, dans celle de 1788 par laquelle il convoquait les Etats Généraux et enfin dans le discours qu'il prononça à l'ouverture de ces Etats, exprima le désir d'une réforme des prisons. Les cahiers des Etats Généraux contiennent presque tous des doléances et des demandes sur ce point (1).

En 1790, Mirabeau saisit l'occasion d'un rapport à faire au nom d'une commission nommée par l'Assemblée constituante, en vue de la suppression des lettres de cachet, pour vulgariser les idées de Howard et faire le procès des prisons de son temps, en même temps que celui d'un procédé abusif d'emprisonnement : il préconise l'isolement individuel, le travail obligatoire ; il pose le problème de la libération et en esquisse la solution (2).

En 1791, Bentham adressait à l'Assemblée législative son projet de Panopticon, c'est-à-dire un mémoire sur une prison modèle, permettant de surveiller d'un poste central le fonctionnement de tous les services intérieurs et les allées et venues des prisonniers (3). Il offrait de se charger de la direction de cette prison une fois construite.

La Convention devait reconnaître son initiative en lui décernant le titre de citoyen français.

En 1795 le duc de la Rochefoucauld-Liancourt publie sous le titre *des Prisons de Philadelphie par un Européen* le récit d'une visite faite à la maison cellulaire élevée en 1790 à titre

(1) DESJARDINS, *Les prisons de l'ancienne France*, pp. 551 et s. *Rev. pén.*, 1885, p. 416.

(2) Ce rapport a été publié en 1888 (Paris, Larose), par le vicomte HENRI BEGOUEN. Conf. ALBERT RIVIÈRE « Mirabeau criminaliste », *Revue britannique*, 1889, t. V, p. 5.

(3) V. le plan de Panopticon dans une planche du livre de Howard WINES, *Punishment*, etc., entre les pages 140 et 141. Ce plan paraît être dû à la collaboration de JÉRÉMIE BENTHAM et de son frère qui était architecte et chargé de la construction d'une prison en Russie, construction qui d'ailleurs ne fut pas entreprise à cause de la guerre entre la Turquie et la Russie. Ce modèle n'était pas pratique il a été partout écarté malgré les efforts faits en différents pays (Irlande, Angleterre, France, Etats-Unis) pour le mettre à exécution. V. BENTHAM, *Traités de législation civile et criminelle*, édition de DUMONT, 1820. T. III, pp. 7 et 8.

d'essai à Philadelphie dans la cour de l'ancienne prison de Walnut-Street.

Mais déjà notre législation criminelle et pénale avait été renouvelée par les Codes de 1791 où les idées nouvelles avaient pénétré. Bien que le système répressif qu'ils ont créé nous paraisse encore très sévère, il ne faut pas oublier qu'ils ont fait disparaître bien des cruautés inutiles : si la tarification des peines y est organisée avec une rigidité qui paraît implacable, il faut se souvenir que cette fixité est surtout le résultat d'une réaction contre l'arbitraire judiciaire de l'ancien droit.

Enfin, et c'est ce qui nous intéresse particulièrement, nous y voyons une première application, restreinte il est vrai, de la séparation individuelle dans l'organisation de la peine de la gêne (1).

Cet essai a passé inaperçu sans doute, parce que, semble-t-il, les textes qui l'instituaient sont restés lettre morte, ce qui est peu regrettable, à un certain point de vue, car l'isolement du détenu était trop complet : c'était le solitary confinement, et il est probable que la gêne eût présenté les mêmes inconvénients que la cellule pensylvanienne.

Ce qui est beaucoup plus regrettable, c'est l'oubli complet de l'idée d'amendement dans les Codes impériaux de 1808 et 1810 où les questions d'incrimination et de procédure ont fait passer au second plan l'organisation même des pénalités qu'ils décrètent. Travaux forcés, réclusion, emprisonnement, tout se ressemble en somme sous des étiquettes différentes, il n'y a là qu'une façade et rien de plus.

Dans ce régime pénitentiaire à peu près inexistant, la réforme morale du délinquant est pratiquement abandonnée, il n'y a rien qui en évoque la pensée si ce n'est le nom d'emprisonnement correctionnel dont a été décorée avec une cer-

(1) Art. 14, Code pénal du 6 octobre 1791 : « Tout condamné à la peine de la gêne sera enfermé seul dans un lieu bien éclairé, sans fers ni liens. Il ne pourra avoir pendant la durée de sa peine aucune communication avec les autres condamnés ou avec des personnes du dehors ».

taine ironie la peine privative de liberté réservée aux délits. Il n'est plus question d'emprisonnement individuel, mais simplement de certaines séparations entre diverses catégories de détenus, notamment les condamnés et les inculpés, séparations presque toujours méconnues dans l'application. Il n'est même pas bien sûr que le législateur ait prévu des maisons spéciales pour les mineurs délinquants. C'est l'idée d'intimidation qui domine et absorbe tout.

Il faut aller jusqu'à la Restauration pour assister au réveil des théories pénitentiaires. Les hommes politiques du nouveau régime arrivaient en partie de l'étranger et surtout d'Angleterre, où les idées de Howard les avaient séduits. Dès le mois d'août 1814, Louis XVIII manifeste dans une ordonnance qu'il a connaissance du fâcheux état des prisons et, le 6 septembre une autre ordonnance prescrit la construction à Paris d'une prison d'essai d'après le système de Philadelphie : son exécution est rendue impossible par la tourmente des Cent jours. Ce projet ne fut pas repris au retour de Louis XVIII : mais la réforme pénitentiaire reste néanmoins à l'ordre du jour.

Une ordonnance du 9 avril 1819 institue la Société royale des prisons, chargée de travailler à cette réforme, et crée des commissions de surveillance auprès des prisons départementales. La Société royale des prisons dura 10 ans ; de 1819 à 1829 : elle accomplit une tâche considérable, cherchant d'abord à se rendre compte de la gravité du mal par une enquête sur l'état des prisons françaises et traçant ensuite dans ses grandes lignes le programme de la réforme (1). Dans ce programme ne figurait pas l'adoption du régime cellulaire, mais seulement la séparation des détenus par catégories ; l'amélioration du régime hygiénique et alimentaire, l'éducation morale et religieuse, l'organisation sérieuse du travail, le patronage des libérés, etc. En 1827 Charles Lucas, qui devait consacrer toute

(1) Pour plus de détails, *Rev. pén.*, 1878, pp. 62 et s., pp 299 et s., pp. 443 et s., pp. 728 et s.

sa vie à l'amélioration de notre système pénitentiaire et à l'éducation correctionnelle des enfants délinquants, pour lesquels il fondait en 1846 la colonie du Val-d'Hyèvre, publiait son livre *Du Système pénal et du Système répressif en général et de la peine de mort en particulier*.

La Restauration a été une période d'étude et de préparation, et les esprits, à la veille de la Révolution de Juillet 1830, étaient préoccupés si vivement de la réforme pénitentiaire que, dès le 6 octobre 1830, à peine le calme revenu, la Chambre des députés invita par une adresse le nouveau gouvernement à en commencer la réalisation. Celui-ci, constatant que la question du système d'emprisonnement n'était pas encore définitivement tranchée, jugea utile de faire étudier sur place par comparaison les deux régimes que les Etats-Unis proposaient alors à l'imitation de l'ancien Continent. C'est à ce moment que l'on confie à MM. G. de Beaumont et à de Tocqueville, en 1831, à MM. Demetz et à Blouet en 1836, les missions dont la science pénitentiaire française garde encore le souvenir (1). Pendant ce temps, des enquêtes sont également faites par les soins du gouvernement sur les établissements pénitentiaires les plus connus d'Europe ; Charles Lucas, Bérenger père (2), Moreau Christophe, travaillent par leurs publications à préciser les bases du nouveau régime pénitentiaire (3).

Enfin en 1840 la phase législative commence ; le gouvernement dépose un projet de réforme pénitentiaire adoptant le régime auburnien, comme mode d'emprisonnement. La commission de la Chambre des députés, était au contraire favorable au régime pensylvanien et se montra hostile au projet. Le

(1) De Beaumont et Tocqueville, *Du système pénitentiaire aux Etats-Unis et en France*, 1833. Demetz et Blouet, *Rapport sur les pénitenciers des Etats-Unis*, 1839.

(2) Il s'agit du père de M. le sénateur Bérenger : il était conseiller à la Cour de cassation et pair de France, et a transmis à son fils un nom déjà illustre dans la science pénitentiaire.

(3) Charles Lucas, *De la réforme des prisons ou de la théorie de l'emprisonnement* (1836-1838), 3 vol. : Bérenger, *Des moyens propres à généraliser en France le système pénitentiaire*, 1837 ; Moreau Christophe, *De l'Etat actuel de la réforme des prisons de la Grande-Bretagne*, 1838. Rapport sur les prisons de l'Angleterre, de l'Ecosse, de la Hollande et de la Suisse, 1839.

gouvernement s'empressa de lui donner satisfaction et déposa un second projet, prenant comme base l'isolement de jour et de nuit pendant toute la durée de la peine — sauf la réserve ci-dessous indiquée, — quelle qu'en fût la nature, travaux forcés, réclusion, emprisonnement correctionnel ; on l'appliquait même aux jeunes détenus : toutefois, après 12 ans de cellule pensylvanienne, le condamné était soumis au régime auburnien il en était de même pour les condamnés septuagénaires. La Chambre des députés vota ce projet avec un amendement consistant à substituer la transportation au régime auburnien ; non plus après 12 ans, mais seulement 10 ans de cellule de jour et de nuit. En 1843, la Chambre des pairs en fut saisie à son tour. Après quatre années d'une élaboration continue, au cours de laquelle furent consultées les Cours d'appel et la Cour de cassation, la commission chargée de l'étude du projet, et dont la besogne fut facilitée par les travaux d'une commission extra-parlementaire, déposa à la Chambre haute une proposition de loi sensiblement différente de celle que la Chambre des députés avait adoptée. L'isolement de jour et de nuit y était admis sans aucune limite de durée pour les peines privatives de liberté de toute nature. La commission écartait toute transformation du régime de la peine en cours d'exécution, soit par l'introduction du travail en commun soit par la transportation (1).

On était malheureusement à la veille de la Révolution de 1848. Il est peu de nos institutions dont le progrès ait été aussi souvent et aussi fâcheusement retardé par nos vicissitudes politiques, que celui de nos institutions pénitentiaires. Cette loi si soigneusement étudiée, et dont les travaux préparatoires embrassent une période de plus de quinze années ne fut jamais votée. Désormais, on se retrouvait à la merci d'un revirement des idées ; la seconde République fut, toutefois,

(1) Charles Lucas à peu près isolé dans son opinion repoussait au contraire l'application de la cellule aux longues peines il la limitait aux peines de moins de deux ans, dont il proposait de réduire la durée des deux tiers : ce qui aboutissait à un stage cellulaire maximum de huit mois.

favorable comme la monarchie de Juillet à l'adoption du régime cellulaire, et le ministre Dufaure, par une circulaire du 20 août 1849, ordonna la continuation des constructions de maisons cellulaires prescrites sous Louis-Philippe, également par des circulaires, en 1836 et en 1841.

Il est en effet curieux de remarquer qu'en France comme en Belgique, à partir de l'année 1835 environ, on avait commencé à escompter la réforme pénitentiaire, et l'administration, avec la complicité du pouvoir législatif, faisait procéder à l'aménagement de prisons anciennes ou à la construction de prisons nouvelles, en vue de la séparation individuelle. C'est ainsi qu'avaient été créées à Paris les prisons cellulaires de la Petite Roquette et de Mazas : il y avait en 1852 45 maisons départementales cellulaires en service, contenant 4.840 cellules : 15 étaient en voie de construction. Malheureusement, tandis qu'en Belgique la faveur de l'opinion et de l'administration pour le régime cellulaire ne s'est pas démenti et que le mouvement de réforme a fini par recevoir, en 1870, sa consécration législative, le vent a tourné en France en 1852. Le second empire n'était pas disposé à continuer les sacrifices d'argent considérables que nécessitait l'achèvement de la réforme pénitentiaire ; il y a quelque mérite de la part d'un gouvernement à travailler à une œuvre qu'il sait conforme à l'intérêt social, mais à laquelle ne s'attache cependant aucune popularité. C'était, d'autre part, le moment où la théorie de la transportation commençait à exercer sa séduction sur les esprits. Il n'en fallut pas davantage pour que M. de Persigny se crût autorisé à rompre avec le mouvement cellulaire ; ce fut l'objet de la néfaste circulaire du 17 août 1853 qui, abrogeant les circulaires antérieures, interdit la construction de maisons cellulaires nouvelles, suspendit les constructions en cours et entraîna même dans certaines prisons la démolition des cellules déjà construites, afin de diminuer les dépenses d'entretien.

Cette circulaire ne fut pas appliquée sans quelque résistance. « La Commission départementale de la Seine, éma-

nation cependant du gouvernement impérial, refusa d'obéir à cette impulsion. Fermement soutenue par les préfets de la Seine et de police elle formula, le 2 novembre, une délibération empruntant aux circonstances une autorité particulièrement grave. « Considérant, dit cette assemblée, que la vie en commun dans les prisons a pour effet d'amener la corruption réciproque des détenus... Considérant que le système cellulaire produit d'excellents résultats, persistant dans ses précédentes délibérations, le Conseil ne peut que prier MM. les Préfets de la Seine et de police de continuer les études commencées sur l'extension du système cellulaire à toutes les prisons départementales ». Le Conseil général du département de Seine-et-Oise prit une délibération dans le même sens. Les maisons de la Petite Roquette et de Mazas furent donc maintenues et on vit s'élever sur leur modèle la prison de Versailles, en même temps que se construisaient à Paris la Santé, la Conciergerie et le Dépôt de la Préfecture de police » (1). L'Académie des sciences morales et politiques s'émut également et, dans son rapport sur la répression pénale, se livra à une critique sévère de la nouvelle circulaire. Il y fut répondu par la publication de brochures qualifiées de « quasi officielles » (2), qui renouvèlent contre le régime cellulaire les critiques traditionnelles tirées des dangers qu'il présente pour la santé physique et morale des détenus.

La question pénitentiaire sommeilla ainsi pendant toute la durée du second Empire : la transportation était organisée depuis 1854. On était encore autorisé à voir en elle une panacée.

L'idée de la réforme de nos prisons n'est reprise que sous

(1) *Institutions pénitentiaires de la France. Prisons de courtes peines*, pp. 136 et 137.

(2) *Institutions pénitentiaires, loc. sup. cit.* Citons parmi ces brochures celle du Dr Pietra Santa, *Influence de l'emprisonnement cellulaire de Mazas sur la santé des détenus*, 1853, de Léon Vidal, inspecteur général des prisons. *Notes sur l'emprisonnement cellulaire et sur les causes qui ont fait renoncer à son application exclusive en France*, 1853.

la troisième République, à la suite d'une des grandes commotions de notre pays, comme cela était déjà arrivé en 1814. L'augmentation continue de la criminalité, le rôle tragique joué par les repris de justice dans la Commune de Paris, où ils figurèrent au nombre de 25.000, contribuèrent à intéresser l'opinion aux modifications à apporter à notre système d'emprisonnement pour rendre la prison moralisatrice.

En 1872, sur la proposition de M. d'Haussonville, l'Assemblée nationale, par une loi du 25 mars, ordonne une enquête sur le régime des prisons et la nomination d'une commission pour étudier les réformes à y introduire. Cette commission, composée de 15 membres nommés par l'Assemblée nationale, qui s'adjoignirent, conformément d'ailleurs à la loi de 1872, 15 autres membres ne faisant point partie de l'Assemblée et réputés pour leur compétence en matière pénitentiaire, divisa son travail en trois parties : 1° régime des prisons ; 2° patronage et surveillance des libérés ; 3° réformes à apporter à la législation pénale. Pendant les deux ans qu'elle resta en fonctions, elle réunit une masse énorme de documents qui constituent encore aujourd'hui un des meilleurs et des plus considérables éléments de la littérature relative aux peines réformatrices. Elle convoqua devant elle les personnalités les plus connues de la science et de la pratique pénitentiaire, c'est ainsi qu'elle entendit Stevens et Walter Crofton. Elle consulta la Cour de cassation et les Cours d'appel, parmi lesquelles dix-neuf s'unirent à la Cour suprême pour demander l'adoption du régime cellulaire. Son œuvre terminée, la commission confia la charge de la résumer à trois rapporteurs, MM. d'Haussmonville, Bérenger et Félix Voisin. Leurs rapports ne cadrent pas exactement avec la division originaire des travaux de la commission ; celui de M. d'Haussonville eut comme objet les établissements pénitentiaires en France et aux colonies, celui de M. Bérenger les prisons de courtes peines et celui de M. Voisin l'éducation et le patronage des jeunes détenus.

Cette vaste entreprise législative, si l'on peut ainsi dire, n'a abouti qu'à un résultat assez mince. L'Assemblée nationale

fut saisie de quatre projets de loi : 1° sur la réforme des prisons départementales ; 2° sur la création d'un Conseil supérieur des établissements pénitentiaires et la réorganisation des commissions de surveillance des prisons ; 3° sur la modification des articles 66, 67, 69, 271, 2° du Code pénal; 4° sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus. De ces projets le premier seul a abouti complètement ; il est devenu la loi du 5 juin 1875, étudiée au chapitre précédent ; le second a reçu une réalisation partielle dans la même loi par la création du Conseil supérieur des prisons. Toutefois les quatre projets, eussent-ils tous et entièrement abouti, l'application de la cellule aux longues peines aurait été cependant écartée par le législateur de 1875. Peut-être la crainte de l'isolement prolongé n'a-t-elle pas été le seul motif de cette limitation dans la réforme de notre régime pénitentiaire ; il semble que l'on ait voulu surtout pourvoir au plus pressé. « C'est parmi les individus condamnés fréquemment à de courtes peines que se montre la plus hideuse corruption, dit M. Bérenger dans son rapport (1). Ce sont en même temps nos prisons départementales qui offrent le plus de prise à la démoralisation, le moins d'espoir d'intimidation ; les condamnés à moins d'une année ne représentent-ils pas, à eux seuls, une proportion de plus des trois cinquièmes dans le nombre des récidivistes, et n'est-il pas démontré qu'un détenu arrive rarement à la maison centrale sans avoir respiré le poison de la maison d'arrêt et de correction. C'était donc là qu'il fallait porter les premiers efforts. Enfin il est impossible de ne pas se souvenir que même réduit à ces limites, le projet atteint les neuf dixièmes de la population pénale ».

(1) SIREY, *Lois annotées*, 1875, p. 717.

SECTION II

MOYENS DE MORALISATION

115.— Nous abordons ici une matière qui ne se prête guère à un exposé systématique : nous touchons cependant à ce qui est l'essence de la peine réformatrice et l'on pourrait, sans trop d'exagération, prétendre que le système d'emprisonnement qui vient d'être l'objet de longs développements, n'est en somme que la simple détermination du cadre choisi pour opérer le relèvement moral du détenu. Ce cadre est peu de chose, ce qui est important, c'est ce qu'on peut y mettre. « Avant tout pénétrons-nous bien de cette vérité, un peu banale je le veux bien, mais méconnue néanmoins que le mécanisme pénitentiaire le mieux conçu, le plus ingénieusement agencé, reste inefficace s'il n'est mû par un personnel dévoué... Partout où le système cellulaire mitigé par des visites fréquentes dans la cellule et complété par des protections vigilantes à la sortie a été pratiqué avec amour et charité, il a produit d'excellents fruits... Partout ailleurs il a échoué, il n'a empêché les condamnés de se pervertir mutuellement qu'en les débilitant isolément, il n'a fait que substituer à la corruption, la consomption... Il faudrait pouvoir mettre en regard les uns des autres, dans une prison, les pires des brutes humaines et les meilleurs des hommes, les Cartouche et les Vincent de Paul. Qu'on cherche ceux-ci, on finira bien par les trouver, comme on finit par découvrir ceux-là. Alors il sera possible de tenter les réformes nécessaires qui tendent toutes, en somme, à élargir les pouvoirs arbitraires livrés aux directeurs, aux inspecteurs, aux employés des établissements pénitentiaires » (1).

Cette considération résume et domine toute l'étude des moyens d'amendement. Dans cette étude pourraient prendre place la plupart des développements que nous a suggérés la

(1) Tarde, *Philosophie pénale*, pp. 514 et 515.

même question posée à propos des peines éducatrices ; préoccupés d'éviter des répétitions, nous faisons un choix parmi les moyens de moralisation qui nécessitent des explications supplémentaires, quand il s'agit de leur application aux adultes.

A. — Education morale et religieuse, instruction.

B. — Régime disciplinaire.

C. — Libération conditionnelle et indétermination de la sentence.

A. — *Education morale et religieuse, instruction*

116. — Pour les adultes comme pour les enfants, il est d'expérience que la religion est le meilleur véhicule de la morale. Il n'est pas, dans tous les pays qui nous entourent, un seul praticien qui n'ait reconnu et proclamé cette incontestable vérité. Krohne affirme même que c'est seulement par l'action de la religion que l'on peut pratiquement faire produire à la peine l'effet d'amendement, fonction principale de toute peine réformatrice (1).

Quant à Krauss, dans le *Handbuch* de Holtzendorff, il oppose à l'objection tirée de la liberté de conscience du détenu, qui nous émeut si profondément en France, une réfutation énergique dont notre libéralisme s'effaroucherait et qu'il n'est pas opportun de reproduire ici (2). Puisque le criminel a prouvé par sa conduite même qu'il n'avait pas su former sa conscience et s'imposer une règle de vie, l'Etat a le droit et le devoir, pendant qu'il le tient en prison, de remédier à cette

(1) Krohne, *Lehrbuch*, p. 460.« Ohne Religion ist der sittliche Zweck des Strafvollzuges, Erziehung, Umbidung des Bestraften nicht zu erreichen ». Dans son traité de science pénitentiaire, l'enseignement et l'éducation religieuse des détenus fait l'objet d'un chapitre de 20 pages (460-479). Le *Handbuch,* de Holtzendorff leur fait une place aussi importante, t. II, pp. 131-151. Le livre de W. Tallack est profondément imprégné de cette pensée. V. en particulier le ch. XXIV. « Christianity the Chief Basis for moral reforms and restraints. Adde, Howard Wines, *Punishment*, notamment, pp. 206, 208, pp. 279-280 et enfin toute la bibliographie citée par Krauss dans le *Handbuch* de Holtzendorff, et par Krohne, *loc. sup. cit.*

(2) *Handbuch*, Holtz. t. II, pp. 136 et 137, n. 1.

absence de moralité qui s'est révélée par une atteinte à l'ordre social dont il a la garde. Même en admettant que le domaine des consciences lui soit interdit en principe, cette interdiction disparaît quand l'intérêt public est en jeu et que la liberté de pensée, sortant, elle aussi, de son domaine, s'est extérieurement manifestée par une satisfaction donnée au désir de vivre librement et par une violation des rapports sociaux. Pour constituer une moralité à quelqu'un qui n'en a pas, il est naturel et juste que l'Etat prenne le moyen que l'expérience démontre être le plus efficace et qu'il coule son enseignement moralisateur dans le moule d'une religion ; chaque détenu appartenant déjà à une confession religieuse, recevra les visites et les instructions d'un ministre appartenant lui-même à cette confession. J'ajoute, ce qu'on oublie souvent, qu'en dehors de la morale religieuse, il y a le culte avec ses cérémonies. Dans une prison, surtout si elle est cellulaire, l'assistance aux offices, le chant des cantiques sont une excellente diversion, en même temps qu'ils procurent aux détenus l'occasion de quelques réflexions salutaires. Dans certaines prisons de Belgique, on exécute, le soir et le matin, des morceaux d'orgue dans le hall central (1), afin de distraire les condamnés et de faire naître en eux une sorte d'impression physique de recueillement. Dans les prisons cellulaires allemandes se font entendre au même moment de la journée des chœurs à quatre parties (2).

En somme dans tous les régimes pénitentiaires étrangers les visites de l'aumônier et les pratiques extérieures du culte font partie intégrante de la discipline moralisatrice. Le détenu ne peut s'y soustraire que par une dispense expresse, sollicitée par lui, et dont l'administration apprécie l'opportunité.

(1) *Handbuch*, Holtz, t. II, p. 141, n. 5.

(2) Krohne (*Lehrbuch*, pp. 468 et 469), fait en quelques lignes la description simple et émouvante de cette cérémonie. Le même auteur recommande de mettre à la disposition de chaque détenu un livre de cantiques, ainsi qu'un nouveau testament, une histoire sainte et les psaumes. Il exprime même le désir que le détenu soit amené à acheter de son argent le livre de cantiques et le Nouveau Testament afin de pouvoir les conserver à sa libération.

A cette œuvre d'éducation et de relèvement moral, peuvent également contribuer les membres des sociétés de patronage spécialement chargés de la visite des prisonniers, ce qui ne peut avoir lieu bien entendu que dans les maisons cellulaires. On peut attendre beaucoup de cette collaboration, si elle est fournie par des gens dévoués et surtout intelligents. Le choix de ces visiteurs est chose fort délicate, car rien n'est fâcheux comme d'exposer le personnel de la prison aux indiscrétions et aux importunités d'un zèle maladroit. Malheureusement le tact et le savoir faire sont choses encore plus rares que le dévouement et il n'est pas aisé d'être bon visiteur (1). D'un autre côté il serait à souhaiter que ces bons visiteurs fussent nombreux, car chacun d'eux ne peut s'occuper efficacement que d'un nombre restreint de prisonniers, cinq ou six, pas davantage, avec lesquels il aurait un entretien tous les deux ou trois jours et dont il prendrait la charge à leur libération. On se trouve donc en présence d'une véritable antinomie, qui s'oppose à ce que la visite des prisonniers par des personnes charitables venues de l'extérieur puisse jouer d'ici longtemps un rôle important comme moyen de moralisation.

Je ne dis qu'un mot de l'introduction dans les prisons d'un journal réservé aux prisonniers, rédigé en partie par eux, et auquel ils s'abonneraient par un prélèvement sur leur pécule, en admettant qu'une société de patronage ne leur en assurât pas la distribution gratuite. Ce peut être une fort bonne ou une fort mauvaise chose. Aussi le Congrès de patronage de Bordeaux a-t-il fait à cette idée un accueil assez froid (2), car c'était un congrès national qui devait envisager sa mise en pratique dans notre système pénitentiaire français, avec nos prisons en commun, notre personnel restreint et peu préparé

(1) V. à la Société des prisons la discussion sur le projet de « Manuel du visiteur des prisonniers » du pasteur Arboux et les références aux différents ouvrages du même genre. *Rev. pén.*, 1894, pp. 421 et s.

(2) *Rev. pén.*, 1896, p. 900 et p. 928. Le Congrès international pénitentiaire de Paris (1895), avait au contraire émis un vœu favorable, *Rev. pén.*, 1895, p. 1085.

à l'emploi de ce procédé de moralisation, les ressources modestes du budget des prisons, etc. Il a décidé que la question serait remise à l'étude. En Amérique, depuis 1883, au reformatory d'Elmira, en Suisse également, l'essai a été tenté et paraît avoir donné de bons résultats (1).

Pour ce qui concerne l'instruction proprement dite, il importe de remarquer que dans les prisons cellulaires les lectures individuelles ont beaucoup plus d'étendue que dans les prisons en commun. La bibliothèque doit donc être abondamment pourvue et intelligemment composée. On ne saurait s'exagérer l'importance d'une lecture faite à loisir par un détenu dans le silence de sa cellule.

Quant à l'instruction collective, elle est comme les cérémonies du culte un dérivatif et une distraction ; il faut lui consacrer plus de temps et des séances plus fréquentes dans les prisons cellulaires, qui comporteront à cet effet des classes alvéolaires comme elles doivent avoir aussi des chapelles aménagées en vue de l'isolement de chaque assistant.

B. — *Régime disciplinaire*

117. — Nous avons déjà fait remarquer que ce régime était, sinon moins important, du moins faisait l'objet d'applications moins fréquentes dans les prisons à isolement continu que dans celles où est organisé le régime auburnien. Il y a toute une série d'infractions que la séparation individuelle rend impossibles. D'autre part, il nous semble que ce régime de peines et de récompenses peut être plus nuancé, plus individualisé dans les maisons complètement cellulaires que dans celles qui comportent le travail en commun. Un fois que l'on connaît un détenu soumis à l'isolement, ses habitudes, ses préférences, sa tournure d'esprit, il y a mille façons diverses de lui rendre l'existence plus agréable

(1) V. *Rev. pén.*, 1895. p. 192, le charmant article de M. Sinoir, *Un journal pour les prisonniers*.

ou plus pénible ; quand il s'agit au contraire de réprimer les violations du règlement et de maintenir la discipline dans un atelier de détenus ou un réfectoire, on ne peut recourir qu'à des sanctions uniformes, les mêmes pour tous et par conséquent peu variées, sous peine de porter une atteinte au moins apparente aux principes d'égalité et de justice. Est-ce à dire que nous laisserons toute latitude aux directeurs de pénitenciers cellulaires pour improviser des peines et des récompenses de leur choix? C'est une question à laquelle nous répondrions négativement s'il fallait la résoudre pour la France et certains autres pays se trouvant dans les mêmes conditions qu'elle, au point de vue du recrutement du personnel et de l'organisation des prisons ; si on la posait sur le terrain législatif, la réponse serait peut-être différente. Il en est toujours ainsi quand on propose de laisser dans le fonctionnement d'une institution une certaine marge à l'arbitraire, on se heurte à une question préjudicielle, celle de savoir à qui cet arbitraire serait reconnu. Il y a en outre sur ce terrain un véritable conflit de tendances — donc en principe irréductible — que M. Granier a fort bien mis en relief au début de son rapport sur la sixième question de la deuxième section au Congrès international pénitentiaire de 1895 (1). « Pour les uns la prison est cette monarchie absolue inventée à l'image de la famille par un publiciste au commencement de ce siècle : le chef de la maison est un père qui punit, réprimande ou récompense sans cesse, sans contrôle comme sans réglementation. « Pour les autres, la loi avec ses formes d'exécution, la justice avec sa procédure, doivent suivre dans la prison ceux-là même qui les ont bravées et semblent s'être mis hors de leur protection ».

Cette dernière tendance est certainement la plus fortement représentée ; on n'admet pas en général qu'un directeur de prison ou un de ses subordonnés puisse prononcer une peine

(1) « Dans quelles formes et quelles conditions doivent être appliquées les peines disciplinaires ». V. Actes du Congrès, *Rapports* de la 2e section, p. 237.

ou attribuer une récompense qui n'ait été formellement prévue et autorisée par un règlement. Le Congrès de Londres de 1872 a même exprimé le désir que ce fût un acte législatif, et non pas seulement administratif, qui réglementât la discipline générale des prisons. L'orientation des esprits ne paraît pas s'être modifiée aujourd'hui, bien que les partisans de l'initiative et de l'arbitraire des directeurs puissent illustrer leur opinion d'un exemple fameux, celui de M. Brockway, au reformatory d'Elmira.

Ce qui paraît accepté de tous, c'est la nécessité d'un certain appareil dans la prononciation des peines (1). L'agent qui constate la faute ne doit pas avoir le droit d'infliger sur-le-champ la punition ; il doit se contenter de faire son rapport au fonctionnaire supérieur, qui statue avec une certaine publicité et après s'être entouré des renseignements nécessaires. J'ai déjà indiqué que l'institution du prétoire dans nos maisons centrales satisfaisait à toutes ces conditions. C'est incontestablement un excellent instrument de discipline qui peut, dans une certaine mesure, être utilisé à l'amendement des détenus.

En ce qui concerne la nature des pénalités, on trouve également tous les praticiens unanimes pour écarter les pénalités nuisibles à la santé et pour donner la préférence aux récompenses qui s'adressent à l'amour-propre du détenu sur celles qui s'adressent à sa sensualité. Bien entendu, il n'y a là que de simples desiderata, auxquels il est impossible de donner satisfaction complète. En fait, les récompenses et les pénalités d'ordre alimentaire ou consistant à faire coucher le détenu sur un lit plus ou moins confortable, à lui permettre ou à lui interdire l'usage du tabac, etc., seront toujours plus nombreuses que les autres, car presque tous les détenus y sont sensibles ; c'est par elles qu'il faut ordinairement commencer avant d'user de sanctions d'un ordre plus élevé. D'autre part, il n'y

(1) V. Congrès pénitentiaire de 1895. *Rapports* de la 2e section. *Rapport* de M. Veillier, p. 368.

a point de punitions graves qui, prolongées quelque peu, ne deviennent nuisibles à la santé, par exemple le cachot et la mise au pain et l'eau, pénalités en vigueur dans nos prisons françaises. On est cependant obligé d'y recourir dans l'intérêt supérieur de la discipline ; c'est le seul moyen de « mater », comme on dit, certains détenus, du moment que le règlement de la prison exclut les peines corporelles.

Nous retrouvons pour celles-ci les mêmes divergences qu'en matière de peines éducatrices. La majorité, mais non pas l'unanimité des praticiens, leur est défavorable. Il en est même qui se résignaient à les admettre pour les enfants, et qui les écartent dans les établissements pénitentiaires destinés aux adultes. Si l'on accepte le geste d'un homme frappant un enfant pour le corriger, celui d'un homme frappant un autre homme inspire ordinairement un sentiment de révolte, qui est le motif principal du discrédit actuel des peines corporelles ; si bien qu'on en arrive à se demander si ce discrédit ne s'atténuerait pas fortement, le jour où l'on aurait trouvé le moyen de substituer à ce geste qui révolte un mode de correction mécanique. Il ne faut pas oublier en effet que les peines corporelles ont, à un certain point de vue, une indiscutable supériorité sur les autres modes de répression ; cette supériorité éclate surtout quand il s'agit de maintenir la discipline dans une population dépravée, que l'on a jugé utile de soumettre à l'application d'une peine réformatrice.

C. — *Libération conditionnelle et indétermination de la sentence*

118. — Il n'est rien qui paraisse plus naturel que de faire cesser l'application d'une peine, lorsqu'elle a atteint son but principal et lorsqu'il dépend du condamné que ce but, à raison de sa nature même, soit atteint plus ou moins tôt ; on en vient à admettre que les efforts accomplis par ce condamné dans ce but doivent avoir leur influence sur la durée de la peine et aboutir à l'abréger. Ainsi se justifie très simplement

la libération conditionnelle ; c'est un corollaire qui se déduit immédiatement de la conception de la peine réformatrice, comme l'effet se rattache à la cause. Mais cet effet devient à son tour une cause active et féconde ; limiter la durée d'une peine à l'accomplissement de sa fonction n'est plus seulement une exigence du bon sens, cela se transforme en un procédé ingénieux de politique criminelle, quand le condamné peut à son gré hâter l'accomplissement de cette fonction. L'indétermination de la sentence trouve elle aussi sa justification dans une simple extension du même raisonnement : si l'on accepte d'interrompre l'exécution d'une peine dès qu'elle a rempli son but, n'est-on pas entraîné à admettre corrélativement que cette exécution doit se prolonger tant que le but n'est pas atteint ?

Occupons-nous d'abord de la libération conditionnelle ; nous comprenons maintenant comment elle constitue un moyen de moralisation, au moins indirect, par ce fait qu'elle crée au détenu un intérêt à entrer le plus tôt possible dans la voie de l'amendement. Il en résulte, avec toute la certitude de l'évidence que la libération conditionnelle ne peut fonctionner conformément à son but, que dans un régime pénitentiaire organisé en vue de l'amendement des condamnés et comportant les moyens d'en suivre et d'en constater les progrès ; bien qu'aujourd'hui cette institution ait été accueillie par la législation de tous les pays civilisés (1), on est en droit de se demander si dans tous on a pourvu préalablement aux conditions essentielles à son bon fonctionnement, et si l'on dispose du criterium indispensable pour l'accorder avec discernement. Sans nous attarder à résoudre des questions d'espèce, il est intéressant de signaler que sur ce point entrent de nouveau en conflit les partisans du régime progressif ou du régime auburnien et ceux de la cellule pensylvanienne appliquée aux longues peines. Comment, disent les premiers, peut-on se rendre compte du relèvement moral d'un con-

(1) GARRAUD, *Traité*, t. II, pp. 69 et s. et p. 69, n. 2, p. 70, n. 3-4 et 5.

damné qui n'a jamais eu à faire l'essai de ses forces? On ignore s'il les a recouvrées. Tel est le cas du détenu qui, pendant toute la durée de sa peine, a été soumis à l'isolement; il s'est toujours bien conduit, c'est vrai, mais c'est qu'il n'a pas pu faire autrement, soit que les tentations aient manqué, soit qu'il ait été dans l'impossibilité matérielle d'y succomber. Dans ces conditions, la faveur de la libération conditionnelle risque fort d'être une récompense pour l'hypocrisie.

Les partisans de l'isolement prolongé reconnaissent qu'en effet c'est une chose toujours délicate que de constater la transformation morale d'un homme, mais que si cette tâche est déjà difficile dans une maison cellulaire, où l'on peut cependant faire à loisir l'étude individuelle de chaque détenu et le soumettre à des observations continues, elle devient impossible dans une maison en commun. Avec le régime cellulaire, on dispose, pour accorder la libération conditionnelle, d'éléments de décision qu'il faut, il est vrai, contrôler et n'accueillir qu'avec prudence, mais qui sont utilisables pour un personnel intelligent et expérimenté ; avec le régime en commun même organisé à la suite d'un stage cellulaire de quelques mois, ces éléments de décision font complètement défaut. Aux chances d'erreur, ajoute-t-on, il est remédié dans la mesure du possible par le caractère conditionnel de la libération. S'il était vrai qu'avec le régime progressif on puisse réellement éprouver l'amendement du condamné avant sa libération, à quoi servirait de le libérer avec condition? Il suffirait d'une libération anticipée et sans réserves. En poussant ce raisonnement jusqu'au bout, on en arrive à conclure que, bien loin que la libération conditionnelle ne puisse se comprendre sans le régime progressif, elle n'a pas de raison d'être dans un pareil régime et devient au contraire un accessoire obligé du régime cellulaire, par le fait même qu'on le déclare inférieur au point de vue du contrôle qu'il permet sur les progrès moraux du condamné ; c'est ce stage de libération conditionnelle qui servira d'épreuve pour appré-

cier les résultats d'amendement produits par le régime (1).

Ce qui n'est pas en discussion, c'est qu'en dehors des indications fournies par la conduite en prison, il faut « d'autres investigations méticuleuses, portant sur la nature du fait incriminé, sur les indices révélateurs de la perversité, des instincts cruels ou brutaux, sur la situation du détenu, sur son milieu, sur sa famille, sur les interventions qu'il peut espérer, les ressources dont il disposera à la sortie, la profession qu'il peut exercer » (2). M. Prins a même été jusqu'à dire que « le détenu dont la conduite en prison aurait été exemplaire et qui ne posséderait au dehors aucun appui moral ou matériel, n'offrirait aucune sécurité et, dans son intérêt même, il faudrait hésiter à le libérer définitivement » (3). Il est à présumer qu'un tel exemple restera toujours dans le domaine de l'hypothèse et que les sociétés de patronage ne failliront pas à ce point à leur mission ; il serait en effet vraiment choquant que la distinction des riches et des pauvres — richesse et pauvreté relatives bien entendu — vînt fausser le mécanisme de la libération conditionnelle et qu'on aboutît à abréger la durée de la peine, non pas pour ceux qui réellement seraient redevenus honnêtes, mais pour ceux qui auraient les moyens de jouer à l'honnête homme au moins pendant quelque temps (4). Il conviendrait enfin de ne pas confondre en pratique l'appui moral nécessaire au libéré, avec l'intérêt très éphémère que peut lui porter un personnage politique dans un but électoral.

119. — A la libération anticipée, quand l'amendement paraît obtenu avant l'échéance du jour fixé par le juge pour l'expiration de la peine, correspond très logiquement, comme l'observait

(1) Sur cette discussion, V. Holtzendorff, *Handbuch*, t. II, p. 118; Blache, « La libération conditionnelle », *Rev. pén.*, 1889, p. 331 ; Prins, *Science pénale et Droit positif*, p. 534.

(2) Prins, *loc. sup. cit.*

(3) Prins, *loc. sup. cit.*

(4) « Eine der bedenklichsten Ungleicheiten der Anwendung (der bedingten Freilassung) ist die timokratische, dit Jagemann », *Handbuch* Holtz, t. II. p. 116.

Bonneville de Marsangy, la détention supplémentaire, quand, à ce moment le détenu ne semble pas encore entré dans la voie de la réforme morale. Si l'on se fait ainsi à l'idée que la peine peut être allongée ou écourtée, suivant qu'elle n'a pas encore ou qu'elle a déjà produit les effets qui se rattachent à sa fonction principale, on en vient très facilement à déduire l'inutilité et même la puérilité d'une détermination préalable de sa durée. Pour rééditer la formule habituelle : de même que le médecin qui envoie un malade à l'hôpital entend qu'il y reste jusqu'à sa guérison et ne limite pas à l'avance la durée de son séjour, de même le juge, qui fait à un délinquant l'application d'une peine réformatrice, doit restreindre la sentence à l'indication de la nature de la mesure répressive qu'il juge opportune, sans se permettre de fixer la durée d'application de cette mesure. Le délinquant cessera d'être soumis à la peine réformatrice quand il sera réformé. La sentence qui le condamne est dite indéterminée. L'idée n'est pas neuve d'ailleurs et nos anciennes juridictions ecclésiastiques rendaient des jugements en vertu desquels le coupable était maintenu en prison jusqu'à ce qu'il fût amendé et fît pénitence.

Cette idée a été reprise dans le dernier quart du XIX^e^ siècle, à la suite d'une expérience retentissante faite dans les Etats-Unis de l'Amérique du Nord : depuis une vingtaine d'années, s'accumule sur ce sujet une littérature qui n'est parvenue qu'assez récemment à une position nette du problème (1); actuellement toutes les tendances ont réussi à s'y faire jour et

(1) Principales sources, *Des sentences indéterminées*, par F. LÉVY, thèse, Paris, 1896. Cette thèse contient la bibliographie de la matière jusqu'à sa date. Il faut la compléter par le chap. X « The Elmira system » du livre de HOWARD, WINES, *Punishment*, etc. pp. 198 et s., par l'étude d'Andreas Urbye « Sur les sentences indéterminées dans le nouveau projet de Code pénal norwégien. » *Revue pénale suisse*, 1898. pp. 71 et s., par SALEILLES, *Individualisation de la peine*, pp. 267 et suiv., par la discussion du rapport de M. Van HAMEL, à la Société des prisons, *Rev. pén.*, 1899, pp. 663 et s. pp. 769 et s. et surtout par l'ensemble des rapports présentés au Congrès pénitentiaire de 1900, par M. S. J. BARROWS au nom des Etats-Unis « The reformatory system in the United States Washington Government printing office », 1900.

à s'y concilier dans la mesure du possible. Pour bien comprendre de quelle façon la question des sentences indéterminées intéresse l'organisation des peines réformatrices, il est utile de faire un court historique de l'expérience américaine à laquelle il vient d'être fait allusion et que l'on a souvent invoquée dans les discussions, sans avoir une connaissance suffisante des conditions dans lesquelles elle s'est accomplie (1).

En 1867, le docteur Wines et le professeur Dwight, dans un rapport qui est resté célèbre, présenté à la législature de New-York sur les prisons et réformatories des Etats-Unis, émettaient l'avis suivant : « Toute la question des condamnations à la prison, mérite selon nous, une soigneuse révision. Beaucoup de bons esprits en Europe et en Amérique ont été conduits par leurs recherches et leurs réflexions à cette conclusion que les sentences fixes sont fausses en principe et qu'il fallait les abandonner pour leur substituer les sentences réformatoires ». Parmi ces bons esprits figurait M. Brockway, alors directeur de la maison de correction de Détroit dans le Michigan. En 1868, il faisait passer dans le 24e Rapport annuel de la New-York Prison Association une note, où il préconisait l'internement sans fixation préalable de la durée, dans des établissements appropriés, de tous les délinquants que leur absence de sens moral rendait dangereux pour la société.

Cette même année, la législature de New-York avait nommé une commission pour choisir l'emplacement d'une nouvelle State-Prison. A l'instigation de la New-York Prison Association, la loi qui avait institué la commission fut amendée par la substitution du mot Reformatory au mot Prison dans la désignation de l'établissement à créer. En 1869, la commission déposait un rapport contenant la proposition de transformer les sentences prononçant l'envoi dans le Reformatory en sentences essentiellement réformatoires. Sans accueillir complè-

(1) Cet historique est emprunté pour la plus grande partie à l'ouvrage de Howard, Wines, et à l'un des rapports, *sup. cit.*, celui de Franck B. Sanborn, sur le *Reformatory d'Elmira*.

tement l'idée que les criminels devaient être soumis à l'application de la peine jusqu'à leur amendement, dût la peine se prolonger toute la vie, elle acceptait d'en faire l'expérience sur un terrain plus limité et de décider que pour tous les délinquants ayant encouru une condamnation à moins de cinq ans, leur séjour en prison se prolongerait jusqu'à leur amendement, sans pouvoir dépasser cinq ans. Il est très intéressant et très important d'observer que, dès le début, les Américains ont écarté la complète indétermination de la sentence, résultat cependant logique d'un système répressif ayant comme but unique la réforme morale du criminel : ils ont assigné à la durée de la peine réformatoire une limite maximum.

La fondation d'un reformatory à Elmira fut décidée cette même année (1869), un an avant le congrès de Cincinnati, où M. Brockway eut l'occasion d'exposer ses idées. Ce congrès formula une déclaration de principes en 37 articles dont l'un, le 8e, est ainsi conçu : « Les sentences fixes doivent être remplacées par des sentences indéterminées. L'application de la pleine ne doit point prendre fin par l'expiration d'un simple laps de temps, mais par la preuve dûment établie de la réforme morale ».

En 1876, le reformatory fut prêt à ouvrir ses portes ; à sa tête était placé un comité d'administrateurs qui choisit M. Brockway comme surintendant : il devait conserver ces fonctions pendant 24 ans. Pendant les six premières années, la population du reformatory n'a pas dépassé 500 détenus, puis, de 1883 à 1890, elle est montée à 1.000, elle varie actuellement entre 1.600 et 1.700. L'expérience a donc eu une ampleur suffisante pour servir d'épreuve au système. Il n'est pas douteux que cette épreuve lui a été favorable ; une des rares critiques autorisées qui aient été dirigées contre lui émane, il est vrai, de l'Association Howard, mais cette note discordante disparaît presque au milieu des appréciations élogieuses et parfois enthousiastes de tous ceux qui ont eu l'occasion de visiter Elmira : je ne parle ici que de visiteurs

étrangers comme MM. Asschrott, Winter ou Yvon (1). Le reformatory d'Elmira a été imité dans plusieurs des autres Etats, Massachusetts, Pensylvanie, Minnesota, Illinois, Ohio, Indiana, Wisconsin, New-Jersey. On peut, comme le disait S.-J. Barrows à la Société des prisons (2), considérer cette institution comme implantée aux Etats-Unis.

Toutefois il faut reconnaître que l'organisation de la statistique criminelle en Amérique ne permet pas d'évaluer avec une approximation suffisante le taux de la récidive parmi les libérés des reformatories et en particulier d'Elmira ; cette statistique est dressée par Etat et il n'existe pas un service central d'identification, de sorte qu'il suffit à un libéré de changer de nom ou de passer d'un Etat dans un autre pour s'affranchir en fait de ses antécédents judiciaires. On ignore donc le nombre exact des anciens pensionnaires d'Elmira qui se font de nouveau condamner, à moins qu'ils ne reviennent au reformatory. Le chiffre de 15 o/o donné par M. Winter est absolument fantaisiste, comme le montre facilement M. Lévy (3). On en est réduit sur ce point à une simple impression : on est presque tenté de dire, comme M. Winter, qu'il est impossible qu'une aussi excellente discipline moralisatrice n'ait pas une efficacité supérieure; on se laisse surtout persuader par le récit de nombreuses et touchantes résurrections morales, dont le souvenir est évoqué avec simplicité par ceux qui en ont été les témoins presque toujours actifs (4).

Quel rôle faut-il attribuer dans ces heureux résultats aux

(1) Aschrott, *Aus dem strafen und Gefängnisswesen Nordamerikas* 1889, *sup. cit.* ; Winter, *Die New-Yorker staatliche Besserungsanstalten zu Elmira*, 1890 ; Yvon, rapport « sur l'organisation pénitentiaire aux Etats-Unis », *Rev. pén.* 1895, pp. 167 et suiv.

(2) *Rev. pén.*, 1899, p. 685.

(3) Lévy, *loc. sup. cit.*, p. 143 ; M. Brockway donnait un chiffre sensiblement identique 83 o/o amendés, d'où 17 o/o récidivistes et M. Aschrott bien qu'admirant son œuvre a dénié à son calcul toute valeur scientifique. Aschrott, *loc. sup. cit. Rev. pénit.*, 1890, pp. 191 et 192. Sanborn, rapp. *sup. cit.*, arrive enfin à donner 10 o/o en ne comptant que les libérés conditionnellement (paroled) renvoyés au Reformatory.

(4) *Rev. pénit.*, 1899, p. 686.

sentences indéterminées, que l'on présente souvent comme l'âme même de l'organisation du reformatory ?

Il faut d'abord répondre, et ceci est très important — car c'est à ce sujet que le malentendu est le plus fréquent — qu'on n'use pas en Amérique des sentences véritablement indéterminées, mais de sentences dites relativement indéterminées, qui sont en réalité déterminées par les deux bouts, si l'on peut ainsi dire, c'est-à-dire des sentences prononçant une peine avec fixation du minimum et du maximum de sa durée.

« Nos législateurs, a dit M. Barrows (1), n'ont jamais voulu autoriser l'emprisonnement d'une personne sans fixer une limite maxima à sa détention. Sept Etats (2), New-York, Massachusetts, Pensylvanie, Minesota, Illinois, Indiana et Ohio ont adopté la sentence dite indéterminée, mais dans tous ces Etats des limites maximum et minimum sont prescrites, de sorte que la sentence est loin d'être absolument indéterminée ».

Citons à titre d'exemple le § 2, chapitre 173 de la loi du 22 avril 1877, relative au reformatory d'Elmira, qui décide que la durée de l'internement ne peut dépasser la durée maxima fixée par la loi pour le crime commis ; quant au minimum, il est indiqué dans les rules and regulations (3) de l'établissement qui posent comme condition de la libération conditionnelle que le détenu ait été soumis pendant douze mois à la discipline du reformatory.

De même, dans le Massachusetts, la loi qui organise l'application des prétendues sentences indéterminées dans le reformatory de Concord créé en 1884, s'exprime ainsi : « Le jugement qui condamne un individu à entrer au reformatory ne

(1) *Rev. pénit.*, 1899, p. 682.

(2) M. Barrows prononçait ces paroles en 1899.

(3) Ces Rules and Regulations ne sont plus, il est vrai l'œuvre du législateur, mais du Board of Managers (Comité d'administrateurs) placé à la tête du Reformatory, qui tient ce pouvoir réglementaire de la loi de 1877. Mais ces règlements s'imposent au surintendant, et le minimum qu'ils fixent pour le séjour dans le Réformatory ne saurait être abrégé par lui. Cette limitation peut donc être considérée, au point de vue qui nous occupe, comme ayant toute la valeur d'une limitation légale.

fixera pas la limite de son internement, à moins qu'il ne s'agisse d'une période supérieure à cinq années. En ce cas, la sentence devra indiquer la durée d'emprisonnement.

Les individus condamnés pour ivrognerie accidentelle ou d'habitude, pour vagabondage, les enfants incorrigibles ou errants, les mendiants et toutes autres personnes oisives ou désordonnées pourront être condamnés à un emprisonnement dont la durée n'excédera pas deux ans et demi ».

Encore une fois, ce ne sont pas là des sentences indéterminées. Si nous prenons comme type le système qui fonctionne pour le reformatory d'Elmira, nous dirons qu'il aboutit à supprimer presque complètement l'une des trois phases que traverse la détermination de la peine (1) la phase judiciaire. Le rôle du juge est réduit au minimum ; il n'a qu'à procéder à une série de constatations ne comportant de sa part aucune latitude d'appréciation, constatations des éléments constitutifs de l'infraction, des conditions d'âge et d'antécédents judiciaires (2). Si toutes ces conditions sont remplies, l'envoi au reformatory est en quelque sorte automatique : mais n'oublions pas que la fixation légale de la peine subsiste toujours, et c'est seulement dans le cadre de cette fixation que pourra jouer la fixation administrative. Ce que les Américains ont réalisé dans leurs reformatories, ce n'est pas le sacrifice complet des garanties légales de la liberté individuelle des criminels ; ils y seraient peut-être encore moins disposés que toute autre nation de l'ancien continent : c'est tout simplement la suppression des courtes peines d'emprisonnement pour toute la catégorie des délinquants auxquels ces courtes peines sont le plus évidemment préjudiciables. Le juge incline par nature à émietter la répression : c'est par excellence le fabricant de courtes peines, par l'effet des circonstances atténuantes et des déclassements d'infraction. Le meilleur moyen de lutter

(1) V. Introd., p. 16.

(2) Nous allons voir en effet qu'en principe la population du Reformatory se recrute parmi les délinquants âgés de moins de 30 ans et sans condamnation antérieure.

contre cet abus, de le faire même disparaître, c'est de diminuer le plus possible l'importance de l'intervention du juge dans la détermination de la peine.

C'est donc parce qu'elles aboutissent à la suppression des courtes peines d'emprisonnement que les sentences dites indéterminées peuvent être considérées comme un moyen au moins indirect de moralisation.

Plus précisément, on peut voir en elles une condition d'efficacité des peines moralisatrices. La réforme morale des adultes n'est pas plus que l'éducation correctionnelle des enfants vicieux l'œuvre d'un jour, elle comporte, comme nous allons le voir plus amplement, les mêmes exigences.

La vertu des reformatories ne réside pas, en effet, dans l'indétermination de la sentence qui frappe ceux qui y sont enfermés, mais exclusivement dans le régime même de la peine qui y est subie. Il y aurait plus que de l'ironie à réclamer actuellement en France la suppression des courtes peines d'emprisonnements en s'autorisant exclusivement des nécessités de l'amendement. L'Amérique possède au contraire dans quelques établissements un emprisonnement véritablement correctionnel. Au reformatory d'Elmira, que nous continuerons de prendre comme exemple, on ne se préoccupe pas seulement d'éviter la contagion et de maintenir la discipline ; on ne fait pas l'expérience d'un système nouveau d'emprisonnement, on a cherché à individualiser la peine, comme on individualise un traitement curatif, après avoir bien entendu placé le malade dans de bonnes conditions d'hygiène.

Pour une pareille tâche il fallait avant tout un personnel nombreux (1) et en même temps très bien choisi. Tous ceux

(1) Pas assez nombreux toutefois étant donné l'accroissement de la population d'Elmira : la modicité des effectifs est une condition générale d'efficacité pour les peines réformatrices aussi bien que pour les peines éducatrices. Il faut être actif et résistant comme M. Brockway pour avoir supporté sans faiblir, cette tâche colossale, dont le rapport de 1893 sur Elmira nous donne l'idée suivante : « Dans l'espace de cinq années, le superintendant général a dicté personnellement 18.695 notes de reproches ou d'avertissement, il a personnellement fait venir ou averti 1.668 détenus et dans la soirée il a eu des entrevues personnelles et souvent confidentielles avec 23.000 ». *Rev. pénit.*, 1895, p. 308.

qui ont visité Elmira ont fait l'éloge de l'homme éminent et généreux qui a si longtemps dirigé cet établissement. On a pu dire que sans lui l'expérience du reformatory n'aurait peut-être pas réussi. Profond psychologue, manieur d'âmes, il a su choisir ses collaborateurs et subordonnés avec la même perspicacité qu'il apportait à l'examen de ses nouveaux pensionnaires. Pour rétribuer ce personnel de choix et lui assurer le confort nécessaire pour qu'il prît goût à sa fonction, il a fallu de gros sacrifices d'argent (1) que les Américains n'ont pas hésité à faire, leur sens pratique leur ayant révélé qu'au bout de ces sacrifices il y avait une économie bien entendue. Il n'est pas douteux que nous touchons là à l'une des principales causes de ce succès pénitentiaire.

Il en est d'autres. Tous les criminels ne voient pas s'ouvrir devant eux les portes du reformatory ; il n'y entre, avons-nous dit, qu'une élite qui est le résultat d'une double sélection faite au point de vue de l'âge et des antécédents. Conformément au paragraphe 5 du chapitre 173 de la loi du 22 avril 1877 citée plus haut, le comité d'administration a le droit de refuser l'admission de tout condamné âgé de plus de 30 ans (2) et ayant déjà encouru une condamnation. En fait, les récidivistes n'y sont admis que tout à fait exceptionnellement. Il y a plus, si l'on s'aperçoit qu'un détenu rentrant dans ces conditions n'offre aucune chance d'amendement, le même comité peut, avec le consentement du directeur de l'administration pénitentiaire, lui faire évacuer le reformatory et le diriger sur un pénitencier ordinaire (state prison).

Ajoutons enfin que ce personnel d'élite fait à ces détenus d'élite l'application d'un régime moralisateur progressif merveilleusement compris. Les détenus sont isolés pendant la nuit et soumis en commun pendant le jour d'une façon continue à un entraînement (training) professionnel, physique et et intellectuel. La gymnastique et les exercices militaires

(1) V. quelques chiffres dans Lévy, p. 140.

(2) D'autre part, la loi ne permet pas d'y envoyer des individus âgés de moins de 16 ans, Sanborn, rapport, *sup. cit.*, p. 36.

occupent dans l'emploi du temps une place importante (1). M. Brockway leur a fait la part encore plus large, quand les réclamations de l'industrie libre l'ont contraint à diminuer le nombre d'heures consacrées au travail manuel. L'instruction est également l'objet d'une grande sollicitude ; on ne cherche pas seulement à dégrossir quelques illettrés, on poursuit avec ingéniosité et zèle le développement intellectuel des détenus, qui finissent par apporter un goût extraordinaire aux occupations de l'esprit. Les attractions sont multipliées pour les maintenir dans cette voie : facilités de lectures personnelles, débats publics sur des questions économiques et sociales, cours d'économie politique, de physique, de chimie, de mécanique, publication d'un journal spécial pour les pensionnaires du reformatory, le *Summary*, en partie composé avec leurs travaux scolaires (2). Enfin l'organisation du travail industriel s'inspire principalement de l'intérêt des détenus ; les métiers sont très variés : quelques-uns, comme les métiers du bâtiment, sont de telle nature que leurs produits ne peuvent être écoulés au dehors ; on les utilise autant que possible à l'intérieur du reformatory, qui doit à la main-d'œuvre pénale des aggrandissements considérables. Chaque détenu est occupé suivant ses goûts et ses aptitudes et soumis à une méthode de travail manuel comprenant d'abord le maniement général des outils (manual training).

Inutile d'ajouter que, dans l'application du régime, toutes les occasions sont saisies pour travailler à l'éducation morale et religieuse des détenus (3). Il ne s'agit plus ici d'un « trai-

(1) V. l'emploi du temps. *Rev. pénit.*, 1895, p. 179 et p. 307.

(2) V. de nombreux détails dans le rapport *sup. cit.* d'Yvon et la monographie d'Aschrott. Il est difficile de ne pas dépasser sur certains points la mesure et l'on arrive à sacrifier parfois « le caractère intimidant de la peine » au désir « de relever l'esprit et le goût des détenus par l'habitude de la sociabilité ». C'est ainsi qu'au Reformatory de Concord on laisse les détenus former des clubs et se réunir pour des soirées musicales et littéraires (*Rev. pénit.*, 1890, p. 194).

(3) M. Brockway après avoir esquissé les grandes lignes du régime en huit articles, termine par le suivant : « IX. Finally above and through all these agencies, active moral and religious influences which are used and valued to increase ethical power in the inmates ». Sauborn, rapp. *sup. cit.*, p. 35.

ning » imposé à des heures fixes mais d'un ambiant à constituer, qui imprègne peu à peu les pensionnaires du reformetary et qui résulte du contact continu d'instructeurs nombreux, intelligents et dévoués avec la population détenue.

Un dernier trait caractéristique du régime c'est la multiplication des classifications et des graduations. Il faut qu'à chaque effort le condamné sente qu'il monte et, par contre, que chaque faiblesse le fasse descendre ; les classifications et graduations servent en quelque sorte à matérialiser ses ascensions et ses décadences morales et à les lui rendre plus saisissantes (1) ; elles aboutissent d'autre part à une individualisation de plus en plus précise du traitement répressif. Elles sont toutes dominées et comme encadrées par une répartition générale des détenus en trois catégories. La seconde catégorie ou classe est celle où les détenus sont placés à leur arrivée, la troisième classe est une classe de discipline et la première, une classe de récompense. Pour passer à la première classe il faut, comme dans le système irlandais, un certain nombre de marques relatives à la bonne conduite, au travail scolaire et au travail manuel. D'autre part, si le solde du détenu (2) reste au-dessous d'un minimum de marques, ou s'il commet des fautes graves, il descend dans la troisième classe.

Ces marques sont attribuées sur le rapport que les gardiens font chaque soir au sujet des détenus qu'ils ont à surveiller.

Le passage à la première classe ne peut être obtenu qu'au bout d'un séjour de six mois dans la deuxième ; si alors, pendant six autres mois, le détenu placé en première classe n'encourt aucun reproche, il peut être libéré conditionnellement (paroled). La plupart du temps on lui trouve un emploi et son patron rend régulièrement compte de sa conduite à l'administration du reformatory : certains fonctionnaires sont d'ailleurs chargés de la surveillance des libérés conditionnels et

(1) On trouvera le tableau détaillé de ces classifications dans le rapport de SANBORN, p. 35.

(2) Cette comptabilité morale est tenue avec la même rigueur qu'une comptabilité commerciale « as that of a merchant's book Keeping » dit SANBORN, *loc. sup. cit.*, p. 36.

ont le droit de les arrêter et de les ramener au reformatory, s'ils ne leur donnent pas satisfaction. Ce dernier stage de la libération conditionnelle dure encore six mois, après lesquels le détenu est libéré définitivement (discharged from the prison for good).

On voit, par conséquent, que le régime du reformatory, soit dans sa durée d'application, soit dans sa sévérité, n'est en aucune façon conditionné par la gravité du crime commis. « Peu importe que la peine légale ait été de 10 ou 20 ans ou de 12 mois, le condamné qui entre à Elmira est soumis au règlement de l'établissement et s'il y satisfait, c'est-à-dire s'il est amendé, on le libère sans considérer la durée de la peine (1) ». C'est le sacrifice de toutes les fonctions de la peine à celle de l'amendement ; s'il est satisfait au besoin d'intimidation dans une certaine mesure par la fixation d'un minimum de séjour avant la libération, c'est parce que, par une heureuse coïncidence, la fixation de ce minimum se trouve également répondre aux exigences de l'amendement. Passé cette limite le souci de la prévention collective n'aboutira pas à maintenir au reformatory un jour de plus un détenu qui est amendé. La peine n'est plus adaptée au délit mais uniquement au délinquant.

L'application de ce régime moralisateur rencontre sa sanction dans son organisation elle-même. La récompense consiste à monter de grade en grade, ce qui se traduit par une augmentation du bien-être et de la rémunération du travail manuel (2). La peine consiste en une descente corrélative. Cela ne suffit pas toujours et le régime disciplinaire d'Elmira comporte des peines corporelles. Nous avons eu plusieurs fois dans ce traité l'occasion d'émettre une opinion favorable à ce genre de pénalités, sans cependant dissimuler les graves inconvénients que pourrait présenter un abus accidentel, à cause des campagnes de presse dont il serait fatalement l'ob-

(1) LÉVY, p. 130.
(2) V. les chiffres *Rev. pénit.*, 1895, p. 305.

jet. C'est ce qui est arrivé il y a une dizaine d'années au reformatory d'Elmira (1), M. Brockway et le comité d'administration ont été mis en accusation, Le surintendant d'Elmira a été maintenu dans ses fonctions, sans qu'on ait cru devoir lui adresser aucun blâme.

Tel est l'ensemble de mesures moralisatrices auxquelles se rattache, comme un accessoire d'ailleurs indispensable, les sentences prétendues indéterminées. Il n'y a pas d'ailleurs que pour les peines réformatrices que l'on a parlé d'introduire l'indétermination de la sentence et les criminalites de l'ancien continent ont eu l'idée d'en proposer l'application aux peines d'élimination et de sûreté. Nous aurons donc l'occasion de revenir sur ce sujet.

SECTION III

LE TRAVAIL PÉNITENTIAIRE

120. — Notre examen portera successivement sur les trois questions suivantes :

A. — Buts et caractères du travail pénitentiaire ;

B. — Modes d'exploitation ;

C. — Concurrence du travail libre.

A. — *Buts et caractères du travail pénitentiaire*

121. — La légitimité de l'obligation du travail dans les établissements pénitentiaires n'a jamais été sérieusement contestée (2). Nous n'avons pas plus de répugnance à admettre que les nécessités de la défense sociale peuvent amener l'Etat à disposer de l'activité des criminels, que nous n'en avons eu à

(1) *Rev. pénit.*, 1895, pp. 301 et suiv. : cette information contient des références antérieures permettant de suivre toute l'affaire.

(2) V. la protestation presque isolée de Benjamin Constant, contre le travail pénal, dans Chauveau et Faustin Hélie, *Théorie du Code pénal*, 6e édition, 1887, t. I, pp. 132 et 133.

lui reconnaître le droit de s'assurer de leur personne et de leur confisquer leur liberté pour satisfaire aux mêmes nécessités. Il nous semble même, qu'en dehors de toute idée de défense sociale, il n'y ait rien de plus naturel et de plus légitime que de chercher, même par la voie d'une rigoureuse contrainte, à transformer en activité productrice une activité jusque-là anti-sociale et destructive, et l'obligation du travail pour les condamnés se justifie fort bien, même à une époque où cette obligation était exclusivement imposée dans l'intérêt de l'Etat ; c'était le cas, par exemple, des *servi pœnæ* du droit romain, et non dans l'intérêt du délinquant qui y était soumis.

Cette observation préliminaire nous laisse entrevoir que l'obligation du travail pour les délinquants frappés d'une peine privative de liberté met en jeu des intérêts divers, qu'il est d'ailleurs possible de concilier dans une large mesure. L'un des plus évidents, celui qui apparaît le premier dans l'histoire des institutions répressives, c'est l'intérêt de la société qui trouve son profit à employer la main-d'œuvre des condamnés à des travaux d'utilité générale (construction de routes, de ports, de canaux, etc.) ou à l'exercice d'une industrie rémunératrice pour le trésor public, soit que les objets fabriqués soient directement consommés par l'Etat, ce qui lui évite une dépense, soit que leur prix de façon ou de vente soit touché par lui, ce qui lui procure une recette. Ce profit purement pécuniaire, résultant de l'exploitation de la main-d'œuvre de condamnés, est ce qu'on pourrait appeler l'une des fins collectives du travail pénal. L'Etat fait travailler les détenus dans un but d'économie, afin que le produit du travail vienne en déduction des frais d'entretien, qu'il arrive même à les compenser. Nous avons vu que ce but a été pris en grande considération dans le régime pénitentiaire de la Grande-Bretagne.

Il est une autre fin collective que l'on cherche à atteindre par le travail. C'est le maintien de la discipline. On a souvent répété que l'oisiveté est mauvaise conseillère, et les révoltes sont particulièrement à craindre dans les prisons, l'expérience le prouve, pendant les périodes de chômage.

A côté de ces fins collectives, il est pour le travail pénal des fins individuelles, devenues particulièrement importantes depuis que l'amendement du condamné est considéré comme une fonction de la peine. Il n'est pas douteux que le travail est par lui-même moralisateur. Il habitue à l'effort ceux qui ont été conduits au crime par le défaut d'énergie : cet effort est par lui-même une souffrance et de ce chef l'obligation du travail rend la peine plus afflictive ; d'autre part, si le travail est rémunéré, et je suis d'avis qu'il en doit toujours être ainsi, la récompense suivant l'effort devient une merveilleuse leçon de chose. Dans les prisons cellulaires, le travail est un véritable soulagement et la privation de travail est prononcée comme une peine (1). L'obligation de travailler s'inspire alors de l'idée d'humanité mais la principale fin individuelle du travail pénal, c'est le reclassement du condamné. Il faut le faire travailler afin de lui apprendre un métier, qui lui servira de moyen d'existence à sa libération et de sauvegarde contre la rechute.

Pour atteindre ces différents buts il est essentiel :

122. — 1° Que le travail soit utile et productif. Le travail improductif, tel qu'il a été pratiqué pendant longtemps dans les prisons anglaises, n'a guère que le mérite d'assurer la discipline. Si, comme il vient d'être dit, rien n'est plus moralisateur que de montrer au détenu, par son exemple même, que tout effort conduit à un résultat, ce qui l'amène à accepter l'effort puisqu'il désire le résultat, rien par contre n'est plus déprimant (2), que de lui imposer le gaspillage de ses forces ;

(1) Ce goût du détenu soumis à l'isolement pour le travail diminue assez notablement l'objection que certains adversaires du régime cellulaire prolongé tirent de la difficulté d'organiser le travail dans les établissements cellulaires. L'expérience a révélé qu'après avoir surmonté les obstacles du début, on trouve de sérieuses compensations dans l'augmentation et la plus-value des produits. *Rev. pénit.*, 1901, p. 956.

(2) « Il m'est venu un jour à l'idée que si l'on voulait réduire un homme à néant, le punir atrocement, l'écraser tellement que le meurtrier le plus endurci tremblerait lui-même devant ce châtiment et s'effrayerait d'avance, il suffirait de donner à son travail un caractère de complète inutilité, voire même d'absurdité » (Dostoiewsky, *La maison des morts*.

encore cette dépression serait-elle précédée chez quelques-uns d'une crise d'exaspération, capable de compromettre au moins temporairement le bon ordre de la prison ;

123. — 2° Il faut ensuite que le détenu puisse trouver facilement à exercer dans la vie libre le métier qui lui aura été appris en prison : il y a de ce chef à tenir compte de la situation économique des divers pays et même de celle des diverses régions d'un même pays. Il ne faut pas exagérer à ce point de vue l'importance qu'il y a à enseigner aux détenus « un métier complet », ce qui amène à critiquer plus qu'il n'est juste, la division du travail industriel dans les prisons. Tout dépend des conditions de l'industrie dans la région où le libéré cherchera ses moyens d'existence. On peut citer des exemples d'industriels en quête d'ouvriers spécialisés et trouvant profit à employer des libérés occupés pendant la durée de leur peine dans cette spécialisation (1) ;

124. — 3° Les travaux doivent être en outre assez variés pour que l'on puisse donner satisfaction aux aptitudesdifférentes des détenus. La productivité et l'efficacité moralisatrice du travail sont, en quelque sorte, proportionnées au goût qu'il inspire au détenu et à l'ardeur avec laquelle il s'y livre. Ici surgit la fameuse question du travail pénal all'aperto? Peut-on employer les condamnés à une peine privative de liberté à des travaux extérieurs, tels que les travaux agricoles, les travaux de voirie, la construction de bâtiments, etc. ? Si le travail pénal doit être en relation avec les aptitudes des détenus, ne faut-il pas fournir à ceux d'entre eux qui sont d'origine rurale, ou bien qui exerçaient la profession de maçon ou de charpentier, une occupation conforme à leur ancien genre d'existence ? Ne risque-t-on pas de les déclasser définitivement en les appliquant pendant des mois ou des années à un de ces métiers industriels auxquels leurs affinités ne les ont pas portés ? Ne leur impose-t-on pas un changement de régime qui peut leur être fatal, en les enlevant à la vie au grand air pour les enfer-

(1) *Rev. pénit.*, 1901, p. 938 et p. 973.

mer entre les quatre murs d'un atelier ? A première vue, il semble que la réponse ne peut être douteuse ; la nécessité du travail pénal extérieur pour les délinquants cultivateurs ou ouvriers du bâtiment paraît s'imposer avec autant d'évidence que celle du travail intérieur pour les délinquants des milieux urbains ou industriels.

Une première objection apparaît cependant à la réflexion. Tout régime pénitentiaire comporte un stage cellulaire ; les adversaires les plus déclarés de l'application de la cellule aux longues peines n'hésitent pas cependant à soumettre le détenu, au moins pendant quelque temps, à la séparation individuelle de jour et de nuit. Or les travaux de la terre et du bâtiment exigent presque nécessairement la réunion de plusieurs détenus. Ce sont, en tout cas, des travaux extérieurs, pour lesquels le détenu devrait être enlevé à sa cellule la plus grande partie de la journée. Il ne faut donc songer à organiser ces travaux extérieurs que pendant la seconde période de la peine, si l'on adopte le régime progressif. On doit même y renoncer complètement dans un régime purement cellulaire.

Une autre objection beaucoup moins sérieuse est fournie par les expériences assez malheureuses de pénitenciers agricoles qui ont été faites en Corse et en Algérie (1). D'abord la mortalité y a atteint un taux trop élevé, au moins en Corse ; cette fâcheuses situation sanitaire a, paraît-il, coïncidé avec la période de défrichement et elle a cessé avec elle ; mais l'opinion, sans doute insuffisamment éclairée, en a conservé une impression défavorable : il y a de ce chef — a tort il est vrai — un préjugé contre les pénitenciers agricoles. Au point de vue économique, les résultats qu'ils ont fournis n'ont pas été non plus encourageants ; tandis que pour l'année 1901 le produit moyen de la journée de travail dans les maisons centrales d'hommes atteignait 1,32, dans les pénitenciers agricoles il ne dépassait pas 0,48 ; les années précédentes fournissent des chiffres sensiblement identiques. Enfin il est

(1) Casabianca, Chiavari, Castellucio en Corse, Berrouaghia en Algérie.

prouvé que le travail agricole est beaucoup moins pénible et moins redouté que le travail industriel ; il constitue un adoucissement plutôt qu'un aggravation de la privation de liberté (1).

Toutes ces objections ne sont pas sans réponse, et cette réponse est fournie par l'exemple de pays étrangers, où les travaux extérieurs réussissent fort bien. L'Angleterre, notamment, a su tirer un excellent parti de la main-d'œuvre de ses convicts pendant leur séjour dans les public Worckhouses. En Allemagne, en Autriche, en Italie, en Russie (2), on a également employé les détenus à construire des ports, des canaux, des routes, des digues, à enrichir, en un mot, l'outillage national. Aux Etats-Unis et en Angleterre, des prisons ont été construites par des condamnés (3). En France, l'article 9 de la loi du 4 février 1893 a prévu et autorisé une semblable utilisation de la main-d'œuvre pénale pour hâter la transformation des maisons de courtes peines. Cependant, en fait, dans notre pays, aucune initiative de ce genre n'a encore été prise. Nous n'avons pas cherché dans cette voie l'organisation des travaux extérieurs (4). C'est assurément là l'origine de nos mécomptes : nous avons eu tort de croire — et cette erreur a été également commise dans l'organisation de nos peines coloniales — que la simple culture de la terre possédait une efficacité, sinon moralisatrice, du moins intimidante, que

(1) Lire à ce sujet une page très intéressante des *Institutions pénitentiaires de l'Algérie*, de MM. Larcher et Olier, pp. 190 et 191. « Les détenus de Berrouaghia qui sont pour la plupart des soldats du bataillon d'Afrique ou des fusiliers des compagnies de discipline condamnés à la réclusion par le Conseil de guerre, avouent sans détour qu'ils préfèrent deux années de Berrouaghia à six mois dans un pénitencier militaire ou un atelier de travaux publics ».

(2) V. les références dans le *Rép.* Fuzier-Hermann, V° *Régime pén.*, n° 697.

(3) *Rev. pénit.*, 1880, pp. 32 et s. La prison de Wormwood scrubs et les constructions pénitentiaires en Angleterre.

(4) Il ne paraît pas que dans les Chambres, au cours des débats sur le budget des services pénitentiaires, on ait jamais songé à organiser des travaux extérieurs, afin de réaliser par là une amélioration de notre régime pénitentiaire, mais uniquement afin de pallier aux inconvénients de la concurrence du travail pénal au travail libre : ce qui est d'ailleurs, comme nous le verrons, une puérilité. V. Débats parlementaires, séance du 20 novembre 1896, p. 435. *Journ. off.*, 1er février 1899, séance du 31 janvier, p. 247.

le travail agricole avait une valeur répressive et nous avons organisé en Corse et en Algérie des bagnes agricoles, aussi médiocres comme entreprise de culture que comme institution pénitentiaire. Le point de départ était faux. Tous les travaux extérieurs ne ressemblent pas au travail agricole ; il y en a de pénibles, il y en a même de dangereux et d'insalubres. Je ne fais pas allusion ici aux ouvrages de toute nature que comporte la préparation d'une terre nouvelle à la colonisation libre, ce serait anticiper sur les chapitres que nous consacrerons à la transportation. Il est possible de trouver sur le territoire métropolitain l'emploi de la main-d'œuvre pénale dans des travaux à l'extérieur productifs et ayant une valeur répressive ; répétons encore que l'exemple des nations étrangères est là pour le prouver, et si nous n'y avons pas encore réussi, c'est que l'esprit public en France manifeste quelque répugnance, à l'heure actuelle, pour un pareil emploi : on craint le spectacle d'une concurrence trop ouvertement faite aux ouvriers libres, on redoute le contact des condamnés avec la population, on a peur des campagnes de presse auxquelles pourraient donner lieu les rigueurs nécessaires au maintien de la discipline ; nous n'acceptons pas encore et peut-être n'accepterons nous jamais les idées sociales et pénales que résume le nom de « pénal servitude », donné par les Anglais à la peine privative de liberté de longue durée. La servitude du détenu appliqué dans nos maisons centrales à un travail industriel est sans doute aussi réelle et peut-être plus pesante, que le serait celle du condamné, travaillant à creuser un port, à défricher des landes ou à construire une route : mais elle ne nous émeut pas, elle ne s'étale pas au grand jour et nous pouvons l'ignorer.

On discute d'ailleurs cette question bien souvent sans avoir suffisamment précisé dans quelles conditions elle se pose en pratique. Il ne s'agit pas ici de travaux à accomplir par la population détenue dans nos prisons départementales : car notre législation positive — consacrant une opinion presque incontestée en science pénale — soumet à l'isolement de jour et de

nuit les condamnés à une peine d'emprisonnement ne dépassant pas un an. Les travaux extérieurs n'intéressent donc que la population de nos maisons centrales ; encore faut-il ajouter qu'une partie seulement de cette population pourrait y être employée. Prenons comme base de calcul les chiffres fournis par la statistique pénitentiaire de 1901 (1). Il y avait, au 31 décembre 1901, environ 6.000 détenus dans les maisons centrales. Malgré les progrès de la criminalité rurale, les détenus de profession agricoles ne représentent pas la moitié de l'effectif (2). Admettons qu'en y joignant les détenus ouvriers du bâtiment on arrive à cette moitié, ces 3.000 détenus ne peuvent pas être tous utilisés aux travaux extérieurs, il y en a de chétifs, d'autres trop âgés, pour lesquels l'application à un travail industriel peu pénible reste préférable. Si l'on veut que le travail extérieur rende quelque chose, il faut n'y employer que des individus vigoureux et dans la force de l'âge, par exemple de 20 à 40 ans ; les détenus de cette catégorie d'âge constituent environ les deux tiers de la population des maisons centrales, soit un chiffre proportionnel de 2.000 sur 3.000. Il n'est donc question de travaux extérieurs sur le territoire de la France métropolitaine que pour 2.000 détenus au maximum. Il conviendrait de les répartir en une dizaine de chantiers ou d'ateliers, de constituer même des équipes volantes, dont l'effectif ne dépasserait pas 100 détenus, susceptibles d'être facilement transportées aux différents endroits où un travail d'intérêt général ne pourrait être assez rapidement exécuté par la main-d'œuvre locale. La grande difficulté pratique que soulève le fonctionnement de ces chantiers et de ces équipes, c'est le logement des détenus dans les localités où ils ne séjournent que quelques mois. Je ne la crois pas insurmontable et l'on en pourrait trouver la solution dans un matériel de baraquements démontables pouvant abriter les détenus même pendant l'hiver.

(1) *Rev. pénit.*, 1903, p. 1358.
(2) *Rev. pénit.*, 1903, p. 1360.

Enfin il y aurait peut-être à se préoccuper d'organiser un système de réduction de peine pour les détenus employés à ces travaux, plus pénibles que ne le sont, en général, les métiers industriels pénitentiaires.

125. — 4° Il est bon que le travail pénitentiaire soit rémunéré.

En nous exprimant ainsi, nous prenons parti, comme l'a fait le Congrès pénitentiaire de 1895, contre « le droit au salaire » pour le détenu qui travaille (1). Notre solution a été différente, on se le rappelle (2), quand nous nous sommes posé la question sur le terrain de la législation pénitentiaire en vigueur en France, et nous avons reconnu pour le détenu français le droit à une rémunération de son travail, sans toutefois donner à cette rémunération la qualification juridique de salaire. Nous nous mettons maintenant en dehors de toutes les contingences du droit positif, et nous supposons un régime pénitentiaire où le détenu est en principe suffisamment nourri et vêtu pour subir l'exécution normale de la peine, sans qu'il en résulte aucune déperdition de ses forces, aucune diminution de sa valeur comme instrument de travail et de production. Dans de pareilles conditions, nous n'admettons pas qu'il se crée, en travaillant, un droit quelconque à la rémunération de son travail : l'obligation du travail est un des éléments de la peine, et, en s'y soumettant, le détenu ne fait naître aucune créance à son profit contre l'Etat, pas plus que quand il se soumet au port du costume pénal ou à la prohibition du tabac. L'Etat confisquant, dans un but de répression, l'activité d'un criminel, n'est pas plus tenu de lui fournir une compensation que lorsqu'il dispose de sa personne et de sa liberté.

Telle est la solution généralement admise au point de vue

(1) Congrès pénitentiaire de 1895, Paris, 2e section, 4e question : « Les détenus ont ils droit au salaire ou bien le produit du travail doit-il être employé d'abord à couvrir les dépenses d'entretien de tous les condamnés de même catégorie, sauf à attribuer à chacun d'eux une part fixe de ce produit et à donner à titre de récompense des gratifications aux plus méritants ? »

(2) V. 3e partie, ch. I, p. 286.

des principes, mais on n'est pas moins généralemont d'accord pour reconnaître que sur le terrain de l'application pratique et de la politique criminelle « il existe pour l'Etat un intérêt à donner une gratification au détenu ». Cet intérêt est tellement évident qu'il n'est guère de pays, parmi ceux qui dénient au détenu tout droit véritable du produit de son travail, où ne fonctionne le système des gratifications (1).

Au point de vue économique, l'expérience prouve que le travail pénal rémunéré est plus productif que celui qui ne l'est pas : au point de vue pénitentiaire l'espoir d'une gratification contribue notablement à assurer la discipline et l'assiduité au travail : en même temps le détenu « apprend à connaître » suivant le mot de Jageman « la valeur d'une vie laborieuse » (2), enfin, au point de vue social, il est utile que le détenu libéré puisse disposer de quelques ressources qui diminueront les chances de récidive. C'est cette dernière utilité qui est particulièrement incontestable et certains pays, comme l'Angleterre, où le travail du prisonnier ne lui assure aucun gain immédiat, admettent cependant, pour récompenser la bonne conduite, un système de primes mensuelles dont le condamné acquiert la disposition au jour de sa libération (3).

Il n'est pas sans intérêt pratique, on le conçoit, de décider que l'attribution au détenu d'une partie des produits de son travail est une libéralité et non l'acquittement d'une dette. Si l'on y voit une libéralité, on est d'abord beaucoup plus à l'aise pour la restreindre ou même la supprimer par mesure disciplinaire, lorsque le détenu donne des sujets de mécontentement. Cette faculté pourrait donner lieu à discussion dans un régime où l'on reconnaît au détenu un droit véritable à son

(1) HOLTZENDORFF, *Handbuch*, pp. 257 et s.

(2) Dans HOLTZENDORFF, *Handbuch*, p. 257

(3) *Rev. pénit.*, 1880, p. 39. Tout le monde s'accorde d'ailleurs à reconnaître que cette somme d'argent, qui constitue dans notre législation française le pécule de réserve, ne doit pas être remise intégralement au détenu le jour de sa libération mais versée par accomptes successifs. L'intermédiaire des sociétés de patronage parait naturellement indiqué pour opérer ces versements, qui seront l'occasion de conseils, d'encouragements, d'interventions profitables au libéré.

pécule. On comprend ensuite beaucoup mieux les règlements qui attribuent aux récidivistes une part moindre qu'aux délinquants primaires, règlements bien opportuns, car les récidivistes, plus habitués aux métiers des prisons, fournissent un travail plus productif que les condamués sans antécédents judiciaires et devraient, par conséquent, toucher une rémunération plus forte ; ce qui constituerait un contraste peu moralisant, contraste auquel il serait peut-être difficile de se soustraire, si l'on devait accepter avec toutes ses conséquences l'idée d'un droit au salaire naissant du travail pénal.

Enfin si la rémunération du travail pénal n'est qu'une simple gratification accordée dans un but disciplinaire et moralisateur, il convient d'en proportionner l'importance non à la valeur des produits fabriqués par le détenu, mais à son assiduité, à sa bonne volonté. On évite ainsi de créer des différences absolument injustifiées entre des détenus, suivant qu'on les affecte à telle ou telle industrie ; souvent, pour ne pas dire presque toujours, cette affectation dans nos maisons centrales s'opère mécaniquement et d'après la situation de l'effectif dans chaque atelier (1) ; dès lors, si l'on attribue au détenu une quote-part déterminée du prix de main-d'œuvre, ce qu'il est difficile de ne pas faire si on lui reconnaît un droit au produit de son travail, ceux qui auront eu la bonne fortune d'être employés dans une industrie où le prix de main-d'œuvre est élevé se constituront, sans l'avoir aucunement mérité, un pécule deux ou trois fois plus considérable que les autres. Le seul moyen d'éviter cette inégalité dans le système du droit au pécule, c'est de n'admettre non seulement dans la même prison, mais même dans toutes les prisons d'un même pays, que des métiers où la rémunération de la main-d'œuvre soit sensiblement la même : ce qui soulève des difficultés pratiques presque insurmontables.

(1) *Rev. pénit.*, 1901, pp. 1108 et 1109.

B. — *Modes d'exploitation* (1).

126. — Nous avons dégagé dans le paragraphe précédent les buts du travail pénal, il semble naturel d'établir un lien étroit entre ces buts et la manière dont on exploitera la main-d'œuvre pénitentiaire pour les réaliser. On peut dire que le travail des prisons a en résumé une fin économique et une fin morale ; s'il n'est pas impossible de leur donner en même temps satisfaction, il faut cependant reconnaître que cette satisfaction n'est pas toujours également complète des deux côtés. Il peut se faire, par exemple, qu'un travail très profitable au détenu, notamment en vue de son reclasse ment, ne soit pas très avantageux pour l'administration. Si l'on pose en principe que la satisfaction de la fin morale du travail doit toujours être préférée à celle de la fin économique, il y a peut-être de ce chef un préjugé en faveur de l'exploitation du travail par l'Etat, plutôt que par un entrepreneur. On ne peut pas exiger qu'un entrepreneur travaille à perte ; on doit même lui laisser une certaine latitude pour tirer de l'exécution de son contrat un profit qui l'encourage à continuer, tandis que l'Etat peut et doit parfois agir pour des fins désintéressées ; il peut sacrifier le rendement du travail pénal à son efficacité moralisatrice et préventive ; il n'y a là, au fond, qu'une économie bien entendue, comme dans toute dépense ayant pour but la prévention de la criminalité, mais il est évident que l'Etat seul peut s'inspirer d'une pareille conception dans l'organisation du travail pénal.

Cet élément de décision, tiré des principes mêmes qui dominent notre matière, se trouve fortifié par un examen plus attentif des avantages et des inconvénients respectifs du système de la régie et de celui de l'entreprise. Nous nous souviendrons au cours de cet examen qu'il faut entendre par régie l'orga-

(1) V. Rapport de M. Brunot à la Société générale des prisons, 1901, pp. 937 et suiv., pp. 1097 et s.

nisation directe par l'Administration pénitentiaire de tous les services économiques et industriels.

127. — Dans la régie, l'administration fabrique pour son compte avec des machines et des matériaux qui lui appartiennent et doit se mettre elle-même en quête d'un débouché pour ses produits. Sous le nom d'entreprise nous désignerons non seulement l'entreprise générale en vigueur dans nos prisons de courtes peines, mais aussi le régime mixte des confectionnaires très répandu dans nos maisons centrales. Les confectionnaires sont, comme on l'a dit spirituellement, « la monnaie » (1) de l'entrepreneur et bien des critiques adressées à l'entreprise générale portent également, à peine atténuées, contre le système des confectionnaires.

Etant donné que l'intérêt de l'entrepreneur consiste tout entier à rendre la main-d'œuvre pénale plus productive et plus habile qu'elle n'est supposée l'être d'après les clauses du cahier des charges, il ne cherchera pas à donner au détenu une formation professionnelle complète, mais à le placer le plus vite possible, après un apprentissage réduit au minimum, dans des conditions où il peut produire et rapporter. De là une extrême division du travail industriel à l'entreprise, car plus le travail est divisé, plus il est spécialisé et s'apprend vite. Sans méconnaître, comme on l'a dit plus haut, que certains détenus ainsi spécialisés pourront une fois libérés s'employer facilement dans la vie libre à des travaux analogues, sans avoir, comme certains pénitentiaires, le culte du « métier complet », on doit cependant critiquer très sévèrement une pareille division du travail, lorsqu'on y soumet indistinctement tous les détenus quelles que soient leurs aptitudes et leur origine. La plupart des détenus n'arrivent en prison qu'avec des « demi-métiers », si l'on peut ainsi dire, et médiocrement habiles de leurs mains. En Suède et en Amérique dans les Reformatories, on leur enseigne d'abord le maniement général des outils, qui porte suivant les pays le nom de Sloyd (Suède) ou de manual training (Amé-

(1) *Rev. pénit.*, 1901, p. 1112.

rique) (1). Cette période d'initiation est rarement productive pour l'État, plus souvent coûteuse, elle prépare cependant le reclassement du détenu libéré, en lui fournissant des moyens variés de gagner sa vie, mais on ne peut songer à l'introduire que dans l'exploitation du travail en régie.

L'entrepreneur apprécie les mérites d'un détenu avec une optique toute particulière. Il est naturellement bien disposé pour ceux qui travaillent bien et produisent beaucoup, il leur réservera ses faveurs, sans trop se préoccuper s'ils en sont dignes à d'autres points de vue : les plus dépravés et les plus pervertis, étant parfois les plus habiles au travail, le régime des peines et des récompenses fonctionnera ainsi contrairement à son but. Si l'on suppose à l'inverse que ce bon ouvrier soit en même temps digne d'intérêt, et paraisse entrer dans la voie de l'amendement, l'entrepreneur ne cherchera pas à faciliter sa libération conditionnelle, pour ne pas priver ses ateliers d'un de ses meilleurs sujets; peut-être même y fera-t-il obstacle, faussant ici l'un des organes essentiels de la peine réformatrice.

Cette ingérence même de l'entrepreneur dans l'exécution de la peine est à elle seule le plus grave inconvénient du système de l'entreprise. En fait, l'entrepreneur est le personnage principal de la maison, car il dispose avec l'organisation du travail du moyen le plus efficace pour assurer le bon ordre et la discipline. Le directeur est bien souvent obligé de subir ses exigences et s'il entre en conflit avec lui, ce conflit est toujours préjudiciable au bon fonctionnement des services de la prison. Dès lors, si l'entrepreneur estime que les heures de travail sont trop peu nombreuses, que les détenus passent trop de temps avec l'aumonier ou l'instituteur, qu'ils reçoivent trop de visites, écrivent trop de lettres, font trop d'exercices physiques et de lectures, on sera amené à rogner peu à peu la part de la discipline pénale purement moralisatrice et à transformer la prison en une manufacture. La peine réformatrice aura ainsi

(1) V. plus haut, p. 365.

manqué son but, par un mode vicieux d'exploitation du travail pénal.

Ajoutons enfin qu'avec l'entreprise c'est le chômage possible, si l'entrepreneur fait de mauvaises affaires ou ne veut pas travailler à perte. Avec le chômage, c'est la discipline compromise et la révolte en puissance. Toutes ces appréhensions disparaissent avec l'exploitation en régie.

Il semble, après une pareille critique, que le système de l'entreprise est définitivement condamné et qu'il doit être abandonné : et en effet, dans un pays où l'opinion serait assez clairvoyante et les finances assez prospères pour permettre au gouvernement de doter richement les services pénitentiaires, l'exploitation du travail des prisons à l'entreprise n'aurait aucune raison d'être. Il en est autrement dans bien des nations civilisées, et particulièrement en France, où l'on veut faire de la répression à bon marché et où les difficultés budgétaires sont devenues des obstacles infranchissables, même lorsqu'il s'agit de satisfaire aux exigences les plus impérieuses de la morale publique (1).

Or, il n'est pas douteux que le système de l'entreprise épargne à l'administration des avances de fonds, des chances de perte, et une besogne considérable. D'abord ni avances de fonds ni chances de perte, puisque les entrepreneurs ou confectionnaires fournissent à la fois le capital fixe et le capital circulant nécessaires à l'exploitation de la main-d'œuvre pénale, c'est-à-dire les machines, l'outillage et les objets à manufacturer. Ce sont eux qui ont la propriété des produits fabriqués et à qui incombent la responsabilité et les risques de leur conservation en magasin. Mais la plus grande économie réalisée par l'entreprise, c'est la simplification du personnel d'administration. Se représente-t'-on tout ce qu'exige des fonctionnaires des prisons le bon fonctionnement de la régie, et je vise ici presque exclusivement la régie des services indus-

(1) « Ce qui détermine d'ordinaire les révolutions pénitentiaires, ce sont les considérations budgétaires ». M. Brunot, *Rev. pénit.*, 1902, p. 595.

triels. Sans cesser bien entendu d'être des connaisseurs et des éducateurs d'hommes, des administrateurs intelligents et énergiques, il faut qu'ils possèdent en même temps les aptitudes industrielles les plus variées, qu'ils soient à la fois métallurgistes, brossiers, ébénistes, tailleurs, imprimeurs, cordonniers, etc., et la liste de ces compétences multiples est loin d'être close : car il importe, avons-nous vu, d'organiser dans les prisons des métiers assez nombreux pour que chaque détenu puisse être employé à celui qui lui convient le mieux et contribuera le plus efficacement à son reclassement (2). Bien des gens intelligents ne feraient pas de bons industriels, même en les appliquant à une branche unique d'industrie. Cette remarque acquiert une force singulière, quand on se propose de transformer les directeurs de prisons en industriels universellement expérimentés.

Ce n'est pas tout. Non seulement il faut produire dans de bonnes conditions, mais il faut savoir vendre ses produits. A la compétence industrielle, doit s'ajouter la compétence commerciale. Il faut chercher des débouchés, voyager ou faire voyager pour obtenir des commandes, connaître l'état des marchés, les fluctuations possibles des cours. Si, à la rigueur, tout le monde peut arriver à acheter convenablement, et c'est pour cela que la régie des services économiques a pu s'organiser assez facilement dans nos maisons centrales, il existe un art de vendre que l'on n'acquiert pas sans travailler parfois longtemps.

« Sans doute, comme l'a dit M. l'Inspecteur général Brunot, on pourra trouver quelques rares directeurs à la hauteur de cette tâche écrasante mais prétendre que le recrutement général d'un tel personnel puisse être assuré est une pure illusion » (1).

Dès lors, si toutes ces attributions diverses ne peuvent être réunies sur les mêmes têtes, l'idée vient assez naturellement de les diviser et de placer sous les ordres du directeur, un per-

(1) *Rev. pénit.*, 1901, p. 946.
(2) *Rev. pénit.*, 1901. p. 946.

sonnel technique, chargé de l'exploitation commerciale et industrielle de la main-d'œuvre pénale : ce personnel serait composé de véritables fonctionnaires qui, malgré leur spécialisation, ne devraient jamais perdre de vue les fonctions essentielles de la peine et subordonner, si les circonstances l'exigent, les fins économiques du travail des prisons à ses fins morales. Un tel personnel coûterait fort cher : étant donnée la variété des métiers, il faudrait de nombreux contremaîtres et un ou deux ingénieurs par prison. L'expérience a été faite en Danemark de 1845 à 1868; elle n'a pas produit de bons résultats par suite de conflits incessants entre le personnel administratif et celui du service technique (1). C'est un précédent dont il ne conviendrait peut-être pas de tirer une conclusion ferme contre la division des attributions. Il contient cependant un avertissement. L'exploitation en régie fait naître inévitablement chez les fonctionnaires de l'Etat le désir d'augmenter le plus possible le rendement de la main-d'œuvre pénitentiaire. On tient à présenter à la fin de l'année de bonnes statistiques, à montrer que l'on fait aussi bien et à moins de frais que sous le système de l'entreprise, on sait qu'on est toujours sûr de plaire en haut lieu en abaissant le chiffre moyen de la dépense journalière d'entretien et l'on arrive peu à peu à faire passer au second plan le souci de la réforme morale des détenus. « Rien ne ressemble, a dit l'inspecteur général Brunot, à un atelier de régie comme un atelier d'entreprise et bien expert serait qui les pourrait distinguer » (2).

Peut-être cependant trouverons-nous un intérêt à cette distinction dans l'étude de la troisième question que nous nous sommes posés sur le travail pénal, celle de la concurrence au travail libre.

128. — C. — Les réclamations des industriels et des ouvriers libres contre le travail pénal ne datent pas d'hier (3). Elles ont

(1) *Rev. pénit.*, 1901, p. 947.
(2) *Rev. pénit.*, 1902, p. 594.
(3) Voir un court historique dans Roux, le *Travail dans les prisons*, thèse, Paris, 1901.

abouti, il y a plus d'un demi-siècle, à faire supprimer momentanément le travail dans les prisons, par le décret du 24 mars 1848 (1). L'article 4 de ce décret décidait, qu'il serait réorganisé « de manière à ne pouvoir créer pour l'industrie libre aucune concurrence fâcheuse ». Cette réorganisation eut lieu dès l'année suivante, l'oisiveté des détenus faisant à l'administration une situation intolérable (2). La loi du 9 janvier 1849 prescrivit d'employer les détenus à certains services publics, enfin le décret-loi du 25 février 1852, tout en acceptant le principe de la consommation par l'Etat, des produits du travail des prisons, autorisa de nouveau le travail au profit des particuliers (3). Depuis lors, les réclamations de l'industrie libre ne se sont pas interrompues. Depuis un vingtaine d'années, notamment il est rare qu'au moment de la discussion du budget des services pénitentiaires, un député ne s'en fasse pas l'interprète, dans des termes qui ne varient guère : parfois c'est le rapporteur lui-même qui prend ce soin (4). Une pareille assiduité trahit la préoccupation électorale et la première précaution que l'on doit prendre en abordant l'étude de cette question, c'est de la ramener sur un terrain exclusivement scientifique et de la réduire à ses véritables proportions, démesurément grossies dans les débats parlementaires.

On ne propose plus guère aujourd'hui de supprimer le travail des prisons : l'expérience de 1848 a porté ses fruits, et on ne paraît pas désireux de la recommencer. Il faut avouer

(1) Dalloz, 1848.4.56.

(2) Une circulaire de Jules Favre en date du 21 avril 1848 y avait déjà porté remède en limitant l'application du décret du 24 mars, attendu disait-elle « qu'il n'était pas impossible que l'opinion publique se fût exagéré les effets produits par la concurrence du travail des prisons ».

(3) Entre temps une circulaire de M. Baroche du 20 août 1850 proposait de faire consommer les produits du travail pénal par l'Etat ou par les établissements de bienfaisance ,qu'on subventionnerait désormais en nature au moyen de ces produits, Magnol. Rép. Fugier-Hermann, v° Rég. pénit., n° 689.

(4) V. les références dans Magnol, *loc. sup. cit.*, n° 683. On y trouvera également une bibliographie de la question, qu'il faut compléter par celle beaucoup plus étendue qui figure à la fin de la thèse de Roux, *sup. cit.*, par l'article de Jagemann, dans *Holtzendorff Handb*, t. II, Gefangnissarbeit, pp. 250-255 enfin par les pp. 392 et 394 de Krohne, *Lehrbuch*.

cependant que le procédé employé à ce moment-là pour supprimer la concurrence était le seul rationnel. A moins de fabriquer des choses qui ne servent à rien, ou d'apprendre aux détenus des métiers, n'ayant point de débouchés sur le marché des nations civilisées — ce qui serait la négation des buts essentiels du travail des prisons : autant vaudrait le supprimer — il faut se résigner à la concurrence, du moment qu'il y a organisation d'un travail producteur. Mais cette concurrence, dit-on, il faut au moins la réduire au minimum, il faut l'étouffer sous les palliatifs ?

Il convient de se demander ici jusqu'à quel point on a le droit de formuler une pareille exigence. En fait, les gens que l'on met en prison étaient presque tous, avant leur incarcération de médiocres producteurs, travaillant peu ou ne travaillant point, et vivant plutôt aux dépens de la société qu'à son profit. Il semble, à entendre certaines revendications, que cette oisiveté antérieure constitue pour l'industrie libre une sorte de droit acquis et que l'Etat est mal venu de transformer ainsi temporairement en travailleurs des individus qui paraissaient décidés à ne rien faire. L'existence des fainéants serait une bonne aubaine pour les bons ouvriers auxquels ils ne font pas concurrence (1). Il est évident que si l'on envisage la question sous un pareil angle, si l'on estime que la concurrence du travail pénal au travail libre, est par elle seule et à tous ses degrés un mal, mal nécessaire si l'on veut, une atteinte à des intérêts très légitimes, presqu'à des droits, il faut la limiter impitoyablement et la comprimer dans des prescriptions draconiennes.

Il est à peine utile de démontrer l'inexactitude de ce point de vue. Cavour l'a fait avec beaucoup de force dans ces quelques mots traditionnellement cités. « Le condamné, avant son incarcération, était ou eût dû être un ouvrier travaillant comme tout le monde. Si on l'enferme, sa concurrence comme ouvrier libre disparaît et est remplacée par la concurrence

(1) *Rev. pénit.*, 1901, pp. 1120, observation de M. Cheysson.

comme ouvrier détenu et c'est tout ». Faut-il ajouter, que la surveillance et la recherche des criminels occupe un nombre considérable de gendarmes, gardiens et autres auxiliaires, qui sans cela auraient grossi la masse des producteurs et fait aux ouvriers libres, sinon une concurrence de prix, au moins une concurrence de quantité ?

On peut donc dire qu'à ce point de vue, dans son principe et dans son ensemble, la concurrence du travail pénal au travail libre est absolument légitime. L'état doit seulement faire ses efforts pour que cette concurrence ait une répercussion aussi étendue que possible, et que le poids total n'en soit pas supporté seulement par certaines régions, ou par certaines catégories d'ouvriers. Il doit le faire parce qu'étant l'intendant des intérêts de tous, il est tenu de n'en compromettre aucun en particulier. De pareils ménagements seraient injustifiables et toutes ces exigences devraient être écartées, si au lieu de travail pénal il s'agissait d'une industrie privée.

Mais ce point de vue n'est pas le seul. Au cours des développements qui précèdent, nous avons toujours supposé que les produits du travail pénal, étaient offerts sur le marché à des prix équivalents à ceux des produits similaires du travail libre. Je dis équivalents et non identiques, car il y a souvent lieu de tenir compte d'une différence de qualité dans ces produits. Si cette équivalence n'était pas soigneusement assurée, et si l'Etat, profitant de ce qu'il dispose dans ses pénitenciers de quelques milliers d'ouvriers qu'il peut, théoriquement tout au moins, faire travailler sans leur donner aucun salaire, s'avisait de vendre les produits du travail pénal ou de louer la main-d'œuvre des condamnés à des prix notablement inférieurs à ceux qui sont en vigueur dans l'industrie libre, la concurrence qu'il ferait aux ouvriers libres deviendrait déloyale.

Nous arrivons donc à distinguer deux aspects dans cette question de la concurrence : ce qui va nous permettre de la serrer de plus près. Le travail pénal peut faire au travail libre, soit une concurrence de prix, soit une concurrence de

quantité. La première est illicite, car elle résulte non du travail des condamnés en lui-même, mais de son caractère pénal qui oblige le condamné à le fournir gratuitement. L'Etat n'est pas, au point de vue du coût de la main-d'œuvre, dans la situation des industriels libres : leur faire concurrence dans ces conditions serait une injustice.

La concurrence de quantité est au contraire en principe licite, car elle ne résulte plus du caractère pénal du travail des prisons, mais simplement de ce qu'il est un travail producteur, comme doit l'être tout travail en général. Il n'y a de ce chef, nous l'avons vu, aucun grief à faire à l'Etat de ce qu'il force à produire des gens qui ne produisaient pas, mais qui auraient dû produire.

Faisons maintenant l'application de ces deux idées directrices.

Et d'abord, toute concurrence de prix doit être soigneusement évitée. Cela est facile dans l'hypothèse d'une exploitation du travail pénal en régie pure. Il suffit que l'Etat, s'il ne consomme pas lui-même ses produits, les offre sur le marché au prix des produits du travail libre, sans chercher à réduire ce prix pour augmenter sa vente. La seule réduction de prix qu'il puisse proposer doit correspondre à l'infériorité de qualité des produits et lui être strictement limitée. Il est un peu plus compliqué de prévenir la concurrence de prix quand le travail pénal est exploité à l'entreprise. Il est une solution très simple, mais très fausse, qui se présente immédiatement à l'esprit et contre laquelle il faut se mettre en garde, c'est celle qui consisterait à obliger l'entrepreneur ou le confectionnaire à rémunérer la main-d'œuvre pénale au même taux que la main-d'œuvre libre. C'est la solution qu'ont proposée certains députés, au cours des débats que provoque traditionnellement la question qui nous occupe (1).

(1) « Nous voulons, dit M. Jaurès, que les condamnés travaillent, mais au taux normal des salaires afin de ne pas déprécier les salaires des ouvriers libres ». Chambre des députés, séance du 19 février 1895. Débats parl., pp. 538 et s.

Aucun industriel ne se présenterait pour exploiter la main-d'œuvre pénale dans ces conditions.

Le prix de revient d'un produit fabriqué n'est conditionné que dans une certaine mesure par le coût de la main-d'œuvre ; il est d'autres éléments qui interviennent pour le déterminer et qui sont le prix des matières premières et les frais généraux. Mettons de côté le prix des matières premières ; il n'y a pas de raison pour qu'il varie suivant que la fabrication se fait en prison ou non. Quant aux frais généraux, ils sont au contraire loin d'être les mêmes ; il n'est pas douteux qu'ils sont beaucoup plus élevés dans l'industrie pénitentiaire (1) que dans l'industrie libre. De ce chef donc, en admettant une productivité égale de la main-d'œuvre pénale et de la main-d'œuvre libre, il conviendrait d'accorder à la première une rémunération moins élevée qu'à la seconde. *A fortiori*, sera-t-on conduit au même résultat, quand on fera intervenir la considération de l'incontestable infériorité de la main-d'œuvre pénale, dont la productivité n'atteint pas les deux tiers de celle de la main-d'œuvre libre.

C'est ainsi que l'arrêté du 15 avril 1882, dont il a été parlé au chapitre précédent, a été amené à prescrire des procédés de calculs assez compliqués pour évaluer, aussi minutieusement que possible, la dépréciation que devait subir la rémunération du travail pénal, si l'on voulait assurer aux produits fabriqués en prison un prix de revient sensiblement égal à celui des produits du travail libre. Toute la question est là en effet ; si l'on veut éviter la concurrence de prix, c'est le prix de revient et non les salaires qu'il faut uniformiser. De cette façon l'industriel libre et le confectionnaire sont placés sur un pied d'égalité pour fixer leur prix de vente, et déterminer le bénéfice dont ils voudront bien se contenter. Il faut reconnaître toutefois qu'en pratique le calcul du prix de revient pour les produits du travail pénal, comporte toujours des approximations, et que l'ingéniosité du confectionnaire

(1) V. plus haut, p. 284, les principaux motifs de cette différence.

tire souvent profit de la différence entre le chiffre probable (1) et le chiffre réel ; encore faut-il que cette différence soit en sa faveur et le contraire peut fort bien se produire.

Arrivons à la concurrence de quantité. Dans son principe, nous avons vu qu'elle est légitime, ajoutons que, prise dans son ensemble elle n'a absolument rien d'effrayant. Prenons, en les arrondissant, les chiffres de la dernière statistique pénitentiaire (1901); la population moyenne de nos maisons centrales d'hommes — et de l'avis de tous la question de concurrence ne se pose guère que pour les industries exploitées dans les maisons centrales — s'élève environ à 6.000 détenus, dont les 9/10 seulement sont occupés (2), soit un effectif régulier de 5.400 ouvriers. Les industries exploitées sont au nombre de 30 environ, soit 180 détenus en moyenne appliqués à chaque industrie. A première vue, la concurrence de ces 180 détenus n'apparaît pas bien redoutable pour l'ensemble des travailleurs appartenant à la même industrie sur tout le territoire de la France ; surtout si l'on songe que ces détenus, ainsi qu'il vient d'être dit plus haut, sont pour la plupart des ouvriers peu zélés et médiocrement habiles.

En pratique, il faut reconnaître cependant que cette concurrence, sans justifier les bruyantes protestations dont elle est l'objet, n'est pas aussi négligeable qu'elle le paraît. Cela tient d'abord à ce que les détenus sont loin d'être également répartis entre les différentes industries, que quelques-unes d'entre elles sont exploitées avec de gros effectifs, représentant dans une maison centrale le tiers et même la moitié de la population détenue. Cela tient ensuite à ce qu'on applique ces gros effectifs à un outillage très perfectionné, permettant une fructueuse division du travail. On arrive ainsi à produire un objet déterminé dans des conditions certainement plus avantageuses que l'industrie libre. Le même phénomène est cons-

(1) *Rev. pénit.*, 1901, p. 974.

(2) Il faut en effet tenir compte des malades, des vieillards, des infirmes, des individus punis de cellule. La proportion indiquée au texte est celle que fournit en moyenne la statistique pénitentiaire de 1899.

taté toutes les fois qu'un industriel entreprend de fabriquer en grand, avec des capitaux importants et des machines-outils, un produit jusqu'alors manufacturé dans de petits ateliers par le patron lui-même, aidé de quelques ouvriers. Quand cette initiative est prise par un industriel ordinaire, on paraît accepter la situation qui en résulte avec résignation, comme un inconvénient inévitable du progrès ; si c'est par un confectionnaire qui a soumissionné, la main-d'œuvre pénale dans les prisons de l'Etat, elle devient, semble-t-il, injustifiable et les plus sévères critiques lui sont prodiguées. On reproche à l'Etat de manquer à sa mission, qui est de protéger les industries nationales et de veiller à l'heureuse conciliation des intérêts de tous.

Ces critiques contiennent une part de vérité, et il ne faut pas négliger systématiquement de leur donner satisfaction, sous prétexte qu'on s'est plu à les exagérer. Il y a bien des moyens d'atténuer les effets fâcheux qui peuvent résulter de la concurrence de quantité, et, parmi ces moyens, il en est qui consistent tout simplement dans une meilleure adaptation de la peine à sa fonction d'amendement.

Si l'on s'attachait en effet à organiser le travail pénal principalement dans l'intérêt du détenu et accessoirement dans l'intérêt de l'Etat, on n'aboutirait pas à transformer nos maisons centrales en véritables manufactures à production intensive. L'un des principaux buts du travail pénal est d'assurer au détenu par la connaissance d'un métier, des moyens d'existence à sa libération, et nous avons vu, en discutant plus haut les mérites comparés de la régie et de l'entreprise que si l'on veut travailler sérieusement à la poursuite de ce but, il faut souvent reprendre méthodiquement et dès le début l'instruction professionnelle du détenu, le familiariser au cours d'un apprentissage assez long avec le maniement des outils en général, sans le spécialiser immédiatement dans un métier déterminé. Il est évident qu'au cours de cet apprentissage le travail du détenu sera rarement producteur et que la concurrence de quantité se trouvera ainsi diminuée, la main-

d'œuvre pénale étant presque exclusivement employée pour le compte de l'Etat, aux services généraux de la prison, à des travaux d'entretien, de réparations, d'aménagements, etc. D'autre part nous avons reconnu que les métiers devaient être aussi variés que possible, car il est très désirable à tous points de vue qu'on applique le détenu à un genre de travail conforme à ses aptitudes et en rapport avec ses occupations antérieures ; or plus les métiers sont nombreux, plus la concurrence de quantité s'émiette et s'éparpille au point de devenir négligeable. Puis, tout en admettant dans les prisons des exploitations industrielles comportant un outillage perfectionné et une division du travail poussée à ses extrêmes limites, il faudrait le faire dans des proportions beaucoup plus réduites qu'on ne le fait actuellement, de façon que les libérés connaissant « un métier complet » soient plus nombreux. La généralisation du régime cellulaire de jour et de nuit aboutira d'ailleurs, qu'on le veuille ou non, à ce résultat. Enfin et surtout, il conviendrait de réduire le nombre des heures de travail manuel, pour accorder plus de temps à l'instruction intellectuelle et à la réforme morale des détenus (1).

Nous constatons donc que l'intérêt des industriels et des ouvriers libres se trouve dans une heureuse conformité avec l'intérêt sainement compris de la société et de la répression et que l'application des mêmes principes, dans l'exploitation de la main-d'œuvre pénale, leur donne à tous deux à la fois satisfaction.

Mais il s'en faut de beaucoup que ces principes reçoivent leur application intégrale dans les systèmes pénitentiaires actuels, et l'on a dû songer à d'autres palliatifs pour restreindre la concurrence de quantité, tout en conservant au travail pénal un caractère plus producteur que moralisateur (2).

(1) En ce sens une proposition a été faite en 1901 au Congrès socialiste de Bruxelles. *Rev. pénit.*, 1902, p. 153.

(2) Conf. la liste des moyens proposés par Jagemann, dans Holtzendorff, *Handbuch*, t. II, p. 253. Adde, *Rev. pénit.*, 1901, p. 942. Magnol, v° Régime pénitentiaire dans le Répert. Fuzier-Hermann, n. 688. Roux, *op. cit.*, pp. 156 et s.

Passons-les rapidement en revue.

a) Aggrandir le plus possible le marché sur lequel les produits du travail pénal sont offerts ; leur faire passer au besoin la frontière et les écouler soit à l'étranger, soit dans les colonies (1).

b) Ne fabriquer dans les prisons que des semi-fabricats, c'est-à-dire des produits non terminés et actuellement inutilisables, dont l'industrie libre assurerait l'achèvement (2).

c) Supprimer les industries qui n'occupent qu'un petit nombre d'ouvriers libres ou qui sont exercées en général par de pauvres gens (3).

d) Donner aux industriels qui fabriquent des produits similaires un droit de préemption sur les produits des prisons. Ce procédé ne remédierait, il est vrai, à la concurrence, qu'en ce qui concerne les patrons et non les ouvriers (4).

e) Employer une partie de la main-d'œuvre pénale à des travaux d'utilité publique insalubres ou dangereux. Je ne dis pas d'une façon générale à des travaux extérieurs, ainsi qu'on l'a proposé maintes fois à la Chambre (5), car ce serait purement et simplement reporter sur les maçons, les terrassiers et les charpentiers une concurrence dont se plaignent aujourd'hui les cordonniers, les typographes, les tailleurs, etc. Parmi les travaux d'utilité publique, il y en a où l'on verrait sans regret la concurrence s'établir entre les condamnés et les ouvriers libres, par exemple les terrassements donnant lieu à des émanations telluriques malsaines, les travaux maritimes ou fluviaux, exigeant le séjour prolongé dans des caissons où l'air est comprimé, etc. Il est regrettable que des pères de famille honnêtes soient obligés, pour gagner leur pain et celui de leurs enfants, de courir le risque d'une maladie grave et de désordres organiques : l'opinion publique accepterait sans

(1) Le système de l'exportation est surtout en faveur en Prusse et en Autriche.

(2) *Sic* loi prussienne du 12 décembre 1849.

(3) *Rev. pénit.*, 1901, p. 1106. Conf. p. 1122 l'observation de M. Souchon.

(4) *Rev. pénit.*, 1901, p. 1123.

(5) V. références plus haut, p. .

émotion qu'on réservât, du moins en partie, ces travaux à des condamnés et s'il est vrai que le travail pénal joue un rôle aussi important qu'on veut bien le dire dans l'économie générale de la production, ce sera pour les ouvriers libres une bonne aubaine de venir occuper les places en quelque sorte laissées vacantes par les détenus dans la catégorie des métiers sains et non dangereux.

f) Enfin faire consommer directement par l'Etat les produits du travail pénal. Il semble au dire de certains que ce soit là la véritable panacée de la concurrence au travail libre. C'est le système que préconisait la circulaire de M. Baroche, citée plus haut, du 20 août 1850 ; il est périodiquement signalé avec succès dans les discussions parlementaires, comme devant donner une satisfaction définitive aux réclamations des ouvriers libres. Il ne faut pas cependant en exagérer l'efficacité ; même la consommation des produits par l'Etat n'empêcherait pas la répercussion du travail pénal sur le travail libre. Le travail fait toujours concurrence au travail, c'est une loi fatale, si elle ne s'applique pas sous la forme d'une augmentation de l'offre, d'une concurrence de quantité proprement dite, elle s'appliquera sous la forme d'une diminution de la demande, et l'Etat cessera d'acheter sur le marché les objets qu'il fabriquera désormais pour son compte au moyen de la main-d'œuvre pénale. D'une façon comme de l'autre, il y aura toujours une crise ou, pour parler avec plus de vérité, des doléances de la part des industriels et des ouvriers occupés à la fabrication des dits objets. Ce qui sera modifié par contre, c'est en quelque sorte la posture de l'Etat, répondant à de pareilles doléances. Il aura fait tout ce qu'il a pu pour « moucheter son fleuret » (1) dans sa concurrence à l'industrie libre ; il ne peut plus être question en effet de concurrence de prix ; quant à la concurrence de quantité, elle devient latente et se dissimule sous une abstention ; on pouvait reprocher à l'Etat d'avilir les prix en encombrant comme vendeur

(1) *Rev. pénit.*, 1901, p. 1123.

les marchés de ses produits ; mais peut-on lui savoir mauvais gré de ne pas contribuer à la hausse des prix en cessant de figurer sur le marché comme acheteur? Peut-on, en dehors des termes d'un contrat, invoquer un droit acquis à être fournisseur de l'Etat! Il ne faudrait certes pas considérer comme complètement exacte l'amusante comparaison faite par M. Puibaraud entre un particulier qui se rase lui-même et l'Etat produisant pour son compte (1), car l'Etat a envers les intérêts collectifs d'autres devoirs qu'un simple particulier, mais cette comparaison ne prête pas à la critique, quand elle se limite à la consommation par l'Etat des produits du travail des prisons, car il s'agit là d'un travail imposé par les nécessités de la répression, qui est une fonction d'Etat.

On peut ajouter enfin que si l'exploitation de la main-d'œuvre pénale est bien conduite, la consommation par l'Etat des produits fabriqués par elle serait pour lui plus économique que leur achat à l'industrie libre. Il arrive que l'Etat achète sans s'en douter des objets fabriqués en prison et se prive ainsi de tout le bénéfice réalisé par le confectionnaire servant d'intermédiaire (2).

SECTION IV

LE PERSONNEL DE GARDE ET D'ADMINISTRATION

129. — La question du recrutement des fonctionnaires des prisons dépasse de beaucoup en importance celle du perfectionnement de l'outillage pénitentiaire. Nous n'avons pas cependant l'intention de lui consacrer de longs développements, d'abord parce que la matière n'en comporte pas et que,

(1) *Rev. pénit.*, 1901, p. 967 et p. 1119.

(2) La consommation par l'Etat des produits de la main-d'œuvre pénale est d'un usage assez général en Belgique et en Hollande. En France, elle n'a été organisée qu'exceptionnellement (maison centrale de Melun), on s'est heurté peut-être à la malveillance de quelques administrations puis à des marchés de fourniture constituant au profit de certaines maisons de véritables monopoles de fait. *Rev. pénit.*, 1901, p. 963.

malgré son extrême gravité, quelques formules très simples suffisent à résumer les desiderata de la science pénitentiaire en ce qui la concerne, puis parce que nous ne pourrions que répéter mot pour mot ce que nous avons dit à ce sujet dans le chapitre II de notre première partie (1). Les conditions auxquelles le personnel doit satisfaire sont absolument les mêmes, on le conçoit facilement, qu'il s'agisse de peines éducatrices ou de peines réformatrices : entre ces deux tâches, il n'y a guère qu'une différence, c'est celle de l'attrait qu'elles peuvent offrir : on rencontre moins d'obstacles et on est généralement mieux récompensé de ses efforts, quand on travaille à la moralisation d'enfants égarés, que lorsqu'on poursuit l'amendement d'adultes dégradés par la misère, la débauche et l'alcoolisme.

Redisons donc qu'il faut dans les prisons, comme dans les établissements réservés aux enfants, un personnel nombreux et choisi, d'autant plus nombreux et d'autant mieux choisi que l'on fera dans le régime pénitentiaire une place plus grande à la séparation individuelle de jour et de nuit. Le recrutement d'un pareil personnel ne se heurte pas seulement à de grosses difficultés budgétaires : il faut que l'opinion publique se fasse une idée plus élevée de la mission du fonctionnaire des prisons, car il est des professions qui, bien que lucratives, ne peuvent jamais attirer un personnel d'élite, parce que la considération sociale ne s'y attache pas; mais cette disposition nouvelle de l'opinion ne pourra elle-même se comprendre que lorsque les heureux résultats de l'abnégation et du zèle du personnel pénitentiaire auront commencé à dévoiler aux yeux de tous l'importance de son rôle. Il faut trouver des hommes d'une moralité assez haute pour assumer un pareil devoir, à raison même de ce qu'il a d'ingrat et de pénible, c'est-à-dire à raison même de ce qui en écarte aujourd'hui l'immense majorité des individus en quête d'emploi. Comme le disait M. Tarde dans un passage cité plus haut, le préli-

(1) V. plus haut, pp. 139 et s.

minaire d'une réforme profonde et véritablement efficace de tous les régimes pénitentiaires actuels consiste à « mettre en regard les uns des autres dans la même prison les pires des brutes humaines et les meilleurs des hommes ». Dans la mesure où on approchera de cet idéal, on réalisera l'adaptation de la peine réformatrice à sa fonction.

130. — La seule question que je veuille retenir et c'est une question accessoire, en considération de celles qui viennent d'être effleurées, c'est celle de l'autorité dont doivent dépendre les fonctionnaires chargés de l'exécution de la peine. Etant donné qu'en France l'administration pénitentiaire relève du ministère de l'Intérieur et qu'on a souvent proposé de la transférer au ministère de la Justice, la question est laconiquement désignée sous le nom de question du rattachement (1).

Elle a surtout été agitée depuis la grande enquête pénitentiaire de 1873. La Cour de cassation et les Cours d'appel furent consultées à ce sujet dans les termes suivants : « Les prisons doivent-elles être placées sous le contrôle d'une autorité centrale? L'autorité centrale doit-elle partager les pouvoirs de l'administration avec l'autorité locale et dans quelle mesure ? »

Tout en admettant la nécessité, évidente d'ailleurs, d'une autorité centrale, les Cours se partagèrent sur la détermination de cette autorité ; la Cour de cassation se prononça en faveur du rattachement, ainsi que la moitié des Cours qui donnèrent leur avis sur ce point. Telle fut également l'opinion du rapporteur, M. d'Haussonville.

En 1878 le Conseil supérieur des prisons, par 15 voix contre 8 prit une délibération dans le même sens. En 1897 le bureau de la Société des prisons, délégué par le Conseil de direction, faisait auprès des ministres intéressés une démarche en vue du rattachement. Les rapporteurs du budget des services pénitentiaires, au Sénat ou à la Chambre (2), se sont montrés

(1) De l'administration pénitentiaire et de son rattachement au ministère de la justice. MAGNOL, thèse Toulouse, 1900. Conf. *Rev. pénit*, 1903, p. 536 et p. 1353.

(2) Ce budget faisait l'objet d'un rapport séparé depuis 1888. Cette pratique

assez souvent favorables à la réforme (1). Le 6 juin 1899, M. Bérenger a déposé sur le bureau du Sénat, en faveur du rattachement, une proposition dont il a été parlé plus haut (2), car elle tendait en même temps à une réorganisation du Conseil supérieur des prisons et de l'Inspection générale.

A la Chambre des députés, M. Cruppi, lors de la discussion du budget de 1900 (séance du 5 décembre 1899) a déposé avec M. Pourquery de Boisserin un amendement tendant à réduire de 1.000 francs le chapitre 66 (devenu plus tard le chapitre 73 du budget) comme indication en faveur du rattachement. Cet amendement a été repoussé.

Ce court historique suffit à montrer que la question est toujours actuelle et qu'il peut se produire à son égard, d'un moment à l'autre, un réveil d'activité parlementaire pour lequel on doit tenir préparés les éléments de décision qu'elle comporte dans un sens ou dans l'autre.

Les adversaires du rattachement étant en quelque sorte en possession, c'est aux partisans à faire contre eux leur preuve.

Ils invoquent d'abord une raison de bon sens qui se présente très naturellement à l'esprit, aussitôt que la question se pose : c'est le plus séduisant de leurs arguments. Quoi de plus raisonnable, disent-ils, que d'assurer à l'autorité qui prononce la peine, la haute main sur son exécution?

Pourquoi le délinquant qui appartient à la justice, jusqu'au jour de sa condamnation, cesserait-il de lui appartenir une fois cette condamnation prononcée? La nécessité de conserver à la magistrature un rôle dans l'exécution de la peine est si inéluctable, qu'actuellement, avec notre système français de

était interprétée comme une indication favorable au rattachement, dont elle constituait comme un lointain commencement d'exécution. Elle a d'ailleurs été abandonnée dans le projet de budget de 1905 et le budget des services pénitentiaires a été incorporé dans le rapport général sur le budget du ministère de l'Intérieur (*Rev. pénit.* 1904, p. 1125).

(1) *Rev. pénit.*, 1897, pp. 1183 et p. 1374, n. 1, 1898, p. 120, 1903, p. 536.

(2) Cette proposition a été soumise à la Commission d'initiative parlementaire dont le rapporteur a conclu à la prise en considération.

la dualité d'autorité, on n'a pas cru pouvoir le supprimer et que trois textes au Code d'instruction criminelle, les articles 165, 197 et 376, chargent les magistrats du ministère public de pourvoir à l'exécution de la peine (1), qu'en outre, c'est au ministre de la Justice qu'il appartient d'accorder les grâces et les commutations de peine, qu'enfin le fonctionnement de la libération conditionnelle exige la collaboration de l'autorité judiciaire (art. 3 de la loi du 14 août 1885).

Non seulement le rattachement est logique, mais il est utile au bon fonctionnement de la répression.

On reproche bien souvent aux magistrats de rester systématiquement étrangers à l'exécution de leurs propres sentences. Ils prononcent des peines et ils ne savent pas exactement en quoi elles consistent, quelle est la vie que mène le condamné dans les établissements pénitentiaires, quelles obligations et quelles privations cette vie comporte, quels sont au juste les résultats du régime de la prison, etc. S'ils étaient plus documentés sur les conséquences pratiques de leurs jugements, peut-être modifieraient-ils quelque peu leur façon de juger, peut-être prononceraient-ils moins de courtes peines pour les adultes et plus souvent l'envoi en correction pour les mineurs. Actuellement ils ne visitent pas les prisons, parce qu'ils s'y sentent plus tolérés qu'autorisés, ils ne peuvent se faire écouter du personnel pénitentiaire comme des supérieurs hiérarchiques. Si au contraire l'administration des prisons dépendait du ministère de la Justice, ils s'intéresseraient immédiatement au fonctionnement d'un service placé sous leurs ordres et sous leur responsabilité et les inconvénients que nous venons de signaler disparaîtraient.

Puis, on fait valoir le danger de conflits entre les deux auto-

(1) Je n'invoque pas ici les articles 611 et 613 qui édictent pour le président des assises et pour le juge d'instruction le devoir de visiter les personnes inculpées (prévenus et accusés) retenues dans les maisons d'arrêt et de justice, car il s'agit ici d'un emprisonnement préventif et non d'un emprisonnement pénal et qu'on ne peut contester à l'autorité judiciaire le droit de prendre à l'égard d'un délinquant, non encore condamné, toutes les mesures nécessitées par l'instruction.

rités dans l'exercice des fonctions où elles se trouvent toutes deux intéressées, par exemple pour l'application de la libération conditionnelle.

En admettant que les conflits ne soient pas à craindre, on ne peut contester la lenteur inévitable de toutes les procédures où le concours des deux autorités est nécessaire. Cela est si vrai que l'on s'est trouvé obligé d'établir en double les dossiers de libération conditionnelle, l'un pour le parquet, l'autre pour le ministère de l'Intérieur, et d'accorder à l'administration pénitentiaire le droit de simplifier par la suppression de certains détours les enquêtes qu'elle doit faire sur les antécédents des condamnés (1).

Faut-il ajouter qu'on soupçonne le ministère de l'Intérieur d'être plus accessible aux influences politiques que le ministère de la Justice ? Or, s'il est un domaine où ces influences sont particulièrement déplacées, c'est bien celui de l'exécution des peines. Dans un ordre d'idées très voisin, on invoque un argument d'une valeur également toute contingente : on prétend que le ministère de l'Intérieur est un de ceux qui dépensent le plus, que la liste des crédits qu'il sollicite chaque année est bien longue et que les crédits affectés aux services pénitentiaires, n'intéressant guère la politique intérieure, ne sont pas défendus par le ministre avec assez d'énergie. Ainsi s'explique en grande partie le retard inouï que subissent l'application de la loi de 1875 et la transformation de nos prisons départementales (2). Le ministère de la Justice est au contraire plus libre, moins encombré de services à doter et, si le Garde des sceaux avait sous sa dépendance l'administration pénitentiaire, il prendrait à cœur son bon fonctionnement et ne laisserait pas entamer son budget par des économies inconsidérées.

Enfin on invoque comme dernier argument l'exemple des législations étrangères qui, presque toutes, ont rattaché les

(1) Magnol, *op. cit.*, p. 104.
(2) *Rev. pénit.*, 1895, p. 357 ; 1899, p. 967.

services des prisons au ministère de la Justice (1). L'Angleterre et l'Italie sont à peu près avec la France les seuls pays où les prisons dépendent encore du ministère de l'Intérieur.

Peut-être cette contagion de l'exemple d'autrui constitue-t-elle l'une des explications du mouvement vers le rattachement. Il n'est, en effet, aucun des arguments ci-dessus invoqués qui nous semble déterminant : ils auraient certes assez de valeur pour assurer le maintien de l'administration pénitentiaire au ministère de la Justice, si on était en présence de cet état de choses ; mais ils n'ont pas à notre avis une force suffisante pour provoquer le transfert dans l'hypothèse inverse.

Aux raisons de principes invoquées par les partisans du rattachement, on peut en opposer d'autres qui, sans leur être préférables, ont pour effet cependant de les neutraliser et de les tenir en échec. Le rattachement ne serait-il pas contraire au principe de la séparation des pouvoirs, ou tout au moins des attributs de l'Etat : le pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif ? Même si l'on n'admet que deux pouvoirs, l'exécutif et le législatif ; l'exécutif ne se scinde-t-il pas par la force même des choses en deux autorités bien distinctes, l'autorité administrative et l'autorité judiciaire, l'autorité judiciaire étant chargée, non pas de l'exécution de la loi, mais en quelque sorte du contrôle préventif de cette exécution, ou encore, pour employer une expression à la langue fiscale, de l'ordonnancement de cette exécution, dont l'autorité administrative demeure toujours comptable. Et de même que la distinction de l'ordonnateur et du comptable est une garantie essentielle de la bonne gestion des deniers publics, de même celle du juge qui dit la peine et de l'administrateur qui l'exécute, qui la paye pour ainsi dire, est une garantie de la liberté individuelle et de l'égalité dans la répression. « Il n'y a point de liberté, a dit Montesquieu, si la puissance de juger n'est pas séparée de la puissance législative et exécutive. Si elle était jointe à la puissance législative, le pouvoir sur la liberté

(1) V. dans Magnol l'indication des nations où le rattachement est pratiqué, n° 493.

et la vie des citoyens serait arbitraire, car le juge serait législateur ; si elle était jointe à la puissance exécutive, le juge aurait la force d'un oppresseur » (1). Avec la dualité actuelle d'autorités, le délinquant une fois condamné « entre dans un monde nouveau. S'il continuait d'appartenir à la justice, ne serait-il pas à redouter qu'il rencontrât dans un établissement le juge qui a recueilli contre lui les preuves de son crime ou de son délit? Avec son esprit aigre, le condamné se persuaderait qu'il est voué à une discipline spéciale et mettrait facilement en suspicion la sollicitude et même l'impartialité de son chef » (2). N'y a-t-il pas dans le maintien de la situation actuelle une alliance heureuse entre deux inspirations, sinon contradictoires au moins divergentes, celle de l'autorité judiciaire plus disposée à donner satisfaction aux idées d'expiation et de justice et à considérer le délit plus que le délinquant, et celle de l'administration pénitentiaire, qui se soustrait facilement à la pensée du délit commis qu'elle n'a pas eu à apprécier, qui connaît seulement le délinquant et se préoccupe surtout de son amendement (3). Ces deux inspirations se manifestent parfois dans le fonctionnement de la libération conditionnelle, qui exige la collaboration de deux autorités.

Au point de vue des conséquences pratiques du rattachement, ne se fait-on pas quelque illusion sur la transformation de la mentalité des magistrats, sur cet intérêt subit qu'ils porteraient aux questions pénitentiaires, sur le zèle avec lequel ils visiteraient les prisons et les prisonniers? J'ai bien peur que les choses ne se passent après le rattachement comme avant, et que les juges, absorbés par le travail des audiences et aussi

(1) Montesquieu, *Esprit des lois*, L. XI, ch. VI.

(2) Laguesse, Du rattachement, etc. *Rev. pénit.*, 1896, p. 968 : « Vos arrêts, disait aux magistrats Moreau Christophe, inspecteur des prisons sous la Monarchie de Juillet, n'en seront que mieux exécutés (sans le rattachement) car pour qu'ils le soient avec indépendance, avec impartialité, il faut surtout qu'ils le soient en dehors de toute préoccupation des causes qui vous les ont fait rendre et vis-à-vis de coupables qui ne voient pas dans la main qui les nourrit, la main qui les a frappés ». *Code des prisons*, t. I, p. 5, n. 4.

(3) Vidal, *Cours de droit criminel*, 2e éd., p. 587.

par la connaissance des procès civils, ne continuent à attacher aux condamnés l'étiquette d'une peine et à les expédier à la prison, sans se préoccuper de ce qui se passe une fois qu'ils sont arrivés à destination. La situation ne peut guère se modifier que par la spécialisation des juges répressifs, qui n'est pas encore à l'ordre du jour en France. Faut-il exprimer enfin la crainte que le rattachement n'aboutisse à faire de l'administration pénitentiaire, pour les magistrats, ce qu'est l'administration des finances pour les préfets fatigués ou qui ont cessé de plaire? Un procureur de la République se trouverait d'emblée nommé directeur de prison. Or, « pour former un bon pénitentiaire, il faut le faire débuter par les emplois les plus modestes des bureaux; c'est là, qu'en copiant des rapports, en assistant aux mille incidents de la vie journalière, il observe, il raisonne, il prend le contact du détenu » (1). Cette objection prend encore plus de force avec la généralisation de la régie des services économiques, qui exige, pour la direction des établissements pénitentiaires, des aptitudes et des connaissances sans aucun rapport avec les études professionnelles des magistrats.

(1) LAGUESSE, *op. sup. cit.*, *Rev. pénit.*, 1896, p. 969.

CHAPITRE III

La peine réformatrice coloniale (transportation). Exposé de la législation française

131. — On cite ordinairement comme antécédents de la loi du 30 mai 1854, différentes tentatives, dont la première paraît remonter au XVI^e^ siècle, faites sous l'ancien régime pour débarrasser le territoire de la France métropolitaine de criminels, vagabonds, mendiants et prostituées. On évoque également les dispositions du Code pénal du 25 septembre 1791 et de la loi du 24 vendémiaire an II, dispositions qui ne reçurent d'ailleurs aucune exécution et qui organisaient la transportation des récidivistes et des vagabonds. Il ne semble pas cependant qu'il y ait eu dans tous ces essais d'expatriation pénale la même idée inspiratrice et le même but principal que dans la loi de 1854 : on s'est alors proposé beaucoup plus d'éliminer une population malfaisante d'incorrigibles et de parasites que de construire une pénalité nouvelle, où la réforme morale du criminel, restant toujours au premier plan des préoccupations du législateur, serait facilitée par un changement complet de milieu physique et social.

S'il n'y a pas eu quelque hypocrisie dans le mouvement d'opinion à la faveur duquel la transportation a été introduite en 1854 dans notre législation pénale, il est permis d'affirmer que la considération de l'intérêt du criminel a joué un très grand rôle dans la modification apportée au régime d'exécution des travaux forcés.

« Il me semble possible, disait le message présidentiel du 12 novembre 1850, de rendre la peine des travaux forcés plus efficace, plus moralisatrice moins dispendieuse et plus humaine, en l'utilisant au progrès de la colonisation française ».

Ce caractère de la transportation se trouve encore plus nettement accusé depuis que la loi du 27 mai 1885 a créé à côté d'elle une autre peine coloniale purement éliminatoire, la relégation, à laquelle se rattachent beaucoup plus naturellement les précédents auxquels il vient d'être fait allusion (1).

Il est donc sans intérêt de remonter dans le passé, quand on aborde l'étude de l'œuvre de la loi du 30 mai 1854. Il suffit d'indiquer que le décret du 27 mars 1852 en avait escompté le vote en décidant que « sans attendre la loi qui doit modifier le Code pénal, quant au mode d'application des travaux forcés » les condamnés aux travaux forcés pourraient être envoyés à la Guyane et être employés aux travaux de la colonisation. Ce décret organisait en même temps le nouveau régime de la peine et la loi de 1854 n'en a été en partie que la reproduction.

Nous allons exposer le système de la transportation, tel qu'il résulte des dispositions de cette loi, puis nous la suivrons dans son application, dont les vicissitudes sont indispensables à connaître pour se faire une idée exacte du rôle répressif qui peut être réservé à la transportation et que nous étudierons dans le chapitre suivant.

Le type de peine réformatrice auquel se rattachent les travaux forcés, après la réforme introduite en 1854 dans leur mode d'exécution, est le type irlandais ou progressif, dont l'origine ainsi qu'on l'a vu plus haut (2), doit justement être

(1) Nous classons donc les travaux forcés parmi les peines réformatrices, bien qu'ils puissent être prononcés à perpétuité, ce qui en fait dans ce cas une peine éliminatoire, parce qu'il est de l'essence de cette peine de se transformer avec le condamné lui-même. Dans tout condamné, même à perpétuité, les législateurs de 1854 ont voulu voir un futur propriétaire, colon et père de famille. Les questions que soulèvent les peines perpétuelles, et que nous abordons dans la partie suivante de ce traité, ne se posent donc pas à propos de la transportation.

(2) V. *sup.*, p. 320.

cherchée dans l'histoire de la transportation anglaise. La peine comporte dès le début son maximum de sévérité, puis, par une série d'adoucissements successifs, que la bonne conduite persévérante du condamné doit justifier, elle le prépare à sa libération et en même temps au reclassement (1).

La peine consiste essentiellement dans l'application du condamné aux travaux les plus pénibles de la colonisation et à tous autres travaux d'utilité publique (art. 1). Il n'est pas douteux que, dans les intentions du législateur de 1854, cette première phase de la peine devait être très dure et suffisamment prolongée pour assurer aux travaux forcés une exemplarité qu'ils avaient perdue sous le régime des bagnes (2). « Il importe au plus haut degré, a-t-on dit dans les travaux préparatoires, de leur donner une grande puissance de châtiment et d'intimidation, d'intimidation surtout. C'était la pensée du législateur de 1810 qui voulut en faire une peine effrayante... ». Et plus loin « le projet n'a pas commis la faute de subordonner l'élément pénal à l'élément colonisateur ; la peine d'abord, la colonisation ensuite et sur le second plan, telle est la pensée manifeste de la loi nouvelle, telle est aussi la conviction très énergique de votre commission » (3). La colonisation, c'est-à-dire l'adaptation progressive du forçat à la

(1) En dehors de la réforme introduite par la loi de 1854 dans le mode d'exécution des travaux forcés et, comme conséquence de cette réforme, quelques retouches de détail ont été apportées aux dispositions du Code pénal concernant les condamnés à cette peine. C'est ainsi que la transportation ne s'applique pas aux vieillards de 60 ans (antérieurement 70 ans) qui subissent la peine des travaux forcés en France, sous le régime de la réclusion. C'est ainsi encore que la transportation peut s'appliquer aux femmes, qui, précédemment, n'étaient pas envoyées au bagne.

(2) « Qu'on ne s'étonne pas, lit-on dans l'Exposé des motifs de la loi de 1854, s'il (le condamné aux travaux forcés) préfère le bagne à la maison centrale et la peine des travaux forcés à celle de la réclusion, de l'emprisonnement même. Cette préférence proclamée tous les jours avec un cynisme déplorable est malheureusement trop bien motivée. Le bagne a perdu sa puissance de châtiment et d'intimidation... » Il est curieux d'entendre déplorer ce renversement de l'échelle des peines par les auteurs de la loi de 1854 dont l'efficacité répressive devait disparaître si rapidement que, vingt-six ans après, on en était réduit à prendre des mesures (loi du 25 décembre 1880) contre le calcul des reclusionnaires et des correctionnels, commettant des crimes en prison pour mériter leur expatriation.

(3) Exposé des motifs *passim*, Sirey, *Lois annotées*, 1854, pp. 93 et s.

vie du colon libre, coïncidant avec un relâchement également progressif de la sévérité de la peine, ne doit donc pas être confondue avec la préparation de la colonisation, consistant dans des travaux d'utilité publique choisis parmi les plus pénibles. Cette confusion n'a pas été, comme on le voit, commise par la loi de 1854, mais elle a eu le grand tort de laisser à un règlement d'administration publique (art. 14) la mise en œuvre des principes qu'elle contenait, sans avoir organisé par une disposition expresse — barrière légale infranchissable — la hiérarchie qu'elle entendait mettre entre eux, si bien que plus tard rien n'a été plus facile que d'assurer à la loi de 1854 une application suffisamment respectueuse de son texte, mais tout à fait contraire à son esprit, en faisant passer au premier plan ce qu'elle avait voulu reléguer au second.

Après la période des rigueurs nécessaires, dont l'article 2, très imprudemment, ne déterminait pas la durée, l'article 11 ouvre celle du relèvement ou, suivant l'expression de M. Léveillé, « des générosités intelligentes », mais seulement pour « les condamnés qui se seront rendus dignes d'indulgence par leur bonne conduite, leur travail et leur repentir ». Transportés dans un monde nouveau pour s'y reclasser plus facilement, ils vont peu à peu prendre contact avec lui en allant travailler au dehors des pénitenciers ou des chantiers de travaux publics, soit pour les habitants de la colonie, soit pour les administrations locales. Bien plus, on les autorisera à travailler pour eux-mêmes, en leur accordant une concession de terrain, qui ne deviendra définitive qu'à leur libération. Enfin, à ces hommes nouveaux, régénérés par l'expiation et déjà initiés à la vie d'homme libre et de propriétaire, l'article 12 permet d'exercer dans la colonie les droits civils dont leur condamnation les a fait déchoir. Si l'on ajoute que la condamnation aux travaux forcés n'entraînant plus la mort civile, le condamné a conservé le droit de se marier et de fonder une famille avec laquelle il peuplera sa concession, on semble autorisé à conclure, conformément à notre précédente affirmation, que le souci de la réforme morale du con-

damné a inspiré d'une façon presque exclusive la loi de 1854. « Il ne s'agissait plus, dit M. Léveillé, que de la mettre aux mains d'administrateurs capables d'en bien user » (1). Nous ne nous associons pas complètement à cette façon très simple de comprendre et d'expliquer les insuccès de la transportation française, nous n'estimons pas, comme l'éminent criminaliste que nous venons de citer, que la loi de 1854 soit « le chef-d'œuvre de notre arsenal pénitentiaire » et, cette loi eût-elle été consciencieusement appliquée par des administrations respectueuses de son esprit, qu'elle aurait révélé des lacunes énormes, notamment en ce qui concerne l'organisation de la libération définitive ; mais il n'en est pas moins vrai que les fautes des administrateurs ont dépassé de beaucoup l'imprévoyance du législateur et que l'on peut, par l'histoire de ces fautes, reconstituer l'histoire de la transportation. Nous allons essayer d'en grouper l'exposé très complexe dans les quatre sections suivantes :

1° Les lieux de transportation ;

2° Le régime disciplinaire ;

3° Le mode d'exploitation de la main-d'œuvre des transportés en cours de peine ;

4° La mise en concession et la libération.

SECTION PREMIÈRE

LES LIEUX DE TRANSPORTATION

132. — Sous l'empire du décret de 1852 plus haut cité, la Guyane française avait été choisie comme lieu de transportation. C'est sur cette colonie que l'on continua de diriger les forçats après le vote de la loi de 1854 qui, sur ce point comme sur d'autres encore plus importants, ne contenait point d'indications précises : l'article 1er dit seulement que la peine des

(1) *Institutions pén.*, p. 273.

travaux forcés sera subie « sur le territoire d'une ou de plusieurs possessions françaises autres que l'Algérie ».

A l'époque où la Guyane recevait cette affectation, la culture de la canne à sucre venait d'y être abandonnée par suite de l'abolition de l'esclavage en 1848, et une industrie nouvelle allait y apparaître à laquelle la main-d'œuvre des transportés ne pouvait guère être employée, l'industrie de l'or (1).

On eut l'idée d'utiliser les forçats à des défrichements pour la plantation des caféiers et aussi, mais en moindre quantité, de la canne ; on pouvait espérer que cette substitution du travail pénal au travail servile dans des exploitations de même genre rendrait à la Guyane la prospérité dont elle jouissait avant 1848 (2). Ce plan n'a jamais été réalisé ; d'une part, l'esprit de suite et la connaissance du pays nécessaires pour le mener à bonne fin firent ordinairement défaut aux gouverneurs qui se succédèrent trop rapidement en Guyane — cette critique n'est d'ailleurs pas limitée à cette colonie et peut notamment être reproduite pour la Nouvelle-Calédonie — d'autre part, l'insalubrité du climat, contre laquelle on s'est très mal défendu, a découragé toutes les initiatives et fait abandonner les différentes exploitations, au moment même où elles pouvaient devenir productives. « En 1852 (avec les forçats transportés par application du décret de 1852) on s'installe d'abord à la Montagne-d'Argent, presque à l'embouchure de l'Oyapock, on y défriche 106 hectares de terre, on y plante des caféiers : la mortalité s'élève un instant à 63 o/o du contingent, on abandonne la Montagne-d'Argent (3).

(1) Pour l'étude de la Guyanne et de la Nouvelle-Calédonie comme colonies pénitentiaires consulter l'opuscule de M. Leveillé, *La Guyanne et la question pénitentiaire coloniale* (Paris, 1886), le livre de M. de Lanessan, sur l'*Expansion coloniale de la France* (Paris, 1886), qui s'occupe aussi de la Nouvelle-Calédonie (Conf. *Rev. pénit.*, 1887, pp. 379 et s.), le rapport de M. le Gouverneur Charvein à la Société générale des prisons sur la colonisation pénale en Guyane, *Rev. pénit.*, 1896, pp. 191 et s., pp. 357 et s. et celui de M. le gouverneur Feillet à la même société sur la Colonisation pénale en Nouvelle-Calédonie, *Rev. pénit.*, 1897, pp. 646 et s.

(2) *Rev. pénit.*, 1896, p. 203.

(3) Il est indispensable de suivre sur un atlas les explications qui vont suivre

En 1853, on s'installe à Saint-Georges, dans l'Oyapock même, on déboise, on plante de la canne, on fabrique du sucre, du tafia, la santé des hommes est atteinte, on abandonne Saint-Georges.

En 1854, on s'installe au bord de la forêt vierge à la Comté, à quelques kilomètres des sauts, on y confectionne surtout de la brique : les maladies se déclarent, on abandonne la Comté.

En 1857 on essaye enfin de la région du Maroni. Le chantier de Sparouine fournit à l'une de nos grandes compagnies françaises 30.000 traverses de chemin de fer, la plaine de Saint-Louis se couvre de caféiers mais la mort décime les forestiers de Sparouine, les cultivateurs de Saint-Louis, et l'on abandonne Saint-Louis et l'on abandonne Sparouine » (1).

Même répétition quelques années plus tard à Kourou où l'on essaye de constituer un domaine agricole.

En présence de ces insuccès multipliés, on se résolut à faire l'essai d'un nouveau lieu de transportation. La Nouvelle-Calédonie fut désignée par décret du 2 septembre 1863 pour recevoir les condamnés à plus de huit ans de travaux forcés, que la loi de 1854 astreint, comme nous le verrons plus bas, à la résidence perpétuelle dans la colonie. L'essai ayant donné de bons résultats, on dirigea à partir de 1867 tous les convois de forçats de race blanche sur cette dernière colonie, et la Guyane ne reçut plus que les forçats de race africaine ou asiatique, bien moins éprouvés que les blancs par ce climat humide et chaud.

En Nouvelle-Calédonie, la température est clémente et saine, le sol très fertile peut être défriché facilement par les blancs, et les échecs qu'y a subis la transportation doivent être attribués à d'autres causes que l'insalubrité d'une terre peu hospitalière. Nous nous en occuperons dans la section suivante. La séduction de cette île est telle que les forçats non seulement n'ont plus redouté l'expatriation, mais même l'ont

sur les lieux de transportation, ainsi que celles qui seront données dans le chapitre suivant sur les différents étapes de la transportation anglaise en Australie.

(1) Leveillé, *loc. cit.*, pp. 25 et 26.

désirée et provoquée (1). Il a fallu déjouer leurs calculs et tromper leurs espérances, en donnant à l'Administration des colonies le droit de désigner la colonie pénitentiaire où serait envoyé chaque condamné aux travaux forcés, et, par conséquent, de diriger de nouveau sur la Guyane les forçats de race blanche. Cette désignation ne peut d'ailleurs être faite qu'après l'avis de la commission permanente du régime pénitentiaire. Ce fut l'œuvre du décret du 16 novembre 1889.

On partagea désormais les envois des transportés européens entre la Nouvelle-Calédonie et la Guyane, et, comme l'on considérait que l'insalubrité du climat dans cette seconde colonie augmentait la sévérité de la peine, on y expédia de préférence les plus mauvais sujets, ceux que leurs antécédents désignaient comme incorrigibles ou profondément déchus : la Nouvelle-Calédonie reçut au contraire les condamnés primaires ou ceux qui, sans être primaires, paraissaient susceptibles d'amendement. Cet état de choses a subsisté jusqu'à ces dernières années. L'insuccès de la colonisation pénale et l'utilisation peu judicieuse de la main-d'œuvre des transportés en cours de peine en Nouvelle-Calédonie soulevaient depuis longtemps de vives critiques, qui se sont encore accentuées quand, sous l'impulsion d'un gouverneur actif et intelligent, M. Feillet, le courant de l'immigration libre a pris un peu de consistance ; on put constater avec une évidence particulière — ce qui d'ailleurs n'était pas ignoré auparavant — que non seulement le colon pénal n'avait point préparé la voie au colon libre, mais que la colonisation pénale était même un obstacle au développement de la colonisation libre (2). On trouva qu'il était fâcheux d'abandonner aux forçats l'une de nos possessions les plus fertiles et les plus agréables à habiter, si bien que depuis 1898 le ministère des colonies n'expédia plus en Nouvelle-Calédonie de convoi de transportés (3). Comme

(1) V. plus bas, p. 421. Sur le climat et le sol de la Nouvelle-Calédonie, cons. la remarquable thèse de M. Augustin Bernard, *L'archipel de la Nouvelle-Calédonie*, Paris, 1894.

(2) *Rev. pénit.*, 1899, pp. 497 et s.

(3) *Rev. pénit.*, 1903, p. 623.

d'autre part aucune autre colonie n'a voulu accepter la main-d'œuvre pénale mise à sa disposition, il en est résulté que la Guyane est devenue de nouveau ce qu'elle était avant 1863, notre centre unique de transportation. Il existe toutefois en Nouvelle-Calédonie, provenant des envois antérieurs, un effectif encore nombreux de transportés et de relégués qui, bien que diminuant assez rapidement (1), exige cependant l'entretien d'un personnel coûteux d'administration et de surveillance (2).

133. — Tandis qu'en ce qui concerne cette colonie la seule question qui se pose désormais est de liquider avec le moins de frais possible la colonisation pénale, il a fallu remettre à l'étude l'utilisation de la main-d'œuvre des transportés en Guyane. En 1886, M. Léveillé posait ainsi les données du problème : « Les îles du Salut ne sont qu'un débarcadère, la caserne de Cayenne est un corps de garde où couchent les hommes chargés des corvées municipales. Kourou est un jardin potager. Le Maroni est toute l'institution ».

Il semble que cette appréciation est confirmée aujourd'hui par les efforts que l'on fait pour concentrer dans le Maroni tous les services pénitentiaires, en supprimant notamment le pénitencier de Cayenne. Cette suppression n'a pas seulement comme but de réaliser une économie évidente, mais aussi d'utiliser avec le plus de profit possible la main-d'œuvre pénale. « Au Maroni l'Administration est absolument chez elle ; elle y possède des territoires fort étendus, qui sont propices à des cultures variées : le manioc, le maïs, l'igname, la banane, le café, le cacao, où l'élevage est possible, où se trouvent enfin des richesses forestières d'une exploitation lucrative comme le caoutchouc » (3).

Ces consolantes perspectives rencontrent encore bien des sceptiques. L'histoire de la transportation en Guyane est

(1) *Rev. pénit.*, 1903, p. 624.

(2) *Rev. pénit.*, 1902, p. 291.

(3) Rapport de M. Bienvenu Martin, sur le budget des colonies de l'exercice 1902. *Rev. pénit.*, 1902, p. 292.

marquée par des ruines, des hécatombes de forçats, des établissements sans profit créés par voie de tâtonnements aux quatre coins de la colonie. Est-on sûr de savoir exactement par où on a péché et surtout est-on sûr de ne pas retomber dans les mêmes fautes? Il semble que l'on est depuis quelque temps à peu près fixé sur le premier point. Nous l'avons déjà donné à entendre. L'Administration a manqué de compétence et d'esprit de suite (1). « Pendant les quinze années du début comment l'Administration s'est-elle conduite? Elle créait un pénitencier, elle défrichait le terrain, elle éprouvait des pertes en hommes, elle abandonnait l'affaire. Elle allait plus loin créer un second pénitencier : nouveau défrichement, nouvelle perte d'hommes, nouvel abandon. Elle cherchait l'emplacement d'un troisième pénitencier, encore un défrichement et bientôt encore un abandon. En un mot, l'Administration pendant quinze ans n'a fait qu'une série de défrichements. Dès que le compte de premier établissement était clos sur un point, avec ses sacrifices inévitables de vies humaines, l'Administration se retirait, n'arrivant jamais à la phase de culture et d'exploitation normales; partout elle essuyait les plâtres » (2).

La faute de l'Administration consiste donc d'abord à ne pas avoir compris la nécessité de cette première mise de vies humaines, dont il faut toujours faire le sacrifice pendant la période de défrichement dans les pays chauds, à Panama ou à Madagascar comme en Guyane. Il est bien probable que les 100.000 coolies que l'Angleterre a tiré de l'Hindoustan pour les transporter dans la Guyane anglaise ont payé largement leur tribut aux émanations meurtrières d'un humus séculaire, remué sous le soleil des tropiques, il en a été de même des Javanais que l'on a importés en grande quantité dans la Guyane hollandaise. Cette mortalité est inévitable dans la

(1) Cette critique n'est que le corollaire d'une autre, beaucoup plus générale, exprimée par les rapporteurs du budget des Colonies eux-mêmes et qui s'adresse au recrutement actuel des fonctionnaires coloniaux. *Rev. pénit.*, 1896, pp. 392 et 393.

(2) Leveillé, *loc. cit.*, p. 39. *Institution pénit.*, pp. 289 et 290.

phase préparatoire de la colonisation et l'intention du législateur de 1854 a été de faire courir ce risque à des condamnés pour crimes graves, plutôt qu'à des familles de colons libres ou à des soldats. C'est justement parce que la colonisation en Nouvelle-Calédonie échappe exceptionnellement à ce risque, qu'on a fini par comprendre que les forçats ne méritaient pas qu'elle leur fût exclusivement réservée.

Il est d'ailleurs naturel que cette mortalité ait ému les premiers gouverneurs de Guyane, mais leur compassion, s'ils eussent été entourés de conseils compétents, aurait dû les conduire à activer le défrichement, pour mettre le plus tôt possible les terres défrichées en culture, ce qui devait forcément entraîner l'amélioration de l'état sanitaire, et non pas à recommencer ailleurs les mêmes sacrifices d'hommes, en créant de nouveaux foyers d'infection. La compétence leur a fait également défaut pour restreindre cette mortalité inévitable dans la mesure où elle pouvait l'être. Les quatre principales causes de mortalité ont été la fièvre paludéenne, l'anémie, la dysenterie et la fièvre jaune. Le paludisme est dû en grande partie au défrichement, et dans une certaine mesure, aux marais des terres basses ; on aurait pu atténuer fortement ses ravages, en évitant de faire coucher les hommes sur la terre fraîchement remuée, ce qui les exposait à une intoxication continue de jour et de nuit.

C'est cependant le régime auquel on été soumis les premiers convois de forçats. Dans l'exécution de certains travaux au Maroni, on a eu au contraire l'idée de construire un petit chemin de fer, pour ramener chaque soir les forçats au pénitencier, et les cas de paludisme sont devenus beaucoup moins nombreux (1). D'autre part, lorsqu'il s'est agi de transformer quelques marais en terrains de culture, on s'est pendant longtemps contenté de les combler ce qui donnait lieu à des mouvements de terre, mettant les miasmes en liberté. Le jour où l'on a procédé par desséchement, comme à Saint-Jean, par

(1) *Rev. pénit.*, 1896, p. 372.

exemple, par un système de canaux et de vannes à occlusion automatique, « la mortalité qui faisait redouter le pénitencier de Saint-Jean, comme une véritable condamnation à mort, a été réduite à 5 ou 6 cas par mois, au lieu de 55 à 60 » (1).

En ce qui concerne l'anémie provoquée par la chaleur humide, le remède consiste à donner aux forçats qui travaillent une nourriture plus tonique et plus azotée. Celle que leur a fournie l'Administration était insuffisante (2).

La dysenterie aurait été beaucoup plus rare, si l'on avait exercé une surveillance en temps utile sur la pureté de l'eau, servant à l'alimentation des forçats (3).

Quant à la fièvre jaune, elle n'est pas endémique en Guyane ; il paraît prouvé qu'elle y a toujours été importée par des navires contaminés. Une police sanitaire bien faite et des quarantaines rigoureuses auraient donc pu en préserver la colonie. Or il ne faut pas oublier que c'est à la fièvre jaune qu'est due la mortalité effrayante qui s'est produite à la Montagne d'Argent.

Il semble donc établi qu'une administration compétente, ayant foi dans son œuvre et procédant avec esprit de suite, aurait triomphé des difficultés qui ont empêché jusqu'ici toute exploitation sérieuse et lucrative du sol de la Guyane par la main-d'œuvre pénale. Reste à savoir si cette utilisation des forçats eût été bien conforme à la lettre et à l'esprit de la loi de 1854. Si la période de défrichement est pénible et même dangereuse, celle de la mise en culture paraît l'être fort peu. De l'avis de tous ceux qui ont étudié la question sur place, la seule culture qui convient à la Guyane est la culture arborescente (4), caféier, cacaoyer, balata ; or la récolte de ces produits est extrêmement facile, si peu fatigante même, notamment en ce qui concerne le balata, qu'on peut y employer des impotents (5). Sont-ce là les travaux les

(1) *Rev. pénit.*, 1896, p. 207.
(2) LEVEILLÉ, *loc. cit.*, p 35.
(3) LEVEILLÉ, *loc. cit.*, p. 35.
(4) *Rev. pénit.*, 1896, pp. 372, 394.
(5) *Rev. pénit.*, 1896, pp. 198, 210, 373, 394.

plus pénibles de la colonisation, que l'article 2 de la loi de 1854 impose aux condamnés aux travaux forcés ? Est-on autorisé à conclure que la transportation ne peut devenir en Guyane une entreprise coloniale profitable, qu'en cessant d'être une institution répressive efficace ?

SECTION II

LE RÉGIME DISCIPLINAIRE (1)

134. — L'article 14 de la loi de 1854 donnait à entendre qu'un règlement d'administration publique interviendrait peu de temps après la loi pour déterminer le régime disciplinaire des forçats. Ce règlement s'est fait attendre 26 ans, au cours desquels les détails du régime disciplinaire ont été, en grande partie, exclusivement réglés par le directeur des services pénitentiaires en Guyane et en Nouvelle-Calédonie. Il est possible qu'au début le régime de la peine ait été dur dans sa première phase, conformément à la volonté nettement exprimée du législateur de 1854 ; ce qui est sûr, c'est que cette sévérité s'est progressivement relâchée sous l'influence de causes diverses. Les gouverneurs et les directeurs de la Pénitentiaire, poussés par ce souffle d'humanitarisme qui a traversé le XIX^e^ siècle, au fur et à mesure que les découvertes de la science faisaient à l'homme la vie plus facile et plus belle, se sont départis de leur première rigueur. Peut-être aussi le souvenir des premiers convois, sacrifiés inconsidérément au climat meurtrier de la Guyane, a-t-il provoqué une réaction de pitié en faveur de leurs successeurs. D'autre part, pour hâter la réalisation des espérances que la colonisation

(1) Sur cette question, consulter MIMANDE, *Criminopolis*, Paris 1897, *passim* ; JEAN CAROL « Le Bagne », *Revue de Paris*, novembre et décembre 1901. A rapprocher de la bibliographie suivante antérieure au décret de 1891. MONCELON, *le Bagne et la colonisation pénale à la Nouvelle-Calédonie, par un témoin oculaire*, Paris, 1886. H. DENYS, ancien sous-directeur de l'administration pénitentiaire en Nouvelle-Calédonie, *Le Bagne d'aujourd'hui*, Nouvelle revue, 1^er^ avril 1884.

pénale avait fait naître, on était tenté d'abréger la période de répression et d'intimidation, pour mettre le plus tôt possible le forçat en concession. Nous n'insistons pas pour le moment sur cette remarque qui sera plus bas l'objet de développements particuliers.

Enfin, faut-il ajouter que, loin de la mère patrie, au milieu d'une population de race très différente, les agents de la Pénitentiaire ont eu la perception plus intense de leur isolement en présence de la masse des transportés ; peut-être ont-ils plutôt cherché dans un adoucissement du régime que dans le maintien d'une inflexible discipline, le moyen d'assurer la tranquillité des bagnes coloniaux, désireux avant tout d'établir un *modus vivendi* où ils auraient le moins d'occasions possibles d'engager leur responsabilité et de faire acte d'autorité. Toutes ces considérations diverses se sont combinées pour aboutir, suivant l'expression consacrée, à l'énervement de la répression. Ce n'est là qu'une formule d'ensemble ; pour en mesurer la portée, il faut entrer dans quelques détails, dont la plupart nous seront fournis par un bref exposé des dispositions du décret du 18 juin 1880, le premier qui ait été rendu par application de l'article 14 de la loi de 1854, et qui n'a fait que consacrer, à peu de choses près, en les unifiant, les divers règlements émanés des services pénitentiaires coloniaux.

Ce décret, aujourd'hui abrogé, comme nous allons le voir, répartissait les forçats en cinq classes, d'après leurs antécédents et leur conduite. Cette classification existait déjà en Nouvelle-Calédonie, en vertu d'un arrêté du gouverneur du 25 janvier 1865 (1). Le forçat, à son arrivée dans la colonie, était mis en quatrième classe, à moins qu'il ne fût récidiviste, auquel cas il était versé dans la cinquième, avec les incorrigibles. Les condamnés de quatrième classe devaient être employés aux travaux les plus pénibles, ils ne recevaient pas de salaire ; lorsque leur conduite était satisfaisante, on ajou-

(1) La différence la plus importante entre la classification du décret et celle de l'arrêté est que la première comportait cinq catégories tandis que la seconde n'en comportait que quatre.

tait, deux fois par semaine, à leur nourriture d'ailleurs suffisante, une ration de vin. Cette ration pouvait même être accordée plus souvent aux forçats de quatrième classe et à ceux des classes supérieures, en cas de travaux exceptionnels et par décision du gouverneur. Les forçats de la cinquième classe étaient soumis au même traitement que ceux de la quatrième, toutefois, en aucun cas, ils ne recevaient de rations de vin supplémentaires.

Les condamnés de troisième classe étaient employés aux travaux publics, comme ceux de la quatrième, mais ces travaux n'étaient pas choisis parmi les plus pénibles : de plus, ils pouvaient recevoir, à titre exceptionnel, un salaire.

Ce salaire devenait régulier pour les forçats de deuxième classe, qu'on pouvait en outre employer aux travaux agricoles des services pénitentiaires et non plus aux travaux publics; enfin, les forçats de la première classe recevaient un salaire plus élevé que ceux de la seconde, lorsqu'ils travaillaient dans les chantiers, mais ils pouvaient obtenir d'être employés chez des particuliers ou même être gratifiés d'une concession de terre, conformément au décret du 31 août 1878.

En résumé, le forçat toujours sûr, quelle que fût la classe à laquelle il appartînt, d'être suffisamment nourri (1), recevait en plus, dès son passage à la troisième classe, un salaire que la loi de 1854 ne lui avait pas promis, mais quelle avait oublié d'interdire (2).

Le passage d'une classe à une autre ne devait avoir lieu qu'après un stage minimum de six mois dans la classe inférieure précédente, si bien qu'en deux ans un forçat pouvait être installé dans une concession et commencer la vie d'un propriétaire rural.

Si, du côté des récompenses, les auteurs du décret de 1880

(1) Et même convenablement nourri. Pendant la traversée, les gamelles de la Pénitentiaire étaient souvent mieux garnies que celles des matelots du bord. Ce contraste a provoqué des réclamations, auxquelles une dépêche ministérielle a répondu en 1882, qu'il avait son explication dans l'état de débilité des forçats, affaiblis par leur séjour en prison et leur mode d'existence antérieur.

(2) *Rev. pénit.*, 1899, p. 520.

n'avaient rien négligé pour inciter le forçat à la bonne conduite, si même on peut leur reprocher d'avoir ouvert beaucoup trop tôt cette période des récompenses, au point d'aboutir à un véritable effondrement des rigueurs de la peine, après un stage d'épreuve d'une ridicule brièveté, que dire du régime disciplinaire par lequel on prétendait venir à bout de l'indiscipline ou de la paresse des transportés ?

Le décret supprimait les peines corporelles, comme incompatibles avec la dignité humaine. Elles étaient restées jusqu'alors en vigueur dans la réglementation émanée des directeurs de la Pénitentiaire (1) et le forçat, sous certaines garanties, pouvait se voir infliger la peine du fouet. Les surveillants ont ainsi perdu le plus persuasif de leurs moyens de contrainte ; ils l'ont perdu sans compensation, car aucun des châtiments prévus par le décret de 1880 ne possédait la même puissance d'intimidation.

Les articles 11 à 27 de ce décret prévoyaient les punitions suivantes : 1° retranchement de vin et de tafia ; 2° prison pendant la nuit ; 3° boucle simple ou double ; 4° cellule ; 5° peloton de correction ; 6° peloton de correction avec chaîne simple ; 7° cachot avec chaîne double ou double boucle.

En ce qui concerne la cellule, qui occupe un rang assez élevé dans la hiérarchie des punitions, il n'apparaît pas que les forçats l'aient sérieusement redoutée, et cela se comprend ; quand le régime de la peine consiste à exécuter, dans un pays chaud, un travail extérieur parfois pénible, le séjour en cellule constitue une période de repos salutaire et presque désirable.

Bien plus : non seulement l'Administration n'était plus suffisamment armée pour triompher de la paresse et de l'indiscipline des forçats, mais les crimes et les délits commis par eux en cours de peine, étaient dépourvus de toute sanction sérieuse. Le transporté encourait-il la peine de mort, par

(1) V. dans Larousse, v° Transportation, une description de la correction corporelle.

exemple, pour meurtre d'un surveillant ou d'un camarade de bagne, et était-il condamné à mort ? En vertu d'une décision ministérielle du 1er mai 1880, le droit de grâce était attribué au chef de l'Etat ; un délai de six à huit mois était nécessaire pour le trajet aller et retour du pourvoi en grâce ; alors même que le président de la République n'eût pas été partisan de l'abolition de la peine de mort, comme l'était M. Grévy, on ne pouvait songer à conduire à l'échafaud un condamné à mort après une si longue attente. La grâce n'était donc jamais refusée et le grâcié apprenait sans émotion la commutation de la peine de mort en celle des travaux forcés qu'il subissait déjà. Il n'éprouvait aucune hésitation à recommencer le cas échéant « et malheur au surveillant militaire qui, entouré de condamnés, menacé par le couteau ou par la pioche de l'un d'eux, faisait feu sur l'assaillant pour défendre sa propre vie attaquée ! Une circulaire ministérielle, qui fut un acte de faiblesse, enjoignait que dans tous les cas, même dans l'hypothèse d'une légitime défense éclatante, le surveillant qui avait tiré sur le forçat comparut en conseil de guerre, où il était inévitablement chargé par les témoignages unanimes des camarades de l'agresseur, mais souvent acquitté par les juges. D'après cette circulaire, le gouverneur n'avait plus le droit qui appartient à tout général commandant de corps de statuer comme juridiction d'instruction et de convoquer ou de ne pas convoquer le conseil de guerre, suivant les circonstances de l'affaire et suivant les inspirations de sa conscience » (1).

Si le forçat, sans commettre de crime capital, encourait les travaux forcés « il ajoutait placidement les 10, 20 ou 40 années prononcées contre lui, aux années qu'il avait déjà. Son compte s'était simplement enflé ; la société, personne débonnaire, lui faisait toujours crédit » (2). Et de fait on a pu voir un transporté supporter allègrement le poids de 234 années de bagne. Enfin, s'il encourait la réclusion ou l'emprisonnement cor-

(1) Leveillé, *Institut. pén.*, p. 275.
(2) Leveillé, *Institut. pén.*, p. 275.

rectionnel pour l'infraction nouvelle commise en cours de peine, l'exécution de cette peine inférieure était ajournée à l'expiration de la peine supérieure qu'il subissait actuellement. Elle perdait de la sorte toute efficacité intimidante.

Si l'on ajoute qu'au cours de la période où se place le décret de 1880, les forçats européens n'étaient jamais dirigés sur la Guyane mais seulement sur la Nouvelle-Calédonie, on ne s'étonnera pas que la perspective de subir le régime de la transportation, tel que nous venons de le décrire, sous un climat exceptionnellement favorisé, ait provoqué chez les détenus des prisons de France le désir de mériter leur expatriation, en gravissant quelques degrés dans l'échelle de la criminalité. Il suffisait pour cela de quelques coups de couteau habilement placés, distribués à leurs codétenus ou à leurs gardiens. Ce moyen si simple devint d'un usage si fréquent que le législateur dut intervenir. La loi du 25 décembre 1880 a décidé, qu'en cas de crimes commis à l'intérieur d'une prison par un détenu, la Cour d'assises, en prononçant la peine des travaux forcés à temps ou à perpétuité, devrait ordonner que cette peine serait subie dans la prison même où le crime a été commis, pendant une durée qui ne peut être inférieure au temps de réclusion ou d'emprisonnement que le détenu avait à subir au moment du crime. La hiérarchie des peines se trouvait ainsi bouleversée, c'est une constatation que les criminels avaient déjà faite eux-mêmes, avant que le législateur ne l'eût naïvement proclamée.

135. — On a cherché dans ces dernières années à remonter le courant et à rendre à la peine des travaux forcés la puissance afflictive qu'elle devait avoir dans la pensée du législateur de 1854. L'une des premières réformes concerne les crimes et délits commis par les forçats. La circulaire qui prescrivait de renvoyer obligatoirement devant un conseil de guerre le surveillant qui avait tiré sur un transporté a été rapportée et le gouverneur a de nouveau le droit d'apprécier souverainement l'opportunité de ce renvoi. Le gouverneur recouvre également le droit de faire exécuter immédiatement les condamnations à

mort, à moins que dans le conseil privé une minorité de deux voix ait réclamé le sursis. Le décret du 5 octobre 1889 qui réalisait cette importante amélioration décidait en même temps (art. 1 et 2) que les pénalités, dont seraient passibles les forçats, pour crimes et délits commis en cours de peine, seraient réduites à trois, savoir : la mort, la réclusion cellulaire de six mois à cinq ans et l'emprisonnement pour une durée égale. L'une des principales différences qui distinguent ces deux dernières peines, consiste dans le système d'emprisonnement : les forçats réclusionnaires sont soumis à l'isolement de jour et de nuit ; ceux qui sont condamnés à l'emprisonnement ne sont isolés que pendant la nuit et travaillent en commun pendant le jour, sous l'obligation du silence (régime auburnien). Qu'il s'agisse de réclusion ou d'emprisonnement, la peine est subie immédiatement et non plus comme autrefois à l'expiration de la peine principale des travaux forcés. Cette dernière est dès lors interrompue (art 9) : elle reprend quand le forçat a fini son temps de réclusion ou d'emprisonnement : il est alors placé dans la troisième classe, qui est la dernière actuellement, ainsi qu'on va le voir, pour une période au moins égale à la durée de la peine prononcée et qui ne doit pas être inférieure à deux ans. Enfin la réclusion et l'emprisonnement ne sont pas destinés seulement à réprimer les crimes et délits des forçats, mais aussi le refus de travail (art. 7 et 11).

Pour appliquer ces pénalités, un autre décret portant à un jour près la même date que le précédent, 4 octobre 1889, et qui a été modifié par celui du 24 avril 1897, a institué des tribunaux maritimes spéciaux, en exécution de l'article 10 de la loi de 1854.

Quant au régime disciplinaire, il a été tout entier refondu par le décret du 4 septembre 1891 (1), dont voici l'économie générale, résumée par son principal inspirateur.

« Les salaires du forçat sont supprimés. Le condamné

(1) Texte de ce décret dans *Rev. pénit.*, 1891, pp. 1484 et s.

valide qui ne travaille pas, n'a droit qu'au pain et à l'eau. S'il veut améliorer cet ordinaire manifestement insuffisant, il doit, comme l'honnête homme, qui ne gagne sa subsistance qu'à la sueur de son front, faire un effort quotidien et soutenu.

Aux quatre ou cinq classes que le transporté devait traverser pour parvenir à sa libération, nous avons substitué trois classes seulement. Mais l'avancement est ralenti. Le condamné n'arrive à la première classe, qui permet le placement chez les particuliers ou l'envoi en concession, qu'après moitié de la peine subie » (1).

Les condamnés de troisième classe sont appliqués aux travaux les plus durs sous l'obligation du silence. Ils couchent sur un lit de camp et sont, autant que possible, soumis à l'isolement pendant la nuit. Le jour ils sont enfermés dans les cases pendant tout le temps qu'ils ne passent pas sur les travaux (art. 6). Le stage minimum dans cette classe est de deux ans ; le passage à la classe supérieure (troisième à deuxième ou deuxième à première) ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une décision du directeur de la pénitentiaire et sur avis de la commission disciplinaire.

Les forçats de deuxième classe sont employés à des travaux moins pénibles que ceux de la troisième classe. Ces travaux, qui doivent toujours être des travaux de colonisation ou d'utilité publique, peuvent même être exécutés pour le compte des particuliers, quand on a adopté pour cette exécution le système de l'entreprise, mais il ne faut pas confondre dans ce dernier cas la situation du condamné de deuxième classe avec celle du condamné de première classe admis au bénéfice de l'assignation ou placement individuel. Il y a lieu de les distinguer d'abord à raison de la nature du travail : celui de l'assigné peut avoir un caractère industriel, commercial ou agricole et ne se rapporte pas nécessairement à la colonisation ou à l'utilité publi-

(1) Si le forçat est condamné à perpétuité ou à plus de vingt ans de travaux forcés, le passage à la première classe ne peut avoir lieu qu'au bout de 10 ans (art. 9).

que ; d'autre part l'assigné touche une partie du salaire stipulé dans le contrat d'assignation. Les forçats des deux dernières classes au contraire ne reçoivent, comme il vient d'être dit, aucune rémunération. Lorsqu'ils travaillent, ils ont droit à un bon de cantine qui les fait admettre à la ration normale : si leur travail et leur conduite sont particulièrement satisfaisants, on leur accorde des bons supplémentaires dont la valeur est déterminée par arrêté ministériel : si ces bons ne sont pas utilisés, ils forment au condamné un pécule qui peut être employé en menus achats ou en envois de fonds aux familles.

La répartition des condamnés entre la deuxième et la troisième classe, au début de l'exécution de la peine, est faite par le ministre de la Justice avant le départ de chaque convoi (art. 7).

L'exécution des règlements et l'obligation du travail sont sanctionnées par les punitions suivantes (art. 14) : 1° la prison de nuit ; 2° la cellule ; 3° le cachot. Les condamnés punis de prison de nuit et de cellule sont astreints au travail pendant le jour, ils couchent sur un lit de camp et sont mis à la boucle simple pendant la nuit. La cellule est plus sévère que la prison de nuit parce qu'elle comporte l'isolement de jour et la mise au pain sec un jour sur trois. Quant au cachot, il est subi dans un local obscur, il entraîne la mise au pain sec deux jours sur trois : avant le décret du 19 décembre 1900 (1), les condamnés punis de cachot étaient mis à la boucle double pendant la nuit ; cette sévérité a été supprimée et remplacée par la boucle simple ; un contrôle sanitaire est organisé, sous la forme d'une inspection régulière du médecin du pénitencier, sur les conditions de salubrité des locaux où est subi le cachot.

Ces punitions peuvent entraîner comme pénalité accessoire la rétrogradation du condamné à une classe inférieure. Lorsque toutes ces mesures de rigueur ont été reconnues inefficaces, les condamnés de troisième classe dont l'indiscipline

(1) *Rev. pénit.*, 1901, p. 168.

persévérante a été constatée, sont entièrement séparés des autres et soumis, en tant qu'incorrigibles, à un régime spécial (art. 35). Ils sont placés, soit dans des quartiers disciplinaires situés sur les pénitenciers spéciaux de répression, soit dans des camps disciplinaires établis à cet effet pour l'exécution de travaux publics au compte de l'Etat et de la colonie. Le régime des incorrigibles est celui des forçats de troisième classe en ce qui concerne la ration et la nature des travaux. Mais ils ne peuvent recevoir de bons supplémentaires et, lorsqu'ils ne sont pas isolés la nuit, ils couchent sur un lit de camp et sont mis à la boucle simple (1), subissant ainsi d'une façon continue la punition de la prison de nuit. Leur régime disciplinaire est plus sévère (2). La prison de nuit, qui n'aurait pas de raison d'être pour eux, est remplacée par la salle de discipline : la cellule et le cachot peuvent être prononcés pour une durée plus longue qu'à l'égard des forçats des autres catégories.

Il n'est pas douteux que l'administration pénitentiaire ait trouvé dans ces nouveaux décrets des procédés efficaces pour vaincre la paresse et l'insubordination des transportés. La transportation a recouvré « son véritable caractère d'intimidation et d'exemplarité (3). La hiérarchie des peines se trouve rétablie et le régime des travaux forcés n'exercera plus de séduction sur la population des maisons centrales. Mais il faut pour cela que le décret du 4 septembre 1891 soit « strictement exécuté », comme le fait observer non sans utilité le rapport cité à la note. L'éloignement des colonies pénales favorise bien des abus et des violations des règlements ; cela revient à dire qu'après avoir créé l'outillage, il faut s'occuper de recruter avec soin les ouvriers qui l'emploieront. Cette question, qui n'est pas spéciale à la transportation, a déjà été effleurée et nous n'y reviendrons pas.

(1) A la boucle double, avant le décret du 19 décembre 1900, *sup. cit.*

(2) V. sur les camps disciplinaires, Paul Mimande, *loc. cit.*

(3) Rapport au président de la République, contenant l'exposé des motifs du décret du 4 septembre 1891. *Rev. pénit.*, 1891, p. 1180.

SECTION III

MODE D'EXPLOITATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE DES TRANSPORTÉS EN COURS DE PEINE (1).

136. — La question de l'exploitation de la main-d'œuvre des transportés est bien autrement délicate que celle du travail pénal en général. Il ne s'agit pas seulement d'apprendre au condamné un métier qui puisse lui faire gagner sa vie et dont l'exercice profite à l'Etat sans porter une atteinte sérieuse à l'industrie libre ; c'est à cela que se résume en somme le fameux problème du travail des prisons. Avec la transportation apparaît une autre préoccupation, il faut coloniser. Qu'est-ce coloniser dans la pensée du législateur de 1854? Est-ce préparer la voie à la colonisation libre, en construisant des ports, des routes et des chemins de fer? Cela veut-il dire que l'administration elle-même doit exploiter au profit de l'Etat le sol de la colonie et les richesses qu'il renferme? Ou bien est-ce que cela signifie qu'il faut transformer le forçat en colon, soit en le mettant à son compte le plus tôt possible et à la tête d'une concession, soit en l'envoyant travailler chez les colons libres? Il ne semble pas qu'aucune de ces façons de comprendre la colonisation ait été exclue par la loi. En tout cas, les règlements postérieurs de 1880 et de 1891 les ont simultanément accueillies, ainsi que nous venons de le voir et la classification des transportés qu'ils opèrent correspond presque complètement à ces différentes conceptions de la colonisation pénale. Malheureusement concevoir n'est pas réaliser. La colonisation libre n'a jamais en Guyane et même en Nouvelle-Calédonie pris le développement que l'on espérait et l'outillage de cette colonisation est resté à l'état rudimentaire (2) ; il eût fallu une foi singulièrement vigoureuse

(1) Sur cette question consult. PAIN, *Colonisation pénale*, Paris, 1898, *passim*. Discussions des 15 et 22 mars 1899 à la Société de prisons sur la Colonisation pénale, *Rev. pénit.*, 1899, pp. 457 et s., pp. 512 et s.

(2) *Rev. pénit.*, 1897, p. 654.

dans l'universalité de la loi sociologique : l'organe crée la fonction (par exemple les moyens de circulations créent la circulation), pour couvrir le sol de nos colonies pénales d'un réseau de routes et de chemins de fer, sans qu'un courant d'immigration libre ayant déjà pris naissance permît d'en espérer la prochaine utilisation. L'expérience d'ailleurs a été faite notamment en Guyane, on a construit des routes d'un entretien coûteux et sur lesquelles ne passent ni piétons, ni voitures (1).

D'autre part, tous ces travaux préparatoires de la colonisation libre, en admettant même qu'ils ne fussent pas effectués en pure perte, ne pouvaient devenir profitables à la métropole qu'à échéance lointaine, le jour où la colonie développée et prospère aurait avec elle des échanges. Or l'administration pénitentiaire, coloniale aussi bien que métropolitaine, est très naturellement soucieuse de diminuer le coût d'entretien des condamnés, en les appliquant à un travail immédiatement lucratif. Comme l'immigration libre se faisait toujours attendre, elle se décida à défricher et à mettre en culture le sol de la colonie pour son propre compte. C'est la seconde conception de la colonisation. On était toujours d'accord avec le texte de l'article 2 de la loi de 1854, si l'on voulait bien admettre qu'un travail conservait le caractère d'utilité publique du moment qu'il était exécuté au profit de l'Etat.

137. — La culture en régie a provoqué en Guyane une mortalité excessive des forçats ; en Nouvelle-Calédonie, elle a conduit d'une façon très imprévue l'administration à un nouveau mode d'exploitation de la main-d'œuvre des forçats. L'incident a fait l'objet d'une interpellation de M. de Lanessan à la Chambre des députés, en date du 27 juin 1889 (2). L'administration avait tenté sans grand succès l'exploitation de la canne à sucre et quelques autres cultures à la ferme de Bourail ; elle ne possédait d'ailleurs pas d'usine pour la mise en œuvre de ces

(1) *Rev. pénit.*, 1896, p. 197.
(2) *Rev. pénit.*, 1889, p. 875.

produits et n'avait pas d'argent pour en construire. « Un industriel, M. Higginson, vint proposer de fournir l'usine et de la faire fonctionner à ses frais, à condition que l'administration l'alimenterait avec les produits des cultures faites par les condamnés. Au bout de quelques années, il fut évident que l'administration ne pourrait pas tenir ses engagements, elle devait à partir de 1874 fabriquer plus de 1.500 tonnes de sucre par an, or en 1874 elle fabriquait 16 tonnes et en 1880 n'en fabriquait plus que 3 ». L'administration, dans l'impossibilité de payer en argent à M. Higginson l'indemnité à laquelle il avait droit, la lui paya en forçats « elle céda à l'industriel pour une durée de 20 ans 300 transportés, qu'il devait employer dans ses usines ». Telle est l'origine de ce que l'on a appelé les contrats de main-d'œuvre. L'administration trouva la combinaison à son goût, car elle lui enlevait le souci d'organiser elle-même le travail des transportés ; elle s'y prêta désormais toutes les fois que l'occasion lui en fut offerte ; à partir de 1887 les contrats de main-d'œuvre se succèdent ; les journées de travail des forçats sont concédées à des industriels par centaine de mille à la fois et les bénéficiaires sont autorisés à les rétrocéder à des tiers ; si bien, comme le disait M. de Lanessan, « que les transportés jouaient véritablement le rôle non pas seulement d'esclaves mais de monnaie fiduciaire ». L'exploitation en régie était complètement abandonnée.

Ces contrats de main-d'œuvre sont restés assez longtemps ignorés des criminalistes. Dès qu'ils sont venus à leur connaissance, ils ont provoqué leurs protestations les plus énergiques. Au point de vue moral et pénal, il était inadmissible que l'administration abdiquât entre les mains d'un particulier sa mission de faire exécuter la peine. Il s'agit ici qu'on ne l'oublie pas d'une peine réformatrice, dont le régime doit être essentiellement moralisateur, puisque son résultat normal et espéré doit être l'ascension du condamné de la classe inférieure à la classe supérieure, où il s'initie à la vie libre et prépare son reclassement. Que devient cette moralisation avec les

contrats de main-d'œuvre, qui livrent à un industriel, dont le moindre défaut est de chercher uniquement à faire fortune, l'exploitation d'un troupeau de 1.000 à 1.200 condamnés ? D'autre part la peine cessait d'être égale, car ces nouveaux esclaves étaient employés à des travaux bien différents et le hasard décidait seul cette répartition. « Le forçat cuisinier, employé à la fabrication de boîtes de conserves, se nourrissait certainement mieux que le forçat minier, détachant à coups de pioche les fragments de nickel dans les possessions de la grande compagnie » (1).

Au point de vue légal, cette pratique était insoutenable. Si l'article 11 de la loi de 1854 prévoit pour les transportés la possibilité d'être autorisés à travailler chez les habitants de la colonie, c'est seulement lorsqu'ils se seront rendus dignes de cette faveur « par leur bonne conduite, leur travail et leur repentir ». Or, par le contrat de main-d'œuvre, le forçat était livré au concessionnaire à peine débarqué. D'autre part l'assignation prévue par l'article 11, étant une mesure de faveur, ne s'appliquait qu'à un nombre restreint de forçats; d'où l'épithète d'individuelle qu'on lui ajoute ordinairement. Le contrat de main-d'œuvre portait au contraire sur plusieurs centaines de transportés à la fois.

Injustifiables à tous ces points de vue, les contrats n'avaient même pas leur excuse dans un avantage financier pour l'administration. « Le prix d'entretien du forçat représentait pour le budget une dépense à peu près de deux francs par jour. L'Etat qui payait ces deux francs, ou plutôt qui les faisait payer aux contribuables métropolitains, ne stipulait de certains concessionnaires de cette main-d'œuvre qu'une redevance de beaucoup inférieure au prix de revient. L'homme était parfois remis contre remboursement de 1 franc, de 0 fr. 50 même par jour. Ces contrats si onéreux étaient d'ailleurs conclus pour une longue suite d'années. Les sociétés financières qui prenaient à loyer nos convicts avaient dicté leurs condi-

(1) LEVEILLÉ, *Institutions pénit.*, p. 281.

tions et les représentants de l'Etat s'étaient inclinés devant leurs exigences » (1).

Le nombre des bénéficiaires des contrats de main-d'œuvre était forcément restreint, d'abord à raison du peu d'importance de l'immigration libre, puis à raison des capitaux et de l'outillage nécessaires à l'exploitation de la main-d'œuvre pénale dans d'aussi vastes proportions. Cette situation privilégiée de quelques industriels, trois ou quatre environ, provoqua des réclamations auxquelles on crut donner satisfaction, en mettant gratuitement des corvées de forçats à la disposition de la colonie. 1.200 forçats furent ainsi concédés en une fois, sans qu'au budget le chapitre des subventions aux colonies en ait jamais fait mention.

Pour faire cesser de tels abus, où des intérêts personnels considérables se trouvaient engagés, la campagne fut plus vive et plus pénible que celle que l'on dirigea contre l'adoucissement excessif du régime (2). Elle a cependant abouti en même temps et, tandis que le décret du 4 septembre 1891 sur le régime disciplinaire et le classement des transportés restituait aux travaux forcés leur ancienne puissance d'intimidation, celui du 15 septembre de la même année « concernant l'emploi aux colonies de la main-d'œuvre des condamnés aux travaux forcés » marquait une première étape dans la voie de la réglementation des contrats de main-d'œuvre (3). Cette première étape n'a pas été la dernière et le décret de 1891 a été remplacé par un autre plus sévère, notamment en ce qui concerne la mise à la disposition des particuliers du travail des condamnés et l'obligation pour les administrations locales et les municipalités employant des transportés de subvenir aux frais de leur entretien. Ce dernier décret en date du 13 décembre 1894 (4) a été lui-même modifié par les décrets

(1) Leveillé, *Institutions pénit.*, p. 281.
(2) *Rev. pénit.*, 1899, p. 525.
(3) Texte du décret dans *Rev. pénit.* 1891, pp. 1194 et s.
(4) Texte dans *Journal officiel* du 24 janvier 1895 et *Rev. pénit.*, 1895, pp. 277 et suiv.

du 30 août 1898 et du 29 mars 1901 ; de ces différents textes ressort la réglementation suivante, relative à l'emploi de la main-d'œuvre des transportés. Les contrats de main-d'œuvre ne sont pas supprimés ; il n'est pas douteux que l'on avait réussi à tirer ainsi profit du travail des condamnés et que les exploitations minières de la Nouvelle-Calédonie offrent un spectacle plus consolant que les ruines amoncelées en Guyane. Mais il fallait qu'en acceptant ces contrats de main-d'œuvre on les transformât profondément de façon à ce que : 1° il n'en résultât pas une modification du régime de la transportation et une atteinte à sa fonction pénitentiaire ; 2° que le profit de ces contrats fût réservé à l'Etat et non pas absorbé par la colonie ou les particuliers concessionnaires.

Et d'abord ces contrats sont officiellement reconnus, décret du 13 décembre 1894, article 1er. « Les condamnés aux travaux forcés, qui ne sont pas employés dans les ateliers ou sur les chantiers du service pénitentiaire, sont affectés à des travaux de colonisation ou à des travaux d'utilité publique pour le compte de l'Etat.

« *Ils peuvent être mis pour les mêmes travaux à la disposition des colonies et des municipalités.*

« *Ils peuvent être également employés à des travaux de colonisation et d'utilité publique exécutés à l'entreprise dans les conditions de l'article 10 ou à des travaux exécutés pour le compte des particuliers, dans les conditions de l'article 29 du présent décret* ».

Si l'on se reporte aux articles précités, on constate que la main-d'œuvre des transportés peut être mise à la disposition des particuliers de deux façons différentes.

Ou bien il s'agit de travaux de colonisation ou d'utilité publique pour le compte de l'Etat, mais dont un particulier a soumissionné l'exécution. Ce particulier peut alors obtenir une concession de main-d'œuvre, qui lui est accordée par arrêté du ministre des colonies. L'arrêté détermine la durée de la concession, l'effectif du contingent des condamnés qui ne peut dépasser 200, le travail auquel les condamnés peuvent être

employés et le lieu où ce travail doit être effectué. En outre toute rétrocession de main-d'œuvre est expressément interdite et entraîne l'annulation de l'arrêté de concession (art. 10, 12, 13, 14).

Ou bien il s'agit de travaux à exécuter pour le compte des particuliers, tels que chargements et déchargements de navires, défrichements, récoltes et desséchements. C'est alors l'administration elle-même qui fait exécuter le travail sous sa direction, sans concéder la main-d'œuvre des transportés (art. 29). L'exécution de tels travaux est autorisée par des arrêtés du gouverneur, à charge par lui d'en rendre compte immédiatement au ministre des Colonies.

En tous cas, qu'il s'agisse ou non d'une véritable concession de main-d'œuvre et que le concessionnaire soit la colonie, une municipalité ou un particulier, les condamnés aux termes de l'article 2 du décret « restent soumis au régime général de la transportation, notamment en ce qui concerne la nourriture, l'habillement et la discipline ».

En réunissant toutes ces conditions, restrictions et réserves, on est arrivé — théoriquement tout au moins, car il faut toujours craindre la déformation que subissent dans l'application, si loin de la mère patrie, les meilleurs règlements — à retirer des contrats de main-d'œuvre leurs principaux avantages économiques, tout en palliant leurs graves inconvénients au point de vue répressif. Les auteurs des décrets de 1891 et de 1894, en autorisant expressément la pratique des contrats de main-d'œuvre, ont eu en outre bien soin de distinguer les condamnés dont la main-d'œuvre pourrait être concédée aux particuliers de ceux qui, bénéficiant de l'article 11 de la loi de 1854, sont placés sous le régime de l'assignation. On rentrait ainsi dans la légalité.

La réforme a eu également une portée financière. L'Etat conserve la charge de l'entretien des condamnés dont il concède la main-d'œuvre, mais, par contre, il exige une redevance du particulier ou de la colonie concessionnaires. Le taux de cette redevance, fixé primitivement par le décret de 1894 à

1 franc par homme et par jour pour les services de l'Etat et à 1 fr. 50 pour les services locaux, les municipalités et les particuliers, a été successivement abaissé par les décrets de 1898 et de 1901 au minimum de 0 fr. 75.

138. — Quant à l'assignation individuelle, elle demeure rigoureusement réservée aux condamnés de la première classe. Elle se présente à première vue comme un contrat de louage de services entre le colon et l'assigné avec cette particularité que ce contrat est passé au nom de l'assigné, par le directeur de la Pénitentiaire, stipulant ainsi pour autrui : il stipule d'ailleurs aussi pour lui-même, car l'assigné ne reçoit que les 3/5 de son salaire (dont 1/5 lui est remis immédiatement et 2/5 versés à son pécule). Les deux autres cinquièmes reviennent à l'Etat. En outre de ce salaire, le colon doit à l'assigné le logement, le couchage, la nourriture et les soins médicaux. L'habillement est fourni par l'administration.

L'assigné vit dans un état de demi-liberté, occupé à des travaux de même nature que ceux des ouvriers libres, des valets de ferme ou des domestiques. Il reste toutefois soumis dans son logement particulier « aux visites et aux recherches de l'administration pénitentiaire » (décret de 1894, art. 42) et peut d'un moment à l'autre être réintégré au pénitencier.

L'assignation n'est jamais consentie que pour un an, mais elle est renouvelable pour le même délai.

D'après le décret de 1891, le même colon ne pouvait obtenir plus de quinze assignés. Le décret de 1894 a élevé ce nombre à cinquante et il a décidé que, lorsqu'un colon emploierait plus de vingt-cinq assignés, un surveillant militaire serait affecté à la garde du contingent, aux frais du colon. Dans ces conditions, le régime moral, sinon disciplinaire, des assignés ne se différencie pas sensiblement de celui des condamnés non assignés.

Il existe une grande variété dans la situation faite aux assignés, suivant l'importance de l'effectif occupé par le colon. Lorsque les assignés sont peu nombreux, ils sont mêlés à la

vie et aux travaux de l'habitant et font un apprentissage véritable de la liberté.

C'est dans cette mesure restreinte que, conformément à son nom même, l'assignation individuelle avait été organisée par le décret de 1891.

SECTION IV

LA MISE EN CONCESSION ET LA LIBÉRATION

139. — Nous avons fait observer à plusieurs reprises que la pensée du législateur de 1854 n'avait pas été seulement de préparer la voie par le travail pénal à la colonisation libre, mais surtout peut-être de transformer le condamné lui-même en colon, cultivant pour son propre compte. Ainsi se résolvait de lui-même le problème de la libération : à l'expiration de sa peine, le forçat se trouvait naturellement reclassé et muni de moyens d'existence, par cela seul qu'il s'était bien conduit : la mise en concession est une des principales raisons d'être du système tout entier, c'est presque sa clef de voûte : c'est sur elle que se concentraient les espérances les plus chères des partisans de la transportation. Cependant sur ce point, comme sur beaucoup d'autres qui viennent d'être signalés, une réglementation d'ensemble s'est fait longtemps attendre.

L'organisation des concessions a été abandonnée à l'initiative des gouverneurs de colonie et c'est vingt-quatre ans seulement après la loi de 1854 que la mise en œuvre des articles 11 et 14 de cette loi a été assurée avec quelque uniformité par le décret du 31 août 1878, qui ne contient d'ailleurs aucune innovation importante et n'a guère fait que fondre et coordonner les arrêtés des gouverneurs sur cette matière.

Ce décret n'est plus aujourd'hui en vigueur. Le rapport préliminaire au décret du 18 janvier 1895 qui l'a remplacé (1) s'exprime dans les termes suivants sur les causes de l'abrogation du décret de 1878. « Cet acte ne se trouve plus en con-

(1) *Journal officiel* du 31 janvier 1895.

cordance avec les nouvelles mesures édictées en vue de renforcer la discipline des pénitenciers et de rendre à la peine des travaux forcés le caractère d'intimidation, d'exemplarité que la loi criminelle a entendu lui attribuer... L'expérience a démontré que les dispositions trop générales et incomplètes du décret du 31 août 1878, répondaient mal aux intentions du législateur de 1854 ». Le décret de 1878 a été promulgué en effet, au moment où un relâchement général s'introduisait, sous l'influence de motifs divers que nous avons dégagés plus haut, dans le régime de la transportation. Il se rattache à cette série de mesures qui ont contribué, avec le décret disciplinaire du 18 juin 1880, à énerver cette pénalité. Il omettait de s'expliquer suffisamment sur les obligations du concessionnaire, « sur la durée de la peine et les garanties de conduite à exiger des condamnés pour l'obtention de la concession ». Nous nous en rendrons compte, en étudiant le régime créé par le décret de 1895, par comparaison avec le régime antérieur. Le décret de 1895 a lui-même été modifié par celui du 9 octobre 1901 (1), dont nous signalerons au fur et à mesure les innovations.

140. — Les concessions ne peuvent être accordées qu'aux condamnés parvenus à la première classe et qui ont constitué un pécule suffisant et aux libérés qui ont versé, soit à la caisse d'épargne de l'administration pénitentiaire, soit à la caisse des dépôts et consignations un dépôt de garantie, dont le minimum ne doit pas être inférieur à 100 francs. Avec une telle réglementation, le crime cesse d'être, comme on le reprochait spirituellement à l'ancienne organisation des concessions, une manière d'acquérir la propriété. Il est désormais impossible qu'un forçat soit mis en concession deux ans après son arrivée, étant données les conditions imposées par le décret de 1891 pour le passage à la première classe.

Toute concession est provisoire au début, nous verrons plus bas comment elle peut devenir définitive.

(1) *Journal officiel* du 24 octobre 1901.

Il est évident que, du jour au lendemain, le concessionnaire est dans l'impossibilité de se suffire à lui-même. Il n'y parviendra qu'après une certaine durée d'exploitation de sa concession. Aussi les concessions sont-elles livrées pourvues d'une maison d'habitation et ne comprennent-elles que des terres défrichées : en outre, il est alloué au concessionnaire une première mise d'outils aratoires, d'effets de couchage et d'habillement, dont la valeur est payée par lui une fois sa concession devenue définitive. Enfin, il lui est accordé une ration de vivres ou une indemnité représentative pour une durée de 6 mois. Sous le régime du décret de 1878, les vivres étaient accordés pour une durée de 30 mois.

La superficie de la concession varie suivant le nombre de personnes composant la famille du concessionnaire et habitant avec lui. La superficie minimum est de 3 hectares ; la superficie maximum a été portée à 20 hectares par le décret de 1901 (1).

En dehors de ces concessions dites agricoles, il peut en être accordé d'autres aux libérés qui, n'ayant pas d'aptitudes pour les exploitations rurales, préfèrent exercer un commerce, une industrie ou un métier jugés nécessaires aux besoins des concessions agricoles et figurant sur une liste dressée par le gouverneur. La concession dans ce cas est beaucoup moins étendue ; son maximum est de 20 ares et son minimum de 10 ares, si elle est accordée en dehors des agglomérations urbaines.

L'innovation la plus considérable du décret de 1895 est la suppression de la gratuité des concessions. La terre ne lui est plus donnée, elle lui est vendue moyennant le paiement d'une rente annuelle et perpétuelle, qu'il est possible au concessionnaire de racheter, quand sa concession est devenue définitive. Cette rente varie suivant l'importance de la concession, son

(1) Le même décret prévoit des concessions supplémentaires de 3 à 10 hectares, aussi rapprochées que possible de la concession primitive, au profit des personnes composant la famille du transporté, lorsqu'elles ont atteint l'âge de 16 ans. Ces concessions supplémentaires sont affranchies du dépôt de garantie.

chiffre est compris entre un minimum de 10 francs et un maximum de 20 francs par an et par hectare pour les concessions agricoles, entre un minimum de 10 francs et un maximum de 50 francs pour l'ensemble, quand il s'agit d'autres concessions.

Les concessionnaires ne sont tenus au paiement de cette rente que deux ans après l'envoi en concession. Cette faveur s'inspire de la même idée que celle qui a fait attribuer au concessionnaire une première mise d'exploitation et des vivres. Ses débuts sont parfois durs et on n'a voulu faire peser sur lui l'intégralité de ses obligations, que lorsque sa concession commencerait à fournir un rendement suffisant et régulier.

Le concessionnaire n'est pas d'ailleurs assujetti seulement au paiement de la rente. On a voulu éviter le retour d'abus antérieurs, possibles avec le décret de 1878, sous le régime duquel le concessionnaire consommait sur sa concession les trente mois de vivres que lui allouait l'administration, sans accomplir aucun travail, puis, à bout de ressources, se faisait réintégrer au pénitencier quand il n'était pas libéré. Aux termes du décret de 1895, article 14 « le concessionnaire provisoire est tenu de résider sur le terrain concédé, il ne peut ni l'aliéner, ni l'hypothéquer, ni le donner à ferme » (1). Aux termes de l'article 15 « toute concession de terrain doit être mise en rapport pour la moitié pendant la première année et pour la totalité pendant la seconde ». Parmi les causes pouvant entraîner le retrait de la concession, qui sont prévues par l'article 16 (2), figure le défaut de culture des terres. Ce retrait ne s'étend pas seulement à la concession, mais aux outils,

(1) Cependant le concessionnaire libre d'une concession supplémentaire peut, en vertu du décret de 1901, pendant la durée de son service militaire, confier l'exploitation de sa concession au transporté ou libéré ou à tout autre membre de sa famille agréé par l'Administration.

(2) Ces causes opèrent tantôt de plein droit (fait ayant entraîné des peines criminelles, évasion ou tentative d'évasion, défaut de paiement de la rente), tantôt facultativement, l'Administration ayant toute latitude pour prononcer ou non le retrait. Le défaut de culture est une cause facultative de retrait, de même que l'inconduite, l'indiscipline, etc.

effets de couchage et d'habillement ; il s'opère sans aucune indemnité au profit du concessionnaire pour les améliorations qu'il aurait apportées à la concession, par exemple en y élevant des constructions.

La concession provisoire devient définitive par l'expiration d'un délai de cinq ans, à compter du jour de la décision d'envoi en concession provisoire (1). Toutefois, quand il s'agit d'une concession accordée non à un libéré mais à un condamné en cours de peine, la concession ne peut jamais devenir définitive pendant la durée de la peine et le temps écoulé entre l'envoi en concession et l'époque de leur libération n'est jamais compté que pour deux ans. Ils ont donc toujours un minimum de stage égal à trois années après leur libération, à accomplir comme concessionnaire provisoire, avant de devenir concessionnaire définitif.

Du jour où la concession devient définitive, le concessionnaire a droit au remboursement de son dépôt de garantie et peut s'exonérer du paiement de la rente, qui reste toujours due, en versant le capital fixé par la décision qui a prononcé l'envoi en concession. S'il ne fait pas ce versement, il est déchu de sa concession en cas de non-paiement de la rente. L'administration jouit d'ailleurs, pour se faire payer, soit la rente, soit le capital, du privilège du vendeur (art. 27 du décret de 1895). Enfin il est reconnu un droit de succession sur la concession au profit des enfants du concessionnaire, de la femme, de ses frères et sœurs et descendants d'eux.

141. — La mise en concession n'est, en quelque sorte qu'un rouage dans l'organisation du régime de la libération. Il existe une réglementation d'ensemble, qui s'applique à tous les libérés, qu'ils soient ou non concessionnaires.

Aux termes de la loi de 1854 (art. 6), les libérés doivent être divisés en deux classes, en considération de la durée de la peine encourue. Ceux qui ont été condamnés à moins de huit

(1) Pour les concessions supplémentaires accordées à des concessionnaires libres, le délai court, aux termes du décret de 1901, du jour de sa majorité.

années de travaux forcés sont tenus, à leur libération, de résider dans la colonie un temps égal à la durée de leur peine, c'est le *doublage* ; ceux qui ont été condamnés à huit années ou plus sont obligés d'y résider toute leur vie. En cas de grâce, cette obligation de résidence ne peut être supprimée que par une disposition expresse des lettres de grâce. Elle est donc particulièrement impérieuse, et on le comprend facilement, puisque c'est par elle que l'on espérait assurer à la colonie, non plus seulement une main-d'œuvre passagère, préparant sa mise en valeur, mais une population stable, attachée pour toujours à cette terre nouvelle ; c'est par elle aussi, il faut bien le dire, que l'on arrivait à débarrasser définitivement, ou du moins pour longtemps, le territoire de la France continentale de la présence d'éléments dangereux.

Aussi cette obligation a-t-elle une sanction. Les libérés sont astreints, par le décret du 13 janvier 1888, pendant la durée de leur résidence obligatoire — c'est-à-dire pour beaucoup d'entre eux pendant toute leur vie — à deux appels annuels. Les dates de ces appels sont fixées par le gouverneur qui peut, en outre, prescrire un appel extraordinaire, lorsque les circonstances — par exemple des évasions collectives — rendent nécessaire un recensement de la population transportée. Les libérés ont un délai d'un mois pour répondre aux appels, en se présentant aux autorités désignées par le gouverneur, qui leur délivrent un certificat justificatif.

Celui qui, sans motif légitime, ne se soumet pas à l'obligation de l'appel, est passible d'un emprisonnement de deux mois à un an, avec aggravation en cas de récidive. De plus, le libéré qui, sans autorisation, quitte la colonie, est frappé de la même peine que le condamné qui s'évade, avec moins de sévérité toutefois (un an à trois ans de travaux forcés au lieu de deux à cinq ans).

Ce n'est pas tout d'assurer la présence effective du libéré sur le territoire de la colonie, il faut encore que cette présence ne soit pas malfaisante : le libéré ne doit pas être une charge ou un danger pour la population libre.

Le décret du 29 septembre 1890 a établi dans ce but une réglementation, d'ailleurs complètement inefficace. Chaque libéré reçoit un livret qui doit être représenté à toute réquisition de l'autorité compétente et sur lequel sont inscrits les différents appels auxquels le libéré a répondu. Le livret est en outre utilisé au contrôle des moyens d'existence. Le libéré doit établir qu'il trouve des ressources suffisantes pour vivre, soit dans l'exploitation d'une concession ou d'un commerce, soit dans un travail salarié, soit enfin dans des revenus personnels. S'il ne peut pas faire cette justification, il encourt la peine édictée contre le vagabondage par l'article 271 Code pénal.

Toutes les fois que le libéré change de résidence, il doit en faire la déclaration dans la localité qu'il quitte et dans celle où il s'établit, aux autorités désignées par arrêté du gouverneur.

CHAPITRE IV

Etude pénitentiaire de la peine réformatrice coloniale (1)

142. — L'impression qui se dégage de l'examen des divers essais d'expatriation pénale auxquels se sont livrées les nations européennes, c'est d'abord et surtout qu'aucun d'eux n'est considéré comme ayant pleinement réussi, c'est ensuite que la plupart de ces entreprises ont été et sont encore conduites sans esprit de suite et poursuivies à travers une série de tâtonnements. Tandis qu'il existe quelques types arrêtés de peine réformatrice métropolitaine, quelques systèmes d'emprisonnement ayant produit de bons résultats, sous une direction habile et avec un personnel dévoué, il ne paraît pas y avoir un système bien déterminé d'expatriation pénale, soutenu par les uns et critiqué par d'autres : il en résulte que les discussions, auxquelles l'organisation de peines coloniales a donné lieu,

(1) La bibliographie de l'expatriation pénale est très importante, sans être pour cela très variée. Je me contenterai de signaler au seuil de cette étude quelques lectures qu'il est essentiel de faire.

La colonisation pénale, d'après MM. de Lanessan et Leveillé », par Albert Rivière, *Rev. pénit.*, 1887, pp. 374 et ss. ; Communication de M. Charvein sur « La colonisation pénale en Guyanne », *Rev. pénit.*, 1896, pp. 191 et s., pp. 358 et s. ; Communication de M. Feillet sur « La colonisation pénale en Nouvelle-Calédonie », *Rev. pénit.*, 1897, pp. 646 et s. Rapport de M. Chailley Bert sur « La colonisation pénale », *Rev. pénit.*, 1899, pp. 457 et s. pp. 512 et s. Communication de M. Paul Labbé sur « La colonisation pénale à Sakhaline ». *Rev. pénit.*, 1900, pp. 881 et s,

On trouvera beaucoup d'autres indications bibliographiques, que l'on utilisera ensuite avec grand profit après cette première initiation, dans la *Colonisation pénale*, de Maurice Pain.

présentent un caractère tout particulièrement confus; on s'oppose de part et d'autre des faits plutôt que des idées ; encore ces faits ne sont-ils pas, à cause de la distance, établis avec toute la précision et la certitude désirables.

On paraît s'être fait bien des illusions sur les avantages probables de la transportation ; beaucoup de ceux qui les ont perdues lui en ont en quelque sorte gardé rancune et sont devenus, peut-être sans y avoir suffisamment réfléchi, ses adversaires irréductibles ; ceux qui les ont conservées sont restés partisans de cette institution, mais des partisans compromettants, on peut le dire, car leur optimisme ne s'inspire que d'une conception fausse du rôle qui doit être réservé à l'expatriation pénale et il est trop facile de leur montrer qu'elle n'a jamais produit et qu'elle ne produira jamais les merveilleux résultats qu'ils ont la naïveté d'en attendre.

Ces illusions ont trouvé dès le début leur expression dans des formules séduisantes, dont l'attrait encore aujourd'hui n'est pas évanoui : « Nous éliminons des ferments, a-t-on dit, et nous transportons des forces » ou bien « améliorons l'homme par la terre et la terre par l'homme (1) ; à des terres nouvelles des hommes nouveaux ». Il semblait que le problème pénal avait à peu près disparu et qu'un changement de latitude lui fournissait une solution simple et en quelque sorte automatique. Par hypothèse, le forçat transporté se trouvait, à peine débarqué, en voie d'amendement ; la fonction principale de la peine réformatrice était ainsi accomplie (2). Restait le problème de la colonisation, mais il n'apparaissait pas plus compliqué que le précédent aux yeux de bien des gens, convaincus que la colonisation consiste à jeter sur le territoire d'une colonie quelques convois d'immigrants même involontaires.

Lorsque plus tard on fut obligé de reconnaître qu'en

(1) La même formule avait déjà servi, ou s'en souvient pour justifier l'application des jeunes détenus à des travaux exclusivement agricoles, v. plus haut p. 149.

(2) *Rev. pénit.*, 1896, p. 384, observation de M. Garçon.

France la transportation avait fait doublement faillite, comme institution répressive et comme procédé de colonisation, le réveil a été douloureux ; bien peu ont su comprendre immédiatement qu'ils avaient fait un trop beau rêve. Ceux qui ne se découragèrent pas attribuèrent cet insuccès, non pas à une conception erronée du législateur de 1854, mais à de graves fautes commises dans l'exécution de son plan, en quoi ils n'avaient pas complètement tort; cependant l'incapacité des administrateurs n'était pas la cause unique, ni même la plus grave, de l'échec de la loi de 1854. Nous avons déjà fait pressentir dans le chapitre précédent que cet échec se serait produit, même en supposant une application intégrale et consciencieuse de cette loi, dont nous allons maintenant faire la critique, en même temps que nous essaierons de dégager les différents aspects du problème complexe de l'expatriation pénale (1).

143. — Quand on envoie aux colonies les criminels de la métropole on peut se proposer d'une façon principale l'un quelconque des quatre buts suivants :

1° Débarrasser la métropole d'une population corrompue et dangereuse ;

2° Fournir aux colonies une main-d'œuvre à bon marché, pour préparer ou assister temporairement la colonisation libre ;

3° Constituer une pénalité particulièrement redoutable par suite de l'éloignement de la mère patrie et de la nature plus pénible des travaux imposés aux condamnés ;

4° Reclasser et régénérer les criminels, en les transformant en colons et en peuplant avec eux la colonie.

Il y a tout lieu de croire que le législateur de 1854 a poursuivi à la fois ces quatre buts, mais il est sûr qu'il n'en a toujours et pleinement atteint qu'un seul, le premier. Encore aujour-

(1) Nous allons pour plus de clarté envisager ce problème dans toute son ampleur : ce qui va être dit doit être utilisé également pour l'étude pénitentiaire de la peine éliminatoire coloniale (la relégation), dont il sera question dans la 4e partie de ce traité.

d'hui la meilleure façon de défendre son œuvre, c'est de rappeler que, depuis 50 ans, des millions de criminels ont été expulsés de la France continentale et que bien des crimes et des ruines ont été ainsi certainement épargnés à la métropole (1).

Quant aux trois autres buts de la transportation, ils ont été pendant longtemps entièrement méconnus ou manqués. Jusqu'aux décrets de 1891, la peine des travaux forcés exécutée aux colonies était dépourvue de toute efficacité répressive et intimidante. Je veux croire que ces décrets lui ont rendu cette efficacité et ont replacé en fait cette peine au sommet de la hiérarchie des sanctions organisées par nos lois répressives, place qu'elle a toujours occupée légalement. On raconte cependant qu'ils ne sont pas toujours rigoureusement appliqués et qu'il est avec eux des accommodements.

Pour ce qui concerne la préparation de la colonisation libre et la transformation des forçats en colons honnêtes et travailleurs, il suffit pour être édifié de se reporter à la discussion, par la Société des prisons, du rapport de M. Feillet sur la colonisation pénale en Nouvelle Calédonie. On y constatera l'insuccès piteux des concessions rurales et l'improductivité de la main-d'œuvre des transportés, utilisés à la confection des routes (2). En Guyanne, le spectacle est encore plus lamentable ainsi qu'on l'a vu plus haut.

(1) « La transportation se justifie par un mot qu'a dit tout à l'heure M. le conseiller Petit et il faut en effet arriver à ce mot là pour pouvoir trouver une raison sérieuse du goût qu'on a pour elle, c'est de dire « Elle nous débarrasse ».

Le mot est de Charles Lucas qui a été notre maître à tous. Il l'a dit au Conseil supérieur des prisons, lors de la discussion sur la transportation qui y a eu lieu en 1880 je crois. C'est la politique du débarras. *C'est là la raison réelle de la séduction qu'exerce la transportation*. Eh bien je crois qu'il est un peu hardi de dire que c'est là une idée pénale, non c'est une idée utilitaire, c'est la raison d'intérêt ». Observation de M. le sénateur Bérenger dans la discussion du 23 mai 1900. *Rev. pénit.*, 1900, p. 911. « La loi de 1854 punit mal, avait déjà dit M. Chailley Bert en 1899, mais elle *débarrasse* supérieurement ». *Rev. pénit.*, 1899, p. 409. Conf. Ch. Lucas. *De la transportation pénale ou la politique du débarras*, 1878.

(2) *Rev. pénit.*, 1897, p. 651, p. 654. Pour la conciliation entre les chiffres donnés par M. Feillet et M. Pardon, ancien gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, relativement à la longueur de routes construites, v. *Rev. pénit.*, 1899, p. 499.

144. — Que faut-il en conclure ? C'est qu'il ne faut pas concevoir la transportation sous la forme d'un système unique, pouvant faire produire à l'expatriation pénale tous les résultats qu'elle comporte. Le législateur de 1854 avait bien compris la nécessité de distinguer deux phases dans la transportation, la phase de la répression et la phase de la colonisation : cette distinction était encore insuffisante. En réalité ce n'est pas par la succession de plusieurs phases dans un même système de transportation que l'on atteindra en même temps les différents buts dont il vient d'être question, c'est par la création de plusieurs systèmes de transportation complètement distincts, tellement distincts même que, tandis que l'un sera la punition trés sévère des grands crimes ou des criminels endurcis, l'autre sera une faveur pour des condamnés méritants et disposés à revenir au bien.

La première erreur des législateurs de 1864 a donc été de croire que tous les buts, que l'on doit assigner à l'expatriation pénale, pouvaient à la fois être poursuivis et atteints par une forme unique de transportation. Il en est de ces buts comme des fonctions mêmes de la peine qui, sans être, comme on l'a vu, absolument inconciliables, ne peuvent cependant pas toujours recevoir intégralement satisfaction dans une forme unique de pénalité. La seconde erreur des initiateurs de la transportation en France, qui est d'ailleurs un corollaire de la première, a été d'affecter d'une façon permanente la même colonie à l'expatriation pénale (1). Au point de vue pénitentiaire, il était vraiment un peu naïf d'espérer que, lorsqu'une infortunée colonie aurait été, pendant une longue suite d'années, utilisée comme terrain d'épandage par la métropole, on y verrait se multiplier à souhait les résurrections morales et les conversions les plus improbables. Nous avons parlé un peu plus haut de cette illusion qui a été si funeste à la transportation française et que les auteurs de la loi de 1854 ont certainement partagée ; sans cela, ils n'eussent pas établi un lieu

(1) *Rev. pénit.*, 1899, p. 477.

unique et permanent de transportation. Au point de vue colonial, il n'était pas moins naïf de croire qu'à côté de la population pénale, sans cesse entretenue et même augmentée par des envois réguliers de forçats, il se développerait une population libre, suffisante pour absorber au fur et à mesure l'élément pénal et permettre au forçat libéré de faire peau neuve, en quelque sorte, et de se reclasser dans une société d'immigrants, travailleurs résolus et honnêtes. L'exemple de la transportation anglaise en Australie a exercé sur nos esprits français une très fâcheuse influence, en créant un préjugé, dont nous ne nous sommes jamais complètement débarrassés dans l'étude de la question coloniale soulevée par l'expatriation pénale. Cet exemple a d'abord été ordinairement mal compris, ensuite il a donné naissance chez nous à une contagion imitative particulièrement inconsidérée, car elle s'est opérée sans aucun discernement des circonstances qui étaient différentes et surtout des tendances et du génie des deux peuples.

Il nous paraît indispensable, pour la clarté même des explications qui vont suivre, de placer ici un très court aperçu de l'histoire de la colonisation pénale anglaise (1).

149. — L'Angleterre étant une île, l'idée de se débarrasser de leurs compatriotes dangereux ou corrompus, par un embarquement à destination plus ou moins lointaine, a été naturellement accueillie et mise en pratique par les Anglais, depuis une époque assez lointaine, sous le nom de bannissement. Toutefois c'est seulement sous Charles II, que l'expatriation pénale a été juridiquement classée au rang des peines secondaires, immédiatement après la peine de mort et qualifiée de transportation. Depuis 1718, les condamnés transportés furent régulièrement dirigés sur les colonies de l'Amérique septentrionale jusqu'en 1775, époque à laquelle

(1) De Blosseville, *Histoire de la colonisation pénale et des établissements de l'Angleterre en Australie*, Evreux, 1859 ; Holtzendorff, *Die Deportation als Strafmittel*, Leipzig, 1859. Foinitsky et Bonet Maury, *La transportation russe et anglaise*, Paris, 1895 : on trouvera dans ce dernier ouvrage de nombreuses références bibliographique sur la transportation anglaise.

l'insurrection américaine força l'Angleterre à donner à ses convicts une autre destination. Pendant toute cette première période, il n'est pas douteux que la transportation anglaise n'a été que l'élimination brutale de malfaiteurs souvent peu dangereux (1), sans aucune pensée moralisatrice, sans aucune poursuite d'un but colonial (2).

Howard et Bentham proposèrent à ce moment d'abandonner la transportation et de revenir au système des prisons métropolitaines. Le mouvement d'opinion qu'ils provoquèrent fut contrarié par les circonstances : quelques pénitenciers cellulaires furent construits, mais la criminalité ayant considérablement augmenté, il fallut remplir toutes les prisons et entasser plusieurs détenus dans la même cellule. On songea bientôt à recourir de nouveau à la transportation pénale. La récente découverte de l'Australie par Cook donna tout naturellement l'idée de tenter dans ce pays nouveau l'expérience de la colonisation pénale, et le 13 mai 1787 un premier convoi de condamnés était embarqué pour cette destination, sous les ordres du capitaine Phillipp.

On distingue habituellement trois phases dans l'histoire de la transportation australienne. Chacune d'elles correspond à la mise en pratique d'une conception différente du rôle colonial de l'expatriation pénale, sans qu'on paraisse avoir songé à modifier corrélativement son rôle répressif, qui a toujours essentiellement consisté dans l'élimination.

Dans la première phase, qui va de 1788 à 1820 environ, on a fait de la colonisation avec l'élément pénal seul ou du moins

(1) Il est extrêmement important de remarquer qu'au XVIII^e^ siècle encore, la peine de mort était prodiguée en Angleterre pour des délits peu graves, comme « le vol de pièces de toile étendus dans une prairie pour le blanchiment, ou le fait d'arracher un pied de houblon sur le champ d'autrui ». Foinitsky et Bonet Maury, *op. cit.*, p. 38. Tous les coupables n'étaient pas exécutés, mais le plus grand nombre était transporté ; la colonisation pénale anglaise a donc été entreprise avec un personnel d'une énergie et d'une moralité supérieures à celles de la moyenne des transportés français.

(2) « A leur arrivée, les condamnés étaient vendus à des particuliers, généralement à des planteurs ». Foinitsky et Bonet Maury, *op. cit.*, p. 37. C'était une simple traite des blancs et non une entreprise de colonisation pénale.

toujours prépondérant. Les débuts ont été durs et presque déconcertants : la famine et la maladie ont pendant les premières années désolé la nouvelle colonie et mis en échec l'énergie de Phillipp (1). La vie n'était douce pour personne ; les convicts étaient employés au défrichement, à la confection des routes, sous la contrainte d'une discipline impitoyable, comportant l'application fréquente des fers et du fouet. Les vivres étaient en outre insuffisants, les exploitations agricoles étant encore peu étendues, si bien qu'il fallait rationner les forçats strictement et mesurer leur nourriture au travail accompli par eux. C'est aussi la période des concessions militaires, faites à la troupe en considération du grade et de la situation du bénéficiaire « les simples soldats étant moins bien partagés que les officiers et les célibataires moins bien que les hommes mariés » (2). Il ne paraît pas d'ailleurs, qu'on ait eu à se louer de cette catégorie de concessionnaires, soit au point de vue de la colonisation, soit au point de vue de l'influence moralisatrice.

Cependant le succès finissait par récompenser les efforts : l'agriculture et l'élevage prenaient dès 1792 un développement très rassurant pour l'avenir de la colonie. Chose curieuse et tout à fait caractéristique de l'aptitude de la race anglo-saxonne à l'expansion coloniale, malgré les difficultés du début, dont la connaissance était parvenue dans la métropole, malgré l'énormité de la distance, alors si lentement franchie, la population libre était déjà à cette date (1792), égale à la population pénale (3). Il y avait toutefois une telle disproportion de sexe que, dans le double intérêt de la morale et de la colonisation, il fallait songer à prendre rapidement des mesures pour introduire à ce point de vue l'équilibre dans la population de la colonie.

(1) Phillip après avoir jeté l'ancre à Botany-Bay, trouvant cette côte insalubre et inhospitalière, se décida à débarquer à Port-Jackson, à l'endroit où s'élève aujourd'hui Sydney, dans la partie orientale de l'Australie (Nouvelles-Galles du Sud).

(2) Foinitsky et Bonet Maury, *op. cit.*, p. 49.

(3) 1695 convicts, 168 femmes déportées, 1881 colons libres.

C'est à ce moment que Phillipp revint en Angleterre et qu'il proposa au cabinet de Saint-James de faire entrer la colonisation de l'Australie dans une nouvelle phase, en y attirant l'immigration libre et en mettant à sa disposition dans des conditions avantageuses la main-d'œuvre des concicts. Cette proposition ne rencontra d'abord aucun succès et les gouverneurs qui succédèrent à Phillipp n'eurent pas d'autre politique que « de faire des transportés des propriétaires et de l'Australie un séjour de condamnés » (1). Cependant, vers 1810, cette politique commençait à tomber en défaveur, les richesses naturelles de l'Australie étaient connues et l'on ne se résignait plus à en abandonner si largement l'exploitation à une colonie de convicts. Le Parlement acceptait de donner à l'expatriation pénale une autre organisation, qui n'était que la mise en œuvre des idées préconisées par Phillipp en 1792, lorsqu'un nouveau gouverneur, le capitaine Macquarie, aussi énergique que Phillipp, vint retarder la transformation du rôle colonial de la transportation anglaise, en entreprenant avec le seul élément pénal un immense défrichement, poursuivi concomitamment avec la construction de routes de ports et d'édifices. A son arrivée il n'y avait guère que 20.000 acres en culture, à la fin de son administration, dix ans plus tard, il y en avait 400.000. Macquarie voyait les choses en grand ; il voulait que la colonisation libre pût prendre son essor sur une large base et il estimait qu'il était insignifiant de lui refuser pendant quelques années encore le concours de la main-d'œuvre pénale, du moment qu'on travaillait à lui préparer un développement bien plus rapide et plus considérable, que celui qu'elle aurait eu, avec le modeste point de départ qu'on lui offrait en 1810.

Cependant les colons libres, dont les visées étaient moins grandioses et qui désiraient utiliser immédiatement les convicts comme mercenaires pour leurs propres exploitations, ne tardèrent pas à mener contre Macquarie une campagne

(1) Foinitsky et Bonet Maury, *op. cit.*, p. 59.

active. Parmi eux les plus acharnés furent les colons de classe moyenne, les *squatters*, qui formaient contre le gouverneur un grief particulier, tiré de ce qu'il ne les traitait pas avec assez de considération et ne les distinguait pas suffisamment des convicts. En 1819, une enquête ordonnée par le Parlement aboutit à la disgrâce de Macquarie et la transportation anglaise entre alors dans sa deuxième période, caractérisée par le système des assignements et la domination des squatters.

Les assignements ne sont pas autre chose que nos fameux contrats de main-d'œuvre calédoniens, pratiqués ouvertement et régulièrement et devenus « l'élément capital de la peine » (1). Toutes les critiques dirigées contre le contrat de main-d'œuvre peuvent l'être à plus forte raison contre l'assignement. La transportation cessait d'être une pénalité : suivant le caractère de ses maîtres et la nature de son travail, l'existence du transporté était facile ou misérable. Le convict devenait véritablement l'esclave temporaire de celui qui l'employait. Sans méconnaître la valeur de ces critiques au point de vue pénitentiaire, il ne faut pas oublier qu'au point de vue colonial cette main-d'œuvre à bon marché (2) a singulièrement favorisé la rapide mise en valeur de ces immenses territoires et encouragé l'immigration libre. Nous ne saurions nous en étonner. On attribue au travail servile l'ancienne prospérité de certaines de nos colonies; actuellement encore, si l'on a pu tirer quelque profit des richesses du sol calédonien, n'est-ce pas grâce aux forçats employés dans les mines? Les scrupules très honorables qui nous empêchent de persévérer dans cette voie, ne paraissent pas avoir jamais ému l'opinion publique en Angleterre. Le colon libre a exploité résolument le travail du convict et personne n'a songé à s'en scandaliser. Nous constatons une fois de plus que la transportation anglaise n'a jamais été conçue comme une peine réformatrice, mais comme un procédé d'élimina-

(1) V. Foinitsky et Bonet Maury, *op. cit.*, p. 64.

(2) D'un bon marché tel que l'Etat parfois ne se faisait payer aucune indemnité.

tion : la métropole ne pouvait trouver mauvais qu'on utilisât ses scories, elle devait au contraire se réjouir que l'on ait contraint à une activité productrice des énergies jusqu'alors employées à une activité destructive et anti-sociale. Le point de vue colonial n'a jamais cessé d'être au premier plan et c'est ce qui fait, malgré bien des vicissitudes, l'unité de cette histoire de la colonisation pénale en Australie.

Toutefois, par la force même des choses, cette heureuse collaboration de l'élément pénal et de l'immigration libre devait rapidement aboutir à un conflit. Il est même permis de dire que, plus elle était féconde, plus elle devait être courte. Il y a encore là une grande leçon. La grande prospérité atteinte par l'Australie orientale fit affluer l'immigration libre.

Tous ces immigrants n'étaient pas des capitalistes, beaucoup n'avaient pas la prétention de devenir immédiatement propriétaires et débarquaient avec l'intention de vivre du travail de leurs bras. La main-d'œuvre libre fut donc offerte largement et à bon marché, on la préféra naturellement à la main-d'œuvre pénale. D'autre part, la présence de nombreux libérés ayant fini leur temps d'assignement, devenait pour la population libre une cause permanente de trouble et de démoralisation, en même temps qu'une sorte de blessure d'amour-propre national. L'ère des petites concessions était finie, les terres étaient désormais vendues par lots énormes et le convict libéré, n'ayant plus la possibilité d'être propriétaire, ni le courage de demeurer serviteur, devenait souvent un simple vagabond et un maraudeur. C'était en outre une proie facile pour l'alcoolisme de plus en plus envahissant.

Ainsi s'explique le mouvement d'opinion qui, dès 1825, se dessine dans la Nouvelle-Galles du Sud contre la transportation, à une époque où la pratique des assignements était encore en pleine vigueur. A partir de 1830, la transportation anglaise entre dans une troisième phase, qui se prolonge jusqu'en 1868. Cette phase se résume tout entière dans une lutte entre la métropole et sa colonie, la métropole ayant pris l'agréable habitude de se débarrasser de sa population mal-

saine et dangereuse aux dépens de sa colonie et se résolvant difficilement à y renoncer, et la colonie comprenant qu'elle pouvait désormais se suffire à elle-même et s'opposant à une immigration qui lui avait été profitable, mais qui n'était plus que malfaisante.

A ce mouvement d'opinion, d'ordre très intéressé, en Australie, en correspondait un autre en Angleterre, d'un caractère plus relevé. On s'effrayait d'abord de l'augmentation rapide de la criminalité et l'on s'en prenait, comme d'ordinaire, au système répressif en vigueur, à l'inefficacité des peines existantes. On estimait en particulier que la transportation avec la pratique des assignements ne possédait pas un pouvoir d'intimidation suffisant. Puis la vogue revenait à l'emprisonnement et aux théories pénitentiaires ; de nombreuses prisons étaient construites d'après le système auburnien ; on pensait qu'il valait mieux que la métropole gardât ses criminels pour essayer de les corriger, que de s'en débarrasser par l'expatriation qui n'était ni une peine, ni un moyen de régénération (1). Désormais la transportation perd tous les jours du terrain, au propre comme au figuré.

L'Angleterre renonce à la transportation dans la Nouvelle-Galles du Sud en 1840. Elle y était pratiquée depuis 53 ans ; c'est sur son territoire que les premiers convicts avaient été débarqués par Phillipp. Puis peu à peu il fallut suspendre la transportation dans les Etats voisins. La Tasmanie et l'Australie occidentale sont les derniers refuges des convicts. D'autre part les lois sur la transportation sont modifiées en 1827, en 1847, en 1857 ; on transporte de moins en moins de criminels, l'expatriation n'est plus une peine, mais une faveur, dont on fait l'un des derniers stages de la *penal servitude*, instituée en 1847 ; le convict ne débarque plus en Australie que muni d'un *ticket of leave* et comme libéré conditionnel. Toute cette troisième période est, en somme, caractérisée par des tâtonne-

(1) Ce mouvement d'opinion trouvait son expression, dès 1831, dans un article du *Law Magazine*, analysé par Foinitsky et Bonet Maury, pp. 85 et s.

ments des demi-mesures : on essaie d'entre-bâiller la porte à la transportation, au lieu de l'ouvrir comme autrefois toute grande. Finalement on fut obligé de la fermer complètement et en 1868 l'Australie reçoit ses derniers convicts.

146. — Dans ce résumé très simplifié de la transportation australienne, j'ai omis à dessein tout ce qui n'avait pas la valeur d'un enseignement. L'exemple est certes instructif, mais on aperçoit en même temps qu'il ne faut l'invoquer qu'avec une extrême prudence. Tirons-en la moralité successivement au point de vue répressif et au point de vue colonial.

Au point de vue répressif, la transportation australienne n'a jamais été une peine réformatrice. L'Angleterre semble s'être toujours désintéressée de la régénération morale de ses convicts expatriés. Cela est si vrai, qu'ainsi que nous venons de le dire plus haut, le jour où l'opinion publique est devenue moins indifférente à cette fonction d'amendement de la peine, elle s'est montrée en même temps hostile à la continuation de la transportation, qui lui paraissait incompatible avec l'organisation d'un régime moralisateur. La transportation australienne a-t-elle été au moins une peine intimidante? Oui probablement à ses débuts, pendant la période où la population pénale était appliquée avec rigueur aux travaux de défrichement et de préparation de la colonisation ; mais, nous venons de le voir encore, elle a perdu assez rapidement ce pouvoir d'intimidation, elle ne l'a certainement plus pendant la période des assignements (1). Elle a pour les criminels anglais le même attrait que la Nouvelle-Calédonie pour les criminels français, au moins avant les décrets de 1891. Il faut arriver à reconnaître qu'au point de vue répressif, il en a été de la transportation anglaise comme de la transportation française, quoiqu'on ait dit de cette dernière.

Elle a procuré pendant près d'un siècle, si l'on ne considère que la transportation australienne, à la métropole l'élimination de ses rebuts. C'est là son seul résultat. Les Anglais,

(1) Foinitsky et Bonet Maury, *op. cit.*, pp. 83 et s.

auxquels on fait habituellement grief d'hypocrisie, ne le méritent pas dans la circonstance, ils ont fait franchement de l'élimination et ne se sont pas naïvement étonnés de n'avoir fait que de l'élimination. Il nous était réservé en France d'éprouver cet étonnement, puisque nous avons si longtemps conservé l'illusion, plus ou moins volontaire, de faire autre chose et d'atteindre un but beaucoup plus élevé.

Au point de vue colonial, la première leçon qui se dégage, c'est d'ailleurs la principale, celle qui renferme toutes les autres, c'est qu'il est parfaitement utopique de vouloir peupler et mettre en valeur une colonie principalement avec des forçats, devenus concessionnaires et transformés en colons. Si c'est cela que l'on entend par le mot de colonisation pénale, il faut répéter énergiquement, avec un ancien gouverneur de la Guyane (1), qu'il n'y a pas de colonisation pénale, il y a simplement un emploi possible de la main-d'œuvre pénale aux colonies, avec laquelle on fera de la colonisation tout simplement et sans épithète. La difficulté sera de déterminer le mode et les conditions de cet emploi. Nous y reviendrons plus bas.

La colonisation pénale doit donc être définie, la préparation par la main-d'œuvre pénale de la colonisation libre. Il s'ensuit que cette colonisation ainsi entendue est essentiellement temporaire, je dirai même que plus elle a réussi, mieux elle a été conduite, et plus elle doit être courte ; il est dans son destin d'attirer et de faciliter l'immigration libre, en préparant d'avance tout ce qu'il faut pour la recevoir, et de disparaître aussitôt que cette immigration a pris assez de consistance pour se suffire à elle-même et recruter facilement sa main-d'œuvre. Il faut évidemment de la part du gouvernement métropolitain beaucoup de tact et de discernement pour apprécier, à quelques mois près, le moment exact où l'élément pénal est de trop dans une colonie et où il a pleinement accompli sa fonction. C'est une grosse faute que de prolonger au delà de ce moment la coexistence de la colonisation pénale

(1) M. Chessé, *Rev. pénit.*, 1900, p. 906 et p. 914.

et de la colonisation libre. Cette faute, les Anglais l'ont commise dans la transportation australienne, qui a duré trente ans de trop. Bien des désordres moraux et économiques auraient été évités, si l'on eût suspendu les envois de convicts entre 1835 et 1840.

Puisqu'on se rendait compte, comme nous l'avons vu, qu'il n'y avait à attendre de la transportation aucune réformation morale du convict, il eût été à la fois plus habile et plus généreux de ne pas imposer à une colonie, qui n'avait plus d'avantage à utiliser la main-d'œuvre pénale, la présence des libérés. Nous touchons ici au vif de la question.

117. — De toutes les discussions auxquelles l'expatriation pénale a donné lieu, il résulte avec évidence que l'on s'accorde sur un point. C'est que le travail des forçats pourrait être exploité avec beaucoup de profit dans nos colonies. Il n'y a pas un adversaire de notre loi de 1854 qui ne reconnaisse que, puisqu'il est nécessaire d'exposer des vies humaines pour la confection de notre outillage colonial il serait préférable de courir ce risque avec des criminels condamnés aux travaux forcés, plutôt qu'avec nos soldats et des ouvriers libres. On cite habituellement à ce propos la construction de la route de Majunga à Tananarive, où notre corps expéditionnaire de Madagascar a sacrifié une bonne partie de son effectif, sans qu'on ait eu l'idée de priver un seul forçat des splendeurs du climat calédonien, pour l'employer à cette besogne. Tout le monde manifeste ici d'unanimes regrets.

Je suis persuadé que l'on rencontrerait la même unanimité, s'il était question d'affecter la main-d'œuvre pénale à la mise en état de défense des points d'appui de notre flotte, à la construction des chemins de fer africains, etc. (1). Les difficultés et les divergences ne commencent que lorsqu'on aborde la question des libérés. Si, comme il arrive souvent, la métropole a fait cadeau à ses colonies du travail des forçats, elle se croit un peu le droit de les imprégner jusqu'à refus de la présence

(1) *Rev. pénit.*, 1899, pp. 527 et s.

des libérés. C'est une donation avec charges, et la charge est tellement grave que, jusqu'ici, il ne s'est pas trouvé d'autres colonies françaises pour l'accepter que celles auxquelles on l'a imposée, la Guyane et la Nouvelle-Calédonie (1). Les colonies ont toutes répondu à la métropole : « Gardez votre main-d'œuvre, si nous ne pouvons en profiter qu'à condition d'absorber vos libérés ». L'affectation permanente d'une colonie à l'expatriation pénale ne peut se comprendre que si on veut aboutir exclusivement à l'élimination des criminels, sans aucun but moralisateur ou colonial. Aussi me paraît-il très raisonnable de sacrifier une colonie au service de la relégation, car le personnel relégué n'est qu'un déchet, où l'activité physique est aussi éteinte que le sens moral (2) Il faut faire tous ses efforts pour que ce déchet soit aussi réduit que possible, mais il faut se résigner à ne le voir jamais disparaître, et si la métropole ne veut pas se résoudre à le garder sur son territoire — elle peut avoir pour cela d'excellentes raisons — elle s'en débarrassera au détriment d'une de ses colonies, toujours la même, choisie dans ce but.

Mais dès que l'on se propose avec la transportation un but colonial et, à plus forte raison, un but moralisateur, il ne faut plus parler d'affecter telle ou telle colonie au séjour permanent des forçats. Il ne peut plus être question que d'organiser dans les colonies, au fur et à mesure de leurs besoins et temporairement, des ateliers ou des chantiers, où la main-d'œuvre pénale sera employée. Cette solution n'a été qu'entrevue dans l'organisation de la transportation française, sous le nom de *sections mobiles*. Des décrets ont réglementé la formation de sections mobiles de transportés (3) et même, ce qui est moins heureux, de relégués collectifs (4), mais ils sont restés lettre morte, les sections mobiles n'ont été formées qu'en très petit nombre et utilisées seulement dans les colonies

(1) *Rev. pénit.*, 1899, p. 539, 1900, pp. 908, 909, 914.
(2) *Rev. pénit.*, 1896, p. 386.
(3) Décret du 13 décembre 1894 et du 30 août 1898.
(4) Décret du 18 février 1888.

affectées d'une façon permanente à l'expatriation pénale. Les autres colonie sont refusé, même sous cette forme, le concours de la main-d'œuvre pénale, craignant que la section mobile ne s'installe à demeure, malgré son nom, sur leur territoire et que les libérés de cette section, faisant pour ainsi dire la tache d'huile autour du chantier pénal, ne contaminent et ne terrorisent la population libre. On commence à comprendre aujourd'hui que l'embryon d'une forme excellente de transportation est déposé dans ces décrets sur les sections mobiles. Dans une des dernières discussions auxquelles la transportation ait donné lieu et qui est celle à laquelle s'est livrée la première section de la Société générale des prisons, la majorité des membres a émis le vœu : « Que la main-d'œuvre des transportés cesse progressivement d'être immobilisée dans des établissements permanents, qui constituent une sorte de société pénale, fixée à perpétuelle demeure au milieu d'une population libre, dont elle peut menacer la sécurité et par suite entraver les progrès (1)... Que les sections mobiles, prévues par les décrets de 1894 et de 1898, soient créées sans retard et envoyées dans *les différentes parties* de notre empire colonial, où des travaux d'utilité générale doivent être effectués — avec cette double observation :

a) Que l'organisation des sections mobiles soit autant que possible calquée sur l'organisation militaire des corps disciplinaires coloniaux (2).

b) Que les hommes des sections mobiles restent exclusivement placés sous l'autorité des agents de l'Etat, qui légalement et moralement a seul qualité pour appliquer les peines prononcées par la justice » (3).

Cette deuxième observation tend à la suppression des con-

(1) La section réserve toutefois les établissements du Maroni en Guyane, qui sont loin de tout centre de population libre et pourraient être utilisés comme lieu de dépôt, où les forçats seraient préparés à la discipline et au travail des sections mobiles.

(2) Depuis que ce vœu a été formulé (20 avril 1901) les corps de disciplinaires coloniaux ont été supprimés par un décret du 26 septembre 1902.

(3) *Rev. pénit.*, 1901, p. 856.

trats de main-d'œuvre et même de l'assignation pratiquée trop largement. Dans la pensée de la première section de la Société générale des prisons, la collaboration du travail pénal ne doit jamais être accordée à une entreprise d'utilité privée, mais réservée à la confection de l'outillage colonial et à la préparation de la colonisation libre. C'est bien ce que paraît sous-entendre l'expression « travaux d'utilité générale » rapportée plus haut. On a voulu en outre très probablement que ces travaux fussent toujours exécutés en régie, c'est à cette seule condition en effet que l'on pourra considérer les forçats comme placés *exclusivement* sous l'autorité de l'administration pénitentiaire.

Appliquée dans ces conditions, la transportation *volante*, si l'on peut ainsi dire, me paraît devoir fournir un secours précieux à la colonisation libre. Je n'aborde pas ici la question de savoir si ce secours sera gratuit ou rémunéré, qui est trop en dehors du domaine de la science pénitentiaire. Je me contenterai de faire remarquer que c'est ordinairement une mauvaise politique d'exiger d'une colonie à ses débuts qu'elle indemnise la métropole de l'assistance en argent ou en nature que celle-ci lui fournit et que l'Angleterre ne regrette pas aujourd'hui les 130 millions qu'elle a dépensés en Australie, pendant les dix années du gouvernement de Macquarie. Au point de vue répressif, on peut espérer que la transportation ainsi organisée sera une peine véritablement intimidante, puisque le travail des forçats sera par hypothèse un travail toujours pénible et parfois insalubre, défrichements, constructions de routes, de ports, de chemins de fer et d'édifices publics, et que, d'autre part, ils seront soumis à une discipline sévère, calquée sur celle qu'on applique aux condamnés aux travaux publics ou aux compagnies de discipline (1). Mais il

(1) Il est intéressant de remarquer que cette tendance à donner à la transportation une forme militaire, que la transportation anglaise a d'ailleurs revêtue pendant les débuts, a reçu une satisfaction récente dans la législation pénale portugaise (décret du 17 février 1894). Le Portugal, qui pratique depuis longtemps la transportation, ce qui ne doit pas étonner puisque son expansion coloniale est déjà ancienne, a organisé dans la province d'Angola en Afrique une véritable

ne faut pas se faire l'illusion qu'un pareil régime soit moralisateur, alors même que l'on arriverait à organiser dans ces chantiers nomades du travail pénal la séparation individuelle nocturne. Il risquera plutôt de devenir exaspérant par sa dureté et il faudra peut-être songer à abréger la peine des travaux forcés, pour les condamnés affectés aux sections mobiles.

118. — Jusqu'ici, dans ce plan de réorganisation de la transportation, j'ai passé sous silence ce qui semble avoir été l'une des plus chères espérances des législateurs de 1854, espérance qui hante encore bien des partisans de l'expatriation pénale, je veux dire le reclassement dans la colonie, au sein de la popution, libre du condamné libéré. C'est qu'il faut le considérer comme un aboutissement très exceptionnel de la transportation. L'erreur des auteurs de la loi de 1854 et de ceux qui s'inspirent de leur pensée et admirent leur œuvre, consiste à avoir envisagé ce reclassement sur place comme un but qui doit être atteint normalement, comme la fin dernière de tout le système. C'est elle qui les a conduits à accepter l'affectation permanente d'une colonie à la transportation, puisqu'en principe tout forçat débarqué était un futur propriétaire du territoire de cette colonie, un candidat à la concession. Il faut cependant avoir le courage de le répéter : le condamné libéré des travaux forcés, capable de devenir un colon actif, travailleur et menant une vie régulière est une exception minime ; on en trouverait la même proportion, parmi les libérés de nos prisons métropolitaines. La transportation de la loi de 1854 n'apporte pas une meilleure solution que le régime de la maison centrale au grave, à l'essentiel problème du lendemain de la peine. Nous en faisons depuis longtemps l'expérience en Guyane et en

colonie pénale militaire, où sont envoyés les criminels présentant des chances d'amendement. Toutefois l'analogie avec les réformes proposées au texte ne va pas plus loin, car il ne s'agit pas là d'un chantier temporaire de travail pénal : les condamnés libres restent en effet sur place et reçoivent des concessions de terre. C'est un retour à l'utopie française.

Nouvelle-Calédonie (1) et cette expérience est confirmée par l'exemple aussi lamentable de la transportation russe dans l'île Sakhaline, dont il suffit de dire quelques mots.

Il y a en Russie plusieurs modes différents d'expatriation pénale, dans le détail desquels il est sans intérêt d'entrer (2). Le seul dont il soit utile de parler, c'est la transportation avec travaux forcés, dite Katorga, qui s'est exécutée pendant longtemps dans les provinces du fleuve Amour (Sibérie orientale) et dans l'île de Sakhaline, située dans la mer d'Okhotsk (Océan Pacifique), à l'embouchure de ce fleuve. Ce dernier lieu de transportation est aujourd'hui le plus connu, parce qu'il semble que la Russie a voulu y faire un essai de colonisation pénale. D'autre part, la loi du 12 juin 1900, qui a restreint considérablement les cas d'application de la transportation, paraît n'avoir maintenu la katorga que dans l'île Sakhaline (3). Les forçats amenés dans l'île font un séjour préliminaire en prison, d'abord dans la prison de correction, puis dans une prison d'amélioration, où ils jouissent d'une demi-liberté. Enfin ils sont envoyés, colons non libérés, (poselentsi) (4) dans des villages qui, la plupart du temps, sont encore à construire et où ils doivent bâtir leur maison et créer leur champ, sans

(1) Il ne faut ajouter aucune importance aux statistiques concernant la récidive des forçats libérés et qui accusent des chiffres beaucoup moins élevés que ceux de la récidive des prisonniers métropolitains. Il est avéré que les libérés de la transportation mènent en général une vie vagabonde et irrégulière qui désole le pays. On est dans l'impossibilité de les poursuivre tous, c'est la meilleure explication de la proportion réduite fournie par la récidive.

(2) V. sur l'histoire peu instructive de la transportation en Russie et sur la déportation politique, Foinitsky et Bonet Maury, *op. cit.*, p. 150 et s. Conf. Sur la transportation avec travaux forcés dont il est question au texte, *La transportation en France et en Russie,* par D. Drill, Saint-Pétersbourg 1899 (en russe). « Les résultats de la transportation en Russie », par J. Legras, *Rev. pén.*, 1899, pp. 559 et s. V. la communication de M. Paul Labbé, sur « la Colonisation pénale à Sakhaline », *Rev. pénit.*, 1900, pp. 887 et s., enfin le rapport de M. de Witté, président du Tribunal de Tomsk, publié par le *Bulletin de l'U. I. D. P.* T. X, 1902, p. 103 et s.

(3) *Rev. pénit.*, 1902, p. 1068. Conf. Zeitschrift-Strafrecht 1903. La transportation en Sibérie avant et après la loi du 12 juin 1900 par Aug. Lœwenstimm, conseiller à la Cour d'appel de Kharkoff, *Adde Rev. pénit.* 1904, p. 1059.

(4) C'est à peu près la situation du forçat français libéré, mais astreint au séjour perpétuel ou au doublage.

autre secours qu'une hache, une scie, quelques cordes et une provision de farine pour un an ou deux (1). Le résultat c'est qu'ils ne songent qu'à s'évader. Le vagabondage est leur genre de vie habituel et le vol leur moyen d'existence. Sans parler de l'alcoolisme, tellement intense qu'à certains jours des villages entiers sont gris (2) et de la prostitution à laquelle n'échappent que trois femmes sur cent (3), le tableau est suffisamment esquissé, pour qu'on puisse se rendre compte de ce qu'on doit attendre des libérés pour l'avenir de la colonisation de l'île Sakhaline.

De tout ce qui précède, on ne serait pas cependant autorisé à conclure que l'expatriation n'offre pas au criminel libéré un reclassement plus facile que le séjour dans la métropole, et je suis d'avis que ce que l'on a appelé la transportation volontaire peut constituer, si on n'en abuse pas, un mode excellent de libération conditionnelle, mais ce n'est plus là de la colonisation pénale (4). Il serait extrêmement imprudent en effet de diriger sur la même colonie tous les volontaires de la transportation ; ce serait une faute au point de vue répressif, car, alors même que ces volontaires représenteraient véritablement l'élite des détenus métropolitains, il y aurait toujours quelque danger de corruption mutuelle à les réunir au même endroit : ce serait également une faute au point de vue colonial, car, surtout en France, l'immigration libre ne serait guère attirée vers une colonie, où se constitueraient d'importantes agglomérations de libérés. Aussi la disposition de l'article 76 de notre projet de Code pénal, qui semble bien affecter à une colonie unique les condamnés à l'emprisonnement qui solliciteront leur expatriation pour hâter leur libération conditionnelle, me paraît-elle de ce chef mériter une sérieuse criti-

(1) *Rev. pénit.*, 1900, p. 893.

(2) *Rev. pénit.*, 1900, p. 895.

(3) *Rev. pénit.*, 1900, p. 897. M. DE VITTÉ donne sur ce sujet des détails vraiment monstrueux. *Bulletin de l'U. I. D. P.*, 1902, pp. 152 et 153.

(4) Sur la transportation volontaire V. le rapport de M. LEVEILLÉ à la Société des Prisons, *Rev. pénit.*, 1895, pp. 750 et s. Du même dans les *Institutions pénitentiaires* la « Transportation ». Chap. IV, pp. 287 et s.

tique (1). Il en est de même de l'amendement que proposait un député, le Dr Ganne, au moment du vote de la loi sur la rélégation en 1885, en vertu duquel tout individu condamné à la prison ou à la rélégation aurait pu être envoyé sur sa demande dans un des lieux de rélégation après avoir subi la moitié de sa peine (2). Au contraire, on ne peut adresser le même reproche à la proposition déposée le 26 janvier 1904, sur le bureau de la Chambre, par M. Etienne Flandin et dont l'art. 1er est ainsi conçu : Tout condamné à l'emprisonnement, qui aura subi le tiers au moins de sa peine, pourra être transporté, sur sa demande, *dans une possession française d'outre-mer* (3). Si l'on veut obtenir de bons résultats avec la transportation volontaire, il faut éparpiller dans toute l'étendue de notre empire colonial ceux qui la solliciteront, ils devront être complètement noyés et confondus dans la population libre. Je ne me dissimule pas que, dans ces conditions, les mesures de police et de surveillance auxquelles on soumet les libérés conditionnels seront difficiles à organiser, ce ne sera pas cependant impossible ; tandis que ce qui est sûrement impossible, c'est de peupler et de faire prospérer une colonie, en y concentrant des libérés, fussent-ils choisis parmi les meilleurs.

149. — Le résumé de cette étude pénitentiaire de la peine réformatrice coloniale est une sorte de procès-verbal de carence. Jusqu'ici aucune nation n'a réussi à créer une peine coloniale qui soit en fait réformatrice. Appuyé sur cette expérience, nous nous croyons autorisé à donner comme conclusion à ce chapitre les propositions suivantes :

1° Il ne saurait exister une seule forme de transportation, donnant à la fois satisfaction à tous les buts que l'on se propose par le moyen de l'expatriation pénale ;

2° On peut concevoir au moins trois formes de transportation. La transportation éliminatrice, qui porte dans notre

(1) *Rev. pénit.*, 1893, p. 201.
(2) *Rev. pénit.*, 1895, p. 753.
(3) *Rev pénit* 1904, p. 279.

législation le nom de rélégation, et dont il ne faut attendre aucune vertu moralisatrice et aucun résultat de colonisation.

La transportation volante, organisée sous la forme de chantiers mobiles et parcourant en nomade nos diverses colonies pour leur apporter une main-d'œuvre dont elles ont momentanément besoin, sans jamais abandonner sur les lieux ses libérés. Cette seconde forme de la transportation peut être très intimidante et d'une grande utilité pour les colonies. Elle ne sera réformatrice que tout à fait exceptionnellement.

Enfin la transportation volontaire qui n'est plus une peine, mais une récompense, un mode spécial de libération conditionnelle pour des sujets de choix.

QUATRIÈME PARTIE

PEINES ÉLIMINATOIRES

CHAPITRE PREMIER

Exposé de la législation française

Il existe dans notre législation deux variétés de peines éliminatoires, la peine de mort et la relégation..

SECTION PREMIÈRE

LA PEINE DE MORT

150. — L'article 7 du Code pénal place la peine de mort au premier rang des peines en matière criminelle et les articles 12, 13 et 14 déterminent le mode et les détails de son exécution.

Il existait dans le Code de 1810 trente-six incriminations sanctionnées par la peine de mort, depuis la réforme de 1832, il n'y en a plus que douze (1). Cette peine a été en outre abolie en matière politique par le décret du 26 février 1848.

Pour les crimes de droit commun, son mode d'exécution est

(1) V. la liste de ces 12 cas dans VIDAL. *Cours de droit criminel*, 2e édition, p. 560.

la décapitation par la guillotine ; pour les crimes militaires, le condamné à mort est fusillé (art. 187 C. j. m. terre, art. 239 C j. m. mer). S'il s'agit d'un parricide, la loi a entouré l'exécution de formalités supplémentaires, le condamné est conduit à l'échafaud en chemise, nu-pieds et la tête couverte d'un voile noir : il reste exposé sur l'échafaud pendant qu'un huissier fait à la foule lecture de l'arrêt de condamnation (art. 13 C. p.) (1). Lorsqu'une femme condamnée à mort se déclare enceinte et qu'il est vérifié qu'elle l'est réellement, elle n'est exécutée qu'après son accouchement (art. 27 C. p.). Dans l'état actuel de nos mœurs, il est extrêmement probable que dans ce cas la peine de mort sera toujours commuée. Les exécutions de femmes sont d'ailleurs extrêmement rares.

L'exécution se fait sur l'une des places publiques du lieu indiqué par l'arrêt de condamnation (art. 26 C. p.). Depuis quelques années l'échafaud n'est plus dressé sur une plate-forme, afin de le dérober le plus possible aux regards de la foule. Il est établi au niveau du sol.

Les corps des suppliciés, qui étaient autrefois privés de sépulture, ne le sont plus aujourd'hui. Ils sont même remis à leurs familles si elles les réclament, à la charge par elles de les faire inhumer sans aucun appareil (art. 14 C. p.).

L'exécution a toujours lieu dans les vingt-quatre heures qui suivent le moment où l'arrêt de condamnation est devenu irrévocable, soit par le rejet du pourvoi, soit par l'expiration du délai du pourvoi, sans qu'il en ait été formé.

SECTION II

LA RELÉGATION

151. — Nous avons vu précédemment (2) qu'au début de la Révolution l'idée d'éliminer par l'expatriation les récidivistes

(1) Avant la revision de 1832, on faisait en outre au parricide l'amputation du poing droit immédiatement avant l'exécution.

(2) V. *sup.* p. 404.

et les vagabonds endurcis avait été accueillie par le législateur. Mais les guerres maritimes empêchèrent la mise en pratique des dispositions qui organisaient cette élimination. Pendant longtemps on se contenta de prendre, contre les récidivistes notamment, des mesures de police et de sûreté, telles que la marque et la surveillance qui, elles-mêmes, furent successivement abolies. Cependant, dans le dernier tiers du XIX^e^ siècle, le nombre des repris de justice s'accrut avec une telle rapidité que l'opinion publique s'en émut. On vit même, en 1881, au moment des élections législatives, des candidats insérer dans leurs professions de foi une promesse relative à « l'épuration » du territoire par l'envoi des récidivistes dans une colonie.

Ce mouvement aboutit à la loi du 27 mai 1885, dirigée contre la criminalité d'habitude, comme la loi du 30 mai 1854 l'avait été contre la grande criminalité. La loi de 1885 a été complétée par une série de décrets, dont le nombre est aujourd'hui tellement considérable, qu'il faut renoncer à en présenter, au début, la liste limitative.

Nous n'avons pas à faire l'étude des cas de relégation. Cette étude fait partie de la théorie de la récidive et rentre par conséquent dans le domaine du droit criminel. Il suffit de dire que la loi de 1885, dans son article 4, a essayé d'établir ce que l'on pourrait appeler le criterium pratique de l'incorrigibilité. Il faut, pour être relégable un certain nombre de récidives et ce nombre est d'autant plus considérable qu'il s'agit d'infractions moins graves. La relégation est donc tantôt une peine criminelle et tantôt une peine correctionnelle, suivant qu'elle est le complément d'une peine présentant l'un ou l'autre de ces caractères. Il y a là quelque chose qui heurte le sens juridique et qui ne choque pas moins le bon sens. L'article 10 de la loi de 1885, en décidant que le jugement ou l'arrêt prononcera la relégation en même temps que la *peine principale*, s'applique aussi bien quand la peine principale est un emprisonnement de quelques semaines, que lorsqu'elle consiste en une condamnation aux travaux forcés ou à la réclusion. Il est alors assez singulier que l'expatriation perpétuelle combinée

le plus souvent avec l'obligation du travail, soit considérée comme le simple complément d'un court séjour en prison. La vérité c'est que la relégation n'est pas une peine dirigée contre la dernière infraction commise, mais une répression de l'état de récidive lui-même, définitivement révélé et établi par cette dernière infraction et socialement beaucoup plus grave qu'elle, Il eût dès lors été plus juridique d'absorber dans la relégation, peine très sévère, la peine de la dernière infraction. Cette combinaison aurait été également bien préférable en pratique. Dans le système de la loi de 1885, le relégué n'est expatrié qu'après avoir subi la peine de sa dernière infraction. Il arrive donc dans la colonie, anémié par un récent séjour en prison. Je veux bien qu'il n'y ait pas à attendre de lui un travail sérieusement producteur ; encore ne devrait-on rien faire pour qu'il le soit moins encore. Il est vrai que l'article 12 réserve au gouvernement le droit de devancer l'époque de la libération pour opérer le transfèrement du relégué, mais il n'apparaît pas qu'en pratique l'administration use de cette faculté.

Nous devons limiter nos explications au régime de la relégation, qui seul intéresse la science pénitentiaire.

152. — Dans la pensée originaire du législateur, la relégation devait uniquement consister à libérer aux colonies des condamnés métropolitains qu'il devenait dangereux de libérer en France, étant donnés leurs antécédents. Avec une telle conception, la question du régime de la relégation ne se posait même pas. « Le régime auquel seront soumis les transportés (plus exactement relégués) des colonies sera le régime de la liberté absolue sans aucune restriction » disait M. Gerville-Réache, rapporteur à la Chambre des députés (1). Dans le même sens M. Waldeck-Rousseau déclarait : « Les relégués jouiront de leur entière liberté et, du moment qu'il n'est pas dit que le rélégué ne sera pas libre, il est incontestable que c'est la liberté qui sera son droit ». Ce n'est pas que l'objection tirée de la difficulté de trouver du travail n'ait pas été aperçue

(1) Séance du 1er mai 1883, *J. Off.* du 2 mai.

à ce moment-là, mais on paraît en avoir fait bon marché, parce qu'on se plaçait uniquement au point de vue des récidivistes relégués, population peu intéressante, à laquelle il suffisait, pour satisfaire aux exigences de l'humanité, de donner les moyens de ne pas mourir de faim à peine débarquée. On s'en remettait d'ailleurs pour cela avec une certaine insouciance à un règlement d'administration publique ultérieur. Et comme un député objectait : « Et ceux qui ne voudront pas travailler ? » il reçut du rapporteur la réponse suivante : « S'ils ne veulent pas travailler, ils seront dans le cas où ils sont en France, ils vivront comme ils pourront » (1). C'est sous cette inspiration que la loi fut votée par la Chambre des députés et même en première lecture par le Sénat. Mais, avant la deuxième délibération, réussirent à se faire entendre des protestations très énergiques émanées des gouverneurs de colonie, interprètes de leurs administrés. M. Chessé gouverneur de la Guyane, notamment, exprimait l'étonnement le plus violent qu'on ait pu accepter l'idée d'envoyer les relégués dans la colonie, en se désintéressant aussi complètement du sort que réservait aux colons la présence de « ce rebut éhonté de la Société », vivant sans contrainte dans la plus entière liberté, sous le régime du droit commun. Il montrait facilement que le grave défaut de la transportation française était d'avoir laissé sans solution la question des libérés. Est-ce dans de pareilles conditions que l'on pouvait penser à ajouter aux libérés de la transportation les hôtes les plus malfaisants des prisons métropolitaines? M. Léveillé menait en même temps une campagne active contre le projet (2). « La théorie des récidivistes en liberté, disait-il, me paraît une utopie doublement dangereuse : dangereuse d'abord au point de vue économique, dangereuse ensuite au point de vue de l'ordre et de la tranquillité dans nos colonies d'outre-mer ». Quelle attitude devra prendre l'Administration si le relégué refuse de travailler pour vivre ? « Devra-t-elle longtemps encore, ou

(1) Sirey, *Lois annotées* 1885, p. 823, n. 9.
(2) V. Le *Temps* du 8 juin 1884.

plutôt devra-t-elle toujours fournir des subsides à ce paresseux volontaire ? Quoi, le condamné d'hier deviendrait le pensionnaire de l'Etat ? Un assassin, un voleur aurait des rentes et nous, démocrates, nous n'avons pu encore assurer un morceau de pain aux invalides du travail honnête, à nos ouvriers, à nos paysans brisés par l'âge et par les durs labeurs de la vie ? » D'autre part, aucune illusion n'est à se faire sur ce point ; le relégué ne cherchera pas du travail. « Nos députés s'imaginent que les vétérans de la police correctionnelle et de la Cour d'assises, transférés au delà des mers, vont vertueusement s'éparpiller sur tout le territoire de la Guyane et de la Calédonie, cherchant n'importe où une besogne plus ou moins mal payée !... Détrompez-vous, ils se garderont bien de courir partout. Où iront-ils les relégués de la Calédonie ? à Nouméa, les relégués de la Guyane ? à Cayenne... Ils préféreront indubitablement au séjour monotone et insalubre de la brousse et de la forêt vierge, le confortable municipal de la ville ». Les villes principales de nos colonies pénales deviendront alors des lieux de fermentation criminelle incessante et la proie du brigandage. Le séjour y sera impossible pour la colonisation libre.

Ces critiques produisirent une impression profonde et l'on se décida à inscrire dans l'article 1er du projet l'obligation au travail, pour tous ceux qui n'auraient pas de moyens d'existence dûment constatés, c'est-à-dire pour l'immense majorité des relégués. Par application de ce texte, le décret du 26 novembre 1885 a créé deux sortes de relégation : la relégation individuelle, pour les relégués justifiant de ressources personnelles suffisantes et la relégation collective pour les autres. Ces deux relégations diffèrent par leur régime et par le lieu où elles s'exécutent.

153.— A dire vrai, il n'existe pas de régime pour la relégation individuelle, qui n'est pas autre chose que la relégation, telle que l'organisait la première rédaction du projet, mais limitée à quelques privilégiés au lieu d'être étendue à tous. Le relégué individuel est simplement assujetti au séjour dans une colo-

nie française quelconque et à quelques formalités peu gênantes, destinées à assurer sa présence effective sur le territoire colonial. Il est tenu, d'après le décret du 25 novembre 1887, qui s'est spécialement occupé de réglementer la relégation individuelle, de faire viser deux fois par an, en janvier et en juillet, par les autorités compétentes un livret qui lui est remis par l'Administration et qui contient toutes les indications nécessaires pour établir son identité. Il peut même être dispensé de ces visas par le gouverneur. Dans le cas où il change de résidence, il doit en faire la déclaration aux autorités chargées de viser son livret : le gouverneur peut d'ailleurs interdire au relégué la résidence ou même la simple présence dans certaines localités (1). Si le relégué individuel se trouve à l'âge du service militaire actif, dont les obligations continuent toujours à lui incomber en vertu de l'article 7 de la loi du 27 mai 1885, il est actuellement incorporé dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique, un décret du 26 septembre 1902 ayant supprimé les corps de disciplinaires coloniaux, auxquels ils étaient auparavant affectés par le décret du 26 novembre 1888.

154. — La condition des relégués collectifs est bien différente. Le régime qui leur est imposé se distingue à peine de celui des condamnés aux travaux forcés (2). Comme eux, ils sont privés de liberté, assujettis au travail et soumis à un régime disciplinaire rigoureux. Cette diversité profonde de situation, établie entre les deux catégories de relégués, uniquement en considération de leurs moyens d'existence, est assez peu conforme aux exigences les plus élémentaires de la justice. Le très petit nombre des relégués individuels peut seul expliquer que l'opinion ne se soit pas émue d'une pareille inégalité.

(1) Décret du 25 novembre 1887, art 4, 6, 7.

(2) Il n'y a guère de différence qu'au point de vue de la rémunération du travail. Le relégué, étant un libéré, a droit à l'intégralité de son salaire et l'Administration ne lui impose d'autres déductions que celles que nécessitent ses frais d'entretien et de nourriture. Elles ne peuvent d'ailleurs excéder le tiers du salaire. Décret du 26 novembre 1885, art. 35, décret du 5 septembre 1887, art 4.

La relégation collective ne s'exécute que dans nos deux colonies pénales : la Guyane et la Nouvelle-Calédonie ; mais actuellement les envois de relégués, comme ceux de transportés, sont suspendus en Nouvelle-Calédonie depuis 1898(1). Par application de l'article 31 du décret du 26 novembre 1885, dont le décret du 5 septembre 1887 a organisé la mise en œuvre, les relégués collectifs sont reçus à leur débarquement dans des « dépôts d'arrivée et de préparation », où ils sont formés, « soit à la culture, soit à l'exercice d'un métier ou d'une profession ». Régulièrement, cette préparation à la vie coloniale aurait dû commencer sur le territoire métropolitain, pendant l'exécution de la peine qui a entraîné la relégation.

L'article 12 de la loi de 1885 prévoit, en effet, l'organisation en France de pénitenciers spéciaux pour les relégables et les articles 15 et suivants du décret du 26 novembre 1885 contiennent une réglementation particulière à ces pénitenciers. Ils n'ont malheureusement jamais été créés. Les relégables sont habituellement dirigés sur la maison centrale de Landernau et, de là, sur le dépôt de Saint-Martin de Ré, qui sert également de lieu d'embarquement pour les condamnés aux travaux forcés. La nécessité d'un dépôt de préparation dans la colonie s'impose donc tout particulièrement.

Après ce stage, les relégués sont transférés dans des établissements de travail, à moins — ce qui arrive rarement — qu'ils n'aient été admis à la relégation individuelle pendant leur séjour dans le dépôt. Ces établissements, dit l'article 35 du décret de 1885, peuvent consister en ateliers, chantiers de travaux publics, exploitations forestières agricoles ou minières. Il n'est d'ailleurs pas nécessaire qu'ils soient dirigés par l'Etat et le gouverneur peut affecter à des établissements dirigés par des particuliers et leur appartenant, « des groupes ou détachements de relégués, qui demeurent placés sous la surveil-

(1) En Guyane, le territoire affecté à la relégation est la partie sud du Maroni (décret du 16 mars 1887), en Nouvelle-Calédonie, c'est l'île des Pins (décret du 20 août 1886) et l'exploitation forestière de la baie de Prony (décret du 2 mai 1889).

lance des agents de l'Etat et qui sont soumis au même régime et aux mêmes règles disciplinaires que dans les établissements publics de travail ». On se trouve alors en présence d'un mode d'exploitation du travail des relégués qui ressemble fort au fameux contrat de main-d'œuvre des transportés. L'analogie se poursuit en ce qui concerne l'assignation individuelle que l'on étend aux relégués sous le nom « d'engagements de travail pour le compte des particuliers ».

Ces engagements étaient déjà autorisés par l'article 36 du décret de 1885, et le décret du 23 février 1900 en contient la réglementation complète.

Ils sont réservés aux relégués collectifs qui s'en sont rendus dignes par leur bonne conduite et par leur assiduité au travail, pendant six mois au minimum. La rémunération du relégué est fixée à 50 centimes au moins par jour : les huit dixièmes de ce salaire lui sont attribués; l'Etat garde le reste, on peut se demander à quel titre, puisque le relégué est un libéré et que, logé et nourri par son engagiste — c'est l'expression du décret de 1900 — il n'est plus à charge à l'Administration. Lorsque le nombre des engagés dépasse 25 (1), un surveillant militaire est affecté, aux frais de l'engagiste, à la garde du contingent mis à sa disposition.

L'engagement de travail n'est pas la seule issue qui soit ouverte aux relégués de bonne conduite. Il y a aussi, théoriquement du moins, les sections mobiles, organisées par le décret du 18 février 1888 et mises par lui à la disposition des services publics et des particuliers dans toutes les colonies et possessions françaises. Aucune colonie n'ayant exprimé le désir d'utiliser cette main-d'œuvre et pour cause (2), on s'est décidé à l'imposer à Diégo-Suarez, désigné par décret du 13 juin 1889, pour recevoir une section mobile de relégués collectifs, au nombre de 400 au maximum.

D'autres sections mobiles ont été formées en Guyane et en

(1) Le décret de 1900 ne contient l'indication d'aucun maximum.
(2) V. plus haut, p. 456.

Nouvelle-Calédonie. En Guyane la section mobile du Haut-Maroni a exploité avec bonheur un chantier forestier : et l'on doit quelques travaux de constructions de routes, en Nouvelle-Calédonie, à la section mobile de la Ouaménie.

Enfin le relégué, comme le transporté, peut devenir concessionnaire. Il ne devient pas de plein droit rélégué individuel, quand il est mis en concession. La rélégation individuelle doit toujours être demandée et octroyée suivant une procédure particulière (art. 9 et 36 du décret du 26 novembre 1885). Cette remarque est intéressante à faire, car, tant que le concessionnaire reste relégué collectif, sa concession ne peut être que provisoire, elle ne devient définitive qu'au bout de sept ans, à compter du jour de la mise en concession et à condition que dans ce délai le concessionnaire ait obtenu la relégation individuelle. L'article 18 de la loi de 1885 confiait à un règlement d'administration publique la détermination des conditions et du régime des concessions de terres aux relégués. Ce règlement est en date du 8 mai 1899 ; il est l'exacte reproduction du décret du 18 janvier 1895, relatif aux concessions à faire aux transportés. Il n'a pas été modifié comme celui-ci par le décret du 9 octobre 1901 (1). Les relégués ne peuvent donc obtenir de concessions supérieures à 10 hectares, tandis que depuis 1901 celles des transportés peuvent avoir une étendue de 20 hectares. D'autre part, les membres de la famille du relégué ne peuvent obtenir de concessions supplémentaires, tandis que cette faveur existe, en vertu du décret de 1901, pour les familles des transportés.

Le régime disciplinaire imposé aux relégués est semblable à celui des transportés. Il a été organisé par le décret du 22 août 1887, modifié sur quelques points par celui du 27 juin 1904. Les punitions prévues et autorisées sont : 1° L'interdiction de suppléments de nourriture à la cantine ; 2° Privation d'une partie du salaire, n'excédant pas le tiers du produit total du travail ; 3° Prison de nuit ; 4° Cellule ; 5° Cachot.

(1) V. plus haut, p. 435.

La première punition peut être prononcée par le chef de dépôt ou d'établissement de travail, mais non par un simple surveillant. Les quatre dernières, vu leur gravité, ne peuvent être prononcées que par une commission disciplinaire, composée du fonctionnaire chargé du commandement supérieur, assisté de deux fonctionnaires ou employés de l'Administration pénitentiaire, désignés par le directeur. Celui-ci peut toujours augmenter, réduire ou remettre les punitions. Toutefois aucune remise ne peut être accordée aux relégués par voie de mesure générale.

La loi de 1885 a organisé elle-même la répression de l'infraction que l'on redoutait particulièrement de la part du relégué, l'évasion, permettant le retour en France. Puisqu'on s'était résolu à construire une peine qui fût uniquement éliminatoire, il fallait au moins que ce but fût sûrement atteint. L'article 14 de la loi de 1885 punit de deux ans d'emprisonnement et de cinq ans, en cas de récidive, tout relégué qui sans autorisation, sera rentré en France ou aura quitté le territoire de la relégation. Cette disposition a été rendue encore plus sévère par un décret du 6 janvier 1899 (art. 1er) qui assimile au relégué en état d'évasion celui qui, sans autorisation, s'est éloigné du dépôt de préparation ou de l'établissement de travail, lorsque cet éloignement s'est prolongé au delà de douze heures. Cette règle existait d'ailleurs déjà pour les relégués collectifs affectés aux sections mobiles.

155. — Telles sont les différences profondes qui séparent les deux relégations. La répartition des relégués dans l'une ou l'autre catégorie a donc une grande importance ; aussi n'est-elle opérée par le ministre de l'Intérieur que sur les propositions d'une commission spéciale, dite commission de classement, créée par le décret du 26 novembre 1885, articles 6 et 7. Cette commission est composée de sept membres, un conseiller d'Etat président et deux représentants des départements de l'intérieur, de la justice et des colonies. Quand il s'agit, une fois le relégué collectif arrivé dans la colonie, de l'admettre à la relégation individuelle, la décision appartient à une autre

commission de classement, qui siège dans la colonie et qui est nommée par le gouverneur.

La commission de classement doit également donner son avis sur la répartition, individu par individu, des relégués collectifs entre les deux colonies pénales, et fixer à chaque relégué individuel la colonie où il doit séjourner. Enfin elle est, dans certains cas, consultée sur les dispenses de relégation dont il convient de dire un mot.

Ces dispenses sont prévues par la loi de 1885 et accordées par elle en considération de l'âge, de l'état de santé ou de la bonne conduite du relégué. La relégation ne peut être prononcée contre les individus âgés de plus de 60 ans, ou qui atteindront cet âge à l'expiration de la peine principale. Toutefois les relégués expatriés avant cet âge et qui deviennent sexagénaires ne sont pas rapatriés. La relégation n'est pas non plus prononcée contre les individus âgés de moins de 21 ans, à l'expiration de la peine principale (art. 11). Cette dispense résultant de l'âge est de droit. Il n'en est pas de même des deux autres catégories de dispenses. Celle qui résulte des infirmités ou de la maladie doit être accordée expressément par le ministre de l'Intérieur qui, seul, et sans avis de la commission de classement, ne peut conférer qu'une dispense provisoire. Cette dispense provisoire ne peut être renouvelée qu'après avis de cette commission. Elle ne devient définitive qu'après l'instruction prévue par l'article 6 du décret de 1885, pour l'admission à la relégation individuelle et toujours sur avis de la commission de classement, avec cette condition, particulièrement exigée pour la dispense définitive, que l'avis soit conforme (art. 18 de la loi du 27 mai 1885, art. 11 du décret du 26 novembre 1885).

Quant à la dispense conférée en considération de la bonne conduite, elle est prévue par l'article 16 de la loi de 1885 dans les termes suivants : « Le relégué pourra, à partir de la sixième année de sa libération, introduire devant le tribunal de la localité une demande tendant à se faire relever de la relégation, en justifiant de sa bonne conduite, des services rendus à

la colonisation et de moyens d'existence. Les formes et conditions de cette demande seront déterminées par le règlement d'administration publique, prévu par l'article 18 ci-après ». Ce règlement est intervenu à la date du 9 juillet 1892, il organise une procédure assez compliquée, conférant à l'autorité judiciaire le droit de décider souverainement sur la demande de dispense, sans que la commission de classement ait à jouer aucun rôle. Cette disposition de la loi de 1885 a été introduite par le Sénat, contrairement à l'opinion manifestée par la majorité de la Chambre des députés, qui avait repoussé déjà un amendement proposé dans ce sens. Lorsque le projet est revenu ainsi modifié devant la Chambre, elle l'a voté sans conviction, car de graves critiques étaient dirigées contre cette réserve, apportée par le législateur lui-même, à l'élimination d'un incorrigible. Ces critiques, que nous aurons à apprécier dans le chapitre suivant, émanaient beaucoup moins de criminalistes que de coloniaux, qui trouvaient étrange cette conception d'une peine coloniale aboutissant à ne laisser à perpétuité dans la colonie que des éléments inutilisables et irrémédiablement corrompus et à permettre le retour en France de tous ceux qui, ayant conservé quelque énergie, auraient pu au contraire être avantageusement employés à l'œuvre de la colonisation.

Ajoutons, pour terminer cette matière des dispenses, que, lorsqu'au cours de l'exécution de la dernière peine principale le relégué a été admis au bénéfice de la libération conditionnelle, il peut être sursis à l'exécution de la relégation, aux termes de l'article 2 de la loi du 14 août 1885.

CHAPITRE II

Etude pénitentiaire des peines éliminatoires

Ce chapitre sera divisé en deux sections :

Première Section. — La peine éliminatoire de la grande criminalité.

Deuxième Section. — La peine éliminatoire de la criminalité professionnelle.

SECTION PREMIÈRE

LA PEINE ÉLIMINATOIRE DE LA GRANDE CRIMINALITÉ

156. — Un homme peut commettre un grand crime sans être pour cela un criminel incorrigible. L'histoire nous en offre de nombreux exemples. On pourrait très bien comprendre par conséquent qu'à l'auteur d'une infraction très grave, mais reconnu susceptible cependant d'amendement, on fit l'application d'une peine principalement réformatrice et que, par le jeu soit de la libération conditionnelle, soit des sentences indéterminées, son retour définitif au bien lui ouvrit les portes de sa prison. Il n'y aurait d'élimination que pour les criminels incorrigibles. Se placer à ce point de vue, c'est admettre dans tous les cas la prépondérance de la fonction de prévention individuelle de la peine sur la fonction de prévention collective (1). Nous savons en effet que, lorsque le conflit existe entre ces deux fonctions,

(1) V. plus haut, p. 43.

il est ordinairement résolu par le sacrifice, partiel tout au moins, de la seconde à la première. Il s'agit de savoir si à cette règle il ne convient pas d'apporter une exception, précisément dans l'hypothèse de la grande criminalité. Telle est la façon dont se pose la question de la peine de mort et des peines perpétuelles dans l'état actuel de la science pénale.

Avant d'en entreprendre l'étude, il convient d'écarter, par un simple renvoi aux considérations exposées dans l'Introduction (1), je ne dis pas toutes les objections d'ordre moral que soulève la peine de mort en particulier, mais du moins l'une d'entre elles, inspirée par cette idée que la sévérité de cette peine dépasse la limite de l'expiation qu'une société humaine peut infliger à un de ses membres et que la vie de l'homme n'appartient pas à l'homme. Je me crois de même autorisé à passer sous silence dans la discussion qui va suivre, l'argument, en faveur de la peine de mort, corrélatif et directement opposé à cette objection, et qui est tiré de la nécessité de frapper certains malfaiteurs insignes, d'un châtiment qui soit l'expiation adéquate de leur crime. La possibilité de tirer du même ordre d'idées à la fois une objection et un argument est une preuve de plus que, dans ce grave problème comme dans tous ceux que soulève la science pénitentiaire, il n'a pas à intervenir. Encore une fois la société ne possède pas le droit d'imposer une expiation quelconque à un de ses membres, et pour démontrer qu'elle n'a pas ce droit, il n'y a précisément qu'à faire observer qu'il lui manque la condition essentielle de son exercice, qui est la connaissance exacte des états de conscience, permettant seule de proportionner la sévérité du châtiment à la gravité morale de la faute.

Maintenons-nous donc, comme nous l'avons fait jusqu'ici, sur le terrain de la défense et de l'utilité sociales. Deux questions se posent alors :

1° Dans le cas de crimes très graves au point de vue social, est-il de bonne politique criminelle d'organiser la peine, plutôt

(1) V. plus haut, pp. 32 et s.

dans le but de l'intimidation collective des imitateurs possibles, que dansce lui de la réforme morale de l'auteur du crime ?

2° La peine de mort possède-t-elle comme procédé d'intimidation collective, une efficacité particulière et supérieure ?

157. — La première de ces deux questions comporte une solution précise, et d'ailleurs à peu près incontestée, qui est affirmative. Lorsqu'il s'agit d'infractions de moyenne gravité, on peut sans inconvénients se laisser dominer par le souci de la prévention individuelle, c'est-à-dire, dans l'espèce, de l'amendement du condamné. La durée et la sévérité du régime pénitentiaire, organisé principalement dans ce but, donnent une satisfaction suffisante aux préoccupations de prévention collective. Si la peine est véritablement réformatrice, elle est par le fait même assez intimidante pour effrayer les criminels en puissance, dans la mesure où ils peuvent l'être. Mais si l'on sort de la criminalité moyenne ou de la petite criminalité, ces deux fonctions utilitaires de la peine cessent d'être aussi facilement conciliables. Il peut très bien se faire qu'un individu qui a assassiné pour voler ait agi sous des influences de milieu et de circonstances, combinées par une sorte de fatalité, qui lui ont fait franchir d'un bond les premières étapes de la carrière du crime, sans cependant que sa moralité ait reçu en quelque sorte une atteinte proportionnelle à la longueur du chemin parcouru. Quelques années, peut-être même quelques mois de solitude et de réflexion suffiraient parfois pour transformer cet homme et lui inspirer le goût durable de la vie honnête. Quel scandale cependant si on lâchait un assassin au bout de quelques mois ou quelques années de prison, sous le prétexte que sa conversion morale est un fait accompli, et comme on sent bien que l'émotion produite dans le public par une si rapide libération ne résulterait pas tant, il faut bien le dire, d'un sentiment de disproportion entre la punition et la faute, que de la crainte qu'un pareil exemple ne soit, pour une foule d'inconnus, un encouragement au crime ! Cette émotion est d'ailleurs parfaitement justifiée. Elle résulte de l'intuition devenue très nette — en présence du danger —

d'une nécessité pratique qui s'impose à nous dans la vie de tous les jours. Que de fois refuse-t-on une faveur — alors même qu'elle serait bien placée — pour ne pas créer, comme on dit, de précédents et maintenir dans une collectivité, quelle qu'elle soit, le respect de la règle et du droit commun ! Que de fois ne parle-t-on pas, dans l'armée notamment, de punitions infligées à regret mais dans l'intérêt supérieur de la discipline ! Ce sacrifice de l'intérêt individuel à l'intérêt social nous répugne évidemment de plus en plus (1), nous devons chercher certes à en rendre l'occasion plus rare, mais il nous faut reconnaître en même temps qu'il est parfois inévitable.

158. — Nous sommes ainsi préparés à aborder la solution de la deuxième question. S'il est des cas où les nécessités de la défense sociale imposent de faire passer le souci de la prévention collective avant celui de la prévention individuelle, que l'on pourrait satisfaire en quelque sorte à meilleur compte et par l'application d'une peine moins longue ou moins sévère, si, en d'autres termes, on est quelquefois amené à sacrifier légitimement toutes les autres fonctions de la peine à celle de l'intimidation générale, nos recherches se trouvent désormais transportées sur le terrain suivant :

Quelle est, à ce point de vue de l'intimidation générale, la peine la plus efficace ? Est-ce la peine de mort ? Existe-t-il une autre pénalité dont la puissance d'intimidation soit supérieure ou égale à celle de la peine de mort ? Et si cette question n'est pas susceptible de recevoir une solution ferme par des considérations tirées uniquement de la défense sociale, trouve-t-on des éléments de décision suffisants, pour ou contre la peine de mort, dans d'autres considérations tirées des mœurs et des convenances sociales ?

Au point de civilisation où nous sommes parvenus, la peine de mort n'étant jamais combinée avec l'application préalable d'une autre peine, on peut dire qu'en fait de hautes pénalités, destinées à la répression de la grande criminalité, nous n'avons

(1) V. plus haut, p. 45.

guère que le choix entre deux moyens : « Ou faire mourir sans faire souffrir, ou faire souffrir sans faire mourir » (1).

Comme d'autre part — toujours dans l'état actuel de nos mœurs — il ne peut être question de faire souffrir un criminel, autrement qu'en le privant de certaines jouissances, qui supposent toutes l'usage de la liberté physique, ce choix se précise ; il se limite à la peine de mort d'un côté, et de l'autre à la peine privative de liberté et par le fait même privative, à un degré qui peut être très variable, de société, de confortable, de repos, de loisir, et de bonne nourriture. On admet en outre généralement que la peine privative de liberté, lorsqu'on veut lui donner une puissance d'intimidation comparable à celle de la peine de mort, doit être perpétuelle. On peut en donner comme preuve que les législations qui ont aboli la peine de mort l'ont remplacée par l'internement perpétuel.

La question de la valeur répressive de la peine de mort est, encore aujourd'hui, passionnément discutée (2), depuis plus de cent ans que le mouvement abolitionniste a pris naissance, principalement sous l'influence des idées de Beccaria. Il serait présomptueux d'entreprendre de lui donner une solution nouvelle et définitive, car tout a été dit et bien dit sur ce sujet. C'est certainement une œuvre plus utile de rechercher les causes qui empêchent l'accord de se faire.

L'une de ces causes est la contradiction, au moins apparente, qui existe entre les résultats fournis par les observations expérimentales, relatives à l'efficacité de la peine de mort. De part

(1) Tarde, *Philosophie pénale*, p. 568. Le chapitre IX et dernier de ce livre est consacré tout entier à la peine de mort. Sa lecture en est indispensable : c'est un véritable examen de conscience, où sont analysées toutes les tendances, toutes les faiblesses, toutes les contradictions de la pensée moderne, mise en face de ce redoutable problème.

(2) Il serait inutile de donner ici la bibliographie complète du sujet. En outre du chapitre ci-dessus cité de la *Philosophie pénale*, de Tarde, on pourra consulter d'Olivecrona, *La peine de mort*, trad. par M. Beauchet, Paris, 1893; Compte rendu dans *Rev. pénit.*, 1893, pp. 566 et s. ; William Tallack, *Penological and preventive principles*, chap. XI « The punishment of death » ; Prins, *Science pénale et Droit positif*, pp. 406 et s. ; Holtzendorff, *Das Verbrechen das Mordes und die Todes strafe*, Berlin, 1875 ; Ferri, *Sociologia criminale*, 4e édition, pp. 875 et s.

et d'autre on se bat à coups de statistiques. Les abolitionnistes produisent une liste d'Etats où la peine de mort a été supprimée en fait ou en droit et dont la criminalité non seulement n'a pas augmenté, mais même, chez quelques-uns, a diminué (1). Ils font également valoir que, même dans les législations pénales qui ont conservé la peine de mort, le nombre des crimes qui la font légalement encourir a considérablement diminué ; cependant on n'a pas constaté un accroissement dans le nombre des infractions sanctionnées autrefois par la peine capitale et qui ont cessé de l'être aujourd'hui. On cite enfin bon nombre de criminels ayant assisté à des exécutions capitales et que cet exemple n'a pas détourné de l'accomplissement de nouveaux crimes.

A l'inverse, les partisans de la peine de mort ne sont guère plus embarrassés pour invoquer l'exemple d'Etats abolitionnistes qui ont rétabli la peine de mort, après l'avoir supprimée ; cette suppression ayant coïncidé avec une élévation de la courbe de la grande criminalité. C'est le cas de huit cantons suisses (2). Ils font aussi observer que les pays où la peine de mort a toujours été régulièrement appliquée, comme l'Angleterre, sont aussi ceux où la criminalité est en voie de décroissance et que l'on a constaté, dans les pays où cette application a été faite par intermittence, une instructive concomitance entre les périodes d'indulgence et la progression de la grande

(1) La peine de mort a été légalement abolie après une désuétude assez longue, en Roumanie (1864), en Portugal (1867), en Hollande (1879), en Italie (1890), dans plusieurs cantons suisses (le projet de Code fédéral la supprime dans la Suisse entière), dans plusieurs Etats de l'Amérique du Nord et de l'Amérique du Sud. En Norwège, en Belgique, en Finlande, la peine n'a pas disparu des Codes, mais n'est plus appliquée en fait. En Belgique notamment il n'y a pas eu d'exécutions capitales depuis 1863. V. *Rev. pénit.*, 1886, pp. 155 et s., les résultats d'une enquête sur la peine de mort et les conséquences de son abolition dans les pays où elle a été supprimée.

(2) La peine de mort avait été abolie en 1874 pour tous les cantons suisses par l'art. 65 de la *Constitution fédérale*. Cet article a été revisé le 18 mai 1879 et les cantons ont recouvré la liberté de rétablir la peine de mort sauf en matière politique. Les cantons d'Uri, de Schwyz, d'Unterwald, du Valais, de Zug, de Lucerne, d'Appenzell et de Saint-Gall ont usé de cette faculté. Conf. *Rev. pénit.*, 1894, pp. 184 et s.

criminalité ; par exemple, en Prusse, de 1854 à 1880, et en France pendant la présidence de M. Grévy (1). Quant à l'argument des abolitionnistes, tiré de crimes accomplis par des individus ayant auparavant été témoins d'exécutions capitales, il trouve facilement sa contre-partie dans l'observation suivante : c'est que l'on ignore le nombre peut-être considérable de ceux qu'un pareil spectacle a véritablement intimidés et détournés du crime. D'ailleurs, on peut être partisan du maintien de la peine de mort, tout en combattant la publicité des exécutions capitales. L'argument est donc inopérant à tous points de vue.

La discussion peut ainsi se prolonger et elle se prolonge en effet sans aboutir à aucun résultat. L'embarras provient non seulement de ce que les abolitionnistes et leurs adversaires paraissent avoir à leur disposition des ressources sensiblement égales comme documentation statistique et comme observations expérimentales, mais aussi de ce qu'il est fort délicat d'apprécier la valeur des témoignages qu'ils apportent.

Prenons comme exemple l'argument des abolitionnistes tiré des législations qui ont supprimé la peine de mort, sans que la marche de la criminalité ait accusé une répercussion quelconque, sans que la criminalité ait cessé de décroître en admettant qu'elle fût en décroissance : mettons en face de lui l'argument absolument opposé des adversaires, tiré du rétablissement par certains pays de la peine capitale, en présence d'une recrudescence du crime. Que faut-il en conclure sinon que le niveau de la moralité publique s'abaisse ou s'élève sous l'influence de causes multiples très diverses, parmi lesquelles l'indulgence et la sévérité de la répression sont loin d'être les principales. « Après tout, dit Tarde, la frayeur de la potence, du sabre ou de la guillotine n'est qu'un des mobiles propres à paralyser l'effet des passions qui poussent au crime » (2).

Dans les pays où l'on a jugé bon de supprimer la peine de

(1) Garofalo, *Criminologie*, pp. 412 et s. On trouvera dans ce livre d'autres exemples du même genre.

(2) *Philosophie pénale*, p. 549.

mort, on l'a fait, parce que depuis longtemps on observait une baisse de la criminalité et en particulier une diminution des grands crimes.

L'abolition de la peine capitale n'a pas empêché les causes plus ou moins profondes de cette diminution de continuer leur bienfaisante action, qui, nous le supposons, est demeurée assez forte, même après la disparition de l'appoint que lui procurait la crainte du châtiment suprême, pour neutraliser l'influence des différents facteurs de démoralisation. Toutefois, comme le fait remarquer encore Tarde, « on oublie de nous dire si, à partir de ce moment, le mouvement de diminution n'a pas perdu de sa rapidité » (1).

A l'inverse, quand un pays rétablit la peine de mort, c'est que sa criminalité augmente, mais également en vertu de causes, parmi lesquelles on peut compter si on veut l'absence de la peine capitale, mais sans la mettre au premier plan.

La peine de mort rétablie, les causes de criminalité subsistent toujours et il peut très bien se faire que la courbe des grands crimes ne fléchisse pas.

Il est une autre raison, moins souvent signalée, qui empêche les discussions relatives à la peine de mort d'aboutir, c'est qu'elles n'ont pas lieu sur un pied d'égalité. Je veux dire par là que les partisans de son maintien se trouvent, sans qu'ils songent à le faire remarquer, dans une situation d'infériorité, quand ils cherchent à établir l'efficacité supérieure de cette peine.

Pour que l'on puisse apprécier l'action d'une peine sur le développement des crimes qu'elle doit réprimer, encore faudrait-il qu'on en fasse une application sérieuse et régulière. Or il n'en est pas ainsi pour la peine de mort dans les législations qui l'ont conservée.

L'association Howard a fait sur ce sujet d'instructives constatations au cours des enquêtes qu'elle a poursuivies en 1881

(1) *Philosophie pénale*, p. 548.

et en 1890, sur l'application de la peine de mort et sa progressive abolition (1).

En Angleterre où, dit M. Tallack, la loi reçoit une application moins capricieuse que partout ailleurs, la peine de mort n'est prononcée que dans 25 o/o des poursuites pour crimes pouvant l'entraîner et la moitié de ces condamnations fait l'objet d'une commutation. En France, la proportion des exécutions par rapport aux condamnations capitales et surtout la proportion des condamnations capitales par rapport aux poursuites pour crimes capitaux sont beaucoup plus faibles et en même temps moins régulières. Il nous paraît même imprudent, à raison de cette irrégularité, de hasarder un chiffre. En Autriche, de 1870 à 1879, sur 806 condamnés à mort pour homicide il y a eu 16 exécutions. En Prusse, sur 231 sentences capitales en quatre ans, on compte également 16 exécutions, soit moins de 8 o/o. En Suède, les condamnations capitales sont suivies d'exécution dans la proportion de 5 o/o. Aux Etats-Unis, sur environ 2.500 assassinats par an, il y a 100 exécutions, auxquelles il faut ajouter 100 lynchages.

Partout, la peine de mort est appliquée avec une extrême réserve, dont je n'apprécie pas en ce moment la raison d'être et l'opportunité, mais qui enlève toute valeur à l'observation comparée des législations qui ont maintenu cette pénalité, avec celles qui l'ont aboli. Il est très probable que si la peine de mort était appliquée et suivie d'exécution aussi régulièrement, en matière de crimes capitaux, que les travaux forcés ou la réclusion en cas de fabrication de fausse monnaie, le pouvoir d'intimidation supérieur de la peine capitale ne tarderait pas à s'imposer avec évidence, même aux abolitionnistes les plus convaincus. Il est clair que lorsqu'on a soumis ce pouvoir d'intimidation au crible de l'acquittement, puis à celui des circonstances atténuantes et enfin à celui de la commutation gracieuse de peine — et je ne parle que des crimes poursuivis

(1) Ferri, *Sociologia criminale*, 4e édit, p. 881, n. 1. *Rev. pénit.*, 1894, pp. 402 et s. Conf. Tallack, *Penological and preventive principles*, p. 245.

— il en reste fort peu de chose et ce n'est pas par cette poussière que l'on peut juger de l'efficacité de la peine de mort.

159. — Nous sommes ainsi amenés à envisager un autre aspect de notre question. Si les juges, qui sont souvent des jurés, appliquent fort peu la peine de mort dans les pays où elle a été maintenue, si les chefs d'Etat mettent si fréquemment obstacle à son exécution par une mesure gracieuse, c'est, il semble, que cette pénalité n'est pas en faveur dans l'opinion publique, c'est qu'il existe contre elle d'autres arguments que ceux que l'on peut invoquer, en se plaçant uniquement sur le terrain de la défense sociale, des arguments qui ne sont plus d'ordre strictement pénitentiaire, mais dont nous ne pouvons cependant nous désintéresser.

Le premier de tous est tiré de l'irréparabilité de la peine de mort. Il est formulé par M. Prins en termes très élevés : « La justice humaine étant relative a besoin de peines relatives, admettant des degrés et éventuellement la réparabilité. La peine de mort participe de l'absolu » (1). Pour prononcer une condamnation à mort, les juges, quels qu'ils soient, exigent que la culpabilité leur soit démontrée avec une certitude d'un degré exceptionnel ; quand les circonstances de la vie nous amènent à prendre une décision grave et définitive, nous ne le faisons autant que possible qu'à coup sûr, et si cette décision concerne autrui, comme la sentence capitale, nous avons le devoir moral d'observer cette règle de conduite plus étroitement encore que lorsque notre intérêt personnel est seul en jeu. Or ce degré exceptionnel de certitude, que l'on rencontre rarement par le fait même de son caractère exceptionnel, est particulièrement peu fréquent en matière de crimes capitaux, car ces crimes sont ordinairement accomplis en secret, le seul témoin qui pourrait fournir des renseignements précis est la victime : la plupart du temps le crime a pour résultat de le faire disparaître.

C'est cependant — si l'on se place au point de vue de l'école

(1) PRINS, *Science pénale et Droit positif*, p. 410.

positive italiennne ; point de vue qui dans l'espèce ne soulèvera, je crois, aucune critique — aux assassins que la peine de mort doit être réservée dans les législations qui la maintiennent.

Telle est l'opinion de Lombroso et de Garofalo, qui s'inspirent non pas tant du besoin d'une énergique intimidation collective — qu'ils ne méconnaissent pas toutefois — que de la nécessité d'éliminer « des êtres moralement dégénérés à l'extrême et perpétuellement insociables » (1) une fois que leur impossibilité d'adaptation est reconnue. « Il n'est pas possible, ajoute Garofalo, que le pouvoir social laisse subsister une seule probabilité, si difficile qu'elle soit, d'une récidive dans un pareil genre d'actes monstrueux. » Dans l'école italienne, la peine de mort trouve donc une double justification — toujours sur l'unique terrain de l'utilité sociale — elle opère la sélection des mieux adaptés, en même temps qu'elle les protège par intimidation contre les entreprises des inadaptables. Je dois observer cependant que Ferri se sépare sur ce point des principaux représentants de cette école. Il ne croit guère à l'efficacité de l'intimidation pénale sur les criminels-nés (2), or par hypothèse les assassins appartiennent à cette catégorie ; il méconnaît de ce chef une des raisons d'être de la peine capitale.

Quant à son utilité comme procédé de sélection artificielle, il la constate, mais il prétend que pour lui faire produire cette utilité il faudrait justement en faire l'application à tous les assassins, ce qui est impossible dans l'état de nos mœurs.

(1) Garofalo, *Criminologie*, p. 408. Conf. Lombroso, *Le crime, causes et remèdes*, Paris, 1899, pp. 518 et s.

(2) L'expression peut être conservée du moment que l'on s'entend sur sa signification. Le criminel né est un individu que des anomalies organiques et fonctionnelles, congénitales ou acquises prédisposent à l'activité purement impulsive, c'est-à-dire la plupart du temps au crime. Les tendances naturelles, qui nous portent à la satisfaction de tous nos appétits et à leur satisfaction par n'importe quel moyen, sont plus violentes chez le criminel-né que chez l'homme normal et rencontrent en lui moins de résistance. Mais il ne s'ensuit pas que le criminel-né, simple prédisposé, commette fatalement des crimes. Tout le monde est d'accord sur ce point. *Rev. pénit.*, 1902, pp. 834 et suiv.

En Italie, il s'agirait d'exécuter plus de quinze cents individus tous les ans : la moyenne annuelle des assassins condamnés est, en effet, plus de 2.000; mais il y aurait lieu de soustraire de ce chiffre quelques centaines de criminels, notamment les criminels par passion ou par provocation, qui n'appartiennent pas, paraît-il, en général, à la catégorie des criminels-nés. Une pareille hécatombe fait horreur et l'on ne peut songer à acheter à ce prix les bienfaits de la sélection (1).

Il ne conviendrait pas d'ailleurs d'apporter quelque fierté pharisaïque dans l'étalage de ce sentiment de répugnance que nous inspire la peine de mort, alors même qu'elle n'est pas prodiguée, mais parcimonieusement appliquée, selon la pratique contemporaine. Cette répugnance n'a rien de raisonné, car nous ne l'éprouvons pas dans bien des circonstances où elle serait plus explicable ; par exemple pour la mort sur le champ de bataille, où elle se complique souvent d'indicibles souffrances; n'y a-t-il pas là et dans de vastes proportions le sacrifice brutal, et parfois peu volontaire, de l'individu aux intérêts collectifs? Nous ne l'éprouvons pas non plus pour les condamnés à mort de notre organisation sociale, ceux que la misère tenaille et conduit souvent au suicide ; nous ne l'éprouvons pas enfin pour ces races dites inférieures, dont la colonisation européenne a poursuivi par tous les moyens l'extermination aux quatre coins du globe. Bien plus, ainsi que le fait remarquer Tarde, il semble que la répulsion que nous ressentons pour la peine de mort est d'autant plus vive qu'elle est prononcée légalement et avec le plus de garanties, je dirai même que nous ne sommes pas sans sympathie pour ce que l'on peut appeler la peine de mort extra-judiciaire pour « l'acte d'un homme diffamé ou d'une femme trahie qui se venge à coups de revolver ». L'inconséquence est manifeste : « De deux choses l'une : ou le public continuera à applaudir l'homme et la femme qui, dans des circonstances intéressantes, se font bourreaux, et alors il devra trouver bon que le bour-

(1) Ferri, *Sociologia criminale*, 4e édit., p. 880 et n. I.

reau légal fasse son office ; ou bien il sera favorable à la suppression de cet effrayant fonctionnaire et dans ce cas il devra se montrer sévère envers les simples citoyens qui usurpent son emploi » (1).

Dans ce sentiment de répugnance pour la peine de mort, il n'y a pas seulement une contradiction, mais une duperie. Savons-nous si, en nous plaçant au seul point de vue du caractère afflictif de la peine, il n'y a pas une dose de souffrance beaucoup plus grande dans la pénalité que nous substituons à la peine capitale que dans la peine capitale elle-même ? La réclusion perpétuelle, avec le préliminaire de plusieurs années de cellule, qui remplace habituellement la peine de mort dans les législations qui l'ont abolie — l'ergastolo par exemple en Italie — ne réserve-t-elle pas au condamné un supplice plus raffiné et plus douloureux que les exécutions capitales avec leurs préparatifs ? L'assassin du roi Humbert II n'a-t-il pas préféré le suicide à la continuation du régime qui lui était imposé ? Ce qui nous émeut, c'est donc moins la réalité de la souffrance elle-même que son appareil extérieur, sa matérialisation en quelque sorte. Il est possible qu'en France tout au moins le mouvement abolitionniste, qui s'est ralenti depuis 1870 (2), perde encore du terrain le jour où l'on se décidera à supprimer la publicité des exécutions capitales.

Cette suppression a déjà été accomplie dans un bon nombre de pays étrangers : en Allemagne, en Angleterre, en Autriche, aux Etats-Unis, en Russie, en Suède, en Suisse et en Espagne (3), l'exécution se fait dans l'intérieur de la prison en présence d'un certain nombre de témoins, autorités judiciaires, membres de la presse, etc. En France, cette réforme a fait l'objet de nombreuses propositions (4), mais n'a pas encore abouti. Avec la suppression de la publicité des exécutions

(1) Tarde, *Philosophie pénale*, p. 552.

(2) Prins, *Science pénale et Droit positif*, p. 410.

(3) *Rev. pénit.*, 1900, p. 563, 1901, p. 794, n. 1. Conf. Vidal, *Cours de Droit criminel*, 2e édit., p. 561, n. 2.

(4) *Rev. pénit.*, 1886, p. 1003 ; 1887, pp. 126, 242, 361 ; 1888, p. 70 ; 1894, p. 923 ; 1896, p. 1441 ; 1900, p. 723 ; 1902, p. 1258.

capitales, perdrait également tout fondement l'un des arguments produits, notamment par M. de Olivecrona, contre la peine de mort (1) : l'exécution risque, dit-il, de transformer l'assassin en héros, le condamné pose pour la galerie, il cherche la réclame, la notoriété et l'opinion publique s'égarent parfois jusqu'à lui montrer de la sympathie. L'exemplarité du châtiment disparaît ainsi.

Tous ces scandales seraient évités, si l'exécution n'avait plus lieu publiquement ; la populace n'y trouverait plus l'occasion de ces joies ignobles, contrastant douloureusement avec la majesté et le recueillement que la mort apporte toujours avec elle.

Il serait bon que la presse fût invitée à rendre compte des derniers moments du condamné avec le plus de sobriété possible, afin de décourager les curiosités malsaines. Dans ces conditions, il ne paraît point paradoxal de soutenir que la peine de mort trouverait dans le caractère secret de son exécution une plus grande puissance d'intimidation.

160. — Je n'ai pas eu l'intention, dans tout ce qui précède, d'esquisser une argumentation en faveur de la peine de mort, mais de réduire à leurs justes proportions les objections qu'on lui oppose. Ces objections ne me paraissent pas assez fortes pour provoquer l'abolition de la peine de mort dans un pays où elle est encore en vigueur, surtout lorsque la criminalité n'y est pas en décroissance. Je crois ainsi que Garofalo (2), et contrairement à Ferri (3), que cette abolition serait une cause de trouble pour la conscience publique, qui l'interpréterait moins comme un progrès humanitaire, que comme un relâchement de la désapprobation que méritent le crime et la méconnaissance des conditions essentielles de la vie sociale. Si la peine de mort nous apparaît moins utile, si nous tendons à sa suppression, si nous acceptons, moins volontiers que les générations qui nous ont précédés, le sacrifice d'un individu — qui est

(1) *Rev. pénit.*, 1893, p. 589.
(2) Garofalo, *Criterio positivo di penalita*, Naples 1880, p. 87.
(3) Ferri, *Sociologia criminale*, 4e édit, p. 882.

un criminel, ne l'oublions pas — à l'éducation morale de la collectivité, c'est peut-être que nous avons du devoir en général, des devoirs sociaux en particulier, une conception moins nette et moins ferme. Dans ces conditions, l'abolition de la peine de mort aurait une valeur symptomatique qui la rendrait inopportune.

A l'inverse, si dans les pays qui ont opéré cette abolition la criminalité suit une marche normale et plutôt rassurante, il n'existe aucun motif d'y rétablir la peine capitale. Ce rétablissement devrait-il être conseillé au cas où la criminalité viendrait à augmenter? J'éprouve de grandes hésitations à répondre; d'abord, ainsi que je l'ai plusieurs fois répété, parce que la sévérité ou l'indulgence de la répression n'ont parfois aucune influence sur l'état de la criminalité, conditionnée par des causes plus profondes; ensuite, parce qu'alors même que la peine capitale posséderait un pouvoir supérieur d'intimidation, ce que je crois pour mon compte, il est absolument impossible de lui faire sortir sa pleine efficacité, en la faisant prononcer toutes les fois qu'elle devrait l'être et exécuter toutes les fois qu'elle est prononcée. Nos mœurs s'y opposent.

Je n'ai donc pas apporté une solution à la question de la peine de mort : j'ai simplement essayé, comme je l'avais promis, de montrer comment elle se pose et de déterminer avec le plus de précision possible pourquoi il ne faut pas songer actuellement à la résoudre. Il faut reconnaître d'ailleurs qu'enFrance tout au moins, l'opinion paraît s'en désintéresser.

La dernière proposition en faveur de la peine capitale a été déposée par le bureau de la Chambre le 2 décembre 1902; elle n'a suscité aucune émotion et son renvoi a été ordonné à la commission de la réforme judiciaire et de législation civile et criminelle (1).

(1) *Rev. pén.*, 1902, p. 1258.

SECTION II

LA PEINE ÉLIMINATOIRE DE LA CRIMINALITÉ PROFESSIONNELLE

Dans cette seconde catégorie de peines éliminatoires, l'élimination n'est plus, comme dans la précédente, un moyen d'aboutir à une intimidation particulièrement énergique, mais elle constitue le but même de la peine. Organiser une peine éliminatoire de ce genre c'est, en quelque sorte, la faillite de la science pénitentiaire, c'est reconnaître qu'il existe des criminels inaccessibles à la crainte, réfractaires à toute action moralisante et à l'égard desquels on ne peut se proposer qu'un but à atteindre : les mettre hors d'état de nuire et de répandre la contagion criminelle. L'incorrigibilité est un fait que l'on ne discute plus aujourd'hui : appeler un criminel incorrigible ce n'est pas nier la possibilité théorique de son retour au bien, même si l'on admet que la criminalité professionnelle a ordinairement sa source dans une prédisposition physique (1) — et beaucoup de positivistes italiens se hasardent à tort dans cette négation absolue — non, l'incorrigibilité c'est la constatation pratique de l'inefficacité, relativement à certains criminels, des moyens de répression dont la Société dispose (2).

Tout le monde est également d'accord pour reconnaître que la peine des incorrigibles doit avoir un caractère éliminatoire prépondérant et il n'y a de divergence que sur l'organisation de cette élimination.

(1) Conf. Griffiths, Communication au IV^e^ Congrès d'anthropologie criminelle de Genève, sur le traitement pratique de la récidive, *Actes du Congrès*, p. 343.

(2) Aussi Dona Concepcion Arenal au Congrès pénitentiaire de Saint Pétersbourg (1890) a-t-elle fait observer qu'il vaudrait mieux dire incorrigé qu'incorrigible. Les discussions de ce Congrès sont très utiles à consulter en ce qui concerne le criterium pratique de l'incorrigibilité, question qui ne relève pas de la science pénitentiaire, mais de la criminologie. Conf. également sur cette question les travaux de l'« Union internationale de droit pénal ». *Bulletin de l'U. I. D. P.*, 1889, pp. 92 et s., 1891, pp. 64 et s., 210 et s., 1892, pp. 295 et s.

Il est même intéressant de remarquer avec quelle unanimité les criminalistes de toutes les écoles se sont résignés à admettre cette nécessité d'une pénalité ayant comme but principal l'élimination (1). Cet intérêt s'accroît encore si l'on observe que la peine éliminatoire, réprimant la criminalité professionnelle, est dirigée bien moins contre telle ou telle infraction déterminée, que contre le criminel lui-même, considéré à raison de son passé comme inadaptable à la vie sociale. « Il y a là, dit M. Saleilles, comme une inspiration directe de l'école italienne » (2). Disons plutôt que, sur le terrain des faits, il y a des vérités expérimentales qui s'imposent à tous les praticiens, quelles que soient leurs convictions scientifiques et philosophiques : j'hésite à croire en effet que les promoteurs de notre loi du 27 mai 1885 sur la relégation, et notamment le principal d'entre eux M. Bérenger, ait subi à un degré quelconque l'influence des doctrines lombrosiennes.

161. — L'organisation du régime de la peine éliminatoire ne paraît pas, à première vue, soulever de graves difficultés. De régime, à vrai dire, il ne devrait point y en avoir, à moins qu'on appelle de ce nom la simple mise hors d'état de nuire (Die unschädlichmachung).

Reste à savoir si, pour aboutir à ce résultat, on procédera par voie d'internement sur le territoire métropolitain, comme l'a proposé M. Stoos, dans son projet de Code pénal suisse (3), ou par voie de relégation sur le territoire d'une colonie quelconque, comme l'a fait en France la loi du 27 mai 1885. Dans ce dernier cas, la mise hors d'état de nuire n'est pas absolue; les habitants de la métropole en profitent, mais aux dépens des habitants de la colonie, obligés de subir la présence de ce rebut humain. On pourrait cependant songer — l'idée a été émise par M. Garçon (4) — à sacrifier complètement une île

(1) La liste en est curieuse, on en trouvera un aperçu dans Ferri, *Sociologia criminale*, 4e édit., p. 890.

(2) Saleilles, *Individualisation de la peine*, p. 186.

(3) *Rev. pén.*, 1894, p. 190.

(4) *Rev. pén.*, 1896, p. 386.

au service de la relégation. L'île toute entière serait transformée en prison, sans autres habitants que les condamnés incorrigibles et le personnel de garde indispensable. Dans ces conditions, la relégation se confond avec l'internement, et ces deux solutions ne peuvent plus guère être mises en opposition qu'au point de vue de leurs avantages et de leurs inconvénients pécuniaires.

A examiner de plus près cette question du régime de la peine éliminatoire, elle apparaît un peu moins simple. D'abord, tout en admettant le fait de l'incorrigibilité, on doit toujours laisser une porte ouverte au repentir possible, quoique non probable. Il est entendu que la réforme morale du criminel cesse d'être le but principal de la peine, mais, si cette réforme se produit inopinément et spontanément, encore faut-il que la barrière créée entre le condamné et la société qui l'a retranché de son sein ne soit pas absolument insurmontable. On peut se montrer plus ou moins libéral, en ce qui concerne la place qu'il convient de faire, dans l'organisation de la peine éliminatoire, à cette prévision de l'amendement inespéré d'un incorrigible. C'est ainsi que l'article 16 de la loi du 27 mai 1885 — si critiqué par les coloniaux (1) — ne peut être classé parmi les solutions libérales. Il n'admet le relégué de bonne conduite à demander d'être relevé de la relégation qu'au bout de six ans de présence sur le territoire de la colonie. La procédure de cette demande est compliquée et peu encourageante. En pratique, cette disposition est à peu près inappliquée, ce qui enlève tout intérêt aux reproches qu'on lui a adressés. Il est cependant utile de faire observer à ce propos que ces reproches ne sont guère fondés. La relégation ne s'inspire pas des intérêts de la colonie, mais de ceux de la métropole ; elle a pour but l'élimination des incorrigibles; si, parmi ces incorrigibles, il s'en rencontre un qui prouve contre toute attente qu'il est corrigé, l'élimination perd à son égard toute raison d'être. L'article 16 est donc en harmonie avec

(1) V. *sup*. p. 477.

l'esprit général et le but de la loi de 1885 et l'on ne peut que regretter que l'on ait conçu des espérances coloniales au sujet de l'application de cette loi.

Dans le projet de Code pénal suisse, après cinq ans d'internement, peut intervenir la libération conditionnelle (1) (art. 24-30). Dans le projet de Code pénal français, qui maintient la relégation, à un instant quelconque on peut mettre en liberté conditionnelle les relégués qui offrent des garanties de bonne conduite et dont le travail en liberté paraît devoir être plus profitable à la colonie : mais le relégué libéré ne peut revenir en France (2). Dans le Code pénal norvégien, du 22 mai 1902, le récidiviste, réputé incorrigible par application d'un criterium légal établi par le § 65 de ce Code, peut être retenu en prison, après l'expiration de cette peine, pendant un temps qui ne peut dépasser le triple de sa durée, ni être en tous cas supérieur à 15 ans. Cet internement cesse dès qu'on estime que le récidiviste peut être remis en liberté sans inconvénient : à l'inverse, il est prolongé — sous la réserve des limites qui viennent d'être indiquées — tant qu'on le juge encore nécessaire (so lange es erforderlich erscheint) (3). Il y a là l'organisation d'une sorte de sentence indéterminée à l'usage des criminels de profession. Nous avons vu plus haut que les sentences indéterminées ont été également appliquées aux jeunes criminels et aux délinquants primaires amendables.

Cette institution apparaît donc comme une panacée, pouvant être utilisée avec profit pour le traitement de catégories bien différentes de condamnés (4). Il est vrai que tous ses partisans

(1) *Rev. pén*, 1894, p. 190. *Bulletin de l'U. I. D. P.*, 1896, t. VI. Appendice.

(2) *Rev. pén.*, 1893, p. 192.

(3) *Code pénal Norvégien*, § 65, 2°. Ce Code a été publié comme supplément de la 1re livraison du XIIe volume (1905), du *Bulletin de l'U. I. D. P.*

(4) Telle parait bien être la conception que s'en fait M. Van Hamel dans son rapport à la Société des Prisons sur les sentences indéterminées, *Rev. pen.*, 1899, p. 672. On trouvera dans ce rapport un plan d'organisation de commissions mixtes, chargées de procéder à des examens réguliers et périodiques des condamnés et de statuer sur l'opportunité de leur libération ou de la prolongation de leur séjour en prison.

n'en font pas un aussi libéral usage et quelques-uns en restreignent précisément l'application à la peine éliminatoire qui frappe les incorrigibles (1).

A un second point de vue, l'organisation de cette peine se complique par la nécessité d'introduire quelques classifications dans le personnel des incorrigibles. Ces classifications me paraissent avoir été très heureusement précisées par M. Lilienthal dans son rapport sur la première question de la deuxième session générale de l'Union internationale de droit pénal, qui s'est tenue à Berne au mois d'août 1890 (2). Il estime que le régime de la peine éliminatoire doit se différencier en considération : 1° du degré de dégénérescence de l'incorrigible ; 2° de son degré de nocuité ; 3° de son aptitude au travail. Pour les incorrigibles, profondément dégénérés, il propose la création d'établissements analogues aux maisons d'aliénés.Pour les incorrigibles dangereux, dégénérés ou non, il suffirait de quartiers spéciaux dans les prisons. Enfin pour les incorrigibles non dangereux et capables de travailler, il faudrait réserver certaines maisons de travail, dans le genre de celles qui servent dans quelques pays à l'internement des mendiants et des vagabonds ; soumis à des mesures répressives.

Il est à craindre que le juge n'éprouve toujours quelque répugnance à faire l'application de la peine éliminatoire même organisée avec discernement. Nous en avons la preuve en France, où ce ne sont pas les défauts, d'ailleurs bien exagérés, de la loi du 27 mai 1885, qui expliquent la tendance des magistrats à en faire un usage de plus en plus restreint.

Le nombre des condamnés à la relégation qui était, en 1887, de 1.737 ; en 1888, de 1.434, est tombé graduellement à 611 en 1902 (3). Il est certain que les premières années d'applica-

(1) M. Prins, par exemple, *Rev. pén.*, 1899, p. 690. Conf. les références du *Bulletin de l'U. I. D. P.* p. 493, n. 2.

(2) *Bulletin de l'U. I. D. P.*, II, 1891, pp. 72 et s.

(3) Consultez sur ce point les rapports annuels de la « Commission de classement des récidivistes », publiés par le *Journal officiel* et analysés par la *Revue*

tion de la loi de 1885 devaient fournir un chiffre exceptionnellement élevé de condamnations à la relégation, puisqu'il y avait à faire, pour ainsi dire, la liquidation d'un « stock » accumulé de repris de justice, mais cette période de liquidation est terminée depuis longtemps et le nombre des condamnations continue à décroître, beaucoup plus rapidement que celui des récidivistes (1). Il y a de cette désuétude progressive plusieurs causes, parmi lesquelles la principale est la propension naturelle du juge à donner satisfaction aux réactions d'ordre moral provoquées par le crime, plutôt qu'aux nécessités de la défense sociale (2).

Malgré eux, les magistrats ne peuvent s'empêcher d'introduire une certaine proportionnalité entre la dernière faute commise et la condamnation qui la sanctionne ; ils se font difficilement à l'idée de punir tout un passé, à l'occasion de cette dernière faute, souvent peu grave à la considérer en elle-même. La relégation, peine perpétuelle, leur apparaît alors comme une répression trop sévère et formidablement disproportionnée. Puis, ils entendent répéter autour d'eux que la loi de 1885 est mal faite, que son application coûte cher à l'Etat, sans aucun profit pour les colonies ; ils savent que l'Administration n'apporte pas plus d'entrain que la magistrature elle-même à assurer son fonctionnement régulier et que chaque année un certain nombre de relégués sont retenus dans les maisons centrales après l'expiration de leur peine (3). On ne saurait s'étonner dans ces conditions que les cours et tribunaux persévèrent dans leur pratique actuelle.

pénitentiaire. V. également *Répertoire* de FUZIER-HERMANN, v° *Régime pénitentiaire*, n. 391 une statistique comparée de l'application de la loi du 27 mai 1885, de celle du 26 mars 1891 et de la marche de la récidive depuis 1886.

(1) Ce dernier est en effet en voie de décroissance depuis que s'est fait sentir l'influence de la loi du 20 mars 1891. La loi du 3 avril 1903, qui a modifié le § 2 de l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885, a été mise trop récemment en vigueur, pour que l'on ait pu se rendre compte si elle a eu comme résultat l'application un peu plus fréquente de la relégation.

(2) V. Introd. pp. 20 et s.

(3) Cette pratique fait l'objet de critiques périodiquement renouvelées. V. le dernier rapport sur le budget des services pénitentiaires, *Rev. pénit.*, 1904, p. 1126.

En somme, on s'est fait au sujet de la relégation des illusions de même nature, mais bien moins excusables, que celles que la transportation avait fait concevoir.

On devait bien s'attendre à ce que le personnel des relégués fût encore plus difficilement utilisable que celui des transportés : ce sont des individus qui ont franchi toutes les étapes de la décadence physique et morale ; alors même qu'on les eût expédiés immédiatement dans les colonies, sans leur faire subir préalablement leur dernière peine dans les prisons métropolitaines — c'est un vœu qui a été souvent exprimé, notamment par M. Leveillé (1) — leur main-d'œuvre ne serait pas devenue plus productive. Leur « anémie » ne date pas de leur dernier séjour en prison, elle a des causes plus lointaines et dans une certaine mesure irrémédiables. Il faut se résigner à admettre qu'une peine éliminatoire doit aboutir à une perte sèche pour l'Etat, qui doit avoir le courage de se l'imposer, en considération des crimes et des dommages que cette élimination a pour but de prévenir.

(1) *Institutions pénitentiaires*, p. 285.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
R.F.
IMPRIMÉS.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

PRÉFACE, pp. I, II.

INTRODUCTION A LA SCIENCE PÉNITENTIAIRE

CHAPITRE PREMIER. — *Les fonctions de la peine*, pp. 1-47.

1. Objet de la science pénitentiaire, elle ne se confond pas avec l'histoire sociale de la peine, p. 1. — **2**. Difficultés de cette histoire et conception erronée que l'on s'en fait parfois, p. 3. — **3**. Critique de cette conception, l'idée d'expiation est aussi ancienne que celle de vengeance et d'intimidation, p. 6. — **4**. Les fonctions actuelles de la peine, p. 8. — **5**. Prévention individuelle et collective, p. 10. — **6**. Dans quelle mesure les différentes fonctions de la peine se concilient-elles ? Des conflits sont inévitables, p. 11. — **7**. Conflit entre les fonctions morales et les fonctions utilitaires. Comment doit-on poser la question du droit de punir si on veut la résoudre, p. 13. — **8**. Les organes des fonctions de la peine, la Loi, le Juge, l'Administration, leurs tendances respectives, p. 15. — **9**. Le rôle de la Loi, p. 17. — **10**. Le rôle du Juge. Le jury et les magistrats de profession, p. 20. — **11**. Le rôle de l'Administration, p 27. — **12**. Résumé des considérations précédentes, p. 30. — **13**. Importance de ces considérations pour l'étude des conflits entre les différentes fonctions de la peine, p. 31. — **14**. Solution rationnelle du conflit entre les fonctions morales et les fonctions utilitaires, p. 32. — **15**. Conflit entre les différentes fonctions utilitaires, p. 39. — **16**. Influences qui favorisent la prépondérance des fonctions de prévention individuelle, p. 42.

CHAPITRE II. — *La science pénitentiaire*, pp. 47-65.

17. Justification de la définition fournie au chapitre précédent, p. 47. — **18**. Origine et acception primitive du terme *science pénitentiaire*, p. 47. — **19**. Elargissement de cette acception, p. 49. — **20**. Classification des différentes sciences relatives à la criminalité. Place de la science pénitentiaire dans cette classification, p. 53. — **21**. Méthode de la science pénitentiaire, p. 57. — **22**. Division du traité, p. 60.

PREMIÈRE PARTIE

Les peines éducatrices

CHAPITRE PREMIER. — *Exposé de la législation française*, pp. 65-88.

23. Division du chapitre, p. 65.

SECTION PREMIÈRE

24. Période antérieure à la loi du 5 août 1850, p. 65.

SECTION II

25. Régime de la loi de 1850, p. 67.

SECTION III

26. Modifications et compléments apportés postérieurement à la loi de 1850 à l'organisation et au régime des peines éducatrices, p. 71. — **27**. Modifications relatives à l'éducation morale, religieuse et professionnelle et au régime disciplinaire, p. **72**. — **28**. Modifications relatives à la distinction des établissements publics et privés, p. 79. — **29**. Modifications relatives à la classification et au nombre des établissements affectés aux jeunes délinquants, p. 80. — **30**. Modifications relatives aux conséquences que peut avoir pour un mineur l'application des articles 66 et 67 du Code pénal. Loi du 19 avril 1898, p. 81.

CHAPITRE II. — *Etude pénitentiaire des peines éducatrices*, pp. 88-171.

31. Division du chapitre, p. 88.

SECTION PREMIÈRE

32. Classification des jeunes délinquants et différentes formes de peines qui lui correspondent. Minorité pénale et période d'irresponsabilité, p. 88. — **33**. Etude de la classification organisée par la loi de 1850, p. 92. — **34**. Autre classification organisée postérieurement à la loi de 1850, p. 93. — **35**. La sélection des anormaux, p. 95. — **36**. Recherche d'une classification rationnelle des enfants normaux. De la possibilité pratique d'une classification d'après le degré de perversité morale, p. 99. — **37**. La sélection par âge. Sa supériorité, p. 104. — **38**. Différentes sélections pouvant se combiner avec la sélection par âge. En premier lieu la sélection morale, insuccès de la sélection morale légale, p. 110. **39**. La sélection morale judiciaire. A quelles conditions pourra-t-elle être efficace? p. 114. — **40**. De la nécessité de laisser la sélection par âge à la base de l'organisation des peines éducatrices alors même que l'on pourrait avoir pleine confiance dans le bon fonctionnement de la sélection morale judiciaire, p. 120. — **41**. La sélection morale administrative. Quelle est l'administration qui doit être chargée de cette sélection? p. 127. — **42**. Les procédés de la sélection morale administrative ; la sélection des meilleurs et la sélection des pires, p. 129.

SECTION II

43. Conditions générales d'efficacité de la peine éducatrice, p. 137. — **44**. Nécessité de petits effectifs d'enfants, p. 137. — **45**. Nécessité d'un personnel nombreux et choisi, p. 139. — **46**. Il faut éviter la peine éducatrice de courte durée, p. 141.

SECTION III

47. Principaux moyens de moralisation, p. 142. — **48**. L'éducation morale et religieuse, p. 143. — **49**. L'instruction, p. 146. — **50**. L'éducation professionnelle, p. 148. — **51**. Le régime disciplinaire, p. 156. — **52**. La libération conditionnelle, p. 160.

SECTION IV

53. Distinction des établissements publics et privés, p. 166.

DEUXIÈME PARTIE

Peines d'intimidation pure ou d'avertissement

54. Généralités, p. 171.

CHAPITRE PREMIER. — *Exposé de la législation française*, pp. 173-191.

55. Division du chapitre, p. 173.

SECTION PREMIÈRE

56. Les courtes peines d'emprisonnement, p. 173. — **57.** Leur régime, p. 176.

SECTION II

58. L'amende, p. 179. — **59.** Procédés de recouvrement, p. 183. — **60.** Exécution de la condamnation à l'amende contre les héritiers du condamné, p. 186.

SECTION III

61. La condamnation prononcée avec sursis, p. 186. — **62.** Conditions du sursis, p. 187. — **63.** Effets du sursis pendant le délai et après son expiration, p. 188. — **64.** Causes de déchéance, p. 189.

CHAPITRE II. — *Etude pénitentiaire des peines d'intimidation pure*, pp. 191-243.

65. Division du chapitre, p. 191.

SECTION PREMIÈRE

66. De la courte peine d'emprisonnement utilisée comme peine d'intimidation ou d'avertissement, p. 191. — **67.** Son inefficacité comme moyen de prévention individuelle doit-elle aboutir à la faire disparaître d'une bonne législation pénale, p. 195.

SECTION II

68. Des pénalités qui pourraient être substituées à l'emprisonnement de courte durée. Historique de la question, p. 197. — **69.** Lenteur du progrès législatif sur ce terrain, p. 200. — **70.** La condamnation conditionnelle ; critiques générales contre cette institution, p. 201. — **71.** Critique particulière de la loi du 26 mars 1891, p. 266. — **72.** Insuffisance de la condamnation conditionnelle comme palliatif des courtes peines d'emprisonnement, p. 209. — **73.** Autres pénalités pouvant être substituées la courte peine d'emprisonnement. Division, p. 210. — **74.** Peines pécuniaires, leur effet lucratif, utilisation du produit de l'amende, p. 211. — **75.** Effet privatif, valeur pénitentiaire de la peine pécuniaire, p. 213. — **76.** Le problème du recouvrement ; examen des principales solutions, p. 207. — **77.** Corvées pénales et prestations en nature, critique de la corvée pénale obligatoire, p. 222. — **78.** Corvée pénale facultative, p. 225. — **79.** Peines purement corporelles, p. 228. — **80.** Peines morales, p. 231. — **81.** Le pardon avec réprimande, p. 233. — **82.** L'institution du pardon doit-elle être admise dans une législation qui a déjà accueilli la con, damnation avec sursis, p. 237. — **83.** L'interdiction de certains droits, p. 241.

TROISIÈME PARTIE

Les peines réformatrices

84. Introduction et division, pp. 243, 245, 294.

CHAPITRE PREMIER. — *Exposé de la législation française sur les peines réformatrices métropolitaines.* — **85**. Division, p. 245.

SECTION PREMIÈRE

86. Des différentes sortes de peines réformatrices métropolitaines et du lieu de leur exécution, p. 245.

SECTION II

87. Personnel chargé des peines réformatrices métropolitaines, p. 251. — **88**. Administration centrale. Direction générale, p. 251. — **89**. Inspection générale, p. 251. — **90**. Conseil supérieur des prisons, p. 254. — **91**. Administration locale, p 257. — **92**. Commissions de surveillance, p. 259.

SECTION III

93. Régime des peines réformatrices métropolitaines. Division, p. 260. — **94**. Système d'emprisonnement, p. 260. — **95**. Régime physique, hygiène, alimentation, p. 266. — **96**. Régime moral, instruction, éducation, p. 269. — **97**. Régime disciplinaire, p. 270. — **98**. Grâce et libération conditionnelle, p. 276.

SECTION IV

99. Organisation du travail, p. 280. — **100**. Divers modes d'exploitation de la main-d'œuvre pénale, p. 281. — **101**. Pécule du détenu, p. 285. — **102**. La loi du 9 avril 1898 s'applique-t-elle aux accidents du travail pénitentiaire ? p. 291.

CHAPITRE II. — *Etude pénitentiaire des peines réformatrices métropolitaines*, pp. 294-404.

103. Division du chapitre, p. 294.

SECTION PREMIÈRE

104. Systèmes d'emprisonnement ; historique de l'emprisonnement cellulaire, p. 294. — **105**. Howard, son œuvre, p. 303. — **106**. Diffusion des théories pénitentiaires, p. 307. — **107**. Etats-Unis, p. 507. — **108**. Comparaison du système auburnien et du système pensylvanien, p. 312. — **109**. Angleterre, réforme des country Jails, p. 318. — **110**. La servitude pénale. Le système progressif ou irlandais, p. 320. — **111**. Belgique, p. 326. — **112**. Régime de la loi belge du 4 mars 1870, p. 328. — **113**. Examen critique du système cellulaire belge, p. 332. — **114**. France. Les précédents de la loi de 1875, p. 336.

SECTION II

115. Moyens de moralisation, division, p. 316. — **116**. Education morale et religieuse, instruction, p. 317. — **117**. Régime disciplinaire, p. 350. — **118**. Libération conditionnelle, p. 353. — **119**. Les sentences indéterminées, p. 356.

SECTION III

120. Le travail pénitentiaire. Division, p. 368. — **121**. Buts et caractères du travail pénitentiaire, p. 368. — **122**. Le travail doit être utile et productif, p. 370. — **123**. Le travail doit fournir au détenu libéré des moyens d'existence, p. 371. — **124**. Le travail doit être conforme aux aptitudes du détenu. La question du travail all'aperto, p. 371. — **125**. Le travail doit être rémunéré, p. 376. — **126**. Modes d'exploitation, p. 379. — **127**. La régie comparée à l'entreprise, p. 380. — **128**. La concurrence du travail pénal au travail libre p. 384.

SECTION IV

129. Le personnel de garde et d'administration, son recrutement, p. 395. —

130. La question du rattachement de l'administration pénitentiaire au ministère de la justice, p. 397.

CHAPITRE III. — *La peine réformatrice coloniale (transportation). Exposé de la législation française*, pp. 404-440.

131. Introduction et division, p. 404.

SECTION PREMIÈRE

132. Les lieux de transportation, p. 408. — **133**. La transportation abandonnée en Nouvelle-Calédonie. L'utilisation possible de la main-d'œuvre pénale en Guyane, p. 412.

SECTION II

134. Le régime disciplinaire. Le décret du 18 juin 1880, p. 416. — **135**. Régime du décret du 4 septembre 1891, p. 421.

SECTION III

136. Mode d'exploitation de la main-d'œuvre des transportés en cours de peine, p. 426. — **137**. Les contrats de main-d'œuvre, p. 427. — **138**. L'assignation individuelle, p. 433.

SECTION IV

139. La mise en concession et la libération, p. 434. — **140**. Le régime du décret du 18 janvier 1895, p. 435. — **141**. La libération, p. 438.

CHAPITRE IV. — *Etude pénitentiaire de la peine réformatrice coloniale*, pp. 441-465.

142. Illusions que l'expatriation pénale a fait concevoir, p. 441. — **143**. Critique de la loi de 1854. Les différents buts possibles de l'expatriation pénale, p. 443. — **144**. Pluralité des formes de la transportation, p. 445. — **145**. Histoire de la transportation anglaise en Australie, p. 446. — **146**. Enseignements que cette histoire comporte, p. 453. — **147**. Possibilité de mettre la main-d'œuvre pénale à la disposition des colonies sans leur imposer la présence des libérés. Les sections mobiles, p. 455. — **148**. La question des libérés, p. 459. — **149**. Conclusion, p. 462.

QUATRIÈME PARTIE

Les peines éliminatoires

CHAPITRE PREMIER. — *Exposé de la législation française*, pp. 465-478.

SECTION PREMIÈRE

150. La peine de mort, p. 465.

SECTION II

151. La relégation, p. 466. — **152**. Conception originaire des auteurs de la loi du 27 mai 1885, p. 468. — **153**. La relégation individuelle, p. 470. — **154**. La relégation collective, p. 471. — **155**. La commission de classement et les dispenses de relégation, p. 475.

CHAPITRE II. — *Etude pénitentiaire des peines éliminatoires*, pp. 478-499.

SECTION PREMIÈRE

156. La peine éliminatoire de la grande criminalité. Comment se pose la ques-

tion de la peine de mort, p. 478. — **157.** La fonction de prévention collective devient prépondérante dans la répression de la grande criminalité, p. 480. — **158.** Le problème de l'efficacité répressive de la peine de mort, p. 481. — **159.** Critiques dirigées contre la peine de mort, à un point de vue autre que celui de l'efficacité répressive, p. 487. — **160.** Conclusion, p. 491.

SECTION II

161. La peine éliminatoire de la criminalité professionnelle, p. 493. — **162.** Son régime, p. 494.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
R.F.
IMPRIMÉS.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

A

Accidents du travail dans les prisons, p. 291.
Administration pénitentiaire, p. 251 ; — centrale, p. 251 ; — locale, p. 257.
Amende : Effet privatif ; Effet lucratif, pp. 179, 211, 213 ; Absence de systématisation législative de l'amende, p. 181 ; Recouvrement de l' — pp. 183, 220 et s. ; Avantages de l' — p. 213 , Condition d'efficacité de l' — p. 218.
Amendement : But de la peine, p. 28 ; Maisons et quartiers d' — p. 261.
Angleterre, régime progressif, pp. 318 et s.
Anormaux, Enfants — p. 95.
Assignation individuelle, p. 433.
Assistance publique départementale : Son rôle dans l'exécution de la loi du 19 avril 1898, pp. 82, 86, n. 1.
Autorités qui interviennent dans la fixation de la peine, leur tendance respective, p. 30.

B

Belgique : Réforme pénitentiaire en — pp. 326 et s.

C

Colonies pénitentiaires, p. 68 : Régime, pp. 72 et s. ; Distinction des colonies publiques et privées, pp. 79, 166, et s.
Colonisation pénale, p. 454.
Colonies correctionnelles, p. 69 ; Questions des — et des quartiers correctionnels, p. 134.
Circonscriptions pénitentiaires, p. 257.
Commission de classement des récidivistes, p. 475.
Commissions de surveillance, p. 259.
Concessions de terre aux transportés, pp. 434 et s. ; Aux relégués, p. 474 ; Concessions supplémentaires (décret du 9 octobre 1901), p. 436, n. 1.
Concurrence du travail des prisons au travail libre, pp. 384 et s. ; Concurrence de prix, p. 388 ; Concurrence de quantité, p. 390 ; Remèdes à la — p. 392.
Condamnation conditionnelle : Régime de la loi de 1891, p. 187 et s. ; Critiques générales et spéciales, pp. 202, 206. La — et la prévention collective, p. 39.
Congrès pénitentiaires, p. 50.
Conseil supérieur des prisons, pp. 254 et. s.
Contrainte par corps, pp. 183, 217.
Contrats de main-d'œuvre, leur origine, p. 427 ; Critique des — p. 429 ; Réglementation des — p. 430.
Corvées pénales, pp. 222 et s. ; facultatives, p. 225 ; Prestations en nature du Code forestier, p. 185.
Courtes peines d'emprisonnement, pp. 173, 191 et s. ; Acception administrative du mot, p. 173 ; Acception pénitentiaire, p. 174 ; Fréquence des — p. 175 ; Régime des — p. 177 ; Valeur répressive des — pp. 192, 195 ; Pénalités qui pourraient être substituées aux — pp. 197 et s.
Crime, difficulté de la définition du — pp. 1, 2, n. 1.

E

Ecoles de réforme, pp. 80, 109 ; — Spéciale pour les amendés des colonies pénitentiaires, p. 133.
Education morale et religieuse des jeu-

nes détenus, pp. 73, 143 ; — Des détenus adultes, p. 347.
Education professionnelle des jeunes détenus, pp. 148 et s.
Effectifs réduits : Nécessité des — dans les colonies pénitentiaires p. 137.
Enervement de la peine de la transportation. pp. 417 et s.
Entreprise, comparaison de l' — avec la régie, pp. 379 et s.
Etats-Unis: Régime cellulaire aux — pp. 307 et s.
Expatriation pénale, étude pénitentiaire de l' — pp. 441 et s. ; Buts de l' — p. 443.
Expiation, ancienneté de l'idée d'— p. 6.
Evolution de la peine, critique de la théorie courante, p. 3.

F

Fixation de la peine ; Fixation légale, p. 17 ; Fixation judiciaire, p. 20 ; Fixation administrative, p. 27.
Fixité de la peine, pp. 17 et s.
Fonctions de la peine, pp. 2 et s. ; Fonctions morales, p. 8 ; Fonctions utilitaires, p. 9 ; Conflit entre les fonctions morales et utilitaires, p. 10 ; Conflit des fonctions utilitaires entre elles, p. 39.
France : réforme pénitentiaire en — pp. 336 et s. : Œuvre de la restauration, p. 340 ; Interruption de la réforme, p. 342 ; Reprise de la réforme, p. 344.

G

Grâce : Comparaison avec la libération conditionnelle, p. 276.
Guyane : Histoire de la transportation en — pp. 409 et s. ; Utilisation de la main-d'œuvre pénale en — p. 412.

H

Howard, sa vie, son œuvre, pp. 303 et s.

I

Inspection générale des services administratifs. p. 251 ; Décret du 24 février 1901 sur l' — p. 252 ; Critique de l'organisation actuelle. pp. 252 et s.
Irresponsabilité pénale : Période d' — p. 89.
Intimidation : Ancienneté de l'idée d' — Son rôle répressif, p. 11.
Instruction des jeunes détenus, p. 146 ; des détenus adultes, p. 350.
Interdiction de certains droits, p. 241.

J

Justice : Sentiment de — Son utilisation comme critérium répressif. p 36.
Journal pour les prisonniers, pp. 349, 365.
Juges correctionnels : Façon de juger des — p. 23.
Jury : Façon de juger du — p. 22.
Juridiction spéciale aux enfants délinquants, p. 116.

K

Katorga, p. 460.

L

Libération des transportés : Régime de la — p. 438 ; La question de la — p. 459.
Libération conditionnelle des jeunes détenus (loi de 1850, p. 160) ; — des détenus adultes, pp. 276 et s. ; pp. 353 et s.
Loi du 27 mai 1885 : Précédents de la — pp. 468 et s. ; Régime de la — pp. 470 et s. ; Diminution dans l'application de la — p. 497.
Loi du 30 mai 1854 : Esprit de la — p. 404 ; Régime de la — p. 406 ; Critique de la — p. 445.
Loi du 4 février 1893, p. 264 ; Son exécution, p. 265
Loi du 5 juin 1875, p. 261 ; Causes de son inapplication, pp. 262 et s.
Loi du 19 avril 1898. pp. 82 et s.
Loi du 5 août 1850 : Régime de la — pp. 67 et s. ; Période antérieure à la — p. 65 : Modifications apportées à la — pp. 71 et s. ; Critique de la — pp. 92 et s.

M

Main-d'œuvre pénale : Divers modes d'exploitation de la — p. 281 ; Entreprise, régie, système des confectionnaires, p. 282 ; Détermination des prix de — pp. 283 et s.
Maisons pénitentiaires, p. 69.
Maisons centrales : Classification, p. 247 ; Nombre des — p. 247, n. 1.
Marques : Usages des — dans le système progressif, p. 322 ; dans les réformatories, p. 366.
Motif de l'infraction, p. 37.

N

Nouvelle-Calédonie, Histoire de la transportation en — p. 410.

P

Panopticon de Bentham, p. 337, n. 3.
Pardon avec réprimande, p. 232 ; Comparaison du — avec la condamnation conditionnelle, p. 237 ; propositions législatives relatives au — pp. 233 et s.; — accordé par le juge d'instruction (proposition Bérenger), p. 239 ; — accordé par le parquet, p. 241.
Patronage familial, p. 122, n. 2.
Pécule, p. 285 ; caractère du — pp. 286 et s.; réglementation du — p. 288 ; étude pénitentiaire du — p. 376.
Peines d'intimidation pure, législation des — p. 173 ; Etude pénitentiaire des — p. 191.
Peines non déshonorantes, p. 210, n. 1.
Peine, définition, p. 1 ; Histoire sociale de la peine, p. 3 ; Fonctions de la peine, pp. 10 et suiv.
Peines éducatrices, législation des — pp. 65 et s. ; Etude pénitentiaire des — pp. 88 et s.
Peines morales, p. 231.
Peine de mort : Législation française de la — p. 465 ; Etude pénitentiaire de la — pp. 481 et s.; Critiques contre la — pp. 487 et s.; La — et l'école italienne, p. 488.
Peines corporelles, pour les jeunes détenus, pp. 156 et s.; pour les délinquants et adultes, pp. 228 et s. ; p. 353.
Peines réformatrices métropolitaines, législation des — p. 245; Etude pénitentiaire des — p. 294.
Pénitenciers agricoles, p. 248.
Personnel, des maisons d'éducation correctionnelle, p. 139 ; — des maisons centrales et des prisons départementales, p. 258.
Placement familial, p. 125 ; p. 131 ; p. 163.
Prétoire de justice disciplinaire, p. 273.
Prévention individuelle et collective, p. 10 ; Prépondérance de la prévention individuelle sur la prévention collective, p. 42.
Prisons départementales ou de courtes peines, p. 248 ; Décret du 9 avril 1811 sur les — p. 249 ; Nombre des — p. 250 ; Classification des — p. 250.
Publicité de la peine de mort, p. 490.

R

Rattachement de l'administration pénitentiaire au ministère de la Justice, pp. 397 et s.
Reformatory d'Elmira, p. 360 ; de Concord, p. 365, n. 2.
Régie, comparaison de la — à l'entreprise, pp. 379 et s.
Régime alimentaire des détenus adultes, pp. 266 et s.
Régime cellulaire, prisons françaises de courtes peines, pp. 261 et s.; pp. 336 et s.; Critique du — pp 332 et s.; Origines du — pp. 296 et s.; Développement du — au XVII^e^ et au XVIII^e^ siècles, pp. 299 et s. ; — appliqué aux longues peines ; cellules belges, pp. 326 et s.
Régime des décrets (transportation), p. 421.
Régime disciplinaire des colonies pénitentiaires (arrêté du 15 juillet 1899), p. 75 ; p. 156 ; — des maisons centrales et prisons départementales, pp. 270 et s.; — des peines réformatrices en général, pp. 350 et s.; — des maisons cellulaires, p. 271 ; — des transportés, pp. 416 et s.; — des relégués, p. 474.
Régime moral des maisons centrales et prisons départementales, p. 269.
Règlement du 10 avril 1869 sur les colonies pénitentiaires, pp. 72 et s.
Relégation, législation de la — pp. 466 et s ; étude pénitentiaire de la — pp. 493 et s. ; dispenses de la — p. 476.
Relégués individuels, p. 470 ; — collectifs, pp. 471 et s.
Réparation du préjudice causé par l'infraction, p. 206 ; pp. 212 et s.
Revue pénitentiaire, anciennement *Bulletin de la Société des prisons*, p. 51.

S

Sakhaline, p. 460.
Science pénitentiaire, sa définition, son but, p. 1 ; Acceptation originaire du mot, p. 48 ; Son élargissement, pp. 49 et s.; Son domaine actuel, pp. 53 et s.; Sa méthode, pp. 57 et s.; Ses divisions, pp. 60 et s.
Sciences relatives à la criminalité, leur division générale, p. 53.
Sélection des enfants délinquants, p. 99 ; Sélection morale, sa difficulté, pp. 100 et s. ; Sélection par âge, sa

supériorité, pp. 104 et s.; Autres sélections possibles, p. 111 ; Sélection légale, p. 100 ; p. 110 ; Sélection judiciaire, p. 101 ; p. 114 ; Sélection administrative, p. 101; p. 129 : Sélection des pires et des meilleurs, pp. 130 et s.
Sections mobiles, p. 456.
Sentences indéterminées, p. 356 ; Origine, p. 357 ; Application actuelle en Amérique, p. 360 ; Application des — aux criminels d'habitude, p. 496.
Société générale des prisons, p. 49.
Société royale des prisons, p. 265 ; p. 339.
Système auburnien, p. 311.
Système progressif ou Irlandais, p. 319 ; Origine, p. 320 ; Organisation actuelle, p. 322 ; Critique du — p. 325.
Système pensylvanien ou de Philadelphie ; Origine et développement, pp. 308 et s. ; Comparaison avec le système auburnien, pp. 312 et s.

T

Transportation anglaise, pp. 446 et s.
Transportation, étude de la législation française, pp. 404 et s.
Transportation portugaise, p. 458, n. 1.
Transportation russe, p. 460.
Transportation volontaire, p. 461.
Travail, son organisation dans les prisons françaises, pp. 280 et s.; Etude pénitentiaire du — p. 368 ; Travail all' a perto, p. 371.
Truant schools, p. 113, n. 1.

V

Vengeance. Dans quelle mesure l'idée de — a inspiré la répression pénale, pp. 6 et s., p. 9.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
R.F.
IMPRIMÉS.

LAVAL. — IMPRIMERIE L. BARNÉOUD & Cie

ANDRÉ (Louis), *juge d'instruction au Tribunal de la Seine*, et GUIBOURG (Léon), *procureur de la république à Nogent-sur-Seine*. **Le Code du Travail annoté**, d'après la jurisprudence et les circulaires ministérielles, recueil méthodique et complet de la législation réglant la situation des travailleurs et de leurs employeurs. 1 vol. in-16 jésus . . . . 6 »

ARTUR (E.), *professeur à la Faculté de droit de Rennes*. **De la séparation des pouvoirs et de la séparation des fonctions de juger et d'administrer**. 1 vol. in-8 raisin . . . . . 10 »

BEAUCHET (Ludovic), *professeur à la Faculté de droit de Nancy, ancien membre (hors cadre) de l'Ecole française d'Athènes*. **Histoire du Droit privé de la république Athénienne** (*Ouvrage couronné par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, par l'Association pour l'encouragement des études grecques et par l'Académie des Sciences morales et politiques*). Tomes I et II. Droit de famille. — Tome III. Droit de propriété. Tome IV. Droit des obligations. 4 vol. in-8 raisin . . . . . 36 »

BÉZARD-FALGAS, *docteur en droit, chef adjoint du contentieux des titres de la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée*. Traité théorique et pratique du **Contentieux des Transferts d'actions et d'obligations nominatives**. 1 vol. in-8 . . . . . 9 »

BOURCARD (G.), *professeur de droit commercial à la Faculté de droit de Nancy*. De l'organisation et des pouvoirs des **Assemblées générales** dans les SOCIÉTÉS PAR ACTIONS, notamment au point de vue des modifications à apporter aux statuts (*Ouvrage couronné par l'Académie des sciences morales et politiques*), 1 vol. in-8. . . . . 9 »

BOURDONNAY (Hippolyte), *président du Tribunal civil de Nantes*. Le **Président du Tribunal civil**, répertoire alphabétique, technique et pratique de la procédure judiciaire et des actes de l'administration présidentielle à l'usage des présidents, juges et greffiers des tribunaux de première instance, CONTENANT PLUS DE 400 FORMULES. 2e édition, remaniée et mise au courant de la législation et de la jurisprudence. 1 vol. in-8. . . 12 »

CARPENTIER (Paul), *avocat au barreau de Lille, Lauréat de l'Institut de France*. **Les lois de la guerre continentale** (Publication de la section historique du grand état-major allemand, 1902), traduites et annotées. 1 vol. in-18 . . . . . 3 fr. 50

FABREGUETTES (P.), *conseiller à la Cour de cassation*. **Traité des délits politiques et des infractions par la parole, l'écriture et la presse**, renfermant, avec le dernier état de la jurisprudence, le commentaire général et complet des lois de la presse, de celles relatives aux outrages aux bonnes mœurs ainsi que tous les textes du Code pénal ou des lois spéciales se rattachant aux délits politiques et à ceux de la parole, de l'écriture et de la presse à la propagande anarchiste, etc., etc. 2e édition, entièrement refondue et augmentée, 2 vol. in-8. . . . . 25 »

MÉRIGNHAC (A.), *professeur de droit international public à la Faculté de droit de l'Université de Toulouse, adjoint à l'intendance militaire du cadre auxiliaire*. **Les lois et coutumes de la guerre sur terre**, d'après le droit international moderne et la codification de la conférence de la Haye en 1899. Ouvrage précédé d'une lettre du ministre de la guerre et d'une préface par F. de MARTENS, *professeur émérite de l'Université de Saint-Pétersbourg, membre de l'Institut de France et de la Cour permanente d'arbitrage de la Haye*. 1 vol. in-8. . . . . 7 »

PAGE (Paul), *licencié en droit*. **Manuel pratique des accidents du travail et de l'assurance accidents**. Commentaire analytique des lois du 9 avril 1898, modifiées par la loi du 22 mars 1902 et du 30 juin 1899, au courant de la dernière jurisprudence, accompagné d'une étude de l'assurance-accidents-loi et suivi des projets de lois votés par la Chambre et le Sénat, étendant ou modifiant la législation en matière d'accidents du travail, à l'usage des patrons et des ouvriers. 1 vol. in-18 . . . . . 3 fr. 50

ROGUIN (Ernest), *professeur à la Faculté de droit de Lausanne*. **Traité de Droit civil comparé** : LE MARIAGE. 1 vol. in-8. . . . 10 »

LAVAL. — IMPRIMERIE L. BARNÉOUD & Cie.

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE
3 7502 01031240 5

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

PRÉFACE,
INTRODUCTION A LA SCIENCE PÉNITENTIAIRE
CHAPITRE PREMIER. - Les fonctions de la peine
1. Objet de la science pénitentiaire, elle ne se confond pas avec l'histoire sociale de la peine,
- **2.** Difficultés de cette histoire et conception erronée que l'on s'en fait parfois,
- **3.** Critique de cette conception, l'idée d'expiation est aussi ancienne que celle de vengeance et d'intimidation,
4. Les fonctions actuelles de la peine,
- 5. Prévention individuelle et collective,
- 6. Dans quelle mesure les différentes fonctions de la peine se concilient-elles? Des conflits sont inévitables,
- 7. Conflit entre les fonctions morales et les fonctions utilitaires. Comment doit-on poser la question du droit de punir si on veut la résoudre,
- **8.** Les organes des fonctions de la peine, la Loi, le Juge, l'Administration, leurs tendances respectives,
- **9.** Le rôle de la Loi,
- **10.** Le rôle du Juge. Le jury et les magistrats de profession,
- **11.** Le rôle de l'Administration;
- **12.** Résumé des considérations précédentes,
- **13.** Importance de ces considérations pour l'étude des conflits entre les différentes fonctions de la peine,
- **14.** Solution rationnelle du conflit entre les fonctions morales et les fonctions utilitaires,
- **15.** Conflit entre les différentes fonctions utilitaires,
- **16.** Influences qui favorisent la prépondérance des fonctions de prévention individuelle,
CHAPITRE II. - La science pénitentiaire,
17. Justification de la définition fournie au chapitre précédent,
- **18.** Origine et acception primitive du terme science pénitentiaire,
- **19.** Elargissement de cette acception,
- **20.** Classification des différentes sciences relatives à la criminalité. Place de la science pénitentiaire dans cette classification,
- **21.** Méthode de la science pénitentiaire,
- **22.** Division du traité,
PREMIÈRE PARTIE
CHAPITRE PREMIER. - *Exposé de la législation française,*
23. Division du chapitre,
SECTION PREMIÈRE
24. Période antérieure à la loi du 5 août 1850,
SECTION II
25. Régime de la loi de 1850,
SECTION III
26. Modifications et compléments apportés postérieurement à la loi de 1850 à l'organisation et au régime des peines éducatrices,
- **27.** Modifications relatives à l'éducation morale, religieuse et professionnelle et au régime disciplinaire,
- **28.** Modifications relatives à la distinction des établissements publics et privés,
- **29.** Modifications relatives à la classification et au nombre des établissements affectés aux jeunes délinquants,
- **30.** Modifications relatives aux conséquences que peut avoir pour un mineur l'application des articles 66 et 67 du Code pénal. Loi du 19 avril 1898,
CHAPITRE II. - *Etude pénitentiaire des peines éducatrices,*
31. Division du chapitre,
SECTION PREMIÈRE
32. Classification des jeunes délinquants et différentes formes de peines qui lui correspondent. Minorité pénale et période d'irresponsabilité,
- **33.** Etude de la classification organisée par la loi de 1850,
- **34.** Autre classification organisée postérieurement à la loi de 1850,
- **35.** La sélection des anormaux,
- 36. Recherche d'une classification rationnelle des enfants normaux. De la possibilité pratique d'une classification d'après le degré de perversité morale,
- **37.** La sélection par âge. Sa supériorité,
- **38.** Différentes sélections pouvant se combiner avec la sélection par âge. En premier lieu la sélection morale, insuccès de la sélection morale légale,
39. La sélection morale judiciaire. A quelles conditions pourra-t-elle être efficace?
- **40.** De la nécessité de laisser la sélection par âge à la base de l'organisation des peines éducatrices alors même que l'on pourrait avoir pleine confiance dans le bon fonctionnement de la sélection morale judiciaire,
- **41.** La sélection morale administrative. Quelle est l'administration qui doit être chargée de cette sélection?
- **42.** Les procédés de la sélection morale administrative; la sélection des meilleurs et la sélection des pires,
SECTION II
43. Conditions générales d'efficacité de la peine éducatrice,
- **44.** Nécessité de petits effectifs d'enfants,
- **45.** Nécessité d'un personnel nombreux et choisi,
- **46**. Il faut éviter la peine éducatrice de courte durée,
SECTION III
47. Principaux moyens de moralisation,
- **48.** L'éducation morale et religieuse,
- **49.** L'instruction,
- **50.** L'éducation professionnelle,
- **51.** Le régime disciplinaire,
- **52.** La libération conditionnelle,
SECTION IV
53. Distinction des établissements publics et privés,
DEUXIÈME PARTIE Peines d'intimidation pure ou d'avertissement
54. Généralités,
CHAPITRE PREMIER. - *Exposé de la législation française,*
55. Division du chapitre,
SECTION PREMIÈRE
56. Les courtes peines d'emprisonnement,
- **57.** Leur régime,
SECTION II
58. L'amende,
- **59.** Procédés de recouvrement,
- **60.** Exécution de la condamnation à l'amende contre les héritiers du condamné,
SECTION III
61. La condamnation prononcée avec sursis,
- 62. Conditions du sursis,
- **63.** Effets du sursis pendant le délai et après son expiration,
- **64.** Causes de déchéance,
CHAPITRE II. - *Etude pénitentiaire des peines d'intimidation pure,*
65. Division du chapitre,
SECTION PREMIÈRE
66. De la courte peine d'emprisonnement utilisée comme peine d'intimidation ou d'avertissement,
- **67.** Son inefficacité comme moyen de prévention individuelle doit-elle aboutir à la faire disparaître d'une bonne législation pénale,
SECTION II
68. Des pénalités qui pourraient être substituées à l'emprisonnement de courte durée. Historique de la question,
- **69.** Lenteur du progrès législatif sur ce terrain,
- **70.** La condamnation conditionnelle; critiques générales contre cette institution,
- **71.** Critique particulière de la loi du 26 mars 1891,

- **72.** Insuffisance de la condamnation conditionnelle comme palliatif des courtes peines d'emprisonnement,
- **73.** Autres pénalités pouvant être substituées la courte peine d'emprisonnement. Division,
- **74.** Peines pécuniaires, leur effet lucratif, utilisation du produit de l'amende,
- **75.** Effet privatif, valeur pénitentiaire de la peine pécuniaire,
- **76.** Le problème du recouvrement; examen des principales solutions,
- **77.** Corvées pénales et prestations en nature, critique de la corvée pénale obligatoire,
- **78.** Corvée pénale facultative,
- **79.** Peines purement corporelles,
- **80.** Peines morales,
- **81.** Le pardon avec réprimande,
- **82.** L'institution du pardon doit-elle être admise dans une législation qui a déjà accueilli la condamnation avec sursis,
- **83.** L'interdiction de certains droits,

TROISIÈME PARTIE

84. Introduction et division,

CHAPITRE PREMIER. - *Exposé de la législation française sur les peines réformatrices métropolitaines.* - **85.** Division,

SECTION PREMIÈRE

86. Des différentes sortes de peines réformatrices métropolitaines et du lieu de leur exécution,

SECTION II

87. Personnel chargé des peines réformatrices métropolitaines,
- **88.** Administration centrale. Direction générale,
- **89.** Inspection générale,
- **90.** Conseil supérieur des prisons,
- **91.** Administration locale,
- **92.** Commissions de surveillance,

SECTION III

93. Régime des peines réformatrices métropolitaines. Division,
- **94.** Système d'emprisonnement,
- **95.** Régime physique, hygiène, alimentation,
- **96.** Régime moral, instruction, éducation,
- **97.** Régime disciplinaire,
- **98.** Grâce et libération conditionnelle,

SECTION IV

99. Organisation du travail,
- **100.** Divers modes d'exploitation de la main-d'oeuvre pénale,
- **101.** Pécule du détenu,
- **102.** La loi du 9 avril 1898 s'applique-t-elle aux accidents du travail pénitentiaire?

CHAPITRE II. - Etude pénitentiaire des peines réformatrices métropolitaines,

103. Division du chapitre,

SECTION PREMIÈRE

104. Systèmes d'emprisonnement; historique de l'emprisonnement cellulaire,
- **105.** Howard, son oeuvre,
- **106.** Diffusion des théories pénitentiaires,
- **107.** Etats-Unis,
- **108.** Comparaison du système auburnien et du système pensylvanien,
- **109.** Angleterre, réforme des country Jails,
- **110.** La servitude pénale. Le système progressif ou irlandais,
- **111.** Belgique,
- **112.** Régime de la loi belge du 4 mars 1870,
- **113.** Examen critique du système cellulaire belge,
- **114.** France. Les précédents de la loi de 1875,

SECTION II

115. Moyens de moralisation, division,
- **116.** Education morale et religieuse, instruction,
- **117.** Régime disciplinaire,
- **118.** Libération conditionnelle,
- 119. Les sentences indéterminées,

SECTION III

120. Le travail pénitentiaire. Division,
- **121.** Buts et caractères du travail pénitentiaire,
- **122.** Le travail doit être utile et productif,
- **123.** Le travail doit fournir au détenu libéré des moyens d'existence,
- **124.** Le travail doit être conforme aux aptitudes du détenu. La question du travail all **[...]** aperto,
- **125**. Le travail doit être rémunéré,
- **126.** Modes d'exploitation,
- **127.** La régie comparée à l'entreprise,
- **128.** La concurrence du travail pénal au travail libre

SECTION IV

129. Le personnel de garde et d'administration, son recrutement,
- **130.** La question du rattachement de l'administration pénitentiaire au ministère de la justice.

CHAPITRE III. - *La peine réformatrice coloniale (transportation). Exposé de la législation française,*

131. Introduction et. division,

SECTION PREMIÈRE

132. Les lieux de transportation,
- **133.** La transportation abandonnée en Nouvelle-Calédonie. L'utilisation possible de la main-d'oeuvre pénale en Guyane,

SECTION II

134. Le régime disciplinaire. Le décret du 18 juin 1880,
- **135.** Régime du décret du 4 septembre 1891,

SECTION III

136. Mode d'exploitation de la main-d'oeuvre des transportés en cours de peine,
- **137.** Les contrats de main-d'oeuvre,
- **138.** L'assignation individuelle,

SECTION IV

139. La mise en concession et la libération,
- **140.** Le régime du décret du 18 janvier 1895,
- **141.** La libération,

CHAPITRE IV. - *Etude pénitentiaire de la peine réformatrice coloniale,*

142. Illusions que l'expatriation pénale a fait concevoir,
- **143.** Critique de la loi de 1854. Les différents buts possibles de l'expatriation pénale,
- **144.** Pluralité des formes de la transportation,
- **145.** Histoire de la transportation anglaise en Australie,
- **146.** Enseignements que cette histoire comporte,
- **147.** Possibilité de mettre la main-d'oeuvre pénale à la disposition des colonies sans leur imposer la présence des libérés. Les sections mobiles,
- **148.** La question des libérés,
- **149.** Conclusion,

QUATRIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. - *Exposé de la législation française,*
SECTION PREMIÈRE
150. La peine de mort,
SECTION II
151. La relégation,
- **152.** Conception originaire des autours de la loi du 27 mai 1885,
- **153.** La relégation individuelle,
- **154.** La relégation collective,
- **155.** La commission de classement et les dispenses de relégation,
CHAPITRE II. - *Etude pénitentiaire des peines éliminatoires,*
SECTION PREMIÈRE
156. La peine éliminatoire de la grande criminalité. Comment se pose la question de la peine de mort,
- **157.** La fonction de prévention collective devient prépondérante dans la répression de la grande criminalité,
- **158.** Le problème de l'efficacité répressive de la peine de mort,
- **159.** Critiques dirigées contre la peine de mort, à un point de vue autre que celui de l'efficacité répressive,
- **160.** Conclusion,
SECTION II
161. La peine éliminatoire de la criminalité professionnelle,
- **162.** Son régime,

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

A

Accidents du travail dans les prisons, p.
Administration pénitentiaire, p.
Administration centrale, p.
Administration locale, p.
Aménde: Effet privatif; Effet lucratif, pp.
Amende: Absence de systématisation législative de l'amende, p.
Amende: Recouvrement de l'amende pp.
Amende: Avantages de l'amende p.
Amende:Condition d'efficacité de l'amende p.
Amendement: But de la peine, p.
Amendement:Maisons et quartiers d'amendement p.
, régime progressif, pp.
Anormaux. Enfants Anormaux. p.
Assignation individuelle, p.
Assistance publique départementale; Son rôle dans l'exécution de la loi du 19 avril 1898, pp.
Autorités qui interviennent dans la fixation de la peine, leur tendance respective, p.

B

: Réforme pénitentiaire en pp.

C

Colonies pénitentiaires, p.
Colonies pénitentiaires, Régime, pp.
Colonies pénitentiaires, Distinction des colonies publiques et privées, pp.
Colonisation pénale, p.
Colonies correctionnelles, p.
Colonies correctionnelles, Questions des Colonies correctionnelles, et des quartiers correctionnels, p.
Circonscriptions pénitentiaires, p.
Commission de classement des récidivistes, p.
Commissions de surveillance, p.
Concessions de terre aux transportés, pp.
Concessions de terre aux transportés, Aux relégués, p.
Concessions de terre aux transportés,Concessions supplémentaires (décret du 9 octobre 1901), p.
Concurrence du travail des prisons au travail libre, pp.
Concurrence du travail des prisons au travail libre, Concurrence de prix, p.
Concurrence du travail des prisons au travail libre, Concurrence de quantité, p.
Concurrence du travail des prisons au travail libre, Remèdes à la Concurrence du travail des prisons au travail libre, p.
Condamnation conditionnelle: Régime de la loi de 1891, p.
Condamnation conditionnelle: Critiques générales et spéciales, pp.
Condamnation conditionnelle: La condamnation conditionnelle et la prévention collective, p.
Congrès pénitentiaires, p.
Conseil supérieur des prisons, pp.
Contrainte par corps, pp.
Contrats de main-d'oeuvre, leur origine, p.
Contrats de main-d'oeuvre, leur origine, Critique des contrats de main-d'oeuvre, leur origine, p.
Contrats de main-d'oeuvre, leur origine, réglementation des contrats de main-d'oeuvre, leur origine, p.
Corvées pénales, pp.
Corvées pénales, facultatives, p.
Corvées pénales, Prestations en nature du Code forestier, p.
Courtes peines d'emprisonnement, pp.
Courtes peines d'emprisonnement, Acception administrative du mot, p.
Courtes peines d'emprisonnement, Acception pénitentiaire, p.
Courtes peines d'emprisonnement, Fréquence des courtes peines d'emprisonnement, p.
Courtes peines d'emprisonnement, Régime des courtes peines d'emprisonnement, p.
Courtes peines d'emprisonnement,Valeur répressive des courtes peines d'emprisonnement, pp.
Courtes peines d'emprisonnement,Pénalités qui pourraient être substituées aux courtes peines d'emprisonnement, pp.
Crime, difficulté de la définition du courtes peines d'emprisonnement, pp.

E

Ecoles de réforme, pp.
Ecoles de réforme spéciale pour les amendés des colonies pénitentiaires, p.
Education morale et religieuse des jeunes détenus, pp.
Education morale et religieuse des détenus adultes, p.
Education professionnelle des jeunes détenus, pp.
Effectifs réduits: Nécessité des effectifs réduits dans les colonies pénitentiaires p.
Enervement de la peine de la transportation. pp.
Entreprise, comparaison de l'entreprise, avec la régie, pp.
: Régime cellulaire aux pp.
Expatriation pénale, étude pénitentiaire de l'expatriation pénale pp.
Expatriation pénale, Buts de l'expatriation pénale p.
Expiation, ancienneté de l'idée d'expiation p.
Evolution de la peine, critique de la théorie courante, p.

F

Fixation de la peine; Fixation légale, p.
Fixation de la peine; Fixation légale, Fixation judiciaire, p.
Fixation de la peine; Fixation légale,Fixation administrative, p.
Fixité de la peine, pp.

Fonctions de la peine, pp.
Fonctions de la peine,Fonctions morales, p.
Fonctions de la peine, Fonctions utilitaires, p.
Fonctions de la peine, Conflit entre les fonctions morales et utilitaires, p.
Fonctions de la peine,Conflit des fonctions utilitaires entre elles, p.
: réforme pénitentiaire en pp.
: OEuvre de la restauration, p.
Interruption de la réforme, p.
Reprise de la réforme, p.
G
Grâce: Comparaison avec la libération conditionnelle, p.
: Histoire de la transportation en pp.
: utilisation de la main-d'oeuvre pénale en p.
H
Howard, sa vie, son oeuvre, pp.
I
Inspection générale des services administratifs. p.
Décret du 24 février 1901 sur l'inspection générale des services administratifs p.
Inspection générale des services administratifs Critique de l'organisation actuelle, pp.
Irresponsabilité pénale: Période d'irresponsabilité pénale p.
Intimidation: Ancienneté de l'idée d'intimidation Son rôle répressif, p.
Instruction des jeunes détenus, p.
Instruction des jeunes détenus des détenus adultes, p.
Interdiction de certains droits, p.
J
Justice: Sentiment de Justice Son utilisation comme critérium répressif, p
Journal pour les prisonniers, pp.
Juges correctionnels: Façon de juger des *juges correctionnels* p.
Jury: Façon de juger du Jury p.
Juridiction spéciale aux enfants délinquants, p.
K
Katorga, p.
L
Libération des transportés: Régime de la Libération des transportés p.
Libération des transportés. La question de la libération des transportés p.
Libération conditionnelle des jeunes détenus (loi de 1850, p.
Libération conditionnelle des détenus adultes, pp.
Libération conditionnelle pp.
Loi du 27 mai 1885: Précédents de la Loi du 27 mai 1885 pp.
Loi du 27 mai 1885 Régime de la Loi du 27 mai 1885 pp.
Loi du 27 mai 1885 Diminution dans l'application de la Loi du 27 mai 1885 p.
Loi du 30 mai 1854: Esprit de la Loi du 30 mai 1854 p.
Loi du 30 mai 1854 Régime de la Loi du 30 mai 1854 p.
Loi du 30 mai 1854 Critique de la Loi du 30 mai 1854 p.
Loi du 4 février 1893, p.
Loi du 4 février 1893. Son exécution, p.
Loi du 5 juin 1875, p.
Loi du 5 juin 1875, Causes de son inapplication, pp.
Loi du 19 avril 1898, pp.
Loi du 5 août 1850; Régime de la Loi du 5 août 1850 pp.
Loi du 5 août 1850. Période antérieure à la Loi du 5 août 1850 p.
Loi du 5 août 1850 Modifications apportées à la Loi du 5 août 1850 pp.
Loi du 5 août 1850 Critique de la Loi du 5 août 1850 pp.
M
Main-d oeuvre pénale: Divers modes d'exploitation de la main-d'oeuvre pénale p.
Main-d'oeuvre pénale: Entreprise, régie, système des confectionnaires, p.
Main-d'oeuvre pénale: Détermination des prix de main-d'oeuvre pénale pp.
Maisons pénitentiaires, p.
Maisons centrales: Classification, p.
Maisons centralesNombre des Maisons centrales p.
Marques: Usages des Marques dans le système progressif, p.
Marques dans les réformatories, p.
MarquesMotif de l'infraction, p.
N
, Histoire de la transportation en p.
P
Panopticon de Bentham, p.
Pardon avec réprimande, p.
Pardon avec réprimande Comparaison du pardon avec réprimande avec la condamnation conditionnelle, p.
Pardon avec réprimande propositions législatives relatives au pardon avec réprimande pp.
Pardon avec réprimande accordé par le juge d'instruction (proposition Bérenger), p.
Pardon avec réprimande accordé par le parquet, p.
Patronage familial, p.
Pécule, p.
Pécule, caractère du Pécule, pp.
Pécule, réglementation du Pécule, p.
Pécule,étude pénitentiaire du Pécule, p.
Pécule,Peines d'intimidation pure, législation des Pécule, p.
Pécule, Etude pénitentiaire des Pécule, p.
Peines non déshonorantes, p.
Peine, définition, p.
Peine, Histoire sociale de la peine, p.
Peine, Fonctions de la peine, pp.
Peines éducatrices, législation des Peines éducatrices pp.
Peines éducatrices Etude pénitentiaire des Peines éducatrices pp.
Peines morales, p.
Peine de mort: Législation française de la peine de mort p.
Peine de mort Etude pénitentiaire de la peine de mort pp.
Peine de mort Critiques contre la peine de mort pp.
Peine de mort La peine de mort et l'école italienne, p.
Peines corporelles, pour les jeunes détenus, pp.
Peines corporelles pour les délinquants et adultes, pp.
Peines corporelles p.
Peines réformatrices métropolitaines, législation des peines réformatrices métropolitaines, p.
Peines réformatrices métropolitaines, Etude pénitentiaire des peines réformatrices métropolitaines, p.

Pénitenciers agricoles, p.
Personnel, des maisons d'éducation correctionnelle, p.
Personnel, des maisons centrales et des prisons départementales, p.
Placement familial, p.
Prétoire de justice disciplinaire, p.
Prévention individuelle et collective, p.
Prévention individuelle et collective, Prépondérance de la prévention individuelle sur la prévention collective, p.
Prisons départementales ou de courtes peines, p.
Prisons départementales ou de courtes peines Décret du 9 avril 1811 sur les prisons départementales ou de courtes peines p.
Prisons départementales ou de courtes peines Nombre des Prisons départementales ou de courtes peines p.
Prisons départementales ou de courtes peines Classification des Prisons départementales ou de courtes peines p.
Publicité de la peine de mort, p.

R

Rattachement de l'administration pénitentiaire au ministère de la Justice, pp.
Reformatory d'Elmira, p.
Reformatory d'Elmira, de Concord, p.
Régie, comparaison de la Régie, à l'entreprise, pp.
Régime alimentaire des détenus adultes, pp.
Régime cellulaire, prisons françaises de courtes peines, pp.
Régime cellulaire, pp.
Régime cellulaire, Critique du Régime cellulaire, pp
Régime cellulaire, Origines du Régime cellulaire, pp.
Régime cellulaire,Développement du Régime cellulaire, au XVII^{e} et au XVIII^{e} siècles, pp.
Régime cellulaire, appliqué aux longues peines; cellules belges, pp.
Régime des décrets (transportation), p.
Régime disciplinaire des colonies pénitentiaires (arrêté du 15 juillet 1899), p.
Régime disciplinaire des maisons centrales et prisons départementales, pp.
Régime disciplinaire des peines réformatrices en général, pp.
Régime disciplinaire des maisons cellulaires, p.
Régime disciplinaire des transportés, pp.
Régime disciplinaire des relégués, p.
Régime moral des maisons centrales et prisons départementales, p.
Règlement du 10 avril 1869 sur les colonies pénitentiaires, pp.
Relégation, législation de la Relégation, pp.
Relégation, étude pénitentiaire de la Relégation, pp.
Relégation, dispenses de la Relégation, p.
Relégués individuels, p.
Relégués individuels, collectifs, pp.
Réparation du préjudice causé par l'infraction, p.
Réparation du préjudice causé par l'infraction pp.
Revue pénitentiaire, anciennement *Bulletin de la Société des prisons,* p.

S

Sakhaline, p.
Science pénitentiaire, sa définition, son but, p.
Science pénitentiaire, Acceptation originaire du mot, p.
Science pénitentiaire, Son élargissement, pp.
Science pénitentiaire, Son domaine actuel, pp.
Science pénitentiaire, Sa méthode, pp.
Science pénitentiaire, Ses divisions, pp.
Sciences relatives à la criminalité, leur division générale, p.
Sélection des enfants délinquants, p.
Sélection des enfants délinquants, Sélection morale, sa difficulté, pp.
Sélection des enfants délinquants, Sélection par âge, sa supériorité, pp.
Sélection des enfants délinquants, Autres sélections possibles, p.
Sélection des enfants délinquants, Sélection légale, p.
Sélection des enfants délinquants, Sélection judiciaire, p.
Sélection des enfants délinquants, Sélection administrative, p.
Sélection des pires et des meilleurs, pp.
Sections mobiles, p.
Sentences indéterminées, p.
Sentences indéterminées, Origine, p.
Sentences indéterminées, Application actuelle en , p.
Sentences indéterminées, Application des sentences indéterminées,aux criminels d'habitude, p.
Société générale des prisons, p.
Société royale des prisons, p.
Système auburnien, p.
Système progressif ou Irlandais, p.
Système progressif ou Irlandais,Origine, p.
Système progressif ou Irlandais, Organisation actuelle, p.
Système progressif ou Irlandais, Critique du Ssstème progressif ou Irlandais, p.
Système pensylvanien ou de Philadelphie; Origine et développement, pp.
Système pensylvanien ou de Philadelphie Comparaison avec le système auburnien, pp.

T

Transportation anglaise, pp.
Transportation, étude de la législation française, pp.
Transportation portugaise, p.
Transportation russe, p.
Transportation volontaire, p.
Travail, son organisation dans les prisons françaises, pp.
Travail Etude pénitentiaire du Travail p.
Travail Travail all'a perto, p.
Truant schools, p.

V

Vengeance. Dans quelle mesure l'idée de Vengeance a inspiré la répression pénale, pp.